



**HAL**  
open science

## Les États-Unis et le Vatican : analyse d'un rapprochement (1981-1989)

Marie Gayte

► **To cite this version:**

Marie Gayte. Les États-Unis et le Vatican : analyse d'un rapprochement (1981-1989). Science politique. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2010. Français. NNT : 2010PA030046 . tel-00834752

**HAL Id: tel-00834752**

**<https://theses.hal.science/tel-00834752>**

Submitted on 17 Jun 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3**  
**ECOLE DOCTORALE D’ETUDES ANGLOPHONES, GERMANOPHONES ET**  
**EUROPEENNES (EDEAGE)**

**Thèse de doctorat**  
**Etudes du monde anglophone**

**MARIE GAYTE**

**LES ETATS-UNIS ET LE VATICAN :**  
**ANALYSE D’UN RAPPROCHEMENT**  
**(1981-1989)**

Thèse dirigée par Monsieur le Professeur Serge Ricard

Le 2 juin 2010

Jury :

M. Laurent Cesari, Professeur à l’Université d’Artois

M. Edouard Husson, Professeur à l’Université d’Amiens

M. Pierre Melandri, Professeur à l’Institut d’études politiques de Paris

M. Vincent Michelot, Professeur à l’Institut d’études politiques de Lyon



## Remerciements

Ce travail, à première vue éminemment solitaire, n'aurait jamais pu voir le jour sans l'aide indispensable de très nombreuses personnes, au premier titre desquelles notre directeur de thèse, Serge Ricard. Après nous avoir accueillie en DEA avec beaucoup de compréhension dans des circonstances difficiles, il a accepté de nous diriger dans le cadre de cette thèse et a su attirer notre attention sur cette thématique pas encore explorée. Il nous a accompagnée tout au long du processus de recherche avec une infinie bienveillance et une grande compréhension quant aux obstacles qui se sont dressés sur notre route. Son aide au cours des dernières phases de ce travail a été irremplaçable ; ses relectures attentives et ses commentaires constructifs se sont doublés d'une rapidité qui nous a permis de terminer en temps et en heure. Toujours d'une grande disponibilité pour tous ses doctorants, son rôle ne s'est pas limité au seul encadrement de la thèse : il nous a permis d'assister et de participer à des séminaires de doctorants et des conférences internationales qui ont été autant de catalyseurs, en plus d'être des occasions de rencontrer des chercheurs travaillant sur des problématiques semblables aux nôtres. Il n'a pas non plus ménagé sa peine quand il s'agissait de relire articles et communications.

Du côté américain, nous tenons à remercier Gerald Fogarty, professeur d'histoire à l'université de Virginie à Charlottesville et spécialiste des rapports entre le gouvernement américain, le Saint-Siège et l'Eglise catholique américaine. Outre son accueil très cordial et le temps qu'il nous a consacré, il a eu l'amabilité de mettre à notre disposition des documents et des témoignages d'une grande valeur.

Nous tenons également à remercier les personnes qui, par leur disponibilité, ont rendu notre travail en archives plus efficace : Lisa Jones et Shelley Williams à la bibliothèque présidentielle Ronald Reagan, Julie Satzick et John Treanor au *John Cardinal Bernardin Archives and Record Center*, ainsi que Lynn Conway et Nicholas Scheetz à la bibliothèque de l'université de Georgetown.

Nous souhaitons remercier l'université Paris 3, le service des relations internationales, Mme Martine Azuelos et M. Didier Aubert, pour le séjour de recherche qu'il nous a été permis d'effectuer à l'université du Massachusetts à Amherst au premier semestre 2007, dans le cadre du programme CUPA. Les ressources documentaires innombrables et la qualité de l'environnement de travail ont donné un véritable coup d'accélérateur à nos recherches. Nous

tenons également à remercier les responsables de CUPA, et tout particulièrement Mary Ann Letellier à Paris et Mary Cattani à Amherst, ainsi qu'Eric Einhorn qui a été notre enseignant référent au sein du département de science politique de l'université. Nous remercions pour leur accueil Helena et Phil Dooley.

Nous souhaitons également témoigner notre reconnaissance aux nombreuses personnes qui ont accepté de donner de leur temps pour répondre à nos questions. Nous tenons tout particulièrement à remercier les diplomates Thomas Melady, Peter Murphy, Donald Planty et Michael Hornblow pour leurs témoignages extrêmement précieux, dont il est fait largement usage dans le cadre de cette étude. Nous avons également eu le privilège de pouvoir nous entretenir avec Mgr Pio Laghi peu de temps avant qu'il ne décède et sommes extrêmement reconnaissant du temps qu'il avait eu l'amabilité de nous consacrer.

Enfin, ces remerciements ne seraient complets si nous omettions de mentionner nos proches, dont le soutien a été indispensable. Je tiens à remercier tout particulièrement Gaëtan pour sa présence, ses encouragements constants et ses patientes relectures, ainsi que mes parents, Marie-Hélène et Auguste Gayte, pour tout le temps qu'ils ont eux aussi consacré à cette thèse, sans oublier Catherine Heu-Boidin, qui m'a aidée à maintenir le cap.

# Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	3
<b>Table des matières</b> .....	5
<b>Table des annexes</b> .....	9
<b>Liste des abréviations</b> .....	10
<b>Introduction</b> .....	11
<b>Partie I : Des Etats pontificaux à l'Etat de la cité du Vatican : les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège de 1783 à 1981</b> .....	31
<b>Chapitre 1 : Des relations irrégulières (1783-1939)</b> .....	32
<b>I. Les Etats pontificaux et la jeune république américaine : des relations consulaires aux relations diplomatiques (1797-1867)</b> .....	32
I. i. <i>Des premiers contacts sous le signe de la cordialité</i> .....	32
I. ii. <i>L'établissement de relations diplomatiques</i> .....	34
I. iii. <i>Des relations sans grande substance</i> .....	37
I. iv. <i>La fin de la représentation américaine</i> .....	39
<b>II. Des relations à leur nadir ? (1868-1939)</b> .....	41
II. i. <i>Des bouleversements profonds des deux côtés de l'Atlantique</i> .....	42
II. ii. <i>La mission Taft, une anomalie diplomatique</i> .....	45
II. iii. <i>La Première Guerre mondiale, une occasion manquée ?</i> .....	47
II. iv. <i>Les évêques américains, opposants inattendus à un rapprochement avec le Saint-Siège</i> .....	49
<b>Chapitre 2 : Parallel Endeavors for Peace. La reprise de relations directes et continues sous la présidence de Franklin D. Roosevelt</b> .....	52
<b>I. It would give me great satisfaction to send you my personal representative</b> .....	53
I. i. <i>Les motivations ayant présidé à l'envoi d'un représentant personnel</i> .....	53
I. ii. <i>Un long processus</i> .....	55
I. iii. <i>La concrétisation d'une idée ancienne</i> .....	57
<b>II. Le choix de la représentation personnelle : une anomalie diplomatique ?</b> .....	58
II. i. <i>Le constat de l'impossibilité des relations diplomatiques</i> .....	58
II. ii. <i>Une stratégie d'évitement</i> .....	59
II. iii. <i>Le pragmatisme du Saint-Siège</i> .....	60
<b>III. Les réactions à la nomination de Myron Taylor</b> .....	61
III. i. <i>La presse protestante sur les barricades</i> .....	61
III. ii. <i>Une communauté religieuse entre retenue et rejet</i> .....	62
III. iii. <i>Les motivations de l'opposition</i> .....	63
<b>IV. La mission Taylor : objectifs et réalisations</b> .....	64
IV. i. <i>Des contacts continus grâce à ... l'établissement de relations diplomatiques !</i> .....	64
IV. ii. <i>L'Italie, thème central des conversations</i> .....	65
IV. iii. <i>Le communisme, déjà au cœur des préoccupations du Saint-Siège et des Etats-Unis</i> .....	66
IV. iv. <i>Une relation non exempte de tensions</i> .....	67
<b>Chapitre 3 : Heurs et malheurs de l'alliance idéologique du Vatican et des Etats-Unis contre le communisme</b> .....	69
<b>I. Truman et le Saint-Siège : une véritable « sainte alliance » contre le communisme ?</b> .....	70
I. i. <i>Des circonstances internationales qui imposent à Truman la poursuite de la mission</i> .....	70
I. ii. <i>La « croisade » de Truman et de Pie XII contre le communisme</i> .....	72
I. iii. <i>L'établissement de relations diplomatiques, consécration d'une alliance anticommuniste ?</i> .....	75
I. iv. <i>L'opposition aux relations diplomatiques et l'échec du projet de Truman</i> .....	77
I. v. <i>La réaction des catholiques américains et du Saint-Siège</i> .....	81
<b>II. Une « alliance » fragilisée (1951-1968)</b> .....	82
II. i. <i>Le Vatican, excédé par l'attitude américaine, prend ses distances (1951-1958)</i> .....	83

II. ii. <i>La présidence Eisenhower : des relations sans réelle substance</i> .....	85
II. iii. <i>L'aggiornamento catholique sous Jean XXIII et Paul VI et ses répercussions sur la scène internationale</i> .....	90
II. iv. <i>Les Etats-Unis face à l'aggiornamento</i> .....	93
II. v. <i>La guerre du Vietnam ou les limites du partenariat</i> .....	95
II. vi. <i>Des réévaluations périodiques des rapports avec le Saint-Siège, sans conséquence (1960-1968)</i> .....	103
<b>III. Un rapprochement sous-tendu par le réalisme, puis par des valeurs communes (1968-1980)</b> ...	111
III. i. <i>Une réévaluation payante de la position américaine sous Nixon</i> .....	111
III. ii. <i>L'Administration Ford, période de flottement dans les relations</i> .....	125
III. iii. <i>Des fondements communs ? L'Administration Carter et le Saint-Siège</i> .....	128
<b>Partie II : L'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, concrétisation d'une alliance idéologique ?</b> .....	139
<b>Chapitre 1 : Les Etats-Unis et le Vatican sous Reagan et Jean-Paul II : un rapprochement indéniable</b> .....	140
<b>I. Une proximité idéologique qui trouve ses racines dans la distanciation entre le Saint-Siège et les pays communistes</b> .....	140
I. i. <i>L' « effet » Jean-Paul II</i> .....	140
I. ii. <i>L'Europe de l'Est, source commune de préoccupation</i> .....	142
I. iii. <i>La théologie de la libération, autre source commune d'inquiétude</i> .....	144
<b>II. Des contacts accrus</b> .....	147
II. i. <i>Des contacts de haut niveau</i> .....	147
II. ii. <i>Une véritable navette de renseignement</i> .....	150
II. iii. <i>Des contacts à double sens</i> .....	151
<b>III. <i>We seem to be overloading the Vatican circuits of late</i>: la Pologne, exemple de cette collaboration renforcée</b> .....	153
III. i. <i>Le Vatican de Jean-Paul II, acteur majeur de la crise polonaise du début des années 1980</i> .....	153
III. ii. <i>Une communication étroite tout au long de la crise</i> .....	155
III. iii. <i>Les contacts rapprochés avec les Etats-Unis : une occasion pour le Saint-Siège de faire connaître ses desiderata</i> .....	162
III. iv. <i>Quelques exemples de collaboration fructueuse pour les Etats-Unis</i> .....	167
<b>IV. Peut-on parler pour autant d'une « sainte alliance » entre les Etats-Unis et le Saint-Siège ?</b> ....	170
IV. i. <i>Une littérature abondante sur l'alliance idéologique entre Reagan et Jean-Paul II</i> .....	170
IV. ii. <i>Les réalisations de la « sainte alliance »</i> .....	172
<b>Chapitre 2 : L'établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les Etats-Unis : les forces en présence</b> .....	173
<b>I. L'établissement de relations avec le Saint-Siège, un projet personnel de Ronald Reagan ?</b> .....	173
I. i. <i>Reagan comme initiateur de l'établissement des relations diplomatiques</i> .....	173
I. ii. <i>Contrairement aux apparences, un sujet qui n'est pas une préoccupation majeure pour l'Administration Reagan</i> .....	175
<b>II. Le rôle de William Wilson</b> .....	177
II. i. <i>Une amitié forte au service des relations diplomatiques</i> .....	177
II. ii. <i>Les motivations de Wilson</i> .....	180
II. iii. <i>L'action de Wilson en faveur des relations diplomatiques</i> .....	185
<b>III. Le débat au sein de l'Administration Reagan</b> .....	187
III. i. <i>Le débat à la Maison-Blanche</i> .....	187
III. ii. <i>Des réticences en haut lieu</i> .....	190
III. iii. <i>Le Saint-Siège et la question des relations diplomatiques</i> .....	192
<b>Chapitre 3 : Le processus d'établissement</b> .....	194
<b>I. L'établissement des relations diplomatiques, processus parlementaire ou exécutif ?</b> .....	194
I. i. <i>L'abrogation de l'amendement de 1867, une initiative du Congrès ?</i> .....	194
I. ii. <i>Derrière le Congrès, la patte de la Maison-Blanche — et de Wilson</i> .....	196
<b>II. Le retrait de l'amendement au projet de loi de finances de 1867</b> .....	201
II. i. <i>La nature du processus d'abrogation</i> .....	201
II. ii. <i>Un processus qui se déroule dans l'indifférence générale</i> .....	203
<b>III. Contrairement à 1951, une décision bien préparée</b> .....	205
III. i. <i>La Maison-Blanche prend la température auprès des responsables religieux</i> .....	205

III. ii. ...tout comme Wilson .....	206
<b>IV. Enfin, l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège .....</b>	<b>207</b>
IV. i. L'annonce officielle : une issue sans cesse contrariée.....	207
IV. ii. Relations diplomatiques avec le Saint-Siège, l'Eglise catholique ou le Vatican ? La Maison-Blanche entretient la confusion .....	209
<b>V. Une opposition <i>pro forma</i> au Congrès .....</b>	<b>211</b>
V. i. Une nomination peu controversée au Congrès, malgré l'opposition de Jesse Helms.....	211
V. ii. La reprogrammation de fonds pour l'ambassade : là encore, une opposition pour la forme.....	216
<b>VI. La concrétisation du processus : quelques mots sur l'ambassade américaine près le Saint-Siège .....</b>	<b>218</b>
VI. i. L'ambassade des Etats-Unis au temps de Wilson .....	218
VI. ii. La disgrâce de Wilson.....	220

#### **Chapitre 4 : L'établissement de relations diplomatiques et l'opinion : des réactions contrastées .....**

<b>I. La société américaine : enthousiasme, indifférence ou soupçon .....</b>	<b>227</b>
I. i. L'accueil réservé par la presse généraliste .....	227
I. ii. Une opinion publique caractérisée par l'indifférence.....	229
<b>II. Une communauté protestante entre rejet et résignation .....</b>	<b>229</b>
II. i. Le « baroud d'honneur » des églises protestantes .....	229
II. ii. Une presse protestante résignée .....	235
II. iii. Les facteurs du changement.....	236
<b>III. Les catholiques américains et l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège ..</b>	<b>239</b>
III. i. Des réticences en haut lieu .....	240
III. ii. Les soupçons de la presse catholique .....	245
III. iii. Des soupçons partagés par leurs confrères de la presse protestante et généraliste .....	247
III. iv. Des inquiétudes légitimes.....	247
<b>IV. La bataille juridique .....</b>	<b>248</b>
IV. i. Un combat perdu d'avance... ..	249
IV. ii. ...comme le confirment les décisions de justice .....	250

### **Partie III : Les Etats-Unis et le Saint-Siège : un rapprochement à nuancer .....**

#### **Chapitre 1 : Les Etats-Unis et le Saint-Siège : analyse d'un rapprochement .....**

<b>I. Loin d'une « sainte alliance » : les limites de la convergence .....</b>	<b>260</b>
I. i. La « sainte alliance » remise en cause .....	260
I. ii. Jean-Paul II et l'Ostpolitik : rupture et continuité.....	264
I. iii. Rupture et continuité dans d'autres domaines de la diplomatie pontificale .....	269
<b>II. La véritable nature des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980 .....</b>	<b>273</b>
II. i. Quand le Vatican agit de manière favorable aux Etats-Unis, à son insu.....	273
II. ii. Quand Washington cherche à convaincre Rome .....	276

#### **Chapitre 2. Quelques exemples d'une alliance loin d'être parfaite .....**

<b>I. Les négociations de désarmement: <i>We're not equivalent — we're far superior to any totalitarian regime, and we should be darn proud of it</i> .....</b>	<b>280</b>
I. i. Les négociations de Genève : un « encouragement pontifical » dont les Etats-Unis pourraient se passer.....	280
I. ii. L'exhortation au désarmement, une constante dans les rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège.....	286
<b>II. Le Saint-Siège et Israël : le lobbying américain en faveur de relations diplomatiques .....</b>	<b>292</b>
II. i. L'attitude du Vatican à l'égard de l'Etat d'Israël : une politique établie de longue date .....	292
II. ii. Quand Washington s'en mêle .....	294
<b>III. Washington, le Vatican et Cuba .....</b>	<b>298</b>

#### **Chapitre 3 : Quand l'action du Saint-Siège profite aux Etats-Unis, malgré eux .....**

<b>I. L'Initiative de défense stratégique, ou le silence accommodant de Jean-Paul II .....</b>	<b>301</b>
I. i. Le Vatican et « Star Wars ».....	301
I. ii. L'effort de « pédagogie » de Washington.....	304
<b>II. Le Nicaragua, ou quand la théologie de la libération profite aux Etats-Unis .....</b>	<b>310</b>
II. i. Le Nicaragua, source de préoccupation de l'Administration Reagan et du Saint-Siège .....	310
II. ii. Quand Washington cherche à faire de Rome un allié dans la lutte contre les sandinistes .....	314
<b>III. Haïti, les Philippines et le Chili : des intérêts parallèles bénéfiques pour Washington .....</b>	<b>328</b>



III. i. Rome, Washington et l' « épouvantail » Aristide.....	328
III. ii. La transition démocratique aux Philippines.....	332
III. iii. Quand Rome et Washington souhaitent le départ de Pinochet.....	336
<b>IV. L'Administration Reagan, le Vatican et les évêques américains, autre exemple d'une convergence d'intérêts ?.....</b>	<b>339</b>
IV. i. La politique américaine en Amérique centrale, cible de l'épiscopat américain.....	339
IV. ii. "The Challenge of Peace", un défi majeur pour l'Administration Reagan.....	348
<b>Chapitre 4 : Le Vatican et les Etats-Unis : des relations à sens unique.....</b>	<b>374</b>
<b>I. Des préoccupations pour le Saint-Siège qui ne sont pas des priorités absolues pour Reagan.....</b>	<b>374</b>
I. i. Les catholiques chinois et Rome.....	374
I. ii. Le Liban, ou l'impuissance de Jean-Paul II.....	376
I. iii. Le sort des pays du Tiers-Monde.....	381
<b>II. L'instrumentalisation de l'image de Jean-Paul II par l'Administration Reagan.....</b>	<b>384</b>
II. i. Le pape comme caution pacifique.....	385
II. ii. Le pape, argument dans la lutte contre le communisme.....	387
II. iii. Le pape, argument électoral de poids.....	390
<b>Conclusion.....</b>	<b>393</b>
<b>Sources primaires.....</b>	<b>414</b>
<b>Bibliographie indicative.....</b>	<b>421</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>435</b>
<b>Index.....</b>	<b>443</b>

# Table des annexes

1. Organigramme de la Curie romaine
2. Photos des rencontres entre Ronald Reagan et Jean-Paul II
3. Quand le pape devient un argument électoral... publicité parue dans la presse à l'occasion de la campagne présidentielle de 1984
4. Les représentants américains près le Saint Siège
5. Les responsables de la diplomatie du Saint-Siège dans les années 1980
6. L'établissement des relations diplomatiques vu par les dessinateurs de presse
7. Notes échangées entre les Etats-Unis et le Saint-Siège pour l'établissement de relations diplomatiques
8. Lettre de Pie XII à Dwight Eisenhower du 19 juin 1954
9. Mgr Bernardin en couverture de *Time* dans le contexte de la rédaction de la lettre pastorale "The Challenge of Peace : God's Promise and Our Response", le 29 novembre 1982
10. Quelques exemples d'articles consacrés à l'affrontement entre les évêques catholiques américains et l'Administration Reagan

## Liste des abréviations

<b>ACDA :</b>	Arms Control and Disarmament Agency
<b>ACLU :</b>	American Civil Liberties Union
<b>CELAM :</b>	Consejo Episcopal Latinoamericano
<b>CSCE:</b>	Conférence pour la coopération et la sécurité en Europe
<b>CIA :</b>	Central Intelligence Agency
<b>DEL :</b>	Dwight Eisenhower Library
<b>FBI :</b>	Federal Bureau of Investigation
<b>FCC :</b>	Federal Council of Churches
<b>FMLN :</b>	Frente Farabundo Marti de Liberacion Nacional
<b>GFL :</b>	Gerald Ford Library
<b>GUL :</b>	Georgetown University Library
<b>GRSD :</b>	General Records of the State Department
<b>RG59 :</b>	Record Group 59
<b>NARA :</b>	National Archives and Records Administration
<b>ICC :</b>	International Council of Churches
<b>INF :</b>	Intermediate Nuclear Forces
<b>JCBARC :</b>	Joseph Cardinal Bernardin Archives and Record Center
<b>JCL :</b>	Jimmy Carter Library
<b>JFKL :</b>	John F. Kennedy Library
<b>LJL :</b>	Lyndon Johnson Library
<b>NAE :</b>	National Association of Evangelicals
<b>NCC :</b>	National Council of Churches
<b>NCCB :</b>	National Conference of Catholic Bishops
<b>NCWC :</b>	National Catholic Welfare Conference
<b>NSC :</b>	National Security Council
<b>RNL :</b>	Richard Nixon Library
<b>RRL :</b>	Ronald Reagan Library
<b>SALT :</b>	Strategic Arms Limitation Talks
<b>SC :</b>	Special Collections
<b>START :</b>	Strategic Arms Limitation Talks
<b>USCC :</b>	United States Catholic Conference
<b>USIA :</b>	United States Information Agency

## Introduction

Le 10 janvier 1984, la Maison-Blanche annonce que les Etats-Unis ont établi des relations diplomatiques avec le Saint-Siège et que l'actuel représentant personnel de Ronald Reagan auprès du pape Jean-Paul II, son ami de Californie William Wilson, a été nommé ambassadeur. C'est la première fois dans l'histoire du pays que des relations diplomatiques réciproques et entières sont établies, car le Saint-Siège a procédé quelques heures auparavant à la même annonce et à la nomination de Pio Laghi, jusqu'alors délégué apostolique, au rang de pro-nonce<sup>1</sup>. La nouvelle, si elle ne génère guère d'enthousiasme au sein des fédérations protestantes américaines, est accueillie avec une relative bienveillance par la presse généraliste, dans un pays qui pendant des décennies pourtant a été agité par des vagues d'un anticatholicisme presque viscéral.

L'objet de notre étude, au-delà de chercher à comprendre les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont attendu plus de cent ans pour enfin établir des relations pérennes et officielles avec le Saint-Siège, est avant tout de déterminer les motivations et le contexte qui ont conduit l'Administration Reagan à franchir le pas, là où ses prédécesseurs s'étaient heurtés à une opposition frontale ou avaient soigneusement évité toute apparence d'une proximité avec Rome. Comment expliquer qu'en 1984, la décision ait été accueillie dans une relative indifférence ? Quels en ont été les ressorts, quel a été le cheminement adopté par Washington et au-delà de l'apparente indifférence initiale, quelles ont été les véritables réactions, aussi bien au sein de la communauté protestante que de l'Eglise catholique américaine ?

Force est de constater que le XX<sup>e</sup> siècle a été le théâtre d'un rapprochement entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, rapprochement qui revêt à certains égards l'apparence d'un processus inéluctable. Pourtant, pendant la majeure partie de leur histoire, les gouvernements américains successifs ont cherché à éviter, dans la mesure du possible, des contacts trop

---

<sup>1</sup> Le délégué apostolique est le représentant du pape auprès de l'épiscopat catholique dans les pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Au cas où des relations diplomatiques existent, on parle de nonce apostolique. Ce dernier est un diplomate chargé d'assurer les rapports aussi bien avec le gouvernement du pays où il est accrédité qu'avec l'épiscopat local. Conformément à la Convention de Vienne, il est doyen du corps diplomatique. Le choix du titre de pro-nonce, qui ne comporte pas une telle obligation, permettait d'éviter aux Etats-Unis cette coutume susceptible d'être mal perçue par l'opinion (Giovanni Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, Paris : Cerf, 2003, pp. 143-144).

étroits — et surtout trop visibles — avec le Saint-Siège. A l'époque des Etats pontificaux, alors que le pape régnait sur un territoire englobant jusqu'à 18 000 kilomètres carrés, l'anticatholicisme, mélange de méfiance héritée de la Réforme et de xénophobie provoquée par l'immigration en provenance de pays catholiques, a donné lieu à de nombreux accès de violence aux Etats-Unis. D'autre part, dès leur naissance, les Etats-Unis se revendiquent d'un modèle différent de celui, jugé corrompu, de l'Europe, et notamment d'une rupture avec les connivences qui y régnaient entre l'Eglise et l'Etat. Dans ce contexte, l'établissement de relations diplomatiques n'aurait pu que provoquer incompréhension et partant, difficultés dans les urnes pour toute personne qui en aurait eu l'initiative.

L'accession de Pie IX à la chaire de saint Pierre en 1846 et les tendances réformistes qui caractérisent le début de son pontificat vont donner l'occasion d'un premier rapprochement, avec l'envoi par Washington d'un chargé d'affaires, diplomate de troisième rang, à Rome. Pour autant, Washington fait savoir au souverain pontife qu'un représentant diplomatique romain ne sera pas le bienvenu. Cet épisode, en plus d'être caractérisé par l'absence de sujets importants traités par les deux Etats, sera également marqué par sa brièveté : en 1867, principalement sous la pression de l'anticatholicisme ambiant aux Etats-Unis et alors que l'unification italienne est sur le point d'aboutir, le Congrès vote un amendement interdisant toute allocation de fonds à la mission américaine à Rome. Il faudra alors plus d'un siècle pour que des relations officielles soient rétablies.

Pendant cette période, les Etats-Unis, tout comme le Vatican, vont connaître des évolutions majeures, qui vont rendre inévitable un rapprochement ultérieur. De leur côté, les Etats-Unis vont passer du statut d'Etat en marge de la société internationale, Etat-continent tout entier absorbé par la découverte de son propre territoire, à un Etat disposant de possessions hors de ses frontières, pour devenir enfin une puissance majeure, statut qui sera consacré définitivement par son rôle dans la Seconde Guerre mondiale.

De son côté, le Saint-Siège va voir ses possessions territoriales réduites comme peau de chagrin avec l'unification italienne, pour ne conserver du territoire des Etats pontificaux que quarante-quatre hectares qui lui seront attribués dans le cadre des accords du Latran, en 1929, après soixante années au cours desquelles les papes, dépourvus de tout territoire et confinés dans leur palais place Saint-Pierre, se déclareront « prisonniers du Vatican ».

Pourtant, cette perte d'influence temporelle n'est en rien synonyme de perte d'influence morale, bien au contraire. Débarrassé de toute contingence matérielle, le Saint-Siège peut désormais se consacrer à la promotion de valeurs de paix et de concorde. En outre, le souverain pontife fait de plus en plus figure d'autorité morale à l'échelle mondiale. Si dans

les accords du Latran, le Saint-Siège revendique la neutralité de l'Etat de la cité du Vatican, cela n'est pas pour autant synonyme à ses yeux d'absence de la scène internationale. Il a tenu à ce que soit mentionné qu'il restera « étranger aux compétitions temporelles entre les autres Etats (...) à moins que les parties en litige ne fassent un appel unanime à sa mission de paix, se réservant en chaque cas de faire valoir sa puissance morale et spirituelle<sup>2</sup> ».

Dans la mesure où le Saint-Siège et les Etats-Unis occupent une position de plus en plus déterminante sur la scène internationale, il est inévitable que leurs chemins soient amenés à se croiser avec une fréquence croissante. Ce sera le cas dès le début du XX<sup>e</sup> siècle aux Philippines, où les Etats-Unis, tout jeune puissance coloniale, cherchent à obtenir du Saint-Siège le départ des religieux espagnols, détenteurs d'une part considérable des terres du pays. Pour autant, Washington s'emploie à garder ses distances afin d'éviter tout soupçon d'une collusion avec Rome.

Il semble que les deux puissances, l'une politique et militaire, l'autre morale et spirituelle, aient fait le constat d'un inéluctable rapprochement dans le cadre de la lutte contre les grands totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, c'est au tout début de la Seconde Guerre mondiale, le 24 décembre 1939, alors que les Etats-Unis ne sont pas encore entrés en guerre, que Franklin Roosevelt va souhaiter établir des contacts plus étroits avec le Saint-Siège de Pie XII, lui-même Etat neutre, en proposant à ce dernier l'envoi d'un représentant personnel afin de faciliter la communication entre Rome et Washington<sup>3</sup>.

Pour autant, il ne s'agit pas encore d'un rapprochement diplomatique ou même réciproque. Le pape n'envoie pas de représentant, et l'homme choisi par Franklin Roosevelt pour le représenter n'est ambassadeur qu'à titre purement honorifique, tout ambassadeur officiel devant comparaître devant le Sénat pour y recueillir l'approbation des législateurs, ce à quoi aucun président jusqu'à Harry Truman ne se risquera. En outre, la décision va susciter une vive polémique aux Etats-Unis. Si celle-ci est quelque peu étouffée du fait des circonstances, elle tend néanmoins à indiquer que les sentiments à l'égard d'une telle mesure n'ont pas encore foncièrement changé.

La fin du second conflit mondial révèle aux yeux de tous l'existence d'une nouvelle menace, celle de l'expansionnisme communiste de l'Union soviétique, face à laquelle les Etats-Unis et le Saint-Siège vont trouver des intérêts convergents. C'est dans ce contexte qu'Harry Truman va souhaiter l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège

---

<sup>2</sup> Joël-Benoît d'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales* (Paris : Cerf-Cujas, 1989), p. 25.

<sup>3</sup> Le but de leurs échanges sera initialement d'essayer d'empêcher l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne hitlérienne.

au début des années 1950. Pourtant, la virulence des réactions à l'annonce de cette décision, notamment de la part des organisations protestantes et de défense de la laïcité, le conduit à y renoncer.

Les arguments mis en avant depuis les années 1930 pour s'opposer à l'existence de relations diplomatiques ont évolué par rapport à l'anticatholicisme quelque peu primaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit plus de stigmatiser le pape en le traitant d'« antéchrist » et en l'accusant de vouloir subvertir la démocratie américaine : les détracteurs des relations diplomatiques font valoir qu'en échangeant un ambassadeur avec le Saint-Siège, les Etats-Unis conférerait un statut préférentiel à une Eglise, contrevenant ainsi à l'esprit, sinon à la lettre, de la Constitution américaine. Il semble que les présidents suivants aient été échaudés par l'accueil réservé à l'initiative d'Harry Truman, car jusqu'à Ronald Reagan, aucun ne va s'aventurer dans cette voie, certains se contentant d'un représentant personnel, d'autres faisant purement et simplement l'économie de relations officielles.

Pourtant, dès les années 1960, le Saint-Siège prend des orientations qui font que de telles relations seraient utiles pour Washington. Il met d'une part l'accent sur son rôle de force de promotion de la paix et du désarmement, notamment à travers l'encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris* en 1963 et l'instauration par Paul VI d'une Journée mondiale de la Paix, ainsi que l'adhésion du Saint-Siège au traité de non-prolifération des armes nucléaires en 1971. Il cherche d'autre part à assurer la survie de l'Eglise derrière le rideau de fer. Dans ce contexte, le Vatican va adopter une attitude plus neutre dans cette guerre froide qui oppose Washington à Moscou depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout en ouvrant un dialogue avec le Kremlin qualifié par certains d'*Ostpolitik*, à l'instar de la politique d'ouverture vers l'Est menée par le chancelier allemand Willy Brandt.

D'autre part, dans un contexte de décolonisation, et alors que la part des catholiques vivant dans les pays du Sud connaît une croissance considérable, le Saint-Siège prend fait et cause pour les pays en développement, notamment à travers l'encyclique *Populorum progressio*, condamnant aussi bien Washington que Moscou pour l'ingérence et l'exploitation dont ils sont coupables dans ces pays. Une des manifestations de cette attitude nouvelle à l'égard des superpuissances est à retrouver notamment dans le contexte de la guerre du Vietnam, où le pape Paul VI déplore avec force la violence de l'intervention américaine et cherche à assurer une médiation, au grand dam de l'Administration Johnson.

Pour autant, l'établissement de relations diplomatiques est toujours exclu du côté américain. Si l'Administration Kennedy observe avec une certaine méfiance les ouvertures de Rome en direction des pays de l'Est, elle doit se contenter, pour faire part de ses inquiétudes,

de relations des plus informelles et limitées. Quant à Lyndon Johnson, s'il envisage brièvement de nommer un ambassadeur, il renonce rapidement à ce projet. Richard Nixon estime nécessaire, pour sa part, l'instauration de relations plus étroites avec le souverain pontife, non seulement pour promouvoir auprès de lui la politique étrangère américaine — notamment sa politique à l'égard du Vietnam — mais également pour des raisons bien plus prosaïques. Afficher au grand jour ses relations avec le pape est en train de se transformer aux yeux des présidents américains en un facteur susceptible d'apporter des voix, plutôt que l'inverse. Les catholiques américains représentant près d'un quart de la population, il est désormais de bon ton d'apparaître aux côtés de leur chef spirituel.

Cependant, les allusions du président Nixon à d'éventuelles relations diplomatiques avec Rome vont provoquer une nouvelle levée de boucliers de la part des organisations protestantes. Craignant une défaite de sa proposition au Sénat, il se rabat donc sur la formule privilégiée par Franklin Roosevelt d'un représentant personnel, ce en quoi il sera suivi par Gerald Ford et Jimmy Carter. La question de nommer un représentant personnel semble avoir été relativement naturelle pour ces deux présidents, eu égard à la position toujours plus importante du Saint-Siège sur la scène internationale. C'est d'ailleurs l'impression qui prévaut quant à la décision de Ronald Reagan de nommer William Wilson représentant personnel auprès du pape Jean-Paul II en février 1981.

Dès ce moment-là, les contacts entre Rome et Washington vont s'institutionnaliser et se faire de plus en plus fréquents. Les responsables américains se succèdent à Rome, tandis que Washington reçoit régulièrement la visite de dignitaires catholiques, tels Mgr Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Saint-Siège (l'équivalent du « Premier ministre » du Vatican), à ce titre très intéressé par les questions de politique internationale, sans oublier des contacts réguliers avec le délégué apostolique, Mgr Pio Laghi, représentant du Vatican auprès des évêques américains, mais également représentant diplomatique officieux du pape auprès des autorités américaines.

C'est dans ce contexte d'un rapprochement amorcé dès les années 1930, et qui semble atteindre son apogée au début des années 1980, que l'Administration Reagan va décider de faire ce qu'aucune Administration n'avait tenté depuis celle d'Harry Truman en annonçant l'établissement de relations diplomatiques, cette fois-ci réciproques, avec le Saint-Siège. Ce rapprochement soulève plusieurs questions. Pour certains commentateurs, il aurait été le fruit de l'entente très spéciale qui unissait le pape Jean-Paul II et Ronald Reagan, entente reposant sur leur opposition au communisme et leur intuition commune quant à la fin prochaine des régimes marxistes à travers le monde. Certains membres de l'Administration Reagan



également voyaient en Jean-Paul II un allié naturel dans la guerre froide avec lequel unir ses forces pour précipiter la chute du bloc soviétique. Cette alliance aurait concentré son action en premier lieu sur la Pologne qui, depuis décembre 1981, était soumise à la loi martiale. Elle aurait également concerné l'Amérique latine, et tout particulièrement l'Amérique centrale, où le Vatican tout comme le gouvernement américain redoutaient les effets de la théologie de la libération.

Pourtant, ce diagnostic semble résulter d'une analyse superficielle de leurs rapports. La lecture des archives de l'époque révèle que, loin d'être caractérisées par une entente parfaite, les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège ont souvent été marquées par des déconvenues, aussi bien à Rome qu'à Washington. Le postulat d'une entente parfaite repose sur l'idée que le pontificat de Jean-Paul II a été marqué avant tout par la rupture avec ceux de ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI, dans la mesure où le nouveau pontife a fait de la confrontation avec le monde communiste sa marque de fabrique. Or, si le nouveau pape n'a jamais accepté jamais la division de l'Europe entérinée à Yalta et s'il n'a eu de cesse de rappeler les régimes communistes au nécessaire respect des droits de l'homme, particulièrement de la liberté de culte, il est loin d'avoir renoncé à l'*Ostpolitik* de ses deux prédécesseurs. Il va même l'élargir, tout en y imprimant des caractéristiques personnelles, fruit de son expérience polonaise. En outre, Jean-Paul II ne va pas rompre avec l'engagement pris par Paul VI en faveur des pays en développement, ni avec la condamnation de la course effrénée à l'arsenal nucléaire.

Pour autant, il va falloir un certain temps aux membres de l'Administration Reagan pour prendre conscience du fait que Jean-Paul II n'est pas l'allié inconditionnel qu'il semble être dans l'affrontement contre le bloc soviétique. Convaincus de l'existence d'une coïncidence parfaite d'intérêts entre Washington et Rome, ils vont solliciter le concours du pape en de nombreuses circonstances. Quand ils s'apercevront que Rome est loin de souhaiter vouloir apporter un soutien systématique à la politique étrangère américaine, les conseillers de Reagan vont redoubler d'efforts pour convaincre le Saint-Siège de sa légitimité et de sa moralité. Il s'agit pour eux, sinon d'obtenir une déclaration publique favorable, au moins d'éviter tout propos susceptible d'être perçu comme critique.

Ceci est d'autant plus important que dans les années 1980, la politique étrangère de l'Administration Reagan est souvent mise en cause et qualifiée d'immorale, là où cette dernière se targue justement de la vertu de ses choix face à un bloc soviétique sans foi ni loi. Qu'il s'agisse de la relance de l'armement nucléaire, du soutien militaire au gouvernement salvadorien, ou de l'aide militaire aux *contras* au Nicaragua, l'Administration subit les tirs

croisés de groupes et d'organisations au premier rang desquels figurent les évêques catholiques américains. Ces derniers s'évertuent à dénoncer au Congrès, par voie de presse et dans de nombreux documents officiels, les erreurs de leur gouvernement. Dans ce contexte délicat pour l'Administration Reagan, il apparaît essentiel que le pape Jean-Paul II, considéré comme l'une des plus grandes autorités morales au monde, ne semble pas ajouter sa voix au concert de condamnations dont elle fait l'objet.

Si Rome va fréquemment résister aux requêtes pressantes de Washington, force est également de constater que les actions et les paroles de Jean-Paul II se révéleront parfois très profitables pour le gouvernement américain. En outre, si l'Administration Reagan sollicite parfois avec insistance l'aide du Saint-Siège, les requêtes de ce dernier vont très souvent être accueillies par l'indifférence à Washington.

Les régions du monde concernées par ces échanges sont nombreuses. Celles placées à l'ordre du jour par les Américains ont toutes en commun d'être concernées par ce qu'ils considèrent être une menace marxiste. Dans ce contexte, l'Europe de l'Est vient immédiatement à l'esprit ; les Etats-Unis et le Saint-Siège vont avoir à cœur de partager leurs impressions au sujet de la crise polonaise ou sur les évolutions que connaît le bloc soviétique, et ce tout particulièrement au moment de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev.

Conscients également de l'influence de l'Eglise dans des pays où le catholicisme est la religion de la majorité de la population et sur lesquels plane la menace communiste, l'Administration Reagan va s'appliquer à obtenir l'aide de Rome, notamment en Haïti, au Chili ou aux Philippines, sans oublier le Nicaragua et le Salvador. La question du contrôle des naissances, notamment dans le contexte des conférences onusiennes sur la population, fera également l'objet d'un dialogue.

Quant au souverain pontife, il va chercher à défendre auprès du gouvernement américain des préoccupations qui lui tiennent tout particulièrement à cœur, d'une part en tant que Polonais, comme la fin des sanctions imposées par Washington à l'égard du régime du général Jaruzelski et d'autre part, en tant que chef de l'Eglise catholique, comme le sort des chrétiens à travers le monde. A cet égard, la Chine, où l'Eglise vit dans la clandestinité, et le Liban, jadis modèle de coexistence entre les communautés et désormais ravagé par une guerre aux dimensions civiles et régionales, et dont l'implosion risque de menacer la présence même des catholiques au Moyen-Orient, seront au premier plan des conversations amorcées par Rome.

Comme ses prédécesseurs, Jean-Paul II aura aussi à cœur de défendre les intérêts des pays du Tiers-Monde face aux deux formes d'impérialisme que constituent à ses yeux le marxisme et le capitalisme quand il est porté à son paroxysme. Il va appeler de ses vœux une véritable solidarité internationale, défendant la nécessité d'aider les pays sous-développés à résoudre le problème de la dette. D'autre part, le pape va rappeler avec insistance à ses interlocuteurs américains la nécessité de participer activement aux négociations de désarmement dans lesquelles les Etats-Unis se sont engagés à contrecœur en décembre 1981.

Ceci nous amène à poser l'une des hypothèses centrales de ce travail. Nous allons nous efforcer de montrer d'une part, que les actions du Saint-Siège qui ont pu conduire certains à conclure à un partenariat avec les Etats-Unis étaient avant tout le fruit d'intérêts convergents et non d'une collaboration consciente. Nous verrons d'autre part que les déconvenues qu'a pu connaître Washington lorsque ses requêtes de soutien au Saint-Siège se voyaient opposer un refus résultent d'un postulat erroné de la part des Américains. Ronald Reagan et de nombreux membres de son Administration avaient tendance à voir toute tension à la surface du globe dans les années 1980 à travers le prisme du conflit idéologique qui opposait leur système de pensée à celui des Soviétiques, faisant fi des considérations économiques et sociales comme facteurs potentiels de conflits. C'est dans ce contexte, et dans ce contexte presque exclusivement, qu'ils vont demander le concours de Rome, car ils perçoivent l'action du pape polonais comme s'inscrivant avant tout dans l'opposition au communisme.

Le Saint-Siège, s'il ne méconnaît pas, loin s'en faut, la dimension idéologique des conflits qui secouent la planète, a cependant une conscience aiguë du rôle des facteurs économiques et sociaux dans ces mêmes conflits. Pour Rome, ce sont les inégalités criantes dont souffrent certaines sociétés qui peuvent les pousser vers une idéologie dont le vœu exprimé est le renversement de ces systèmes iniques. C'est donc à la racine du mal, et pas seulement à ses manifestations, qu'il faut s'attaquer, en aidant les pays les moins développés à jeter les bases de sociétés égalitaires et justes, un message que l'Administration Reagan n'est pas à même d'entendre, surtout de la part de ce pape venu de l'Est et supposé allié dans la lutte contre le communisme. C'est pourtant le message que Jean-Paul II s'efforcera de faire passer auprès des Américains tout au long de son pontificat.

On peut également mentionner comme facteur justifiant les déconvenues de l'Administration Reagan le fait qu'en plus d'avoir eu tendance à considérer l'action du Saint-Siège à travers sa propre lutte contre l'expansion du marxisme dans le monde, elle a souvent fait l'erreur de traiter avec ce dernier comme s'il s'agissait d'un Etat comme les autres. Or, si

le Saint-Siège est considéré comme un Etat souverain au regard du droit international, il n'en reste pas moins avant tout l'organe dirigeant de l'Eglise catholique. Outre de chercher à promouvoir, comme tout Etat, des intérêts qui lui sont propres, il a également une prétention à l'universalité et dans ce cadre, son action en faveur de la paix exige une neutralité et une impartialité strictes. C'est la raison pour laquelle il ne dispose que d'un statut d'observateur aux Nations unies, et non celui de membre à part entière, qui l'obligerait à prendre part aux votes et à se prononcer sur des questions d'ordre purement politique. Dans le discours qu'il prononce à la tribune des Nations unies le 2 octobre 1979, le pape Jean-Paul II rappelle que « la nature et les objectifs de la mission spirituelle du siège apostolique rendent sa participation aux missions et aux activités de l'Organisation des Nations unies très différente de celle des Etats, communautés au sens politique et temporel<sup>4</sup> ».

Si l'équipe Reagan ne sera pas en mesure, ou très rarement, d'obtenir directement par son intervention des propos du pape qui viendraient appuyer sa politique étrangère, elle va très fréquemment invoquer l'image du souverain pontife pour légitimer ses politiques. Politique à l'égard de l'Union soviétique et lutte contre le régime sandiniste sont autant de sujets qui feront l'objet de discours dans lesquels Reagan va présenter le pape comme un allié et une source d'inspiration. Cette tendance signale une évolution notable du côté américain : là où auparavant on cherchait à éviter presque frénétiquement toute mention publique de contacts avec le Saint-Siège, le président Reagan va les multiplier pour souligner la moralité de ses politiques, sans oublier que cela lui permet également de cultiver l'électorat catholique, dont il avait remporté la majorité des voix dès 1980.

Après avoir brièvement passé en revue les caractéristiques majeures des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège pendant les années 1980, il convient de revenir sur le symbole le plus marquant de ce qui a été perçu comme un rapprochement entre Washington et Rome, l'établissement de relations diplomatiques le 10 janvier 1984. Nous allons nous efforcer de démontrer que, bien plus que l'œuvre d'un président américain convaincu de l'existence d'une convergence idéologique avec Jean-Paul II, la décision semble avant tout avoir été l'œuvre d'un seul homme, William Wilson. Nous verrons également que Ronald Reagan et Wilson ont pu bénéficier de circonstances très différentes de celles qui avaient prévalu au début des années 1950, des changements majeurs ayant eu lieu aux Etats-Unis pour ce qui est

---

<sup>4</sup> Jean-Paul II "Address of His Holiness John Paul II to the 34<sup>th</sup> General Assembly of the United Nations", October 2, 1979, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1979/october/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19791002\\_general-assembly-onu\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1979/october/documents/hf_jp-ii_spe_19791002_general-assembly-onu_en.html) (consulté le 3 janvier 2010).

des sentiments à l'égard de l'Eglise catholique, changements qui sont dans une certaine mesure la conséquence des évolutions fondamentales qu'a connues cette dernière.

Plutôt donc qu'un rapprochement entre deux hommes, nous verrons que l'établissement de relations diplomatiques semble avoir constitué avant tout une étape supplémentaire dans un processus entamé plus d'un siècle auparavant et qui veut que, de par leur rôle d'autorité politique et militaire d'une part, spirituelle et morale d'autre part, les Etats-Unis et le Saint-Siège aient été amenés inéluctablement à se côtoyer. Il est indéniable, comme nous le verrons *infra*, que Ronald Reagan a été le « bon président » et qu'il a su choisir le bon moment pour établir de telles relations. Grâce à lui, il a été enfin possible de mettre un terme à ce que certains ont qualifié d'« anomalie diplomatique », c'est-à-dire à une situation où les Etats-Unis étaient contraints de renoncer à une mesure qui leur serait, sinon profitable, du moins non dommageable, et qui leur éviterait d'avoir à recourir à des subterfuges peu glorieux pour maintenir le contact avec une institution qui, au début des années 1980, entretient des relations diplomatiques avec plus de cent autres Etats. Le Vatican, soucieux depuis de nombreuses années d'échanger un ambassadeur avec la plus grande puissance occidentale, devait néanmoins se contenter d'une représentation officieuse et non réciproque. Les Etats-Unis, en se conduisant de la sorte, faisaient preuve d'une attitude quelque peu cavalière à l'égard du Saint-Siège. Représentés à Rome par un émissaire officieux, ils bénéficiaient d'un accès tout aussi large qu'avec un ambassadeur en bonne et due forme, tandis que le Saint-Siège, conscient du rôle déterminant des Etats-Unis sur la scène internationale, devait faire bonne figure et se contenter de cette solution.

La question des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège a fait l'objet d'une littérature abondante, du moins en ce qui concerne la période allant jusqu'aux années 1950. Il convient de souligner le travail très important de l'historien Gerald Fogarty, dont les nombreux ouvrages et articles sur les rapports entre le gouvernement américain, le Saint-Siège et l'épiscopat américain, de par la profondeur de leur analyse et la richesse du tableau qu'ils dépeignent, constituent une référence pour tout historien intéressé par la question des relations entre le Saint-Siège et les Etats-Unis<sup>5</sup>. On soulignera également les travaux des historiens George Flynn et William O'Brien sur la période correspondant aux présidences de

---

<sup>5</sup> Voir à cet égard l'ouvrage de référence qu'il a écrit sur les rapports entre Rome, Washington et l'Eglise catholique aux Etats-Unis, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965* (Collegeville, Minn.: Michael Glazier, 1982), ainsi que ses nombreux articles sur la question des relations diplomatiques : "The United States and the Vatican: From Personal Representative to Ambassador", in *Pro Fide et Iustitia, Festschrift für Agostino Kardinal Casaroli* (Berlin: Duncker & Humblot, 1984), pp. 577-589; Gerald Fogarty, "The Vatican and the American Church since World War II," in Bernard Cooke (dir.), *The Papacy and the Church in the United States* (New York: Paulist Press, 1989), pp. 119-140.

Franklin Roosevelt et Harry Truman, ainsi que ceux de Dianne Kirby et de Martin Hastings<sup>6</sup>. Pour la France, on citera les travaux de Blandine Chelini-Pont, et notamment sa thèse de doctorat sur le rôle clé joué par le cardinal Francis Spellman dans le rapprochement entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1930 et 1950<sup>7</sup>. La littérature concernant les rapports entre le Vatican et Washington est quasiment inexistante pour la période qui débute en 1952, soit après l'échec de la tentative d'Harry Truman de nommer un ambassadeur près le Saint-Siège. Ceci ne nous a laissé d'autre choix que de devoir consulter les archives des années 1950, 1960 et 1970, c'est-à-dire les documents détenus par les bibliothèques présidentielles Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford et Carter, ainsi que de nous rendre aux Archives nationales américaines afin d'y consulter les documents du département d'Etat relatifs à cette période.

De nombreux ouvrages ont été consacrés à la diplomatie de Jean-Paul II. Parmi ses biographes, certains ont mis un accent tout particulier sur son rôle sur la scène internationale au cours des années 1980 et ses rapports avec l'Administration Reagan. C'est le cas notamment de Tad Szulc, qui a mené une enquête approfondie sur l'action du pape pendant la crise polonaise<sup>8</sup> ou encore de Jonathan Kwitny qui a brossé un portrait assez exhaustif de la diplomatie de Jean-Paul II<sup>9</sup>.

En revanche, en ce qui concerne les rapports entre l'Administration Reagan et le Vatican sous Jean-Paul II à proprement parler, la littérature est fort limitée. L'enquête du journaliste Carl Bernstein, dont il a rendu compte dans un article intitulé «The Holy Alliance : Ronald Reagan and John Paul II », paru en 1992 dans le magazine *Time*, domine depuis lors le débat sur la question. Dans cet article, le journaliste, connu par ailleurs pour avoir révélé le scandale du Watergate, revendique l'existence d'une « sainte alliance » entre Reagan et Jean-Paul II au sujet de la Pologne et de la lutte contre le bloc soviétique pendant les années 1980. Ce postulat, qui repose sur des affirmations d'acteurs de la période (depuis modérées, voire démenties, par ces derniers) a été repris sans plus d'analyse par de nombreux

---

<sup>6</sup> George Flynn, *Roosevelt and Romanism: Catholicism and American Diplomacy, 1937-1945* (Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1976); William O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", *Catholic Historical Review* 44 n°4 (January 1959), pp. 421-439; Dianne Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy: the Holy Alliance, Containment and the Cold War" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War* (Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003), pp. 77-102; Martin Hastings, "US-Vatican Relations", *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia* 69-70 n°1-2 (March-June 1958), pp. 20-55.

<sup>7</sup> Blandine Chelini-Pont, « Les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège (1939-1952) », thèse de doctorat sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris, 1994

<sup>8</sup> Tad Szulc, *Pope John Paul II. The Biography* (New York: Pocket Books, 1995).

<sup>9</sup> Jonathan Kwitny, *Man of the Century. The Life and Times of Pope John Paul II* (New York: Henry Holt and Company, 1997).

auteurs, qui l'ont parfois élargi pour ajouter d'autres aires géographiques aux visées de cette alliance sainte. On peut citer à cet égard les écrits de Peter Schweizer, actuellement *fellow* à la *Hoover Institution*, et notamment ses ouvrages sur le rôle jugé déterminant de Ronald Reagan dans la fin de la guerre froide, dans lesquels il reprend *verbatim* et à plusieurs reprises les affirmations de Bernstein<sup>10</sup>. On peut également citer ceux de l'ancien conseiller de Reagan, Martin Anderson ou encore ceux de Paul Kengor, dont les écrits figurent, comme ceux de Schweizer (avec lequel il a d'ailleurs coécrit un livre intitulé *Assessing the Reagan Presidency*), parmi une vague de publications visant à présenter l'action de Ronald Reagan en matière de défense et de politique étrangère comme s'étant inscrite dans un plan cohérent et conscient pour précipiter la chute de l'Union soviétique<sup>11</sup>. Même une universitaire comme Jo Renée Formicola se contente de reprendre les affirmations de Bernstein (alors qu'il est lui-même largement revenu dessus par la suite).

Il semble que ce dernier, par le côté séduisant et simpliste de sa thèse, soit parvenu à influencer durablement l'image que l'on se fait des relations entre le Saint-Siège et les Etats-Unis. La possibilité relativement récente d'accéder aux archives de la présidence, ainsi que la consultation des archives privées de William Wilson, nous ont permis de nous livrer à une réévaluation et à une première analyse des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980, pour conclure à une toute autre lecture de ces rapports.

D'autre part, concernant l'établissement des relations diplomatiques, plusieurs articles se sont attachés à étudier les considérations juridiques soulevées par cette décision, s'efforçant notamment de répondre à la question de savoir si elle constituait ou non une entorse à la Constitution américaine. On peut signaler dans ce contexte les articles de James Coriden<sup>12</sup>, Samuel Bettwy<sup>13</sup> et Maria Louisa Hekker<sup>14</sup>. Quant au processus et aux motivations ayant conduit à l'échange d'ambassadeurs et l'accueil qui lui a été réservé, la littérature est assez limitée. Gerald Fogarty en a retracé les grandes lignes mais sans s'appesantir, car l'essentiel de son travail porte sur la période allant jusqu'aux années 1960. Un article récent paru dans

---

<sup>10</sup> Peter Schweizer, *Victory: The Reagan Administration Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union* (New York: The Atlantic Monthly Press, 1994); *Reagan's War: The Epic Story of His Forty Year Struggle and Final Triumph over Communism* (New York: Doubleday, 2002).

<sup>11</sup> Annelise et Martin ANDERSON, *Reagan's Secret War. The Untold Story of His Fight to Save the World from Nuclear Disaster* (New York: Crown Publishers, 2009); Paul Kengor, *The Crusader: Ronald Reagan and the Fall of Communism* (New York: Harper Perennial, 2006); Paul Kengor et Peter Schweizer, *The Reagan Presidency: Assessing the Man and his Legacy*. (Lanham, Md.: Rowman and Littlefield, 2005).

<sup>12</sup> James Coriden, Diplomatic relations between the United States and the Holy See", *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1987), pp. 361-373.

<sup>13</sup> Samuel Bettwy, "United States-Vatican Recognition: Background and Issues", *The Catholic Lawyer* 29 (summer 1985), pp. 225-265.

<sup>14</sup> Maria Louisa, "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", *Hastings Constitutional Law Quarterly* 15 n°101 (1987-1988), pp. 101-124.

l'édition d'octobre 2009 de la *Catholic Historical Review* signé par deux juristes, Andrew Essig et Jennifer Moore, et intitulé « U.S.–Holy See Diplomacy: The Establishment of Formal Relations, 1984 » ne tient pas les promesses de son titre, dans la mesure où il est entièrement dépourvu de références à des sources primaires et se contente de reprendre des sources journalistiques<sup>15</sup>. Les archives de l'Administration Reagan, et surtout celles de William Wilson, permettent pourtant de retracer avec une assez grande précision les considérations ayant présidé aux choix du gouvernement américain et les étapes ayant conduit ce dernier à la décision finale.

La question des sources nous amène à procéder à quelques mises en garde d'ordre méthodologique à l'intention des lecteurs de ce travail. Tout d'abord, l'auteur souhaite attirer l'attention sur la question de leur disponibilité. La période très récente couverte par la présente étude a rendu la tâche d'autant plus délicate qu'un délai incompressible rend l'accès aux sources impossible dans certains cas. Si la déclassification des archives de la présidence Reagan, conservées à la bibliothèque du même nom à Simi Valley en Californie, est bien avancée et suit son cours, celle du département d'Etat prend considérablement plus de temps. Les documents relatifs à la période postérieure à 1975 n'ont toujours pas été transmis aux Archives nationales et la demande de déclassification que nous avons déposée n'a rendu possible l'accès qu'à un nombre restreint de documents. Néanmoins, les archives personnelles de William Wilson, les entretiens individuels que nous avons réalisés, ainsi que les témoignages de membres de l'Administration Reagan recueillis dans le cadre du projet d'histoire orale de l'université de Georgetown ont permis, dans une certaine mesure, de pallier ces éventuelles lacunes.

L'aspect le plus problématique dans l'accès aux sources se situe plutôt du côté de Rome. Le Saint-Siège a pour règle de n'ouvrir les archives de chaque pontife que soixante-dix ans après sa mort. Jean-Paul II étant décédé en 2005, il nous faudra donc attendre 2075. Pour autant, les sources concernant l'attitude du Vatican au cours de cette période ne sont pas inexistantes, et à cet égard les archives Reagan se sont révélées fort utiles. Si les lettres émanant du pape sont encore classifiées, et ce à la demande du Saint-Siège, les réunions entre responsables de la Curie romaine et de l'Administration ont fait l'objet de comptes rendus détaillés, dont certains ont été déclassifiés, permettant ainsi de se faire une idée assez précise de l'opinion des responsables catholiques. D'autre part, le Saint-Siège a mis en ligne l'ensemble des écrits, discours et allocutions de Jean-Paul II (ainsi que ceux de ses

---

<sup>15</sup> Andrew Essig et Jennifer Moore, "US-Holy See Diplomacy: The Establishment of Formal Relations, 1984", *Catholic Historical Review* 95 n°4 (October 2009), pp. 741-764.



prédécesseurs). En outre, la consultation des archives de Joseph Bernardin, cardinal-archevêque de Chicago, nous a permis de préciser la pensée du pape et de certains responsables catholiques sur des thématiques chères à l'Administration Reagan, comme la politique de défense américaine. Enfin, nous avons eu la chance de pouvoir nous entretenir avec plusieurs responsables catholiques romains et américains.

Pour conclure sur la question des sources, le nombre et la qualité des documents du côté américain permettent de se livrer à un premier état des lieux. Ce dernier sera certainement enrichi par la déclassification future d'autres documents de la présidence Reagan, du département d'Etat et de la CIA, ainsi par l'ouverture des archives de Jean-Paul II, mais les sources actuellement disponibles permettent tout de même de dégager des tendances lourdes concernant la nature des relations. D'autre part, en tant qu'étudiant de civilisation américaine, nous avons privilégié le point de vue américain, même si nous nous efforçons en tout point de rendre compte, du mieux possible, de l'attitude du Saint-Siège.

Cette étude s'organisera autour des trois axes suivants. Il s'agira dans un premier temps de retracer l'évolution des rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège depuis la naissance de la république américaine jusqu'au début des années 1980. Au-delà d'une simple chronologie des événements qui ont jalonné l'histoire de leurs relations, le but de cette première partie sera de montrer dans quelle mesure le rapprochement opéré dans les années 1980 s'inscrit dans un processus plus large, dont il constitue par certains aspects la consécration. Une attention toute particulière sera portée aux périodes de relations « officieuses » que constituent les présidences de Franklin Roosevelt, Harry Truman, Richard Nixon et Jimmy Carter, et ce afin de chercher à déceler les facteurs qui conduisent les Etats-Unis à solliciter le concours du Vatican à certains moments plus qu'à d'autres.

Dans une deuxième partie, nous rendrons compte du rapprochement constaté entre Washington et Rome au cours de la présidence de Ronald Reagan. Nous en rapporterons les aspects principaux, notamment ceux qui ont conduit certains observateurs à conclure que ce dernier avait toutes les allures d'une « alliance » entre le pape et le président américain. Après avoir fait état des arguments des tenants de cette thèse, nous retracerons les principales étapes de l'établissement des relations diplomatiques, en cherchant à déterminer si cette mesure s'inscrit ou non dans le cadre d'un rapprochement, voire d'une alliance, voulus par Ronald Reagan.

Pour terminer, nous chercherons à déterminer, à travers l'étude des différentes thématiques abordées par Rome et Washington, la nature exacte de ce rapprochement. Nous

présenterons les attentes qu'en avaient d'une part le gouvernement américain et, de l'autre, le Saint-Siège.

Un point s'impose avant de développer plus avant ces différentes questions ; nous souhaiterions préciser les différences sémantiques existant entre les dénominations « Saint-Siège », « Etat de la cité du Vatican » et « Eglise catholique », car ces distinctions vont être exploitées habilement par la Maison-Blanche. Dans la mesure où une forte opposition, essentiellement protestante, se manifeste dès qu'il est question de relations diplomatiques avec le Vatican (ce qui constitue, aux yeux de leurs détracteurs, un traitement préférentiel pour une église), la tentation est forte pour les Administrations américaines successives de faire accroire que les relations diplomatiques sont envisagées exclusivement avec l'Etat de la cité du Vatican, *Vatican City State*, ce micro-Etat de quarante-quatre hectares auquel est reconnu la personnalité internationale. Mais pour les Etats-Unis, comme pour tous les Etats représentés auprès du Vatican, c'est bien avec le Saint-Siège qu'il est intéressant d'entretenir des relations. Selon le spécialiste de la diplomatie du Saint-Siège, Joël-Benoît d'Onorio, quand on parle de « diplomatie pontificale », « il faut entendre la diplomatie du Saint-Siège et non pas — comme on le dit ou l'écrit fréquemment — celle du “Vatican”. Il convient, en effet, de distinguer nettement ces deux entités qui, bien qu'étroitement liées entre elles, ne sont pas du tout synonymes<sup>16</sup> ».

L'Etat de la cité du Vatican, minuscule entité territoriale située au cœur de Rome, est né des accords du Latran, conclus entre le Saint-Siège et l'Italie en 1929 pour normaliser une situation non réglée depuis la perte des Etats pontificaux en 1870. Cet Etat a été conçu uniquement pour asseoir la souveraineté du Saint-Siège. Dans un monde où la souveraineté internationale n'était reconnue qu'aux seuls Etats, ces quelques hectares constituaient une base territoriale permettant aux yeux de certains de légitimer la qualité d'Etat reconnue au Saint-Siège. Ce dernier estime d'ailleurs qu'il n'a nullement besoin d'une assise territoriale, car il considère son statut en droit international comme *sui generis*.

La loi des Garanties, promulguée par l'Italie le 13 mai 1871 pour régler les questions posées par l'annexion des Etats pontificaux, avait placé le pape sous protectorat italien, ne lui reconnaissant aucune souveraineté internationale, tout en lui permettant de conserver le droit actif et passif de légation. En doctrine internationale, par conséquent, certains auteurs du début du XX<sup>e</sup> siècle exclurent le Saint-Siège du droit international, du fait même de la perte intégrale de ses territoires. Pour nombre d'observateurs en revanche, la perte des Etats

---

<sup>16</sup> Joël-Benoît d'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales* (Paris : Cerf, 1989), p. 8.

pontificaux a révélé au grand jour le fait que la souveraineté internationale du Saint-Siège repose sur sa seule autorité spirituelle. Le pape, dépourvu entre 1870 et 1929 de tout territoire, n'en restreignit pas pour autant son activité internationale. Si quatorze Etats sont représentés auprès du Saint-Siège en 1870, ils sont trente au moment de la signature des accords du Latran en 1929<sup>17</sup>. D'autre part, le Saint-Siège va offrir ses bons offices pour le règlement de plusieurs querelles territoriales. Il obtiendra d'ailleurs que cette souveraineté *sui generis* soit reconnue dans les accords du Latran. A leur Article 2, il est stipulé que la souveraineté internationale du Saint-Siège est inhérente à sa nature et « en conformité avec les exigences de sa mission dans le monde<sup>18</sup> ». La finalité de l'Etat de la cité du Vatican sera expliquée par Pie XI en 1929, qui précise que :

[a]ucune cupidité n'a poussé le vicaire de Jésus Christ [...]. Une certaine souveraineté territoriale est une condition universellement reconnue comme indispensable à toute vraie souveraineté juridictionnelle : donc le minimum de territoire qui suffise pour l'exercice de la souveraineté ; ce qu'il faut de territoire sans quoi elle ne saurait subsister, parce qu'elle ne saurait où prendre appui [...]. Il Nous plaît de voir ce domaine foncier réduit à de si minimes proportions qu'il puisse lui-même être considéré comme spiritualisé par l'immense, sublime et vraiment divine puissance spirituelle qu'il est destiné à soutenir et servir<sup>19</sup>.

Quant au pape Jean-Paul II, il expliquera devant les Nations unies en 1979 au sujet de la souveraineté internationale dont jouit l'Eglise que « la portée territoriale de sa souveraineté est limitée au petit Etat de la cité du Vatican mais cette souveraineté elle-même est justifiée par la nécessité pour la papauté d'exercer sa mission en toute liberté et de traiter avec tout interlocuteur, qu'il soit gouvernement ou organisation internationale, sans avoir pour ce faire à dépendre d'autres souverainetés<sup>20</sup> ».

C'est le souverain pontife, à la tête du Saint-Siège, organe dirigeant de l'Eglise catholique, qui est également le souverain temporel de l'Etat de la cité du Vatican. Selon Igino Cardinale, proche conseiller de Jean XXIII et auteur d'un ouvrage de référence sur la diplomatie du Saint-Siège, l'Etat de la cité du Vatican, puisque constitué dans le seul dessein d'assurer à l'Eglise l'exercice libre et indépendant de la souveraineté spirituelle, ne saurait être conçu séparément du chef de l'Eglise et du Saint-Siège<sup>21</sup>. Certains ont parlé à son sujet de « fiction étatique », à savoir qu'il fallait créer de toute pièce un Etat pour asseoir la

---

<sup>17</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, p. 13.

<sup>18</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, p. 20.

<sup>19</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, pp. 32-33.

<sup>20</sup> "Address of His Holiness John Paul II to the 34<sup>th</sup> General Assembly of the United Nations", October 2, 1979, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1979/october/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19791002\\_general-assembly-onu\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1979/october/documents/hf_jp-ii_spe_19791002_general-assembly-onu_en.html) (consulté le 3 janvier 2010).

<sup>21</sup> Igino Cardinale, *Le Saint-Siège et la diplomatie* (Paris : Desclées, 1962), p. 51.

souveraineté du Saint-Siège. D'Onorio parle pour sa part d'« Etat support » ou d'« Etat moyen<sup>22</sup> ».

S'il ne constitue qu'un instrument ou une simple fiction étatique, il ne saurait être l'interlocuteur avec lequel les Etats-Unis cherchent à développer un lien privilégié. D'ailleurs, l'Article 3 des accords du Latran ne parle jamais de souveraineté de l'Etat de la cité du Vatican. Il y est stipulé que « l'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété, le pouvoir exclusif et absolu, et la juridiction souveraine sur le Vatican [...] créant de la sorte la cité du Vatican pour les fins spéciales et avec les modalités que contient le présent traité<sup>23</sup> ». On peut d'ailleurs noter que seule l'Italie a des contacts avec l'Etat de la cité du Vatican à proprement parler, et ce pour des raisons logistiques et matérielles (distribution du courrier, transports...).

D'autre part, il n'est pas possible d'établir de relations diplomatiques avec lui, car c'est le Saint-Siège seul qui assure la représentation diplomatique. De ce fait, les tentatives de Franklin Roosevelt d'insinuer qu'il nommait un représentant personnel auprès de la cité du Vatican, si elles peuvent se comprendre au vu de l'hostilité suscitée par la décision, ne résistent pas à l'épreuve des faits. Pourtant, l'Administration Reagan va chercher elle aussi à entretenir la confusion quant à la nature exacte de l'entité avec laquelle elle établit des relations en janvier 1984. S'il n'est plus question d'affirmer que les Etats-Unis ont établi des relations avec l'Etat de la cité du Vatican, Washington va profiter du fait que le Saint-Siège soit à la fois l'autorité à la tête du Vatican ET de l'Eglise catholique pour insinuer que c'est avec le Saint-Siège en tant qu'organe exécutif du Vatican, et non de l'Eglise catholique romaine, que des relations sont établies<sup>24</sup>.

En agissant ainsi, alors que Rome avait été très clair quant à son souhait que les Etats-Unis cessent de jouer sur les mots, la Maison-Blanche va s'attirer un rappel à l'ordre public de la part du nonce apostolique, Pio Laghi. Ce dernier déclare ainsi que « certains ont cherché à justifier la décision du gouvernement américain de manière erronée en insinuant qu'il n'établissait pas de relations diplomatiques avec l'Eglise catholique romaine en tant que telle, le Saint-Siège, mais plutôt avec l'Etat souverain de la cité du Vatican ». Il rappelle à ceux qui l'auraient oublié que « c'est [...] l'autorité religieuse du pape qui lui confère le droit traditionnel de légation et une position diplomatique dans le monde » et que « ceux qui

---

<sup>22</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, p. 32.

<sup>23</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, p. 30.

<sup>24</sup> Si le Saint-Siège est l'autorité à la tête de l'Eglise catholique, les accords du Latran le placent également à la tête de l'Etat de la cité du Vatican. L'article 3 du traité attribue au Saint-Siège la pleine propriété, le pouvoir exclusif et absolu de juridiction souveraine sur le Vatican et le second alinéa de l'article 26 place l'Etat de la cité du Vatican sous la souveraineté du pontife.

interprètent la diplomatie pontificale comme émanant de la souveraineté temporelle du pape n'ont pas compris la véritable nature de la mission du Saint-Siège<sup>25</sup> ».

C'est en effet bien avec le Saint-Siège en tant qu' « institution souveraine gouvernée par le pontife romain et qui a pour mission de veiller aux intérêts de l'Eglise dans sa dimension universelle »<sup>26</sup>, et non en tant qu'organe exécutif de l'Etat de la cité du Vatican, que les Etats-Unis ont établi des relations diplomatiques le 10 janvier 1984. Ce n'est pas l'Etat de quarante-quatre hectares que Washington cherche à influencer, mais l'Eglise et ses centaines de millions de fidèles. Le Saint-Siège est en effet avant tout le gouvernement central et suprême de l'Eglise, en laquelle il faut voir le vrai sujet de droit international. Pour D'Onorio,

[i]l est clair que le Saint-Siège est le porte-parole qualifié de l'Eglise sur la scène internationale et dans les relations diplomatiques. Car reconnaître l'un, c'est reconnaître l'autre, tant ils sont substantiellement liés l'un à l'autre. On ne conçoit pas le Saint-Siège indépendamment de l'Eglise puisqu'il en est la tête. On ne peut reconnaître juridiquement le gouvernement d'un Etat en ignorant cet Etat ; on ne peut reconnaître le chef de l'Eglise en ignorant l'Eglise<sup>27</sup>.

Cependant, pour Giovanni Barberini, le caractère exclusivement institutionnel du Saint-Siège le différencie de l'Eglise, qui comprend un élément social essentiel, constitué par l'ensemble des fidèles. Vu l'absence de cet élément social dans la nature du Saint-Siège, entité souveraine exclusivement institutionnelle, les Etats modernes sont enclins à reconnaître celui-ci plutôt que l'Eglise comme sujet de droit international, de crainte que leurs citoyens ne soient soumis à une double sujétion<sup>28</sup>. Si l'Etat de la cité du Vatican n'a de raison d'être que pour asseoir la souveraineté internationale du Saint-Siège, le Saint-Siège n'est rien d'autre que l'autorité suprême de l'Eglise catholique. Prétendre reconnaître le Saint-Siège sans reconnaître l'Eglise catholique relève donc de l'absurde, ou de la mauvaise foi caractérisée.

On rencontre souvent dans la presse ou dans les écrits relatifs au Saint-Siège la dénomination « Vatican ». Pour Mgr Angelo Sodano, secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise<sup>29</sup> de 1988 à 1990, puis secrétaire d'Etat du Saint-Siège de 1990 à 2006,

---

<sup>25</sup> Pio Laghi, "The True Nature of Papal Diplomacy", *Origins*, Volume 13, n°47, May 3, 1984, p. 771.

<sup>26</sup> Giovanni Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international* (Paris : Cerf, 2003), p. 44.

<sup>27</sup> D'Onorio, *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, p. 19.

<sup>28</sup> Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, p. 43.

<sup>29</sup> Le secrétaire du Conseil pour les affaires publiques est en quelque sorte le « ministre des Affaires étrangères » du Saint-Siège. Il est responsable des relations de ce dernier avec les Etats. Le Conseil pour les affaires publiques avait été institué par Paul VI en 1967 comme distinct de la secrétairerie d'Etat, bien qu'il lui ait été intimement lié, puisque le cardinal-secrétaire d'Etat en était également le préfet. En 1988, Jean-Paul II a réformé la Curie romaine (l'administration du Saint-Siège) en promulguant la constitution *Pastor bonus* du 28 juin 1988. Par ce document, il a divisé la secrétairerie d'Etat en deux composantes, la section pour les Affaires générales et la section pour les Relations avec les Etats. Cette dernière, chargée des relations diplomatiques du Saint-Siège avec les gouvernements civils, de l'établissement de concordats, ainsi que de sa représentation auprès des organismes internationaux, a absorbé le Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise. A partir de 1988, en

« [e]n toute rigueur de termes, on ne doit [...] parler dans l'ordre international — tout aussi bien, d'ailleurs, que dans l'ordre canonique — que du Saint-Siège et nullement du Vatican, sauf à envisager sous cette appellation succincte (et souvent bien commode) un palais où siège l'autorité centrale de l'Eglise, comme on le dit de l'Elysée, du Quirinal, du Kremlin ou de la Maison-Blanche pour désigner les chefs d'Etat qui y résident ou le pouvoir qui y est exercé<sup>30</sup> ». Dans la présente étude, nous aurons recours tour à tour aux expressions « Saint-Siège », « Rome » et « Vatican » pour désigner le gouvernement de l'Eglise catholique.

Dans ce travail figurent de nombreuses citations extraites de textes rédigés à l'origine en anglais et en italien, voire en espagnol. Ces dernières ont été traduites par nos soins. Certains originaux figurent sous forme de note de bas de page quand ils présentent un intérêt sémantique ou historique particulier. En outre, nous avons également eu recours à des abréviations dans un souci d'alléger le document. Nous en avons notamment utilisé pour désigner les bibliothèques présidentielles et les différentes archives. Après une première mention explicite (de type : « Ronald Reagan Library » ou « General Records of the State Department »), elles apparaissent sous une forme abrégée (« RRL » ou « GRSD »). Toutes ces abréviations sont reprises dans une table placée après le sommaire. Les lecteurs de cette étude trouveront en annexe plusieurs types de documents : copies de documents mentionnés dans le texte et qui présentent un intérêt historique particulier, documents de référence et éléments iconographiques.

---

conséquence, le ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège est connu sous le nom de « secrétaire pour les Relations avec les Etats » ; il est assisté d'un sous-secrétaire.

Pour plus de détails sur l'organisation de la diplomatie du Vatican, voir : « La secrétairerie d'Etat », [http://www.vatican.va/roman\\_curia/secretariat\\_state/documents/rc\\_seg-st\\_19981012\\_profile\\_fr.html](http://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/documents/rc_seg-st_19981012_profile_fr.html) (consulté le 21 février 2010), « La diplomatie pontificale » in Giovanni Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, pp. 126-159, Jean-Yves Rouxel, *Le Saint-Siège sur la scène internationale* (Paris : L'Harmattan, 1998), « The Roman Curia » in Thomas Reese, *Inside the Vatican : the Politics and Organization of the Catholic Church* (Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1998), pp. 106-139.

<sup>30</sup> Angelo Sodano, « Préface », in *La diplomatie de Jean-Paul II*, p. 10.



## Partie I : Des Etats pontificaux à l'Etat de la cité du Vatican : les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège de 1783 à 1981



Le secrétaire d'Etat Eugenio Pacelli avant son entrevue avec Franklin Roosevelt à Hyde Park, en 1936.  
On reconnaît à sa droite Joseph Kennedy.

(Source : "Pacelli Lunches with Roosevelt", *New York Times*, November 6, 1936 p. 1)



La longue période allant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux années Reagan est marquée par d'importantes fluctuations dans les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Si le XVIII<sup>e</sup> siècle se termine par l'établissement de relations consulaires, de 1848 à 1867, Etats-Unis et Etats pontificaux entretiennent une forme de relations diplomatiques. S'écoulent ensuite plusieurs décennies sans représentation, ponctuées de contacts épisodiques. Enfin, plusieurs présidents du XX<sup>e</sup> siècle choisissent la formule d'un « représentant personnel ». Aussi différents soient-ils, ces épisodes partagent tous la même caractéristique, celle de l'absence de stabilité et de relations durables, officielles et réciproques, ce qui conduira certains à parler d'anomalie diplomatique au sujet des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège.

D'autre part, le statut même du Saint-Siège va connaître une véritable mutation au cours de cette période. Les Etats pontificaux, puissance aux intérêts temporels tout autant que spirituels, cèdent la place de 1870 à 1929 à une entité dépourvue de base territoriale, puis, avec la création de l'Etat de la cité du Vatican, à un micro-Etat. Qu'il soit considéré ou non comme un Etat, le Saint-Siège acquiert pendant cette période un statut d'autorité morale neutre dans les relations internationales. De leur côté, les Etats-Unis deviennent une puissance que sa « destinée manifeste » entraîne désormais à se projeter au-delà de ses frontières.

## **Chapitre 1 : Des relations irrégulières (1783-1939)**

### **I. Les Etats pontificaux et la jeune république américaine : des relations consulaires aux relations diplomatiques (1797-1867)**

#### *I. i. Des premiers contacts sous le signe de la cordialité*

A la naissance des Etats-Unis se pose la question des relations avec les autres Etats. Les Etats pontificaux, à l'apogée de leur puissance temporelle, occupent alors un territoire considérable en Italie centrale qui recouvre entre autres le Latium, l'Ombrie, les Marches, ainsi que des enclaves dans le sud du pays. Pourtant, les propos de John Adams, dans une lettre au président du Congrès continental du 4 août 1779, augurent mal de ces relations :

Le Congrès n'enverra probablement jamais de ministre auprès du Saint-Siège, qui ne lui sera d'aucune utilité, si la condition est de recevoir un légat catholique ou un nonce en retour ; en d'autres termes, un tyran ecclésiastique, qui, espérons-le, les Etats-Unis auront trop de bon sens pour jamais admettre sur leur territoire<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Gerald P. Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965* (Collegeville, Minn.: Michael Glazier, 1982), p. XI.

C'est le Saint-Siège qui prend l'initiative des premiers contacts, désireux qu'il est de réorganiser l'administration ecclésiastique dans les anciennes colonies à la suite de l'indépendance américaine (jusque là, les colonies d'Amérique du Nord dépendaient d'un vicaire apostolique à Londres). Le pape confie à son nonce apostolique à Paris, Doria Pamphili, la mission d'entrer en contact avec Benjamin Franklin en 1783. Il lui remet à cet effet une lettre, datée du 28 juillet 1783, dans laquelle il est expliqué que les autorités de l'Eglise souhaitent nommer un vicaire ou un préfet apostolique aux Etats-Unis, et où il est demandé, au cas où le Vatican ne trouverait pas d'Américain pour occuper cette fonction, si le Congrès accepterait qu'un étranger, d'une nationalité la plus favorable possible aux Etats-Unis, soit désigné. Lors de sa séance du 11 mai 1784, le Congrès répond en des termes sans doute surprenants pour le Saint-Siège :

Qu'il soit demandé à M. Franklin d'informer le nonce apostolique à Versailles que le Congrès sera toujours heureux de témoigner de son respect envers son souverain et son Etat ; mais que le sujet de sa requête à M. Franklin, étant d'une nature purement spirituelle, ne relève pas des compétences et des pouvoirs du Congrès, qui n'est pas habilité à l'autoriser ou la refuser, ces pouvoirs étant réservés aux différents états individuellement<sup>2</sup>.

Les relations s'annoncent sous des auspices plus favorables dans la mesure où, le 2 avril 1784 le Congrès évoque la possibilité de signer un traité d'amitié et de commerce avec les Etats pontificaux (ce qui ne sera pas suivi d'effet). Rome, de son côté, ouvre ses ports aux navires américains. Enfin, les Etats-Unis établissent des relations consulaires avec les Etats pontificaux en 1797, John Adams lui-même nommant à ce poste Giovanni Sartori. Cette décision a été prise afin de protéger les intérêts commerciaux américains, mais également afin de renforcer leur légitimité internationale. L'autre intérêt de cette mission pour les Etats-Unis est d'avoir un agent à Rome en mesure de rendre compte de l'agitation révolutionnaire en Europe. En 1826, les Etats pontificaux établissent un consulat à New York.

Si des relations existent bien entre les deux pays à partir de 1797, il faut néanmoins rappeler qu'en droit international, un consul n'est pas un agent diplomatique ; on ne peut donc fixer à 1797 l'établissement de relations diplomatiques à proprement parler. En revanche, Anson Phelps Stokes note que « bien que techniquement, il était uniquement représentant consulaire, du fait de la courtoisie du gouvernement pontifical, il était autorisé à exercer les fonctions d'un représentant diplomatique<sup>3</sup> ». Dès le début de leurs relations avec le Vatican,

---

<sup>2</sup> Robert A. Graham, *Vatican diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane* (Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1959), p. 336.

<sup>3</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, Volume 2 (New York: Harper and Brothers, 1950), p. 85.

les agents consulaires et diplomatiques américains se sont vu réserver un traitement des plus favorables par les autorités du Saint-Siège.

### *I. ii. L'établissement de relations diplomatiques*

En 1848, les Etats-Unis décident d'établir des relations diplomatiques avec les Etats pontificaux. Cette mesure semble avoir été motivée par l'enthousiasme suscité par l'élection de Pie IX en juin 1846. Le nouveau pape est très populaire aux Etats-Unis, où il est perçu comme un progressiste disposé à octroyer plus de liberté à ses sujets, notamment du fait de plusieurs réformes prises au début de son pontificat (libération de prisonniers politiques, plus grande liberté accordée à la presse, instauration d'une constitution et de deux chambres pour le vote des lois, autant de réformes que nombre d'Américains pensaient influencées par l'exemple de leur république)<sup>4</sup>. Ainsi, aux Etats-Unis, la législature de New York se félicite des efforts du pape pour améliorer les conditions du peuple italien. Un rassemblement est organisé au *Tabernacle*, célèbre centre protestant de Broadway, le 29 novembre 1847, où un discours élogieux est prononcé par Horace Greeley, puis envoyé au pontife. Plusieurs journaux, tels que le *New York Herald*, se prononcent en faveur de relations diplomatiques comme témoignage de la sympathie et de l'admiration qu'éprouve le peuple américain à l'égard de Pie IX. La législature de Louisiane va plus loin encore en indiquant qu'elle serait très satisfaite si le gouvernement américain venait à établir des relations diplomatiques avec la cour de Rome<sup>5</sup>. Il semble que le pape ait été favorable à une telle mesure. Dans une dépêche au département d'Etat du 1<sup>er</sup> juin 1847, le consul américain à Rome rapporte que de hauts responsables du gouvernement pontifical, et le pape lui-même, lui ont fait part de ce souhait<sup>6</sup>.

Le président James Polk annonce à l'occasion de son message annuel au Congrès, le 7 décembre 1847 que « le secrétaire d'Etat a présenté une estimation visant à couvrir les frais résultants de l'établissement de relations diplomatiques avec les Etats pontificaux ». Il invoque deux arguments pour justifier sa décision, d'une part, « les évolutions politiques notables en train de se produire dans ces Etats », d'autre part, « une préoccupation légitime concernant nos intérêts commerciaux<sup>7</sup> ». Les intérêts commerciaux mentionnés par le Président étaient tout théoriques ; le commerce entre les deux pays était si faible que les

---

<sup>4</sup> Phelps, *Church and State in the United States*, p. 85.

<sup>5</sup> Phelps, *Church and State in the United States*, pp. 86-87.

<sup>6</sup> Phelps, *Church and State in the United States*, p. 86.

<sup>7</sup> Leo Francis Stock "The United States at the Court of Pius IX" *Catholic Historical Review* 3, n°1 (April 1923), p. 103.

consuls américains se plaignaient régulièrement de ne pouvoir vivre du revenu généré par leur poste<sup>8</sup>. Cependant, parmi les réformes proposées par Pie IX figure la formation d'une ligue commerciale, avec laquelle le gouvernement américain souhaite conclure un traité pour accroître le commerce du tabac et trouver un nouveau débouché pour les exportations de poisson séché ou de coton jadis destinées à la Grande-Bretagne (l'agitation qui a marqué la période rendra impossible tout commerce avec un gouvernement dont l'existence même est menacée). Cette décision coïncide aussi avec la guerre contre le Mexique, pays majoritairement catholique ; Polk aurait donc cherché par cette nomination à atténuer l'opposition catholique à la guerre<sup>9</sup>. Enfin, la décision est plus envisageable dans la mesure où la période est marquée par une accalmie de l'agitation « nativiste », qui avait secoué le pays pendant les années 1830 et 1840.

Conformément aux recommandations de Polk, le projet de loi de finance comporte un poste pour le salaire d'un chargé d'affaire. L'annonce du Président et le vote de cette ligne budgétaire font l'objet d'un débat houleux au Congrès. Les arguments des opposants à la Chambre des représentants sont de nature diverse. Ils vont d'une opposition reposant sur le principe constitutionnel, selon lequel le gouvernement ne saurait être mêlé aux questions ecclésiastiques, à une remise en question de la justification commerciale, en passant par des arguments anticatholiques. Lewis C. Levin, du *Native American Party*, déclare-t-ainsi : « Si vous votez cette loi, le nativisme américain deviendra synonyme de défense des droits et libertés des protestants contre la tyrannie pontificale et l'agression jésuite<sup>10</sup> ». Cependant, malgré l'opposition virulente de Levin et d'une dizaine de Whigs<sup>11</sup>, la proposition est adoptée par cent trente-sept voix pour, trente-cinq contre, à la Chambre<sup>12</sup>. Cette importante majorité est d'autant plus remarquable qu'on ne comptait que deux catholiques parmi les représentants (dont l'un a voté contre). Au Sénat, les mêmes arguments sont repris, et la ligne budgétaire est adoptée par trente-six voix à sept<sup>13</sup>. Le 20 mars 1848, la proposition du sénateur Benton de nommer un ambassadeur est rejetée, au profit de celle d'envoyer un simple chargé d'affaires,

---

<sup>8</sup> Stock, "The United States at the court of Pius IX", p. 103.

<sup>9</sup> James Franklin, "The US and the Vatican/Reagan Scores an End Run/Upgrading Relations Outflanks the Bishops", *The Boston Globe*, January 15, 1984, page non communiquée (nc).

<sup>10</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, p. 87.

<sup>11</sup> Albert J. Menendez, "Vatican Ambassador: Long-Time Source of Interfaith Tension", *Church and State*, September 1983, pp. 6-8.

<sup>12</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, p. 87.

<sup>13</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, p. 88.

rang le plus bas dans la hiérarchie diplomatique, et ce sans qu'il y ait réciprocité avec l'envoi d'un diplomate du Vatican à Washington<sup>14</sup>.

Jacob L. Martin, qui a été désigné comme chargé d'affaire, présente ses lettres de créance à Pie IX le 19 août 1848, inaugurant ainsi vingt années de relations diplomatiques. Dès le début, le gouvernement américain a à cœur d'éviter toute ingérence dans les questions d'ordre religieux ; le secrétaire d'Etat James Buchanan met en garde Jacob Martin en ces termes dans sa lettre d'instruction du 1<sup>er</sup> avril 1848 :

Il existe une considération que vous devrez toujours garder à l'esprit dans vos rapports avec les Etats pontificaux. La plupart, si ce n'est tous les gouvernements qui ont des représentants diplomatiques à Rome, sont en contact avec le pape en tant que chef de l'Eglise catholique. A cet égard, la position du gouvernement des Etats-Unis est totalement différente. Il ne dispose d'aucun pouvoir sur les questions religieuses. Toutes les confessions chrétiennes sont sur un pied d'égalité dans notre pays, et chaque homme jouit du droit inestimable d'adorer son Dieu conformément aux exigences de sa propre conscience. En conséquence, vos efforts seront exclusivement consacrés à cultiver les relations civiles les plus cordiales possibles avec le gouvernement pontifical, ainsi qu'au développement du commerce entre les deux pays. Vous éviterez soigneusement de donner ne serait-ce que l'impression de vous mêler de questions ecclésiastiques, que celles-ci soient en lien avec les Etats-Unis ou avec toute autre région du monde. Il serait peut-être indiqué, si vous le jugez opportun, de faire connaître cette position [...] au gouvernement pontifical, et ce afin qu'il n'y ait ni méprise, ni malentendu à ce sujet<sup>15</sup>.

Ces instructions sont accompagnées d'une lettre privée de Polk, dans laquelle il rappelle que si le Saint-Siège est reconnu en tant qu'Etat européen « avec lequel il convient d'établir des relations diplomatiques », il ne faut pas oublier que c'est « sans la moindre référence au fait que son souverain soit également chef d'une Eglise ». Il donne l'ordre à Martin d'informer le Vatican qu'il serait préférable que le représentant du Saint-Siège aux Etats-Unis soit un laïc<sup>16</sup>.

Jacob Martin sera suivi par Lewis Cass Jr (1849-1858), John P. Stockton (1858-1861), Alexander W. Randall (1861-1862), Richard M. Blatchford (1862-1863) et Rufus King (1863-1867). En 1853, Lewis Cass demande au président Franklin Pierce d'accepter un nonce apostolique à Washington, la représentation diplomatique n'étant pas encore réciproque. Le pays traverse alors une phase d'anticatholicisme virulent, et Pierce juge cette période peu propice à l'envoi d'un représentant permanent du Vatican. Le climat pour le moins agité dans lequel se déroula la visite de Gaetano Bedini, de juin 1853 à février 1854, en est une bonne illustration. Ce dernier, fraîchement nommé nonce au Brésil, avait été chargé d'apporter une lettre du pape au président Pierce et au secrétaire d'Etat, ainsi que d'étudier la possibilité d'établir une nonciature aux Etats-Unis<sup>17</sup>. Il fut suivi dans chaque ville où il se rendit par des

---

<sup>14</sup> Carlo de Lucia, « Si svolse in italiano il primo colloquio tra un Papa e un diplomatico italiano » *Osservatore Romano*, lunedì-martedì 9-10 aprile, 1984, p. 6.

<sup>15</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, pp. 88-89.

<sup>16</sup> Martin Hastings, "US-Vatican Relations", *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia* LXIX, n°1-2 (March-June 1958), p. 25.

<sup>17</sup> Hastings, "US-Vatican Relations", p. 49.

foules hostiles et dut quitter le pays de manière précipitée pour échapper à la vindicte populaire. L'archevêque de New York, John Hughes, aborda, à la demande de Bedini, la question de la nomination d'un nonce avec le ministre des Postes de Franklin Pierce, James Campbell. Campbell informa Hughes que le Président y serait favorable à condition qu'il s'agisse d'un représentant uniquement politique du gouvernement des Etats pontificaux<sup>18</sup>, et qu'il serait préférable qu'il s'agisse d'un laïc. Cette conversation ne fut pas suivie d'effet, Pie IX jugeant cette condition inacceptable<sup>19</sup>. Pour amadouer le Saint-Siège, le président Pierce éleva le rang du représentant américain à celui de ministre en 1854.

### *I. iii. Des relations sans grande substance*

D'après l'historien Leo Francis Stock, les vingt années de relations diplomatiques furent cordiales, peu mouvementées et ne nécessitèrent rien de plus que des contacts épisodiques<sup>20</sup>. La cordialité des relations est assez bien illustrée par deux anecdotes : en 1866, le ministre Rufus King informe le secrétaire d'Etat William Seward que le pape, dont les territoires étaient menacés, allait sans doute chercher refuge aux Etats-Unis. Le gouvernement américain dépêche donc les frégates *Swatara* et *Frolic*, ordonnant à leurs commandants de se tenir prêts à accueillir le pontife ! L'affaire Surratt constitue une autre illustration de cette cordialité. Impliqué dans l'assassinat d'Abraham Lincoln, John Surratt avait fui les Etats-Unis pour s'engager dans les zouaves pontificaux, où il fut reconnu par un engagé canadien. Le ministre américain King demanda au secrétaire d'Etat du Vatican le transfert de Surratt aux Etats-Unis, et ce malgré l'absence d'accord d'extradition, ce à quoi le Saint-Siège consentit.

Quant aux relations avec les confédérés, si Anson Phelps Stokes parle de reconnaissance virtuelle des Etats confédérés par les Etats pontificaux, l'historien Leo Francis Stock estime pour sa part que, bien que le Vatican ait subi de nombreuses pressions, « le gouvernement pontifical ne faillit pas dans sa loyauté envers le gouvernement fédéral<sup>21</sup> », le pape proposant même de manière indirecte au diplomate Richard Blatchford de jouer un rôle de médiation entre les deux belligérants. La position du secrétaire d'Etat de Pie IX, Mgr Giacomo Antonelli, semble bien avoir été dépourvue de toute ambiguïté. Il aurait ainsi déclaré au ministre américain Richard Blatchford que s'il avait eu l'honneur d'être citoyen américain,

---

<sup>18</sup> John Tracy Ellis, *Life of Cardinal Gibbons*, Volume I (Milwaukee: The Bruce Publishing Corporation, 1952), p. 602.

<sup>19</sup> John Tracy Ellis, "Church, State and Papal Diplomacy", *America*, July 30, 1983, p. 46.

<sup>20</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", pp. 104-105.

<sup>21</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 116.

il aurait fait tout ce qui était en son pouvoir pour préserver la nation ; à Rufus King, son successeur, que les confédérés avaient opté pour une solution anticonstitutionnelle, et au consul Stillman que les Etats-Unis ne pouvaient suivre qu'une voie, celle de traiter avec un Sud soumis<sup>22</sup>.

Les confédérés cherchèrent malgré tout à rallier le Vatican à leur cause. En 1863, Jefferson Davis charge le diplomate A. Dudley Mann de transmettre au pape ses remerciements pour l'appel à la paix que ce dernier avait fait parvenir aux archevêques de Louisiane et New York. Mann bénéficie de plusieurs entrevues avec Antonelli et il est reçu en audience par le pape le 14 novembre, ce qui lui fait remarquer :

Quelle conduite éminemment majestueuse que celle du gouvernement des Etats pontificaux à mon égard, quand on la compare aux subterfuges sournois auxquels certains gouvernements d'Europe occidentale ont recours afin d'éviter tout contact avec nos commissaires<sup>23</sup>!

En décembre 1863, le pape répond à Jefferson Davis. Ceci, pour Mann, vaut reconnaissance du gouvernement confédéré, d'autant que le pape a adressé sa lettre au « Président des Etats confédérés », ce qui n'était en fait qu'une formule de courtoisie, comme le confirmera Antonelli à King, qui lui explique que les actions du pape à l'égard des confédérés sont dénuées de toute considération politique, et ne constituent qu'une simple expression de son souhait de voir la paix rétablie. D'après Stock, « le gouvernement fédéral n'a jamais pensé autrement<sup>24</sup> ». Les confédérés ne s'en tiennent pas là et en 1865, Mgr Patrick Lynch, évêque de Charleston, est nommé commissaire des Etats confédérés près le Saint-Siège. Il reçoit pour instruction d'œuvrer pour la reconnaissance, et à défaut, de maintenir des relations informelles et d'influer sur l'opinion publique mondiale par ses contacts avec les représentants d'autres puissances catholiques. Lynch se rend à Paris, où il rencontre le nonce apostolique et Napoléon III, puis à Rome, mais selon Stock, « le commissaire confédéré, bien qu'il fut évêque, ne reçut ni encouragement, ni reconnaissance de la part des autorités pontificales ». Antonelli s'efforça par ailleurs de rassurer King quant au fait que Mgr Lynch était reçu en tant qu'évêque et non pas en tant que représentant de la confédération<sup>25</sup>.

Outre sa mission commerciale, la légation américaine a pour mission de suivre les évolutions politiques qui agitent le Vatican à mesure que les contours de l'Italie se précisent. Parmi les événements les plus marquants dont rend compte le représentant américain figurent le bref épisode de la république de Mazzini en 1849 (que le Président ordonne à son consul de

---

<sup>22</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 117.

<sup>23</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 118.

<sup>24</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 119.

<sup>25</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 120.

ne pas reconnaître, ce qui, selon Hastings explique que la papauté ait apporté son soutien au Nord et non aux confédérés) et de la fuite du pape à Gaète ; la perte progressive du territoire pontifical et le retrait des troupes françaises. A cette occasion, le pape déclare au ministre Rufus King : « Le pauvre pape sera abandonné seul dans sa petite barque au milieu d'un océan déchaîné<sup>26</sup> ».

#### *I. iv. La fin de la représentation américaine*

Le 28 juin 1867, la légation américaine est fermée sans que le pape en ait été informé, et ce malgré les protestations vigoureuses de Rufus King auprès du secrétaire d'Etat. Les circonstances de sa fermeture sont assez caractéristiques de l'attitude américaine à l'égard du Saint-Siège à travers son histoire, qui est de négliger les susceptibilités de son homologue romain en raison de considérations de politique intérieure.

Cette décision est la conséquence du vote par le Congrès, le 28 février 1867, d'un texte stipulant qu'à partir du 30 juin 1867, « plus aucune somme ne sera allouée à la légation à Rome<sup>27</sup> ». Elle a été précipitée par la rumeur selon laquelle la chapelle protestante de la légation avait été fermée sur ordre du Vatican. Seul le culte catholique était autorisé dans les murs de la Ville éternelle, mais les diplomates protestants avaient depuis quelques temps l'autorisation tacite de célébrer des offices religieux dans l'enceinte de leur légation ou ambassade. Le problème était que l'assemblée de fidèles était devenue telle qu'ils devaient avoir lieu hors des murs de la légation américaine, ce qu'obtint Rufus King. En dépit de cela, de nombreuses rumeurs vont circuler autour d'une supposée interdiction du culte protestant à Rome, rumeurs qui redoublent à l'annonce de la fermeture d'une chapelle protestante écossaise en janvier 1867. Dans ce contexte, la Chambre des représentants adopte une résolution, le 24 janvier 1867, demandant que la chapelle épiscopaliennne américaine soit autorisée à rester dans l'enceinte de la ville<sup>28</sup>. Le représentant républicain W. Dodge exige du Président qu'il transmette toute information relative à l'interdiction, alors qu'au même moment la Chambre statue sur le projet de loi de financement des missions diplomatiques et consulaires. Au cours du débat, le représentant Thomas Williams, républicain de Pennsylvanie, veut supprimer le salaire du ministre King, car il ne voit pas aucune raison de

---

<sup>26</sup> Leo Francis Stock, "The United States at the Court of Pius IX", p. 115.

<sup>27</sup> Leo Francis Stock "Was the Papal Consulate in the United States Officially Ended?" *Catholic Historical Review* 30, n°2 (July 1944), p. 166.

<sup>28</sup> Albert J. Menendez, "Vatican Ambassador: Long-Time Source of Interfaith Tension" *Church and State*, September 1983, p. 6.



continuer à entretenir des relations avec une « hiérarchie étrangère<sup>29</sup> ». Thaddeus Stevens, républicain de Pennsylvanie, invoque le fait que les protestants américains ont été interdits de culte. Rapidement, la question de la fermeture de la chapelle américaine domine les débats.

Rufus King, conscient de ce qui est en train de se tramer, écrit au secrétaire d'Etat américain le 11 février 1867 afin de démentir les affirmations qui circulent dans la presse au sujet de la chapelle américaine<sup>30</sup>, lettre dont le contenu est transmis au Congrès. Le 14 mars 1867, le Président transmet une autre dépêche à la Chambre, datée du 18 février 1867, dans laquelle King expose les faits *in extenso* et rappelle notamment l'autorisation qui lui a été accordée d'organiser des offices dans une chapelle extérieure à la légation. Malgré tous ses efforts, il est informé par le secrétaire d'Etat William Seward, le 11 mars 1867, de la fin du financement de la mission. Ceci provoque d'après King le mécontentement du corps diplomatique et du pape, blessé par « cette action précipitée et apparemment sans fondement du Congrès... . [Le pape] considère cela comme une réaction peu aimable et peu généreuse, eu égard à la bienveillance dont il a toujours fait preuve envers le peuple et le gouvernement américains<sup>31</sup> ».

Comme le fait remarquer King dans une lettre du 7 mai, elle aussi transmise à la Chambre des représentants, la décision de fermer la légation n'est pas sans ironie, car « si notre ministère est supprimé, les protestants américains seront obligés de se rendre hors des murs de Rome pour pratiquer leur religion, et ils devront cette exclusion non pas au pape, mais à l'action de leur propre Congrès<sup>32</sup> ». Dans cette même lettre, il se plaint également de la situation délicate dans laquelle il se trouve :

Depuis que j'ai reçu (le 2 avril) votre dépêche n°55 m'informant que le Congrès avait refusé de continuer à allouer des fonds pour la mission à Rome, j'attends des instructions quant à la marche à suivre pour régler les affaires de la légation et prendre congé du pape, etc., etc. A ce jour cependant, je n'ai pas reçu la moindre information et n'ai aucune idée de ce que je dois faire<sup>33</sup>.

Si de simples rumeurs semblent avoir motivé la rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, d'autres motivations sont entrées en ligne de compte. Comment expliquer sinon qu'en dépit des dénégations de King, le Congrès se soit empressé de fermer la mission ; comment expliquer également que le gouvernement d'Andrew Johnson n'ait pas protesté ? Si,

---

<sup>29</sup> Howard R. Marrano "The Closing of the American Diplomatic Mission to the Vatican and Efforts to Retrieve It, 1868-1870", *Catholic Historical Review* 33, n°4 (January 1947), p. 425.

<sup>30</sup> Marrano, "The Closing of the American Diplomatic Mission to the Vatican and Efforts to Retrieve It", p. 430.

<sup>31</sup> Marrano, "The Closing of the American Diplomatic Mission to the Vatican and Efforts to Retrieve It", pp. 432-433.

<sup>32</sup> Daniel G. Babis et Anthony J. Macelli, *A US Ambassador to the Vatican* (New York: Pageant Press, 1952), p. 14.

<sup>33</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, pp. 13-14.

au Congrès, certains ont reproché au pape son prétendu soutien aux confédérés, si d'aucuns ont jugé superflu d'avoir un ministre à Rome, le désir de la faction républicaine radicale de mettre le président Johnson en difficulté, alors qu'il avait recommandé que des fonds soient alloués à la légation, semble être entré en ligne de compte. D'autre part, on ne peut ignorer le rôle des préjugés religieux, en plein regain d'anticatholicisme, qui ont été déterminants selon Howard Marrano<sup>34</sup>. Enfin, les Etats-Unis éprouvaient une grande sympathie pour le jeune Etat italien en cours de constitution. A l'époque où ils pensaient encore qu'il pourrait être mis en place sous la tutelle du pape, ils trouvaient logique de lui envoyer un représentant diplomatique, mais du moment où il apparut que le souverain en serait Victor-Emmanuel, Pie IX fut considéré comme un obstacle à l'unification du pays. Par conséquent, mettre un terme aux relations diplomatiques avec les Etats pontificaux permettait de préparer les contacts avec les nouveaux hommes forts de la péninsule<sup>35</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1868, Rufus King quitte Rome sans même avoir reçu l'autorisation de son gouvernement de prendre officiellement congé des autorités catholiques et sans qu'aucun message n'ait été envoyé à Pie IX pour expliquer cette décision<sup>36</sup>. Quoique l'on puisse penser des motifs et des modalités de la fermeture de la mission américaine à Rome, Robert Graham juge que ce n'était qu'une question de temps, car elle avait été créée à des fins politiques et commerciales avec un pape chef des Etats pontificaux, et perdait donc toute raison d'être avec un pape dépourvu d'Etat<sup>37</sup>. On peut aussi avancer l'argument que les relations n'ont pas vraiment été interrompues, puisque le Saint-Siège n'en a jamais été notifié et qu'il s'agissait juste de supprimer les fonds alloués à la légation. Le représentant James Brooks (démocrate de New York) tentera par deux fois de faire voter la réouverture de la légation en 1869 et 1870, en vain. Quant au consul américain, sa mission s'arrêta en 1870 ; le consul des Etats pontificaux maintint un semblant d'activité jusqu'à la fin du siècle, son exequatur n'ayant pas été révoqué par les Américains malgré les pressions du gouvernement italien.

## **II. Des relations à leur nadir ? (1868-1939)**

La fermeture de la légation américaine à Rome marque le début d'une période de plus d'un siècle sans relations diplomatiques. Il faut attendre 1939 et l'envoi d'un représentant personnel par Franklin Roosevelt pour que des contacts officiels, bien que dépourvus de

---

<sup>34</sup> Marrano, "The Closing of the American Diplomatic Mission to the Vatican and Efforts to Retrieve It", p. 445.

<sup>35</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 11.

<sup>36</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, p. 95.

<sup>37</sup> Graham, *Vatican diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 336.

caractère diplomatique, soient rétablis. Cet intervalle est caractérisé par des contacts aussi épisodiques qu'informels en lien avec les événements internationaux, dont les intermédiaires sont le plus souvent des personnalités éminentes de l'épiscopat américain. Cependant, Etats-Unis et Vatican vont connaître des bouleversements profonds, prélude à leur rapprochement futur et à l'établissement de relations continues et formalisées. Cette phase est également caractérisée par les tentatives de l'épiscopat américain d'empêcher une représentation du Vatican à Washington.

### *II. i. Des bouleversements profonds des deux côtés de l'Atlantique*

Le Vatican perd l'intégralité de ses territoires en 1870 ; la loi de 1871 dite « des Garanties » le place quasiment sous tutelle italienne, tel un protectorat. Indigné, le pape se déclare « prisonnier du Vatican ». Pour les Etats-Unis, il semble ne plus y avoir aucune raison d'entretenir des relations diplomatiques avec un souverain sans territoire, car comme l'avait souligné James Buchanan dans sa lettre de mission à Jacob Martin, l'objectif des relations était de promouvoir des relations cordiales et le commerce entre les deux nations, en s'abstenant de toute ingérence dans les affaires ecclésiastiques. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le statut du Vatican en droit international après la chute de Rome : privé d'assise territoriale, le Vatican est-il encore un Etat à part entière et un sujet de droit international, avec tous les attributs qu'un tel statut confère ? Les constitutionnalistes sont partagés, entre ceux qui considèrent que le Saint-Siège a perdu avec ses territoires son statut d'Etat, et les tenants d'une souveraineté inhérente au Saint-Siège de par sa nature spirituelle. La preuve en est selon eux que la plupart des Etats représentés au Vatican avant 1870 n'ont pas rappelé leurs diplomates<sup>38</sup>. C'est également la thèse défendue par le Vatican, qui estime jouir d'une souveraineté *sui generis*.

Au-delà des débats sur la souveraineté du Saint-Siège, on constate également que la perte de territoire entraîne une profonde mutation de son rôle sur la scène internationale. Aux Etats-Unis, plusieurs personnalités notent cette évolution : le diplomate James Gustavus Whiteley remarque en 1904 que « le pape, bien que privé de possessions temporelles, reçoit toujours des honneurs dignes d'un monarque, accrédite et reçoit des ambassadeurs, traite avec les souverains de l'ordre temporel sur un pied d'égalité et demeure un des acteurs importants de la politique internationale. On pourrait même affirmer que son autorité s'est trouvée

---

<sup>38</sup> Voir Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, pp. 10-11.

purifiée et accrue depuis qu'il a cessé d'être un simple prince italien<sup>39</sup> ». Pour Washington Gladden, pasteur congrégationaliste, la grande influence déjà exercée par Léon XIII « a été considérablement renforcée par le fait qu'il n'exerçait aucun pouvoir temporel, mais était contraint de se limiter à l'administration spirituelle de son Eglise. C'est ce facteur qui en a fait le pape le plus influent de tous. Tous les dirigeants politiques, qu'ils soient protestants ou catholiques, l'ont traité avec un respect jamais témoigné à ses prédécesseurs<sup>40</sup> ». Le Saint-Siège lui-même manifeste au moment de la signature des accords du Latran en 1929 son souhait d'avoir un territoire des plus restreints pour illustrer son absence de prétentions politiques. De plus, l'Article 24 du traité, également voulu par le Saint-Siège, consacre ce rôle nouveau d'autorité morale. Il y est stipulé que ce dernier veut demeurer étranger aux compétitions temporelles entre les autres Etats ainsi qu'aux réunions internationales, « à moins que les parties en litige ne fassent un appel unanime à sa mission de paix, se réservant en chaque cas de faire valoir sa puissance morale et spirituelle<sup>41</sup> ».

Le fait que plusieurs Etats continuent d'entretenir des relations avec le Saint-Siège, voire que des relations soient établies avec d'autres entre 1870 à 1929, montre que le Vatican conserve une place non négligeable sur la scène internationale grâce au nouveau rôle d'autorité morale qu'il s'est donné. « Le pape, combien de divisions ? », aurait demandé Staline au président du Conseil français Pierre Laval en 1935, alors que ce dernier lui demandait un geste en faveur de la liberté religieuse pour satisfaire le Vatican<sup>42</sup>. Il semble que la puissance du Vatican, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, ait résidé ailleurs.

Au moment où le pape retrouve un pouvoir temporel en 1929, la question de sa reconnaissance et de la représentation américaine devient un thème populaire de discussion aux Etats-Unis. Certains évoquent la possibilité d'envoyer un représentant, mais cette proposition ne rencontre pas un écho favorable, car le pays connaît une nouvelle vague d'anticatholicisme<sup>43</sup>. Le département d'Etat s'interroge également ; selon une note rédigée par la division en charge de l'Europe de l'Ouest, il souhaitait avoir une réponse prête dans l'éventualité, jugée forte, d'une sollicitation de la part de Rome. Il dresse donc la liste des pays entretenant des relations avec le Vatican depuis l'annexion de Rome (tout en remarquant que ce sont tous des pays à majorité catholique) et conclut que rien ne s'oppose aux relations

---

<sup>39</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 18.

<sup>40</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 18.

<sup>41</sup> Accords de Latran, 11 février 1929, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/Vatican-Latran.htm> (consulté le 14 mai 2009).

<sup>42</sup> Yves Tissier, *Le vocabulaire de l'histoire* (Paris : Vuibert, 2008), p. 306

<sup>43</sup> James S. Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950" *Church History* 44, n°1 (March 1975), p. 86. Lors des élections présidentielles de 1928, l'année précédente, la campagne du catholique Al Smith, candidat du Parti démocrate, avait suscité un regain d'anticatholicisme.

diplomatiques, dans la mesure où une grande majorité d'Etats, catholiques ou pas, établiront des relations. D'autre part, il estime que l'agitation qu'une telle décision ne manquerait de provoquer aux Etats-Unis s'atténuerait si la décision était bien expliquée. Il s'interroge néanmoins sur la nécessité d'un tel contact, soulignant que les conditions ne sont plus les mêmes que celles qui avaient prévalu du temps du président Polk, que les Etats-Unis ne peuvent de toute façon aborder les questions religieuses et que les deux entités ont trop peu d'intérêts communs. La recommandation finale est celle d'établir des relations consulaires au cas où le Vatican prendrait contact avec les Etats-Unis<sup>44</sup>. Cette note illustre bien le fait que le département d'Etat n'a pas encore pris acte des mutations du rôle du Saint-Siège sur la scène internationale : c'est avec le pape, autorité morale en sa qualité de chef spirituel, qu'il peut être intéressant désormais d'établir des relations.

Cette période d'absence totale de relations officielles va par ailleurs faire le lit de toutes sortes de rumeurs sur des contacts officieux entre Vatican et Etats-Unis. Ainsi Woodrow Wilson sera-t-il soupçonné de maintenir un représentant secret au Vatican<sup>45</sup>. En 1912, la question se posa de savoir si le major Archibald Butts, aide de camp de Theodore Roosevelt et de William Taft, s'était rendu en mission secrète auprès du Vatican quand il périt lors du naufrage du Titanic alors qu'il regagnait les Etats-Unis<sup>46</sup> !

Si la perte complète de ses territoires en 1870 entraîne *ipso facto* le renoncement à toute ambition politique de la part du Vatican, qui s'astreint à la neutralité sur la scène internationale, les Etats-Unis pour leur part sont en passe de devenir une puissance mondiale, qui se projette au-delà de ses frontières et qui, après la guerre contre l'Espagne, se retrouve à la tête de possessions coloniales telles que Porto Rico ou les Philippines. Entre des Etats-Unis en train d'acquérir une dimension internationale et le Vatican, en passe de devenir une force morale et spirituelle de premier plan, il apparaît comme inévitable que, tôt ou tard, les chemins soient amenés à se croiser à nouveau, même si Washington aurait préféré l'évitement. La mission de nature ponctuelle effectuée auprès du Vatican en 1902 par William Howard Taft, alors gouverneur des Philippines, constitue en quelque sorte les prémices de ces nouvelles relations entre un Etat à dimension politique mondiale et une Eglise auréolée d'un grand prestige spirituel et moral. D'autre part, la nature de cette mission et le choix de représentation opéré par le gouvernement américain constituent une manifestation

---

<sup>44</sup> Martin Hastings, "US-Vatican Relations", *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia* 69-70 n°1-2 (March-June 1958), p. 36.

<sup>45</sup> Hastings, "US-Vatican Relations", p. 51.

<sup>46</sup> Hastings, "US-Vatican Relations", p. 52. Porteur d'un message présidentiel, il avait effectivement été reçu par le pape le 21 mars précédent.

supplémentaire de ces « anomalies »<sup>47</sup> auxquelles les Etats-Unis vont avoir recours jusqu'en 1984 pour éviter des tensions sur le plan national.

## *II. ii. La mission Taft, une anomalie diplomatique*

L'objectif de cette mission, dépêchée sous la présidence de Théodore Roosevelt, est d'obtenir du pape que les religieux espagnols implantés aux Philippines renoncent aux nombreuses terres qu'ils possédaient, voire qu'ils quittent l'archipel, et ce afin d'apaiser les tensions que leur présence suscite (aux yeux de la population, ils étaient associés aux forces d'occupation espagnoles chassées par les Etats-Unis). L'urgence de la situation place les Américains dans une situation délicate : comment communiquer avec le Vatican en l'absence de relations diplomatiques ? Selon le juriste Simeon Baldwin, il était impensable d'utiliser l'ambassadeur à la cour de Rome. D'autre part, envoyer un représentant du Président aurait été synonyme de reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté politique du Saint-Siège<sup>48</sup>, geste susceptible de provoquer la colère de l'opinion publique américaine et des autorités italiennes. Le gouvernement décide donc de jouer sur le fait que le Président est également commandant en chef des armées et que les Etats-Unis sont un pouvoir d'occupation dans un territoire en conflit, ce qui lui permet de s'exprimer à travers son secrétaire à la Guerre.

Conscient que rien ne pouvait être obtenu sans l'aide de l'Eglise, les Etats-Unis dépêchent au Vatican le 9 mai 1902 le gouverneur des Philippines, William Taft, comme représentant du secrétaire à la Guerre, Elihu Root. Si Taft est porteur d'une lettre personnelle du président Roosevelt au pape, il est précisé qu'il ne s'agit pas de lettres de créance officielles. Dans les instructions qu'il donne à son représentant, Elihu Root insiste bien sur le fait suivant :

Votre mission ne sera en aucune manière de nature diplomatique, mais consistera uniquement en des négociations, que vous mènerez en tant que gouverneur des Philippines, au sujet de l'achat des terres et du règlement de la question des titres de propriété, de sorte à contribuer aux intérêts de la population de cette île<sup>49</sup>.

Taft est reçu en audience par le pape, puis il entre en communication avec son secrétaire d'Etat, Mgr Mariano Rampolla. Face à l'impasse des négociations, il est décidé en juillet 1902

---

<sup>47</sup> Paolo Befani, « E dopo 117 anni », *Osservatore Romano*, 11 gennaio 1984, p. 1.

<sup>48</sup> Simeon E. Baldwin, "The Mission of Gov. Taft to the Vatican" *The Yale Law Journal* 12, n°1 (November 1902), p. 2.

<sup>49</sup> Baldwin, "The Mission of Gov. Taft to the Vatican", pp. 2-3.

d'envoyer un délégué apostolique aux Philippines pour y traiter avec le gouvernement local, qui, après des négociations, obtiendra la vente des terres en décembre 1903<sup>50</sup>. Selon Baldwin, cet épisode constitue une anomalie sur le plan diplomatique :

[II] figurera dans l'histoire du droit international comme une anomalie. L'agent des Etats-Unis n'était pas muni de lettres de créance adressées à ceux avec lesquels il devait négocier. Il était chargé de certaines affaires, mais il n'était pas chargé d'affaires, et sa lettre d'instructions stipulait que sa mission n'était en aucune manière de nature diplomatique [...]. Cet épisode fut en tout point présenté comme un incident militaire lors d'une situation temporaire d'hostilités, pourtant il s'agissait bien en tout point de tentatives de l'autorité civile des Etats-Unis d'une part, et du pape, d'autre part, pour parvenir au règlement permanent d'une question s'inscrivant essentiellement dans un contexte civil [...]<sup>51</sup>.

D'autre part, il est incontestable que les Etats-Unis ont fait appel dans ce cas précis à l'autorité *ecclésiastique* du pape, dans la mesure où il lui était demandé d'intervenir auprès d'un ordre religieux. Le secrétaire à la Guerre peut bien déclarer dans les instructions données à Taft, dans un exemple de *wishful thinking*, que la mission « ne sera en aucune manière de nature diplomatique », il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis en 1902 ont été contraints d'entrer en contact officiel avec le chef de l'Eglise catholique et de lui demander d'invoquer son autorité ecclésiastique pour défendre leurs intérêts. Pour l'historien Robert Graham, « la leçon que l'on peut retenir, c'est que dès ses toutes premières années en tant que puissance ayant d'importantes responsabilités à l'étranger, le gouvernement américain a pris conscience à quel point il était difficile d'exporter la conception américaine de séparation des églises et de l'Etat<sup>52</sup> ». Les Etats-Unis vont se voir contraints *nolens volens* à des contacts avec la papauté.

D'autres contacts ponctuels seront établis. Ainsi, en 1903, à l'occasion de la mort de Léon XIII et de l'élection de Pie X, une lettre officielle est envoyée au Président. Les modalités choisies pour la réponse par le secrétaire d'Etat John Hay constitueront un précédent : il s'agira désormais de transmettre ce genre de document par le biais de la délégation apostolique, en tant que communication personnelle à caractère non officiel. Après la Première Guerre mondiale, plusieurs échanges de lettres protocolaires ont lieu ; le pape écrit également à l'occasion des inondations dans le Mississippi en 1927. Pendant cette période, excepté ces contacts ponctuels, ce sont les évêques américains qui assurent la liaison entre le Vatican et les Etats-Unis. Le cardinal James Gibbons, archevêque de Baltimore, premier siège apostolique du pays, en est l'un des principaux intermédiaires, tâche facilitée par le fait qu'il entretient des relations cordiales avec tous les présidents (à l'exception de Woodrow Wilson). Mgr John Ireland, archevêque de Saint Paul, fait également figure

---

<sup>50</sup> Hastings, "US-Vatican Relations", p. 42.

<sup>51</sup> Baldwin, "The Mission of Gov. Taft to the Vatican", p. 7.

<sup>52</sup> Graham, *Vatican Diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 342.

d'intermédiaire. Ainsi, en 1915, Gibbons demande au président Wilson de rester neutre dans le conflit opposant Pancho Villa à Venustiano Carranza (qui se livrait à une répression féroce contre l'Eglise). La requête est rejetée par Wilson, qui continuera de reconnaître Carranza.

Pour l'historien Robert Graham, les Etats-Unis n'ont que faire de relations avec le Saint-Siège, du fait de la forte tradition de séparation des églises et de l'Etat. A l'époque, bon nombre d'Etats cherchent à avoir des relations avec le Saint-Siège, essentiellement pour tenter d'exercer une influence dans les affaires des églises locales. Cependant, il note qu'à cette période,

[La nouvelle position du Saint-Siège sur la scène internationale] affecta les Etats-Unis à de nombreux égards. L'autorité morale du pape devint un facteur qui ne pouvait plus être ignoré par des gouvernements engagés dans d'étroites rivalités. La Première Guerre mondiale porta cette évolution à son paroxysme C'est ce facteur qui conduisit la Grande-Bretagne en 1914 à dépêcher Sir Henry Howard [diplomate en mission extraordinaire] au Vatican. C'est ce même facteur d'influence internationale qui mena la France en 1920 sur la voie du rétablissement des relations avec le Saint-Siège<sup>53</sup>.

### *II. iii. La Première Guerre mondiale, une occasion manquée ?*

Le nouveau rôle d'autorité spirituelle et morale joué par le Saint-Siège aurait pu donner lieu à un dialogue avec les Etats-Unis dans la quête d'une issue pacifique à la Première Guerre mondiale. Benoît XV, élu pape en septembre 1914, proclame la stricte neutralité du Saint-Siège dans le conflit. Bouleversé par les destructions engendrées par une guerre qui oppose des catholiques entre eux, le pape va chercher à se poser en arbitre d'un conflit dont il pense détenir des solutions<sup>54</sup>. Après des appels généraux à mettre un terme à la barbarie, il envoie une « Note de paix » en août 1917 aux belligérants, dans laquelle il les exhorte à reconnaître la primauté du droit, à désarmer, à accepter un arbitrage international, à restituer les territoires occupés et à renoncer aux réparations, c'est-à-dire à revenir au *statu quo* d'avant-guerre<sup>55</sup>.

La note est très mal accueillie par l'Entente, qui soupçonne le pape d'être l'émissaire des empires centraux (il avait déjà éveillé leurs soupçons en tentant d'empêcher l'entrée en guerre de l'Italie à leurs côtés ; de plus ces derniers ne comprennent pas que le pape refuse de condamner les atrocités perpétrées par les troupes allemandes, et ils refusent une paix de compromis). Les Etats-Unis ne font pas exception. Le 13 août, le secrétaire d'Etat, Robert Lansing, transmet la note au président Wilson accompagnée du commentaire suivant : « Mon

---

<sup>53</sup> Graham, *Vatican Diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 338-339.

<sup>54</sup> Nathalie Renoton-Beine, *La colombe et les tranchées. Les tentatives de paix de Benoît XV pendant la Grande Guerre* (Paris : Editions du Cerf, 2004), p. 274.

<sup>55</sup> Dariusz Gora, « Eglise catholique et transactions politiques : l'Etat dans le discours social de l'Eglise au XXe siècle », thèse soutenue à l'Institut catholique de Paris (Etats-Unis : Dissertation.com, 2003), p. 157.



impression est que l'énonciation des termes de paix émane de l'Autriche-Hongrie et qu'ils ont probablement été approuvés par le gouvernement allemand ». Les 20 et 21 août, il écrit au Président : « Je dirais seulement que le pape, probablement involontairement ou par compassion pour l'Autriche-Hongrie, est devenu dans cette affaire un agent de l'Allemagne<sup>56</sup> ». La note ferait partie d'un plan général de paix mis au point par les empires centraux (des négociations avaient eu lieu en Allemagne entre le nonce, Eugenio Pacelli, et le gouvernement, pour proposer des points concrets aux membres de l'Entente). D'autre part, la note de paix est assez malvenue pour Wilson alors qu'il cherche à juguler le mouvement pacifiste américain. Le colonel House, son conseiller, lui recommande de répondre au pape en laissant la porte ouverte aux négociations de paix. Le Président écrit donc à Benoît XV le 27 août (c'est le seul membre de l'Entente à le faire). Tout en rejetant ses propositions, il n'exclut pas a priori les négociations de paix (même si l'Entente était en fait déterminée à finir la guerre et à défaire les empires centraux). Il explique que pour envisager des tractations avec l'Allemagne, il convient d'abord d'éliminer l'autorité responsable de la guerre, puis de démocratiser les institutions allemandes<sup>57</sup>. Le président Wilson sera reçu en audience par Benoît XV à son retour de Versailles sans que cette rencontre ne donne lieu à un quelconque rapprochement.

Le pape se retrouve marginalisé sur la scène diplomatique, isolement renforcé par l'Article 15 du traité de Londres, conclu par la France, la Russie et l'Angleterre avec l'Italie pour sceller l'entrée en guerre de cette dernière, et qui stipulait que le Vatican serait exclu de toute négociation de paix. Le pape, plongé dans le désarroi par son impuissance, met un terme à ses efforts de paix<sup>58</sup>.

Cette initiative pontificale constitue une des premières manifestations du Vatican en tant qu'arbitre impartial ou qui se veut comme tel, et à ce titre aurait pu occasionner un rapprochement avec les Etats-Unis, puissance montante de l'ordre international. Pour l'historienne Nathalie Renoton-Beine, « si ces initiatives échouent, on assiste au moins au grand retour du Vatican au centre des relations internationales. [...]. L'autorité morale du pape est définitivement reconnue<sup>59</sup> ». Entre la fin de la guerre et celle de son pontificat, dix nonciatures sont établies ou rouvertes, dont celle de Paris en 1921. Il faudra attendre le début

---

<sup>56</sup> Renoton-Beine, *La colombe et les tranchées*, p. 291.

<sup>57</sup> Nathalie Renoton-Beine, «La diplomatie vaticane au chevet de la paix», *Histoire du christianisme* 23 (août 2004), p. 47.

<sup>58</sup> Voir également : Francis Latour, *La papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale* (Paris : L'Harmattan, 1996).

<sup>59</sup> Renoton-Beine, «La diplomatie vaticane au chevet de la paix», p. 40.

de la Seconde Guerre mondiale pour que les Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne en 1914, décident de l'opportunité d'un rapprochement avec le Saint-Siège.

#### *II. iv. Les évêques américains, opposants inattendus à un rapprochement avec le Saint-Siège*

Que les Etats-Unis aient cherché à éviter tout contact officiel et continu avec le Saint-Siège ne signifie pas que ce dernier n'ait pas souhaité de son côté une présence officielle à Washington. Cependant, en plus de la réticence des gouvernements américains, le Vatican a dû composer avec celle des évêques américains, qu'il ne parvient à surmonter qu'en 1892 (plus d'un siècle après l'envoi d'un préfet apostolique pour administrer l'Eglise dans la jeune république). Le manque d'enthousiasme de l'épiscopat américain a sans doute contribué à ralentir le rapprochement politique entre les Etats-Unis et le Vatican.

Le désir d'avoir un représentant aux Etats-Unis est principalement lié au fait que le Vatican se plaint de ne pas être suffisamment tenu au courant de la situation de l'Eglise américaine, ainsi que des tendances à l'autonomie de son épiscopat<sup>60</sup>. La présence d'un représentant faciliterait la tâche de la Curie romaine, qui serait ainsi mieux informée des candidats susceptibles de faire des évêques conformes à ses attentes<sup>61</sup>. Au-delà des motivations d'ordre pastoral, cette ambition n'est pas dépourvue de motivations politiques. Selon l'historien Robert Wister, le Saint-Siège avait besoin de renforcer son prestige après la perte des Etats pontificaux, et pour ce faire d'obtenir la reconnaissance du plus grand nombre de pays possibles, parmi lesquels les Etats-Unis, qui faisaient figure de partenaire important<sup>62</sup>. Il s'agissait donc pour le Saint-Siège de nommer un délégué apostolique (représentant pontifical auprès des catholiques américains), voire un nonce (représentant diplomatique auprès du gouvernement et des catholiques américain). Le problème, selon l'historien John Tracy Ellis, était que « pour une écrasante majorité de l'épiscopat américain [...], il s'agissait d'une solution inacceptable à ses rapports difficiles avec la capitale du monde catholique ; dès les premières rumeurs d'une telle nomination, de nombreux évêques s'y opposent<sup>63</sup> ». Le Vatican parvient à envoyer quelques représentants pour des missions ponctuelles, mais se heurte à une forte opposition dès qu'il est question d'une présence permanente.

---

<sup>60</sup> Robert J. Wister, "The Establishment of the Apostolic Delegation in Washington: the Pastoral and Political Motivations" *US Catholic Historian*: 3, n°2 (spring-summer 1983), p. 117.

<sup>61</sup> Wister, "The Establishment of the Apostolic Delegation in Washington", p. 121.

<sup>62</sup> Wister, "The Establishment of the Apostolic Delegation in Washington", p. 122.

<sup>63</sup> John Tracy Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons, Volume I* (Milwaukee: the Bruce Publishing Company, 1952), p. 596.

Cette réticence relève, semble-t-il, de deux facteurs. L'Église américaine, depuis sa naissance, jouit de par sa distance avec Rome d'une certaine indépendance. Ceci lui a permis de développer des traits bien particuliers : collégialité, acceptation de la liberté religieuse (dont elle profitait pleinement) et grande autonomie dans l'exercice de son apostolat, d'où, selon Ellis « la crainte d'une atteinte à [son] pouvoir épiscopal si un nonce ou un délégué était établi dans ce pays<sup>64</sup> ». Mgr Gibbons tente d'expliquer à Léon XIII que « la présence d'un nonce saperait immédiatement l'autorité des évêques<sup>65</sup> ». D'autre part, conscient des vagues de « nativisme » qui frappent périodiquement le pays, il leur semble préférable de ne pas attirer inutilement l'attention sur les catholiques avec la nomination d'un prélat étranger, ce qui conforterait dans leur hostilité ceux qui voient dans les catholiques américains les suppôts d'une puissance étrangère.

Le fait que Mgr Gibbons « ait été résolument opposé dès le tout début à la présence d'un délégué apostolique aux Etats-Unis, et encore plus à celle d'un nonce qui jouirait de la reconnaissance diplomatique de la part du gouvernement américain », augurait mal pour la nomination d'un représentant du Saint-Siège<sup>66</sup>. Quand, à l'automne 1885, Mgr Simeoni, préfet de la Congrégation pour la propagation de la foi, écrit à Mgr Gibbons pour savoir s'il serait favorable à l'envoi d'une lettre du pape au président américain, le prélat le lui déconseille fortement, expliquant que cela ferait sans doute plus de tort que de bien. Il explique que les Etats-Unis sont en majorité protestants, que l'article de la Constitution interdisant l'établissement de toute religion est positif pour les catholiques, car si une religion avait dû être établie, cela aurait certainement été le protestantisme. Il ajoute qu'il existe toujours des préjugés contre les catholiques, et qu'il en faudrait peu pour en rallumer les braises. Pour Gibbons, « le peuple américain [est] opposé à la persécution religieuse, mais il [est] prompt à s'emporter contre telle ou telle religion en particulier, et une lettre du pape au Président aurait pour effet d'unir toutes les confessions contre l'Église et de rendre les catholiques suspects d'ambition, d'intrigues et même de déloyauté<sup>67</sup> ». Quand, vers la fin de l'année 1886, de nouvelles rumeurs circulent au sujet de la nomination imminente d'un nonce, Gibbons propose que chaque province ecclésiastique prépare une lettre de protestation exposant au Saint-Siège les conséquences néfastes d'une telle nomination<sup>68</sup>. En visite à Rome, il s'évertue à en dissuader ses interlocuteurs et leur suggère d'accréditer un représentant de

---

<sup>64</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 617.

<sup>65</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 620.

<sup>66</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 650.

<sup>67</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 607.

<sup>68</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 610.

nationalité américaine, mais Rome ne lui donne aucune assurance. De retour aux Etats-Unis, il fait paraître anonymement un article dans le *New York Times* afin de faire taire les rumeurs et les inquiétudes, article dans lequel il est précisé :

1. Que le Saint-Siège n'a fait aucune avance ni exprimé aucun désir d'envoyer un nonce aux Etats-Unis.
2. Que jusqu'à preuve du contraire, le Saint-Siège ne nourrit pas un tel désir.
3. Qu'une telle nomination ne serait pas acceptable pour notre gouvernement.
4. Et qu'elle ne satisferait pas non plus les attentes de l'épiscopat américain<sup>69</sup>.

Le Vatican n'a d'autre choix que de recourir à un subterfuge pour arriver à ses fins, avec l'appui de Mgr John Ireland, seul archevêque favorable à la présence d'un représentant de Rome. Léon XIII dépêche Mgr Francesco Satolli aux Etats-Unis, sous prétexte d'accompagner des gravures et des cartes prêtées pour l'exposition Colomb de 1892. Satolli est accueilli avec les honneurs. Le gouvernement américain envoie un navire pour l'escorter, et il bénéficie de différentes marques de courtoisie, comme l'exemption de droits de douane, d'ordinaire réservées aux diplomates. De plus, il est reçu par le secrétaire d'Etat John Foster et jouit lors des cérémonies d'inauguration de l'exposition d'une place d'honneur. Sa présence aux Etats-Unis est mal perçue dans l'opinion publique, ce qui augure mal de l'établissement de relations diplomatiques.

Lors de la réunion des archevêques américains de novembre 1892, Satolli annonce que le pape souhaite nommer un délégué apostolique pour les Etats-Unis. Les archevêques décident d'écrire au pape pour protester. Le 3 janvier 1893, Mgr Gibbons signe une lettre à Léon XIII au nom des archevêques dont la teneur est la suivante :

Nous avons débattu pour savoir s'il pouvait y avoir dans ce pays ce qu'il y a presque partout ailleurs, un délégué permanent du Saint-Siège. Tous, à l'exception d'un, ont été d'accord pour dire que cela ne servirait pas les intérêts de l'Eglise, car la population américaine n'est pas encore arrivée au point où elle serait favorablement disposée à l'égard d'un tel avantage. Nous en avons conclu que les non catholiques nous seraient encore plus hostiles et nous soupçonneraient de chercher à profiter des dernières élections pour obtenir des privilèges [...]. Cela poserait des difficultés aussi bien à nous qu'au gouvernement. En outre, cela donnerait l'impression que le délégué a été envoyé uniquement afin de placer les évêques de ce pays sous sa tutelle, ce qui nuirait à l'estime que les gens ont pour nous. On peut également ajouter qu'il y aurait des personnes qui, par pure médisance, affirmeraient que le délégué apostolique a été envoyé précisément pour rendre compte au souverain pontife des événements aux Etats-Unis, médisances que des hommes maléfiques utiliseraient pour ternir la réputation du Saint-Siège<sup>70</sup>.

Il remet cette lettre à Mgr William O'Connell du Collège américain à Rome, mais avant que O'Connell n'ait eu le temps de livrer la missive au Saint-Père, Gibbons reçoit un télégramme en ces termes laconiques : « Délégation établie ».

---

<sup>69</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, p. 616.

<sup>70</sup> Ellis, *The Life of Cardinal James Gibbons*, pp. 630-631.

Janvier 1893 marque donc le début d'une représentation permanente du Saint-Siège. Si la délégation a en théorie une mission exclusivement pastorale et ecclésiastique, le temps montrera que le délégué apostolique servira souvent d'interlocuteur entre la Maison-Blanche et le Vatican pour des questions d'ordre politique, occupant parfois le rôle joué jusqu'alors par les évêques américains. Selon Robert Wister, le Saint-Siège souhaitait une nonciature, mais fit preuve de souplesse et se contenta d'envoyer un délégué, « qui était, à bien des égards, un nonce déguisé. [...] le Saint-Siège reconnut et fit face au fait qu'il existait certaines nations officiellement laïques ou neutres sur le plan religieux qui ne toléreraient pas la présence d'un nonce sur leur territoire<sup>71</sup> ».

Il semble opportun de conclure en empruntant encore une fois les mots de Graham, pour qui « l'un des aspects marquants de l'histoire des relations diplomatiques avec le Saint-Siège est qu'aucune puissance menant une politique étrangère ambitieuse n'a été en mesure de rester longtemps absente du Vatican<sup>72</sup> ». Que ce soit la Prusse luthérienne, la Russie tsariste orthodoxe, l'Angleterre antipapiste, la France anticléricale, toutes les nations appelées à jouer un rôle d'envergure sur la scène internationale en ont fait l'expérience. Pendant cette période de distanciation, les Etats-Unis sont devenus une puissance économique et politique de dimension mondiale, tandis que le Vatican, renonçant, bon gré mal gré, à toute puissance temporelle, a transféré son pouvoir sur un autre plan. Au cours de ces années troubles et annonciatrices de nouveaux conflits majeurs, le décor a ainsi été planté pour un rapprochement entre les Etats-Unis et le Saint-Siège.

## **Chapitre 2 : *Parallel Endeavors for Peace*. La reprise de relations directes et continues sous la présidence de Franklin D. Roosevelt**

La montée des périls pendant les années 1930 voit le Vatican, puissance neutre, se prononcer contre les différentes idéologies autour desquelles s'organisent les forces en présence. Pie XII, élu en mars 1939, se sent investi d'une mission de paix et souhaite à tout prix éviter le conflit. De leur côté, les Etats-Unis de Roosevelt, puissance neutre également, savent que leur entrée en guerre n'est qu'une question de temps. Le 23 décembre 1939, Franklin Roosevelt écrit au pape Pie XII pour l'informer de l'envoi d'un représentant personnel, première fois depuis la mission Taft de 1902 qu'un émissaire du gouvernement est désigné, et première fois depuis 1868 que des relations continues sont rétablies. Il ne s'agit a priori que d'une mission temporaire, bornée par la durée du conflit. En contactant Pie XII,

---

<sup>71</sup> Wister, "The Establishment of the Apostolic Delegation in Washington", p. 128.

<sup>72</sup> Graham, *Vatican Diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 340.

nous allons voir que c'est l'autorité morale et non le dirigeant temporel que le président américain cherche à ranger du côté des forces alliées dans leur croisade contre les forces de l'Axe.

## ***I. It would give me great satisfaction to send you my personal representative***

### *I. i. Les motivations ayant présidé à l'envoi d'un représentant personnel*

Plusieurs considérations semblent être entrées en ligne de compte dans la décision de Franklin Roosevelt de nommer un représentant personnel auprès de Pie XII. Pour l'historien George Flynn, il s'agit de facteurs d'ordre essentiellement diplomatique, politique et humanitaire<sup>73</sup>. Les motivations mentionnées dans la littérature s'inscrivent presque toutes dans l'une de ces trois grandes catégories. Pour Flynn, « seule une personne ignorant l'histoire du Parti démocrate et celle de Roosevelt pourrait penser que les considérations de politique intérieure ne sont pas entrées en ligne de compte dans la décision d'envoyer Taylor à Rome, les catholiques constituant une composante majeure de la coalition démocrate ». Il estime qu'on ne saurait négliger la conscience qu'avait Roosevelt du pouvoir considérable des catholiques sur le plan politique, ainsi que de l'importance d'être en bons termes avec l'épiscopat américain<sup>74</sup>. L'envoi d'un représentant pouvait aussi aider à court terme à neutraliser l'opposition au *New Deal* du père Charles Coughlin, animateur de radio très populaire, et à moyen terme à améliorer ses chances de réélection et à convaincre les catholiques de sortir de l'isolationnisme.

Flynn estime qu'il ne faut pas pour autant sous-estimer le rôle de motivations plus nobles, car « il ressort clairement que de véritables considérations pacifiques et humanitaires sont entrées en jeu, alors que le Président et le pape cherchaient ensemble à préserver un semblant de raison en Europe<sup>75</sup> ». Roosevelt avait la conviction de partager les mêmes attentes que Pie XII. Il n'aura de cesse d'insister sur ces préoccupations communes, ainsi que sur la nécessité d'une alliance entre la puissance économique et militaire des Etats-Unis d'un côté et celle, spirituelle et morale du Saint-Siège, de l'autre, pour combattre leur adversaire commun. Dans une lettre au nouveau pontife, le président Roosevelt écrit : « Quand l'heure du rétablissement

---

<sup>73</sup> George Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", *Catholic Historical Review* 58, n°2 (July 1972), p. 182.

<sup>74</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 182.

<sup>75</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 183.

de la paix mondiale aura sonné, il est de la plus grande importance pour l'humanité et la religion que les idéaux communs s'expriment de manière unie<sup>76</sup> ».

Les Etats-Unis sont d'autre part conscients que le déclenchement des hostilités, avec ses hordes de réfugiés, posera de nombreuses difficultés et que l'expérience du Vatican en la matière pourrait s'avérer utile. Ainsi, la question d'une coopération humanitaire est-elle directement évoquée par Roosevelt. Dans une lettre du 2 octobre 1939 à son secrétaire d'Etat Cordell Hull, il préconise d'envoyer à plus ou moins brève échéance un représentant au Vatican pour préparer le règlement du sort des réfugiés une fois le conflit terminé<sup>77</sup>. Selon Flynn pourtant, cette motivation est sujette à caution et n'aurait été que secondaire. Etant donné les contacts déjà importants qui existent entre Washington et Rome, ainsi que les témoignages de Hull et Sumner Welles, son sous-secrétaire d'Etat, Flynn parle même au sujet de cette motivation de « subterfuge »<sup>78</sup>.

Les motivations d'ordre diplomatique ont évidemment joué un rôle dans la décision de Roosevelt. Le fameux argument selon lequel le Vatican constitue un précieux « poste d'écoute »<sup>79</sup> est invoqué à maintes reprises. A l'approche de l'entrée en guerre, il devient de plus en plus intéressant d'avoir connaissance des informations dont dispose ce dernier sur des zones devenues progressivement inaccessibles. C'est l'argument avancé par Hull et Welles au département d'Etat. Cordell Hull y fait référence dans ses mémoires :

[...] le Président avait évoqué avec nous le projet d'établir des relations avec le Vatican. Début juillet [1939], Welles et moi-même avons parlé des avantages que pourraient offrir de telles relations. Nous estimions que le Vatican disposait de nombreuses sources d'information, particulièrement en Allemagne, en Italie et en Espagne, dont nous ne disposions pas. Sur mon conseil, Welles écrivit une lettre personnelle à l'ambassadeur [William] Phillips à Rome pour lui demander son avis. Phillips répondit le 19 janvier pour recommander l'établissement de relations diplomatiques<sup>80</sup>.

Les Etats-Unis sont également conscients de l'autorité morale dont jouit le pape, et cherchent à obtenir des témoignages publics de soutien à certaines initiatives, soutien qui serait certainement favorisé par des contacts stables et réguliers. L'Administration Roosevelt avait déjà cherché à obtenir du pape qu'il parle en termes favorables du télégramme envoyé par Roosevelt à Mussolini et Hitler en avril 1939 pour leur demander de s'abstenir de toute agression supplémentaire. Pour Welles, « une déclaration publique du pape en faveur du message de paix aurait un effet des plus bénéfiques<sup>81</sup> ». On voit que

---

<sup>76</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 26.

<sup>77</sup> Robert Gannon, *The Cardinal Spellman Story* (New York: Doubleday and Company, 1962), p. 161.

<sup>78</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 181.

<sup>79</sup> Gerald P. Fogarty, "Vatican-American Relations: Cooperation or Conspiracy?", *America*, April 11, 1992, p. 291.

<sup>80</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, p. 160.

<sup>81</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 178.

l'intérêt des Etats-Unis pour le Vatican s'est déplacé sur le plan moral, et que les relations sont désirables dans la mesure où le pape incarne une autorité spirituelle et morale susceptible de servir les desseins politiques américains.

Quant aux motivations qui poussent le Saint-Siège à se contenter d'un représentant non diplomatique, Pie XII, soucieux d'éviter la propagation du conflit, avait une conscience aiguë du rôle central que les Etats-Unis seraient amenés à jouer dans ce contexte. Taylor remet à Roosevelt en août 1940 une lettre dans laquelle le pape évoque son « profond sentiment de réconfort à la pensée que Nous pourrions compter sur le soutien du Président des Etats-Unis » dans la quête d'un « âge d'or de concorde chrétienne consacré à l'amélioration spirituelle et matérielle de l'humanité<sup>82</sup> ». Pour Fogarty, le Vatican considère désormais les Etats-Unis comme garant de l'équilibre des affaires internationales<sup>83</sup>.

### *I. ii. Un long processus*

Pendant des mois, voire des années, Franklin Roosevelt et ses conseillers vont débattre de l'intérêt de relations plus étroites avec le Saint-Siège. A la fin des années 1930, plusieurs éléments laissent penser que l'heure est proche, tels les honneurs accordés par l'ambassade américaine au cardinal George Mundelein de Chicago lors de sa visite à Rome, la construction d'un nouveau bâtiment pour la délégation apostolique à Washington (inauguré en mars 1939), les marques de respect du Congrès à l'occasion du décès de Pie XI, ou encore la présence de Joseph Kennedy, alors ambassadeur à la cour de Saint James, aux cérémonies de couronnement de Pie XII<sup>84</sup>.

Cette décision va être le fruit de réflexions internes à la Maison-Blanche ainsi que de rencontres avec les représentants du Saint-Siège, sans oublier la médiation décisive exercée par deux figures clés de l'épiscopat américain, Mgr George Mundelein et Mgr Francis Spellman. En mai 1937, Mundelein avait prononcé un discours où il avait qualifié Hitler de « médiocre poseur de papiers peints<sup>85</sup> ». Ce n'est apparemment pas un hasard si Roosevelt choisit Chicago pour prononcer en octobre 1937 son discours dit de la Quarantaine. Lors d'un dîner avec Mundelein au cours de ce déplacement, il émet l'idée d'envoyer un représentant au Vatican afin de coordonner les efforts de paix. Mundelein contacte le Vatican, qui se montre

---

<sup>82</sup> James S. Conway "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950" *Church History* 44, n°1 (March 1975), p. 89.

<sup>83</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 265.

<sup>84</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 98.

<sup>85</sup> Fogarty, "Vatican-American Relations: Cooperation or Conspiracy?", p. 290.



très enthousiaste. Pourtant, Roosevelt semble s'en désintéresser, car la question n'est plus abordée avant 1938.

Lors d'un bref séjour de Mundelein à la Maison-Blanche, fin 1938, alors qu'il était en chemin pour Rome, la question est à nouveau abordée. A son arrivée à Naples, le cardinal est accueilli par l'ambassadeur américain Phillips sur ordre du Président et escorté par train spécial jusqu'à Rome. Le département d'Etat doit dissiper les rumeurs selon lesquelles la visite aurait pour finalité l'établissement de relations diplomatiques. La presse allemande avait en effet rapporté, par rancune envers Mundelein, que ce dernier s'était engagé au cours du dîner à la Maison-Blanche à offrir à Roosevelt les voix catholiques en échange de l'établissement de relations avec le Saint-Siège<sup>86</sup>.

Si Mundelein est le principal intermédiaire entre Roosevelt et Rome en 1937-1938, Francis Spellman, évêque auxiliaire de Boston, n'est pas en reste<sup>87</sup>. Il jouit de certains atouts qui le rendent indispensable à cette mission, bien qu'il ne figure pas encore parmi les prélats de plus haut rang du pays. C'est un proche à la fois de Joseph Kennedy et du secrétaire d'Etat de Pie XI, Eugenio Pacelli. Il va prendre une part de plus en plus déterminante dans le rapprochement entre les Etats-Unis et le Saint-Siège à la faveur des événements, comme le décès de Mgr Mundelein ou l'accession au pontificat de son ami Pacelli en mars 1939. Ce dernier le propulse à la tête de l'archevêché de New York, poste prestigieux qui accroît sa légitimité en tant que représentant du Saint-Siège.

Pourtant, Spellman n'a pas attendu l'élection de Pacelli pour promouvoir l'existence de contacts plus étroits entre Washington et Rome, dont il défend la nécessité depuis 1932. En 1934, il est à Rome et, pour la première fois, Enrico Galeazzi, proche conseiller du pape, laisse entendre que le moment est peut-être venu d'aborder les questions préliminaires à l'établissement de relations. Spellman suggère à Joseph Kennedy d'en aborder l'éventualité avec le Président et se montre ravi quand Kennedy lui apprend que ce dernier lui a prêté une oreille favorable. En 1936, il entre en contact avec Roosevelt par le biais de Joseph Kennedy pour organiser une entrevue avec Pacelli à l'occasion de la visite de ce dernier aux Etats-Unis. La rencontre entre le Président et le futur pape voit naître des liens d'amitié réciproques. L'Eglise et Spellman ont beau nier que l'entrevue ait eu pour thème les relations diplomatiques, ils n'en convainquent pas pour autant la presse américaine. La visite de Mgr Pacelli aux Etats-Unis et sa rencontre avec Roosevelt sont déterminantes dans le processus ayant abouti à la nomination d'un représentant du Président près le Saint-Siège.

---

<sup>86</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 175.

<sup>87</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 175.

### *I. iii. La concrétisation d'une idée ancienne*

L'élection de Pie XII en mars 1939 semble avoir donné un coup d'accélérateur aux perspectives de rapprochement. Roosevelt envoie un télégramme de félicitations et désigne Joseph Kennedy, son ambassadeur à Londres, comme représentant personnel aux cérémonies de couronnement, ce qui semble avoir été un moyen de tester l'opinion publique américaine vis-à-vis de relations jugées de plus en plus importantes face à la montée des tensions en Europe<sup>88</sup>. Il s'agit du tout premier couronnement pontifical auquel assiste un représentant officiel du gouvernement américain. D'autre part, la nomination de Spellman en tant qu'archevêque de New York va faciliter les négociations. Il reçoit à cette occasion une lettre de félicitation de Roosevelt l'invitant à lui rendre visite le plus souvent possible, ce dont il ne se privera pas selon son biographe, Robert Gannon, et ce qui donnera lieu à des entrevues incluant de plus en plus fréquemment, outre le Président, des membres du département d'Etat<sup>89</sup>.

Les premières mesures concrètes ne sont prises qu'en 1939. Comme nous l'avons vu *supra*, Cordell Hull, le secrétaire d'Etat explore la question avec le sous-secrétaire Sumner Welles en juillet, évoquant principalement l'importance du Vatican en tant que poste d'information. Le 24 octobre, Spellman et le Président se réunissent. A cette occasion, Roosevelt évoque à nouveau la question des réfugiés et annonce qu'une mission spéciale sera mise en place auprès du Vatican après l'ajournement du Congrès, espérant ainsi éviter des critiques immédiates de sa décision. La nomination d'un représentant américain n'est pas pour autant annoncée immédiatement. Après plusieurs échanges avec le Vatican et le délégué apostolique Amleto Cicognani, Spellman demande à Roosevelt une entrevue<sup>90</sup>. Le 7 décembre, il revoit donc le Président, porteur d'une lettre du délégué apostolique qu'il a considérablement remaniée pour faire ressortir l'enthousiasme du Vatican. Le 23 décembre, une lettre destinée à Pie XII annonçant la nomination d'un représentant personnel est remise à Spellman, tandis qu'un télégramme est envoyé au Vatican. La décision est annoncée le 24 décembre par le biais d'un communiqué de presse<sup>91</sup>.

---

<sup>88</sup> Fogarty, "Vatican-American Relations: Cooperation or Conspiracy?", p. 291.

<sup>89</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, pp. 159-160. Pour plus de détails sur les initiatives de Spellman visant à promouvoir l'établissement de relations diplomatiques, voir Blandine Chelini, « Les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège (1939-1952) », thèse de doctorat sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris, 1994.

<sup>90</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, p. 162.

<sup>91</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 263.

## II. Le choix de la représentation personnelle : une anomalie diplomatique ?

Pour l'historien James Conway, la mission Taylor « constitue une étrange anomalie dans l'histoire des relations étrangères des Etats-Unis<sup>92</sup> ». Nous allons voir en quoi consiste cette anomalie, ainsi que les raisons qui ont conduit l'Administration Roosevelt à devoir s'en contenter.

### *II. i. Le constat de l'impossibilité des relations diplomatiques*

Si Roosevelt juge souhaitable l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, il est conscient qu'une telle décision, malgré des circonstances exceptionnelles, est susceptible de provoquer une forte opposition. Tout au long des années 1930, chaque rumeur avait déclenché les foudres de la presse et des fédérations protestantes<sup>93</sup>. Le Président ne se fait donc aucune illusion sur l'accueil qui sera fait à une telle mesure.

D'autre part, si la coalition du *New Deal* repose en partie sur le soutien des catholiques, le Parti démocrate dépend aussi, pour le succès aux urnes, des protestants, notamment ceux du Sud (qui appartiennent dans leur majorité aux églises les plus violemment opposées à des relations diplomatiques avec le Saint-Siège).

Enfin, la nomination d'un ambassadeur devra être approuvée par le Sénat et nécessitera l'allocation de fonds que seul un vote à la Chambre des représentants pourra autoriser. Tous ces facteurs militent donc en faveur d'une solution distincte, d'autant plus que le nonce apostolique est, conformément à la tradition, doyen du corps diplomatique, ce qui semble inenvisageable aux Etats-Unis. Le Saint-Siège pour sa part est intransigeant sur un aspect qu'il juge fondamental pour son autonomie et sa souveraineté : aucun pays ne saurait y être représenté par le biais de son ambassade à Rome, solution qui serait pourtant du goût de Washington.

En octobre 1939, lors d'une entrevue avec Spellman à la Maison-Blanche, le Président explique qu'il n'obtiendra sans doute pas du Congrès les fonds nécessaires à l'établissement et au fonctionnement d'une ambassade. Il évoque l'éventualité d'une mission spéciale. Spellman est confiant que si le travail de la mission se révèle positif, le Congrès se rendra à la

---

<sup>92</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 85.

<sup>93</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", pp. 173-177.

raison et finira par allouer les fonds permettant de la pérenniser<sup>94</sup>. D'autre part, lors de conversations avec le fils du Président, James, Spellman est informé que Roosevelt et Hull estiment que le nonce ne peut en aucun cas être doyen et qu'ils préfèrent que l'ambassadeur à Rome exerce les deux fonctions. Les craintes du Président quant aux répercussions d'une telle décision sont partagées par plusieurs membres de son administration. Ainsi l'ambassadeur à Rome William Phillips préconise le choix d'un protestant comme représentant pour parer aux accusations d'une collusion avec l'Eglise ; Welles pour sa part rapporte dans ses mémoires avoir conseillé au Président d'opter pour la formule du représentant personnel<sup>95</sup>.

## II. ii. Une stratégie d'évitement

Roosevelt, dont on ignore selon Gerald Fogarty les sentiments véritables sur la question<sup>96</sup>, finit par se ranger à l'avis de ses proches collaborateurs et choisit de désigner un représentant personnel plutôt qu'un ambassadeur ou un ministre. Il nomme à ce poste une personnalité respectée, Myron Taylor, ancien président de l'*US Steel Corporation* et ancien vice-président de l'*Intergovernmental Committee on Political Refugees*. Son passé de grand industriel lui confère un atout non négligeable pour Roosevelt : Taylor peut exercer sa mission sans avoir besoin de percevoir de rémunération. D'autre part, il pourra résider dans sa maison de Florence et se rendre à Rome si nécessaire, ce qui réduit la visibilité de la mission. Autre atout que présente Taylor aux yeux de Roosevelt : il est épiscopalien, et échappe donc à l'accusation de collusion entre un représentant catholique et l'Eglise.

Le 24 décembre 1939, il est annoncé par communiqué de presse que le Président a envoyé simultanément trois lettres : une à Pie XII, une à George Buttrick, président de la *Federation of Christian Churches* (regroupement œcuménique d'églises chrétiennes non catholiques), et une à Cyrus Adler, du *Jewish Theological Seminary*. S'il est question dans chacune des trois lettres d'un appel à des « efforts parallèles en faveur de la paix et de l'allègement des souffrances », le contenu de la lettre envoyée à Pie XII diffère significativement de celle des deux autres destinataires. Roosevelt annonce à Pie XII : « Je serais très heureux de pouvoir vous envoyer mon représentant personnel afin de soutenir nos efforts parallèles en faveur de la paix et de l'allègement des souffrances ». Il écrit en revanche

---

<sup>94</sup> Gerald P. Fogarty, "The United States and the Vatican: From Personal Representative to Ambassador", *Pro Fide et Iustitia, Festschrift für Agostino Kardinal Casaroli* (Berlin: Duncker & Humblot, 1984), p. 581.

<sup>95</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, p. 160

<sup>96</sup> Gerald P. Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965* (Collegeville, Mich.: Michael Glazier Books, reprint), p. 258.

à Adler et Buttrick : « Je serais très heureux que vous puissiez de temps à autre venir à Washington afin de débattre des problèmes que nous avons tous à l'esprit, et ce afin de soutenir nos efforts parallèles en faveur de la paix et de l'allègement des souffrances<sup>97</sup> ».

Une fois de plus, les Etats-Unis recourent à une formule particulière pour leur représentation au Vatican. Taylor reçoit du Président le titre, purement honorifique, d'« ambassadeur extraordinaire ». Il n'en faudra pas plus à certains pour y voir une nomination diplomatique déguisée. Dans un premier temps, Myron Taylor ne sera même pas autorisé à utiliser le papier à en-tête du département d'Etat<sup>98</sup> ! De plus, l'Administration va chercher à faire accroire l'idée que le Président est représenté auprès du pape Pie XII en sa qualité de souverain de l'Etat de la cité du Vatican et non comme chef de l'Eglise catholique<sup>99</sup>.

La réussite de la mission Taft en 1902 amène d'ailleurs à s'interroger quant au choix d'une mission à caractère plus officiel en 1939 (d'après les archives, Roosevelt n'aurait pas envisagé l'envoi d'un agent non officiel). Selon Graham, les circonstances avaient changé depuis 1902 ; les modalités choisies pour la mission Taft avaient été motivées par le désir d'éviter de courroucer l'Italie en donnant l'impression de traiter avec le Vatican comme s'il s'agissait d'un Etat souverain. En 1939, une telle attitude aurait constitué un affront pour le pape et en aurait été *ipso facto* contre-productive.

### II. iii. *Le pragmatisme du Saint-Siège*

La réaction du Saint-Siège à la formule retenue par Washington témoigne, comme en 1893, d'un certain pragmatisme. Le poids des Etats-Unis sur la scène mondiale ne lui laisse à vrai dire peu le choix. Le traitement accordé à Taylor, qui est reçu en audience le 27 février 1940 avec les honneurs réservés d'ordinaire aux ambassadeurs, reflète bien l'importance que le Saint-Siège accorde à son partenaire<sup>100</sup>.

D'autre part, le Vatican estime que cette mission, pour le moment temporaire, est susceptible de devenir permanente. Mgr Spellman explique au secrétaire d'Etat Luigi Maglione que si pour le moment la relation est dépourvue de réciprocité et de caractère

---

<sup>97</sup> Phelps, *Church and State in the United States*, p. 98. "It would give me great satisfaction to send to you my personal representative in order that our parallel endeavors for peace and the alleviation of suffering may be assisted." "It would give me great satisfaction if you would, from time to time, come to Washington to discuss the problems which all of us have on our minds, in order that our parallel endeavors for peace and the alleviation of suffering may be assisted."

<sup>98</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 266.

<sup>99</sup> Graham, *Vatican Diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 345.

<sup>100</sup> Fogarty, "The United States and the Vatican: From Personal Representative to Ambassador", p. 583.

diplomatique, à l'avenir « le Congrès pourrait être persuadé plus aisément d'allouer les fonds pour une mission permanente<sup>101</sup> ». Pour Amleto Cicognani, alors délégué apostolique à Washington, «cette représentation du Président des Etats-Unis près le Saint-Siège n'est pas en elle-même de nature permanente ; pour qu'elle le soit, il faut une loi du Congrès fédéral. Mais tout le monde comprend bien qu'après une telle décision, *alea jacta est* et la seule chose à faire est d'espérer que le problème sera résolu comme il se doit<sup>102</sup> ».

### III. Les réactions à la nomination de Myron Taylor

Le fait d'avoir annoncé simultanément l'envoi des trois lettres, ou de n'avoir nommé qu'un « représentant personnel », ne permet pas de désamorcer l'opposition à la reconnaissance ainsi conférée au Saint-Siège, loin s'en faut. L'annonce de la nomination de Myron Taylor est certes bien accueillie au début par la presse séculière du pays<sup>103</sup>, et la presse catholique se montre dans l'ensemble très enthousiaste. En revanche, il n'y a pas de doute quant aux réactions de la communauté protestante, écartelée entre l'aversion que lui inspire cette mesure et le désir de ne pas attiser les tensions dans une période particulièrement difficile pour les Etats-Unis.

#### III. i. La presse protestante sur les barricades

Après quelques jours d'atermoiements, la presse protestante va se faire de plus en plus critique quant à la décision de Franklin Roosevelt. Selon Gerald Fogarty, « presque toutes les publications protestantes, à l'exception des journaux épiscopaliens de tendance conservatrice, décrièrent la nomination<sup>104</sup> ». *The Christian Century*, journal le plus représentatif du protestantisme « traditionnel », mène une véritable croisade éditoriale contre une mesure qu'il juge être un véritable coup de canif à la Constitution. Dans un premier éditorial paru fin décembre 1939, l'hebdomadaire affirme que « lorsqu'on enlève tout le camouflage, on voit que le Président a en réalité établi, sans autorité légale, des relations diplomatiques avec le Vatican ». Il accuse Roosevelt d'utiliser le prétexte de la paix pour prendre une décision aux accents essentiellement électoralistes et établir des relations avec une Eglise. Dans son éditorial suivant, intitulé « An Un-American Appointment » (« Une nomination

---

<sup>101</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 260.

<sup>102</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 263.

<sup>103</sup> Phelps, *Church and State in the United States, Volume 2*, p. 97.

<sup>104</sup> Fogarty, "The United States and the Vatican: From Personal Representative to Ambassador", p. 583.

antiaméricaine »), le Président est accusé d'avoir cédé aux demandes de ses amis catholiques<sup>105</sup>. L'hebdomadaire poursuit sa croisade même après que les différentes confessions protestantes en eurent pris leur parti, car il juge leurs prises de position peu représentatives de la base<sup>106</sup>. Le *Christian Science Monitor* et le *Protestant* s'inscrivent eux aussi en faux contre cette décision.

### III. ii. Une communauté religieuse entre retenue et rejet

Si on ne saurait parler d'unanimité chez les protestants dans l'opposition à la nomination de Taylor, pour Flynn, « un nombre significatif de leaders d'opinion protestants s'opposèrent avec véhémence à la mission », les plus virulents dans leurs attaques étant les baptistes, les méthodistes, les luthériens et, dans une moindre mesure, les presbytériens et les disciples du Christ<sup>107</sup>. Plusieurs fédérations adoptent des motions condamnant la mesure ou écrivent au Président, tels le *National Lutheran Council*, ou les baptistes<sup>108</sup>. Le 9 janvier 1940, des représentants des adventistes, des baptistes et des luthériens se rendent à la Maison-Blanche pour témoigner de leur mécontentement et demander à Roosevelt de revenir sur sa décision. A la sortie de l'entrevue, leur porte-parole se déclare opposé à toute relation diplomatique avec une religion, tout en précisant que les participants ont eu le sentiment qu'il s'agissait d'une mesure provisoire motivée par l'influence considérable dont jouit le Vatican dans les pays en guerre<sup>109</sup>.

Le comité exécutif du *Federal Council of Churches* (FCC) de George Buttrick est partagé entre son opposition à la nomination et le désir de ne pas être perçu comme hostile à une mesure visant à favoriser la paix. Il adopte en janvier une motion réaffirmant son opposition, tout en reconnaissant que la décision du Président trouve une justification dans le cadre des efforts visant à rétablir la paix<sup>110</sup>. Néanmoins, le FCC cherche à obtenir des garanties, surtout après que le Saint-Siège eut affirmé que Taylor était à leurs yeux un véritable ambassadeur. Roosevelt répond à ces inquiétudes le 14 mars 1940 :

M. Taylor est à Rome pour me représenter personnellement. Cette nomination ne constitue pas le début de relations diplomatiques officielles avec le Vatican. Le Président est en mesure de déterminer à des fins sociales le rang de tout représentant personnel qu'il nomme ; dans ce cas précis, le rang correspondant à celui d'ambassadeur était évidemment indiqué<sup>111</sup>.

---

<sup>105</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 100.

<sup>106</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 102.

<sup>107</sup> Flynn, "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", p. 188.

<sup>108</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 101.

<sup>109</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 101.

<sup>110</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 102.

<sup>111</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, p. 104.

Le comité exécutif du FCC finit, étant donné les circonstances, par accorder le bénéfice du doute au Président. Il en va de même pour de nombreux groupes protestants qui, tranquilisés par les assurances du Président quant au caractère temporaire de la mission, finissent par taire leur mécontentement, de peur de se voir reprocher d'entraver une initiative de paix, surtout après l'entrée en guerre des Etats-Unis<sup>112</sup>.

### *III. iii. Les motivations de l'opposition*

Violation du Premier Amendement de la Constitution<sup>113</sup> et d'une tradition américaine séculaire, tentative d'une Eglise d'obtenir l'union avec l'Etat, crainte qu'il ne constitue le prélude à l'établissement de relations diplomatiques : ce sont là les principales raisons invoquées pour condamner le rapprochement opéré par Franklin Roosevelt avec le Saint-Siège. Le FCC explique dans les termes suivants les raisons de son opposition :

L'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican conférerait à une Eglise un statut préférentiel dans ses relations avec le gouvernement américain. Un tel dispositif serait contraire à la tradition américaine. [...] Pour les Etats-Unis, entretenir des relations diplomatiques avec le Vatican reviendrait à entretenir des relations diplomatiques avec l'Eglise catholique romaine. Cette procédure ignorerait le principe américain qui consiste à accorder à tous les organes religieux le même statut aux yeux du gouvernement. Une telle dérogation à notre tradition historique pourrait même mener à l'éventuelle approbation de la doctrine énoncée dans l'encyclique de Léon XIII sur la 'constitution chrétienne des Etats', qui stipule sans détours qu'il n'est pas légitime qu'un Etat mette sur un pied d'égalité les différentes religions<sup>114</sup>.

D'autre part, le soutien ouvert de l'Eglise à certains régimes autocratiques (notamment au franquisme en Espagne), ne jouait pas en sa faveur. L'historien Yves-Henri Nouailhat va plus loin : pour lui, « la difficulté à établir et à maintenir des relations diplomatiques a ainsi comme première raison l'attitude anticatholique de l'opinion américaine, culturellement marquée par un imaginaire formé au temps de la Réforme<sup>115</sup> ».

---

<sup>112</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, pp. 110-111.

<sup>113</sup> « Le Congrès ne pourra faire aucune loi concernant l'établissement d'une religion ou interdisant son libre exercice, restreignant la liberté de parole ou de la presse, ou touchant au droit des citoyens de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour le redressement de leurs griefs ».

<sup>114</sup> Phelps, *Church and State in the United States Volume 2*, pp. 110-111.

<sup>115</sup> Yves-Henri Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche* (Paris: Cerf, 2007), pp. 117-118.



#### IV. La mission Taylor : objectifs et réalisations

##### *IV. i. Des contacts continus grâce à ... l'établissement de relations diplomatiques !*

Myron Taylor présente ses lettres de créance à Pie XII le 27 février 1940. Il a reçu pour instruction d'œuvrer en faveur de la liberté de culte et de communication, la réduction des armements et le libre commerce entre les nations, ainsi que d'aborder plusieurs sujets d'ordre ecclésiastique (parmi lesquels le cas du père Coughlin et le choix du futur archevêque de Washington, Roosevelt souhaitant faire savoir sa préférence pour Bernard Sheil)<sup>116</sup>. Taylor rapporte immédiatement après son audience avec Pie XII que « le pape a spontanément et librement offert de collaborer très étroitement avec le Président par mon intermédiaire, ainsi que de permettre un accès quotidien à sa personne, de jour ou de nuit, aussi souvent que souhaité ». Ceci constitue un privilège sans précédent et prendra la forme d'une audience hebdomadaire lorsque Taylor sera à Rome (au grand dam des diplomates d'autres pays qui voyaient le pape beaucoup moins souvent)<sup>117</sup>. En septembre 1941, il y effectue une deuxième visite. La plupart du temps cependant, Taylor est absent de Rome. Il y retournera en septembre 1942, mais Mussolini se déclare scandalisé par ce qu'il estime être une tentative de déstabilisation de la part du gouvernement américain ; il menace de prendre des mesures de rétorsion radicales en cas de nouvelle visite. Taylor ne retourne donc pas à Rome avant la libération de la ville, en juin 1944, même s'il poursuit ses contacts avec le Saint-Siège par l'intermédiaire du délégué apostolique à Washington.

Le Saint-Siège est inquiet du statut de la représentation personnelle en l'absence de Taylor. Le délégué apostolique, Mgr Amleto Cicognani, prend contact avec le département d'Etat pour évoquer la nomination d'un adjoint permanent de l'envoyé du Président. Sumner Welles recommande au Président de détacher partiellement le diplomate Harold Tittmann de l'ambassade des Etats-Unis à Rome pour qu'il lui serve d'assistant, permettant ainsi d'assurer une certaine continuité dans les rapports avec les responsables du Saint-Siège<sup>118</sup>. Le Vatican ne souhaitant pas que les Etats-Unis soient représentés par un diplomate accrédité auprès du Quirinal, Tittmann est désigné « assistant du représentant personnel du président des Etats-Unis à Sa Sainteté le pape » et détaché à plein temps. Après l'entrée en guerre de l'Italie contre les Etats-Unis, le 10 décembre 1941, Tittmann s'installe au Vatican. Le 13 décembre,

---

<sup>116</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 264.

<sup>117</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 88.

<sup>118</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 269.

Cicognani informe Sumner Welles que le gouvernement italien est susceptible de s'opposer à la présence d'un Américain derrière les murs du Vatican, à moins qu'il ne se voie conférer un statut diplomatique, soit celui de ministre près le Saint-Siège, soit celui de chargé d'affaires<sup>119</sup>. Le 16 décembre, Welles écrit à Roosevelt que Hull et lui-même jugent essentielle la présence de Tittmann au Vatican afin qu'il poursuive les contacts avec le Saint-Siège, et recommande donc qu'il soit nommé chargé d'affaires<sup>120</sup>. Roosevelt se range à son avis. Tittmann conservera ce titre jusqu'à la libération de Rome. Pendant cette période, les Etats-Unis entretiennent donc, dans le plus grand secret, des relations diplomatiques avec le Saint-Siège ! Pour Graham, cet épisode est encore une fois assez symptomatique des relations avec le Vatican dans la mesure où « nous [les Etats-Unis] recevons beaucoup mais donnons peu en échange<sup>121</sup> ».

#### *IV. ii. L'Italie, thème central des conversations*

Pour l'historienne Elisa Carrillo, les questions liées au sort de l'Italie ont dominé les échanges entre les Etats-Unis et le Saint-Siège pendant la Seconde Guerre mondiale, questions qu'elle rassemble au sein de trois grandes catégories : l'entrée en guerre de l'Italie, les tentatives pour empêcher le bombardement de Rome et la nature du gouvernement d'après-guerre<sup>122</sup>.

Une des premières missions de Taylor va être d'empêcher l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Axe. Pie XII est persuadé que Roosevelt est en mesure de convaincre Mussolini de rester neutre. A cette fin, le pape et le président américain vont mener une action parallèle, écrivant séparément au *Duce* le 24 avril 1940<sup>123</sup>, initiative vaine car ce dernier entre en guerre le 10 juin 1940. Cependant, Conway juge que cette entreprise conjointe a au moins eu le mérite de développer une forte affinité entre Pie XII et Taylor<sup>124</sup>.

Une fois l'Italie en guerre, Taylor a pour mission de chercher à en limiter les souffrances (il coordonne notamment certaines initiatives humanitaires, dont l'approvisionnement de Rome), mais une partie considérable des contacts va être consacrée à

---

<sup>119</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 279.

<sup>120</sup> Robert A. Graham "The Vatican's Policy on US Relations", *America*, February 28, 1953, p. 592.

<sup>121</sup> Graham, "The Vatican's Policy on US Relations", p. 592.

<sup>122</sup> Elisa A. Carrillo "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", in Peter Kent et John Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age* (Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994), pp. 137-149.

<sup>123</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 138.

<sup>124</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 89.

essayer de convaincre l'Italie de se retirer, et à débattre de la nature du régime d'après-guerre<sup>125</sup>.

#### *IV. iii. Le communisme, déjà au cœur des préoccupations du Saint-Siège et des Etats-Unis*

Au-delà des questions relatives à l'Italie, Taylor et Tittmann ont aussi pour mission de modérer les réserves du Vatican quant à la Russie communiste et d'éviter toute condamnation publique. L'Administration Roosevelt craint qu'une telle condamnation ne conforte les catholiques américains dans leur position isolationniste (la presse et la majorité des évêques catholiques ne cachent pas leur opposition à l'entrée en guerre des Etats-Unis)<sup>126</sup>. La rupture du pacte germano-soviétique, le 22 juin 1941, conduit Roosevelt à annoncer immédiatement l'extension du prêt-bail à Moscou, qui fait désormais figure d'allié potentiel, mais l'anticommunisme virulent des catholiques américains risque de compromettre le vote de cette aide ainsi que l'entrée en guerre aux côtés des Soviétiques. En outre, toute critique émanant du pape est susceptible de faire l'objet d'une instrumentalisation sur la scène politique nationale<sup>127</sup>. L'anticommunisme des catholiques avait été exacerbé par l'encyclique de Pie XI *Divini redemptoris* de 1937, ce qui conduit le délégué apostolique à constater en septembre 1941 que pour la plupart des catholiques américains, les instructions du pape sont en contradiction avec la politique de leur gouvernement<sup>128</sup>. Taylor reçoit donc pour mission de retourner à Rome afin d'obtenir du Saint-Siège qu'il tempère son discours antisoviétique. Le 9 septembre 1941, il insiste auprès du souverain pontife sur les assurances reçues de Moscou quant au respect de la liberté religieuse et sur le fait que le président Roosevelt cherche à obtenir une déclaration en ce sens. Le pape et ses conseillers sont sceptiques au sujet des intentions soviétiques ; les informations qui leur parviennent sur les persécutions religieuses sont sans équivoque. D'autre part, Mgr Domenico Tardini, substitut pour les affaires courantes et responsable à ce titre des Affaires étrangères, déclare à Taylor en septembre 1941 que « dans l'année qui suivra la fin de la guerre, le communisme sera le nouvel ennemi et se révélera plus dangereux encore qu'Hitler<sup>129</sup> ».

Cependant, afin d'éviter de susciter des divisions parmi les catholiques américains, Pie XII demande au délégué apostolique de diffuser une interprétation plus modérée de

---

<sup>125</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 146.

<sup>126</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 273.

<sup>127</sup> Graham, *Vatican diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*, p. 347.

<sup>128</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 90.

<sup>129</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 147.

l'encyclique de 1937, interprétation qui distingue les erreurs doctrinales du communisme — qui sont condamnables — du soutien légitime à apporter au peuple russe pendant l'épreuve qu'elle traverse. Cette clarification prendra la forme d'une lettre pastorale de Mgr John McNicholas, évêque connu pour être proche du Saint-Siège, mais non du gouvernement<sup>130</sup>.

Plus généralement, les Etats-Unis se montrent soucieux de connaître la position de Pie XII sur le conflit opposant l'Axe à l'URSS. Tittmann conseille à plusieurs reprises au pape d'éviter tout geste pouvant être interprété comme favorable aux puissances de l'Axe. L'offensive allemande contre l'URSS place en effet les Etats-Unis et le Vatican dans une position lourde de malentendus potentiels, l'Allemagne et l'Italie s'attendant à ce que Pie XII leur apporte son soutien contre la puissance communiste athée.

A son retour à Rome en juin 1944, la première tâche de Myron Taylor est de dissuader le Vatican de défendre l'idée d'une paix négociée avec les Allemands et de promouvoir auprès du pontife la poursuite de la coopération avec la Russie. Pour sa part, le pape craint que le chaos de l'après-guerre ne fasse passer l'Italie, voire l'Europe toute entière, sous la coupe des communistes, ce qui devient le thème central de ses audiences avec les représentants américains. Tittmann cherche à rassurer Pie XII. Dans une lettre du 5 février 1944 il lui écrit que « la théorie parfois exprimée par des responsables des pays neutres ou des pays de l'Axe selon laquelle cette guerre va se terminer par une guerre contre le communisme est une théorie à laquelle le gouvernement américain ne souscrit pas<sup>131</sup> », ce qui n'empêche pas le pape de ressentir une vive préoccupation lors de l'entrée au gouvernement à Rome de membres du Parti communiste italien. Le Vatican se montre tout de même tranquilisé par la volonté affichée par les Etats-Unis de rester présents en Europe après la victoire et de s'engager au sein d'une association qui remplacerait la Société des Nations, ce qui coïncide avec les idéaux défendus par le Saint-Siège<sup>132</sup>.

#### *IV. iv. Une relation non exempte de tensions*

Malgré de nombreuses préoccupations communes, les relations sont marquées par certaines tensions, reflets de deux conceptions différentes de la diplomatie et de la position très particulière du Saint-Siège sur la scène internationale, ainsi que de l'aversion de l'Eglise pour le communisme. Pie XII se montre notamment très réticent quant à l'exigence des Alliés

---

<sup>130</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 90.

<sup>131</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 148.

<sup>132</sup> Conway, "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", p. 98.

d'une reddition inconditionnelle de l'Axe ; il se souvient des conséquences dramatiques du traité de Versailles et craint cette fois-ci que le communisme ne s'installe dans les sociétés affaiblies qui émergeraient en cas de règlement humiliant du conflit pour leur pays.

La neutralité du Vatican va être source de plusieurs malentendus. L'établissement de relations diplomatiques avec Tokyo, en février 1942, en est un exemple. A l'annonce de cette décision, les Etats-Unis, par la voix de Cordell Hull, protestent auprès du délégué apostolique, arguant que ce geste est instrumentalisé par l'Axe qui le présente comme la reconnaissance de l'occupation japonaise en Extrême-Orient<sup>133</sup>. Le Vatican répond que cette décision constitue en fait l'aboutissement d'un processus amorcé dès 1922, que la demande a émané du Japon et que la réponse du Saint-Siège a été motivée par le souci de protéger les catholiques vivant sous la tutelle nipponne. D'autre part, il s'agirait de faciliter les initiatives humanitaires dans l'empire japonais, ce que le délégué apostolique jugeait très difficile dans un contexte d'absence de relations diplomatiques. Les Etats-Unis finiront par se ranger à cet argument dans la mesure où, avec l'entrée en guerre, beaucoup de leurs territoires sont tombés aux mains des Japonais. Le Vatican va leur permettre notamment de localiser leurs ressortissants détenus par les troupes japonaises, devenant ainsi « l'intermédiaire reconnu entre le Japon et les Etats-Unis<sup>134</sup> ».

Autre source de fortes tensions, les discussions autour de l'éventuel bombardement de Rome entre un pape romain soucieux de préserver sa ville et les Etats-Unis qui la considèrent comme la capitale d'un Etat ennemi et à laquelle l'allié britannique, dont la propre capitale a été martyrisée, n'est pas disposé à accorder de traitement de faveur. Pie XII va chercher à obtenir l'engagement des Alliés de ne pas bombarder Rome, arguant que la ville est le siège de l'Eglise catholique et qu'elle abrite de nombreux bâtiments appartenant au Vatican, qui jouissent à ce titre d'un statut d'extraterritorialité. Conscient du poids de ses propos, il brandit la menace d'une condamnation publique en cas de bombardement<sup>135</sup>. Si les Etats-Unis et notamment Taylor sont assez sensibles aux arguments du pontife, ce n'est pas le cas des Britanniques. Le 19 juillet 1943, Rome est bombardée. Malgré ses menaces, Pie XII ne prononce pas de condamnation publique et se contente d'une lettre personnelle au président Roosevelt.

---

<sup>133</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 281. A ce sujet, voir également les mémoires d'Harold Tittmann, *Inside the Vatican of Pie XII: The Memoir of an American Diplomat during World War II* (New York: Doubleday, 2004), p. 102.

<sup>134</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 28.

<sup>135</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 139.

Qu'elles aient été couronnées de succès ou non, on ne peut s'empêcher de conclure, à l'instar d'Elisa Carrillo, que les relations établies en 1939 ont permis la constitution de liens solides qui vont se révéler fort utiles pendant les premières années de la guerre froide<sup>136</sup>. Pour la première fois, les Etats-Unis ont pris acte de la mission que le Vatican souhaite exercer sur la scène internationale, celle d'une puissance neutre dont l'autorité ne réside pas dans une quelconque force temporelle, mais dans une force spirituelle et morale reconnue comme telle aux quatre coins du monde. Une puissance qui entend défendre la paix, et qui a bien conscience du rôle clé que les Etats-Unis sont désormais amenés à jouer dans le règlement de tout conflit. Si c'est contre l'adversaire nazi que les Etats-Unis souhaitent obtenir l'appui du Saint-Siège pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est autour d'un ancien allié, l'Union soviétique, que vont se focaliser les relations de l'après-guerre, et ce jusqu'à la période concernée par notre étude.

### **Chapitre 3 : Heurs et malheurs de l'alliance idéologique du Vatican et des Etats-Unis contre le communisme**

Avec la mort de Franklin Roosevelt le 12 avril 1945 et les perspectives de fin de conflit, la question des relations avec le Vatican se pose à nouveau. En mai 1945, le département d'Etat, notant l'opposition à la mission de Taylor, recommande sa suspension dès la fin des hostilités<sup>137</sup>. Si le président Harry Truman semble initialement peu enclin à poursuivre les relations, l'évolution de ses rapports avec l'Union soviétique va modifier la donne. La période allant de 1945 à 1984 va être marquée par un rapprochement progressif. Les Etats-Unis sont désormais une grande puissance engagée dans un conflit larvé avec l'Union soviétique ; le repli n'est plus une option et il apparaît comme indispensable d'entretenir des rapports réguliers et de haut niveau avec le Vatican.

Cependant, si la lutte contre le communisme semble justifier aux yeux des dirigeants américains l'existence de relations plus suivies, l'opinion publique et religieuse américaine est loin d'en être convaincue, ce qui sera manifeste lors de la tentative de Harry Truman d'établir des relations diplomatiques en 1951. Cette situation contraint les autorités américaines à trouver d'autres modalités pour maintenir le contact, au mépris des susceptibilités vaticanes.

Le pontificat de Pie XII, marqué par une affinité idéologique forte avec les Etats-Unis, va donner lieu sinon à une alliance, du moins à une collaboration visant à contenir l'expansionnisme communiste. Ses successeurs pour leur part vont chercher à mettre en

---

<sup>136</sup> Carrillo, "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", p. 149.

<sup>137</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 312.

œuvre une politique d'ouverture vers l'Est, dont l'une des conséquences sera une plus grande neutralité à l'égard des grandes puissances ; cette évolution va préoccuper les Etats-Unis, qui souhaitent éviter toute critique de leur politique étrangère et toute suggestion d'une équivalence quant à la moralité de leur position et celle de l'Union soviétique dans la guerre froide. Cette évolution du Saint-Siège va constituer une incitation supplémentaire à maintenir le contact afin d'expliquer la politique américaine.

## **I. Truman et le Saint-Siège : une véritable « sainte alliance » contre le communisme ?**

Les relations entre le Saint-Siège et les Etats-Unis sont loin d'être idylliques à mesure que l'issue de la guerre approche, notamment après le bombardement de certaines possessions du Vatican, dont la résidence d'été des papes, Castel Gandolfo et les désaccords au sujet d'une reddition inconditionnelle de l'Allemagne. En outre, les attaques reprennent de plus belle aux Etats-Unis contre l'existence même de la mission Taylor. Pourtant, ces désaccords vont être progressivement mis en sourdine, le Vatican et les Etats-Unis se « découvrant » mus par un intérêt commun, la lutte contre l'expansion du communisme en Europe, et plus particulièrement en Italie.

### *I. i. Des circonstances internationales qui imposent à Truman la poursuite de la mission*

L'opposition à la mission Taylor refait surface en 1944-1945, de nombreux groupes protestants exhortant Harry Truman à ne pas la reconduire. De son côté, Myron Taylor essaie de faire comprendre au Président l'importance de l'Eglise catholique dans le monde. Le 22 juillet 1945, il lui fait parvenir un document détaillant les grandes lignes de sa mission, parmi lesquelles « la prévention de la guerre en général et de la guerre en Italie, la conclusion de la guerre, la chute de Mussolini, les négociations pour replacer l'Italie du côté des Alliés, les secours contre la misère et la promotion de la reconstruction italienne ». Lors d'une visite au Président, le 16 août 1945, il lui conseille d'établir une ambassade ou une légation<sup>138</sup>. Tittmann juge également justifiée la poursuite des relations et considère inenvisageable le fait de passer par l'ambassade américaine à Rome<sup>139</sup>.

Après lecture de la note de Taylor, J.W. Jones, en charge de l'Europe méridionale au département d'Etat, recommande la fermeture de la mission, dont l'existence serait de plus en

---

<sup>138</sup> Nouailhat, *Truman un Chrétien à la Maison Blanche*, p. 116.

<sup>139</sup> George Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", *Catholic Historical Review* 73 n°3 (July 1987), p. 410.

plus difficile à justifier. Il précise que l'opposition des groupes protestants est un facteur important dans sa décision et préconise de confier les relations avec le Saint-Siège à l'ambassade près le Quirinal<sup>140</sup>.

Cependant, la situation internationale va convaincre Truman de la nécessité pour le moment de surmonter ces réticences. Dès le printemps 1946, les relations se durcissent avec l'Union soviétique après l'échec de plusieurs conférences, durcissement symbolisé par le discours du « rideau de fer » prononcé par Winston Churchill à Fulton dans le Missouri. Truman est conscient du fait que le Vatican partage ses préoccupations. Le 20 avril 1946, Myron Taylor est donc reconduit dans ses fonctions, le Président annonçant en même temps que Taylor se rendra également auprès d'autres grands dirigeants religieux (ceci pose la question de savoir s'il s'agissait d'un stratagème pour détourner les foudres protestantes de la mission Taylor, ou si cette décision s'inscrivait dans un véritable projet d'inclure toutes les forces religieuses et morales dans son combat contre le communisme)<sup>141</sup>. Myron Taylor se rend à Rome le 5 mai 1946, porteur d'une lettre de Truman pour le pape dans laquelle le Président exprime « une conviction claire comme le jour, celle que nous n'aurons une paix stable et durable que si nous la construisons sur des principes chrétiens<sup>142</sup> ».

L'annonce de la poursuite de la mission Taylor est mal accueillie par les organisations protestantes. Une pétition recueille la signature de très nombreuses fédérations (baptistes, méthodistes, congrégationalistes...), et une délégation composée de onze représentants religieux, conduite par le méthodiste Mgr Bromley Oxnam, est reçue par le Président le 5 juin 1946 pour lui faire part de son inquiétude. Une fois encore, ils reçoivent des assurances quant au caractère provisoire de la mission, qui ne devrait se prolonger au-delà de la signature des traités de paix<sup>143</sup>. Le *Christian Century* appelle Truman à « mettre un terme à cette farce qui dure depuis sept ans<sup>144</sup> ». L'avenir des relations semble donc mal engagé. Truman, pour atténuer les critiques, rappelle à Washington Franklin Gowen, qui avait pris la suite de Tittmann en tant qu'assistant de Taylor. Celui-ci est remplacé par James Graham Parsons, diplomate déjà accrédité à l'ambassade à Rome, ce qui devait également permettre à Taylor d'arrêter progressivement ses visites. Si le mécontentement du Vatican quant au choix d'un diplomate de l'ambassade américaine à Rome pour représenter les Etats-Unis conduit le gouvernement à affecter Parsons aux seules relations avec le Saint-Siège, la Maison-Blanche

---

<sup>140</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 409.

<sup>141</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, p. 32.

<sup>142</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 120.

<sup>143</sup> Phelps, *Church and States in the United States, Volume 2*, p. 111.

<sup>144</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 413.



ne renonce pas pour autant à son projet de fermeture de la mission et parle à ce sujet de « problème du Vatican »<sup>145</sup>. En janvier 1947, elle informe l'ambassade canadienne à Washington qu'une procédure a été mise en place pour fermer progressivement la mission, espérant pouvoir invoquer des arguments juridiques pour justifier cette décision, mais encore une fois, les événements internationaux vont contrecarrer ses projets<sup>146</sup>.

### *I. ii. La « croisade » de Truman et de Pie XII contre le communisme*

Dans les années qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis et le Saint-Siège se découvrent une communauté d'action dans l'opposition au communisme. Pour l'historien Roy Palmer Domenico, on ne saurait parler d'alliance, mais plutôt du fait que chacun comptait sur l'autre, les Etats-Unis attendant du Vatican une bénédiction pour ses initiatives internationales, tandis que le Saint-Siège n'avait guère d'autre choix que de faire confiance à Washington<sup>147</sup>.

En mars 1947, le président Truman demande au Congrès une aide pour la Grèce et la Turquie afin de contrer les pressions communistes. Parsons, l'assistant de Taylor, rapporte que Pie XII comprend bien l'importance de cette mesure et soutient le rôle de plus en plus important des Etats-Unis en Europe, et qu'il a pour souci majeur de protéger la civilisation européenne chrétienne des visées expansionnistes du « communisme athée », tout d'abord en Italie. Le pape se réjouit également de l'adoption du plan Marshall. Il évoque fréquemment la menace communiste lors de visites de membres du Congrès américain à Rome ; entre août et décembre 1947, le pape recevra ainsi pas moins de dix-huit sénateurs et quarante-huit représentants. Selon Parsons, ces audiences étaient l'occasion de mettre en avant la position commune du Vatican et des Etats-Unis et la nécessité d'un soutien financier continu du Congrès à l'Europe<sup>148</sup>. Pour l'historien Frank Coppa, le pape trouvait un réconfort particulier dans la promesse américaine d'apporter une aide financière à l'Italie, ce qui devait éviter au pays de sombrer dans un chaos qui aurait fait le lit des communistes italiens, très populaires après leur engagement massif dans la résistance<sup>149</sup>. Le 29 août 1947, Pie XII fait publier dans l'*Osservatore Romano* une lettre que lui a adressée le président Truman dans laquelle ce

---

<sup>145</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 414.

<sup>146</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 413.

<sup>147</sup> Roy Palmer Domenico, "America, the Holy See and the War in Vietnam", in Peter Kent et John Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age*, (Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994), p. 204.

<sup>148</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 414.

<sup>149</sup> Frank J. Coppa, "Pope Pius XII and the Cold War: the Post-War Confrontation between Catholicism and Communism" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War* (Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003), p. 57.

dernier appelle à une union des forces morales dans le monde et juge « qu'une paix durable ne peut être établie que sur des principes chrétiens<sup>150</sup> ». Le pape lui avait répondu sans aucune ambiguïté que « l'Eglise est sans crainte. Elle ne saurait conclure aucun compromis avec les ennemis déclarés de Dieu. Son message éternel est [...] que le pays qui entrave la libre diffusion de la parole de Dieu, transmise aux hommes par Jésus-Christ, ne saurait être considéré comme favorisant le maintien de la paix dans le monde<sup>151</sup> ». D'après J. Graham Parsons, tous les hauts responsables catholiques voient dans les Etats-Unis le seul recours pour protéger les valeurs qu'ils considèrent comme fondamentales<sup>152</sup>. Alors que Taylor avait pour mission, pendant et après la guerre, d'apaiser l'inquiétude du pape quant à l'alliance soviéto-américaine, il finit par conclure que l'angoisse de Pie XII est justifiée et s'en fait le relais auprès de Roosevelt, puis de Truman. A mesure que ce dernier acquiert la conviction de l'existence d'une menace soviétique, il va chercher à se rapprocher du Saint-Siège et au milieu de l'année 1947, l'Administration met définitivement de côté son projet de fermer la mission américaine près le Saint-Siège<sup>153</sup>.

Pendant une bonne partie des treize années de son pontificat d'après-guerre, Pie XII va suivre une ligne anticommuniste intransigeante et « placer le poids moral de l'enseignement catholique contre l'URSS et ses alliés, tout en se rapprochant de l'Ouest<sup>154</sup> ». Le pape et le Président semblent avoir partagé la conviction qu'il leur fallait allier leur autorité spirituelle et leur puissance économique et militaire pour lutter contre l'expansionnisme communiste. A cet égard, l'universitaire Elizabeth Spalding estime que l'historiographie a très largement négligé la dimension religieuse et morale de la politique d'endiguement de Truman<sup>155</sup>. Il en va de même pour l'historienne Dianne Kirby, qui estime que « le président Harry S. Truman a fait de la religion une partie intégrante de sa campagne de guerre froide visant à convaincre le peuple américain de renoncer à l'isolationnisme, d'accepter [...] un rôle de *leadership* mondial et de refouler le communisme<sup>156</sup> ». La participation de forces religieuses et morales permettrait de doter le camp occidental de certains idéaux, tout en donnant à son combat les

---

<sup>150</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 122.

<sup>151</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 122.

<sup>152</sup> Dianne Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy: the Holy Alliance, Containment and the Cold War" in Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, p. 88.

<sup>153</sup> Peter C. Kent "The Lonely Cold War of Pope Pius XII" in Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, pp. 71-72.

<sup>154</sup> Coppa, "Pope Pius XII and the Cold War: the Post-War Confrontation between Catholicism and Communism", p. 57.

<sup>155</sup> Elizabeth Spalding, "We Must Put On the Armor of God", in Mark J. Rozell et Whitney Gleaves (dir.), *Religion and the American Presidency* (New York: Palgrave Macmillan, 2007), p. 107.

<sup>156</sup> Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy: the Holy Alliance, Containment and the Cold War", p. 77.

accents d'une croisade contre le mal<sup>157</sup>. Pour Dianne Kirby, le fait pour les Etats-Unis de se rapprocher d'une puissance religieuse perçue comme l'ennemi le plus virulent du régime soviétique et comptant de nombreux fidèles à l'Est avait aussi valeur de message en direction de l'Union soviétique<sup>158</sup>. Elle rappelle que c'est après le discours de Fulton que Truman décida de reconduire Taylor dans ses fonctions. Dans la lutte contre le communisme, Pie XII aurait donc en quelque sorte été au monde religieux ce que Churchill était au monde politique : Truman aurait eu délibérément recours à ces deux personnalités majeures pour signifier au Kremlin un durcissement de l'attitude américaine<sup>159</sup>.

Les Etats-Unis et le Saint-Siège vont entreprendre une coopération directe, qui se manifestera notamment par un nouvel échange public de lettres fin 1947. Dans sa lettre, Truman appelle à une union pour préserver la paix, la morale et la justice, dénonce les chaînes des « organisations collectivistes », encourage la liberté religieuse et prône un renouveau spirituel, ce à quoi Pie XII répond en invoquant le soutien de Dieu sur les responsables politiques américains et en dépeignant la lutte contre le communisme comme une extension du conflit que l'Eglise mène depuis 2 000 ans contre le mal. Le but recherché selon Kirby était, comme avec le plan Marshall, de stimuler l'opposition au sein de la sphère soviétique<sup>160</sup>. Fin 1948, le pape joue un rôle décisif pour vaincre les hésitations internes à la démocratie chrétienne italienne au sujet de l'adhésion au Pacte atlantique<sup>161</sup>.

La collaboration est aussi manifeste à l'occasion des élections italiennes d'avril 1948, élections perçues comme une épreuve de force entre démocrates chrétiens et communistes, mais également entre communistes et bloc occidental. Les deux puissances combinèrent leur force, Washington menaçant de suspendre l'aide du plan Marshall en cas de victoire du Parti communiste italien et fournissant une aide financière aux démocrates-chrétiens, tandis que le Saint-Siège demanda aux évêques américains d'encourager les fidèles italo-américains à écrire à leurs parents restés en Italie pour les inciter à soutenir les démocrates-chrétiens dans les urnes<sup>162</sup>. Enfin, le 13 juillet 1949, le pape édicte un décret frappant d'excommunication toute personne associée d'une quelconque manière au communisme, déstabilisant ainsi le bloc soviétique en empêchant tout « arrangement » entre catholiques et autorités communistes, à

---

<sup>157</sup> Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy", p. 78.

<sup>158</sup> Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy", p. 83.

<sup>159</sup> Kirby, "Harry Truman's Religious Legacy", p. 83.

<sup>160</sup> Kirby, "Holy War behind the Iron Curtain", p. 8.

<sup>161</sup> Ennio Di Nolfo, « Le Vatican, les Etats-Unis et le début de la guerre froide », *Relations Internationales* n°28, (hiver 1981), p. 402.

<sup>162</sup> Kent, "The Lonely Cold War of Pope Pius XII", p. 72.

un moment où ces dernières cherchaient à parvenir à des accords avec les évêchés locaux en vue notamment de la création d'églises nationales.

*I. iii. L'établissement de relations diplomatiques, consécration d'une alliance anticommuniste ?*

Le 14 juin 1948, Myron Taylor demande à être relevé de ses fonctions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949. Il recommande par ailleurs le maintien d'un représentant, tout en précisant que le Saint-Siège préférerait une ambassade ou une légation. Néanmoins, Truman refuse sa démission. Dans le même temps, églises et organisations protestantes continuent à s'insurger contre ce qu'elles voient comme une première étape vers l'ouverture d'une ambassade. Une organisation créée en 1947, *Protestants and Others Americans United for Separation of Church and State*, demande le rappel immédiat de Taylor. Lors de conversations avec ce dernier, le 1<sup>er</sup> juillet 1949, Pie XII lui fait part de la peine que lui causent les attaques dont il fait l'objet<sup>163</sup> et témoigne de son incompréhension quant au fait que d'autres nations, bien qu'attachées au principe de séparation entre l'Eglise et l'Etat, entretiennent des relations diplomatiques avec le Vatican, à la différence des Etats-Unis. Le pape confie à Taylor son souhait que les relations « revêtent une forme stable et officielle, et non pas cette forme vague et sujette à équivoque et récriminations », que la solution indiquée serait une légation, mais qu'il accepterait un représentant personnel à condition que ce dernier soit exclusivement affecté au Saint-Siège<sup>164</sup>.

Myron Taylor pose à nouveau sa démission en novembre 1949. Celle-ci prend effet le 18 janvier 1950. Truman écrit à Joseph Kennedy le 3 février 1950 :

J'ai le plaisir de vous annoncer que Sa Sainteté le pape, Myron Taylor, le département d'Etat et moi-même sommes en parfait accord quant à la prochaine étape. La question est désormais à l'étude au département d'Etat. Du fait d'une loi ayant suivi l'interruption de notre représentation auprès des anciens Etats pontificaux, il sera peut-être nécessaire de demander l'autorisation du Congrès<sup>165</sup>.

Le département d'Etat constate que la représentation personnelle ne constitue pas un moyen satisfaisant de communiquer avec le Vatican. Il reprend bon nombre des arguments invoqués par Tittmann en 1945, et conclut par une recommandation favorable « du point de vue de la politique étrangère », tout en reconnaissant que « les considérations de politique étrangère sont sans doute moins importantes que le fait d'éviter toute polémique religieuse aux Etats-Unis » et qu'il est « possible que le Président désire fonder sa décision essentiellement sur des

---

<sup>163</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 131.

<sup>164</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 418.

<sup>165</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 321.

considérations de politique intérieure<sup>166</sup> ». Le risque de controverse religieuse n'est pas négligeable, le nombre de lettres opposées à une représentation envoyées au département d'Etat (trois mille par jour en moyenne en mars 1950) connaissant une augmentation constante<sup>167</sup>.

Huit mois s'écoulaient sans qu'aucune décision ne soit prise. En juin 1950, rien n'a encore été annoncé officiellement au sujet de la démission de Myron Taylor, démission qui donne d'ailleurs l'impression d'une concession faite aux églises protestantes. Truman finit par reconnaître le 3 août 1950 que « le problème de l'envoi d'un ministre résident auprès du Saint-Siège [est] à l'étude<sup>168</sup> », ce qui déclenche une tempête de protestations. En septembre 1950, il déclare envisager l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican, ce à quoi le *Washington Post* réagit positivement, même s'il note qu'« il est possible, peut-être même probable, que les préjugés, même à ce stade, soient suffisamment forts pour bloquer la confirmation par le Sénat du projet de M. Truman .... Mais il s'agit d'un type de préjugé que le pays ne peut vraiment pas se permettre d'avoir de nos jours<sup>169</sup> ».

Le Vatican, conscient de la méfiance qu'inspire cette décision, donne l'ordre au délégué apostolique Mgr Cicognani de demander à Mgr Spellman de préparer une note sur le rôle du Saint-Siège afin d'éclairer l'opinion publique américaine. De son côté, Spellman s'efforce de trouver des soutiens éminents à ce projet. Dean Acheson, le secrétaire d'Etat, espère convaincre le Président de retarder *sine die* la nomination, car il craint qu'elle ne provoque une controverse religieuse alors que le pays doit se montrer uni face à la menace soviétique<sup>170</sup>. Truman propose tout d'abord le poste en janvier 1950 à Charles Taft, membre du conseil d'administration du *National Council of Churches* (NCC), qui le décline et lui conseille de renoncer<sup>171</sup>. Le Président attend ensuite la tenue des élections de 1950, puis fin avril 1951, il propose au général Mark Clark, épiscopalien proche des catholiques et qui avait libéré Rome en juin 1944, le poste d'ambassadeur plénipotentiaire près le Saint-Siège. Pour autant, Truman n'informe le Sénat de sa décision que le 19 octobre, veille des vacances du Congrès ; l'annonce officielle n'intervient que le 20 octobre. Si la Maison-Blanche fait valoir les réalisations de la mission Taylor et le fait que quarante-quatre Etats entretiennent des relations avec le Vatican (et ce alors même que les catholiques sont minoritaires dans treize

---

<sup>166</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 419.

<sup>167</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 419.

<sup>168</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 132.

<sup>169</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, p. 173.

<sup>170</sup> Spalding, "We Must Put On the Armor of God", p. 106.

<sup>171</sup> "The Clark Fracas", *Time* (November 5, 1951),

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,856919,00.html>, consulté le 16 mai 2009.

d'entre eux), la décision est surtout présentée comme s'inscrivant dans un contexte de guerre froide. Il est précisé qu'« il est de notoriété publique que le Vatican est engagé avec vigueur dans le combat contre le communiste. L'existence de relations diplomatiques directes permettra de coordonner les initiatives visant à combattre la menace communiste<sup>172</sup> ».

#### *I. iv. L'opposition aux relations diplomatiques et l'échec du projet de Truman*

L'annonce de la nomination de Mark Clark intervient en plein regain d'anticatholicisme. Le polémiste Paul Blanshard a publié en 1949 *American Freedom and Catholic Power*<sup>173</sup>, ouvrage dans lequel il préconise l'enregistrement en tant qu'agent étranger de tout évêque américain ! L'annonce déclenche un véritable tollé, ce qui ressort avec force de la lecture des journaux de l'époque, chacun consacrant au minimum un éditorial à la question<sup>174</sup>.

La presse généraliste est divisée entre ceux qui, comme le *New York Times*, se déclarent favorables à la décision, ceux qui s'y déclarent favorables mais qui se montrent critiques de la méthode employée ou des motivations du Président et inquiets des risques de tensions, et ceux qui y sont nettement défavorables. Ainsi, le magazine *Time*, dans un article au ton hostile, se demande si les bénéfices que l'on peut attendre d'une telle décision justifient les tensions qu'elle risque d'occasionner<sup>175</sup>. Dans l'ensemble cependant, l'historien William O'Brien estime que la presse généraliste s'est montrée plutôt encourageante, les titres les plus critiques redoutant surtout l'émergence de tensions interreligieuses<sup>176</sup>.

La presse protestante est dans son ensemble violemment opposée à la décision du Président, le *Christian Century* dénonçant « la reddition de Truman au pape », le *Christian Herald* « le coup de poing de Truman à l'unité américaine », le *Christian Science Monitor* « le viol de la Constitution », et *The Churchman* « la courbette du Président devant le Vatican<sup>177</sup> ».

Quant au clergé protestant, dans l'ensemble fortement opposé lui aussi, il s'empresse d'aiguillonner l'opposition au sein de ses congrégations<sup>178</sup>. Le dimanche suivant la

---

<sup>172</sup> Babis et Macelli, *A US Ambassador to the Vatican*, pp. 33-34.

<sup>173</sup> Paul Blanshard, *American Freedom and Catholic Power* (Boston: The Beacon Press, 1949).

<sup>174</sup> William F. O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", *Catholic Historical Review* 44 n°4 (January 1959), p. 421.

<sup>175</sup> "Undiplomatic Appointment", *Time* (October 29, 1951),

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,821766-2,00.html> (consulté le 16 mai 2009).

<sup>176</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 422.

<sup>177</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 135.

<sup>178</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 426.

nomination de Mark Clark, de nombreux pasteurs montent en chaire pour dénoncer la décision. Le propre pasteur de Truman, Edward H. Pruden, déclare avoir fait « tout ce qui était en son pouvoir » afin d'en dissuader le Président<sup>179</sup>. Une semaine plus tard, la *National Association of Evangelicals* (NAE) annonce avoir écrit à 8 000 églises pour leur demander de faire signer des pétitions et consacré plus de 500 000 dollars en messages radiodiffusés<sup>180</sup>. A Atlanta, le conseil général du *National Council of Churches* (qui rassemble vingt-neuf confessions protestantes et orthodoxes) nomme une commission de six membres, représentant les baptistes, les presbytériens, les congrégationalistes, les méthodistes et les luthériens, pour aider à canaliser l'opposition de la base. Sur la côte Ouest, Paul Blanshard entame une tournée de conférences avec *Protestant and Other Americans United for the Separation of Church and State*, dont le but est de galvaniser l'opposition.

Nombreux sont ceux qui menacent de représailles dans les urnes les membres du Congrès qui ne verraient pas le bien-fondé de leur opposition. Ainsi, *The Christian Century* appelle ses lecteurs à rendre visite à leur sénateur « jusqu'à ce qu'il soit convaincu que son vote au sujet d'une ambassade au Vatican jouera un rôle décisif dans son avenir politique » ; le *Christian Statesman* et le *National Council of Churches* en font de même<sup>181</sup>. En janvier 1952, un rassemblement de 1 000 à 4 000 personnes converge sur le Capitole. Les participants demandent une entrevue avec Truman, qui leur est refusée. Ils remettent au président de la commission des Affaires étrangères du Sénat une pétition comportant 50 000 signatures. Les participants concluent leur rassemblement par l'adoption d'une résolution par laquelle ils s'engagent à faire battre dans les urnes toute personne disposée à « affaiblir la Constitution<sup>182</sup> ».

Les critiques sont principalement axées sur le fait que Truman est prêt à transgresser la Constitution afin de remporter le vote catholique. Comme en 1939, on reproche au Président de violer le principe de séparation et de non-établissement. Au-delà de ces arguments, dont plusieurs constitutionnalistes s'accordent à reconnaître le caractère spécieux, il lui est surtout reproché de vouloir conférer un traitement préférentiel à une Eglise, qui permettrait à cette dernière d'influencer les décisions du gouvernement en matière politique et sociale, car comme le dit par exemple l'évêque méthodiste de Chicago, Ralph Magee, « l'Eglise catholique romaine est très politique. A travers les siècles, les papes ont essayé de faire en

---

<sup>179</sup> “Undiplomatic Appointment”, *Time* (October 29, 1951), disponible sur

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,821766-1,00.html>, consulté le 6 septembre 2009.

<sup>180</sup> O'Brien, “General Clark’s Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction”, p. 427.

<sup>181</sup> O'Brien, “General Clark’s Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction”, p. 428.

<sup>182</sup> O'Brien, “General Clark’s Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction”, p. 428.

sorte que les [gouvernements] et les dirigeants se plient à leur volonté. Nous ne voulons rien de cela<sup>183</sup> ».

Certains, comme l'historien John T. McNeill ou le géographe André Siegfried ont vu dans ce front protestant quasi unanime, malgré les différences profondes entre ses composantes, la manifestation d'une sorte d'instinct de survie face à une Eglise catholique à l'unité très solide et en pleine expansion. En effet, au moment de l'annonce, la population catholique croît d'un million par an ; au cours des années 1950, elle connaîtra une augmentation de 50%, contre 23% seulement pour les protestants. Cette protestation aurait donc été, tout comme l'opposition à la candidature de John F. Kennedy, le baroud d'honneur d'une partie de la population sur le point de perdre sa position dominante sur les plans économiques et sociaux<sup>184</sup>.

Quoi qu'il en soit, Washington est submergé par un déluge de protestations. Deux jours et demi après la nomination, la Maison-Blanche annonce avoir reçu 965 télégrammes défavorables, pour seulement 165 télégrammes qui y sont favorables<sup>185</sup>. Le *New Republic* du 21 janvier révèle que les membres de la commission des Affaires étrangères ont reçu plus de courrier sur cette polémique que sur toutes celles des dernières années, y compris le renvoi du général Douglas MacArthur<sup>186</sup>. La pression semble faire effet, car trente-cinq sénateurs au moins font part de leur opposition<sup>187</sup>.

Le 13 janvier 1952, le secrétaire des relations avec la presse d'Harry Truman annonce par un bref communiqué que la nomination de Clark ne sera pas à nouveau soumise au Sénat, à la demande de l'intéressé<sup>188</sup>. Le Président informe qu'il proposera un autre candidat et fin janvier 1952, il demande au sous-secrétaire d'Etat, George Perkins, de se présenter devant la sous-commission des Finances de la Chambre pour solliciter 70 000 dollars « pour les dépenses de résidence d'une petite mission » auprès du Vatican<sup>189</sup>. En mars, la somme est éliminée du projet de loi par un amendement, ce qui met fin aux ambitions de Truman. Dans les mois qui suivent, le Président est interrogé régulièrement sur une éventuelle nouvelle

---

<sup>183</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 323.

<sup>184</sup> Marty, *Modern American Religion, Volume 3*, pp. 199-202.

<sup>185</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 437.

<sup>186</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 137.

<sup>187</sup> Albert J. Menendez, "Vatican Ambassador: Long-Time Source of Interfaith Tension", *Church and State*, September 1983, p. 7.

<sup>188</sup> Mémo, William J. Hopkins au Colonel Goodpaster, November 1, 1955, folder: Representative or Ambassador to the Vatican, box 736, Eisenhower: Records as President (White House Central Files): Official Files, Dwight Eisenhower Library.

<sup>189</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 137.



nomination. En août 1952, à l'approche des élections, il déclare qu'il ne fera plus aucun commentaire sur la question.

L'épisode conduit à s'interroger sur les motivations d'Harry Truman. Gerald Fogarty juge étrange le fait d'avoir voulu nommer un ambassadeur alors que le pays était en proie à un regain d'anticatholicisme, ainsi que d'avoir annoncé la nomination en dehors d'une session du Congrès, laissant aux opposants une longue fenêtre pour monter une campagne de protestation (tout militaire nommé à un poste civil et qui, comme Clark, souhaitait conserver son rang antérieur, devait recevoir au préalable une autorisation du Congrès, empêchant un *recess appointment*, c'est-à-dire le recours à cette procédure qui consiste pour le président à nommer à un poste fédéral pendant les vacances du Congrès, nomination valable jusqu'à ce que le Congrès reprenne ses travaux). D'autre part, le choix de Mark Clark lui-même est ambigu. Ses chances d'être confirmé par la commission des Affaires étrangères du Sénat étaient faibles, dans la mesure où celle-ci était présidée par le texan Thomas Connolly. Or, Clark avait eu recours à la *36th Texas Division* lors de la sanglante bataille de la rivière Rapido, où elle avait subi de très lourdes pertes. Pour Fogarty, cette nomination a été décidée « peut-être pour donner l'impression d'être sensible à ce qu'il pensait être une question importante pour les catholiques, tout en s'assurant que le débat public rendrait obligatoire le retrait de la nomination avant tout débat au Sénat<sup>190</sup> ».

Pour Yves-Henri Nouailhat, le Président était soumis à la pression des organisations démocrates urbaines et le vote catholique s'annonçait très important pour les élections à venir. Cependant, seuls 19% des protestants semblaient favorables à l'établissement. Truman risquait donc de perdre des voix protestantes s'il nommait un ambassadeur, ou de perdre des voix catholiques s'il n'en nommait pas. Ainsi, « en laissant au Congrès la responsabilité de trancher, il évitait les reproches. Il avait nommé un ambassadeur en la personne de Clark, ce qui satisfaisait les catholiques, mais le Sénat n'en avait pas voulu, ce qui convenait aux protestants<sup>191</sup> ». Enfin, pour George Gill, le Président espérait qu'en donnant aux critiques l'occasion d'un véritable débat, ils pourraient aborder la question sur la base de critères objectifs<sup>192</sup>.

Au-delà des soupçons concernant un calcul purement politicien, l'échec de la tentative d'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège semble avoir engendré une déception profonde chez Harry Truman. Le président américain était apparemment

---

<sup>190</sup> Fogarty, "The Vatican and the American Church since World War II", p. 123.

<sup>191</sup> Nouailhat, *Truman un chrétien à la Maison-Blanche*, p. 138.

<sup>192</sup> Gill, "The Truman Administration and Vatican Relations", p. 423.

sincèrement convaincu que protestants et catholiques américains pourraient mettre leurs divergences de côté au service d'une cause commune bien plus importante. Comme il l'expliqua au chef des évêques épiscopaliens après l'échec du projet, il avait pour objectif d'« organiser les forces morales contre des forces immorales [*sic*]<sup>193</sup> ». Il semble qu'Harry Truman, désireux de constituer un front religieux commun contre le communisme, ait surestimé la capacité des organisations protestantes à surmonter leurs réticences à l'encontre de la religion catholique, quand on sait que certains, tels Carl McIntire, président du *International Council of Churches*, estimaient encore que le catholicisme était « un ennemi plus ancien et plus sournois » que le communisme<sup>194</sup> !

#### *I. v. La réaction des catholiques américains et du Saint-Siège*

L'accueil de la nomination de Clark par les catholiques américains est relativement tiède. Si personne ne s'y déclare opposé, l'annonce ne déclenche pas de manifestations de liesse<sup>195</sup>. Quant au Vatican, il ne fournit pas de réaction officielle ; à peine peut-on lire dans l'*Osservatore Romano* que cette décision « marque l'heureuse reprise de relations déjà établies sous une forme différente en 1939<sup>196</sup> ».

D'après Fogarty, « la plupart des catholiques américains n'étaient soit pas au courant, soit indifférents [...] »<sup>197</sup>. Si certains évêques souhaitent une réaction publique aux violentes accusations dont ils font l'objet, l'Eglise américaine finit par se réfugier dans le mutisme afin de ne pas attiser l'hostilité protestante.

Avec l'échec de la nomination du général Clark, Mgr Spellman renonce au projet qu'il portait depuis le début des années 1930. En 1953, il fait part à Mgr Giovanni Battista Montini, substitut de la secrétairerie d'Etat et futur Paul VI, d'un sondage réalisé au moment de la nomination de Clark, selon lequel seuls neuf sénateurs sur quatre-vingt-seize auraient été favorables à l'établissement de relations diplomatiques<sup>198</sup>.

Si les évêques américains font preuve d'une grande retenue, l'animosité des propos tenus à son égard, notamment les accusations d'avoir exercé des pressions sur le gouvernement américain, conduit le Vatican à sortir de sa réserve habituelle. Dans l'*Osservatore Romano* du 17 janvier 1953, on peut ainsi lire :

---

<sup>193</sup> Spalding, "We Must Put On the Armor of God", p. 107.

<sup>194</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 428.

<sup>195</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 434.

<sup>196</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 436.

<sup>197</sup> Fogarty, "The Vatican and the American Church since World War II", p. 124.

<sup>198</sup> Fogarty, "The Vatican and the American Church since World War II", p. 124.

Le Vatican souhaiterait avoir des liens diplomatiques avec les Etats-Unis semblables à ceux qu'il entretient avec d'autres nations, et ce dans l'intérêt de la paix, mais il n'a pas exercé et n'exercera pas de pression ou ne fera pas de 'suggestions' de quelque sorte que ce soit pour peser sur la décision des Etats-Unis [...]. La tradition du Saint-Siège en ce qui concerne les diplomates qui y sont accrédités est qu'ils sont nommés librement [...] en fonction des conditions internes à leurs pays, et conformément aux procédures établies par la loi [...]. Par conséquent, parler de 'pressions' ou de 'suggestions' émanant du Vatican ou d'autres choses de cette nature n'est pas seulement une invention de toutes pièces, mais une invention malhabile. Nous sommes également en mesure d'ajouter que la soi-disant « affaire Clark » n'a pas fait l'objet de conversations entre le pape Pie XII et le cardinal Spellman<sup>199</sup>.

L'échec du projet d'établissement coïncide avec une période de distanciation avec le Saint-Siège. Dès janvier 1950, après la démission de Myron Taylor, la mission avait été fermée sans que le Saint-Siège n'en ait été officiellement informé<sup>200</sup>. Cette distanciation est peut-être liée à l'apparition de divergences entre la position de Pie XII et des Etats-Unis sur la guerre froide. De plus en plus, Pie XII va mettre l'accent sur la nécessité pour l'Europe de conserver son autonomie vis-à-vis non seulement de l'Union soviétique, mais également des Etats-Unis, notamment sur le plan culturel. En outre, vers la fin de son pontificat, il commence à prôner l'apaisement dans les relations avec Moscou et appelle à une coexistence pacifique, car il s'alarme des perspectives de prolifération des armes nucléaires. L'historien Frank Coppa parle à ce sujet d'« offre de cessez-le-feu dans la guerre froide de la part de Pie XII aux régimes soviétiques<sup>201</sup> ».

## II. Une « alliance » fragilisée (1951-1968)

Les derniers mois de l'Administration Truman, et surtout les deux mandats de Dwight Eisenhower, sont marqués par des relations qui apparaissent comme mises en veille. D'un côté, le Vatican se montre de plus en plus réticent à « encaisser » sans protester les camouflets infligés par Washington. De l'autre, l'Administration Eisenhower ne considère pas que des relations plus étroites avec le Saint-Siège soient nécessaires au point de justifier une décision qu'elle sait impopulaire sur le plan de la politique intérieure. Enfin, avec l'accession à la chaire de saint Pierre d'un nouveau pontife, en 1958, le Saint-Siège va connaître de profonds bouleversements. Si Jean XXIII se montre plus enclin que Pie XII à se satisfaire de conversations informelles, les nouvelles orientations qu'il va prendre, ainsi que celles de son successeur, Paul VI, de même que la place croissante qu'ils vont revendiquer pour le Saint-Siège sur la scène internationale, ne seront pas exemptes de conséquences pour ce qui est des

---

<sup>199</sup> Gannon, *The Cardinal Spellman Story*, pp. 174-175.

<sup>200</sup> Fogarty, "The Vatican and the American Church since World War II", p. 123

<sup>201</sup> Coppa, "Pope Pius XII and the Cold War: the Post-War Confrontation between Catholicism and Communism", p. 63.

relations avec Washington. L'« alliance » anticommuniste de Truman et Pie XII va parfois donner l'impression d'avoir cédé la place à une ère d'incompréhension et de malentendus.

### *II. i. Le Vatican, excédé par l'attitude américaine, prend ses distances (1951-1958)*

Après la fermeture sans préavis de la mission Taylor, le fiasco de la nomination Clark semble avoir été la goutte d'eau pour Pie XII. La publication dans *l'Osservatore Romano* du 12 février 1953 d'extraits d'une lettre du pape à Truman datant du 10 juillet 1952 sonne comme un avertissement. Il y déclare souhaiter la fin du recours à la formule du représentant personnel et exclut tout ce qui ne serait pas représentation diplomatique stable et officielle<sup>202</sup>.

En outre, le président Eisenhower reçoit en réponse à une simple lettre protocolaire félicitant Pie XII pour ses quinze années de pontificat, la réponse suivante, dont la liberté de ton révèle la vive irritation du pape face au traitement que lui réservent les Etats-Unis :

De tels sentiments de votre part Excellence sont tout particulièrement bienvenus, car ils permettent d'atténuer dans notre esprit la fâcheuse impression laissée par plusieurs événements survenus au cours de ces dernières années. Nous y faisons allusion dans la mesure où il Nous a été donné l'occasion de dévoiler notre pensée par votre lettre très courtoise, Excellence, et Nous sommes de plus bien conscients que Vous n'êtes en rien responsable des circonstances auxquelles nous faisons allusion. Ce que Nous souhaitons mentionner, ce n'est pas tant la manière dont le bureau du représentant personnel du président des Etats-Unis a été fermé, il y a quelques années, sans que le moindre avertissement ne nous ait été fourni, mais il s'agit surtout de la campagne d'attaques calomnieuses dirigée contre le siège apostolique, tout particulièrement au moment où un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire a été nommé pour être accrédité auprès de Nous. Nous étions en droit d'attendre à cette occasion que des personnes compétentes rappellent certains éléments de l'opinion publique au respect qui nous était dû, en soulignant la position absolument irréprochable du Saint-Siège, de la part duquel il n'y a pas eu la moindre tentative d'ingérence dans cette affaire<sup>203</sup>.

Mgr Montini fait d'ailleurs savoir à Washington par le biais du chargé d'affaires britannique «que le Vatican a l'impression qu'il est tout simplement 'utilisé' par les Etats-Unis quand ces derniers ont des difficultés», et qu'il avait été choqué par la «manière brusque et radicale avec laquelle avait été mis un terme à la mission de M. Taylor »<sup>204</sup> ».

L'irritation du Saint-Siège durant la dernière décennie du pontificat de Pie XII va s'accompagner de répercussions très concrètes pour les Etats-Unis. D'une part, le pape va s'opposer catégoriquement à ce que les contacts se fassent par l'intermédiaire de l'ambassade américaine à Rome. Ce refus concerne tous les Etats souhaitant entretenir des relations avec le Saint-Siège, cependant, comme le souligne un membre de l'Administration Kennedy au sujet

---

<sup>202</sup> Graham, "The Vatican's Policy on US Relations", pp. 591-592.

<sup>203</sup> Lettre, Pie XII à Dwight D. Eisenhower, June 19, 1954, folder: "The Vatican", box 54, Eisenhower Papers as President, International Series, Dwight D. Eisenhower Library (ci-après: DEL). Voir l'original en annexe.

<sup>204</sup> Lettre, Outerbridge Horsey à Joseph Greene, March 30, 1951, folder : Vatican Relations with US from 1940 to 1956, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, General Records of the State Department (ci-après GRSD), Record Group (ci-après RG) 59, National Archives at College Park, Maryland (ci-après NACP).

des contacts avec Rome du temps d'Eisenhower, « le pape Pie XII refusait catégoriquement tout contact avec des membres d'ambassades accrédités auprès de la république italienne, et tout particulièrement avec les nôtres<sup>205</sup> ».

D'autre part, le Saint-Siège ne fera rien pour faciliter l'obtention d'audiences avec le Saint-Père. Tout demandeur, quel que soit son rang, doit passer par le Collège nord-américain à Rome et s'y trouver en personne au moment de la requête. De plus, le pape refuse que les audiences accordées aux dignitaires américains le soient à titre officiel. Eisenhower, du temps où il était encore commandant suprême de l'OTAN, se voit même refuser une audience, et un responsable de la secrétairerie d'Etat, Mgr Gaspari, explique au ministre américain à Rome Outerbridge Horsey que « c'est à cause de l'absence de relations diplomatiques que l'audience au général Eisenhower n'a pas été accordée ». Un autre interlocuteur confie au diplomate américain, selon ce dernier à la demande du Saint-Siège que :

[I]l Vatican a été contrarié par la brusquerie avec laquelle a été mis un terme à la mission de M. Taylor, mais il est très limité quant à la manière dont il peut exprimer ses sentiments. Le seul moyen à sa disposition pour exprimer ses sentiments quant à la manière dont il a été mis un terme aux relations et à l'atteinte à la dignité du pape que cela a constitué est de refuser de recevoir les responsables américains avec le cérémonial dont ils auraient bénéficié en cas de relations normalisées<sup>206</sup>.

Outerbridge Horsey résume donc ainsi la pratique vaticane en matière d'audience pour les citoyens américains :

1. La politique du Vatican est d'accorder aux responsables américains des audiences moins solennelles que ce ne serait le cas normalement et de les recevoir en tant que simples citoyens américains plutôt qu'à titre officiel. 2. Rien de ce que fera l'ambassade ne pourra altérer cette politique. 3. Demander une audience directement par le biais de l'ambassade est le moyen assuré de se la voir refuser<sup>207</sup>.

Si Pie XII exclut désormais catégoriquement toute représentation par le biais de l'ambassade américaine à Rome ou d'un représentant personnel, il ne se prive pas de faire connaître son vif intérêt pour l'établissement de relations diplomatiques. Le directeur de la CIA, John McCone, que le président Eisenhower a désigné pour le représenter aux célébrations des quatre-vingts ans du pape, rapporte que lors de son audience : « Comme je m'y attendais, la question de la représentation diplomatique au Vatican a été abordée. Le

---

<sup>205</sup> Mémo, Foy D. Kohler au Acting Secretary, "Recommendations Concerning Contacts with Vatican officials", April 22, 1961, folder: Pol Vatican US 1969, Records Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>206</sup> Lettre, Outerbridge Horsey à Joseph Greene, March 30, 1951, folder : Vatican Relations with US from 1940 to 1956, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>207</sup> Lettre, Outerbridge Horsey à Joseph Greene, March 30, 1951, folder : Vatican Relations with US from 1940 to 1956, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, box 7, GRSD, RG 59, NACP.

Saint-Père a indiqué souhaiter vivement que cela se concrétise, bien qu'il semble comprendre les problèmes internes que pose cette question dans notre pays<sup>208</sup> ».

## *II. ii. La présidence Eisenhower : des relations sans réelle substance*

Si le Président choisit de se faire représenter aux quatre-vingt ans, puis aux funérailles de Pie XII, par des personnalités éminentes (John McCone, directeur de la CIA, Clare Boothe Luce, ambassadeur à Rome, John Foster Dulles et le secrétaire au Travail James Mitchell), si le vice-président Nixon se rend à Rome en mars 1957, et si Jean XXIII reçoit Eisenhower en audience le 6 décembre 1959 à « titre privé », la question des relations diplomatiques reste au point mort durant les deux mandats de Dwight Eisenhower. Pour la Maison-Blanche, « cela fait partie de ces questions pour lesquelles aucune solution n'est acceptable pour tous<sup>209</sup> ». Bien que reconnaissant certains avantages en termes de politique étrangère, d'autres facteurs vont prévaloir. Les appels de divers groupes protestants à ne pas nommer d'ambassadeur sont là pour rappeler à l'Administration Eisenhower les risques qu'elle prendrait si elle s'aventurait dans la voie suivie par son prédécesseur.

L'absence de contacts officiels et le refus du Saint-Siège de passer par l'ambassade américaine à Rome ne laissent la place qu'à des contacts très informels et essentiellement personnels. Lorsque l'Administration Kennedy, fraîchement arrivée aux affaires à Washington, fait le point sur la pratique de son prédécesseur, elle constate en la personne du diplomate Foy Kohler que :

[à] Washington [...], des contacts discrets et informels avec le délégué apostolique avaient été autorisés afin de nous permettre de transmettre au Vatican les informations dont nous disposons sur un nombre limité de sujets où l'aide du Vatican pouvait s'avérer utile. Ces contacts ont eu essentiellement lieu à deux niveaux : M. [Robert] Murphy, quand il était sous-secrétaire aux Affaires politiques, voyait le délégué apostolique relativement fréquemment en dehors du cadre professionnel, et entretenait de bonnes relations avec lui. Quand il a été jugé utile de solliciter l'aide du Vatican sur des questions touchant directement aux intérêts américains, comme par exemple de demander au Vatican de voter pour la proposition américaine lors de la conférence sur le droit de la mer, M. Murphy a transmis notre position directement au délégué apostolique pour qu'il la porte à la connaissance du Saint-Siège. M. [Livingston] Merchant a maintenu une pratique semblable quand il a succédé à M. Murphy au poste de sous-secrétaire. Il y a eu également des contacts sporadiques et peu fréquents entre des membres du bureau italien et de la délégation, uniquement sur des questions d'importance mineure.

Kohler souligne de plus que depuis que Robert Murphy a quitté son poste en décembre 1959, « la fréquence des contacts à ces deux niveaux a baissé et il y a eu peu ou pas de contact, de

---

<sup>208</sup> Lettre, John McCone à Dwight Eisenhower, March 11, 1956, folder : Old Vatican Secret Documents 1951-1957, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>209</sup> Mémo, Loy W. Henderson à Governor Adams, "Representative or Ambassador to the Vatican", January 11, 1957, folder: OF 144-B-2-A Representative or Ambassador to the Vatican, box 736, Eisenhower: Records as President (White House Central Files): Official File, DEL.

quelque nature que ce soit, au cours des derniers mois. Aucun problème ne nécessite à notre connaissance une discussion avec le délégué apostolique<sup>210</sup> ».

L'Administration Eisenhower va se livrer à plusieurs réévaluations sur la question des relations diplomatiques, sous l'impulsion tout d'abord de Clare Boothe Luce, ambassadrice américaine près le Quirinal, qui propose au Président une stratégie sur la base des enseignements de l'échec de la nomination de Clark (notamment le fait qu'elle ait été annoncée sans aucun préalable)<sup>211</sup>. Ceci place la question « à nouveau à l'étude ». Dans ce contexte, le département d'Etat sollicite l'avis de Francis Williamson, ministre en poste à l'ambassade américaine à Rome, dont la réponse aurait pu servir de modèle à tous ceux qui seront amenés à statuer dessus jusque dans les années 1970, voire jusqu'au début des années 1980 : « L'expérience de tous les spécialistes des questions politiques à Rome les conduit à conclure à la nécessité de contacts officiels avec le Vatican. Je pense néanmoins que dans le climat politique actuel, un représentant personnel ne saurait être envisagé<sup>212</sup> ».

James Bonbright, membre du bureau en charge de l'Europe de l'Ouest au département d'Etat, souligne l'opposition du Congrès à un tel rapprochement : « Nous savons que les sénateurs et les représentants des deux partis ont une peur bleue de cette question et souhaitent par-dessus tout qu'elle soit laissée dormante ». Passant en revue les différentes formules que pourrait revêtir la représentation américaine, il rappelle l'éditorial de *l'Osservatore Romano* du 12 février 1953 (paru au moment où des rumeurs circulaient selon lesquelles Clare Boothe Luce, en plus de ses fonctions d'ambassadeur près le Quirinal, allait également devenir l'interlocutrice des Etats-Unis auprès du Saint-Siège), où il était précisé que « les auteurs de cette supposition ne sont de toute évidence pas au courant qu'aucune personne occupant une position officielle dans une mission diplomatique accréditée auprès du gouvernement italien ne peut en même temps avoir une quelconque activité diplomatique au Vatican. C'est une règle et une pratique à laquelle le Vatican n'a jamais dérogé et n'a pas l'intention de le faire ». Quant à la formule du représentant personnel, il note que « des sources au Vatican ont indiqué très clairement au moment du départ de Myron Taylor qu'elles estimaient que [cette formule] ne s'était pas avérée très satisfaisante et qu'elle ne serait pas acceptable à l'avenir ». D'autre

---

<sup>210</sup> Mémo, Foy D. Kohler au Acting Secretary, "Recommendations Concerning Contacts with Vatican officials", April 22, 1961, folder Pol Vatican US 1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria, and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>211</sup> Mémo, John Jones à Charles Elbrick, "Representation at the Vatican", August 23, 1954, folder : Old Vatican Secret Documents 1951-1957, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>212</sup> Mémo, John Jones à Charles Elbrick, "Representation at the Vatican", August 23, 1954, folder : Old Vatican Secret Documents 1951-1957, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, RG 59, NACP.

part, l'annonce d'une telle nomination susciterait la même opposition que celle d'un ambassadeur en bonne et due forme. Pour le département, ce qui « offre les meilleures chances d'atteindre nos objectifs », ce sont des relations diplomatiques, avec tout d'abord la nomination d'un chargé d'affaires (dont la nomination ne requiert pas de confirmation), puis d'un ambassadeur (de préférence un diplomate de carrière). Quant au calendrier et aux consultations à prévoir pour une telle décision,

[é]tant donné les polémiques générées par cette question, il est évident qu'elle ne devra pas être soulevée au cours d'une année électorale. [...]. Il va sans dire que des consultations devront être organisées, non seulement avec des sénateurs et des représentants soigneusement sélectionnés, mais également avec les principales organisations protestantes du pays. [...] Je pense que ces consultations devront être réalisées par le Président, le vice-président ou le secrétaire [d'Etat]. [...] Il convient de souligner que bien que le désir du Vatican d'avoir des relations officielles avec notre gouvernement ne fasse aucun doute, ils sont très attachés à ce que cela soit fait d'une manière digne. En d'autres termes, il y a des raisons de croire qu'ils préféreraient ne pas avoir de relations officielles si celles-ci devaient être obtenues au prix d'un débat violemment conflictuel aux Etats-Unis.

Pourtant, le diplomate n'est pas optimiste, et il estime que les considérations de politique intérieure doivent l'emporter sur celles de politique étrangère :

Il me semble qu'il y a très peu d'espoir de persuader les principales organisations protestantes d'adopter ne serait-ce qu'une attitude neutre sur la question. Par conséquent, bien que je sois fermement convaincu qu'il est dans l'intérêt de notre pays d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican (et je serais très enthousiaste qu'une initiative visant à persuader les dirigeants politiques et religieux voie le jour), je pense que si les consultations recueillent une réaction très négative, nous devrions être prêts à prendre nos distances rapidement sur cette question<sup>213</sup>.

En 1957 à nouveau, la question est posée à l'instigation d'un certain Frederic Dolbeare, qui avait obtenu un rendez-vous avec le secrétaire d'Etat pour aborder la question des relations<sup>214</sup>.

La nature insatisfaisante des relations est soulignée par John Jones, directeur du bureau d'Europe de l'ouest au département d'Etat :

En l'absence de relations diplomatiques officielles nous ne sommes pas en mesure de travailler avec les responsables de la secrétairerie d'Etat pontificale de manière continue et productive. Il y a tout de même à l'ambassade un responsable de la section politique bien informé qui suit le Vatican et à qui il arrive, à titre uniquement personnel, de rencontrer plusieurs de ses responsables. Si un tel dispositif a pu parfois fournir des informations précieuses, il n'est pas entièrement satisfaisant, car il ne donne pas les moyens d'une conversation continue et systématique sur les questions qui nous préoccupent mutuellement.

Il souligne d'ailleurs que :

[d]e nombreux arguments militent en faveur d'une reconnaissance du Vatican et de l'échange de représentants diplomatiques. Les diplomates du département qui traitent de l'Europe occidentale et ceux qui ont été en poste à Rome s'accordent pour dire que de précieuses sources d'information nous seraient accessibles, sans parler de l'avantage psychologique que conférerait le fait de reconnaître officiellement le Vatican comme force politique dans le monde moderne, bien distinct de la position religieuse du pape.

---

<sup>213</sup> Mémo, James Bonbright à Charles Elbrick, "Establishment of Relations with the Vatican", August 9, 1954, folder : Vatican Relations with US from 1940 to 1946, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>214</sup> "Draft", April 19, 1957, folder : Old Vatican Secret Documents 1951-1957, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.



Cependant, la réserve de rigueur est reformulée, Jones concluant que «tous sont d'accord pour dire que la reconnaissance du Vatican n'est pas uniquement une question de politique étrangère, mais également de politique intérieure<sup>215</sup> ».

Après la visite du vice-président Nixon à Rome le 17 novembre 1958, des rumeurs circulent dans les médias quant à l'imminence de l'établissement de relations, mais lors d'une conférence de presse, Richard Nixon déclare : « Ce sujet n'a pas été abordé lors de mon entretien au Vatican hier. J'irai même jusqu'à dire qu'il n'y a à ma connaissance aucune action envisagée en ce sens. Nous souhaitons continuer à avoir à l'avenir les mêmes relations personnelles et amicales que nous avons eues par le passé<sup>216</sup> ». La question fait l'objet d'une réévaluation superficielle au moment de la mort de Pie XII, mais les considérations de politique nationale l'emportent à nouveau<sup>217</sup>.

A cet égard, il est intéressant de noter qu'en 1958, le sous-secrétaire d'Etat adjoint Robert Murphy avait cherché à connaître l'opinion des évêques catholiques sur la question. Il rapporte que Mgr Paul Tanner, président de la *National Catholic Welfare Conference* (précurseur de la Conférence épiscopale américaine) « exprima une certaine surprise qu'une telle suggestion intervienne à ce moment précis. Il déclara que la situation n'avait pas changé depuis la dernière fois que nous en avons parlé, il y a de cela deux ans. Il estime que la situation va rester la même pendant encore trois ou quatre ans<sup>218</sup> ».

En 1959, le département d'Etat se livre à ce qui semble avoir été le dernier examen de la question de la présidence Eisenhower. Bien qu'il rappelle avoir été favorable à l'établissement de relations diplomatiques avec l'«Etat de la cité du Vatican» par le passé, il indique que, conscient de l'opposition,

[I]e département n'a pas l'intention pour le moment de remettre cette question à l'ordre du jour, ni de susciter un débat public sur l'intérêt d'un tel projet. Il ne souhaite pas à l'heure actuelle préconiser que la question soit étudiée plus en détail. Cependant, le Département accueillerait favorablement une manifestation favorable du Congrès, ce qui lui permettrait d'étudier activement cette question s'il

---

<sup>215</sup> Mémo, John Jones to the Secretary, "Meeting with Frederic Dolbeare", May 7, 1957, folder : Vatican Relations with US from 1940 to 1956 (old files), Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>216</sup> Memorandum of Conversation, Secretary of State, Frederic Dolbeare..., "US Relations with the Vatican", June 10, 1957, folder: Italy the Vatican (General) 1960-1961, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>217</sup> Mémo, "US Relations with the Vatican", October 16, 1958, folder : Italy Pope's Death and Succession, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>218</sup> Mémo, Robert Murphy to Gov Herter, "Diplomatic Relations with the Vatican", September 16, 1958, folder: Vatican Foreign Relations with United States 1958, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, RG 59, NACP.

pensait qu'une telle décision contribuerait à la réalisation des objectifs de la politique étrangère américaine<sup>219</sup>.

Au début des années 1950, le rapprochement amorcé il y a près de vingt ans entre Washington et le Saint-Siège s'interrompt dans la confusion. Les Etats-Unis, soumis à des pressions internes, abandonnent toute velléité d'officialiser les relations, y compris en dehors du cadre diplomatique. Le peu d'entrain manifesté par Washington s'explique aussi sans doute par le rôle encore relativement limité joué par le Saint-Siège sur la scène internationale. D'autre part, Washington pense pouvoir compter quoi qu'il arrive sur l'anticommunisme viscéral du pape.

Sous le pontificat de Jean XXIII, l'Eglise catholique va se présenter comme un acteur neutre mais actif qui entend être un acteur à part entière des relations internationales. A partir de ce moment, les Etats-Unis ne vont plus pouvoir faire l'économie de relations plus directes, sauf à le faire à leurs dépens. Alors qu'on pourrait être tenté de penser, au début des années 1950, que c'en est fini des tentatives de rapprochement, plusieurs événements dans les années 1960 vont inciter Washington à renouer le contact. On peut même dire qu'à partir de ce moment, bien que d'intensité variable, il ne sera plus jamais rompu. L'intérêt d'un rapprochement, aussi ténu soit-il, apparaît de manière nette : il s'agit toujours pour les Etats-Unis, dans leur lutte contre le communisme, de s'adjoindre l'autorité spirituelle et morale du pape. Ils s'apercevront rapidement que ce soutien n'est plus désormais systématique.

Enfin, l'Administration Eisenhower semble avoir tiré quelques leçons pratiques de l'épisode Clark, notamment la nécessité de consulter le Congrès (leçon que Reagan saura mettre à profit, comme nous aurons l'occasion de le voir). Le directeur en charge de l'Europe de l'Ouest au département d'Etat note qu'« [...] étant donné les précédents législatifs, nous devrions envisager de prendre la température du Congrès en amont si nous décidons de mettre ce projet à exécution<sup>220</sup> ». Pour certains, ce serait même au Congrès de faire le premier pas dans cette affaire en signalant son intérêt pour la question<sup>221</sup>. Il apparaît de même indispensable désormais de consulter les dirigeants des grandes organisations protestantes en amont de toute décision d'établir de relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

---

<sup>219</sup> Mémo, Livingston Merchant à Henderson, not used, February 24, 1959, folder Italy the Vatican (general) 1960-1961, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, RG 59.

<sup>220</sup> Mémo, John Jones à Charles Elbrick, "Representation at the Vatican", August 23, 1954, folder : Old Vatican secret documents 1951-1957, Records relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>221</sup> Mémo, Livingston Merchant à Henderson (not used), February 24, 1959, folder: Italy the Vatican (general) 1960-1961, Records Relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

### II. iii. *L'aggiornamento catholique sous Jean XXIII et Paul VI et ses répercussions sur la scène internationale*

La forte convergence qui régnait entre le Saint-Siège et les Etats-Unis aux premières heures de la guerre froide cède progressivement la place à une certaine distanciation dès la fin des années 1950. Ce phénomène est avant tout le fait du Saint-Siège. Selon Frank Coppa, « si en 1958, au moment de la mort de Pie XII, le Vatican cherchait à trouver une certaine forme de compromis avec le système soviétique, en cherchant à s'éloigner d'une alliance de fait avec l'Occident pour une position de non alignement », pour le théologien et le politologue américain Bryan Hehir, c'est surtout sous Jean XXIII et Paul VI que s'opère « une évolution d'une alliance de fait avec l'Occident vers une position de non alignement, que ce soit avec l'Ouest ou avec l'Est, et critique à l'égard des deux<sup>222</sup> ». Selon Hehir, une lecture attentive de l'enseignement de Pie XII révèle le désir ne pas être uniquement le défenseur du camp occidental. Néanmoins, il constate que la position de l'Eglise durant son pontificat s'est traduite concrètement par un soutien religieux et moral à l'Ouest dans sa lutte contre le communisme<sup>223</sup>.

Le Saint-Siège, sous l'impulsion de ses deux successeurs, va opérer un véritable repositionnement. Jean XXIII croit lire dans les signes des temps la nécessité d'une évolution, que ce soit dans le fonctionnement interne de l'Eglise ou dans son rapport au monde. Cela le conduit à convoquer un concile, dont les documents, notamment *Gaudium et Spes*, « sur l'Eglise dans le monde de ce temps », appellent à un ministère social plus vigoureux pour défendre la dignité humaine, les droits de l'homme et la paix, ministère social de justice et de paix qui sera placé désormais au cœur du magistère pontifical<sup>224</sup>.

D'autre part, le Saint-Siège va opérer un changement radical dans ses rapports avec l'Est. Tandis que Pie XII avait pratiqué pendant la majeure partie de son pontificat l'« endiguement diplomatique », qui consistait à attendre que ces régimes, illégitimes, tombent d'eux-mêmes, avec Jean XXIII, qui succède à Pie XII en 1958, on passe de l'endiguement à un « engagement limité » ; ces régimes apparaissent désormais bien installés,

---

<sup>222</sup> Bryan Hehir, « Papal Foreign Policy », *Foreign Policy* n°78 (spring 1990), p. 27.

<sup>223</sup> Hehir, « Papal Foreign Policy », p. 29.

<sup>224</sup> Constitution pastorale *Gaudium et Spes* sur l'Eglise dans le monde de ce temps, disponible sur [http://www.vatican.va/archive/hist\\_councils/ii\\_vatican\\_council/documents/vat-ii\\_const\\_19651207\\_gaudium-et-spes\\_fr.html](http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_const_19651207_gaudium-et-spes_fr.html), consulté le 7 septembre 2009. Une des premières manifestations de ce nouvel engagement va avoir lieu à l'occasion de la crise des missiles de Cuba, en octobre 1962. Le 25 octobre 1962, le pape Jean XXIII exhorte Kennedy et Khrouchtchev à faire baisser les tensions. Cet appel avait été fait avec l'accord préalable des deux grandes puissances. Pour plus de détails, voir Ennio Di Nolfo, « L'Italie et la crise de Cuba en 1962 », in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba* (Paris : Colin, 1993), pp. 109-122.

il faut donc composer avec. Le Vatican souhaite une amélioration du sort des catholiques qui vivent sous leur emprise, et pour ce faire va travailler à l'élaboration d'un *modus vivendi*, ou plutôt selon certains, d'un *modus non moriendi*<sup>225</sup>. Les discussions vont porter sur la nomination des évêques, les ouvertures et fermetures de séminaires et ce rapprochement sera symbolisé par plusieurs gestes forts tels que l'audience accordée au gendre de Khrouchtchev, Alexeï Adjoubei<sup>226</sup>.

Ce dialogue trouve également son origine dans les changements que le Vatican semble percevoir à l'Est. L'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), qui suit de près ces évolutions, observe

[qu'u]ne autre dimension dans cette nouvelle approche [de l'Eglise catholique] à l'égard de l'URSS découle d'une théorie particulière quant aux évolutions que connaît l'Union soviétique [...]. Selon cette version, le marxisme est en train de perdre de la vigueur en URSS et doit de plus en plus céder sur certains points ayant trait aux droits de l'homme [...]. De plus, cette même théorie postule que Khrouchtchev constitue indéniablement une force libéralisatrice en URSS<sup>227</sup>.

Il semble que la mort de Staline en 1953 et l'avènement d'une nouvelle direction à Moscou ait suscité un vif espoir à Rome. Il ne s'agit pas pour le Saint-Siège d'adhérer de quelque manière que ce soit à l'idéologie marxiste, mais comme le souligne la CIA en 1963 «d'agir de manière pragmatique et réaliste. En échange d'un arrêt des polémiques contre le communisme et les Etats soviétiques, l'Eglise essaie d'arracher des concessions précises<sup>228</sup>».

Jean XXIII va également poser les bases intellectuelles de ce dialogue. Là où l'encyclique *Divini redemptoris* de 1937 proclamait que «le communisme est

---

<sup>225</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", p. 30.

<sup>226</sup> Ces conversations vont permettre plusieurs avancées concrètes pour l'Eglise. En 1965, la Yougoslavie de Tito signe un accord avec le Saint-Siège. Le protocole autorise les ecclésiastiques à exercer leur activité de pasteurs et les évêques à maintenir des liens avec Rome. En 1971, des relations diplomatiques sont instaurées. A partir de 1964, plusieurs accords seront signés avec la Hongrie, permettant notamment au pape de nommer des évêques après approbation du gouvernement. Pourtant, tout le monde au Vatican n'est pas favorable à l'existence de ce rapprochement pragmatique, qui constitue à certains égards un jeu de dupe, car Rome se voit contraint d'accepter certaines concessions et ne voit pas toujours les engagements pris par ses interlocuteurs honorés. Le biographe du pape Bernard Lecomte parle à cet égard des « coulevres » de l'*Ostpolitik*. Pour plus de détails sur l'*Ostpolitik* vaticane, ses réalisations et ses déconvenues, on se référera avec profit aux ouvrages et articles suivants, au premier titre desquels les mémoires de Mgr Casaroli, *Il martirio della pazienza. La Santa Sede e i paesi comunisti* (1963-1989) (Turin : Einaudi, 2000); à l'ouvrage de Bernard Lecomte, *Le pape qui fit chuter Lénine* (Tours : CLD Editions, 2007) et plus particulièrement au chapitre IV intitulé « Les aléas de l'Ostpolitik », pp. 57-68 ; à l'ouvrage de Jonathan Luxmoore et Jolanta Babuch, *The Vatican and the Red Flag* (Londres: Geoffrey Chapman, 1999) et plus particulièrement aux chapitres intitulés « Great Expectations and Broken Promises » pp. 129-153 et « The Small Steps of Paul VI » (pp. 154-175) ; aux articles de John Kramer ("The Vatican's Ostpolitik". *The Review of Politics* 42, n°3 (July 1980), pp. 283-308) et Jean-Yves Rouxel (« Le Vatican et les pays d'Europe centrale. De l'Ostpolitik aux concordats ». La documentation française. Le courrier des pays de l'Est 5 n°1045 (2004), pp. 4-15.).

<sup>227</sup> Staff Memorandum n°27-63, "Change in the Church", Central Intelligence Agency, May 13, 1963, folder: Vatican General 5/16/63-5/31/63, box 191, National Security Files-Countries, John F. Kennedy Library (ci-après JFKL).

<sup>228</sup> Staff Memorandum n°27-63, "Change in the Church", Central Intelligence Agency, May 13, 1963, folder: Vatican General 5/16/63-5/31/63, box 191, National Security Files-Countries, JFKL.

intrinsèquement pervers et [que] l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne<sup>229</sup> », l'encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris*, parue en 1963, juge que l'Eglise se doit de faire la différence entre les postulats philosophiques erronés du communisme sur la nature et la destinée humaine et certains aspects positifs de son application. Elle pose notamment la question suivante : « [D]ans la mesure où ces mouvements sont d'accord avec les sains principes de la raison et répondent aux justes aspirations de la personne humaine, qui refuserait d'y reconnaître des éléments positifs et dignes d'approbation<sup>230</sup> ? »

Paul VI, qui succède à Jean XXIII en juin 1963, va étendre et institutionnaliser le dialogue avec l'Est, que certains qualifieront d'*Ostpolitik*. Cette politique va être coordonnée par Agostino Casaroli, secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise à partir de 1967. Autre évolution qui va avoir une incidence sur les relations du Saint-Siège avec les grandes puissances, Paul VI va accorder une attention toujours croissante aux besoins des pays en développement, en pleine décolonisation, et où vivent une proportion croissante des fidèles catholiques. Dans son encyclique de 1967, *Populorum progressio*, il proclame que le développement est le nouveau nom de la paix et dans plusieurs de ses messages aux Nations unies, il évoque la question Nord-Sud et exhorte les pays industrialisés à faire preuve de générosité.

A la fin des années 1970 donc, on peut résumer la politique du Saint-Siège à l'égard des deux grandes puissances en empruntant les mots de Bryan Hehir :

Paul VI adopta des positions critiques de la politique des deux superpuissances : sans annoncer de changement radical par rapport aux orientations suivies précédemment, il plaça progressivement l'Eglise catholique dans une position où elle avait des contacts avec les deux grandes puissances, des relations officielles avec aucune d'entre elles, et à son actif des commentaires critiques à l'égard des deux. [...] si le Tiers-Monde disposait d'un allié fiable au Vatican, [...] aucune superpuissance ne pouvait compter sur un soutien continu. Ils étaient félicités pour des politiques précises en matière de contrôle des armements et d'aide humanitaire. Le Vatican utilisa sa position en tant qu'acteur diplomatique pour appeler à des changements majeurs dans l'ordre économique, militaire et politique. La méthode était celle du dialogue plutôt que de la confrontation : l'Eglise cherchait à aider les grandes puissances à définir leurs intérêts de manière à y inclure les besoins d'autrui<sup>231</sup>.

---

<sup>229</sup> Pie XI, *Divini redemptoris*, 19 mars 1937,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/pius\\_xi/encyclicals/documents/hf\\_p-xi\\_enc\\_19031937\\_divini-redemptoris\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/pius_xi/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_19031937_divini-redemptoris_fr.html) (consulté le 28 janvier 2010).

<sup>230</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", p. 31. Jean XXIII, *Pacem in terris*, 11 avril 1963,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_xxiii/encyclicals/documents/hf\\_j-xxiii\\_enc\\_11041963\\_pacem\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem_fr.html) (consulté le 28 janvier 2010).

<sup>231</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", pp. 34-35.

## II. iv. Les Etats-Unis face à l'aggiornamento

Les Administrations américaines des années 1960 assistent aux évolutions majeures que connaît le Saint-Siège sans véritablement pouvoir les influencer, en l'absence de relations stables. Les archives de l'Administration Kennedy témoignent de la grande attention portée aux changements dans les rapports entre le Vatican et le bloc de l'Est et reflètent parfois une certaine incompréhension quant aux nouvelles orientations prises à Rome. Elles reflètent également la conscience qu'avait le Vatican de ce que cette nouvelle orientation pouvait avoir de troublant pour les Etats-Unis. Ainsi, avant son audience avec Paul VI le 3 juillet 1963, les assistants de Kennedy lui expliquent qu'«il ne fait aucun doute que la question de l'attitude de l'Eglise quant au *modus vivendi* avec l'Union soviétique sera abordée, car ils [les responsables du Vatican] tiennent beaucoup à ce que nous ne soyons pas indûment perturbés par les contacts qui ont déjà été établis<sup>232</sup> ». De même, au sujet de la sortie imminente de l'encyclique *Pacem in terris*, le cardinal Augustin Bea, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, aurait déclaré en privé selon l'ambassadeur américain à Rome Frederick Reinhardt, que :

[s]i les Etats-Unis ont été préoccupés par certains événements survenus récemment au Vatican (il voulait sans doute parler par là de l'accueil d'Adjoubei par le pape), ils seraient encore plus « préoccupés » par une autre chose que le Vatican allait faire dans un avenir proche. Ceci sous-entend que *Pax in Terris* [sic] contiendra des conclusions selon lesquelles un certain degré de coexistence pacifique est possible entre l'Eglise catholique et le monde communiste, ce qui est la réaffirmation, sous la forme plus officielle d'une encyclique, d'idées déjà exprimées par le pape sur une neutralité « parfaite », c'est-à-dire essentiellement la coexistence avec le communisme<sup>233</sup>.

D'ailleurs, la visite de Mgr Bea aux Etats-Unis au printemps 1963 sera interprétée par le magazine *Time* comme ayant été mandatée par le pape pour expliquer «le raisonnement sous-tendant la nouvelle et surprenante disposition du pape Jean à négocier avec les communistes, et peut-être même pour expliquer les autres actions diplomatiques envisagées par la suite<sup>234</sup> ».

Si les Etats-Unis suivent de près toute manifestation de cette nouvelle orientation, ils accordent une importance toute particulière à l'audience accordée par Jean XXIII au gendre et à la fille de Khrouchtchev, porteurs d'un message de ce dernier et apparemment d'une proposition du premier secrétaire de se rendre à Rome. Le Saint-Siège se sent d'ailleurs obligé de se justifier auprès des Etats-Unis, en expliquant que l'audience a été sollicitée de telle sorte qu'il lui était difficile de la refuser :

---

<sup>232</sup> Mémo, Ralph Dungan à John F. Kennedy, June 22, 1963, folder: Vatican General June 16-28, 1963, National Security Files, Countries, box 191A, John F. Kennedy Library (ci-après JFKL).

<sup>233</sup> Mémo, Frederick Reinhardt à Dean Rusk, April 5, 1963, folder: Vatican General, January 1<sup>st</sup>, April 30, 1963, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>234</sup> "Ecumenical voices", *Time* (April 5, 1963), <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,830066,00.htm> (consulté le 1er juin 2009).

[le] pape, qui estime que l'on doit penser avant toute chose à sauver les âmes et alléger les souffrances des fidèles, a dû prendre en compte l'effet négatif pour les intérêts fondamentaux de l'Eglise, notamment en Europe de l'Est, qu'un tel refus était susceptible de produire. De plus, Khrouchtchev avait eu des gestes positifs en libérant Mgr [Joseph] Slipji [archevêque de Lviv détenu pendant dix-huit ans par les Soviétiques] et on pouvait s'attendre à d'autres gestes de ce genre [...]<sup>235</sup>.

Quant aux conséquences de la visite, le responsable américain note que :

[i]l est encore trop tôt pour dire quelles en seront les conséquences définitives. Les motivations du pape et de ceux au Vatican qui étaient favorables à une telle audience sont vraisemblablement d'ordre religieux et s'inscrivent dans le long terme. Ces personnes parlent de « charité chrétienne », de la possible influence du pape sur les dirigeants communistes et de la nécessité d'avoir des alternatives positives au communisme. Ils soulignent l'impact considérable que le concile œcuménique, les grandes innovations religieuses et les initiatives du pape actuel ont eu sur le monde. C'est ce genre de chose, estiment-ils, qui transcendera et permettra de dépasser les tensions mondiales<sup>236</sup>.

L'Administration Kennedy semble consciente du fait que ce sont des motivations pastorales, notamment la survie de l'Eglise, qui président à la nouvelle orientation adoptée à l'égard du bloc de l'Est, dans l'espoir « d'améliorer ainsi le sort des près de 80 millions de fidèles qui vivent de l'autre côté du rideau de fer ». Elle reconnaît également qu'elle s'inscrit dans le souci permanent de Jean XXIII de promouvoir la paix : « Le but suprême du Vatican, dans ce contexte, qui éclipse et transcende toute considération à court terme, est de préserver la paix à l'ère du nucléaire ». Ceci ne l'empêche pas de chercher à évaluer et à anticiper l'impact de cette nouvelle orientation sur les relations Est-Ouest<sup>237</sup>.

Au-delà de l'incompréhension initiale qui a pu être provoquée par certaines décisions du Saint-Siège, les Etats-Unis, vers la fin du pontificat de Jean XXIII, semblent rassurés quant à l'impact éventuel de ce nouveau dialogue avec l'Est. Tout en soulignant la nouvelle attitude plus neutre du Saint-Siège, le département d'Etat note en février 1962, à l'occasion de la visite de l'*Attorney General* Robert Kennedy au Vatican, que l'hostilité du Saint-Siège à l'égard du communisme reste vive :

Le Vatican refuse de soutenir la croisade anticommuniste, bien qu'il continue à s'opposer vigoureusement à la doctrine antichrétienne de l'URSS et au mouvement communiste international. Le Vatican a souvent réaffirmé son indépendance vis-à-vis des deux blocs et a clairement témoigné de son désir de neutralité dans des polémiques concernant des « questions purement terrestres ». En même temps, il ne fait pas de doute qu'il reconnaît le parallélisme général qui existe entre ses intérêts et ceux des Etats-Unis<sup>238</sup>.

---

<sup>235</sup> "Airgram", William Fraleigh à State Department, April 30, 1963, folder: Vatican General, January 1<sup>st</sup>, April 30, 1963, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>236</sup> Télex, Frederick Reinhardt à Secretary of State, March 8, 1963, folder: Vatican General, January 1<sup>st</sup>-Avril 30, 1963, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>237</sup> Mémo, Thomas Hughes à Secretary of State, April 27, 1963, folder: Vatican General, May 1<sup>st</sup>-15<sup>th</sup>, 1963, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>238</sup> Backgrounder, AG Visit, Vatican City, "Vatican Attitude on Outstanding Issues", February 21, 1962, folder : Political Affairs US Vatican 1961-1963, Records Italy to Italy 1946-72, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, Bureau of European Affairs, GRSD, RG 59, NACP.

D'autre part, une note dont le but était de jauger « les effets possibles du rôle de l'Eglise sur les relations Est-Ouest » révèle que le département d'Etat ne redoute pas l'instrumentalisation de ce rapprochement par le bloc soviétique :

Quant à l'argument selon lequel l'URSS pourrait exploiter un possible rapprochement avec le Vatican afin de promouvoir la propagande de son « mouvement pour la paix », il convient de rappeler que les propagandistes soviétiques ont fréquemment essayé d'exploiter les déclarations catholiques bien avant qu'il ne soit question d'un « dégel » entre l'URSS et le Vatican. Il est peu probable que l'Eglise catholique adapte son discours sur la paix en fonction de la température de ses relations diplomatiques avec l'URSS, ni que l'URSS cesse d'exploiter pour ses propres fins les déclarations ou initiatives catholiques visant à promouvoir la paix, indépendamment de l'état de ses relations avec le Vatican.

Il semble même qu'il en ait attendu des résultats positifs pour les Etats-Unis :

S'il est peu probable que l'URSS tire des bénéfices d'un rapprochement avec le Vatican dans le contexte de la guerre froide, l'Ouest pourrait-il en tirer quelque avantage ? Le rétablissement de la « liberté de culte » [*sic*] derrière le rideau de fer, ce qui serait la contrepartie minimum requise par le Vatican dans le cadre de tout accord visant à établir des relations diplomatiques avec le bloc soviétique, pourrait s'avérer avantageux pour l'Ouest sur le long terme. De même, le changement d'image de l'Eglise catholique derrière le rideau de fer, d'« instrument belliqueux du capitalisme » à « défenseur de la paix », pourrait avoir des répercussions psychologiques favorables pour l'Ouest<sup>239</sup>.

D'autre part, l'autorité morale dont est auréolée la papauté n'échappe pas aux Américains ; c'est la raison pour laquelle l'Administration Kennedy va y faire appel dans quelques cas isolés, par exemple dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, ce programme de coopération entre Amérique du Nord et du Sud lancé par le gouvernement américain en 1961 afin de contrer l'influence communiste dans la région. Le Vatican, favorable aux objectifs poursuivis par l'Alliance, est disposé à prêter main forte au projet et donne l'ordre à ses nonces présents dans les pays où il est appliqué d'aborder avec les ambassadeurs américains la meilleure méthode de le promouvoir.

## *II. v. La guerre du Vietnam ou les limites du partenariat*

Les profonds bouleversements qu'a connus l'Eglise catholique, notamment l'accent nouveau mis sur la promotion de la paix et la défense des intérêts des pays en développement, ainsi que le souhait renouvelé d'exercer une neutralité active, vont avoir des conséquences concrètes pour les relations entre le Vatican et les Etats-Unis dans le contexte de la guerre du Vietnam. C'est le président Lyndon Johnson qui va essentiellement en faire l'expérience. Si Paul VI, qui succède à Jean XXIII en juin 1963, n'a aucune sympathie pour le communisme et ses avatars asiatiques, il éprouve une vive émotion face à la violence croissante de l'intervention américaine au Vietnam et ce qu'il perçoit comme la réticence de Washington à

---

<sup>239</sup> Mémo, Thomas Hughes à Secretary of State, April 27, 1963, folder: Vatican General, May 1<sup>st</sup>-15<sup>th</sup>, 1963, National Security Files, Country, box 191, JFKL.



négociateur, réserves qu'il va de moins en moins souhaiter taire. Pour l'historien Roy Domenico, «le conflit éloigna la papauté de Washington». Il estime que les relations entre le Saint-Siège et les Etats-Unis ont été caractérisées par un vaste malentendu, entre un président fermement déterminé à poursuivre la voie militaire et un pape dévoué à la paix, bien que toujours méfiant à l'égard du communisme. Domenico estime que «chaque homme prenait le soutien de l'autre pour acquis, mais force leur était de constater qu'il s'agissait plutôt de l'exception que de la règle<sup>240</sup> ».

Paul VI va s'investir avec force pour essayer d'obtenir la cessation des hostilités, déplorant publiquement les violences (dont les bombardements américains, décrétés par Johnson en février 1965), appelant fréquemment ce dernier et les autres belligérants à un cessez-le-feu, préalable indispensable à toute négociation. La situation est délicate pour les Etats-Unis ; il ne fait pas bon, en effet, dans une guerre de plus en plus controversée, voir cette dernière qualifiée d'immorale par une des forces spirituelles les plus influentes au monde.

Dès octobre 1965, le pape lance un vibrant appel à la paix à la tribune des Nations unies à New York. Le 29 novembre 1965, devant les évêques vietnamiens, il évoque le conflit et le 19 décembre 1965, il loue ceux qui tentent d'y mettre un terme et appelle de ses vœux une trêve.

Les Etats-Unis s'inquiètent de ces prises de paroles de plus en plus fréquentes. L'ambassade américain à Rome note dans un télex au sujet de l'appel du 19 décembre que « [le] Vatican a informé l'ambassade que le message du pape cité dans Embtel [*sic*] 1598 n'était pas je répète n'était pas le message de Noël mentionné par [le substitut à la secrétairerie d'Etat Mgr Angelo] Dell'Acqua, qui sera sans doute remis la veille de Noël. Pape de plus en plus préoccupé [*sic*] et pensait qu'hier moment opportun [*sic*] pour appel à une trêve de Noël<sup>241</sup> ». Thomas Patrick Melady était à l'époque membre d'un groupe de laïcs catholiques qui avait contribué à organiser la visite de Paul VI aux Etats-Unis. Il se rappelle que les membres de la mission américaine aux Nations unies étaient très anxieux de savoir ce que le pape allait dire lors de son discours, car une rumeur persistante circulait selon laquelle il allait attaquer la politique américaine concernant le Vietnam<sup>242</sup> !

---

<sup>240</sup> Roy Palmer Domenico, "America, the Holy See and the War in Vietnam" in Kent et Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age*, pp. 203-204.

<sup>241</sup> Télex, Embassy Rome à Secretariat of State, December 20, 1965, folder: Vatican (Papal) initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP (souligné dans l'original).

<sup>242</sup> Thomas Patrick Melady, *The Ambassador's Story: The United States and the Vatican in World Affairs* (Huntington, Ind.: Our Sunday Visitor Publishing Division, 1994), p. 36.

Le 25 décembre, Paul VI écrit aux dirigeants des deux Vietnam pour les exhorter à ce que la trêve de Noël débouche sur une trêve durable. En janvier 1966, il écrit aux dirigeants du Sud et Nord-Vietnam, au président soviétique et à Mao, tandis qu'un message (le cinquième) est transmis au président américain par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain aux Nations unies, Arthur Goldberg. En novembre 1966, Paul VI cherche à obtenir l'arrêt des bombardements américains comme préalable à un dialogue. Le 8 décembre 1966 à nouveau, il fait savoir qu'il espère que la trêve du Nouvel An sera prolongée.

Il a également recours au quotidien semi-officiel du Vatican, l'*Osservatore Romano*, pour rappeler les Etats-Unis à un impératif de moralité. Dans un éditorial du 16 décembre 1966, il est posé la question suivante : « Mais les bombardements, de plus en plus intenses et de plus en plus proches d'Hanoï, contribuent-ils à la création d'un climat favorable à une suspension plus durable des hostilités ? ». Quant à un autre éditorial, paru dans l'*Osservatore della Domenica*, l'édition dominicale du quotidien, il est interprété par l'ambassade américaine comme « une mise en garde adressée aux Etats-Unis qu'une erreur d'estimation sur la réaction chinoise aux bombardements américains de zones proches de sa frontière pourrait déclencher une guerre » ; il est également interprété comme constituant « un rejet implicite du raisonnement sous-tendant la politique américaine au Vietnam<sup>243</sup> ». Le 8 février 1967, Paul VI lance un appel à la paix à Johnson et aux dirigeants des deux Vietnam. Au président américain, il dit espérer que la trêve décidée dans le cadre du Têt, le Nouvel An lunaire, débouchera sur des négociations<sup>244</sup>.

Le 24 mai 1967, il lance un appel à l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam en échange de l'arrêt des actions terroristes et de l'infiltration d'armes et de matériel de guerre vers le Sud. Ceci constitue la première mention spécifique des bombardements, et donc la première mise en cause d'une action précise des Etats-Unis ; jusqu'alors, le pape s'était contenté d'appels généraux à la fin de l'intervention militaire<sup>245</sup>. En décembre 1967, il renouvelle son appel à une paix sans victoire et demande un arrêt des bombardements, appel qui reçoit le soutien du secrétaire général des Nations unies, U Thant. En janvier 1968, le *New York Times* se fait l'écho d'un éditorial de l'*Osservatore della Domenica* dans lequel il est affirmé que l'escalade militaire au Vietnam est une « voie sans issue » affaiblissant la

---

<sup>243</sup> "Airgram", Embassy Rome à Department of State, "The Vatican and Vietnam", September 5, 1967, folder: Pol 15 Vatican 1/1/1967, Central Foreign Policy Files, 1967-1969, Political and Defense, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>244</sup> "Pope's Note to Johnson and Reply", *Washington Post*, February 9, 1967, folder: Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

<sup>245</sup> "Pope Makes a Specific Call for Reduction of War", *New York Times*, May 25, 1967, folder Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961-ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

« position morale et politique des Etats-Unis, même auprès de ses amis ». Dans ce que le *Times* qualifie de « critique la plus lourde de sous-entendus à avoir été formulée par une publication du Vatican », le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, Federico Alessandrini, fait part de sa crainte que les Etats-Unis ne cherchent à sortir de ce qu'il appelle « l'impasse où ils se trouvent » en élargissant la guerre au Laos et au Cambodge, ce qui aurait « des conséquences imprévisibles et de mauvais augure pour tous ». Quand à l'attitude des alliés face à la politique poursuivie par les Etats-Unis au Vietnam, Alessandrini estime qu'« il est manifeste que la gêne, pour ne pas dire plus, des peuples et des nations amis des Etats-Unis, augmente [...] ». Ceci signifie pour le journaliste qu'en ce début d'année 1968, « les Etats-Unis se retrouvent dans une position morale et politique très différente de celle qui était la leur il y a deux ou trois ans [...]. Les bombardements aériens, s'ils mettent à rude épreuve le Nord-Vietnam, portent préjudice de manière significative à ceux qui ont pris l'initiative de les lancer<sup>246</sup> ».

L'Administration Johnson suit avec une certaine préoccupation les différentes prises de position émanant du Saint-Siège, redoutant les déclarations qui donnent l'impression que les Etats-Unis sont un agresseur au même titre que les communistes vietnamiens. Les archives de la présidence Johnson sont dominées de très loin par les échanges sur la question et révèlent l'inquiétude, voire l'irritation, du gouvernement. A une lettre du pape datée de début 1965, le gouvernement américain répond qu'il « comprend la préoccupation exprimée par Sa Sainteté dans son message au Président. Le Président est certain que Sa Sainteté a conscience que les difficultés en Asie du Sud-Est ont pour origine l'agression permanente et féroce des communistes menée depuis le Nord-Vietnam<sup>247</sup> ».

Le 4 octobre 1965, Johnson a rendez-vous avec Paul VI à l'occasion du voyage éclair de ce dernier à New York. Dans la note le préparant à sa rencontre avec le pape, il est recommandé au Président « de bien insister auprès du pape sur notre passion pour la paix au Vietnam et partout ailleurs. Il y a eu quelques indications que tous n'en sont pas convaincus au Vatican<sup>248</sup> ». Quant au secrétaire d'Etat Dean Rusk, il insiste auprès du Président sur le fait qu'« il est important que le pape Paul VI ait pleinement conscience de votre engagement pour la paix au Vietnam, et je recommande à cet effet que vous exposiez les initiatives que nous

---

<sup>246</sup> Robert C. Doty, "Vatican Weekly Decries US Line", *New York Times*, January 4, 1968, p. A1.

<sup>247</sup> Téléx, Department of State à Embassy Rome, February 11, 1965, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, Lyndon Johnson Library (ci-après LJJL).

<sup>248</sup> Mémo, McGeorge Bundy à Lyndon Johnson, "Talking Points for the President", October 3, 1965, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJL.

avons déjà mises en œuvre pour parvenir à un règlement dans cette zone, en soulignant notre empressement à négocier à tout moment<sup>249</sup> ».

A l'approche de Noël 1966, les autorités américaines sont à nouveau inquiètes ; Dean Rusk rapporte à l'ambassadeur américain en Italie que «les plus hauts échelons du govt [*sic*] américain craignent que l'appel de Noël à un cessez-le-feu ne comporte un appel à une pause dans les bombardements semblable à celle de l'année dernière, sans appeler à une action réciproque de la part de Hanoï». Il lui est donc demandé de faire comprendre la position américaine de toute urgence, ainsi que de réaffirmer que « [l]es appels unilatéraux lancés aux Etats-Unis pour leur demander de réduire leurs initiatives au Vietnam ont pour unique effet de rendre Hanoï plus intransigeant, et que notre expérience en matière de suspension unilatérale des bombardements fait qu'il nous est quasiment impossible de nous engager dans une nouvelle suspension en l'absence de garanties d'une action réciproque de la part d'Hanoï ». Il précise que le gouvernement américain envisage même une lettre du Président au pape<sup>250</sup>. Il semble que les efforts de l'ambassadeur Frederick Reinhardt aient été infructueux, car l'annonce du pape, transmise quelques jours à l'avance, n'est pas du goût de l'Administration Johnson. Le conseiller spécial à la sécurité, Walt Rostow, rapporte à Lyndon Johnson à son sujet :

Elle est arrivée peu après que Nick, Bob McNamara et moi-même eûmes décidé que Jim Rowe [conseiller politique de Lyndon Johnson] devrait peut-être aller s'entretenir avec le délégué apostolique, mais il s'avère que l'annonce aura lieu demain. Jim va avoir une conversation de dernière minute avec le délégué apostolique, mais nous n'avons pas bon espoir. Nous cherchons maintenant à voir comment nous allons gérer cela<sup>251</sup>.

Dans le même esprit, le Président va répondre à l'appel que lui avait lancé Paul VI le 8 février 1967, en affirmant être en parfait accord avec le pontife quant à son souhait de voir la paix rétablie. « Cependant », précise-t-il, « je sais que vous ne vous attendriez pas à ce que nous réduisions l'intensité de notre action militaire à moins que l'autre camp soit disposé à en faire de même<sup>252</sup> ».

Le pape ne va pas se contenter de déclarations et de lettres ; plusieurs initiatives concrètes voient le jour, comme la visite du délégué apostolique du Canada et proche de Paul

---

<sup>249</sup> Mémo, Dean Rusk à Lyndon Johnson, "Your Meeting with Pope Paul VI", September 25, 1969, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ.

<sup>250</sup> Téléx, Dean Rusk à Frederick Reinhardt, "Papal Call for Christmas Truce", November 17, 1966, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ.

<sup>251</sup> Téléx, Walt Rostow à Lyndon Johnson, December 7, 1966, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ.

<sup>252</sup> "Pope's Note to Johnson and Reply", *Washington Post*, February 9, 1967, folder: Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

VI, Mgr Sergio Pignedoli, au Vietnam en 1966, ou les initiatives du nonce en poste à Paris. Le pape se dit d'ailleurs prêt à se rendre au Vietnam lui-même si cela devait s'avérer nécessaire. En outre, le 29 janvier 1966, Paul VI lance un appel à plusieurs pays neutres ; il les invite à proposer une médiation sous l'égide des Nations unies. Il demande au ministre des Affaires étrangères autrichien de prendre contact avec ses homologues suisse, irlandais et finlandais. D'autre part, le pro-nonce apostolique en Iran, Mgr Salvatore Asta, demande à ses hôtes de lancer un appel à la paix et de conférer avec le Pakistan, la Roumanie et la Yougoslavie pour trouver une solution au conflit (notamment pour que les trois pays demandent à la Chine de collaborer aux tentatives visant à obtenir la cessation des hostilités)<sup>253</sup>.

La réaction américaine à cette initiative est tout sauf enthousiaste<sup>254</sup>. Si la consigne est de faire bonne figure en public et de se féliciter de toute initiative de paix émanant du Saint-Siège, les réactions en privé sont tout autres. Le département d'Etat note ainsi : « Nous reconnaissons qu'eu égard à la bienveillance exprimée en public envers les initiatives du pape, ainsi qu'envers toute initiative en faveur de la paix au Vietnam, nous ne devons pas je répète ne devons pas nous opposer au principe d'une déclaration publique de l'Iran soutenant la proposition du pape ». Néanmoins, il précise que « [n]ous ne voulons pas je répète [*sic*] ne voulons pas que le pape ou des gouvernements amis prennent trop d'avance par rapport à [...] nos initiatives de paix<sup>255</sup> ». Alerté par les autorités iraniennes de l'existence de l'initiative pontificale, le diplomate américain en poste à Téhéran rapporte la teneur de son entrevue avec le ministre des Affaires étrangères :

Après avoir souligné notre désir de ne pas je répète de ne pas se retrouver en position d'être opposé à l'initiative du pape, j'ai également insisté sur le fait qu'il était important que rien ne soit fait qui vienne compliquer nos initiatives de paix à travers la reprise de la conférence de Genève. Nous n'avons pas d'objection, je répète, nous n'avons pas d'objection à ce que l'Iran fasse une déclaration générale à un moment opportun pour exprimer son espoir de paix pour le Vietnam, ai-je dit, mais des déclarations officielles impromptues risquent [...] de faire beaucoup plus de tort que de bien. J'ai indiqué au

---

<sup>253</sup> Télex, Embassy Tehran à Secretary of State, "Shah and Vietnam", May 22, 1966, folder Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

<sup>254</sup> Les Etats-Unis vont malgré tout solliciter l'aide du Vatican de manière plus anecdotique dans le cadre du règlement vietnamien, si l'on en croit le conseiller de Johnson, Joseph Califano. Ce dernier a rapporté qu'au moment où Johnson annonça qu'il ne briguerait pas un second mandat, Hanoï semblait prêt à accepter des négociations, puis se rétracta. En avril 1968, le Président demande à Califano de contacter le délégué apostolique, Luigi Raimondi, afin de lui demander si le pape serait prêt à accueillir les négociations au Vatican. Le lendemain, Raimondi appela Califano pour lui signifier l'accord du pape, lui demander quand il devait lancer l'invitation et savoir si elle devait être faite publiquement. Le gouvernement invita le Saint-Siège à faire cette proposition le plus tôt possible. Elle fut évidemment acceptée par les Etats-Unis, ce qui mit Hanoï devant le fait accompli ; en cas de refus, le gouvernement nord-vietnamien aurait été accusé de faire obstacle à la paix. Hanoï céda et annonça le 3 mai accepter la tenue de négociations, mais à Paris (voir Joseph A. Califano Jr., "The President and the Pope: LBJ, Paul VI and the Vietnam War", *America*, October 22, 1991, pp. 238-239).

<sup>255</sup> Télex, Secretary of State à Embassy Tehran, February 6, 1966, folder Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961-ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

[ministre des Affaires étrangères Abbas] Aram que la meilleure façon de répondre pour le moment à la requête de [Mgr] Asta était de la mettre « dans le tiroir » [en français dans l'original]. Aram n'a pris aucun engagement, je répète aucun engagement, mais a clairement indiqué ne pas vouloir compromettre la situation pour les Etats-Unis. Accessoirement, j'ai aussi rappelé à Aram la préoccupation affichée par le Shah précédemment [...] quant à la possibilité qu'un appel du pape porte préjudice aux initiatives américaines<sup>256</sup>.

Pour Roy Domenico, la gêne, quand ce n'est pas l'irritation, de l'Administration Johnson face aux initiatives pontificales, s'inscrit plus globalement dans l'histoire du rapport des Etats-Unis au catholicisme. Il estime que des hommes comme Johnson ou Dean Rusk ont grandi dans une Amérique où l'anticatholicisme faisait rage. Les initiatives du pape leur apparaissaient déplacées venant d'un micro-Etat qui à leurs yeux auraient eu autant d'importance que Saint-Marin ou Andorre, si ce n'avait été pour l'importance du vote catholique. Il affirme que la lecture des mémoires et des discours des dirigeants américains, ainsi que la correspondance qu'il a eue avec certains d'entre eux confirme ce manque d'appréciation, voire cette animosité, et que rares étaient ceux à Washington qui pensaient que le pape pouvait véritablement contribuer au processus de paix<sup>257</sup>.

Face à ces déclarations et initiatives, et dans un contexte d'absence de relations diplomatiques, l'Administration Johnson se livre à un véritable effort de pédagogie pour essayer de convaincre le Saint-Siège du bien-fondé de ses intentions et de ses méthodes au Vietnam. A Rome, l'ambassade américaine s'efforce de « fournir à la secrétairerie d'Etat du Vatican de manière continue toute les informations pertinentes concernant la situation au Vietnam<sup>258</sup> ». Les dignitaires américains s'y succèdent. Henry Cabot Lodge, ambassadeur à Saïgon, y fait escale en mai 1965 pour expliquer au pape la position américaine<sup>259</sup>. L'ambassadeur itinérant Averell Harriman rencontre Paul VI en novembre 1966 pour l'informer des conclusions de la conférence de Manille, qui avait rassemblé le Président et les alliés américains<sup>260</sup>. L'ambassadeur américain aux Nations unies, Arthur Goldberg, a pour sa part une première audience le 30 décembre 1965. Sa deuxième visite, en juillet 1966, avait pour but de « l'informer des derniers événements, lui expliquer les raisons du bombardement des infrastructures pétrolières (POL) et réaffirmer notre souhait de parvenir à une solution

---

<sup>256</sup> Téléx, Embassy Tehran à Secretary of State, February 10, 1966, folder Vatican (Papal) initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

<sup>257</sup> Domenico, "America, the Holy See and the War in Vietnam", p. 213.

<sup>258</sup> Télégramme, Frederick Reinhardt à Secretary of State, February 10, 1965, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ.

<sup>259</sup> "Lodge Briefs Pope on Position of US", *New York Times*, May 4, 1965, p. 33.

<sup>260</sup> "Harriman Briefs Pope on Manila", *New York Times*, November 3, 1966, p. 13.

pacifique<sup>261</sup> ». En mars 1967, c'est au tour du vice-président Hubert Humphrey de se rendre au Vatican, et le 23 décembre 1967, celui du Président.

Pour le *New York Times*, cette visite presque impromptue, « tentative infructueuse de convaincre le pontife de la nécessité de poursuivre les bombardements sur le Nord-Vietnam [...], a donné lieu à des manifestations d'une irritation bien maîtrisée des deux côtés<sup>262</sup> ». Roy Domenico parle à son sujet de « désastre ». Il estime qu'elle « a révélé la frustration de Paul VI face au désintéret américain et a constitué le nadir des relations entre les Etats-Unis et le Vatican au sujet du Vietnam ». Il rapporte que Johnson avait courroucé le pape, avant même que l'audience ne débute, en faisant atterrir son hélicoptère dans les jardins du Vatican sans avoir notifié au préalable les autorités catholiques, et pour avoir ensuite utilisé son couteau de poche afin d'ouvrir le cadeau qu'il avait fait au pape, un buste en plastique à son effigie ! L'entretien aurait mis en évidence leurs divergences d'opinion et leur incompréhension mutuelle. Le *New York Times* rapporte qu'à un moment, Paul VI, excédé par l'attitude de Johnson, aurait élevé la voix et frappé la table de sa main<sup>263</sup>. Si l'on ignore la tonalité véritable de l'entrevue, et si l'on a du mal à imaginer un Paul VI fou de colère taper du poing sur la table, des rumeurs vont circuler qui font état d'un affrontement entre les deux hommes<sup>264</sup>. Ceci conduit le Vatican, dans un geste inhabituel, à démentir toute tension par le biais du communiqué suivant paru dans l'*Osservatore Romano* : « Aucun malentendu n'est venu troubler la cordialité de la rencontre », de crainte que ces rumeurs ne soient exploitées contre les Etats-Unis<sup>265</sup>.

Si Johnson est gêné par l'activisme du pape, il a tout intérêt à ce que, du moins publiquement, Paul VI ne paraisse par trop distant de la position américaine, ce qui explique sans doute le fait que le Président ait évoqué cette audience lors du discours sur l'état de l'Union du 17 janvier 1968 :

Je suis rentré récemment d'un voyage au cours duquel je me suis entretenu avec Sa Sainteté le pape et je partage son espoir — tel qu'il l'a exprimé plus tôt dans la journée — que les deux camps fassent le

---

<sup>261</sup> Télex, Acting Secretary to Secretary of State, July 21, 1966, folder: Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

<sup>262</sup> Robert C. Doty, "Pontiff Urges President to Increase Efforts for Peace and Aid to Poorer Nations", *New York Times*, March 3, 1969, p. 14.

<sup>263</sup> Domenico, "America, the Holy See and the War in Vietnam", pp. 213-214.

<sup>264</sup> Le pape aurait notamment fait part de sa frustration lorsqu'il aurait compris que le Président ne venait pas pour lui annoncer une nouvelle initiative de paix. L'hebdomadaire de gauche italien *Espresso* rapporte qu'au cours de leur entrevue, Paul VI lui aurait donné des conseils sur l'organisation des négociations, ce qui aurait conduit Johnson à donner des signes d'énervement face à l'ingérence du Vatican, et à lui reprocher sa mauvaise compréhension des enjeux complexes de la région, tout en lui demandant d'arrêter de se préoccuper de la question. (voir "Vatican Disavows a Johnson dispute", *New York Times*, January 5, 1968, p.6).

<sup>265</sup> "Vatican Disavows a Johnson Dispute", *New York Times*, January 5, 1968, p.6.

maximum afin de mettre un terme à la guerre au Vietnam. Je lui ai assuré aujourd'hui que nos alliés et nous-mêmes ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour favoriser cette issue<sup>266</sup>.

Il convient tout de même de souligner que malgré ses fortes réserves au sujet de l'intervention américaine, le pape ne fera jamais preuve de la même véhémence vis-à-vis des Etats-Unis que de Moscou ou d'Hanoï. S'il condamne implicitement les bombardements, il déplore vivement le fait que ses déclarations soient interprétées comme un signe de soutien à l'autre camp. D'ailleurs, l'Administration se réjouit de lire dans l'*Osservatore della Domenica* en octobre 1967 que, contrairement aux rumeurs selon lesquelles le Vatican appelait les Etats-Unis seuls à une trêve, « une telle trêve “unilatérale” ne serait pas productive ». Elle se félicite également de ce que l'éditorial « attribue la responsabilité de l'échec à parvenir à une solution négociée à l'Union soviétique et à la Chine, même s'il ne les nomme pas<sup>267</sup> ».

Le Saint-Siège profite également des liens ténus qu'il entretient avec Washington pour appeler à la résolution d'autres problèmes majeurs à ses yeux, comme lorsqu'à la suite de la guerre des Six Jours, le pape cherche à faire accepter par les Etats-Unis le principe d'un statut international pour Jérusalem<sup>268</sup>. C'est également le cas quand il fait savoir par une note au gouvernement des Etats-Unis qu'il « compatit aux craintes concernant l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban, menacées par la situation trouble du Moyen-Orient<sup>269</sup> ».

## *II. vi. Des réévaluations périodiques des rapports avec le Saint-Siège, sans conséquence (1960-1968)*

Pour le catholique John Kennedy, la question des relations diplomatiques est encore plus délicate que pour ses prédécesseurs. Dès la campagne de 1960, il lui faut dissiper tout soupçon quant à sa supposée inféodation au pape, d'autant que certains, comme l'essayiste et pourfendeur du catholicisme Paul Blanshard, font preuve d'un véritable acharnement à son encontre. Dès l'annonce de la candidature de Kennedy en 1958, Blanshard demande que les candidats fassent connaître leur position sur deux questions : d'une part, l'existence de

---

<sup>266</sup> President Lyndon Johnson Annual Message to Congress on the State of the Union, January 17, 1968, <http://www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/speeches.hom/680117.asp> (consulté le 19 mai 2009).

<sup>267</sup> Téléx, Embassy Rome to Secretary of State, “Vatican Editorial on Foreign Policy”, October 18, 1967, folder : Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969, Agency for International Development. Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961 - ca. 1972), GRSD, RG 59, NACP.

<sup>268</sup> Mémo, John Leddy à Lucius Battle, June 23, 1967, folder: Vatican Middle East 1967-1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>269</sup> Mémo, July 19, 1968, folder: Vatican Middle East 1967-1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.



relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Vatican et, d'autre part, l'aide fédérale aux écoles confessionnelles. Le candidat démocrate exclut toute possibilité de relations diplomatiques. Il déclare au magazine *Look* en mars 1959 : « Je suis catégoriquement opposé à la nomination d'un ambassadeur au Vatican. Quels que soient les avantages que cela pourrait nous procurer à Rome — et je ne suis pas convaincu qu'il y en aurait — ils seraient contrebalancés par les divisions provoquées aux Etats-Unis<sup>270</sup> ». Il réaffirme son opposition lors d'un discours prononcé devant l'association des pasteurs du Grand Houston, le 12 septembre 1960<sup>271</sup>.

La grande réticence du président Kennedy à l'endroit des relations n'empêche pas l'existence de contacts informels avec des représentants du Saint-Siège, du fait notamment que Jean XXIII fait preuve d'une plus grande tolérance en la matière que Pie XII. Le diplomate Foy Kohler constate au printemps 1961 que « sous le pape actuel, Jean XXIII, aucune objection n'est faite à l'existence de relations informelles avec notre ambassade [à Rome] tant qu'elles sont au service d'un objectif mutuellement bénéfique et qu'elles restent discrètes<sup>272</sup> ». Les contacts se font notamment par l'intermédiaire d'Igino Cardinale, chef du protocole et proche conseiller de Jean XXIII, mais ils ont lieu dans le plus grand secret, ou, quand ils sont publics, de façon à ne pas provoquer l'ire des protestants américains.

Nombres d'anecdotes témoignent de la constance de cette préoccupation. Ainsi, quand le Président reçoit un message de félicitation de Jean XXIII à l'occasion de son élection, il n'a d'autre choix que de répondre. Pour autant, le département d'Etat recommande que la réponse du Président ne soit pas rendue publique à Washington ; en outre, il est demandé au pape de ne pas divulguer l'existence d'une telle correspondance<sup>273</sup> ! D'autre part, Kennedy fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter d'assister au couronnement de Paul VI, le 30 juin 1963, alors même qu'il était en Europe (il était prévu initialement qu'il y rencontre Jean XXIII). Lors de l'audience qu'il a finalement, le 2 juillet 1963, avec le pontife fraîchement élu, « le Président, qui portait un costume sombre, ne s'est pas agenouillé et n'a pas baisé l'anneau

---

<sup>270</sup> “Democratic Forecast: a Catholic in 1960”, *Look*, March 3, 1959, pp. 14-17. “I am flatly opposed to appointment of an ambassador to the Vatican. Whatever advantages it might have in Rome—and I’m not convinced of these—they would [be] more than offset by the divisive effect at home.”

<sup>271</sup> “Address of Senator John F. Kennedy to the Greater Houston Ministerial Association”, September 12, 1960, <http://www.jfklibrary.org/Historical+Resources/Archives/Reference+Desk/Speeches/JFK/JFK+Pre-Pres/1960/Address+of+Senator+John+F.+Kennedy+to+the+Greater+Houston+Ministerial+Association.htm> (consulté le 7 septembre 2009).

<sup>272</sup> Foy D. Kohler à Acting Secretary, “Recommendations Concerning Contacts with Vatican Officials », April 22, 1961, folder: Pol Vatican US 1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>273</sup> Mémo, Walter Stoessel à AJ. Goodpaster, February 1, 1961, folder: Vatican General 1-20-61-12/31/61, National Security Files, Countries, box 191, JFKL.

papal. Il s'est contenté d'incliner la tête avant le serrement de mains », si l'on en croit le *New York Times* du 3 juillet, autant de gestes auxquels les catholiques doivent se prêter mais qui ne sont pas obligatoires pour les chefs d'Etat, et que Kennedy se garde bien d'exécuter<sup>274</sup>.

Autre source d'embarras pour l'Administration Kennedy, la question de la représentation américaine aux cérémonies d'ouverture du concile Vatican II, le Saint-Siège manifestant avec une insistance croissante son souhait de compter sur une participation américaine. Or, il s'agit bien là d'un événement de nature exclusivement religieuse, de surcroît ayant lieu en octobre 1962, peu avant les élections de mi-mandat ! La réponse initiale de Washington est sans appel, l'ambassade américaine à Rome se voyant demander de communiquer au Saint-Siège qu'il n'est pas dans la tradition du gouvernement américain d'assister à des rassemblements organisés par des organisations religieuses<sup>275</sup>. Le Vatican, blessé par ce refus, revient à la charge en la personne d'Igino Cardinale (dont la proximité avec le pape peut permettre de penser que c'étaient les sentiments de ce dernier qu'il véhiculait), qui après avoir énuméré toute une liste d'arguments, conclut qu'« il redoute vivement que les Etats-Unis ne commettent un grave impair en n'envoyant pas de représentant<sup>276</sup> ». Nouveau refus de Washington<sup>277</sup>. Cette attitude est dictée entre autre par la crainte d'« une possible réaction nationale à la veille des élections ». Pourtant, pour le département d'Etat, « [s]'il n'y avait pas des considérations de politique intérieure à prendre en compte, le bureau des Affaires européennes serait enclin à recommander une représentation américaine lors des cérémonies d'ouverture, étant donné la grande importance qu'y attache le Vatican et le grand intérêt pour le concile manifesté par les milieux culturels européens<sup>278</sup> ». Le Vatican refuse pour autant de s'avouer vaincu et la Maison-Blanche et le département d'Etat sont informés « le 3 octobre de l'existence d'un message personnel du pape exprimant sa peine et son incompréhension quant aux raisons poussant les Etats-Unis à ne pas se faire représenter officiellement à la cérémonie d'ouverture<sup>279</sup> ». L'Administration

---

<sup>274</sup> Lettre, Ralph A. Dungan, folder: CO 130, Vatican City General, box 74, White House Central Subject Files, JFKL.

<sup>275</sup> Téléx, Dean Rusk à Embassy Rome, September 16, 1962, folder: Vatican General, February-November 1962, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>276</sup> Téléx, Frederick Reinhardt, Embassy Rome à Secretary of State, September 21, 1962, folder: Vatican General, February-November 1962, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>277</sup> Téléx, Ball à Embassy Rome, September 25, 1962, folder: Vatican General, February-November 1962, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

<sup>278</sup> Mémo, William Tyler à Secretary of State, "Reaffirmation of Decision to Send No Official Representative to Opening Ceremonies of the Ecumenical Council", October 2, 1962, folder : Political affairs US Vatican 1961-1963, Records relating to Italy 46-72, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>279</sup> Téléx, Department of State to Embassy Rome, October 2, 1962, folder: Vatican General, February-November 1962, National Security Files, Country, box 191, JFKL.

finit par céder, autorisant l'ambassadeur américain à Rome, Frederick Reinhardt, à y assister, mais elle ne le fait qu'au tout dernier moment, dans la mesure où le télégramme est envoyé le 8 octobre, alors que l'ouverture du concile est prévue pour le 11<sup>280</sup> !

Quant aux méthodes de communication employées en l'absence de relations officielles, Washington décide en 1961 de poursuivre la formule employée sous Eisenhower. Les contacts portant sur les questions présentant un intérêt direct pour les Etats-Unis s'effectueront à l'échelon du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques et du délégué apostolique, tandis que les questions d'une importance moindre seront traitées par des diplomates du bureau des Affaires d'Europe occidentale et le personnel de la délégation apostolique. Quant à Rome, le département d'Etat y envisage l'existence de « contacts discrets » assurés par l'ambassade et les consulats sous le contrôle direct du chef de mission<sup>281</sup>.

Si l'on en croit les archives, à aucun moment il n'a été question de relations diplomatiques en bonne et due forme. Tout au plus parle-t-on d'intensifier les contacts. Au moment de l'audience de Kennedy avec Paul VI, la Maison-Blanche constate que la personnalité du pape et « sa solide formation intellectuelle et diplomatique font qu'il serait intéressant d'avoir des relations plus étroites et complètement informelles avec lui », d'où la nécessité d'une « meilleure communication ». Il n'est aucunement question de relations diplomatiques, bien au contraire ; pour Ralph Dungan, conseiller du Président, « [...] l'arrangement idéal serait de renforcer la délégation apostolique à Washington afin que des contacts informels plus importants puissent être maintenus avec différents échelons du gouvernement selon les besoins<sup>282</sup> ».

La consolidation de ces contacts informels est d'autant plus envisageable que le Saint-Siège semble disposé à les accepter. L'ambassade américaine à Rome remarque qu'« au cours des derniers mois, nous avons constaté un “réchauffement” de la part des responsables du Vatican ... un plus grand empressement à parler avec nous de choses autres que des questions protocolaires<sup>283</sup> ». Le délégué apostolique Egidio Vagnozzi souligne lui-même qu'« auparavant, la secrétairerie du Vatican était opposée à l'existence de contacts informels,

---

<sup>280</sup> Téléx, Ball à Embassy Rome, October 8, 1962, folder: Vatican General, February-November 1962, National Security Files Country, box 191, JFKL.

<sup>281</sup> Foy D. Kohler au Acting Secretary, “Recommendations Concerning Contacts with Vatican Officials”, April 22, 1961, folder: Pol Vatican US 1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>282</sup> Mémo, Ralph Dungan à John F. Kennedy, June 22, 1963, folder: Vatican General June 16-28, 1963, National Security Files, Countries, box 191A, JFKL.

<sup>283</sup> Mémo, Embassy Rome à Samuel Gannon (Italian Affairs Desk), February 13, 1963, folder : Political affairs US Vatican 1961-1963, Records Relating to Italy 1946-1972, RG 59, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

mais sous l'actuel secrétaire d'Etat, le cardinal Amleto Cicognani, qui [a] pendant tant d'années été délégué apostolique à Washington, ce genre de contact [est] le bienvenu<sup>284</sup> ». Ceci s'explique essentiellement par la présence croissante du Saint-Siège sur la scène internationale et son désir de compter parmi ses interlocuteurs l'un de ses acteurs majeurs, même si les conditions de ce dialogue demeurent insatisfaisantes. D'autre part, le diplomate américain remarque qu'il est « inutile de préciser que nous ne criions pas sur les toits l'existence de ces contacts et que les notes sont conservées avec vigilance ici à l'ambassade et transmises au département par des canaux [...] très surveillés<sup>285</sup> ».

Le système de communication employé à Rome, très informel et personnel (par le biais, entre autres, de Mgr Iginio Cardinale et le substitut du secrétaire d'Etat, Mgr Dell'Acqua<sup>286</sup>) laisse à désirer. Ainsi, un diplomate américain explique à son collègue en charge du bureau italien au département d'Etat que « s'il pense [disposer] d'un système relativement efficace, aussi limité soit-il, pour maintenir des contacts informels » et que si « des canaux personnels existent également que l'on peut utiliser dès que l'un ou l'autre a quelque chose d'important à dire », les limites de ce mode de communication sont vite atteintes :

Evidemment, on ne peut pas trop exiger de cette relation sans risquer de la perdre totalement. Si nous pouvons exposer notre position « à titre d'information », comme nous l'avons fait récemment lorsque nous avons transmis au père Cardinale les commentaires de M. Thurston [ambassadeur américain en Haïti] sur la situation en Haïti, nous ne pouvons pas les exhorter à changer d'orientation. Nous ne sommes pas non plus en mesure d'attendre d'eux une réponse ou un suivi. Pour cette raison, chaque contact doit faire l'objet d'une étude précise afin de s'assurer que la question concernée est suffisamment importante pour justifier que nous l'abordions. Nous nous efforçons également d'informer les autres postes qu'ils ne sauraient trop attendre de ces contacts informels. Le résultat de tout cela, ce sont des relations informelles, non officielles et, dans une certaine mesure, personnelles. Elles sont ténues et limitées mais peuvent sans doute être maintenues ainsi tant qu'elles seront utiles aux deux camps et ne seront pas excessivement sollicitées<sup>287</sup>.

Si le gouvernement américain n'envisage pas de franchir le cap des relations diplomatiques, une certaine prise de conscience du rôle de plus en plus déterminant joué par le Saint-Siège sur la scène internationale semble s'opérer parmi les diplomates en poste à Rome. Ainsi, pour William Fraleigh, ce n'est pas pour la collecte d'information qu'il serait

---

<sup>284</sup> Memorandum of Conversation, Egidio Vagnozzi, Francis Meloy "Health of Pope John XXIII. The Vatican's Relation with East and West", March 11, 1963, folder Pol Vat, Central Foreign Policy Files, 1963, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>285</sup> Mémo, Embassy Rome à Samuel Gannon February 13, 1963, folder : Political affairs US Vatican 1961-1963, box 1, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>286</sup> Mémo, Embassy Rome à Samuel Gannon (Italian Affairs Desk), February 13, 1963, folder : Political affairs US Vatican 1961-1963, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>287</sup> Mémo, Embassy Rome à Samuel Gannon (Italian Affairs Desk), February 13, 1963, folder : Political affairs US Vatican 1961-1963, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

avantageux d'avoir des relations plus étroites avec le Saint-Siège, car cette information est colorée par la mission très particulière du Saint-Siège, qui reste avant tout de sauver les âmes. D'autre part, les Etats-Unis ont accès à de nombreuses autres sources. En revanche, explique-t-il, l'intérêt considérable suscité par le concile, chez les catholiques aussi bien que chez les protestants, est symptomatique du « début d'un combat philosophique et idéologique à l'échelle mondiale dans lequel, bon gré mal gré, l'Eglise jouera un rôle déterminant », et que dans ce contexte,

[u]n observateur intelligent, expérimenté, dûment accrédité et jouissant d'un accès illimité au Vatican, pourrait certainement aider les Etats-Unis à en savoir plus sur ces évolutions à mesure qu'elles se produisent, et peut-être aussi à y imprimer notre vision [...], conformément à l'intérêt national. Il pourrait également servir à susciter certaines évolutions. En bref, la présence d'une mission diplomatique accréditée près le Saint-Siège serait d'une plus bien plus grande utilité pour la politique étrangère américaine dans le monde pluriel qui est le nôtre aujourd'hui que cela ne l'aurait été il y a dix ans. Il s'agirait de bien plus que d'une occasion de porter des costumes pas très confortables et d'habituer son arrière-train à des attentes interminables sur des chaises un peu raides à [la basilique] Saint-Pierre. Cela signifierait bien plus que le simple respect des formes, même si cela aussi a son importance et qu'il est incongru qu'une des plus grandes nations au monde doive se livrer à des manœuvres tortueuses pour obtenir des informations, ou tout simplement pour organiser des contacts des plus ordinaires avec l'organisation religieuse la plus importante de la chrétienté. Cela constituerait une opportunité de participer au combat idéologique et moral qui va avoir lieu, que nous en soyons ou pas, et qui touche de très près l'intérêt national<sup>288</sup>.

Lyndon Johnson n'est pas soumis aux mêmes contraintes que son prédécesseur pour ce qui est des relations diplomatiques. Pourtant, lors de sa rencontre avec Paul VI à New York le 4 octobre 1965, il lui est recommandé de déclarer à la presse que « vous n'avez pas abordé la question des relations diplomatiques avec le pape<sup>289</sup> ».

Comme du temps d'Eisenhower, c'est l'intervention d'un Américain affirmant avoir reçu des signaux du Saint-Siège qui va remettre la question des relations diplomatiques à l'ordre du jour. Dans ce cas précis, il s'agit du futur ambassadeur américain près le Saint-Siège, Thomas Melady. Harry McPherson, conseiller du Président, dresse en décembre 1966 dans une lettre à ce dernier une liste des avantages qui en découleraient, dont les considérations de politique intérieure ne sont pas exclues, loin s'en faut :

1. établir des contacts réguliers avec une agence mondiale de renseignement de plus en plus impliquée dans les affaires de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe de l'Est.
2. montrer notre désir d'entretenir des relations étroites avec une confession à laquelle 40% d'Américains témoigne d'une adhésion réelle ou formelle.
3. aider à contrer les démocrates des grandes villes, et réduire l'avantage naturel dont jouissent les hommes politiques catholiques parmi eux<sup>290</sup>.

---

<sup>288</sup> Mémo, William Fraleigh à Frederick Reinhardt, "US Relations with the Holy See", January 7, 1963, folder : Political Affairs US Vatican 1961-1963, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>289</sup> Mémo, McGeorge Bundy à Lyndon Johnson "Talking Points for the President", October 3, 1965, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ (souligné dans l'original).

<sup>290</sup> Mémo, Harry McPherson à Lyndon Johnson, December 21, 1966, folder: White House Correspondence 1/1966 12/1966, White House Correspondence Files, Records of Secretary of State Dean Rusk, GRSD, RG 59, NACP.

En octobre 1966 déjà, Nathaniel Davis du Conseil national de sécurité avait dressé pour Walt Rostow un inventaire semblable. Pour le diplomate, le Vatican est de plus en plus actif sur la scène internationale (où il appelle notamment à des négociations de paix au Vietnam). L'existence de relations diplomatiques permettrait ainsi une « meilleure coordination avec les initiatives souhaitées par le Saint-Siège<sup>291</sup> ». D'autre part, poursuit-il, de telles relations amélioreraient l'image des Etats-Unis en tant que force de paix et mettraient en exergue l'attention que portent ces derniers à l'opinion des forces morales dans le monde. Il s'agirait également d'une normalisation longtemps attendue, qui permettrait de mettre un terme à cette anomalie qui fait que les Etats-Unis sont, aux côtés de l'Union soviétique et de la Chine communiste, l'une des très rares puissances à ne pas entretenir de relations avec le Saint-Siège. Sur le plan intérieur, l'opposition aux relations a faibli, estime-t-il, grâce à l'existence du mouvement œcuménique. D'autre part, une telle décision serait bien accueillie par les catholiques. Malgré cela, il faut s'attendre à une opposition virulente émanant du Sud, notamment des *Southern Baptists* et des fondamentalistes. Davis conclut néanmoins que les arguments de politique étrangère l'emportent sur ceux de politique intérieure<sup>292</sup>.

Fort de ce constat, Harry McPherson recommande à Johnson en décembre 1966 de demander à son secrétaire d'Etat, Dean Rusk, d'étudier la question. McPherson croit discerner lui aussi un contexte plus propice à l'établissement de relations diplomatiques. Il explique que les élections de 1960, si elles ont mis en évidence la persistance de forts sentiments anticatholiques dans certaines couches de la population, ont également montré sans aucune ambiguïté que leur intensité et leur prévalence avaient beaucoup diminué depuis l'époque d'Al Smith et d'Harry Truman. Quant au calendrier à suivre pour une telle décision, le conseiller du Président évoque l'année 1967, car attendre 1968 serait perçu comme un geste électoraliste. Il envisage même un scénario où la demande émanerait du Vatican, donnant

---

<sup>291</sup> Il s'agit sans doute d'une allusion à la proposition d'une médiation par les pays neutres formulée par le pape au début de l'année 1966 et mentionnée *supra*.

<sup>292</sup> Mémo, Nathaniel Davis à Walt Rostow, "Possible Diplomatic Relations with the Vatican", October 13, 1966, folder: Ex CO 310 Vatican City, box 76, White House Central File, LJJ.

Un autre argument, plus anecdotique, revient fréquemment dans les justifications à l'instauration de relations diplomatiques avec le Saint-Siège : le fait que des contacts plus réguliers avec Rome permettraient de trouver une issue rapide à l'affaire Mindszenty. Le cardinal Mindszenty, le très conservateur primat de Hongrie, avait cherché refuge dans l'ambassade américaine à Budapest lors de la répression soviétique de 1956. Il va demeurer dans l'ambassade jusqu'en 1971, symbole de la résistance contre le communisme, mais également source d'embarras pour les Etats-Unis, puis pour le Saint-Siège de Paul VI, pour lequel l'intransigeance du prélat constitue un obstacle au dialogue avec les pays de l'Est. Il quitte finalement l'ambassade le 3 octobre 1971 sous la pression du Vatican. Pour Henry Cabot Lodge, représentant personnel de Nixon auprès du Saint-Père, c'est l'absence de relations officielles, entre autres, qui explique que la question n'ait pu être réglée plus tôt.

l'impression que les Etats-Unis ne sont pas à l'origine de l'initiative<sup>293</sup> !

A la suite de cette première analyse, Walt Rostow écrit au secrétaire d'Etat Dean Rusk pour lui signifier que « le Président souhaite que vous examiniez avec lui à un moment opportun la question des relations diplomatiques avec le Vatican ». Il livre dans ce courrier l'information suivante : « Sachez que le Président penche actuellement pour l'établissement de relations diplomatiques, mais il souhaite évidemment connaître votre opinion sur la question<sup>294</sup> ».

Malgré cela, rien ne sera fait : entre fin 1966, moment où se déroule ce débat, et mars 1968, quand Johnson annonce qu'il ne briguera pas un deuxième mandat, le Président, embourbé dans une guerre impopulaire, a sans doute renoncé à une décision susceptible de l'être tout autant.

Pourtant, comme sous Kennedy, le système de communication informel a montré assez vite ses limites. L'ambassade américaine à Rome, qui assure les contacts avec le Saint-Siège à Rome, explique qu'elle s'est « jusqu'à présent abstenue de contacter les autorités du Vatican au sujet de problèmes touchant des pays en particulier, estimant que des conversations ou des pressions diplomatiques de ce genre porteraient préjudice aux communications informelles et ténues que nous entretenons, en l'absence de relations officielles, avec la secrétairerie d'Etat du Vatican sur des questions plus vastes ou sur des points précis où les intérêts américains sont directement concernés<sup>295</sup> ».

Parallèlement à cela, on constate que le système informel reposant sur des responsables de rang intermédiaire ne suffit plus. Aux premiers jours de l'Administration Nixon, le département d'Etat rappelle que le dispositif décidé en 1961 avait plutôt bien fonctionné au début, cependant, « [a]u cours des dernières années, il n'y a eu que peu, voir aucun contact, entre le sous-secrétaire ou le sous-secrétaire adjoint et le délégué apostolique. Le Président, le Secrétaire et M. Harriman ont traité directement avec le délégué apostolique

---

<sup>293</sup> Mémo, Harry McPherson à Lyndon Johnson, December 21, 1966, folder: White House Correspondence 1/1966 12/1966, White House Correspondence Files, Records of Secretary of State Dean Rusk, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>294</sup> Note, Walt Rostow à Dean Rusk, December 28, 1966, folder : White House Correspondence 1/1966 12/1966, White House Correspondence Files, Records of Secretary of State Dean Rusk, GRSD, RG 59, NACP. "The President wishes to go over with you at a convenient time the question of diplomatic relations with the Vatican. You should know the President's present bias is towards opening diplomatic relations with the Vatican, but he evidently wishes your considered judgment."

<sup>295</sup> Téléx, Embassy Rome à Secretary of State, March 26, 1968, folder: Pol Vat A, box 4133 Central Foreign Policy Files, 1967-1969, GRSD, RG 59, NACP.

concernant le Vietnam [...]»<sup>296</sup> ». L'enjeu des conversations semble exiger des contacts au plus haut niveau entre Washington et Rome.

D'autre part, plusieurs signes laissent entrevoir une évolution des attitudes face au Saint-Siège : ainsi, la Chambre des représentants adopte une résolution (*Resolution 385*) déplorant le décès de Jean XXIII<sup>297</sup> et le Sénat vote une résolution pour souhaiter la bienvenue à Paul VI à l'occasion de son voyage de 1965 aux Etats-Unis<sup>298</sup>. La popularité des deux pontifes ainsi que l'élection du premier président catholique vont contribuer dans une très grande mesure à un changement de mentalité à l'égard du Vatican et de l'Eglise catholique. Si Kennedy et son successeur n'auront pas le temps d'exploiter ces changements en gestation, leurs successeurs s'en chargeront.

### **III. Un rapprochement sous-tendu par le réalisme, puis par des valeurs communes (1968-1980)**

#### *III. i. Une réévaluation payante de la position américaine sous Nixon*

Peu de temps après son entrée en fonction, Richard Nixon exprime le souhait d'être représenté auprès du Saint-Père. Son conseiller spécial pour la sécurité, Henry Kissinger, n'y semble pourtant pas très favorable, quelle que soit la forme envisagée. Dans une note du 6 février 1969, il considère qu'il s'agit d'une décision potentiellement déstabilisatrice pour Nixon et qui est loin de constituer une priorité alors qu'il entame son premier mandat :

Je n'ai pas fait de sondage sur le Capitole, mais je pense que l'opposition à cette mesure serait encore forte au Congrès. Nous échangeons désormais informations et points de vue aussi bien à Rome, où un diplomate de l'ambassade américaine maintient le contact avec la secrétairerie du Vatican, qu'à Washington, par le biais de la délégation apostolique. Le Vatican, tout comme les Etats-Unis, jugent ces voies de communication suffisantes pour servir nos besoins mutuels. Le pape fait preuve de compréhension quant au caractère délicat sur le plan intérieur de la question de la reconnaissance diplomatique, et n'insiste pas pour que les Etats-Unis reconnaissent officiellement le Saint-Siège.

Il en arrive à la conclusion suivante :

Etant donné que les canaux actuels avec le Vatican semblent satisfaire à nos besoins, et étant donné que la question d'une représentation au Vatican provoquerait certainement un différend avec le Congrès, ce qui risque de compromettre inutilement vos relations au tout début de votre mandat, je préconise de ne pas nommer de représentant spécial pour le moment. Nommer un émissaire à un niveau n'exigeant pas l'approbation officielle du Sénat serait, j'en suis certain, perçu comme un subterfuge au Capitole. Si,

---

<sup>296</sup> Mémo, John Leddy à Ambassador Johnson, February 4, 1969, folder: Pol Vatican US 1969, Records Relating to Italy 1946-72, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>297</sup> "Airgram", Department of State à Embassy Rome, June 25, 1963, folder: Pol Vat, Central Foreign Policy Files 1963, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>298</sup> "Senate Resolution 153 Welcoming Paul VI to the United States", folder : Pol 7, Central Foreign Policy Files 1964-1966, GRSD, RG 59, NACP.



lors de votre visite au Vatican, le pape Paul VI manifeste avec force son souhait d'un ambassadeur américain près le Saint-Siège, nous pourrions réévaluer le climat national et voir où se situe cette proposition par rapport à d'autres demandes prioritaires que vous avez l'intention de soumettre au Congrès.

Sur le document conservé aux archives, ce dernier paragraphe est rayé par Nixon, qui a rajouté une remarque manuscrite : «1) Je suis résolu à agir sur ce sujet dès mon retour d'Europe. 2) Je me livrerai à un travail préalable auprès des dirigeants politiques et religieux», ce qui témoigne de sa détermination sur la question<sup>299</sup>.

Le 2 mars 1969, Nixon rencontre Paul VI à Rome ; parmi les thèmes abordés figurent le Vietnam, la situation au Moyen-Orient, la guerre au Nigeria, le Liban, l'Espagne et la coopération avec les pays en développement. Cependant, d'après le *New York Times*, malgré « les conjectures selon lesquelles M. Nixon était susceptible de remettre le projet [d'établir des relations diplomatiques] à l'ordre du jour au cours de sa visite à Rome », la question n'aurait pas été abordée<sup>300</sup>. Quoiqu'il en soit, dès son retour, lors d'une conférence de presse le 4 mars 1969, il répond ainsi à un journaliste qui l'avait interrogé à ce sujet :

Le département d'Etat et moi-même envisageons cette possibilité, car nous pensons qu'il nous faut une collaboration et un dialogue les plus étroits possibles avec le Vatican. J'ai trouvé par exemple ma conversation avec le pape Paul extrêmement utile. Nous avons couvert un grand nombre de thèmes, et j'ai reçu des informations et des conseils que je considère très importants. Je veux que cette voie de communication soit maintenue. Quant à savoir si on peut la maintenir avec les arrangements existants actuellement, je ne suis pas encore parvenu à une décision. La question est toujours à l'étude, mais ce qui importe, c'est que les Etats-Unis aient avec le Vatican des consultations fréquentes sur les questions de politique étrangère qu'ils jugent importantes et sur lesquelles ce dernier exerce une grande influence<sup>301</sup>.

Les réactions à cette déclaration ne se font pas attendre. Le *National Council of Churches* avait déjà envoyé un télégramme au Président le jour de son audience au Vatican, alors que les rumeurs allaient bon train<sup>302</sup>. Après le 4 mars, Nixon reçoit une lettre signée par de hauts responsables protestants lui demandant une entrevue<sup>303</sup>. Helmut Sonnenfeldt, du Conseil national de sécurité, évoque un déluge de lettres, télégrammes et pétitions, « particulièrement de la part des luthériens, des baptistes, des adventistes du septième jour, et

---

<sup>299</sup> Mémo, Henry Kissinger à Richard Nixon, "Naming of a Special Representative to the Vatican", February 6, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, Richard Nixon Library (ci-après RNL).

<sup>300</sup> Robert C. Doty, "Pontiff Urges President to Increase Efforts for Peace and Aid to Poorer Nations", *New York Times*, March 3, 1969, p. 14.

<sup>301</sup> "President's News Conference", March 4, 1969, folder: Pol Vatican US 1969, Records Relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>302</sup> "Church Council Urges Nixon Not to Recognize Vatican", *New York Times*, March 2, 1969, p. 19.

<sup>303</sup> Lettre, Glenn Archer à Richard Nixon, March 20, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL. Il s'agit entre autres de Glenn Archer, directeur d'*Americans United for the Separation of Church and State*, Bromley Oxnam, évêque méthodiste, Louie D. Newton, ancien président de la *Southern Baptist Convention*, J. M. Dawson, directeur exécutif du *Baptist Committee on Public Affairs*, John A. Mackay, président du *Princeton Theological Seminary*, Clyde Taylor, directeur général de la *National Association of Evangelicals*, Stanley Lowell rédacteur en chef de *Church and State*...

des organisations maçonniques, dans lesquelles ils expriment leur indignation face à l'éventualité de l'établissement par le Président d'une représentation au Vatican<sup>304</sup> ».

Nixon a également la surprise d'apprendre que les évêques catholiques ne sont pas très favorables à son initiative. Il reçoit une lettre de Daniel Patrick Moynihan, alors son conseiller aux questions urbaines, lui expliquant qu'au cours d'un dîner avec les responsables de la conférence épiscopale, il s'était vu confier la requête suivante :

Il m'a été demandé de vous faire part de leur très grande inquiétude quant au fait que — d'après ce qu'ils ont compris — vous allez envoyer un représentant au Vatican. Leur point de vue est simple et clair, c'est que désormais il y a une conférence épiscopale américaine et que le gouvernement devrait prendre contact avec elle et la laisser ensuite assurer la liaison avec Rome<sup>305</sup>.

L'existence de conférences épiscopales, regroupements collégiaux de tous les évêques du pays, venait enfin d'être consacrée par Rome. Les évêques américains n'avaient donc pas l'intention de renoncer au poids que leur conférait cette institution au profit d'un nonce, et entendaient bien être les interlocuteurs privilégiés du gouvernement.

L'opposition qui commence à se profiler au Congrès et dans l'opinion publique conduit l'Administration Nixon à renoncer à son projet. En juin, elle annonce disposer « de canaux suffisants pour dialoguer avec le Vatican sans avoir besoin de nommer un représentant américain officiel près le Saint-Siège<sup>306</sup> ». En juillet, il est décidé d'organiser des rencontres régulières de haut niveau avec des représentants du Vatican afin de maintenir le contact<sup>307</sup>.

Pourtant, la question de la représentation américaine près le Saint-Siège fait vite son retour sur le devant de la scène, notamment quand l'Administration Nixon a vent de rumeurs selon lesquelles le pape envisagerait l'établissement des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. D'après le diplomate et conseiller du Président, Robert Murphy, une telle décision est susceptible de provoquer un changement dans l'opinion publique américaine. Richard Nixon demande donc en décembre 1969 à Henry Kissinger s'il convient de revenir sur la décision du mois de juin précédent. Le conseiller spécial semble avoir entre temps pris conscience du rôle joué par le Saint-Siège sur la scène internationale, notamment sur des thématiques d'intérêt pour les Etats-Unis, car il dresse le constat suivant :

---

<sup>304</sup> Mémo, Helmut Sonnenfeldt à Henry Kissinger, "Letters on Question of Vatican Representation", March 7, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files country files-Europe, RNL.

<sup>305</sup> Mémo, Daniel P. Moynihan à Richard Nixon, March 6, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>306</sup> Q&A, "Vatican Representation", folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>307</sup> Mémo, Peter Flanigan à Richard Nixon, "Meeting with Cardinal Maximilian de Furstenberg", December 12, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

Il y a eu du mouvement dans les relations diplomatiques du Vatican. [...] Le Premier ministre canadien Pierre Trudeau a annoncé que le Canada et le Vatican allaient échanger des ambassadeurs. [...] Les relations du Vatican avec l'Europe de l'Est ne se sont améliorées que légèrement. [...] Les remarques très favorables faites récemment par le pape sur le Vietnam et sa volonté de se rendre utile au Biafra et au Moyen-Orient (le ministre des Affaires étrangères israélien a rendu visite au pape le 6 octobre) sont significatifs

Ceci l'amène à conclure : « Même si je ne suis pas en mesure de juger de la position actuelle ou future du pays sur cette question, je ne vois aucune raison sur le plan de la politique étrangère de ne pas avoir de relations diplomatiques, et plusieurs raisons d'en avoir ». Nixon semble être au diapason de son conseiller, car il a rajouté à la main sur la note : « Allez de l'avant sur ce projet<sup>308</sup> ».

Il faut attendre le 5 juin 1970 pour que le président Nixon annonce la nomination d'un émissaire pour le représenter auprès du Vatican. A cette occasion, il déclare : « J'ai demandé à Henry Cabot Lodge de se rendre au Vatican de temps en temps. J'ai le plaisir de pouvoir annoncer que M. Lodge a accepté d'effectuer ces visites que je pense être dans l'intérêt de notre pays<sup>309</sup> ». Henry Cabot Lodge, qui est presbytérien, appartient à une célèbre dynastie politique. Il a été ambassadeur à Saïgon et négociateur à Paris pour le Vietnam. Il ne se voit cependant gratifié d'aucun titre, pas même celui de représentant personnel. Il est précisé plus tard que sa mission est très clairement délimitée, et ne constitue en rien une nouveauté par rapport aux pratiques précédentes :

M. Lodge se rendra au Vatican deux à trois fois par an, selon les besoins. A chaque occasion, il y passera deux à quatre semaines, en fonction du temps qu'il lui faudra pour mener à bien ses échanges. En demandant à M. Lodge de réaliser ces visites périodiques, le Président souhaite assurer une plus grande continuité aux contacts informels qui existent entre l'Administration et le Saint-Siège depuis que le Président est entré en fonctions<sup>310</sup>.

Les réactions à l'annonce sont modérées, si l'on en croit le *New York Times*, qui titre « La nomination de Lodge ne perturbe pas les protestants » (“Protestants Undisturbed over Lodge's Appointment”), en précisant que l'annonce « n'a presque pas fait de vague dans les milieux protestants », mais que « la plupart des dirigeants religieux s'accordent à dire cependant que si M. Lodge avait été nommé ambassadeur auprès du Vatican, il y aurait eu un

---

<sup>308</sup> Mémo, Henry Kissinger à Richard Nixon, “Reassessment of US-Vatican Diplomatic Relations”, December 18, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>309</sup> Text of White House Announcement, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), Box 732, NSC files, Country Files-Europe, RNL. “I have asked Henry Cabot Lodge to visit the Vatican from time to time. I am glad to say that Mr. Lodge has agreed to make these visits which, I believe, are in our national interest.”

<sup>310</sup> “Additional Information”, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), Box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

véritable tollé ». Pour Glenn Archer d'*Americans United*, la nomination est « un stratagème politique patent » destiné à attirer le vote catholique<sup>311</sup>.

La Maison-Blanche décide que le représentant personnel sera hébergé et travaillera au *Grand Hotel* et qu'il sera aidé d'un assistant, le diplomate Robert Illing et d'une secrétaire<sup>312</sup>. Dès décembre 1972, sa mission acquiert une plus grande continuité, demeurant ouverte même en son absence<sup>313</sup>, sur ses propres conseils<sup>314</sup>.

Ces relations fraîchement restaurées sont placées sous le signe de la cordialité. Le Saint-Siège y accorde une importance non négligeable, comme en témoigne le fait qu'à chacune de ses visites à Rome, Lodge soit reçu en audience par Paul VI ainsi que par des membres éminents de la Curie (signe, là encore, de plus grande souplesse, voire de résignation de la part du Saint-Siège, quand on se souvient que Pie XII avait juré de ne jamais plus accepter cette formule). Quant à Lodge lui-même, il considère l'absence de rang diplomatique comme un avantage, car, comme il l'explique au Président, être ambassadeur en bonne et due forme le placerait tout au bas de l'ordre de préséance. Il souligne qu'il est traité comme un hôte éminent lors des cérémonies au Vatican, où il a une place au premier rang, souvent aux côtés de la famille du pape et qu'il jouit des mêmes avantages qu'offrent les relations diplomatiques. D'autre part, il ne souhaite pas être présent en permanence à Rome, car il estime que le Vatican apprécie de le voir arriver de Washington porteur d'informations qu'il a pu y glaner<sup>315</sup>.

Quelles raisons ont pu conduire Nixon à intensifier et officialiser les contacts avec le Saint-Siège ? Pour William Shannon du *New York Times*, ceci participe d'un effort plus général du président américain pour courtiser l'électorat catholique. Le quotidien énumère une série de mesures défendues par Richard Nixon, telles qu'un crédit d'impôt pour les parents dont les enfants fréquentent une école privée, la dénonciation de l'avortement (notamment à travers une lettre à l'archevêque de New York, le cardinal Terence Cooke, favorable à la suppression du droit à l'avortement), dans lesquelles s'inscrit sans doute, dans une certaine mesure, la décision de nommer un représentant auprès du Vatican<sup>316</sup>. En 1984, au

---

<sup>311</sup> "Protestants Undisturbed over Lodge's Appointment", *New York Times*, June 7, 1970, p. 32.

<sup>312</sup> Paul Hofmann, "Lodge Arrives as Nixon Envoy to Pope", *New York Times*, July 2, 1970, p.2.

<sup>313</sup> "Background Information Provided by the State Department", "NSC Position Piece Provided by Lehman, and Incorporated into the Memorandum to General Haig of June 28, 1973", folder: Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>314</sup> Memorandum for the Record, "US Vatican Relations", non daté (1972 ?), folder: Vatican US Henry Cabot Lodge June 15, 1970, Records relating to Italy 1946-1972, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>315</sup> Memo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "History of US Mission to the Vatican 1970-1972", folder: Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>316</sup> William V. Shannon, "For God and Mr. Nixon", *New York Times*, August 17, 1972, p. 35.

moment de l'établissement de relations diplomatiques, le même Shannon, cette fois-ci dans le *Boston Globe*, se souvient qu'au moment des élections de 1972, Nixon « avait ostensiblement rappelé qu'il avait rétabli la pratique d'envoyer un émissaire personnel au Vatican [...] »<sup>317</sup>.

Si des considérations électoralistes sont certainement entrées en ligne de compte dans le choix de Nixon, l'activisme du pape au sujet du Vietnam a constitué un facteur non moins négligeable. L'Administration Johnson avait certes eu des contacts relativement nombreux avec le Vatican pour tenter de faire accepter sa politique dans la région, mais l'attachement profond du Saint-Siège au respect des formes et du protocole faisait qu'il serait sans doute plus productif pour les Etats-Unis d'avoir des relations officielles. Au moment de l'annonce, le *New York Times* rapporte que « [b]eaucoup pensent que le pape et M. Lodge évoqueront avant tout la situation en Indochine et au Moyen-Orient »<sup>318</sup>. La mission aura effectivement entre autres objectifs d'essayer de faire accepter au Saint-Siège la position américaine au Vietnam. Le choix de Lodge semble à cet égard significatif. D'autre part, le fait que Nixon soit revenu sur sa décision de ne pas nommer de représentant est à rapprocher des bombardements sur le Cambodge déclenchés par son Administration en janvier 1970, et qui lui avaient valu les reproches du souverain pontife<sup>319</sup>. Kissinger recommande à Nixon lors de sa rencontre avec Lodge le 23 juin 1970, alors que ce dernier s'apprête à partir pour Rome pour la première fois, de « s'assurer que Lodge maîtrise parfaitement votre approche quant à l'issue de l'opération cambodgienne et, plus généralement, indochinoise »<sup>320</sup>. Lors de l'entrevue, le Président « fit part de son espoir que le Vatican apporterait son soutien à la politique américaine au Vietnam et indiqua également que le Vatican pourrait s'avérer utile dans la lutte contre les stupéfiants ainsi que sur la question des prisonniers de guerre »<sup>321</sup>.

Dès ses débuts, l'Administration Nixon a cherché à obtenir le soutien du Saint-Siège pour son intervention au Vietnam, et ce avant même la nomination d'Henry Cabot Lodge. Lors de son audience avec Paul VI, le 2 mars 1969, quelques semaines seulement après son investiture, Nixon cherche à rassurer le pape sur les intentions américaines. Il lui aurait confié, selon le procès-verbal de la réunion, que :

---

<sup>317</sup> William V. Shannon, "Reagan Woos the Catholic Voter", *Boston Globe*, September 5, 1984, Newsbank (consulté le 5 mai 2007).

<sup>318</sup> Paul Hofmann, "Lodge Arrives as Nixon Envoy to Pope", *New York Times*, July 2, 1970, p.2.

<sup>319</sup> Marco Mugnaini, « Le Saint-Siège et la guerre du Vietnam », in Christopher Goscha et Maurice Vaïsse (dir.), *La guerre du Vietnam et l'Europe*, (Bruxelles : Bruylant, 2003), p. 413.

<sup>320</sup> Mémo, Henry Kissinger à Richard Nixon, June 22, 1970, "Your Meeting with Henry Cabot Lodge Tuesday, June 23, at 3:00 p.m.", folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), Box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>321</sup> Memorandum for the President's File from Alexander Haig, "President's Meeting with Henry Cabot Lodge", June 23, 1970, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), Box 732, NSC files, Country Files-Europe, RNL.

[I]es Etats-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver une issue à la guerre et obtenir une paix juste. [Le Président] peut même confier au Saint-Père sous le sceau du secret qu'il donne en ce moment même de nouvelles instructions aux négociateurs américains à Paris et qu'il va parler en privé avec l'autre camp. Ils [souhaitent] absolument sauver la face, et dans une certaine mesure, nous aussi. Le Saint-Père peut bien lire certaines choses dans les journaux, il ne [faut] pas qu'il y prête attention<sup>322</sup>.

A plusieurs reprises, le gouvernement américain va solliciter des preuves publiques de soutien. Ainsi, Peter Flanigan, conseiller de Nixon, explique au délégué apostolique, Mgr Luigi Raimondi, début novembre 1969, au sujet du discours qu'allait prononcer Nixon au sujet de la « vietnamisation » du conflit, le 3 novembre (les Etats-Unis demandant au Sud-Vietnam de prendre une plus grande part à sa propre défense), que les Etats-Unis ont « besoin du soutien moral du Saint-Père ». Flanigan rapporte à l'issue de cette entrevue :

[Le délégué apostolique] a répondu qu'il comprenait parfaitement la position du Président et considérait qu'il s'agissait de la seule position acceptable. Il a convenu que les dirigeants responsables de par le monde, ainsi qu'aux Etats-Unis, se devaient de soutenir le Président. Raimondi a demandé si mercredi, qui est le jour où le Pape fait traditionnellement des commentaires, conviendrait. Je lui ai répondu que nous apprécierions que le Pape y fasse allusion mercredi, mais que nous apprécierions encore plus le soutien supplémentaire par le biais d'une allusion forte le mardi. J'ai dit à Raimondi que nous lui ferions porter un exemplaire du discours peu après 20 heures. Il a convenu de transmettre notre requête immédiatement au Saint-Père<sup>323</sup>.

La requête américaine se voit opposer une fin de non-recevoir (bien que le délégué rapporte que « le Saint-Père et le Vatican sont entièrement solidaires avec la position et les objectifs exposés par le Président lors de son discours »). Paul VI veut éviter d'attiser les divisions déjà fortes parmi les catholiques américains. Il souligne notamment le fait que de nombreux religieux américains sont favorables à un retrait immédiat. Raimondi propose une déclaration de soutien de la part du clergé sud-vietnamien, mais Flanigan lui répond que « ce n'est pas au Vietnam, mais pour les Etats-Unis et le reste du monde, que nous demandons un soutien<sup>324</sup> ». La requête américaine est finalement exaucée puisque Paul VI, le 17 novembre 1969, fait la déclaration suivante devant une délégation de gouverneurs américains :

Nous pensons pouvoir affirmer que personne ne désire plus que nous que cette guerre — et toutes les autres — cesse, et nous souhaitons ardemment qu'elle cesse bientôt. Nous nous félicitons de voir que c'est aussi là la détermination réaffirmée récemment par votre illustre président, et nous ne pouvons que l'encourager [...] à aider un peuple faible et qui a besoin d'aide à défendre son droit à l'autodétermination et à la promotion sans contrainte d'un développement pacifique<sup>325</sup>.

---

<sup>322</sup> “Memorandum of Conversation”, March 2, 1969, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), Box 732, NSC files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>323</sup> Mémo, Peter Flanigan à Henry Kissinger, November 3, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files country files-Europe, RNL.

<sup>324</sup> Mémo, Peter Flanigan à Richard Nixon, November 15, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>325</sup> Lettre, Luigi Raimondi à Peter Flanigan, November 18, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

Ceci semble avoir l'effet recherché, dans la mesure où le *New York Times* rapporte le lendemain que :

[I]e pape Paul VI a loué la détermination affichée par le président Nixon de faire cesser la guerre au Vietnam par « une procédure responsable et [négociée] » qui garantisse le droit du peuple vietnamien à l'autodétermination. Au cours d'une audience avec cinq gouverneurs américains, le pape a semblé donner son aval à la politique du Président et rejeter implicitement l'exigence d'un retrait immédiat formulée par les manifestants américains<sup>326</sup>.

En 1971, c'est au tour de Lodge de faire comprendre l'importance que revêtirait aux yeux de son Administration un témoignage de soutien en provenance du Vatican. Le pape reproche aux Etats-Unis de ne pas faire preuve d'assez de pédagogie quant à son action au Vietnam, pourtant décidée « par idéalisme ». Il estime que « les Etats-Unis ont besoin de quelqu'un de compétent pour les défendre », ce à quoi Lodge lui répond qu'« il nous est difficile [...] de convaincre quand nous donnons l'impression de vanter nos propres mérites. [...] Des remarques élogieuses de la part d'une personnalité étrangère seront toujours les bienvenues », invitation à peine voilée à plus de soutien de la part du Saint-Siège<sup>327</sup>.

Robert Illing, l'assistant de Lodge, rapporte en 1972 que le Saint-Siège est bien plus favorable à l'action américaine au Vietnam que précédemment :

Mes contacts à la secrétairerie d'Etat semblent extrêmement réceptifs vis-à-vis de notre position en [...] Asie du Sud-Est. Ceci est d'autant plus gratifiant quand on se souvient qu'il y a deux ans, le même organe était considéré comme plutôt mécontent [...] de notre politique au Vietnam. Quand j'ai parlé à Dossena (chef du bureau des affaires vietnamiennes au Vatican) l'autre jour, j'ai eu l'impression qu'il attendait mon exposé avec impatience. Il ne fait aucune doute que lui au moins, et j'en suis certain, Casaroli [...] et Gaspari également, ont tendance à partager notre vision de la situation. Certains journalistes américains me disent qu'il en est de même pour Benelli [substitut du secrétaire d'Etat], et qu'il est très favorablement disposé à l'égard du président Nixon en général. J'ignore ce qui a pu provoquer cet apparent changement<sup>328</sup>.

Pour Marco Mugnaini, l'attitude plus favorable du Saint-Siège à l'égard de l'intervention américaine s'explique justement en partie par la décision américaine de « vietnamiser » le conflit, dont les premiers éléments avaient été présentés dès juin 1969, dans la mesure où cela semble constituer le prélude à un arrêt de l'offensive militaire et à un règlement définitif<sup>329</sup>. En outre, le pape a sans doute fini par être excédé de l'accueil ouvertement méfiant, voire méprisant, réservé à ses initiatives de paix et ses efforts de médiation de la part des autres belligérants, qui le considèrent comme un suppôt des Etats-Unis. D'autre part, ces derniers se

---

<sup>326</sup> Robert C. Doty, "Pontiff Applauds Nixon on Vietnam", November 18, 1969, *New York Times*, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>327</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "Audience with Pope Paul VI, March 27", March 27, 1971, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (1 of 3), Box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>328</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Alexander Haig, "Conversation with Cardinal Cooke; and a Report from the Vatican", September 18, 1972, folder Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>329</sup> Mugnaini, "Le Saint-Siège et la guerre du Vietnam", p. 412.

sont employés à rassurer le pape sur la nature de leurs intentions dans la région, afin d'écartier plus particulièrement tout soupçon de néocolonialisme. On est en droit de penser que l'existence de contacts réguliers de haut niveau, et notamment les fréquentes visites de Lodge, ont joué un rôle positif dans ce contexte. On peut aussi émettre l'hypothèse que le pape a pris acte de l'échec de sa stratégie vis-à-vis des Etats-Unis et opté pour une approche plus conciliante. Toujours est-il que les Américains en poste ou en visite à Rome rendent compte de l'attitude bienveillante du pape à l'égard des Etats-Unis. Dès octobre, John Volpe, ministre des Transports, rapporte à Nixon après son audience avec Paul VI que :

[c]oncernant le Vietnam, il [le Saint-Père] soutient de tout cœur votre politique, il est fermement convaincu que nous ne devons pas faiblir dans notre détermination à assurer un règlement honorable [...], et il considère qu'un retrait total sans garantie d'élections libres serait lourd de conséquences pour la liberté non seulement des Vietnamiens, mais également des autres pays d'Asie du Sud-Est<sup>330</sup>.

Robert Illing rapporte pour sa part début 1973 que lors d'une entrevue avec le secrétaire du conseil pour les Affaires publiques, Mgr Casaroli, ce dernier aurait tenu les propos suivants :

Il a profité de cette opportunité pour réaffirmer le fait que le pape comprend et éprouve une grande bienveillance quant aux objectifs poursuivis par les Etats-Unis au Vietnam, et qu'il est pleinement conscient des difficultés auxquelles nous sommes confrontés alors que nous cherchons à négocier une paix juste et durable avec les communistes. [...] Casaroli a déclaré qu'en tant qu'adepte de la « realpolitik » — à condition que la morale soit respectée comme il se doit — il pense qu'un règlement durable au Vietnam ne sera possible que si le Sud a les capacités de se défendre en l'absence d'une présence militaire étrangère. Illing a souligné que les Etats-Unis faisaient tout leur possible pour aider les Sud-Vietnamiens à constituer un gouvernement fort et respecté sur les plans économique, social et militaire. Casaroli a répondu qu'il en était conscient, et qu'il espérait que le Sud pourrait désormais continuer seul. [...] Illing a demandé si, sur la base des informations dont il disposait, Casaroli avait une idée de ce qu'il faudrait pour garantir le respect d'un possible cessez-le-feu. Casaroli a estimé que ce serait une grave erreur de compter sur la parole d'Hanoi<sup>331</sup>.

Quand à Lodge, le pape lui confie lors d'une audience en mars 1971 son diagnostic quant aux difficultés que connaissent les Etats-Unis avec les opinions publiques américaine et internationale. Pour Paul VI, les Etats-Unis souffrent d'un problème d'image. Le représentant de Nixon rapporte que Paul VI lui a indiqué que « [n]ous (les Etats-Unis) défendons la liberté. Nous sommes là-bas pour faire le bien. Nous ne voulons pas de colonies. Notre présence là-bas constitue en fait "une grande preuve d'idéalisme". Non seulement, personne ne nous montre de gratitude pour cela, mais en plus le Vatican fait l'objet de pressions constantes pour prendre position en faveur du Nord-Vietnam ». A l'occasion de son audience suivante, en août 1971, Lodge rapporte qu'« [u]ne fois de plus, le pape a exprimé son admiration pour le soutien désintéressé des Etats-Unis à la cause de l'indépendance vietnamienne, tout en

---

<sup>330</sup> Mémo, John Volpe à Richard Nixon, "Summary of the Attached Memorandum of Vatican visit October 3-4 1969", October 23, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country files-Europe, RNL.

<sup>331</sup> Téléx, Vatican Office à "Secstate", "Papal Message for President Nixon on Peace Talks", January 5, 1973, folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 1970-Jan 1974, box 765, National Security Council Files Presidential Correspondence 1969-1974, RNL.



déplorant qu'ils soient victimes de tant de propagande défavorable ». Lors de sa sixième visite, le représentant de Nixon rapporte que le pape lui a déclaré qu'« il n'a qu'une chose à reprocher à notre politique là-bas. Quand les Etats-Unis sont intervenus, ils n'ont pas été capables d'expliquer les raisons de leur présence, qui était de défendre le faible, et non pas un quelconque impérialisme<sup>332</sup> ».

Ceci ne signifie pas pour autant que le Saint-Siège se soit mis intégralement au diapason des Etats-Unis. Au contraire, il continue d'agir conformément à sa position d'institution religieuse neutre dont l'objectif est de promouvoir la paix, en plus des intérêts de ses fidèles. Ainsi, malgré de fortes réticences américaines, le pape reçoit en audience Xuan Thung, négociateur en chef à Paris pour le Nord-Vietnam. Les Etats-Unis craignent que le pape n'accorde une audience à des représentants du Viêt-Cong. En conséquence, Illing reçoit pour instruction de « faire savoir au plus tôt à Mgr Casaroli que le gouvernement américain estime qu'il serait fâcheux qu'il reçoive un délégué du Viêt-Cong en ce moment. Cette entrevue servirait surtout à renforcer la stature d'un groupe qui est entièrement sous la coupe du gouvernement du Nord-Vietnam et rendrait les efforts de paix plus difficiles<sup>333</sup> ». Mgr Casaroli informe Washington que le Viêt-Cong n'a pas demandé d'audience mais que « le gouvernement américain doit comprendre que le Vatican pratique de manière générale une politique de la porte ouverte, et que si le Viêt-Cong avait souhaité le rencontrer, il lui aurait été quasiment impossible de le refuser<sup>334</sup> ».

Le Saint-Siège éprouve d'ailleurs toujours de fortes réserves envers la stratégie américaine, notamment fin 1972, alors que les frappes aériennes semblent s'intensifier. Casaroli par exemple réagit assez négativement à une lettre du Président au pape. Il souligne que le fait que le Président ait écrit : « Comme je l'ai déjà expliqué clairement, dès qu'un accord visant à mettre un terme aux hostilités dans les camps sera signé, les bombardements cesseront », l'avait frappé, car cela semblait laisser peu d'espoir d'un arrêt des bombardements avant la reprise des négociations. Après avoir ajouté qu'il pensait que cela attristerait tout particulièrement le pape, Casaroli estime qu'en agissant ainsi, les Etats-Unis ne font que perpétuer le cercle vicieux avec le Nord-Vietnam, selon lequel chaque camp refuse de négocier tant que les bombardements n'auront pas cessé, tout en refusant de cesser les bombardements tant que les négociations n'auront pas commencé. Casaroli note par

---

<sup>332</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "History of US Mission to the Vatican 1970-1972", folder Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>333</sup> Téléx, Secretary of State à Embassy Rome, "Vietcong and the Vatican", January 10, 1973, folder : Pol 15-1 1/1/1970, Subject Numeric Files 1970-1973, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>334</sup> Téléx, Embassy Rome à Secretary of State, "Vietcong and the Vatican", January 10, 1973, folder: Pol 15-1 1/1/1970, Subject Numeric Files 1970-1973, GRSD, RG 59, NACP.

ailleurs que les informations qui parviennent au pape laissent penser que les bombardements actuels ne sont pas aussi ciblés que les précédents, car très souvent des zones d'habitation font l'objet de frappes indiscriminées sans objectif militaire apparent. Cette impression, selon le substitut, rejaillit négativement sur l'image des Etats-Unis dans l'opinion publique mondiale et, cela va sans dire, sur l'opinion du Vatican<sup>335</sup>.

Quand au pape, tout en se félicitant de l'arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam pour Noël 1972, il fait savoir à Nixon par un message oral (il en a adressé un autre au Nord-Vietnam) que « [m]ême si on laisse de côté toute considération morale, la poursuite du bombardement des villes et des centres de population du Nord n'est ni nécessaire, ni productive ». Il ajoute être convaincu que l'arrêt des bombardements renforcera la moralité de la position américaine aux yeux de l'opinion publique mondiale et de ses adversaires, n'affaiblira pas pour autant sa position dans les négociations et favorisera l'obtention d'une trêve solide. Dans cet esprit, Paul VI exhorte Nixon à « prendre cette décision qui l'honorera dans l'histoire et accélèrera l'avènement d'une paix juste au Vietnam<sup>336</sup> ».

Ceci dit, les nombreuses réserves du pape ne sont pas exprimées de manière aussi publique que du temps de Lyndon Johnson. Il est bien précisé lors de la communication du message mentionné *supra* que :

[I]e Vatican ne rendra public aucun des deux textes, ni même leur existence. Casaroli a expliqué que le pape était mécontent que certains médias aient interprété ses récentes déclarations sur le Vietnam comme critiques à l'égard des Etats-Unis et de la sincérité de nos efforts de paix. Ce n'est pas le cas. Casaroli a insisté sur le fait que le pape soutient sans réserves les initiatives américaines visant à parvenir à une situation dans laquelle les Sud-Vietnamiens pourront choisir librement leur destin. Casaroli a remarqué que « le Sud-Vietnam, c'est notre cause au même titre que celle des Etats-Unis ». Casaroli a en outre souligné que le pape compatissait fortement avec les Etats-Unis dans les difficultés extrêmes auxquelles ils sont confrontés dans leurs négociations avec les communistes, et c'est pour cette raison que, même si, comme tous les hommes de bonne volonté, il est attristé par la suspension des négociations, il comprend parfaitement nos motivations et ne nous en tient pas rigueur. Cependant, le pape ne comprend pas la raison et ne peut considérer comme morale la reprise de bombardements intensifs de la République démocratique du Vietnam, et c'est uniquement en tant qu'« ami sincère qui ne souhaite pas voir la réputation américaine mise à mal » qu'il nous conjure de poursuivre l'arrêt des bombardements<sup>337</sup>.

D'autre part, le pape pose moins de « problèmes » à l'Administration Nixon qu'à celle de Johnson précédemment. Alors qu'en 1965 et 1966, il s'était montré très actif dans la

---

<sup>335</sup> Télex, Embassy Rome à Secretary of State, "Delivery of President's Reply to Pope Paul", December 27, 1972, folder : Pol 15-1 1/1/1970, Subject Numeric Files 1970-1973, Political and Defense, GRSD, RG 59, NACP.

<sup>336</sup> Télex, Embassy Rome à "Secstate", "Verbal MSG from Pope Paul to President Nixon", December 24, 1972, folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 70-Jan 74, box 765, National Security Council Files Presidential Correspondence 1969-1974, RNL.

<sup>337</sup> Télex, Embassy Rome à "Secstate", December 24, 1972, "Verbal MSG from Pope Paul to President Nixon", folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 70-Jan 74, box 765, National Security Council Files Presidential Correspondence 1969-1974, RNL.

recherche d'un règlement du conflit, pour l'historien Marco Mugnaini, Paul VI, découragé par le peu de succès rencontré par ses initiatives de paix, se met en retrait et adopte une attitude bien moins volontariste.

Parallèlement à ses efforts de pédagogie sur le Vietnam, Lodge va être investi d'une mission particulière, celle d'obtenir du pape qu'il intercède au nom des prisonniers de guerre américains (question qu'il aborde dès sa première audience, le 4 juillet 1970). Le Vatican entretient en effet des liens ténus avec Hanoï, qui pourraient se révéler utiles. Après la deuxième visite de Lodge à Rome, Nixon donne pour instruction à Kissinger de « demander à Cabot de concentrer tous ses efforts au cours des prochains mois sur la question des prisonniers de guerre [et de] voir s'il ne peut obtenir du Vatican qu'il s'exprime avec plus de force sur la question<sup>338</sup> ». Plusieurs tentatives seront menées par l'intermédiaire du nonce apostolique à Paris, Mgr Rhigi-Lambertini, en janvier et février 1971. Ce dernier abordera notamment la question avec les membres de la délégation nord-vietnamienne. Mgr Casaroli pour sa part soulève le problème avec Madame Binh, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire révolutionnaire de la république du Sud-Vietnam (rencontre dont les Etats-Unis étaient assez mécontents, car elle semblait conférer une certaine légitimité au gouvernement qu'elle représentait)<sup>339</sup>. Nixon écrit au pape début mars 1971 pour le remercier et lui demander de poursuivre ses efforts<sup>340</sup>. Paul VI lui répond en faisant état des tentatives qu'il a menées, mais il laisse transparaître son impuissance à obtenir de réelles avancées :

M. Lodge nous a également remis votre lettre concernant les prisonniers détenus au Nord-Vietnam. C'est un problème qui nous touche tout particulièrement, car [...] il affecte de nombreuses personnes. Il est inutile de répéter les difficultés rencontrées par le Saint-Siège dans ses tentatives pour résoudre ce problème. Nous les avons déjà portées à votre connaissance. Soyez cependant assurés qu'elles n'ont pas été abandonnées, et qu'elles seront poursuivies par tous les moyens possibles. Dans votre lettre, vous mentionnez l'éventualité de visites aux prisonniers de la part de personnalités à la dimension humanitaire reconnue. Une telle mission a été envisagée par le Saint-Siège dès 1968, et des mesures ont été prises pour obtenir les autorisations nécessaires, permettant aux autorités nord-vietnamiennes d'en définir les conditions. Malheureusement, aucune réponse n'a été donnée à ces ouvertures. Récemment, une proposition semblable émanant d'une autre source a été faite et la question est à l'étude. Nous vous assurons que nous ne manquerons aucune opportunité d'alléger les souffrances et de promouvoir les perspectives de paix. Nous sommes reconnaissants de la possibilité de communiquer sur des questions d'un grand intérêt grâce aux contacts avec votre envoyé<sup>341</sup>.

---

<sup>338</sup> Mémo, Henry Kissinger à Richard Nixon, "Cabot Lodge Reports on His Second Vatican Tour", December 31, 1970, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (1 of 3), Box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>339</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "Audience with Pope Paul VI", March 27, 1971, folder Vatican June 1970-31 December 1971 (1 of 3), Box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>340</sup> Lettre, Richard Nixon à Paul VI, March 5, 1971, folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 70-Jan 74, box 765, National Security Council Files-Presidential Correspondence 1969-1974, RNL.

<sup>341</sup> Lettre, Paul VI à Richard Nixon, March 31, 1971, folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 70-Jan 74, box 765, National Security Council Files Presidential Correspondence 1969-1974, RNL.

Le 11 juillet 1972, le secrétaire d'Etat américain William Rogers révèle au grand public, après une audience avec le pape, les efforts déployés par ce dernier en faveur des prisonniers de guerre américains (notamment ses tentatives, vaines, d'obtenir un échange de prisonniers, un meilleur accès à leur courrier et une plus grande transparence sur leurs effectifs, ainsi que leurs conditions et lieux de détention)<sup>342</sup>.

Si la guerre du Vietnam domine très largement les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège au cours de la présidence de Richard Nixon, la question de la lutte contre les stupéfiants est également abordée, les Etats-Unis cherchant à impliquer le Vatican comme caution morale dans leur combat. Les conversations portent également sur le rapprochement sino-américain, qui ne peut qu'intéresser une religion interdite dans un pays où elle compte plusieurs millions de fidèles.

Si Paul VI profite de ses contacts avec les Etats-Unis pour faire passer ses appels à la paix au Vietnam, là n'est pas son unique source de préoccupation. Conformément à l'engagement du Saint-Siège en faveur des pays du Sud, on s'attend à ce que le pape rappelle les Etats-Unis à leur devoir de générosité. Au moment de la nomination de Lodge, le *New York Times* rapporte ainsi que « des sources au Vatican ont laissé entendre que le pape utiliserait très certainement ce nouveau canal entre le Vatican et Washington pour exhorter les Etats-Unis à apporter plus d'aide aux pays sous-développés<sup>343</sup> ». En effet, le pape demande à Lodge lors de leurs entrevues que « les grandes puissances n'oublient pas les petits pays, tout particulièrement les pays sous-développés, et qu'elles se décident à suivre une politique de service, et non une politique de guerre<sup>344</sup> ». Lors de l'audience accordée à Nixon en mars 1969, le pape avait évoqué un axe majeur défendu par le Vatican depuis les années 1960 : l'impératif de mettre un terme à la course aux armements, non seulement parce qu'elle fait peser une grave menace sur l'humanité, mais aussi parce qu'elle détourne des ressources des plus démunis. S'écartant des notes préparées pour l'occasion, Paul VI avait rappelé les propositions qu'il avait faites à New York en octobre 1965, quant il avait demandé « une réduction des armements, et que les économies ainsi générées soient placées dans un fond pour aider les pays sous-développés<sup>345</sup> ».

Le pape n'ignore pas les principes régissant l'aide au développement sous le gouvernement de Richard Nixon. Comme pour nombre d'Administrations d'après-guerre,

---

<sup>342</sup> Paul Hofmann, "Rogers Says Pope Sought POW Trade", *New York Times*, July 12, 1971, p.6.

<sup>343</sup> Paul Hofmann, "Lodge Arrives as Nixon Envoy to Pope", *New York Times*, July 2, 1970, p.2.

<sup>344</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "History of US Mission to the Vatican 1970-1972", folder: Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>345</sup> "Memorandum of Conversation", March 2, 1969, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

c'est la défense de l'intérêt national qui prédomine quand il s'agit d'en déterminer les bénéficiaires. En 1972, l'assistant de Kissinger au Conseil national de sécurité, Alexander Haig, note que l'attitude de Nixon en la matière « contarie le Vatican depuis plusieurs mois ». Par conséquent, il est conseillé au Président d'attirer l'attention lors de sa prochaine audience avec le pape sur les initiatives américaines et « de souligner que l'objectif de Nixon au cours de son premier mandat était de travailler à l'amélioration des relations avec les grandes puissances, et qu'il avait l'intention d'accorder une bien plus grande attention au Tiers-Monde au cours de son second mandat<sup>346</sup> ».

Le pape se préoccupe également de la crise humanitaire provoquée par la guerre du Biafra. Il implore l'Administration Nixon d'apporter une aide humanitaire (notamment en fournissant des avions pour faciliter l'évacuation des réfugiés) et d'œuvrer en faveur d'une résolution du conflit. Il aborde la question lors de son audience avec Nixon en mars 1969, ainsi qu'avec l'ambassadeur en charge de la question, Clarence Ferguson. Paul VI va proposer, encouragé en cela par les Etats-Unis, de jouer un rôle de médiation afin d'établir les attentes des différentes parties de ce conflit intra-étatique dans lequel l'Organisation de l'unité africaine renâcle à intervenir<sup>347</sup>.

Autre sujet de préoccupation auquel le souverain pontife revient régulièrement lors de ses contacts avec les autorités américaines, le statut de Jérusalem depuis la guerre des Six Jours, thème qui pour Peter Flanigan « est d'une importance capitale pour le Vatican et au sujet duquel il agit également au nom d'autres religions<sup>348</sup> ». Ainsi, en mars 1971, le pape explique à Lodge sa préoccupation quant au fait qu' « Israël est en train de transformer rapidement Jérusalem en ville juive, au détriment des deux autres religions qui la considèrent comme un sanctuaire » ; il évoque l'internationalisation de la ville comme unique solution au problème. En août 1971, il fait part à nouveau de sa préoccupation quant à l'avenir de la ville<sup>349</sup>. Comme le soulignent les assistants de Nixon en amont de la visite de ce dernier à Rome, « le pape est très inquiet au sujet du Moyen-Orient, aussi bien d'un point de vue humanitaire que du point de vue de la Terre sainte et des lieux saints de Jérusalem<sup>350</sup> ».

---

<sup>346</sup> Mémo, Al Haig à Helmut Sonnenfeldt, September 18, 1972, folder: Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>347</sup> "Memorandum of Conversation", March 2, 1969, folder: Vatican June 1970-31 December 1971 (2 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>348</sup> Mémo, Peter Flanigan à Henry Kissinger, October 12, 1969, folder: Vatican-to May 1970 (1 of 1), box 732, NSC Files Country Files-Europe, RNL.

<sup>349</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "History of US Mission to the Vatican 1970-1972", folder Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL.

<sup>350</sup> "The Vatican-Objectives Issues Talking Points", folder: Briefing Book visit of R. Nixon, Executive Secretariat, Briefing Books 1958-1976, GRSD, RG 59, NACP.

Pour conclure sur les rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège au cours de la présidence de Richard Nixon, la phrase suivante d'Henry Cabot Lodge, semble indiquée. Pour l'envoyé du Président, « [l]e Vatican, à notre demande, a fait preuve d'une volonté d'afficher son soutien aux positions américaines quand celles-ci coïncidaient avec les siennes<sup>351</sup> ». Cela nous inspire plusieurs conclusions : tout d'abord, le Saint-Siège a sans doute apprécié la reconnaissance, si limitée soit-elle, impliquée par la nomination de Lodge. D'autre part, la nouvelle neutralité du Saint-Siège apparue dans les années 1960 n'est pas synonyme de méfiance systématique à l'égard des Etats-Unis, même en ce qui concerne le Vietnam. Le Vatican, malgré le dialogue entamé avec les pays communistes, demeure hostile et méfiant face à cette idéologie et craint son extension dans le monde. Pour autant, Paul VI n'est prêt à soutenir les positions américaines que « quand [celles-ci] coïncident avec les siennes ». Le Saint-Siège a développé depuis les années 1960 de nouveaux axes (défense de la paix et des intérêts des pays du Sud), et il n'entend pas modifier ses positions uniquement pour satisfaire son partenaire américain, attitude que l'on retrouvera sous l'Administration Reagan.

Enfin, on a l'impression d'un échange à sens unique, les Etats-Unis obtenant parfois déclarations et interventions favorables de la part du Saint-Siège, tandis que les demandes du pape d'un arrêt des bombardements ou d'une aide accrue au Tiers-Monde ne suscitent que des réponses formelles et peu d'avancées concrètes. Au début des années 1970, le pape est neutralisé et ne représente plus une force de nuisance potentielle pour la politique étrangère américaine. Son aide peut éventuellement être sollicitée dans la défense de l'intérêt national.

### *III. ii. L'Administration Ford, période de flottement dans les relations*

La présidence de Gerald Ford va constituer une période de flottement dans les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. La question qui avait concentré leur attention commune, le Vietnam, est plus ou moins réglée en ce qui concerne Washington. Pour autant, Ford va décider de reconduire Henry Cabot Lodge dans ses fonctions. Henry Kissinger rappelle au Président que « le pape attache une grande importance à ces consultations et il a fait connaître par leur intermédiaire et de manière privée son opinion sur les grandes évolutions internationales », parmi lesquelles celles qui touchent le Portugal, le Moyen-Orient (notamment Jérusalem), Chypre et le Vietnam (tout particulièrement les problèmes

---

<sup>351</sup> Mémo, Henry Cabot Lodge à Richard Nixon, "History of US Mission to the Vatican 1970-1972", folder: Vatican 1972-1974 (3 of 3), box 732, NSC Files, Country Files-Europe, RNL. "The Vatican has [...] at our request, demonstrated a willingness to line up support for American positions when those positions coincided with their own."

humanitaires provoqués par l'exode des réfugiés fuyant l'avancée communiste et l'avenir de l'Eglise vietnamienne)<sup>352</sup>. Gerald Ford se rend au Vatican, ce qui semble désormais être une pratique bien acceptée, le 3 juin 1975. L'audience est l'occasion pour le pape d'aborder les sujets de préoccupations que sont le Moyen-Orient et son désir d'un règlement tenant compte des aspirations de tous ; le statut de Jérusalem et des lieux saints ; la stabilité et la sécurité du Liban ; le problème de la paix entre les peuples et la coopération internationale pour lutter contre la faim dans le monde<sup>353</sup>.

Il semble que l'Administration Ford n'ait pas eu beaucoup d'attentes du Saint-Siège. En amont d'une visite de Lodge à Rome, au moment de préparer l'ordre du jour de cette entrevue, la division européenne du Conseil national de sécurité rapporte n'avoir « rien de précis à l'esprit » à demander à Paul VI. Le NSC dans son ensemble parle de « continuer de témoigner un fort intérêt pour la santé du pape, les relations du Vatican avec la Hongrie ainsi que son opinion sur les évolutions au Moyen-Orient et au Vietnam<sup>354</sup> ».

En revanche, Paul VI souhaite vivement maintenir le contact avec les Etats-Unis, car il redoute les conséquences d'un désengagement américain en Asie du Sud-Est. Ainsi, lors d'une entrevue avec Robert Illing, le 5 février 1975, Mgr Casaroli met la question du Vietnam à l'ordre du jour et exprime l'extrême inquiétude du Vatican quant aux perspectives de survie de la démocratie au Sud-Vietnam. Lodge en conclut que Casaroli et le pape craignent que le sort n'en soit jeté pour le gouvernement sud-vietnamien. L'Administration Ford redoute que le Saint-Siège tiennent des propos alarmistes et affaiblissent ainsi encore plus la stabilité du gouvernement asiatique, d'où la nécessité de le rassurer sur la pérennité de l'engagement américain<sup>355</sup>. Lodge se voit donc instruire « lors de ses prochaines entrevues avec Casaroli, [...] de réaffirmer de manière officielle le fait que l'engagement de l'Administration à fournir une aide au Vietnam demeure inchangé, et de souligner tout particulièrement l'initiative actuelle visant à obtenir 300 millions de dollars en aide militaire supplémentaire pour

---

<sup>352</sup> Mémo, Henry Kissinger, "Meeting with Ambassador Henry Cabot Lodge Personal Representative of the President to the Vatican", folder: FQ 1-2/C0161-CO 169, Box 14, White House Central Files, Subject Files, Gerald Ford Library (ci-après GFL).

<sup>353</sup> Paul Hofmann, "Vatican's Stands on World Issues Elusive as Pope Stresses Moral Values". *New York Times*, June 22, 1975, p. 2.

<sup>354</sup> Lettre, Lawrence Eagleburger à Henry Cabot Lodge, February 3, 1975, folder: Vatican, box 22, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>355</sup> Téléx, Henry Cabot Lodge à Department of State, "Vatican Ponders Its Future Course in Vietnam", February 5, 1975, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-EXDIS, box 8, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

l'exercice 1975<sup>356</sup> ». Lodge et son assistant Illing auront de nombreuses entrevues avec Mgr Casaroli et d'autres membres de la Curie pour les assurer de la détermination américaine<sup>357</sup>.

D'autre part, les Etats-Unis et le Saint-Siège semblent partager une même préoccupation quant à l'extension du communisme en Europe, et ce à une période où plusieurs régimes dictatoriaux conservateurs sont sur le point de s'effondrer, notamment en Espagne et au Portugal (ceci est annonciateur de la préoccupation qu'ils partageront au sujet des transitions démocratiques d'Amérique latine dans les années 1980). De leur côté, les Etats-Unis cherchent à connaître l'opinion du Saint-Siège, notamment celle de Mgr Casaroli, et à inciter l'Eglise à aider ces pays à ne pas tomber dans l'escarcelle communiste. A la suite de la chute de la dictature militaire portugaise, un gouvernement de transition a été mis en place, mais il compte dans ses rangs des membres du Parti communiste portugais. Mgr Casaroli redoute de voir « les pressions communistes se poursuivre afin d'établir des conditions chaotiques dans le pays<sup>358</sup> ». Dans ce contexte, les Etats-Unis souhaitent conditionner leur aide et promouvoir le succès des partis modérés. Ils invitent l'Eglise à en faire de même, notamment en aidant au renouveau de la radio catholique Radio Renascensa, et en accentuant son travail caritatif<sup>359</sup>. Quant à l'Italie, Etats-Unis et Saint-Siège sont inquiets de la situation des démocrates chrétiens, qu'ils considèrent depuis l'après-guerre comme les seuls garants de l'éloignement des communistes du pouvoir. Ils sont assez perplexes quant à la marche à suivre. Mgr Casaroli leur recommande d'aider ceux qu'il considère comme les quatre grands chefs de la Démocratie chrétienne (Andreotti, Fanfani, Forlani et Moro) et d'éviter toute action susceptible de présenter les Etats-Unis sous un jour négatif<sup>360</sup>.

Le Saint-Siège fait également part de son inquiétude face à la dégradation de la situation internationale, notamment l'impasse dans laquelle semble être bloquées les

---

<sup>356</sup> Télex, Henry Kissinger à Henry Cabot Lodge, "Vatican Concern for Vietnam", March 25, 1975, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-EXDIS (1), box 8, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>357</sup> Télex, Embassy Rome à "SecState", "Vatican Views on Vietnam", February 18, 1975, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-EXDIS, box 8, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>358</sup> Télex, Ambassador Lodge's Office to Department of State, October 6, 1975, "Vatican Views on Portugal", folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-NODIS (4), box 9, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>359</sup> Télex, Henry Kissinger à Peter Sarros, "Vatican Views on Portugal", September 26, 1975, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-NODIS (3), box 8, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>360</sup> Télex, Henry Cabot Lodge à Joseph Sisco, "Talks with Vatican Officials on Italian Situation and Lebanon", March 24, 1976, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-NODIS (4), box 9, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.



négociations du traité SALT de limitation des armements nucléaires et le durcissement de l'attitude soviétique et américaine<sup>361</sup>.

Les relations qu'entretiennent les deux pays ne semblent pas justifier l'établissement de relations diplomatiques pour Ford. Au cours d'un entretien avec Lodge, alors que la question est évoquée, le Président rétorque : « La situation actuelle étant très favorable, je me demande s'il faut prendre le risque de la mettre en péril par des changements susceptibles de déclencher une polémique<sup>362</sup> ».

### III. iii. Des fondements communs ? L'Administration Carter et le Saint-Siège

Les Etats-Unis sous la présidence de Jimmy Carter inaugurent ce que ce dernier envisage comme une nouvelle ère dans la politique étrangère du pays, dont il expose les fondements lors d'un discours à l'université Notre Dame en mai 1977. Il s'agit de sortir de la mentalité qui a marqué la guerre froide et renoncer à une politique étrangère dictée toute entière par la lutte contre le communisme, au mépris des droits de l'homme et au prix d'interventions militaires ruineuses en termes humain et moral. Pour un pape comme Paul VI qui revendique la liberté de culte, les droits des pays en développement et l'impératif de paix, cette nouvelle politique américaine, où les droits de l'homme sont appelés à jouer un rôle déterminant, ne peut être accueillie qu'avec la plus grande bienveillance.

Carter décide de poursuivre la pratique initiée par Franklin Roosevelt, et confie à David Walters, un avocat (catholique) de Miami, la tâche de le représenter auprès de Paul VI. Dans sa lettre au pape, Carter explique que Walters « se rendra au Vatican de temps en temps pour des échanges de vues et des conversations informelles sur des questions touchant à la paix dans le monde et à la justice<sup>363</sup> ».

La nomination provoque la colère de certains groupes. Bien que Carter soit de confession baptiste, il reçoit des protestations, entre autres, de la *Southern Baptist Convention* (qui déplore une violation de l'esprit de la Constitution), du *Baptist Joint Committee on*

---

<sup>361</sup> Téléx, Henry Cabot Lodge à Joseph Sisco, "Talks with Vatican Officials on Italian Situation and Lebanon", March 24, 1976, folder: Holy-State Department Telegrams from SECSTATE-NODIS (4), box 9, National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada, GFL.

<sup>362</sup> "Memorandum of Conversation, President Ford, Henry Cabot Lodge, Brent Scowcroft", April 21, 1975, folder: April 21, 1975-Ford, Henry Cabot Lodge, box 11, National Security Adviser, Memoranda of Conversations, 1973-1977, GFL. "My only concern would be that with the present situation working so well, do we want to jeopardize it by changes which might make controversy?"

<sup>363</sup> Lettre, Jimmy Carter à Paul VI, July 6, 1977, folder: CO 170 1/20/77-8/31/79, Box CO-65, White House Central Files, Jimmy Carter Library (ci-après JCL). "David Walters will visit the Vatican from time to time for exchanges of views and informal discussions of matters affecting world peace and justice."

*Public Affairs* et d'*Americans United for the Separation of Church and State*...<sup>364</sup>. Walters n'occupe ce poste qu'un an et doit démissionner en août 1978 après la mise en examen de son cabinet par un grand jury fédéral<sup>365</sup>. Il est remplacé par l'ancien maire de New York, Robert Wagner, qui annonce que son action portera avant tout sur les droits de l'homme. A la demande de Carter et de son secrétaire d'Etat, Cyrus Vance, il accepte de passer plus de temps à Rome pour y multiplier les rencontres et recueillir le plus d'informations possibles<sup>366</sup>.

En outre, la Maison-Blanche dépêche des responsables de haut niveau aux grandes manifestations qui ont lieu au Vatican au cours de cette période. Elles vont être nombreuses, car trois papes vont se succéder en l'espace de quelques mois. Ainsi, Jimmy Carter est représenté aux funérailles de Paul VI en août 1978 par son épouse, Rosalynn, au couronnement de Jean-Paul I par une délégation conduite par le vice-président Walter Mondale et à ses funérailles par une délégation emmenée par sa mère. Quant au couronnement de Jean-Paul II, les Etats-Unis y sont représentés par une délégation conduite par Tip O'Neill, président de la Chambre des représentants, et Zbigniew Brzezinski, conseiller spécial à la sécurité.

Quant au rétablissement de relations diplomatiques, Michael Hornblow, l'assistant de Robert Wagner à Rome, se souvient que « c'est une chose à laquelle on pensait, mais ça n'a jamais été envisagé sérieusement au cours de ce mandat ». Il rappelle néanmoins que « Carter a eu une correspondance abondante avec le pape [Jean-Paul II] et attachait de l'importance à leur relation<sup>367</sup> ». La visite de ce dernier aux Etats-Unis, en octobre 1979, est l'occasion de faire le point sur la question des relations diplomatiques. Le département d'Etat observe que :

[I]e Vatican est satisfait quant au fond de nos relations, mais préférerait pour ce qui est de la forme des relations diplomatiques régulières comme celles qu'il entretient avec près de quatre-vingt-dix pays. Le dispositif unique qui est le nôtre actuellement n'est selon [lui] pas conforme au statut d'Etat souverain qui lui est reconnu internationalement, statut que les Etats-Unis ont reconnu, bien qu'ils n'aient pas établi de relations diplomatiques. Néanmoins, le Vatican ne demandera pas l'établissement de relations diplomatiques s'il n'est pas assuré d'une réponse positive et le pape Jean-Paul II n'évoquera certainement pas la question lors de son voyage aux Etats-Unis. Pour notre part, nous estimons que les relations sous leur forme actuelle nous sont favorables et ne voyons pas dans l'immédiat le besoin de proposer un changement<sup>368</sup>.

---

<sup>364</sup> Marjorye Hyer, "Carter's Appointment of Vatican Representative Stirs Anger", *Washington Post*, July 11, 1977, p. A2.

<sup>365</sup> Il est soupçonné d'avoir utilisé ses relations avec les Services d'immigration et de naturalisation pour obtenir des visas frauduleux pour ses clients. L'affaire se conclura par un non-lieu.

<sup>366</sup> Mark R. Day, "The Checkered History of Vatican Envoys", *National Catholic Reporter*, October 2, 1981, p. 20.

<sup>367</sup> Michael Hornblow, entretien téléphonique avec l'auteur, 4 décembre 2006.

<sup>368</sup> Department of State Briefing Paper, "The US-Vatican Relationship", folder: Vatican, Pope John Paul II, 10/1-7/79: Briefing Book, Box 14, Collection: National Security Archives Files VIP Visit File, JCL.

Si Carter n'est pas prêt à nommer un ambassadeur en bonne et due forme, Richard Stone, un sénateur de Floride, avait présenté le 10 mai 1977 un amendement dans le cadre du projet de loi de finances du département d'Etat pour lever l'interdiction de 1867 de financer une ambassade près le Saint-Siège. Stone avait justifié l'amendement auprès de ses collègues du Sénat de la manière suivante :

L'objectif de cet amendement est d'éliminer tout obstacle légal empêchant les Etats-Unis de rétablir des relations diplomatiques officielles avec le Vatican. Il n'oblige pas l'Administration à établir de tels liens. L'amendement se contente d'abroger dans une loi les articles interdisant l'allocation de fonds pour 'financer la légation américaine à Rome'<sup>369</sup>.

Contrairement à l'initiative législative qui va permettre l'abrogation de ce même amendement à l'automne 1983, il ne semble pas que Stone ait agité de concert avec la Maison-Blanche. D'après Gerald Fogarty, le but pour Stone, qui était de confession juive, était d'instaurer des relations plus étroites avec le Saint-Siège pour l'inciter à établir des relations diplomatiques avec Israël. Si le Sénat approuve l'amendement, il est finalement rejeté en commission de conciliation.

L'évolution des attitudes face à l'Eglise catholique est néanmoins bien visible, notamment au Congrès, ce qui augure bien pour les tentatives futures d'établir des relations diplomatiques. Ainsi, à l'occasion de la visite de Jean-Paul II aux Etats-Unis, quatre-vingt sénateurs demandent au président de la Chambre des représentants d'inviter le pape à s'exprimer devant une séance conjointe du Congrès, car « [...] le pape est un dirigeant mondial, un chef d'Etat et il œuvre en faveur de la paix dans le monde et de la dignité humaine<sup>370</sup> ».

L'absence de relations diplomatiques n'empêche pas les Etats-Unis de voir dans le Saint-Siège un partenaire assez précieux. Le département d'Etat note ainsi à l'occasion de la visite papale :

Avec un monde en pleine évolution et des perspectives américaines élargies, nous avons sollicité le soutien du Vatican et obtenu une aide concrète pour un grand nombre d'enjeux d'ordre humanitaire et politique. Rien que l'année passée, nous avons collaboré sur des sujets tels que SALT, la relocalisation des réfugiés, [...] les droits de l'homme, la prévention de la guerre entre l'Argentine et le Chili, le processus de la CSCE et le Moyen-Orient<sup>371</sup>.

De même, avant sa visite à Washington, Mgr Casaroli demande une entrevue avec le vice-président Mondale ainsi qu'avec le conseiller à la sécurité, Zbigniew Brzezinski. Il est

---

<sup>369</sup> Lettre, Richard Stone aux membres de la commission des Affaires étrangères du Sénat, May 9, 1977, folder: Vatican Establishing Diplomatic Relations", box 9, William P. Clark Files, Ronald Reagan Library.

<sup>370</sup> Christopher Dickey, "80 Senators Seek to Invite Pope to Address Congress", *Washington Post*, September 7, 1979, p. A22.

<sup>371</sup> Department of State Briefing Paper, "The US-Vatican Relationship", folder: Vatican, Pope John Paul II, 10/1-7/79: Briefing Book, box 14, Collection: National Security Archives Files, VIP Visit File, JCL.

vivement recommandé à ce dernier de recevoir le prélat « étant donné le grand nombre de questions pour lesquelles l'influence du Vatican peut se révéler utile», ce qu'il fera donc en janvier 1978<sup>372</sup>.

James Rentschler du Conseil national de sécurité a rapporté dans un article pour le *New York Time* qu'« inspiré par l'élection du cardinal Karol Wojtyla en tant que premier pape polonais, il [Jimmy Carter] a amorcé une initiative secrète qui d'après certains aurait modifié le cours de la guerre froide ». Cette initiative aurait essentiellement consisté en un dialogue étroit entre les deux hommes, qualifié de « *hot line* du Vatican » et en « une correspondance personnelle d'une ampleur extraordinaire » (une quarantaine de lettres) couvrant « le contrôle des armements, les droits de l'homme, la lutte contre la famine, l'agitation populaire de l'autre côté du rideau de fer, les atrocités commises par les Soviétiques en Afghanistan, le sort des missionnaires catholiques en Chine, l'aventurisme cubain en Afrique, le processus de paix au Moyen-Orient, les prises d'otage et le terrorisme<sup>373</sup> ». Si les termes employés par Rentschler paraissent quelque peu grandiloquents, il est certain que les Etats-Unis sous Carter vont fréquemment solliciter l'aide du Saint-Siège.

L'une des premières missions de Wagner va être de convaincre le Vatican de participer à la résolution d'un problème potentiellement explosif, la querelle territoriale entre l'Argentine et le Chili au sujet de la région du canal de Beagle. Si les Etats-Unis redoutent un conflit, ils sont dans l'incapacité d'assurer une médiation, car l'Administration Carter est en mauvais termes avec les deux pays pour avoir critiqué leur politique en matière de droits de l'homme. Le Chili suggère comme médiateur le Vatican et, en décembre 1978, Robert Wagner va s'employer à convaincre Mgr Casaroli, et à travers lui Jean-Paul II, d'accepter ce rôle<sup>374</sup>. Le Vatican nommera ensuite un diplomate, Mgr Antonio Samore, qui a travaillé trente ans en Amérique latine, pour assurer la médiation. Si l'on en croit Robert Wagner, « le Vatican a joué un rôle essentiel et a ramené la paix dans la région<sup>375</sup> ».

Les Etats-Unis auraient également fait appel au Vatican pour ce qui concerne l'Iran, utilisant ses bons offices pour récupérer les dépouilles des soldats américains morts en avril

---

<sup>372</sup> Mémo, Gregory Treverton à Zbigniew Brzezinski, January 17, 1978, folder: CO 170 1/20/77-8/31/79, Box CO-65, White House Central Files, JCL.

<sup>373</sup> James M. Rentschler, "Hooking Up the Vatican Hot Line", *New York Times*, October 30, 1998, <http://www.nytimes.com/1998/10/30/opinion/30iht-edrent.t.html#> (consulté le 1er juin 2009).

<sup>374</sup> Discours, William Wilson, Assumption College, September 10, 1985, box 4 folder 40, William A. Wilson Papers, Special Collections, Georgetown University Library.

<sup>375</sup> Mark R. Day, "The Checkered History of Vatican Envoys", *National Catholic Reporter*, October 2, 1981, p. 20.

1980 dans la tentative ratée pour libérer les otages retenus à l'ambassade américaine<sup>376</sup>. En mai 1980, Mgr Annibale Bugnini, pro-nonce en Iran, et l'ambassadeur de Suisse à Téhéran se voient confier les corps, qui sont ensuite transférés en Suisse sous la surveillance du père Hilarion Capucci. D'après Hornblow, Capucci aurait servi d'intermédiaire car il connaissait Hachemi Rafsanjani, le président du Parlement iranien. Le diplomate américain se souvient d'ailleurs d'une anecdote au sujet de la prise d'otages. L'Iran, malgré la Révolution islamique, jouissait toujours d'une représentation diplomatique au Vatican et « à la réception de Nouvel An pour le corps diplomatique, alors que le pape arpentait la pièce et s'entretenait avec les ambassadeurs, il s'arrêta à côté de l'ambassadeur iranien et, je l'ai vu de mes propres yeux, le réprimanda sévèrement au sujet des otages<sup>377</sup> ». Pour autant, les efforts consentis par le pape pour obtenir de l'ayatollah Khomeiny la libération des soixante-cinq otages furent vains. Selon l'un des biographes du pape, Jonathan Kwitny, « Khomeiny ne prenait pas les requêtes du pape au sérieux, il lui demandait ce qu'il avait fait tandis que le Shah commettait des crimes contre le peuple iranien avec le soutien de l'Occident<sup>378</sup> ».

Au-delà de l'Iran et du canal de Beagle, l'Administration Carter va faire appel à l'aura morale dont jouit Jean-Paul II pour plusieurs initiatives. Elle sollicite ainsi, et obtient (avec l'aide du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains) son soutien aux traités sur le canal de Panama (notamment à travers un discours du Saint-Père), dont le but était de faciliter son adoption par le Sénat. Wagner quant à lui parvient à obtenir l'appui du Vatican aux accords de Camp David<sup>379</sup>. Le pape dans son allocution du dimanche place Saint-Pierre enjoindra 40 000 pèlerins à prier pour que les accords constituent « un élan décisif dans un processus de paix dynamique<sup>380</sup> ».

La proximité semble avoir été retrouvée entre le Saint-Siège et les Etats-Unis, à tel point que le 6 octobre 1979, le nouveau pape, Jean-Paul II, est le premier pontife de l'histoire à se rendre à la Maison-Blanche, pour une visite qui durera trois heures (Paul VI avait décliné les invitations de Johnson, Nixon et Ford). Carter pour sa part se rend au Vatican, le 21 juin 1980 (visite dont les motivations électoralistes n'étaient sans doute pas absentes, le Président ayant déjà largement utilisé les images de la visite du pape à Washington pour sa campagne

---

<sup>376</sup> Peter K. Murphy, Oral History Interview, April 4, 1994, Foreign Affairs Oral History Collection, Georgetown University Library.

<sup>377</sup> Michael Hornblow, entretien téléphonique, 4 décembre 2006. "At the New Year's ceremony for the diplomatic corps, as the Pope was walking through the room talking to ambassadors, he stopped by the Iranian ambassador and (I witnessed it) gave him hell for keeping hostages."

<sup>378</sup> Jonathan Kwitny, *Man of the Century* (New York: Henry Holt and Company, 1997), p. 347.

<sup>379</sup> Mark R. Day, "The Checkered History of Vatican Envoys", *National Catholic Reporter*, October 2, 1981, p. 20.

<sup>380</sup> Tad Szulc, *Pope John Paul II: The Biography* (New York: Pocket Books, 1995), p. 326.

de réélection). Au cours d'une audience de cinquante minutes avec Jean-Paul II, il réaffirme que la protection des droits de l'homme est le premier devoir d'un gouvernement. Le pape quant à lui insiste sur sa préoccupation pour la situation au Moyen-Orient et le statut de Jérusalem, dont il juge le règlement indispensable à tout accord de paix, demandant également qu'« une attention juste soit consacrée aux problèmes touchant le Liban, ainsi qu'au problème palestinien dans son ensemble<sup>381</sup> ».

Cependant, les fondements de la nouvelle politique étrangère instaurée par Jimmy Carter vont être mis à rude épreuve en 1978 (avec les conflits au Zaïre et en Angola). Ils finissent par se désintégrer en 1979, cédant la place à une approche plus orthodoxe reposant à nouveau avant tout sur un impératif de sécurité<sup>382</sup>. Face à un contexte international difficile<sup>383</sup>, l'Administration Carter semble revenir aux paradigmes de la guerre froide. Elle redoute tout particulièrement une présence communiste en Amérique centrale, notamment après la chute d'Anastasio Somoza au Nicaragua en juillet 1979, alors que les Etats-Unis font de plus en plus figure de puissance sur le déclin. Cette période coïncide avec la montée en puissance du conseiller spécial à la sécurité, le « faucon » Zbigniew Brzezinski, au détriment du secrétaire d'Etat, la « colombe » Cyrus Vance.

Le raidissement de la politique étrangère américaine coïncide avec l'élection d'un nouveau pape à Rome, en octobre 1978, qui succède à l'éphémère Jean-Paul I. Jean-Paul II fait trembler Moscou par ses déclarations, notamment en Pologne. Fallait-il pour autant s'attendre à un retour à une mentalité de guerre froide sur le modèle de Pie XII ? Le Saint-Siège sous le pontificat de Jean-Paul II va connaître des ruptures, mais aussi des éléments de continuité avec la politique de ses prédécesseurs. Ainsi, à l'occasion du voyage du nouveau pontife à Washington, le département d'Etat note que « le pape Jean-Paul II considère que les Etats-Unis ont des responsabilités particulières à l'égard des défavorisés de la planète. L'objectif essentiel de sa visite aux Etats-Unis sur le plan politique est de nous inciter à assumer ces responsabilités<sup>384</sup> », ce qui n'est pas sans rappeler les objectifs défendus sans relâche par Paul VI, notamment auprès de Nixon. Effectivement, lors de son passage à la Maison-Blanche, le pape renouvelle son appel au gouvernement américain à faire preuve de

---

<sup>381</sup> Edward Walsh, "Carter Visits Pope in Vatican, Reaffirms Stand on Rights", *Washington Post*, June 22, 1980, p. A22.

<sup>382</sup> John Dumbrell, *The Carter Presidency. A Re-evaluation* (Manchester: Manchester University Press, 1993), p. 151.

<sup>383</sup> Il s'agit d'une période trouble pour Washington, avec la conjonction de plusieurs événements, notamment la révolution islamique, suivie de la prise d'otage de ressortissants américains en Iran, l'invasion soviétique en Afghanistan et l'aventurisme cubain en Afrique.

<sup>384</sup> Department of State Briefing Paper, "The US-Vatican Relationship", folder: Vatican, Pope John Paul II, 10/1-7/79: Briefing book, box 14, Collection: National Security Archives Files, VIP Visit File, JCL.

plus de solidarité<sup>385</sup>. De même, la paix au Moyen-Orient et le statut de Jérusalem étaient des thèmes chers à Paul VI.

Néanmoins, le communisme inspire au pape polonais une profonde révolte, notamment quand il croit le voir s'insinuer au cœur même du catholicisme, et ceci va se révéler utile pour un Président nouvellement converti aux vertus d'une ligne dure en matière de politique étrangère. Au Salvador, Jimmy Carter, sans renoncer complètement à son engagement en faveur des droits de l'homme, décide de soutenir les juntes qui se succèdent au pouvoir après le coup d'Etat d'octobre 1979. Il espère qu'avec l'aide militaire qu'il leur fournit, elles parviendront à juguler l'extrême droite et la guérilla marxiste qu'il pense alimentée en armes par les sandinistes, qui ont pris le pouvoir au Nicaragua en 1979 après la chute de Somoza. Dans ce contexte, il est confronté à un adversaire de taille en la personne de Mgr Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador. Le prélat, dont l'aura internationale est considérable, condamne avec véhémence launte au pouvoir et le soutien que lui apportent les Etats-Unis, dans la mesure où cette aide permet selon lui d'équiper des forces armées peu soucieuses du respect des droits de l'homme.

L'Administration Carter va chercher à obtenir du Saint-Siège qu'il fasse « entendre raison » à Mgr Romero. Début 1980, Carter écrit au pape pour lui faire part de sa préoccupation quant au fait que des éléments d'extrême gauche déploient en Amérique centrale « violence et terrorisme afin de détruire l'ordre existant et le remplacer par un ordre marxiste, [...] aidés et soutenus en cela par l'interventionnisme cubain<sup>386</sup> ». Robert Wagner est dépêché deux fois à Rome afin d'aborder le cas Romero. Le sous-secrétaire d'Etat, James Cheek et lui-même transmettent un rapport à Mgr Casaroli sur la situation au Salvador et demandent au pape de convoquer l'archevêque à Rome (ce dernier devait se rendre en Europe pour accepter un diplôme honorifique). Bzrezinski écrit lui aussi au pape. L'archevêque salvadorien est convoqué à Rome, où il a une entrevue le 30 janvier avec le pape et Mgr Casaroli. Romero rapporte qu'au cours de leur entretien, Jean-Paul II l'aurait mis en garde contre les tentatives de subversion qui sont le fait « d'extrémistes cherchant à se faire passer pour des modérés ». Pour autant, note le département d'Etat, le message du pape n'a pas eu beaucoup d'effet, car Romero poursuit sa critique de launte et justifie le recours à la violence en ultime recours. Les Etats-Unis refusent de s'avouer vaincus, si l'on en croit cette note du département d'Etat :

---

<sup>385</sup> Remarks by Pope at White House and before Organization of American States, *New York Times*, October 7, 1979, p.37.

<sup>386</sup> Lettre, Jimmy Carter à Jean Paul II (Draft), n.d., folder: Mtgs.—SCC 261: 1/28/80, Box 32, Zbigniew Bzrezinski Collection, JCL.

L'adjoint de M. Wagner rencontrera le ministre des Affaires étrangères Silvestrini le 11 février pour exprimer notre gratitude au sujet des initiatives du Vatican auprès de l'archevêque [Mgr Oscar Romero] et notre souhait que le Vatican poursuive ses initiatives relatives à la situation en Amérique centrale. Notre mission au Vatican va également s'entretenir avec la direction des jésuites sur la situation au Salvador pour voir comment ils peuvent contribuer à influencer les conseillers jésuites de l'archevêque. L'archevêque voit apparemment la main des Etats-Unis derrière sa convocation au Vatican. Il a déclaré à la presse récemment que le pape avait de toute évidence reçu des informations erronées, que le Salvador n'était pas libre de la domination américaine et que les Etats-Unis n'avaient pas modifié de manière significative leur politique à l'égard du Salvador<sup>387</sup>.

Dans une lettre du 17 février 1980, dont le contenu est rendu public, Mgr Romero demande au président Carter de mettre un terme à l'intervention américaine, qu'elle soit militaire, économique ou politique. Il demande le même jour aux chrétiens démocrates salvadoriens de quitter le gouvernement. Cet épisode, où l'on voit le Vatican agir dans le sens du gouvernement américain, préfigure bon nombres d'épisodes qui vont marquer la présidence Reagan. La décision du Vatican d'intervenir n'est pas dictée uniquement par le souci de satisfaire son partenaire américain : depuis longtemps, Jean-Paul II se méfie de l'orientation prise par l'Eglise en Amérique centrale, et en mai 1979 déjà, il avait condamné avec virulence la théologie de la libération.

Quant au reste du monde, dès le début 1978, et ce avant même que ne commence le pontificat de Jean-Paul II, le *New York Times* rapporte que « les spécialistes de l'Europe de l'Est soulignent que les intérêts des Etats-Unis et du Vatican dans cette région convergent par certains aspects et qu'une coopération informelle et discrète s'est développée entre le département d'Etat et les diplomates du Vatican ». Il donne pour exemple la restitution de la couronne de saint Stéphane à la Hongrie, ou encore le fait que diplomates catholiques et américains aient beaucoup dialogué en amont du voyage de Jimmy Carter en Pologne, en décembre 1977, à l'occasion duquel ce dernier avait rencontré, accompagné de Bzrezinski, le cardinal Stefan Wyszynski, primat de l'Eglise polonaise. Selon un diplomate américain,

[l]es Etats-Unis et l'Occident tout entier souhaitent promouvoir le développement de forces nationales et culturelles dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui pourrait renforcer leur aspiration à une plus grande autonomie, voire à l'indépendance, par rapport à Moscou. L'Eglise catholique romaine constitue une de ces forces. C'est la raison pour laquelle nous consultons très fréquemment le Vatican<sup>388</sup>.

Dans sa biographie du pape, *His Holiness*, le journaliste Carl Bernstein rapporte les propos de Zbigniew Bzrezinski, très impliqué dans ce dialogue (il est catholique et d'origine polonaise). En août 1980, le Président envoie une lettre privée au pape l'informant que les

---

<sup>387</sup> "Status Report on the State Department's Efforts to Encourage Vatican Officials to Try to Influence Salvador's Archbishop Romero to Support Moderate Change through the New Junta", undated, 2735A, El Salvador, State Department Collection, FOIA electronic reading room, <http://foia.state.gov/documents/ElSalvad/779d.pdf> (consulté le 7 septembre 2009).

<sup>388</sup> Paul Hofmann, "US-Vatican Cooperation Grows over Issues in Eastern Europe", *New York Times*, February 26, 1978, p. 12.



Etats-Unis partagent les aspirations des travailleurs polonais et qu'ils sont disposés à utiliser la voie diplomatique pour appeler le Kremlin à faire preuve de retenue, alors que l'agitation en Pologne laisse craindre une intervention militaire soviétique<sup>389</sup>. Fin 1980, un dialogue officiel s'instaure entre Bzrezinski et le secrétaire général du Synode mondial des évêques, Mgr Jozef Tomko. Leurs conversations portent notamment sur la Pologne et Solidarité, ce syndicat indépendant né en août 1980. Le but était notamment pour Bzrezinski de faire savoir au pape que des ressources financières et matérielles existaient aux Etats-Unis pour soutenir la cause de Solidarité, notamment du côté du mouvement syndical américain et de chercher à définir comment utiliser au mieux la propagande pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme sans pour autant entraîner de répression<sup>390</sup>.

Dans ses mémoires, Bzrezinski rapporte avoir rencontré le pape à plusieurs reprises, et notamment en 1980, au Vatican. A cette occasion, les deux hommes auraient abordé la question de la paix au Moyen-Orient, les relations sino-américaines ainsi que la situation au sein du bloc soviétique, notamment en Pologne<sup>391</sup>. A mesure que la situation se détériore en Pologne, avec un syndicat Solidarité de plus en plus revendicatif à l'égard du parti, Bzrezinski exhorte Carter à écrire à plusieurs dirigeants européens ainsi qu'au pape pour définir une position commune. Au cours des deux premières semaines de décembre 1980, l'Administration apprend que des troupes soviétiques ont été déployées à la frontière polonaise. Bzrezinski en avertit le pape<sup>392</sup>. Selon Bernstein, il lui aurait demandé de mobiliser ses évêques pour qu'ils obtiennent des pays européens catholiques le soutien à un ultimatum menaçant l'Union soviétique de représailles en cas d'intervention en Pologne, ce à quoi le pape aurait consenti sans la moindre hésitation<sup>393</sup>.

A la veille de l'arrivée au pouvoir de Reagan, on peut déjà conclure sur les quelques constats suivants. Tout d'abord, l'arrivée d'un nouveau pontife en la personne de Jean-Paul II s'accompagne de certains signes de continuité (défense du Tiers-Monde, combat pour la paix, défense de l'Eglise dans le monde) mais aussi de rupture (notamment dans le rapport au monde communiste et aux différentes incarnations du marxisme) par rapport aux pontificats qui l'ont immédiatement précédé. Il faut néanmoins se garder d'insister sur une alliance anticommuniste. Comme pour Paul VI, la lutte contre le communisme est l'un des aspects de la politique étrangère du Saint-Siège sous Jean-Paul II, mais elle est loin d'être la seule.

---

<sup>389</sup> Carl Bernstein et Marco Politi, *His Holiness* (New York: Penguin, 1997), p. 244.

<sup>390</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 258.

<sup>391</sup> Zbigniew Bzrezinski, *Power and Principle* (New York: Farrar, Straus and Giroux, 1985), p. 463.

<sup>392</sup> Bzrezinski, *Power and Principle*, p. 467.

<sup>393</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 259.

D'autre part, il faut également se garder d'étendre aux rapports Etats-Unis-Vatican le diagnostic d'une rupture majeure entre la politique étrangère de Carter et celle de Reagan. Que ce soit avant ou après le durcissement de la politique étrangère américaine en 1978, on observe de nombreuses convergences entre les intérêts du Saint-Siège et des Etats-Unis.



## Partie II : L'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, concrétisation d'une alliance idéologique ?



Jean-Paul II et le couple Reagan au Vatican le 7 juin 1982

(Source : <http://www.reagan.utexas.edu/archives/photographs/large/c8410-6.jpg>)

Entre le pape récemment élu et le nouveau président américain, tout semble indiquer à première vue que le partenariat amorcé du temps de Richard Nixon et intensifié par Jimmy Carter va se poursuivre. Alors que les tensions redoublent d'intensité entre les deux grandes puissances, Ronald Reagan et Jean-Paul II semblent partager une même aversion profonde pour le communisme ; en outre, tous deux ont été victimes d'une tentative d'assassinat. Les premiers contacts sont établis très tôt au cours du premier mandat de Ronald Reagan ; ce dernier nomme dès le mois de février son ami de Californie, William Wilson, pour le représenter auprès du Saint-Père. C'est dans ce contexte que Washington annonce le 10 janvier 1984 l'établissement de relations diplomatiques. Cette mesure va être perçue par certains comme la consécration d'un rapprochement, voire d'une alliance, entre Ronald Reagan et Jean-Paul II. C'est ce que nous allons chercher à déterminer tout au long de cette partie.

## **Chapitre 1 : Les Etats-Unis et le Vatican sous Reagan et Jean-Paul II : un rapprochement indéniable**

### **I. Une proximité idéologique qui trouve ses racines dans la distanciation entre le Saint-Siège et les pays communistes**

Les Etats-Unis de Reagan et le Vatican de Jean-Paul II semblent connaître une convergence idéologique forte, qui n'est pas sans rappeler la situation qui prévalait sous Pie XII et Truman. Le pape de l'Est, qui a connu les deux totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle et le Président, progressivement devenu hostile au communisme à la suite de ses expériences à Hollywood (notamment sa confrontation avec les syndicats), partagent une conviction, celle de la nature profondément immorale de cette idéologie.

#### *I. i. L' « effet » Jean-Paul II*

Au début des années 1980, on peut avoir l'impression qu'avec Reagan et Jean-Paul II aux affaires, l'ère de la détente américano-soviétique et de l'*Ostpolitik* vaticane est bel et bien révolue. Dès sa première conférence de presse, le 29 janvier 1981, le président américain enterre définitivement la détente à laquelle Jimmy Carter avait déjà donné de sérieux coups de canif. Interrogé au sujet de ce qu'il percevait comme les objectifs à long terme de l'Union soviétique, il répond :

[...] jusqu'à présent la détente n'a été qu'une voie à sens unique que l'Union soviétique a utilisée pour parvenir à ses propres fins. [...] leur objectif est la promotion de la révolution mondiale et d'un Etat

socialiste ou communiste unique dans le monde entier, quel que soit le mot que vous voulez employer. Tant que ce sera le cas et tant qu'ils déclareront ouvertement et publiquement, comme ils continuent de le faire, que la seule morale qu'ils reconnaissent, c'est celle qui leur permettra de faire avancer leur cause, c'est-à-dire qu'ils se réservent le droit de commettre n'importe quel crime, de mentir et de tricher afin d'y parvenir, tout en affirmant que c'est moral et pas immoral, et que nous opérons selon des normes différentes, je pense qu'il faut avoir cela à l'esprit quand on traite avec eux<sup>1</sup>.

Quant à Jean-Paul II, certains commentateurs ont le sentiment qu'il est en passe de rompre le dialogue avec l'Est initié par Jean XXIII et repris par son successeur Paul VI et que l'on va assister à un retour à l'anticommunisme virulent de Pie XII. Ils prennent pour preuve de cela les propos cinglants tenus à l'encontre du régime polonais lors de son voyage de juin 1979<sup>2</sup>. Les membres de l'Administration, dont le président Reagan<sup>3</sup> (qui en aurait été ému aux larmes d'après celui qui deviendra par la suite son conseiller spécial à la sécurité, Richard Allen), ont eu l'occasion de suivre sur leurs écrans de télévision les images de ce voyage, voyage qui a contribué à donner l'impulsion à la création du syndicat d'opposition Solidarité<sup>4</sup>. Reagan avait évoqué son admiration pour le pontife dans une allocution radiodiffusée prononcée avant qu'il ne soit candidat à la présidence, et notamment son émerveillement face aux foules gigantesques qui s'étaient déplacées pour entendre le pape tout au long de son périple :

Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu un leader d'un tel courage faire preuve d'un tel dévouement à cette morale simple. [...] Aujourd'hui, avec les yeux du monde entier rivés sur eux, ils [les Polonais] ont regardé au-delà de la menace des armes et écouté la voix d'un homme qui leur a dit qu'il y a un Dieu et qu'ils ont le droit inaliénable d'adorer librement ce Dieu. Le Kremlin sera-t-il jamais le même ? Le serons-nous également ? Peut-être cet homme — le fils de simples agriculteurs — nous a-t-il fait prendre conscience que le monde a soif de renouveau spirituel et de *leadership*<sup>5</sup>.

Les images de ce voyage semblent l'avoir marqué, car à l'été 1981 encore, il écrit à un ami : « J'ai lu avec un intérêt tout particulier vos commentaires sur la résurgence de la religion. J'ai

---

<sup>1</sup> Ronald Reagan, "The President's News Conference", January 29, 1981,

<http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/12981b.htm> (consulté le 23 novembre 2009).

<sup>2</sup> Agostino Giovanoli, "Karol Wojtyla and the End of the Cold War", in Silvio Pons et Federico Romero (dir.), *Reinterpreting the End of the Cold War; Issues, Interpretations, Periodizations* (Londres, New York: Frank Cass, 2005), p. 83.

<sup>3</sup> La spiritualité de Ronald Reagan continue à faire débat de nos jours. Né d'un père catholique et d'une mère protestante, il a été élevé dans la foi de cette dernière, qui a exercé une influence considérable sur sa personnalité. Nelle Reagan appartenait à l'église des disciples du Christ, dont elle était une fidèle très dévouée. A ce titre, Reagan a été actif dans cette Eglise pendant son enfance et sa jeunesse. Pourtant, une fois à la Maison-Blanche, il lui sera reproché une certaine duplicité, car s'il invoque constamment Dieu et Jésus dans ses discours, il ne fréquente aucune Eglise et n'assiste à aucun service religieux. Interrogé à ce sujet, il aurait répondu qu'il ne voulait pas faire courir de risque ou de désagrément aux fidèles d'une paroisse en allant assister aux offices religieux etc., ce qui ne l'aurait pas empêché de prier très régulièrement. Pour plus de détails sur le rapport de Reagan à la religion, voir Paul Kengor, *God and Ronald Reagan: A Spiritual Life* (New York: Regan Books, 2005).

<sup>4</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 8.

<sup>5</sup> Ronald Reagan, edited by Kiron Skinner, Annelise Anderson et Martin Anderson, *Reagan, in His Own Hand* (New York: The Free Press, 2001), p. 176.

eu le sentiment, particulièrement au regard du voyage du pape en Pologne, que la religion pourrait très bien se révéler être le talon d'Achille des Soviétiques<sup>6</sup> ».

*I. ii. L'Europe de l'Est, source commune de préoccupation*

Les homélies et discours prononcés par Jean-Paul II tout au long de son voyage en Pologne sonnent comme une véritable leçon d'espoir pour une population en liesse venue en masse l'écouter et le voir. Ils constituent également un électrochoc pour le régime polonais et pour le Kremlin, notamment quand il exige la liberté pour l'Eglise, le droit des travailleurs à s'organiser, et qu'il s'attaque aux fondements moraux du système. Le 2 juin, lors d'une messe célébrée place de la Victoire à Varsovie, il déclare ainsi : « Exclure le Christ de l'histoire de l'homme est un acte contre l'homme. Sans lui, on ne peut pas comprendre l'histoire de la Pologne ... ». Même son invocation au Saint-Esprit sonne comme un appel au changement politique dans le pays : « Que descende ton esprit ! Que descende ton esprit ! Et qu'il renouvelle la face de la Terre. De cette Terre<sup>7</sup> ! ».

Jean-Paul II cherche à mobiliser directement l'Eglise et la société civile. Ce faisant, il rompt avec la politique traditionnelle de négociations avec les autorités, que ce soit par le biais de concordats ou d'une confrontation. Pour l'historien Scott Appleby, « [...] Jean-Paul II a eu conscience que dans un monde où les communications globales étaient en pleine émergence, l'action de l'Eglise aurait plus d'impact si elle s'exerçait auprès de la société civile plutôt que dans le cadre d'une alliance ou d'une opposition aux Etats-nation. Le pape a porté son message directement auprès des masses<sup>8</sup> ». Il s'agit pour Jean-Paul II de maintenir en vie la culture des pays sous emprise soviétique et d'éviter qu'ils ne sombrerent dans le désespoir. Ceci n'est pas sans rappeler les propos de Ronald Reagan lors de son discours au Parlement britannique, discours au cours duquel il avait présenté son programme pour favoriser une évolution vers la démocratie à l'Est :

L'objectif que je propose est assez simple à exposer : il s'agit d'encourager les infrastructures de la démocratie, une presse libre, des syndicats, des partis politiques, des universités, qui permettent au peuple de déterminer lui-même les moyens de développer sa culture et de résoudre ses différences par des moyens pacifiques<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Peter Schweizer, *Reagan's War* (New York: Doubleday, 2002), p. 173.

<sup>7</sup> Stanislas Dziwisz, entretiens avec Gian Franco Svidercoschi, *Une vie avec Karol* (Paris : Le Seuil/ Desclée de Brouwer, 2007), p. 133.

<sup>8</sup> Scott Appleby, "Pope John Paul II", *Foreign Policy* n°119 (summer 2000), p. 13.

<sup>9</sup> Ronald Reagan, "Address to Members of the British Parliament", June 8, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/60882a.htm> (consulté le 1er février 2010).

Il semble donc au premier abord que le pape ait opéré une rupture avec ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI, deux pontifes dont les orientations avaient troublé des Etats-Unis qui voyaient dans le dialogue entamé avec les régimes du bloc soviétique une possibilité pour ces derniers de revendiquer une nouvelle légitimité sur la scène internationale à moindre frais, tout en continuant les persécutions et les menaces contre l'Occident.

La grande inquiétude suscitée par l'élection du pape dans le monde communiste semble confirmer cette intuition. D'après le biographe du pape Tad Szulc,

[é]tant donné les tensions croissantes dans le monde communiste en général et en Pologne en particulier — et étant donné la revendication forte de son identité polonaise — il était inévitable que son attention [de Jean-Paul II] se porte immédiatement sur le pays de sa naissance. Bien sûr, cette réalité a constitué un choc considérable pour les dirigeants à Varsovie et Moscou, car il représentait un défi politique potentiellement majeur à la stabilité du communisme dans la région. L'élection de Karol Wojtyła a constitué une surprise totale<sup>10</sup>.

L'intérêt pour les Etats-Unis d'avoir un pape polonais à Rome n'est pas passé inaperçu du côté de l'Agence centrale de renseignement (CIA). Dans une note parue quelques jours après l'élection du nouveau pontife, l'agence tente d'anticiper les conséquences de l'élection de Jean-Paul II :

L'élévation de l'archevêque de l'ancienne capitale royale de Pologne [...] Cracovie va sans doute inquiéter considérablement Moscou, ne serait-ce que pour les réactions que son pontificat est susceptible de provoquer dans les pays communistes d'Europe de l'Est. Le choix d'un pape polonais, qui reflète la vitalité unique de l'Eglise polonaise, rendra encore plus difficile les efforts traditionnels de Moscou de lier culturellement la Pologne occidentale à l'Est, d'intégrer de plus près les Polonais dans le système d'alliances bilatérales et multilatérales dominé par les Soviétiques et de promouvoir une plus grande discipline sociale et politique en Pologne en consolidant le pouvoir du Parti communiste polonais. A cause de l'impact de Jean-Paul II, tout particulièrement son impact sur le nationalisme polonais, les Soviétiques auront désormais du mal à contrôler la gravitation instinctive de la Pologne vers l'Ouest sur les plans culturels et politiques. [...] L'élévation au pontificat du cardinal Wojtyła va donner un élan formidable à une fierté nationale déjà considérable ; il sera ainsi plus difficile pour le régime d'ignorer les desiderata de l'Eglise. [...] A long terme [...] l'élection d'un pape polonais contribuera à l'essor du nationalisme en Europe de l'Est et générera une prise de conscience parmi les églises et les chefs orthodoxes de la région.

La présence d'un pape polonais risque d'avoir des effets au-delà des frontières du pays, d'après la CIA :

D'autres pays tels que la Tchécoslovaquie feront pression pour une plus grande liberté d'expression si les Soviétiques sont perçus comme trop arrangeants avec la Pologne. [...] D'ailleurs, les éventuelles répercussions d'un accroissement du nationalisme polonais dans tous les pays de l'Europe de l'Est vont inciter la direction soviétique à surveiller de très près le moindre signe de réaction à ce pontificat polonais dans les pays d'Europe de l'Est. Le choix d'un pape polonais vient s'ajouter aux problèmes d'une direction âgée et fatiguée, qui connaît déjà des difficultés préalables à sa succession [...]. L'effet ricochet potentiel du nationalisme d'Europe de l'Est sur l'Union soviétique est également considérable, tout particulièrement en Ukraine, où l'Eglise uniate compte de nombreux fidèles, en Biélorussie, qui comprend d'anciens territoires polonais jadis très catholiques, et dans les Pays baltes, qui comptent plusieurs millions de catholiques [...]. Un pape polonais va revigorer la foi catholique dans ces régions

---

<sup>10</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 308.



et risque de donner de l'audace aux dissidents catholiques qui vont manifester plus vigoureusement [leur opposition]<sup>11</sup>.

L'inquiétude est donc grande à Moscou, et si elle l'était déjà au moment de l'élection de Jean-Paul II, le voyage triomphal de ce dernier en Pologne la porte à son paroxysme. Moscou décide donc de frapper fort pour contrer l'influence du pontife. Une campagne à l'échelle mondiale est ainsi lancée depuis l'Union soviétique. Le secrétariat du Comité central du Parti communiste adopte le 13 novembre 1979 la résolution « d'œuvrer contre les politiques du Vatican au sujet des Etats socialistes ». Cette décision comporte un plan d'action en six points, avec entre autres la mobilisation des partis communistes dans les pays comptant de fortes minorités catholiques (Lituanie, Lettonie, Ukraine...), ainsi que celle des Académies des sciences et de l'agence Tass « afin de lancer une campagne de propagande contre les politiques de l'Eglise<sup>12</sup> ».

### *I. iii. La théologie de la libération, autre source commune d'inquiétude*

Au-delà du potentiel déstabilisateur pour le bloc soviétique de la présence de Jean-Paul II à Rome, l'Administration Reagan conclut à l'existence d'intérêts communs avec le Saint-Siège au sujet de l'Amérique latine. Les Etats-Unis de Reagan et le Vatican de Jean-Paul II semblent partager une même préoccupation au sujet de la théologie de la libération, préoccupation quant à ses implications politiques pour le premier et à ses implications religieuses pour le second. Dès février 1981, le département d'Etat note, avec une certaine satisfaction :

Les positions conservatrices et fermes du pape quant aux obligations pastorales ont constitué une surprise pour beaucoup de catholiques libéraux [...]. Lors de ses voyages au Mexique (janvier 1979), en Afrique (mai 1980) et en France (2-4 juin 1980), il a demandé aux prêtres de ces pays de se concentrer plus sur leur travail pastoral et moins sur le militantisme politique<sup>13</sup>.

La théologie de la libération naît dans les années 1960 en Amérique latine. Ce mouvement s'est développé dans le contexte de la décolonisation et des réformes entreprises par l'Eglise sous Jean XXIII et Paul VI. Il défend l'idée selon laquelle l'Eglise doit participer à l'émancipation des peuples opprimés par un ordre politique, économique et social injuste, et en faire des artisans de leur propre libération. Pour certains, la résistance à l'oppression peut

---

<sup>11</sup> Mémo, "The Impact of a Polish Pope on the USSR", CIA National Foreign Assessment Center, October 19, 1978, cia.foia.gov (consulté le 21 octobre 2009).

<sup>12</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 336.

<sup>13</sup> Department of State Briefing Paper, "The Pope's Visit to the Far East", February 1981, box 3 folder 14, William A. Wilson Papers, Special Collections (ci-après SC), Georgetown University Library (ci-après GUL).

aller jusqu'à justifier des soulèvements. La théologie de la libération utilise le système de pensée marxiste pour analyser la situation du continent, qu'elle perçoit en termes de lutte entre les classes pauvres, dénuées de tout, et les classes possédantes. Ce seraient les conclusions de la deuxième conférence du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) en 1968 qui, en reprenant et développant l'« option préférentielle pour les pauvres » affirmée lors du concile Vatican II, et en en faisant un devoir central pour l'Eglise d'Amérique latine, auraient encouragé l'émergence de la théologie de la libération. Auparavant, les membres les plus défavorisés de la société étaient incités à accepter leur sort avec résignation. Dorénavant, ils sont encouragés à lutter. De plus, on leur dit que Dieu est de leur côté. En Amérique latine, cela revenait souvent à s'opposer à des régimes répressifs et oligarchiques qui bénéficiaient bien souvent du soutien des Etats-Unis. D'autre part, l'engagement politique des jeunes prêtres impliqués dans l'accompagnement de la lutte des pauvres n'était pas vu d'un bon œil par des hiérarchies épiscopales souvent proches du pouvoir, d'où de profonds clivages au sein des églises locales.

L'essor de la théologie de la libération s'accompagne de la création de communautés ecclésiastiques de base, formule née au Brésil dans les années 1960 pour pallier le manque de prêtres dans la région : en Amérique latine dans les années 1980, il n'y a qu'un prêtre pour 1 700 catholiques, comparé à un prêtre pour 800 fidèles aux Etats-Unis. Ces groupes de dix à trente fidèles se réunissent, sans la présence d'un prêtre, pour jouir d'une instruction religieuse, prier et s'entraider. En 1983, le continent latino-américain en compte entre 100 000 et 150 000 ; c'est la naissance d'une véritable « Eglise du peuple » ou « Eglise populaire », comme l'avait appelé de ses vœux le concile, où les fidèles jouent un rôle plein et entier aux côtés des personnes consacrées. Ces communautés vont souvent participer à l'action de groupes qui se battent pour le progrès social, ce qui conduit des religieux à s'impliquer directement dans des mouvements insurrectionnels. Au Nicaragua, l'*Iglesia Popular* est impliquée dans le mouvement sandiniste depuis le milieu des années 1970.

L'essor que connaît la théologie de la libération est perçu comme une menace potentielle par le Vatican, d'abord parce que le continent américain est celui qui abrite le plus grand nombre de catholiques au monde ; dans les années 1980, sur les 900 millions de catholiques recensés, 370 millions vivent en Amérique latine et centrale<sup>14</sup>. Au-delà des considérations d'ordre statistique, le fait que la théologie de la libération et ses prolongements ne soient pas du goût de Jean-Paul II est sans doute lié en partie aux origines du pontife. Natif

---

<sup>14</sup> James Kurth, "The Vatican's Foreign Policy, *The National Interest* n°32 (summer 93), p. 40.

d'un pays où Eglise et société sont soumises à un gouvernement marxiste répressif, il craint que ce mouvement ne contribue à l'essor du marxisme. De plus, son expérience en Pologne lui a enseigné que le seul moyen pour l'Eglise de survivre dans un environnement totalitaire est de faire preuve d'une unité sans faille reposant sur une stricte hiérarchie, principe qu'il cherchera à appliquer à l'Eglise dans son ensemble tout au long de son pontificat. Pour Tad Szulc, la théologie de la libération révèle les contradictions qui traversent la pensée du pontife :

Cette théologie constituait [...] un défi intellectuel majeur pour ce prêtre de Pologne qui croyait profondément en la justice sociale mais qui craignait — sur la base de son expérience polonaise sous le communisme — que, dans la pratique, elle ne tombe sous la coupe du marxisme. [...] Fidel Castro menait sa révolution « socialiste » à Cuba depuis vingt ans, et le pape partageait sans doute les craintes de l'Occident quant à son exportation à d'autres régions de l'Amérique latine catholique<sup>15</sup>.

Il formule sa première critique de la théologie de la libération lors de la conférence du CELAM de janvier 1979 à Puebla, au Mexique, premier voyage à l'étranger du nouveau pontife. Pour l'un des biographes du pape, Jonathan Kwitny, « lors de son premier voyage en Amérique latine, Jean-Paul II fut porteur d'un message en provenance d'Europe de l'Est<sup>16</sup> ». Lors de son discours aux évêques, à ceux qui « prétendent que Jésus était politiquement engagé, qu'il a lutté contre l'oppression et les autorités romaines, et qu'il était impliqué dans la lutte des classes » et qui utilisent cette image d'un Christ militant pour justifier un combat politique, voire militaire, il rétorque : « Cette conception d'un Christ personnage politique, révolutionnaire, d'un subversif de Nazareth, ne correspond pas à l'enseignement de l'Eglise, car elle confond les affirmations des accusateurs de Jésus avec les attitudes de Jésus lui-même ». Il s'en prend également à l'Eglise populaire, « une église qui est née du peuple, une église qui n'est pas celle du Christ<sup>17</sup> ».

Pour Tad Szulc, l'attitude du pape à Puebla est également la résultante d'une piètre connaissance de l'Amérique latine (où il ne s'était jamais rendu), ainsi que du poids de certains de ses conseillers, pour lesquels la théologie de la libération était avant tout un mouvement pro-marxiste<sup>18</sup>.

L'Administration Reagan n'est pas plus favorable à la théologie de la libération, mais pour des raisons différentes. En 1980, un groupe de travail mis en place pour conseiller le

---

<sup>15</sup> Szulc, *Pope John Paul II: The Biography*, p. 316.

<sup>16</sup> Jonathan Kwitny, *Man of the Century* (New York: Henry Holt and Company, 1997), p. 313.

<sup>17</sup> Jean-Paul II, "Address of His Holiness John Paul II, Third General Conference of the Latin American Episcopate", 28 janvier 1979,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1979/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19790128\\_messico-puebla-episc-latam\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1979/january/documents/hf_jp-ii_spe_19790128_messico-puebla-episc-latam_en.html) (consulté le 14 septembre 2009).

<sup>18</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, pp. 349-350.

futur Président se réunit afin de réfléchir à la politique de son Administration vis-à-vis de l'Amérique latine. Dans son rapport, il identifie nommément la théologie de la libération comme une menace pesant sur les intérêts commerciaux des Etats-Unis, car elle remet en cause le *statu quo*. Il suggère des mesures pour la discréditer et contrer son impact. Dans ce rapport, connu sous le nom de *Santa Fe Document*, il est stipulé que :

[I]a politique étrangère américaine devrait commencer à confronter la théologie de la libération (et non pas se contenter de réagir *a posteriori*) [...] En Amérique latine, l'Eglise joue un rôle vital dans la promotion du concept de liberté politique, malheureusement, les forces marxistes-léninistes ont utilisé l'Eglise comme arme politique contre la propriété privée et le système capitaliste de production, infiltrant les communautés religieuses avec des idées qui sont plus communistes que chrétiennes<sup>19</sup>.

Une fois aux affaires, l'intérêt de l'équipe Reagan à propos de la théologie de la libération ne va pas se démentir, selon Peter Murphy, qui deviendra en 1984 ministre à l'ambassade américaine près le Saint-Siège :

Washington, et tout particulièrement la Maison-Blanche (c'est-à-dire le conseiller spécial à la sécurité et le Président lui-même) étaient très curieux de connaître l'opinion du Vatican sur les applications concrètes de la théologie de la libération. A un moment, nous recevions tellement de demandes d'explication et de clarification de ce nouveau phénomène de « théologie de la libération » de la part de nos postes diplomatiques, que notre mission rédigea une note détaillée sur ce que nous pensions être ce mouvement et l'envoya à tous les postes diplomatiques américains dans le monde<sup>20</sup>.

La proximité que l'Administration Reagan croit déceler entre les intérêts du Vatican et les siens va la conduire à chercher, comme l'avait déjà fait l'Administration Carter, à tisser des contacts plus étroits avec le Saint-Siège.

## II. Des contacts accrus

### II. i. Des contacts de haut niveau

Ronald Reagan aurait déclaré qu'une fois président, un de ses premiers objectifs serait de faire du Vatican « un allié »<sup>21</sup>. Quoi qu'il en soit, trois semaines à peine après son investiture, le président américain nomme son ami William Wilson représentant personnel auprès du Vatican. Dès le début, Wilson va passer beaucoup plus de temps à Rome que ses prédécesseurs. Dans une lettre écrite en avril 1981, il explique avoir l'intention de passer entre dix-neuf et vingt-une semaines à Rome par an<sup>22</sup>. Les représentants qui l'avaient précédé n'y séjournèrent que trois ou quatre semaines, un peu plus dans le cas de Robert Wagner (ce

---

<sup>19</sup> David Tombs, *Latin American Liberation Theology* (Boston: Brill, 2002), p. 227.

<sup>20</sup> Peter K. Murphy, échange de courrier, 22 octobre 2007.

<sup>21</sup> Carl Bernstein, "The Holy Alliance", *Time*, February 24, 1992, pp. 28-35.

<sup>22</sup> Lettre, William Wilson à Albert Bergesen, April 1, 1981, box 1 folder 4, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

dernier s'était rendu sept à huit fois à Rome en l'espace de deux ans, pour des séjours allant de trois jours à un mois)<sup>23</sup>. Dans la pratique, Wilson va passer sept à huit mois de l'année dans la Ville éternelle<sup>24</sup>. De plus, à la différence une fois encore de Lodge et Wagner, Wilson ne reste pas longtemps pensionnaire au *Grand Hotel* de Rome : il loue une villa, la Villa Richardson, où il installe ses bureaux et fixe sa résidence, ce qui confère immédiatement à sa mission une plus grande continuité<sup>25</sup>.

Les premiers contacts avec le Saint-Siège sont établis dès les premières semaines de l'Administration Reagan. Le 26 février 1981, Wilson est dépêché en Alaska pour remettre au pape, qui devait y faire escale de retour d'un voyage au Japon, une lettre du Président. Le département d'Etat (en la personne de L. Paul Bremmer) avait recommandé l'envoi d'un représentant, jugeant que l'escale pontificale constituait « une excellente opportunité pour l'Administration d'établir un contact précoce et personnel avec le pape<sup>26</sup> ». James Rentschler du Conseil national de sécurité (NSC) fait la même recommandation à son supérieur Richard Allen, notant qu'« étant donné l'écho politique que rencontre le pape sur la scène nationale et sa présence sur la scène internationale, je pense que nous aurions intérêt à envoyer une personnalité proche de la Maison-Blanche pour souhaiter la bienvenue au pape [...] et lui transmettre une lettre personnelle du Président<sup>27</sup> ». Il est donc décidé que Wilson accueillera le pontife et lui remettra une lettre de Reagan, tandis que ce dernier téléphonera à Jean-Paul II. Tout ceci, explique-t-on à Reagan, « aidera à établir une relation cordiale entre vous et le

---

<sup>23</sup> “Angeleno Named Envoy to Vatican”, *The Tidings*, February 20, 1981, p. 3.

<sup>24</sup> David Shribman, “Man in the News; Ambassador Designate”, *New York Times*, January 11, 1984, p. A4.

<sup>25</sup> La décision du président de nommer un envoyé personnel auprès du pape était quasiment devenue une pratique courante, dans la mesure où Ronald Reagan est le quatrième président consécutif à effectuer une telle nomination, mais comme ce fut le cas pour chacun de ses prédécesseurs, la décision suscita de vives réactions de la part de certains responsables protestants. Avant même son investiture, en décembre 1980, Reagan avait reçu une lettre d'*Americans United*, anciennement *Protestants and Others United* (qui avait mené avec d'autres la campagne contre la nomination de Clark en 1951-1952) lui demandant de ne pas nommer d'envoyé, car selon elle, « qu'il soit appelé ambassadeur ou envoyé, c'est la même chose. Le Vatican est avant tout une Eglise. » *Americans United* l'exhorte à laisser ce poste « s'éteindre en silence ». Foy Valentine, un des représentants de la *Southern Baptist Convention*, déclare pour sa part après la nomination de Wilson qu'« une telle nomination constitue un affront à la Constitution. C'est un affront pour ceux qui défendent la liberté religieuse, et pour ceux qui, comme les baptistes, croient fermement en la séparation entre les églises et l'Etat. C'est une mesure inutile, peu judicieuse et porteuse de divisions. Il serait préférable pour tous les Américains que cette nomination soit annulée ». (John Dart, “Reagan Chooses Bel Air Man as Envoy to the Vatican”, *Los Angeles Times*, February 21, 1981, pp. 28-29).

<sup>26</sup> Mémo, L. Paul Bremmer à Richard Allen, February 6, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II (81003101-8106715) box 41, National Security Council (NSC): Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>27</sup> Mémo, James Rentschler à Richard Allen, February 5, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II (81003101-8106715), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

pontife dès le début de votre mandat et séduira les millions d'Américains qui ont suivi avec grande attention son voyage triomphal d'octobre 1979 aux Etats-Unis<sup>28</sup> ».

Les contacts se poursuivent par l'intermédiaire notamment de Wilson, qui rencontre le pape pour la deuxième fois le 20 mars 1981 pour lui présenter une lettre d'introduction, faite de lettres de créance (il s'agit de sa première audience à Rome, qui selon l'intéressé a consisté en un tête-à-tête de quinze minutes)<sup>29</sup>. Quelques mois plus tard, en mai 1981, Ronald Reagan transmet par l'intermédiaire du représentant Peter Rodino une lettre au pape à l'occasion non seulement de son anniversaire, mais également de la tentative d'assassinat dont il a été victime. Reagan, qui avait fait lui-même l'objet d'une tentative d'assassinat le 30 mars 1981, y évoque la similitude de leurs expériences :

Heureusement, rares sont les dirigeants dans le monde aujourd'hui à partager la triste distinction de connaître exactement le genre d'événement que vous venez de vivre. Plus rares encore sont ceux qui, comme moi, ont conscience du courage et du dévouement considérables que vous avez dû déployer pour non seulement survivre à ce terrible événement, mais également pour le faire avec grâce, noblesse et sens du pardon<sup>30</sup>.

Les hauts responsables américains vont se succéder au Vatican pendant toute la durée de la présidence Reagan, que ce soit avant ou après l'établissement de relations diplomatiques, et ce grâce aux services de Wilson, qui ont pour tâche d'organiser les visites et d'obtenir des audiences avec le pape et ses collaborateurs<sup>31</sup>. Le pape reçoit ainsi le Président en audience le 7 juin 1982, dans le cadre d'un voyage qui a conduit Ronald Reagan en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie. En décembre 1982, le Président téléphone à Jean-Paul II à l'occasion de Noël. Les deux hommes auront l'occasion de se revoir lors d'une escale commune en Alaska, le 2 mai 1984 et, en 1987, ils se retrouvent à deux occasions : lors de la visite de Ronald Reagan au Vatican, le 6 juin, et à l'occasion de la visite pastorale du pape aux Etats-Unis, le 10 septembre (le Président venant en personne l'accueillir à Miami). Le vice-président Bush pour sa part rencontrera le pape à plusieurs reprises, notamment en

---

<sup>28</sup> Mémo, "Recommended Telephone Call", non daté, folder: The Vatican: Pope John Paul II (81003101-8106715) box 41, NSC, Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>29</sup> Lettre, William Wilson à Merrill Dean, April 1, 1981, box 1 folder 5, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>30</sup> Lettre, Ronald Reagan à Jean-Paul II, non datée, folder: The Vatican: Pope John Paul II (81003101-8106715), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL. "Happily, few leaders in the world today have the dubious distinction of knowing with some precision the kind of event you have just experienced. Fewer still can appreciate, as can I, the depth of courage and commitment on which you must have called, not only to survive that horrible event but to do so with such grace, nobility and forgiveness."

<sup>31</sup> Parmi les hauts responsables catholiques les plus souvent sollicités pour des entretiens avec des responsables américains, on compte le secrétaire d'Etat, le cardinal Agostino Casaroli, le secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise (« ministre des Affaires étrangères » du Saint-Siège), Mgr Achille Silvestrini et le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, Mgr Joseph Ratzinger, ainsi que les responsables du Conseil pontifical justice et paix, notamment William Murphy et Diarmuid Martin et les dirigeants des grands ordres religieux.

janvier 1983<sup>32</sup>, en février 1984, puis en juin 1985, tandis que les conseillers spéciaux à la sécurité successifs auront également des entrevues avec le pape ou les plus hauts responsables de la Curie romaine. Le secrétaire d'Etat George Shultz se rend à Rome en décembre 1982, le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger se rend quant à lui au Vatican en octobre 1983<sup>33</sup> et à l'automne 1986<sup>34</sup>.

## II. ii. Une véritable navette de renseignement

Parmi les Américains illustres en visite au Saint-Siège, on compte également le général Vernon Walters. Ce dernier a reçu comme instruction de se rendre régulièrement au Vatican en sa qualité d'ambassadeur itinérant de Reagan. Dans ses mémoires, Walters, ancien directeur adjoint de la CIA, a précisé la nature de ses entrevues avec Jean-Paul II :

Au cours de ma mission en tant qu'ambassadeur itinérant, le secrétaire d'Etat, Al Haig, avec l'accord de William Clark me convoqua dans son bureau et me donna pour instruction de rendre visite à Jean-Paul II à intervalles réguliers afin de lui exposer les principes de la politique américaine en matière de diplomatie et de défense. L'Administration était consciente qu'il existait une convergence d'intérêts entre l'Eglise catholique et les Etats-Unis dans leurs tentatives pour contenir l'expansion communiste. D'après mes instructions, je devais exposer les faits en m'appuyant sur les meilleures sources de renseignement disponibles. J'entamai donc une série de deux ou trois voyages annuels au Vatican sur une période de quatre ans. [...] En résumé, je lui parlais des menaces posées par les missiles, les forces terrestres conventionnelles, l'armée de l'air et la marine soviétique. De plus, dès que c'était opportun, j'évoquais les problèmes de la Pologne, et une fois j'ai même évoqué les camps de concentration soviétiques, qui étaient toujours en activité. Parfois, il nous indiquait les sujets dont il souhaitait parler lors de notre prochaine entrevue. Il me recevait toujours seul [...]. Ces rencontres étaient généralement organisées par l'intermédiaire du nonce à Washington, l'archevêque (désormais cardinal) Mgr Pio Laghi et notre ambassadeur au Vatican, William Wilson<sup>35</sup>.

Dès le printemps 1981 donc, une *intelligence shuttle*, une navette de renseignement, aurait été établie entre la Maison-Blanche et le pape. Ce dernier aurait ainsi bénéficié de briefings réguliers de la part non seulement de Vernon Walters, mais aussi du directeur de la CIA, William Casey. Les deux hommes lui auraient rendu au total quinze visites en six ans<sup>36</sup>. D'après Wilson, « Walters était envoyé au Vatican avec pour mission précise de porter des messages entre le pape et le Président. Ses visites devaient rester discrètes. Elles ne portaient

---

<sup>32</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, January 17, 1983, box 3 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL

<sup>33</sup> Son désir de s'entretenir avec le pape est manifeste quand on lit les dépêches de l'époque : Wilson rapporte ainsi qu'« il [Weinberger] a demandé spécifiquement à rencontrer le Saint Père et le cardinal Casaroli », Téléx, Wilson à Don Planty, non daté, "circa 82-83", box 3 folder 23, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>34</sup> Mémo, Caspar Weinberger à Ronald Reagan, October 22, 1986, folder: Vatican 1986 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>35</sup> Vernon A. Walters, *The Mighty and the Meek* (London: St Ermin's Place), pp. 232-233.

<sup>36</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 269 (Walters affirme voir rencontré le pape tous les six mois entre 1981 et 1988. Casey se serait rendu au Vatican à chaque fois qu'il se rendait en Europe ou au Moyen-Orient (Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 32). Les archives Reagan confirment l'existence de nombreuses audiences accordées à l'ambassadeur itinérant Walters.

pas toutes spécifiquement sur la Pologne ; parfois, ils abordaient également la question de l'Amérique centrale ou des otages au Liban<sup>37</sup> ». Quant à William Casey, il se serait rendu six ou sept fois au Vatican. Dans ses lettres au Président, il rapporte avoir abordé des thèmes aussi variés que la Pologne, l'Union soviétique, l'Europe de l'Est et l'Amérique centrale<sup>38</sup>.

L'importance que revêt le Saint-Siège aux yeux du directeur de la CIA (qui est catholique) est également reflétée par deux autres éléments. Tout d'abord, Pio Laghi, délégué apostolique, puis pro-nonce à Washington après l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, nous a confié au cours d'un entretien que parmi les responsables américains avec lesquels il avait été amené à traiter, William Casey avait été son interlocuteur le plus fréquent. Casey habitait dans le Maryland et devait passer par *Massachusetts Avenue* (surnommée *Embassy Row*, car elle concentre un nombre importants d'ambassades, dont la délégation apostolique, devenue plus tard nonciature apostolique) pour venir à Washington, et il lui arrivait de s'arrêter pour « prendre le café<sup>39</sup> ». D'autre part, William Wilson rencontre Casey à de nombreuses occasions si l'on en croit l'emploi du temps du directeur de la CIA (le 28 mars 1981, le 6 juillet 1981, le 14 décembre 1981 [lors d'un dîner organisé par les Wilson, en l'honneur de Mgr Casaroli, auquel assiste Casey], le 4 mai 1982, le 11 janvier 1983, le 10 mars 1983, le 7 juin 1983, le 19 décembre 1983, le 11 février 1985...) <sup>40</sup>.

### *II. iii. Des contacts à double sens*

En ce qui concerne les représentants du Vatican, Mgr Casaroli aura l'occasion de se rendre à plusieurs reprises aux Etats-Unis pour y rencontrer les plus hauts responsables américains, parmi lesquels le Président. Une rencontre était prévue dès le 15 mai 1981, mais elle dut être repoussée au mois de novembre suivant à cause de la tentative d'assassinat contre le pape. Une note rédigée à l'occasion de cette visite avortée témoigne de l'importance que revêtent à leurs yeux des contacts réguliers : « Le Vatican joue un rôle important en Pologne actuellement, ainsi qu'en Irlande du Nord et plus généralement avec le pape Jean-Paul II, il est en train d'émerger comme un acteur majeur sur la scène internationale<sup>41</sup> ». Selon le

---

<sup>37</sup> Bernstein et Politi, "The Holy Alliance", p. 32.

<sup>38</sup> Bernstein et Politi, "The Holy Alliance", p. 287.

<sup>39</sup> Pio Laghi, entretien avec l'auteur, 4 février 2008. Laghi avait été nommé délégué apostolique à Washington en 1980. Formé à l'Académie ecclésiastique pontificale, l'école des diplomates du Vatican, il avait travaillé dans plusieurs nonciatures apostoliques et délégations apostoliques, dont celle de Washington de 1954 à 1961 et celle de Buenos Aires de 1974 à 1980.

<sup>40</sup> DCI [William Casey]'s Schedule, 1981-1985, MORI DocId 45011-45024, FOIA Request, reference number F-2008-00402, November 20, 2007, CIA.

<sup>41</sup> Mémo, Richard V. Allen à George Bush, May 11, 1981, ID# 028154, CO170, WHORM: Subject File, RRL.



Conseil national de sécurité, « [i]l [Mgr Casaroli] maîtrise parfaitement les grands enjeux, y compris le Liban, le Salvador et la Pologne. Nous estimons qu'il est important pour nos relations avec le Vatican que Casaroli reçoive une attention de tout premier plan lors de sa visite à Washington<sup>42</sup> ». Le prélat rencontrera plusieurs fois le Président : le 15 décembre 1981 à la Maison-Blanche, en août 1982 dans le Connecticut, à l'occasion du centenaire de l'organisation catholique conservatrice les Chevaliers de Colomb, et le 22 novembre 1983 à Washington, sans parler des rencontres ayant eu lieu dans le cadre de visites à Rome et des déplacements officiels du pape aux Etats-Unis.

Les relations avec le Saint-Siège passent également par l'intermédiaire d'un agent du département d'Etat affecté exclusivement au Vatican, chargé de coordonner les notes d'orientation ainsi que la communication entre les différentes agences américaines et d'aider à l'organisation des visites de hauts responsables américains. A Rome, un diplomate de la Curie romaine est chargé des contacts avec les Etats-Unis. Si l'agent du département d'Etat était très compétent selon Peter Murphy, son homologue romain laissait plutôt à désirer, car il ne connaissait pas les Etats-Unis et ne parlait pas un mot d'anglais, à tel point que Pio Laghi faisait peu usage de ses services<sup>43</sup>.

La lecture des *talking points* ou des comptes rendus des conversations entre représentants du Saint-Siège et de l'Administration nous permet d'avoir une idée assez précise des questions abordées, sur lesquelles nous aurons amplement l'occasion de revenir. Si la Pologne ressort comme un thème de tout premier plan, il est loin d'être le seul. On retrouve pêle-mêle les tensions Est/Ouest (notamment au sujet des négociations de réduction des armements) ; l'Initiative de défense stratégique ; la question de la dissuasion nucléaire ; les évolutions à l'Est (la prise de fonction de Tchernenko, puis de Gorbatchev) ; le Moyen-Orient (avec un accent tout particulier sur le Liban, le statut de Jérusalem et le sort des Palestiniens) ; la situation en Amérique centrale (surtout au Nicaragua) ; la situation des chrétiens en Chine ; la querelle territoriale entre le Chili et l'Argentine ; les Philippines ; Haïti ; la dette du Tiers-Monde... La lecture de ces documents nous renseigne aussi sur le ton de ces conversations, qui est fort cordial, avec le souci apparent de prendre en compte les susceptibilités de chacun.

---

<sup>42</sup> Mémo, L. Paul Bremmer à Richard V. Allen, May 6, 1981, ID# 8114304, CO170, WHORM: Subject File, RRL.

<sup>43</sup> Peter K. Murphy, Oral History Interview, April 4, 1994, Foreign Affairs Oral History Collection, SC, GUL.

### **III. *We seem to be overloading the Vatican circuits of late: la Pologne, exemple de cette collaboration renforcée***

#### *III. i. Le Vatican de Jean-Paul II, acteur majeur de la crise polonaise du début des années 1980*

Les contacts entre Vatican et Etats-Unis au sujet de la Pologne illustrent assez bien la collaboration féconde (du moins pour les Etats-Unis), fruit d'objectifs convergents, qui les unira parfois. Cette collaboration consiste en un échange d'informations et en des initiatives de la part des Etats-Unis visant à faire approuver leur politique par le Vatican (d'où un effort de communication tous azimuts). Pendant la crise politique qui va ébranler la Pologne à partir de décembre 1981, les Etats-Unis auront en permanence ce que James Nance, conseiller adjoint aux questions de sécurité, qualifie de « consultations spéciales avec le Saint-Siège justifiées par le rôle unique joué par l'Eglise dans la crise actuelle<sup>44</sup> ».

Il est d'autant plus important d'être en contact étroit avec le pape que celui-ci va véritablement jouer un rôle clé dans la crise polonaise. Pour Szulc, « sa gestion personnelle et discrète mais extrêmement efficace de la crise, qui a été la pierre de touche du processus final de désintégration du communisme, lui vaudra sûrement une place de choix dans l'Histoire<sup>45</sup> ».

La crise, point culminant de plusieurs années de graves difficultés économiques, commence à ébranler la Pologne dès l'été 1980. Dès le début du mois de juillet, des grèves sont organisées à Gdansk pour protester contre l'augmentation du prix de la viande. Le 14 août, après l'arrestation d'une de ses salariées, une grève de grande ampleur éclate aux chantiers navals de la ville. Les revendications des grévistes sont de taille : ils exigent notamment la permission de créer un syndicat indépendant du Parti et de disposer du droit de grève. Forts d'un mouvement de solidarité qui s'étend à tout le pays, ils tiennent bon jusqu'à ce que le régime capitule : le 31 août, les accords de Gdansk sont signés, autorisant la création de syndicats indépendants, mais les tensions n'ont pas diminué pour autant. Le gouvernement ne tient pas ses engagements et cherche à entraver l'action de Solidarité, syndicat qui a vu le jour à la suite de ce mouvement, ce qui entraîne de fréquentes confrontations entre ce dernier et le régime. Moscou est préoccupé par cette évolution : c'est en effet la première fois que l'on reconnaît le droit d'exister à ce type d'organisation hors de l'emprise du gouvernement, et ce mouvement de syndicats indépendants va emporter l'adhésion d'une très grande partie

---

<sup>44</sup> Mémo, James Nance à Ronald Reagan, non date, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>45</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 363.

de la population. En décembre 1980, des chars du pacte de Varsovie sont massés à la frontière polonaise ; on craint une intervention soviétique pour rétablir l'ordre.

Si Jean-Paul II n'a rien fait pour encourager la crise qui secoue les chantiers navals de Gdansk à l'été 1980, le simple fait de sa présence à Rome donne au peuple un sentiment de protection (Lech Walesa portera pendant toute la durée du conflit un pin's à son effigie). Malgré son silence, cependant (sans doute motivé par le désir de Jean Paul II de ne pas envenimer la situation)<sup>46</sup>, « le pape commença à tisser les fils d'une diplomatie discrète mais complexe par le biais d'un canal distinct, rarement visible de l'opposition ou même de l'épiscopat polonais, envoyant et recevant des émissaires en mission confidentielle entre Rome et Varsovie et entre Varsovie et Moscou. Sa patience ainsi que sa vision à long terme ont été les grands atouts de sa diplomatie<sup>47</sup> ». Fin août 1980 déjà, il écrit une lettre privée à Léonid Brejnev dans lequel il assure au dirigeant soviétique que l'agitation en Pologne ne constitue pas une menace pour l'Union soviétique<sup>48</sup>. En décembre 1980, il écrit à nouveau à Brejnev pour lui faire part de sa préoccupation quant aux rumeurs d'invasion des forces du pacte de Varsovie (rumeurs alimentées par la présence renforcée de troupes aux frontières et par la tenue d'une réunion extraordinaire des pays membres du pacte le 6 décembre 1980) :

Je me fais l'expression de l'inquiétude de l'Europe et de l'ensemble du monde à propos de la tension engendrée par les événements intérieurs survenus en Pologne au cours de ces derniers mois. [...] Ayant donc à l'esprit les divers motifs graves de préoccupation engendrés par la tension concernant la situation actuelle en Pologne, je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir afin que disparaissent ce qui constitue, selon l'opinion générale, les causes de cette préoccupation. Cela est indispensable à la détente en Europe et dans le monde. Un tel résultat ne peut être obtenu me semble-t-il qu'en demeurant fidèle aux principes solennels des accords de Helsinki, qui définissent les critères régulant les relations entre les Etats. Et notamment en respectant les droits relatifs à la souveraineté, ainsi que le principe de non-intervention dans les affaires intérieures de chacun des Etats participants<sup>49</sup>.

Le 3 décembre 1980, le président Carter, encore au pouvoir pour quelques semaines, avait envoyé lui-aussi un avertissement aux Soviétiques à l'occasion d'un discours :

Les Etats-Unis observent avec une inquiétude croissante l'accumulation sans précédent de forces soviétiques le long de la frontière polonaise et la fermeture de certaines régions frontalières. Les Etats-Unis ont également pris note des allusions soviétiques à de prétendues forces « antisocialistes » en Pologne. L'histoire de l'après-guerre nous a enseigné que de telles insinuations ont parfois précédé des interventions militaires. Les Etats-Unis restent persuadés que le peuple et les autorités polonais doivent être laissés libres de résoudre leurs difficultés internes sans intervention extérieure. [...]. Une intervention militaire étrangère en Pologne aurait des conséquences extrêmement négatives sur les relations Est-Ouest en général et sur les relations soviéto-américaines en particulier. La Charte des Nations unies établit le droit de tous les Etats, petits ou grands, à exister libre de toute ingérence

---

<sup>46</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 376.

<sup>47</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 370.

<sup>48</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 373.

<sup>49</sup> Lettre, Jean-Paul II à Léonid Brejnev, 16 décembre 1980, Cliotexte, <http://icp.ge.ch/po/cliotexte/deuxieme-moitie-du-xxe-siecle-guerre-froide/pologne.1980.html> (consulté le 22 octobre 2009). Le pape fera parvenir une nouvelle lettre à Brejnev, le 23 février 1981, dans laquelle il exhorte le dirigeant soviétique à respecter la souveraineté polonaise et les droits de Solidarité (Szulc, *Pope John Paul II*, p. 380).

étrangère, quelles que soient leur idéologie, les alliances auxquelles ils appartiennent ou leur localisation<sup>50</sup>.

Les Etats-Unis de Jimmy Carter sont bien conscients du rôle important que pouvait être amené à jouer Jean-Paul II en plein regain de tensions en Pologne. C'est la raison pour laquelle le Président écrit également une lettre privée au pape pour témoigner de sa préoccupation au sujet de la Pologne<sup>51</sup>. Pour sa part, Jean-Paul II reçoit Lech Walesa et d'autres représentants de Solidarité le 15 janvier 1981 à Rome.

Après avoir diminué, les tensions s'enflamment à nouveau à l'automne 1981. Dans ce contexte, le 13 octobre 1981, alors qu'il est à Castel Gandolfo, le pape reçoit le ministre des Affaires étrangères polonais. Le 5 novembre, il reçoit le primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp, qui est venu à Rome pour rendre compte de sa rencontre avec Walesa et Jaruzelski (dans le cadre des initiatives de Jaruzelski pour mettre en place un « conseil d'unité national »)<sup>52</sup>.

### *III. ii. Une communication étroite tout au long de la crise*

Dans une lettre au secrétaire d'Etat Alexander Haig de mai 1981, le délégué apostolique Pio Laghi remercie ce dernier pour les informations qu'il lui a fait parvenir au sujet des intentions de l'Union soviétique en Pologne. Ceci semble indiquer l'existence d'un dialogue à son sujet dès les premiers mois de la présidence de Ronald Reagan<sup>53</sup>. En outre, Vernon Walters, reçu en audience par le pape le 30 novembre 1981, aurait apporté à ce dernier des photos satellites sur lesquelles figuraient des troupes du pacte de Varsovie rassemblées le long de la frontière polonaise<sup>54</sup>. C'est surtout à partir de la répression de décembre 1981 que les échanges entre le pape et l'Administration Reagan vont s'intensifier. Le 13 décembre, le Premier ministre Wojciech Jaruzelski décrète la loi martiale ; plusieurs milliers de personnes sont arrêtées, dont Lech Walesa et d'autres dirigeants du mouvement de contestation. Le jour même, le pape réagit publiquement à cette nouvelle, déclarant que « les événements des dernières heures me conduisent à vous contacter à nouveau pour vous

---

<sup>50</sup> Jimmy Carter, "Situation in Poland Statement by the President", December 3, 1960, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=45551&st=&st1=#> (consulté le 22 octobre 2009).

<sup>51</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 373.

<sup>52</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 402. Une fois la loi martiale décrétée, Jean-Paul aura de fréquents contacts avec le général Jaruzelski, contacts épistolaires ou par le biais d'intermédiaires, et ce à l'initiative du pape en personne. (Szulc, *Pope John Paul II*, p. 405). Dans sa première lettre au général, datée du 18 décembre 1981, le pape exhorte ce dernier à éviter tout bain de sang, à libérer les prisonniers politiques et à assurer le retour de la Pologne à la normalité. (Szulc, *Pope John Paul II*, p. 407). Le pape recevra aussi fréquemment des responsables de l'épiscopat polonais venus l'informer de l'évolution de la situation et le consulter sur la marche à suivre.

<sup>53</sup> Lettre, Pio Laghi à Alexander Haig, April 16, 1981, box 2 folder 59, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>54</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 324.

demander de prier pour la cause de notre mère patrie [...]. Le sang polonais ne doit pas être à nouveau versé, car il a déjà trop été versé, particulièrement au cours de la dernière guerre. Tout doit être fait pour construire en paix l'avenir de notre mère patrie<sup>55</sup> ».

Ronald Reagan appelle le pape dès le lendemain de l'imposition de la loi martiale, le 14 décembre, pour lui faire part de sa préoccupation et de son intention de suivre de près l'évolution de la situation<sup>56</sup>. La communication entre les Etats-Unis et le pape va souvent transiter directement par l'intermédiaire de son secrétaire particulier, Stanislas Dziwisz ; ainsi, Alexander Haig insiste pour que la lettre adressée par le Président à Jean-Paul II, premier maillon dans cette chaîne de communication, soit remise immédiatement par l'intermédiaire du père Dziwisz, et non par le canal habituel. Dans ce courrier, daté du 17 décembre 1981, le Président demande au pape d'user de son influence dans son pays natal, notamment d'intercéder auprès du Premier ministre pour qu'il établisse un dialogue avec le cardinal Jozef Glemp et Lech Walesa :

Depuis plus de mille ans, l'Eglise catholique est inextricablement liée au nationalisme polonais ; aujourd'hui, elle s'exprime avec plus d'autorité qu'aucune autre institution en Pologne. J'ai pris connaissance de votre appel au 'dialogue' en Pologne et je le soutiens sans réserve. J'exhorte Votre Sainteté à puiser dans la grande autorité qui est la vôtre et celle de l'Eglise en Pologne pour appeler le général Jaruzelski à autoriser la tenue d'une conférence à laquelle il participerait aux côtés de Mgr Glemp et Lech Walesa. Si je peux me permettre, il faudra suggérer au général Jaruzelski d'accepter que Walesa soit accompagné de huit à dix conseillers de son choix afin de garantir au public polonais qu'il agit librement. L'objectif de la conférence serait de déterminer si les parties impliquées, représentant ensemble les intérêts spirituels, politiques et sociaux de Pologne, peuvent trouver un terrain d'entente permettant d'abroger la loi martiale et de rétablir la paix sociale, afin que la Pologne puisse reprendre le cours des réformes politiques et économiques nécessaires au soutien d'un pacte social durable. Les Etats-Unis sont prêts à soutenir la quête de paix en Pologne par tous les moyens possibles<sup>57</sup>.

La Maison-Blanche décide d'imposer des sanctions économiques et commerciales à la Pologne et l'Union soviétique, sanctions annoncées les 23 et 29 décembre respectivement<sup>58</sup>. A Washington, on s'interroge sur l'attitude à suivre à l'égard du Saint-Siège sur la question des sanctions. Dans une note au général Haig du 28 décembre, le secrétaire d'Etat adjoint pour les

---

<sup>55</sup> Jean-Paul II, *Angélus*, 14 décembre 1981,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/angelus/1981/documents/hf\\_jp-ii\\_ang\\_19811213\\_it.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/angelus/1981/documents/hf_jp-ii_ang_19811213_it.html)  
(consulté le 22 octobre 2009).

<sup>56</sup> Ronald Reagan, *The Reagan Diaries*, (New York: Harper Collins, 2007), p. 55.

<sup>57</sup> Téléx, Alexander Haig à Vatican Office, December 17, 1981, folder: The Vatican Pope John Paul II-Cables [1 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>58</sup> Parmi les sanctions, essentiellement financières et commerciales, infligées à la Pologne (qui pour certaines seront également adoptées par d'autres membres de l'OTAN) figurent la suspension de 700 millions de crédits alimentaires ; un gel des prêts au gouvernement polonais ; la suspension du droit des avions de la compagnie nationale LOT de se poser sur le territoire américain ; la suspension des droits de pêche pour les navires polonais dans les eaux territoriales américaines ; l'imposition de strictes limites aux échanges scientifiques et technologiques entre les deux pays ; l'opposition au rééchelonnement du remboursement de la dette polonaise ; la suspension du statut de la nation la plus favorisée pour réduire les importations polonaises et l'opposition à la candidature de la Pologne au Fonds monétaire international. Washington annonce en parallèle que trois conditions devront être satisfaites pour pouvoir envisager leur levée : la libération de tous les prisonniers politiques, la fin de la loi martiale et l'ouverture d'un dialogue avec l'Eglise catholique et Solidarité.

Affaires européennes, Lawrence Eagleburger, explique que « nous devons essayer d'impliquer le pape dans nos tentatives pour obtenir des pays occidentaux une action similaire [...] vis-à-vis des Soviétiques et du régime polonais<sup>59</sup> ». Dans une note au Président du 28 décembre 1981, le secrétaire d'Etat Alexander Haig recommande donc que « parallèlement à l'annonce de votre décision concernant les sanctions contre les Soviétiques, je recommande que vous en appeliez au pape pour qu'il se serve de son influence à travers le monde occidental pour obtenir un soutien à nos initiatives<sup>60</sup> ». Dans une lettre au pape du 29 décembre, Ronald Reagan demande donc à Jean-Paul II, d'une part d'user de son influence auprès des autorités polonaises pour qu'elles mettent un terme à la situation d'urgence et, d'autre part, de demander aux pays d'Europe occidentale de soutenir, voire d'appliquer eux-mêmes, des sanctions commerciales à l'encontre de la Pologne et de l'Union soviétique :

Les Etats-Unis ne laisseront pas l'Union soviétique dicter l'avenir de la Pologne en toute impunité. J'annoncerai aujourd'hui des mesures américaines supplémentaires visant à élever le coût pour les Russes de leur violence continue envers la Pologne. J'ai décidé de ces mesures seulement après que l'Union soviétique et le régime polonais ont eu toutes les opportunités possibles de faire preuve d'une quelconque disposition à modérer leur conduite. En fait, l'appel direct que j'ai lancé au président Brejnev a reçu une réponse qui n'est ni prometteuse, ni conciliante. J'encourage nos alliés à nous rejoindre et à prendre des mesures concrètes. Si nous parvenons à unir l'Occident autour de ce programme, je pense qu'il est encore possible de convaincre les Soviétiques de revoir leur stratégie fondamentale [...]. Malheureusement, si les mesures américaines ne sont pas accompagnées d'actions similaires de la part d'autres pays occidentaux, il est possible que les Russes décident de continuer la répression, espérant ainsi provoquer une fracture au sein du monde occidental, tout en échappant aux conséquences de nos mesures. Cela serait une tragédie pour tous ceux qui défendent la justice sociale dans le monde. Je vous prie donc de nous aider et d'utiliser votre influence à travers le monde occidental pour essayer de faire l'unité autour de ces mesures nécessaires. En même temps, j'espère que vous utiliserez votre influence auprès de l'Eglise polonaise pour essayer de persuader les autorités polonaises de lever rapidement la loi martiale, libérer tous les prisonniers et reprendre le dialogue avec Solidarité. J'espère que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour présenter avec force ces vérités auprès des dirigeants occidentaux<sup>61</sup>.

Le Président prend bien soin d'amortir le poids de la décision qu'il vient d'annoncer, évitant d'employer le mot de « sanctions » au profit de celui de « mesures » et en la justifiant comme un dernier recours motivé par le refus de tout dialogue du côté soviétique.

Au-delà de la nécessité de convaincre le pape du bien-fondé des mesures prises par les Etats-Unis, il est d'autant plus important de pouvoir compter sur son soutien, même secret, voire d'obtenir de lui qu'il cherche à convaincre les dirigeants européens de la nécessité de sanctions que, comme l'explique William Clark au Président, on peut lire dans la presse que le Vatican n'approuve pas la manière forte adoptée par les Etats-Unis à l'égard de la Pologne.

---

<sup>59</sup> Mémo, Lawrence Eagleburger à Alexander Haig, December 28, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>60</sup> Mémo, Alexander Haig à Ronald Reagan, December 28, 1981, The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>61</sup> Lettre, Ronald Reagan à Jean-Paul II, December 29, 1981, The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA Head of State File, RRL.

Le gouvernement de Bonn en particulier décrit sa politique (notamment son refus d'imposer des sanctions) comme étant alignée sur celle du Vatican plutôt que sur celle de Washington<sup>62</sup>.

La crise polonaise donne en effet lieu à des divergences au sein du monde occidental entre les Etats-Unis, pour qui la détente est devenue un jeu de dupes et des Européens (surtout les Allemands) qui en ont fortement bénéficié, aussi bien sur le plan de la stabilité politique et militaire que sur les plans économique et financier. Les 25 milliards de dollars de la dette publique polonaise sont détenus en majorité par des institutions financières européennes ; les Etats-Unis ne représentent pour leur part que 9% des exportations de l'OCDE vers la Pologne, contre 25 % pour l'Allemagne. Les Européens redoutent que les Etats-Unis, par une action intempestive, ne remettent en cause ces relations, d'où leur réserve à l'endroit des sanctions contre la Pologne et l'Union soviétique. Ils sont d'autre part furieux de ne pas avoir été avertis de l'imposition des sanctions<sup>63</sup>. Washington pour sa part, réticent à toute concession à l'Union soviétique, est bien décidé à utiliser la crise polonaise pour tenter de freiner un commerce avec l'Est jugé trop favorable au camp soviétique<sup>64</sup>.

La crise polonaise est l'occasion de contacts particulièrement fréquents entre le Saint-Siège et l'Administration Reagan, si l'on en croit les commentaires de certains responsables américains. Ainsi, Dennis Blair rapporte que les « messages sur le Pologne ont littéralement volé entre la Maison-Blanche et le Saint-Siège<sup>65</sup> », et James Rentschler, directeur en charge des Affaires européennes au NSC constate qu'« il semble que dernièrement nous sommes en train de surcharger les circuits avec le Vatican<sup>66</sup> ». Le Président lui-même écrit au pape qu'« au cours des semaines dernières, nous nous sommes consultés fréquemment au sujet des événements polonais par écrit, par téléphone et par l'intermédiaire de nos représentants diplomatiques<sup>67</sup> ».

La réaction du pape aux lettres du président américain des 17 et 29 décembre 1981, sous forme d'une lettre datée du 4 janvier 1982, est des plus favorables pour les Etats-Unis. La lettre, comme l'explique William Clark à Reagan « ne laisse aucun doute sur le fait qu'il

---

<sup>62</sup> Mémo, William Clark à Ronald Reagan, "Reply from the Pope on Poland", folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051), NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, box 41, RRL.

<sup>63</sup> Pierre Buhler, « Le camp occidental à l'épreuve de la "crise polonaise" (1980-1982) », Intervention au Colloque international de la Société historique et littéraire polonaise, 30 septembre-1er octobre 2005 1980, La brèche polonaise, [http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre\\_buhler/pologne.pdf](http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre_buhler/pologne.pdf) (consulté le 22 octobre 2009).

<sup>64</sup> Buhler, « Le camp occidental à l'épreuve de la "crise polonaise" (1980-1982) ».

<sup>65</sup> Mémo, Dennis Blair à William Clark, January 5, 1982, folder: the Vatican: Pope John Paul II (8100301 - 8106715) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>66</sup> Mémo, Jim Rentschler à Robert Nance, December 29, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>67</sup> Téléx, Ronald Reagan à Jean-Paul II, January 14, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8100301 8106715) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

soutient les mesures que vous avez décidées contre le gouvernement polonais et l'URSS et qu'il les considère comme complémentaires à la pression morale qu'il exerce. [...] La lettre du pape ne laisse aucun doute sur le fait qu'il soutient votre politique et partage nos objectifs<sup>68</sup> ». Dennis Blair estime pour sa part que « la lettre du pape est très favorable — elle apporte un soutien total aux sanctions contre la Pologne et l'URSS. Il y est expliqué que tandis que le Vatican ne peut agir que sur le « plan moral », les États-Unis agissent eux sur le « plan politique ». Blair rapporte que lors de la remise de la lettre, Mgr Achille Silvestrini, secrétaire du Conseil pour les affaires publiques et à ce titre l'équivalent d'un ministre des Affaires étrangères du Saint-Siège « a été plus explicite encore, déclarant que les affirmations selon lesquelles le Saint-Siège désapprouvait les sanctions américaines contre l'Union soviétique et la Pologne “étaient fausses”<sup>69</sup> ».

Le Président, dans ce qui semble avoir été une manifestation spontanée, va vouloir se prévaloir publiquement de cette réaction en provenance du Vatican. Lors d'une conférence de presse, le 19 janvier 1982, il déclare : « J'ai reçu un long courrier du pape. Il approuve ce que nous avons fait jusqu'à présent. Il estime que cela a été bénéfique<sup>70</sup> ». Les propos de Reagan provoquent une mini-tempête médiatique et diplomatique, le Vatican n'ayant pas pour coutume d'apporter un soutien public à une quelconque partie, surtout en ce qui concerne le conflit Est-Ouest. Ceci le contraint à prendre la parole afin de lever tout soupçon de partialité et d'éviter toute incompréhension potentielle quant à ses sentiments pour la Pologne, les sanctions étant susceptibles de causer des difficultés supplémentaires non seulement au régime, mais également au peuple polonais. Pour ce faire, il publie un communiqué où le contenu de la lettre incriminée est rendu public et dans lequel il est réaffirmé que le Vatican ne fait pas de politique<sup>71</sup>. Il n'en demeure par moins que le pape semble avoir réellement été

---

<sup>68</sup> Mémo, William Clark à Ronald Reagan, January 11, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL. La lettre du pape ne figure pas parmi les archives de la présidence Reagan. Comme nous l'avons mentionné en introduction, le Saint-Siège s'oppose à la déclassification de tout document émanant du pape et traitant de questions de fond. Un aperçu du contenu de cette lettre est néanmoins disponible grâce aux résumés qu'en ont faits les responsables de la politique étrangère à la Maison-Blanche. D'autre part, face à la polémique déclenchée par cette lettre (voir *infra*), le Vatican, dans un geste inhabituel, va en rendre le contenu public.

<sup>69</sup> Mémo, Dennis C. Blair à William P. Clark, January 7, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051), box 41, NSC: Executive Secretariat; PA: Head of State File, RRL. “The letter from the Pope is a very helpful one—it fully supports our sanctions against Poland and the USSR. It explains that while the Vatican can act only on the « moral plane », the United States acts on « the political plane ». When he delivered the letter to us, Cardinal Silvestrini, the Vatican Foreign Minister, was even more explicit, saying that the reports that the Holy See disapproved of the US sanctions against the Soviet Union and Poland « were false ».”

<sup>70</sup> Ronald Reagan, “The President's News Conference”, January 19, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/11982b.htm> (consulté le 19 septembre 2009).

<sup>71</sup> Press brief, “Vatican Releases Pope's 4 Jan Letter to Reagan”, January 22, 1982, folder: Vatican [7 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.



favorable aux mesures prises par l'Administration Reagan dans les jours suivant l'instauration de la loi martiale en Pologne.

Quant à la « gaffe » présidentielle, Dennis Blair recommande à William Clark de « mentionner personnellement au Président que lorsqu'on traite avec des chefs d'Etat amis, il est préférable, avant de rendre public le contenu d'une lettre, d'obtenir l'accord de son expéditeur au préalable<sup>72</sup> ». William Clark s'efforce donc d'expliquer les subtilités de la diplomatie pontificale au Président. Ceci constitue pour nous une occasion supplémentaire de constater le parallélisme d'opinion entre les Etats-Unis et le Saint-Siège au sujet de la Pologne. Le conseiller du Président explique à ce dernier que pour tenter d'apaiser l'irritation du Vatican à la suite des déclarations de Reagan, Wilson s'est entretenu avec Jean-Paul II et qu'au cours de cette rencontre « le pape a clairement indiqué qu'il soutenait bien notre politique à l'égard de la Pologne et qu'il considérait ses actions comme complémentaires des nôtres. Cependant, il ne peut pas exprimer ce soutien aussi publiquement que nous ne le souhaiterions<sup>73</sup> ».

Tout au long des deux mandats de Reagan, le gouvernement américain va chercher à connaître l'opinion du Vatican sur la question polonaise et à se procurer les informations dont il dispose. C'est entre autres vers le Vatican que l'équipe de politique étrangère de la Maison-Blanche se tourne quand elle cherche à prendre la mesure de la situation à Varsovie. Ainsi Paula Dobriansky, en charge des affaires européennes et soviétiques au NSC, conseille au conseiller spécial à la sécurité Robert McFarlane en 1984 de « consulter le Saint-Siège sur la situation en Pologne, car il représente une source précieuse d'information ». Elle envisage simultanément une rencontre à Rome entre Wilson et les responsables de la Curie et à Washington entre McFarlane et le nonce apostolique. Pour Dobriansky, ces contacts sont d'autant plus intéressants que « le Vatican dispose d'excellentes sources d'information en Pologne même et qu'il peut fournir des perspectives uniques<sup>74</sup> ».

L'Administration Reagan suivra avec un intérêt tout particulier les voyages du pape en Pologne (il en effectuera deux pendant la présidence Reagan ; l'un en juin 1983, l'autre en juin 1987). Ainsi, Paula Dobriansky préconise à William Clark après le voyage de juin 1983 de « contacter le Vatican afin d'obtenir l'analyse que fait Rome de ce voyage et de son impact

---

<sup>72</sup> Mémo, Dennis Blair à William Clark, February 23, 1982, folder: the Vatican: Pope John Paul II, (8200555-8204184), NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>73</sup> Mémo, William P. Clark à Ronald Reagan, non daté, folder: the Vatican: Pope John Paul II (8200555-8204184), NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>74</sup> Mémo, Paula Dobriansky à Robert McFarlane, "Meeting with Papal Nuncio", December 8, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2], NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

potentiel sur la situation en Pologne<sup>75</sup> ». La Maison-Blanche va également cultiver les contacts avec plusieurs personnalités catholiques américaines d'origine polonaise, dont le cardinal archevêque de Philadelphie, John Krol, un proche du pape. L'Administration Reagan le consultera fréquemment et le Président le recevra à plusieurs reprises<sup>76</sup>. Elle cherche également à entretenir des contacts avec le primat de Pologne Mgr Joseph Glemp<sup>77</sup>. Toutes les occasions semblent bonnes pour prendre la température des événements en Pologne. Ainsi, le ministre américain en poste au Vatican, Peter Murphy, assiste en septembre 1984 aux funérailles du cardinal ukrainien Mgr Slipji. Une fois de retour, il constate que « c'était une manifestation très polonaise à laquelle la Maison-Blanche accordait un grand intérêt<sup>78</sup> » et il rédige un rapport détaillé à son sujet.

Chaque audience avec le pape et les responsables du Vatican constitue non seulement une occasion de glaner des informations sur la situation polonaise, mais également de faire un peu de pédagogie et d'expliquer les motivations de la position américaine. Celle du conseiller spécial à la sécurité Robert McFarlane ne fait pas exception à la règle. Dans la note rédigée en vue de cette rencontre, il est précisé qu'au cours de son audience de janvier 1985, il lui faudra demander au pape son sentiment à l'approche du procès des meurtriers présumés de Jerzy Popieluszko<sup>79</sup> et s'enquérir de son opinion quant à l'efficacité des « mesures » américaines. Au sujet des sanctions, le conseiller devra expliquer les raisons qui sous-tendent le maintien de bon nombre d'entre elles. Il lui faut ainsi expliquer que bien que les Etats-Unis « souhaitent prendre des mesures favorables au peuple polonais, [ils] maintiendront la pression sur les autorités polonaises afin qu'elles mettent en œuvre des

---

<sup>75</sup> Mémo, Paula Dobriansky à William P. Clark, July 1, 1983, folder: June-August 1983, Poland Memos 1981-1983, box OA 90892, Paul Dobriansky Files, RRL.

<sup>76</sup> Mémo, William P. Clark à Ronald Reagan, "Meeting with His Eminence John Cardinal Krol", May 11, 1983, folder: May 1-12, 1983, Poland Memos 1981-1983, box OA 90892, Paula Dobriansky Files, RRL. L'Administration va financer plusieurs initiatives humanitaires à destination de la population polonaise, notamment par le biais des organisations caritatives américaines *Catholic Relief Services* et CARE, auxquelles elle vend notamment des produits alimentaires à des tarifs préférentiels. D'après l'historien Gregory Domber, cette aide américaine, bien plus conséquente que celle apportée par la CIA et dont fait tant de cas Bernstein dans son article de 1992, "The Holy Alliance", aurait en partie contribué à la chute du régime en instillant un sentiment pro-américain dans la population. En effet, les Polonais, conscients de l'origine de cette aide, en auraient été profondément reconnaissants et d'autant plus attirés par le modèle occidental. (Gregory Domber, "Evaluating International Influences on Democratic Development: Poland, 1980-1989", *CDDRL Working Papers*, n°88 (July 88), pp. 41-42.

<sup>77</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, September 24, 1982 ou 83, box 3 folder 27, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>78</sup> Téléx, Peter K. Murphy à William Wilson, September 14, 1984, box 3 folder 32, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>79</sup> Ce prêtre s'était fait remarquer pour sa critique virulente du régime. Enlevé le 19 octobre 1984 par des officiers de la sécurité intérieure, son corps sera retrouvé dans la Vistule quelques jours plus tard.

réformes économiques et encouragent le pluralisme syndical ». De plus, il doit expliquer que Washington agira de manière graduelle pour ce qui est de leur levée<sup>80</sup>.

*III. iii. Les contacts rapprochés avec les Etats-Unis : une occasion pour le Saint-Siège de faire connaître ses desiderata*

Ces contacts fréquents ne vont pas être mis à profit uniquement par les Etats-Unis. Lors de ces multiples échanges, le Saint-Siège va transmettre les desiderata de l'épiscopat polonais et les siens, notamment au sujet des sanctions. La loi martiale est levée par le régime polonais en juillet 1983. Plusieurs centaines de prisonniers politiques, ainsi que des détenus de droit commun, sont libérés (même si des centaines de détenus politiques restent derrière les barreaux, et qu'un climat de répression règne toujours dans le pays). L'Administration Reagan maintient l'intégralité des sanctions, mais le Vatican émet des réserves de plus en plus fortes quant à leur poursuite. Suite à des déclarations de Lech Walesa hostiles aux sanctions, fin 1983, les Etats-Unis consultent le Vatican afin de connaître son sentiment sur la question<sup>81</sup>. Donald Planty, qui a succédé à Michael Hornblow en tant qu'adjoint de Wilson à Rome, rencontre Mgr Achille Silvestrini, qui lui lit des notes approuvées par le pape et Mgr Casaroli. Après s'être déclaré inapte à se prononcer sur les questions politiques ou techniques, le diplomate catholique nuance son propos. Il explique que la situation a changé en Pologne : même si le régime en lui-même n'a pas changé, les paroles de Lech Walesa témoignent d'une évolution de l'opinion publique polonaise au sujet des sanctions économiques. Si auparavant, l'opinion tout comme Walesa considéraient qu'elles étaient dirigées contre le régime et à ce titre justifiées, Walesa estime désormais qu'elles font du tort à la population. Pour Silvestrini, Walesa est très doué quand il s'agit d'interpréter les sentiments de ses compatriotes. Le diplomate catholique affirme que « le Saint-Siège est bien conscient que les sanctions ont un objectif juste, mais elles causent du tort à la population ». Il conclut en laissant aux Etats-Unis et à ses alliés d'Europe occidentale le choix de prendre les décisions politiques et opérationnelles qu'ils jugeront opportunes. Comme le note Planty, même si le message est exprimé dans des termes très mesurés comme c'est l'habitude au Vatican, le fait qu'il est temps aux yeux du Saint-Siège de lever les sanctions n'en est pas moins indéniable<sup>82</sup>. D'autre

---

<sup>80</sup> Mémo, Tyrus Cobb à Robert McFarlane, January 8, 1985, folder: the Vatican 1985 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>81</sup> Mémo, "Vatican's Reaction to Walesa's Statement, Church-State Relations", December 13, 1983, folder: The Vatican 1983-1984 [1 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>82</sup> Câble, Donald Planty au National Security Council, "Vatican's Views on Walesa's Sanctions Statement", December 23, 1983, folder: January 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobriansky Files, RRL.

part, l'inquiétude d'une « condamnation publique » des sanctions par le pape est palpable dans la note de Planty car celui-ci rapporte avoir demandé à Mgr Silvestrini si le pape avait l'intention d'exprimer publiquement ses réserves.

Le pape prendra effectivement position publiquement pour une levée des sanctions, et ce devant la communauté polonaise rassemblée à Rome, le 24 décembre, comme le souligne le bureau américain au Vatican. Ce dernier rapporte que « dans son discours à la communauté polonaise rassemblée dans la salle Clémentine du palais pontifical le 24 décembre, le pape Jean-Paul II a évoqué son souhait que les sanctions économiques et commerciales contre la Pologne soient levées prochainement ». Le pape a en effet déclaré : « Je souhaite que grâce à des initiatives appropriées en ce sens, la Pologne puisse reprendre à nouveau la voie menant à une coopération pleine et fructueuse et des échanges de biens dans chaque secteur, au sein du cercle le plus vaste possible de pays et de communautés mondiales<sup>83</sup> ».

Le pape fait également part de son souhait que les sanctions soient levées lors d'une entrevue avec le vice-président George Bush à Rome le 14 février 1984, comme le rapporte ce dernier dans un télégramme à Ronald Reagan :

Je lui ai ensuite demandé s'il avait des conseils à nous donner sur la Pologne. Il en a parlé assez longuement. Il a mentionné l'appel de Walesa et je lui ai dit que nous avons répondu à son appel sur deux points. Le Saint-Père a dit que le peuple souffrait. « Cela doit changer ». Il a dit que le Saint-Siège et [lui-même] estimaient qu'un changement du régime de sanctions était nécessaire. [...]. Je suis sorti de notre entrevue sans recommandation précise quant à la marche à suivre, mais avec le sentiment général que le Saint-Père souhaitait que nous agissions dans un sens favorable à la population. Le seul point précis qu'il a mentionné était celui de la nécessité d'une levée supplémentaire des sanctions<sup>84</sup>.

Le 16 février 1984, l'Administration fait savoir de manière confidentielle au gouvernement Jaruzelski qu'elle lèvera certaines sanctions si la Pologne satisfait plusieurs conditions. Robert McFarlane est d'avis, comme il l'explique au secrétaire d'Etat, George Shultz, qu'« en reconnaissance de l'intérêt très vif du pape pour les questions polonaises, dont témoignent les conseils qu'il a donnés au vice-président au cours de leur entrevue de cette semaine, nous demandons qu'il soit informé de la profonde gratitude du Président pour ses

---

<sup>83</sup> Câble, Mirella Giacalone à State Department, "Pope John Paul II's Address to the Polish Community in Rome", December 30, 1983, folder: January 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobriansky Files, RRL.

<sup>84</sup> Câble, George Bush à Ronald Reagan, February 15, 1984, folder: The Vatican Pope John Paul II (8490136-8490538), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL. "I then asked him if he had any advice for us on Poland. He discussed this for some time. He referred to the Walesa appeal and I told him we had responded on a couple of fronts to his appeal. The Holy Father said the people are getting hurt. « This must be changed ». He said the Holy See and I agree that there should be a change in sanctions [...]. I came away from the meeting with no specific suggestions about what we could do. But with the general feeling that the Holy Father would like to see us move forward in ways to help the people. The only specific was a further lifting of sanctions."

conseils et du fait que sur la base de ces derniers, il a décidé de prendre les mesures exposées ci-dessus<sup>85</sup> ». Le Président écrit donc à Jean-Paul II le 22 février 1984 la lettre suivante :

Notre chargé à Varsovie va informer Jaruzelski, par l'intermédiaire d'un envoyé extrêmement confidentiel, que nous sommes disposés à lever les sanctions sur les vols réguliers LOT en direction des Etats-Unis, à autoriser la reprise des voyages dans le cadre du fonds Marie Sklodowska-Curie, et à entamer un dialogue officiel, mais hautement confidentiel. Ce dialogue portera sur tous les aspects de nos relations et permettra d'exposer ce que nous attendons du camp polonais en échange de gestes positifs de notre part. [...] Ces gestes dépendront néanmoins de la volonté de Varsovie de libérer sans condition excessive ou harcèlement les onze militants de KOR [groupe de la société civile qui apportait son soutien aux grévistes] et de Solidarité. Je vais également faire savoir au général Jaruzelski mon vif intérêt pour le sort de Lech Walesa et sa famille et mon souci qu'il ne soit pas victime d'un harcèlement de la part du gouvernement<sup>86</sup>.

Le 21 juillet 1984, une seconde amnistie générale de 652 prisonniers politiques est décrétée par le gouvernement polonais. Le 1<sup>er</sup> août 1984, le président Reagan invite le nonce apostolique Mgr Laghi à un déjeuner de travail dans son ranch californien, *Rancho del Cielo*, près de Santa Barbara ; selon le NSC, « cette rencontre sera l'occasion pour le Président de s'enquérir auprès du nonce pontifical de l'opinion du pape quant à la réaction occidentale à l'amnistie politique décrétée par la Pologne<sup>87</sup> ». A la question des reporters qui cherchent à savoir si à ses yeux la Pologne est allée assez loin avec cette amnistie pour qu'il envisage de lever certaines sanctions, Reagan répond « [c]'est de cela dont nous allons parler aujourd'hui<sup>88</sup> ».

Le 2 août 1984 au matin, le pape, par l'intermédiaire de William Wilson, est un des premiers informés des mesures prises par les Etats-Unis à la suite de ces libérations (au même moment que les alliés de l'OTAN, mais avant les pays amis neutres et les membres du Congrès, qui ne devaient être avertis que l'après-midi)<sup>89</sup>. Les sanctions concernées sont, comme annoncé au pape en février, l'interdiction de se poser sur le sol américain faite à la

---

<sup>85</sup> Mémo, Robert McFarlane à George Shultz, "Poland: Response to Unofficial Emissary Schaff", February 16, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>86</sup> Lettre, Ronald Reagan à Jean-Paul II, February 22, 1984, folder The Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat; PA: Head of State File, RRL.

<sup>87</sup> Mémo, William Martin à Robert McFarlane, July 30, 1984, folder: Vatican 1983-1984 [6 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>88</sup> Ronald Reagan, "Informal Exchange with Reporters Prior to a Meeting with Archbishop Pio Laghi, Apostolic Delegate to the United States", August 1, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/80184b.htm> (consulté le 22 octobre 2009).

Cette visite a donné lieu à une polémique, notamment de la part des tenants d'une stricte séparation entre églises et Etat. L'invitation tardive du Président était incompatible avec l'emploi du temps du nonce apostolique, qui était attendu le lendemain à une ordination à Porto Rico. Pour résoudre ce conflit d'emploi du temps, le nonce se rendit à Porto Rico à bord d'un avion gouvernemental américain. Si l'on en croit *American United for the Separation for Church and State*, cette faveur aurait coûté pas moins de 16 000 dollars au contribuable américain, ce qui le conduisit à écrire au Président pour dénoncer cette liberté prise avec l'Article Premier de la Constitution ("Free Flight Raises Protest", *Wilmington Morning Star*, August 19, 1984, p. 2A.)

<sup>89</sup> "Memorandum for Mr. Robert McFarlane", August 1, 1984, folder: August 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobrianski Files, RRL.

compagnie aérienne LOT, ainsi que l'interdiction des voyages à but scientifique dans le cadre du Fond Maria-Slodowska Curie. D'autre part, les Etats-Unis déclarent envisager la levée de leur opposition à la candidature de la Pologne au FMI, à condition que l'amnistie soit mise en œuvre conformément à ce qu'a annoncé le gouvernement polonais<sup>90</sup>. Les sanctions ne sont pas levées dans leur intégralité cependant, car tous les prisonniers n'ont pas été libérés. De plus, ceux qui l'ont été sont sous le coup d'une interdiction de reprendre une activité politique. Les Etats-Unis maintiennent donc les mesures les plus dommageables pour l'économie (dont la suspension du statut de nation la plus favorisée et l'accès aux crédits bancaires).

Le 19 février 1987, les sanctions restantes sont levées ; d'après le *New York Times*, le pape n'y est pas étranger<sup>91</sup>. Le 16 février, une lettre du Président avait été remise à Mgr Silvestrini pour en informer le Saint-Siège. Ce dernier, contrairement aux attentes de Washington, ne souhaite pas que le Saint-Siège soit associé à cette décision, et se montre réticent quant à la demande du président Reagan de faire une déclaration publique sur le sujet<sup>92</sup> :

Silvestrini a indiqué qu'il jugeait préférable que l'annonce du gouvernement américain mentionne que la décision jouit du soutien des deux institutions locales qui ont œuvré en faveur d'une réconciliation nationale, c'est-à-dire Solidarité et l'Eglise polonaise. Sa réaction immédiate a été qu'il serait préférable de ne pas inclure de mention directe du pape dans cette annonce. Concernant la possibilité d'une brève déclaration du Saint-Père, Silvestrini a promis d'en parler au Vatican et de donner une réponse à l'ambassade [...] d'ici au 17 février<sup>93</sup>.

Ceci est tout à fait conforme avec le rôle que le pape entend jouer dans le processus de transformation des pays d'Europe de l'Est, laissant l'initiative et le premier rôle aux forces culturelles et religieuses locales, tout en se tenant prêt à les assister en cas de besoin. Dans ce contexte, le Vatican s'est chargé de relayer auprès de Washington les demandes des évêques polonais. Les archives de l'Administration Reagan révèlent ainsi qu'à leur demande, Jean-Paul II, par l'intermédiaire de Mgr Krol, a insisté auprès des Etats-Unis pour qu'ils fassent preuve de plus de souplesse au sujet de la candidature polonaise au Fond monétaire

---

<sup>90</sup> "Memorandum for Mr. Robert McFarlane", August 1, 1984, folder: August 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobrianski Files, RRL.

<sup>91</sup> Michael T Kaufman, "Patience is Paying Off for Poland's Jaruzelski", *New York Times*, February 15, 1987, p. A4.

<sup>92</sup> Mémo, Frank Carlucci à Ronald Reagan, "Letter from Pope John Paul II", April 22, 1987, folder : Vatican City, the Holy See 1987-88 Memos Letters Cables Intel Press Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>93</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb, "Presidential Message on the Lifting of US Economic Sanctions against Poland", February 16, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88 Memos Letters Cables Intel Press Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

international<sup>94</sup>. De même, l'épiscopat polonais va profiter directement de contacts avec le gouvernement américain, comme en témoigne ce compte rendu du NSC d'une rencontre avec un prélat polonais (dont le nom est toujours tenu secret). Comme le pape, ce dernier demande une plus grande souplesse des Etats-Unis quant à la levée des sanctions. Craignant « une réaction américaine tardive à l'amnistie » et reprochant aux Etats-Unis de conditionner la levée des sanctions à la libération de deux prisonniers politiques, alors que l'Eglise a déjà pris des assurances quant à leur libération prochaine, le prélat souligne qu'« en rendant public le fait que leur libération soit une pré-condition à la levée du veto sur le FMI, le gouvernement américain rend quasiment impossible cette décision pour le régime. La libération de tous les membres de Solidarité était déjà une concession humiliante. [...] Le gouvernement américain ne pourrait-il pas agir sur la base des assurances de l'Eglise que les deux dirigeants vont être libérés<sup>95</sup> ? » Il demande également si le gouvernement américain ne peut pas trouver une solution permettant au régime de Jaruzelski de sauver la face !

Au delà de la question des sanctions, le Saint-Siège va également profiter de ses contacts avec les Etats-Unis pour faire part de sa préoccupation quant au sort des réfugiés polonais présents sur le territoire américain. A l'occasion de la rencontre entre le pape et Ronald Reagan le 2 mai 1984 en Alaska, le Saint-Siège remet une note à ce sujet dans lequel il exprime son souhait de voir les Polonais cherchant refuge aux Etats-Unis traités justement<sup>96</sup>. Les Etats-Unis cherchent à tranquilliser le Saint-Siège en dressant la liste des mesures en vigueur, notamment la prorogation du délai de départ volontaire et son extension à tous les ressortissants polonais présents aux Etats-Unis, ainsi qu'un programme de consultations avec la communauté polono-américaine<sup>97</sup>.

Tout au long de la crise polonaise, si Jean-Paul II entretient des contacts très étroits avec les Etats-Unis qui semblent profiter aux deux entités, il insiste pour conserver une neutralité apparente et reste en retrait, démentant tout soutien aux sanctions, ou refusant de faire une déclaration dans laquelle il se serait félicité de la levée des dernières restrictions. L'action du pape, si elle est considérable, est avant tout discrète : le pontife se voit surtout

---

<sup>94</sup> Mémo, Jan Nowak à Paula Dobriansky, November 30, 1984, folder: September-November 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobriansky Files, RRL.

<sup>95</sup> Mémo, Jan Nowak à Paula Dobriansky, November 30, 1984, folder: September-November 1984, Poland Memos 1984-1985, box OA 90892, Paula Dobriansky Files, RRL.

<sup>96</sup> Mémo, Charles Hill à Robert McFarlane, "Papal Memoranda to the President", May 4, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8490136-8490538) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>97</sup> Câble, State Department à Embassy Vatican, "Reply to Papal Note on Polish Nationals", January 15, 1985, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8490136-8490538) box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

comme le porte-voix des Polonais auprès des Etats-Unis. On constate par ailleurs que l'accord n'est pas toujours parfait entre Washington et Rome.

### *III. iv. Quelques exemples de collaboration fructueuse pour les Etats-Unis*

Au-delà de la Pologne, le Saint-Siège et les Etats-Unis ont connu, sous l'Administration Reagan, d'autres collaborations fructueuses, notamment pour ces derniers. La coopération qui s'est développée au sujet du conflit territorial du canal de Beagle entre l'Argentine et le Chili est un de ces exemples où les Etats-Unis ont sollicité et accompagné avec succès l'intervention du Saint-Siège. Comme nous l'avons évoqué *supra*, le prédécesseur de William Wilson, Robert Wagner, avait demandé au Saint-Siège d'exercer une médiation, conformément à sa tradition séculaire<sup>98</sup>. La perspective de voir deux pays dans la ligne idéologique de Washington s'entredéchirer sur un continent où les Etats-Unis cherchaient avant tout à contenir l'expansion communiste était inacceptable pour l'Administration Reagan. Cette dernière maintient donc le contact avec le Saint-Siège sur la question du canal de Beagle. La mission américaine près le Saint-Siège semble avoir suivi de près les négociations, notamment par de fréquents contacts avec l'homme désigné par Rome pour coordonner cette médiation, Mgr Samore, comme en témoignent les archives<sup>99</sup>. Peter Murphy, qui sera l'adjoint de Wilson à partir de l'été 1984, souligne également l'implication des Etats-Unis, ainsi que l'étroit partenariat de l'ambassade américaine avec les délégations chiliennes et argentines, jusqu'à l'issue favorable, deux ans plus tard. Il rapporte que l'action du Vatican a été si positive que Washington et Londres demandèrent ultérieurement à Rome d'assurer une médiation dans le cadre de deux autres conflits, en vain (Casaroli prétextant un manque de ressources et le nombre insuffisant de diplomates à la Curie romaine) mais il refuse de divulguer lesquels<sup>100</sup> !

Un autre thème qui fait l'objet d'un consensus entre les Etats-Unis et le Saint-Siège est l'opposition à l'avortement. Le pape, pourfendeur d'une « culture de la mort » qui promet,

---

<sup>98</sup> A travers l'histoire, plusieurs Etats ont fait appel au Saint-Siège pour régler des différends territoriaux. Le juriste Giovanni Barberini estime que le Saint-Siège remplit une mission pacificatrice depuis le IX<sup>e</sup> siècle. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors qu'il avait perdu toute possession temporelle, plusieurs Etats, même non catholiques, firent appel au Vatican pour le règlement de litiges. Ainsi Léon XIII assura-t-il une médiation entre l'Allemagne et l'Espagne au sujet de la souveraineté des îles Caroline dans le Pacifique en 1885.

<sup>99</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, March 5, 1982 ou 1983, box 3 folder 29; Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, July 23, 1982 ou 1983, box 3 folder 30, William A. Wilson Papers, SC, GUL. William Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>100</sup> Peter Murphy, Oral History Interview, April 4, 1994, Foreign Affairs Oral History Collection, Georgetown University Library.



ou du moins tolère, l'avortement et l'euthanasie, trouve en Reagan, fervent défenseur du *right to life*, un partenaire. Carl Bernstein voit en ce thème une des dimensions de l'alliance entre Rome et Washington qu'il a évoquée dans un article de 1992. Il affirme qu'« en réponse aux préoccupations du Vatican, l'Administration Reagan décida de modifier ses programmes d'aide internationale afin qu'ils soient conformes à l'enseignement de l'Eglise sur le contrôle des naissances ». William Wilson aurait déclaré au journaliste que c'est à la demande du Saint-Siège que le département d'Etat interdit l'utilisation de toute aide financière américaine à des fins de promotion du contrôle des naissances ou de l'avortement. C'est cette politique que les Etats-Unis vont annoncer lors de la conférence sur la population de Mexico City en 1984 et dans le cadre de laquelle ils supprimèrent leur financement à la Fédération internationale des plannings familiaux et au Fonds des Nations unies pour les activités de population<sup>101</sup>.

Cette affirmation selon laquelle Washington aurait modifié sa politique pour satisfaire le Saint-Siège semble pour le moins exagérée<sup>102</sup>. Il est indéniable que sur cette question, les Etats-Unis et Rome étaient au diapason. Pour autant, la position défendue par le gouvernement américain ne semble pas avoir nécessité de pressions étrangères. Si Pio Laghi reconnaît en avoir touché quelques mots à William Casey, la conviction du gouvernement américain était déjà fortement enracinée, que celle-ci ait eu ou non des motivations électorales (Reagan, quand il était gouverneur de Californie, avait promulgué une loi autorisant l'avortement sous certaines conditions). Le soutien de la Nouvelle Droite à l'Administration exigeait d'elle qu'elle agisse en ce sens. Pendant la campagne de 1980, Reagan avait su la séduire notamment en promettant l'adoption d'un amendement à la Constitution interdisant l'avortement. Il avait semblé en faire une cause personnelle, écrivant au printemps 1983 un fascicule intitulé « Abortion and the Conscience of the Nation ».

Si on ne saurait créditer le Saint-Siège d'un rôle de « conversion » dans la politique américaine à l'égard de l'avortement, Fatma Ramdani indique dans sa thèse de doctorat que l'Administration Reagan a beaucoup compté sur le Vatican pour défendre leur position commune lors de la conférence de Mexico City en 1984. Ce dernier y jouera un rôle très actif, faisant circuler un document reprenant les aspects essentiels de la doctrine de l'Eglise. D'après Fatma Ramdani, les Etats-Unis ont profité de ce que le Vatican défendait un agenda

---

<sup>101</sup> Carl Bernstein, "The US and the Vatican on Birth Control", *Time*, February 24, 1992, p. 35.

<sup>102</sup> L'ambassadeur itinérant de Reagan Vernon Walters qualifie d'« idiote » (*silly*) l'idée que le gouvernement américain ait pu changer sa politique en matière d'avortement sous la pression du Vatican. (Kwitny, *Man of the Century*, p. 447).

qui leur était commun pour rester en retrait<sup>103</sup>. Pendant le débat officiel, le Vatican voulut faire ajouter au plan d'action que l'avortement soit exclu de tout programme de planning familial. Il finit par accepter la formulation suivante : « Les Etats doivent s'engager à prendre toutes les mesures nécessaires pour aider les femmes à ne pas recourir à l'avortement qui en aucun cas ne peut être promu comme méthode de planification familiale<sup>104</sup> » C'est alors que les Etats-Unis décident de prendre le relais en montrant leur soutien au Vatican autour de cette recommandation. En agissant de la sorte, l'Administration Reagan, en pleine période électorale, a cherché à la fois à satisfaire son électorat conservateur sans offenser directement les organisations féministes<sup>105</sup>.

L'autorité morale du Saint-Siège a également été mise à contribution dans le contexte de la lutte contre les stupéfiants, les Etats-Unis cherchant à obtenir du pape qu'il prenne position publiquement sur ce thème. Le ministère de la Justice notamment fera appel aux bonnes paroles du pape. William French Smith, *Attorney General* de Ronald Reagan de 1981 à 1985, était attendu au Vatican à l'automne 1983 et le problème de la drogue, de sa culture et son trafic devaient être à l'ordre du jour d'une éventuelle audience avec le pape. Le ministre souhaitait obtenir son concours sur cette question (le sujet sera effectivement abordé lors de l'audience que lui accorde Jean-Paul II le 10 novembre 1983<sup>106</sup>). L'aide du pape va également être sollicitée par Edwin Meese, qui succède à William French Smith au ministère de la Justice. Wilson va relayer auprès du pontife la requête du ministre, qui souhaite que Jean-Paul II prenne la parole pour dénoncer les difficultés liées aux stupéfiants en Colombie, ce que le pape fera<sup>107</sup>. Quant au tsar anti-drogue de l'Administration Reagan, Carlton Turner, il fera également appel à l'autorité morale du Saint-Siège, demandant et obtenant de ce dernier une déclaration condamnant le trafic et la consommation de stupéfiants<sup>108</sup>, tout comme

---

<sup>103</sup> Fatma Chehik Ramdani, « La position américaine lors des conférences onusiennes sur les femmes 1975-1995 », thèse de doctorat sous la direction de Pierre Melandri, soutenue le 28 novembre 2008, Université Paris III, p. 313. L'avortement est bien l'un des seuls sujets qui ait fait l'unanimité entre les évêques catholiques américains et le gouvernement Reagan. En juin 1984, le secrétaire général de l'USCC (branche administrative de la conférence épiscopale), le père Daniel Hoye, écrit au président américain pour le féliciter de la qualité du document exposant la position qui serait celle des Etats-Unis lors de la conférence (Ramdani, p. 312).

<sup>104</sup> Ramdani, « La position américaine lors des conférences onusiennes sur les femmes 1975-1995 », p. 315.

<sup>105</sup> Ramdani, « La position américaine lors des conférences onusiennes sur les femmes 1975-1995 », pp. 315-316.

<sup>106</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, September 24, 1983, box 3 folder 27, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>107</sup> Lettre, William Wilson à Edwin Meese III, July 10, 1986, box 2 folder 70, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>108</sup> Lettre, Carlton E. Turner à William Wilson, November 16, 1984, ID#277356, CO 170, WHORM: Subject File, RRL.

l'ambassadeur américain à l'Organisation des Etats américains, Richard McCormack<sup>109</sup>. Enfin, une dernière personne, et non des moindres, va faire appel au pape pour qu'il apporte une caution morale à sa campagne contre la consommation de stupéfiants, *Just Say No* : il s'agit de la première dame, Nancy Reagan. A cette occasion, elle sera reçue en audience au Vatican le 4 mai 1985.

#### **IV. Peut-on parler pour autant d'une « sainte alliance » entre les Etats-Unis et le Saint-Siège ?**

##### *IV. i. Une littérature abondante sur l'alliance idéologique entre Reagan et Jean-Paul II*

Plusieurs auteurs ont fait état d'un rapprochement idéologique entre le Saint-Siège et les Etats-Unis au début des années 1980, conséquence d'un changement de direction pris par le Saint-Siège dans ses rapports avec le bloc soviétique. Ainsi, la politologue Jo Renee Formicola juge qu'au début des années 1980, « modifiant l'orientation de la politique de non alignement menée pendant quinze ans, il [Jean-Paul II] commença à entretenir des relations plus étroites avec les Etats-Unis dans l'espoir de promouvoir une politique étrangère fondée sur les droits de l'homme, la justice sociale et l'élimination du communisme<sup>110</sup> ». Pour le spécialiste de la guerre froide John Lewis Gaddis, Reagan et le pape partageaient une même vision : tous deux rejetaient la division du monde telle qu'elle avait été entérinée à Yalta. Il estime même que « [le vice-président George] Bush, comme la plupart des spécialistes de politique étrangère de sa génération, considérait ce conflit comme une dimension permanente du paysage international. Ce n'était absolument pas le cas de Reagan, ni de Walesa, Thatcher, Deng ou Jean-Paul II<sup>111</sup> ». Pour l'historien, « Jean-Paul II, comme Thatcher, Reagan et Walesa avaient tous une vision en tête et un plan pour y parvenir<sup>112</sup> ». Le pape, en s'élevant au dessus des questions matérielles, aurait contribué à ôter « les barrières mentales [...] qui avaient conduit tant de personnes à conclure que la guerre froide durerait indéfiniment. [...] Il a fallu des visionnaires — des saboteurs du *statu quo* — pour élargir la gamme des options historiques<sup>113</sup> ». Le biographe du pape George Weigel estime pour sa part que :

[I]e pape et le Président partageaient certaines convictions. Ils croyaient tous deux que le communisme, plus qu'une simple théorie économique erronée, était moralement mauvais. Ils avaient tous les deux

---

<sup>109</sup> Mémo, William Wilson à Peter K. Murphy, February 11, 1986, box 2 folder 72, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>110</sup> Jo Renee Formicola, "US-Vatican Relations: Toward a Post-Cold War Convergence" *Journal of Church and State* 38 n°4 (autumn 96), pp. 799-816.

<sup>111</sup> John Lewis Gaddis, *The Cold War: A New History* (New York: Penguin Press, 2005), p. 22.

<sup>112</sup> Gaddis, *The Cold War*, p. 257.

<sup>113</sup> Gaddis, *The Cold War*, p. 196.

confiance en la capacité des peuples libres à relever le défi du communisme. Ils étaient tous les deux convaincus que, dans la lutte contre le communisme, la victoire — et non pas un simple accommodement — était possible. Tous les deux avaient conscience du drame du XX<sup>e</sup> siècle et tous les deux étaient convaincus que la vérité transcenderait les mensonges du communisme et sortirait les peuples de leur passive servitude<sup>114</sup>.

Certains, poussant à l'extrême l'idée d'une entente idéologique parfaite, ont parlé rétrospectivement d'une véritable « sainte alliance » entre le pape et le président Reagan. C'est l'argument développé, entre autres, par le journaliste Carl Bernstein dans un article publié dans le magazine *Time* en février 1992<sup>115</sup>. Selon Bernstein, le pape et le Président partageaient la même ligne idéologique :

D'après des conseillers qui partageaient la vision du monde de leurs dirigeants, Reagan et Jean-Paul II refusaient d'accepter un des faits politiques majeurs de leur époque : la division de l'Europe telle qu'elle avait été imposée à Yalta et la domination communiste sur l'Europe de l'Est. Ils étaient convaincus qu'une Pologne libre et non communiste serait comme un poignard dans le cœur de l'empire soviétique, et que si la Pologne devenait démocratique, d'autres pays d'Europe de l'Est lui emboîteraient le pas [...].

Il cite Reagan, qui aurait déclaré à ce sujet que « nous pensions tous les deux qu'une grave erreur avait été commise à Yalta, et qu'il fallait faire quelque chose<sup>116</sup> ». Carl Bernstein estime même que pour Reagan, la mission qui l'unissait au pape était quasiment d'inspiration divine. La tentative d'assassinat dont les deux hommes avaient réchappé (Reagan en mars et Jean-Paul II en mai 1981) constituait pour le Président un signe de la Providence qu'ils étaient tout deux appelés à une mission, ce dont ils auraient discuté lors de leur audience de juin 1982 à Rome. Pio Laghi aurait déclaré à ce sujet : « Un ami proche du président Reagan m'a raconté que le Président a dit [au cours de l'audience] : “Regardez comme les forces du Mal ont été mises sur notre chemin et comment la Providence est intervenue”<sup>117</sup> ». William Clark pour sa part aurait confié à Bernstein que les deux hommes partageaient «une même vision spirituelle et une même vision de l'empire soviétique, [ainsi que la vision] que le bien et la justice finiraient par l'emporter dans le projet divin<sup>118</sup> ». Dans un entretien au *Catholic World Reporter*, Clark avait à nouveau déclaré que « le pape et le Président partageaient la vision que chacun s'était vu confier une mission spirituelle — un rôle spécial dans le grand plan divin. Au Vatican, en juin 1982 [...], les deux hommes ont parlé de l'unité de leur vision

---

<sup>114</sup> George Weigel, *Witness to Hope. The Biography of Pope John Paul II* (New York: Harper Collins, 2001), p. 441.

<sup>115</sup> Carl Bernstein, “The Holy Alliance”, *Time*, February 24, 1992, pp. 28-35

<sup>116</sup> Carl Bernstein, “The Holy Alliance”, p. 29.

<sup>117</sup> Carl Bernstein, “The Holy Alliance”, p. 30.

<sup>118</sup> Carl Bernstein, “The Holy Alliance”, p. 30.

spirituelle et leur préoccupation face à l'oppression terrible à laquelle se livrait le communisme athée<sup>119</sup> ».

De nombreux auteurs conservateurs, défenseurs de la thèse selon laquelle Reagan aurait presque à lui seul été à l'origine de la chute du communisme, ont repris mot pour mot la thèse d'une sainte alliance développée par Carl Bernstein. C'est le cas notamment de Peter Schweizer, auteur de *Victory : The Reagan Administration's Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union* ou encore de l'ouvrage de deux anciens assistants de Reagan, Peter Hannaford et Charles Hobbs, *Remembering Reagan*<sup>120</sup>.

#### IV. ii. Les réalisations de la « sainte alliance »

Cette alliance idéologique aurait selon Bernstein donné lieu à une coopération très concrète sur plusieurs sujets : la Pologne, perçue par les deux hommes comme le talon d'Achille du bloc soviétique, le Liban et la politique de contrôle de la population. Pour Bernstein, comme pour ceux qui reprendront sa thèse d'une « sainte alliance », cette dernière s'est concrétisée par une action conjointe pour prêter main forte à Solidarité pendant la période de loi martiale. Si l'on en croit le journaliste, « confronté à la répression militaire en Pologne, Ronald Reagan et Jean-Paul II unirent secrètement leurs forces pour maintenir le syndicat Solidarité en vie. Ils espéraient non seulement faire pression sur Varsovie mais également libérer toute l'Europe de l'Est<sup>121</sup> ».

Leur rencontre du 7 juin 1982 au Vatican aurait été à l'origine de cette alliance. Après les discours publics, une audience privée de cinquante minutes, sans interprètes et sans aucun autre participant, avait eu lieu. Tandis que le secrétaire d'Etat Alexander Haig, le conseiller spécial à la sécurité William Clark et le responsable de la diplomatie du Vatican, Mgr Silvestrini, évoquaient l'invasion du Liban par Israël, Reagan et Jean-Paul II auraient parlé de la Pologne et de la domination soviétique en Europe de l'Est. Selon Bernstein, au cours de cette entrevue, « Reagan et le pape décidèrent d'entreprendre une campagne clandestine pour accélérer la chute de l'empire communiste<sup>122</sup> ». Il cite comme preuve les propos de Richard Allen, premier conseiller à la sécurité de Reagan, qui aurait déclaré que « ce fut l'une des plus

---

<sup>119</sup> Paul Kengor et Peter Schweizer, *The Reagan Presidency: Assessing the Man and His Legacy* (Lanham, Md.: Rowman and Littlefield Publishers, 2005), p. 189.

<sup>120</sup> Peter Schweizer, *Victory: The Reagan Administration's Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union* (New York: The Atlantic Monthly Press, 1994), pp. 35-36. Peter Hannaford et Charles D. Hobbs, *Remembering Reagan* (Washington DC: Regnery Publishing Inc, 1994), p. 70.

<sup>121</sup> Bernstein, "The Holy Alliance", p. 28.

<sup>122</sup> Bernstein, "The Holy Alliance", p. 28.

grandes alliances secrètes de tous les temps<sup>123</sup> ». Les opérations de l'« alliance » se seraient selon Bernstein concentrées sur la Pologne, le plus gros pays du bloc de l'Est, car Reagan et Wojtyla étaient convaincus qu'elle pouvait être détachée de l'orbite soviétique s'ils consacraient leurs ressources à déstabiliser le gouvernement et maintenir Solidarité en vie. Bernstein parle d'un « réseau établi sous les auspices de Reagan et Jean-Paul II » qui aurait soutenu Solidarité dans la clandestinité et fournit des équipements (fax, presses, téléphones, radios, caméras, photocopieuses, télex...), apportés en Pologne grâce à un réseau constitué de prêtres, d'agents américains, de représentants de l'AFL-CIO et des syndicats européens.

Il convient de s'interroger sur le fait que ce soit cette période de l'histoire américaine, période marquée par une apparente convergence entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, période aussi décrite par certains comme le théâtre d'une « alliance sainte » entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, qui ait été choisie par Washington pour l'établissement de relations diplomatiques, après plus d'un siècle d'interruption. S'agissait-il de la part de l'Administration Reagan de consacrer le partenariat unique dont elle jouissait avec le Vatican de Jean-Paul II et s'adjoindre un allié de taille dans la lutte contre les forces « immorales » du communisme ? C'est en tout cas ce qu'affirme Carl Bernstein dans sa biographie du pape parue en 1996<sup>124</sup>. Afin de tenter de répondre à cette question, nous allons maintenant nous pencher sur les considérations qui ont présidé à l'établissement de relations diplomatiques, ainsi qu'au déroulement de ce processus.

## **Chapitre 2 : L'établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les Etats-Unis : les forces en présence**

### **I. L'établissement de relations avec le Saint-Siège, un projet personnel de Ronald Reagan ?**

#### *I. i. Reagan comme initiateur de l'établissement des relations diplomatiques*

Le 11 février 1981, trois semaines à peine après son entrée en fonction, Ronald Reagan nomme son ami de Californie William Wilson représentant personnel auprès du pape Jean-Paul II. Certains lisent dans la nomination très rapide de Wilson la preuve du grand intérêt que Reagan portait au Vatican. C'est le cas notamment de Thomas Melady, troisième

---

<sup>123</sup> Bernstein, "The Holy Alliance", p. 28.

<sup>124</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, pp. 261-262. Il y affirme qu'« à cette fin [de nouer des liens les plus étroits possibles avec le pape et le Vatican] il [Reagan] promut une législation établissant des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, ce qu'aucun de ses prédécesseur n'avait souhaité faire ».

ambassadeur des Etats-Unis près le Saint-Siège, qui insiste sur le caractère insolite de cette nomination précoce à un poste en apparence secondaire. Melady souligne que « cela n'a pas été remarqué sur le moment, mais normalement la première chose que fait un président nouvellement élu [...] c'est d'annoncer les membres de son gouvernement, tout particulièrement au département d'Etat ; c'est seulement ensuite qu'il désigne [ses ambassadeurs] ». Pour Melady, le projet de nouer des relations diplomatiques était déjà en gestation en 1981<sup>125</sup>, mais ce dernier estime que c'est l'audience que Reagan eut avec le pape le 7 juin 1982 qui suscita en lui une véritable prise de conscience de la nécessité de telles relations. En plus de l'avoir conduit à une collaboration avec le Vatican pour aider Solidarité, « ce fut clairement le facteur décisif qui fit dire au président Reagan : “Je veux établir une ambassade en bonne et due forme”<sup>126</sup> ». Melady soutient que pour le Président, « ce fut un moment très important. Reagan sortit de cette réunion déterminé à établir des relations diplomatiques, des relations diplomatiques pleines et entières. Wilson est encore vivant, c'est un ami, et Wilson m'a dit : ça y est ; on va établir [des relations] mais il faut s'assurer de le faire correctement. Le moment est venu<sup>127</sup> ».

C'est la version des faits que l'on retrouve également dans les mémoires de William Wilson. Ce dernier souligne la forte impression qu'avait laissée l'audience de juin 1982 sur Reagan, tout en précisant qu'« au-delà de cela, le Président devait être convaincu de l'existence de certains avantages que pouvait présenter un dialogue continu entre le Vatican et les Etats-Unis, car la nomination de Wilson au poste de représentant personnel fut l'une des premières nominations diplomatiques du début de sa présidence ». Pour lui, ceci « témoigne d'un intérêt inhabituel de la part du Président pour les relations entre les Etats-Unis et le Vatican<sup>128</sup> ».

Peter Murphy se souvient quant à lui que William Wilson lui avait confié que la rencontre que Reagan avait eu avec Elisabeth II, peu après la nomination d'un ambassadeur britannique près le Saint-Siège, avait été déterminante. Lors de la visite d'Etat de la reine au Canada en 1982, le navire royal avait fait escale à San Francisco. La souveraine britannique y

---

<sup>125</sup> Thomas Melady, Oral History Interview, January 13, 1995, Foreign Affairs Oral History Collection, Georgetown University Library, p. 42.

<sup>126</sup> Melady, Oral History Interview, p. 41. Cette information est sujette à caution car Melady la tient de Wilson, et nous allons voir que ce dernier a ses raisons de mettre en avant le rôle du Président dans l'établissement des relations.

<sup>127</sup> Thomas Patrick Melady, entretien avec l'auteur, 22 novembre 2006, Washington DC.

<sup>128</sup> William Wilson, manuscrit non publié, Chapter IV, p. 6. Cet ouvrage, dont Wilson avait confié la rédaction à un tiers, n'a finalement jamais été publié. Il nous a été permis d'en consulter le manuscrit grâce à Gerald Fogarty, professeur d'histoire du catholicisme à l'université de Virginie à Charlottesville, auquel William Wilson avait demandé de le lire.

avait reçu le président américain et son épouse à l'occasion d'un dîner, au cours duquel le sujet des relations diplomatiques avec le Vatican avait été évoqué. La reine aurait expliqué être ravie de la modification du statut de la représentation britannique près le Saint-Siège opérée en janvier 1982 qui avait conféré au représentant de la couronne le rang d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Elle aurait exposé au couple présidentiel les raisons qui rendaient l'existence d'une telle ambassade importante à ses yeux. Pour Murphy, c'est cette conversation, plus que toute autre, qui aurait convaincu le Président de la nécessité de relations diplomatiques (contre l'avis de Nancy), car Reagan aurait été impressionné par tout ce qui avait trait à l'Angleterre<sup>129</sup>.

*I. ii. Contrairement aux apparences, un sujet qui n'est pas une préoccupation majeure pour l'Administration Reagan*

Nous venons de voir que plusieurs acteurs américains de la période défendent l'idée selon laquelle, dès les premiers jours de l'Administration Reagan, le Président lui-même aurait eu pour projet l'instauration de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, argument qui irait dans le sens de l'alliance anticommuniste évoquée par Carl Bernstein dans son article de février 1992. Ronald Reagan semble également avoir été fasciné par la personnalité de Jean-Paul II.

Pourtant, quand on observe la nature des premiers contacts entre les Etats-Unis et le Saint-Siège après l'élection de Ronald Reagan, les attentes du côté américain apparaissent comme assez floues et ces contacts ne semblent pas être motivés par des considérations géostratégiques majeures. On est loin pour l'instant de tout projet précis de coopération. Si la Maison-Blanche juge opportun de dépêcher une délégation pour accueillir le pape Jean-Paul II lors de son escale en Alaska le 26 février 1981, cette rencontre est motivée par le rôle majeur joué par le pape sur la scène internationale, mais également par l'écho rencontré par le pape sur la scène *nationale*<sup>130</sup>. D'autre part, s'il est conseillé à Reagan de téléphoner au pape à cette occasion, le seul point de politique internationale qu'on lui recommande d'aborder est le suivant : « La gratitude des Etats-Unis pour l'aide apportée par le Vatican lors de la crise des

---

<sup>129</sup> Murphy, Oral History Interview. La Grande-Bretagne avait coupé tout lien avec le Saint-Siège en 1534. Il faut attendre 1914 pour que, poussée par les événements internationaux, elle soit à nouveau représentée près le Saint-Siège, en la personne d'un diplomate en mission extraordinaire, mais ce n'est qu'en 1982 que des relations diplomatiques entièrement normalisées furent rétablies.

<sup>130</sup> Mémo, James Rentschler à Richard Allen, February 5, 1981; Mémo, Richard Allen à Ronald Reagan, undated, folder: the Vatican: Pope John Paul II, box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, Records 1981-1989, RRL.



otages [américains en Iran] », ce qui pointe plus vers des coopérations passées que futures<sup>131</sup>. Le but de ces manœuvres, comme l'explique Richard Allen, est certes d'établir des relations cordiales, mais également d'interpeler les millions d'Américains qui ont été captivés par la visite du pape en 1979<sup>132</sup>. On constate dès à présent que les considérations de politique intérieure ne sont pas étrangères au souhait de l'Administration Reagan de voir s'opérer un rapprochement. L'objectif est de consolider, voire d'augmenter, la part des voix catholiques, dont Reagan avait déjà remporté 51% en 1980. Ainsi, de vagues considérations internationales, mais aussi des considérations domestiques beaucoup plus nettes semblent avoir présidé aux premiers contacts entre Jean-Paul II et Ronald Reagan.

Un autre facteur milite également contre la théorie d'un rapprochement voulu par Reagan dès le début de son mandat pour des raisons géostratégiques précises, et semble indiquer plutôt que cette décision ait été prise par admiration pour le pape, dont le charisme, comme nous l'avons vu *supra*, n'avait pas laissé Reagan indifférent. Il s'agit du fait que, conformément à son style de gouvernement, caractérisé par un grand détachement et une propension à déléguer la gestion des affaires, voire la prise de décision, à ses conseillers (avec quelques exceptions notables)<sup>133</sup>, le Président ignorait l'absence de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Wilson rapporte que lorsqu'il reçut l'appel de Reagan lui demandant d'être son représentant auprès du Saint-Siège, « le Président pensait que ce poste était celui d'un ambassadeur en bonne et due forme, et que la mission avait le statut d'ambassade », ce qui nous a été confirmé par Michael Hornblow, son assistant à Rome<sup>134</sup>. D'ailleurs, dans son journal, le Président donne un aperçu de sa méconnaissance du sujet ; il rapporte en effet le 17 février 1981 : « Pendant la journée, j'ai découvert que mes nominations diplomatiques devaient passer par le département d'Etat. Cela prend très longtemps. Je veux que la nomination de Bill Wilson soit validée d'ici au 26 [février] afin qu'il puisse rencontrer le pape en Alaska (il va être ambassadeur au Vatican)<sup>135</sup> ».

En outre, pour Donald Planty, qui fut l'adjoint de Wilson en 1983 et 1984, période charnière pendant laquelle furent établies les relations diplomatiques, cette décision ne

---

<sup>131</sup> Mémo, "Recommended Telephone Call to Pope John Paul II", folder: The Vatican: Pope John Paul II, box 41, Executive Secretariat: NSC, PA: Head of State File, Records, 1981-1989, RRL.

<sup>132</sup> Mémo, Richard Allen to the President, undated, folder: the Vatican: Pope John Paul II, box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, Records 1981-1989, RRL.

<sup>133</sup> Pour plus de détails sur la gestion du pouvoir et le style de gouvernement de Ronald Reagan, on consultera avec profit les deux biographies suivantes : Lou Cannon, *President Reagan: The Role of A Lifetime* (New York : Public Affairs, 2000) et Pierre Melandri, *Reagan : une biographie totale* (Paris : Robert Laffont, 1988).

<sup>134</sup> Lettre, William Wilson to Charles Percy, 30 octobre 1981, Box 1 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL; Michael Hornblow, entretien téléphonique, 4 décembre 2006.

<sup>135</sup> Ronald Reagan, *The Reagan Diaries, Unabridged*, Volume I (New York: HarperCollins, 2009), p. 17.

constitue en rien l'aboutissement d'un projet porté par Reagan dès 1981. A la question de savoir si, en nommant un représentant en février 1981, le Président avait déjà en ligne de mire la constitution d'un partenariat avec le Saint-Siège ou s'il se contentait de poursuivre la tradition initiée par ses prédécesseurs, Donald Planty estime qu'il s'agit du deuxième cas de figure<sup>136</sup>. On ne saurait nier l'intérêt suscité chez le président américain par Jean-Paul II. Pour autant, au regard des éléments documentaires et des témoignages recueillis, il paraît pour le moins hasardeux d'alléguer l'existence d'un projet d'alliance bien défini, particulièrement à la lumière de la personnalité de Reagan.

## II. Le rôle de William Wilson

### *II. i. Une amitié forte au service des relations diplomatiques*

Si Reagan n'est pas à l'origine du projet de relations diplomatiques, comment expliquer que cette question ait été mise sur le devant de la scène et reprise personnellement par le Président, pour aboutir, le 10 janvier 1984, à l'annonce de l'envoi du premier ambassadeur américain au Vatican ? Ceci est en grande partie le résultat de la formidable implication de William Wilson et de sa détermination à voir ce projet cher à son cœur aboutir. Richard Burt, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et canadiennes, écrit ainsi que « William Wilson a été le catalyseur de l'élévation des relations<sup>137</sup> » ; Pour Donald Planty, quelles que soient les motivations et le rôle que l'on ait pu prêter à Reagan :

C'est réellement Wilson qui a rendu cela possible grâce à la relation personnelle qu'il entretenait avec le Président. [...] Il s'agit vraiment d'une réalisation de Wilson. Sans Wilson ou quelqu'un proche comme lui du Président pour défendre le projet, cela n'aurait pas eu lieu. Du moins pas à ce moment là, cela aurait peut-être eu lieu progressivement. Mais personne ne faisait pression en faveur de cette mesure à part Wilson. [...] Wilson a été le moteur de tout cela. Cela avait traversé l'esprit de Reagan à l'époque, car certains en parlaient, mais les autres proches conseillers de Reagan y étaient opposés. Presque tout le monde y était opposé. Wilson était comme un Don Quichotte se battant contre les moulins à vent. Il a fini par l'emporter grâce à sa proximité avec le Président, au grand dam, je pense, de bon nombre de membres de l'Administration. [...] Je me souviens que [William] Clark était plutôt favorable à la question, mais il n'a pas fait pression. Wilson est le seul à l'avoir fait<sup>138</sup>.

Tout au long des presque trois années ayant conduit à l'établissement de relations, cet ingénieur de formation reconverti dans l'immobilier et l'élevage, a accompagné le projet, instillant l'idée dans l'esprit de tous, convainquant, relançant le processus quand il semblait enlisé, pour finir par intercéder directement auprès du Président afin que ce dernier donne

---

<sup>136</sup> Donald Planty, entretien avec l'auteur, 14 décembre 2006.

<sup>137</sup> Note, Richard Burt à George Shultz, March 1984, box 3 folder 44, William Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>138</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

l'impulsion finale. Il aura pu profiter dans ce contexte d'un accès presque illimité à la Maison-Blanche, fruit de sa grande amitié avec Reagan.

Les deux hommes s'étaient rencontrés en Californie lors d'un dîner, en 1960. Ils s'étaient immédiatement trouvés des affinités, notamment leur amour des chevaux. Quant à leurs deux épouses, Elizabeth et Nancy, elles développèrent à partir de ce moment une forte amitié. Les Reagan célébrèrent ainsi leurs trente ans de mariage chez les Wilson en mars 1982<sup>139</sup>. Wilson était de ceux qui ont encouragé Ronald Reagan à briguer le poste de gouverneur de Californie à la suite du discours qu'il a prononcé lors de la convention républicaine de 1964, « A Time for Choosing ». Ce groupe d'amis se vit rapidement affublé du surnom de *kitchen cabinet*, et il allait suivre le quarantième président tout le long de sa carrière politique. Une fois gouverneur, Reagan confia à Wilson plusieurs responsabilités, dont, en 1972, celle d'administrateur de l'université de Californie. Sur un plan plus personnel, Reagan avait demandé en 1966 à William Wilson et deux autres personnes d'administrer sa fortune (fonction qu'il exercera de 1966 à 1984). Wilson l'aida également à trouver son ranch, *Rancho del Cielo*, sur les hauteurs de Santa Barbara, où les Wilson furent fréquemment les hôtes du couple présidentiel. Dès novembre 1980, Wilson fait partie du *Presidential Personnel Advisory Committee*, qui avait pour mission de conseiller Reagan dans le choix des membres de son administration<sup>140</sup>.

L'existence de liens étroits entre Wilson et Ronald Reagan nous a été confirmée par ceux qui ont été ses collaborateurs à Rome. Peter Murphy estime qu'il avait « un réseau d'influence considérable ! D'ailleurs, je n'ai jamais travaillé avec quelqu'un, que ce soit avant ou après, qui avait de telles relations avec le président des Etats-Unis. [C'était] le dirigeant *de facto* du *kitchen cabinet*. Il a aidé le Président après son élection à choisir la plupart des membres de son cabinet. [...] La femme de Bill, Betty, était sans doute la meilleure amie de Nancy Reagan<sup>141</sup> ». Pour Donald Planty, Wilson était « l'un des plus proches conseillers [de Reagan] ». Plusieurs épisodes dont il a rapporté l'existence témoignent de la proximité entre les deux hommes. Il se souvient ainsi être allé un jour avec Wilson à la Maison-Blanche pour y voir le Président sans même avoir de rendez-vous, malgré quoi il fut reçu presque immédiatement. Il évoque également un autre épisode : juste avant *Thanksgiving* en novembre 1983, Wilson était à Washington, et il a accompagné Reagan en Californie à bord d'*Air Force*

---

<sup>139</sup> Reagan, *The Reagan Diaries Unabridged*, Volume I, p. 114

<sup>140</sup> "The Hon William Wilson: Profile", Newsletter, Thomas Aquinas College, Fall 1999, <http://www.thomasaquinas.edu/news/newsletter/1999/fall/wilson.htm> (28 septembre 2009); "Angeleno Named Envoy to Vatican", *The Tidings*, February 20, 1981, box 1 folder 4, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>141</sup> Murphy, Oral History Interview.

*One.* C'est au cours de ce vol qu'il aurait obtenu de son ami une décision finale quant à l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège<sup>142</sup>. Michael Hornblow estime pour sa part que « Reagan et lui étaient très bons amis [...], ils se téléphonaient très souvent (une fois par semaine me semble-t-il) et leurs femmes aussi<sup>143</sup> ». Quant à Thomas Melady, il nous a rapporté que « Wilson passait les vacances de Noël dans le ranch des Reagan en Californie<sup>144</sup> ».

La proximité semble avoir été telle entre les deux hommes que Wilson va bénéficier d'un véritable traitement de faveur. Il va lui être permis de déroger à la règle qui veut que toute personne nommée ambassadeur des Etats-Unis renonce à siéger dans des conseils d'administration, même si elle n'en perçoit aucune indemnité. Ainsi Evan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis en France, avait dû démissionner de trois conseils d'administration avant de prendre ses fonctions à Paris<sup>145</sup>. Wilson quant à lui se voit autorisé à continuer à siéger au conseil de deux entreprises, Earle M. Jorgensen (société de distribution d'acier fondée par un autre proche des Reagan) et Pennzoil (société liée à la famille de son épouse, Elizabeth), dans lesquelles il détient de surcroît des participations importantes. Pourtant, comme le souligne le *New York Times* qui s'est penché sur la question en 1985, s'il existe des exceptions à cette règle, aucune ne s'applique au cas de Wilson<sup>146</sup>. Interrogé à ce sujet, le département d'Etat, préfère se réfugier derrière le respect de la vie privée de Wilson plutôt que d'avoir à d'expliquer les raisons qui ont permis à ce dernier d'obtenir une exemption. Un des responsables du *Office of Government Ethics* expliquera néanmoins que l'exemption dont il a bénéficié est due au fait que ses responsabilités en tant qu'administrateur n'entrent pas en conflit avec ses responsabilités d'ambassadeur d'une part et, d'autre part, que ces deux postes ne font l'objet d'aucune rémunération, arguments qui selon le *New York Times* ne remplissent pas les conditions permettant de déroger à la règle<sup>147</sup>. S'il renonce à siéger au conseil d'Earle Jorgensen et quitte ses fonctions le 14 mars 1984 (faute de pouvoir

---

<sup>142</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

<sup>143</sup> Hornblow, entretien téléphonique.

<sup>144</sup> Melady, entretien avec l'auteur.

<sup>145</sup> Leslie Maitland Werner, "Case of Vatican Envoy Unexplained", *New York Times*, July 13, 1985, p. A3.

<sup>146</sup> Leslie Maitland Werner, "Case of Vatican Envoy Unexplained", *New York Times*, July 13, 1985, p. A3.

<sup>147</sup> Leslie Maitland Werner, "Case of Vatican Envoy Unexplained", *New York Times*, July 13, 1985, p. A3. Selon le quotidien, aucune de ces raisons ne constitue une exception au regard des règles établies par le département d'Etat. Il recense trois catégories d'exemptions : l'administration d'une entreprise inactive, d'une entreprise immobilière familiale ou assimilée ; l'administration d'une entreprise familiale créée ou contrôlée par le titulaire et/ou un parent, à condition que l'absence de conflit d'intérêt potentiel avec les missions gouvernementales soit démontrée. Or, la société Pennzoil a indiqué qu'elle n'a pas été fondée et n'est pas contrôlée par des parents de M. Wilson ou de son épouse. Une des composantes de la société avait certes été fondée par le père de Mme Wilson soixante-quinze ans plus tôt, mais elle avait ensuite intégré un ensemble plus important. La troisième exception permet aux ambassadeurs de conserver leur siège sous réserve de prendre un congé de leur poste d'administrateur, à condition que ce dernier n'entraîne pas de conflit d'intérêt.

se rendre à toutes les réunions du conseil), il conserve son siège d'administrateur de Pennzoil, dont il sera finalement contraint de démissionner en mars 1986, à la demande expresse du département d'Etat.

La lecture des archives de la présidence, des documents personnels de Wilson et les témoignages des acteurs de l'époque ne laissent aucun doute quant à l'implication déterminante de William Wilson, et ce dès ses premiers jours à Rome. Selon Michael Hornblow, « dès le début, Wilson, et tout particulièrement Mme Wilson, furent de très ardents partisans de l'établissement de relations diplomatiques pleines et entières. [...]. Il exerça une forte pression en ce sens<sup>148</sup> ». Dès les premiers jours, William et Elizabeth Wilson s'investissent personnellement dans leur rôle, comme en témoigne leur installation dans une villa, et non plus à l'hôtel. Pour Richard Burt du département d'Etat, « Bill et Betty Wilson ont passé plus de temps à Rome et ont noué pour les Etats-Unis plus de relations amicales, personnelles et officielles, qu'aucun autre envoyé récent<sup>149</sup> ».

Wilson fera fréquemment allusion dans sa correspondance privée au rôle déterminant qui a été le sien (même si, comme nous le verrons *infra*, il se défend en public d'être intervenu en faveur de l'établissement de relations diplomatiques). Ainsi écrit-il à une relation au moment de l'établissement officiel de relations diplomatiques en 1984 que « l'annonce que vous avez vue constitue le couronnement de deux années de travail sur la question<sup>150</sup> ». Quant à l'ancien conseiller spécial à la sécurité de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, il écrit à Wilson que « c'est en grande partie grâce à vos efforts que cette avancée historique dans les relations a été rendue possible<sup>151</sup> ».

## *II. ii. Les motivations de Wilson*

Si de nombreux acteurs impliqués dans l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège s'accordent pour reconnaître le rôle déterminant joué par William Wilson, il convient de s'interroger sur les motivations qui ont conduit ce dernier à mettre tout en œuvre pour mener à bien ce projet. Wilson met en avant plusieurs arguments pour motiver son action. Il souligne à maintes reprises le fait que les Etats-Unis partagent avec l'Union soviétique la distinction peu glorieuse de ne pas compter parmi les cent six Etats

---

<sup>148</sup> Hornblow, entretien téléphonique.

<sup>149</sup> Note, Richard Burt à George Shultz, March (9?), 1984, box 3 folder 45, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>150</sup> Lettre, William Wilson à Edwin Streit, February 7, 1984, box 1 folder 39, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>151</sup> Lettre, Zbigniew Brzezinski à William Wilson, January 17, 1984, box 1 folder 28, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

représentés près le Saint-Siège. Autre argument, le fait que des relations informelles et l'absence de permanence qui en résulte nuisent à l'efficacité du travail de la mission américaine. Lors de son audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat pour être confirmé en tant qu'ambassadeur, le 2 février 1984, il déclare au sujet « des avantages que l'on est en droit d'attendre de véritables relations diplomatiques avec le Saint-Siège [...], [qu']ils découleront essentiellement d'une présence permanente, ce qui n'a plus été le cas depuis 1867<sup>152</sup> ». Comme il l'explique dans ses mémoires, la diplomatie n'a d'intérêt que si l'on est en mesure d'avoir des contacts fréquents avec des homologues de tous niveaux. Or, Wilson constate qu'en tant qu'envoyé spécial, « sa capacité à établir des contacts, à avoir accès et à transmettre des informations ou à influencer la bureaucratie vaticane [est] fortement limitée<sup>153</sup> ». Il rappelle que ses prédécesseurs depuis Myron Taylor n'ont jamais exercé leur mission à temps plein, que Robert Wagner par exemple avait continué à exercer sa profession d'avocat. Lui-même, explique-t-il, ne passe que six à sept mois par an au Vatican, « une des raisons étant que je ne veux pas donner l'impression d'être ce que je ne suis pas<sup>154</sup> ». Il estime qu'une présence permanente renforcerait la confiance du Saint-Siège envers les Etats-Unis, ce qui le rendrait plus enclin à un échange d'informations.

La question se pose de savoir si l'absence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège était vraiment préjudiciable aux Etats-Unis. Après tout, les relations entretenues par les Administrations précédentes leur avaient garanti un accès remarquable aux plus hauts échelons de l'Eglise. Selon l'ancien collaborateur de Wilson, Donald Planty, dont la présence à Rome a coïncidé avec le passage au statut de mission à celui d'ambassade, et qui était à ce titre bien placé pour observer d'éventuels changements, l'existence de relations diplomatiques est loin d'avoir changé fondamentalement la donne. Il estime que l'absence de relations diplomatiques n'entravait en rien son travail :

J'évoluais avec aisance [...] au sein de la bureaucratie et des structures vaticanes car j'étais le représentant adjoint, et ce poste était considéré aussi important que celui de chef de mission adjoint ou de chargé d'affaires quand l'ambassadeur était absent. Donc, à mon sens, il n'y a pas eu de différence perceptible, à part sur le plan du symbolisme et du formalisme que représentait l'existence de relations diplomatiques véritables [...] mais cela n'a en rien changé le fond de mon travail<sup>155</sup>

---

<sup>152</sup> "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, S381-9, US Congressional Committee Hearing, 98<sup>th</sup> Congress, Congressional Information Service 1984, p. 6.

<sup>153</sup> Wilson, Chapter IV, p. 17.

<sup>154</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 17-18.

<sup>155</sup> Planty, entretien avec l'auteur. Les propos tenus par M. Planty doivent être pris avec une certaine retenue, étant donné les mauvaises relations qu'il entretenait avec Wilson et qui l'ont contraint à démissionner à l'été 1984 (voir Murphy, Oral History Interview). Il convient de signaler que Michael Hornblow partage l'opinion de son successeur quant à la qualité des rapports avec le Saint-Siège même en l'absence de relations diplomatiques.

D'ailleurs, en privé, Wilson, est du même avis. Dans une lettre écrite au printemps 1984, il explique que « [m]ême si cent six autres pays sont représentés par des ambassadeurs au Vatican, je crois que j'ai eu plus de conversations et d'audiences qu'aucun d'entre eux depuis mon arrivée<sup>156</sup> ».

Au-delà donc des arguments invoqués publiquement, comment expliquer l'intérêt presque compulsif de Wilson pour l'établissement de relations diplomatiques ? Il semble tout d'abord que la situation au début des années 1980, faite de relations informelles et non réciproques, n'était aux yeux de Wilson pas digne des Etats-Unis, et constituait aussi une atteinte à la dignité du Saint-Siège. En février 1982, il la qualifie de « gênante et embarrassante pour les deux parties » dans un télex adressé au département d'Etat<sup>157</sup>. Elle n'est pas digne des Etats-Unis (ni de son représentant) aux yeux des autres diplomates, car ce dernier se retrouve mis à l'écart lors des cérémonies au Vatican, relégué à ce qu'il considère être un statut de seconde zone. Il explique à William Clark en janvier 1982 que lors de son dernier discours au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, le pape avait annoncé l'établissement de relations diplomatiques pleines et entières avec le Royaume-Uni. Pour Wilson,

[c]ela ne laisse que deux grands pays, la Pologne et les Etats-Unis, à ne pas avoir de relations diplomatiques en bonne et due forme. En conséquence, cette année la Pologne et les Etats-Unis partagent la distinction peu glorieuse d'être assis séparément du fait de l'absence de relations diplomatiques. Or, ce groupe est toujours le dernier à être salué par Sa Sainteté lors des cérémonies [...]. Rares sont les membres du corps [diplomatique] qui comprennent les raisons pour lesquelles les Etats-Unis et le Vatican ne se reconnaissent pas sur le plan diplomatique et même si j'essaie de m'en expliquer du mieux que je le peux, ils ne le comprennent toujours pas bien [...]<sup>158</sup>.

Wilson ne rate jamais une occasion de le faire savoir aux responsables et aux journalistes américains en visite à Rome ; c'est aussi l'argument qui revient le plus fréquemment dans sa correspondance personnelle. Le *Washington Post* affirme qu'« un responsable de la Maison-Blanche qui connaît bien Wilson a déclaré que le promoteur californien, seul catholique à jouer un rôle important au sein du *kitchen cabinet* de Reagan, était consterné de devoir se tenir à l'écart lors des réceptions au Vatican alors que les représentants de cent sept autres pays bénéficiaient des honneurs diplomatiques<sup>159</sup> ».

---

<sup>156</sup> Lettre, William Wilson à Oscar Padilla, March 12, 1984, box 1 folder 37, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>157</sup> Télex, William Wilson au State Department, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>158</sup> Lettre, William Wilson à William Clark, January 18, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>159</sup> Lou Cannon, "President Acted out of Conviction in Restoring Vatican Ties", *Washington Post*, January 16, 1984, p. A3.

Le refus de Washington d'établir des relations diplomatiques constitue pour Wilson, au-delà d'une anomalie diplomatique, une manifestation supplémentaire de cette désinvolture américaine qui a fait qu'à travers leur histoire, les Etats-Unis ont obtenu du Saint-Siège ce qu'ils souhaitent sans pour autant devoir s'engager en établissant des relations officielles. En plus de donner l'impression que « [...] la situation n'est pas au mieux entre nos deux pays »,

[I]e fait que les Etats-Unis ne jugent pas bon d'élever le statut à celui de relations diplomatiques en bonne et due forme risque de donner au Vatican l'impression que les Etats-Unis considèrent que le Saint-Siège se situe à un niveau diplomatique inférieur aux autres pays reconnus par les Etats-Unis. Cela donne l'impression que nous voulons à la fois le beurre et l'argent du beurre. Il existe certes de nombreux pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, certains dont c'est le souhait. Les Etats-Unis en revanche semblent vouloir des relations diplomatiques, mais uniquement suivant leurs conditions<sup>160</sup>.

Il écrit au département d'Etat que « l'attitude des Etats-Unis, qui donnent l'impression de vouloir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège selon leurs conditions si je puis dire, tout en sachant que le Saint-Siège préférerait des relations diplomatiques en bonne et due forme, est à certains égards arrogante, insultante, inconsiderée et tout simplement indifférente à la réalité<sup>161</sup> ».

L'histoire personnelle du représentant de Reagan explique sans doute en partie cette sensibilité exacerbée vis-à-vis des sentiments du Saint-Siège, ainsi que cette volonté qui l'anime d'être ambassadeur à part entière. Episcopalien, il s'était converti au catholicisme au moment de son mariage et il avait adhéré à sa nouvelle foi avec beaucoup d'enthousiasme<sup>162</sup>. Peter Murphy notamment affirme que par la suite, comme certains convertis, Wilson était devenu « plus catholique que le pape » et qu'être le premier ambassadeur américain constituait à ce titre un honneur supplémentaire<sup>163</sup>. Donald Planty évoque pour sa part la fascination que Wilson éprouvait pour l'Eglise catholique, une fascination quasi enfantine pour tout ce qui avait trait au pape et à la hiérarchie catholique. Pour le diplomate, c'est avant tout cette fascination qui aurait motivé l'action de Wilson en faveur des relations diplomatiques<sup>164</sup>.

D'autre part, Wilson est adepte d'un catholicisme très conservateur. Il est ainsi extrêmement critique à l'égard de la théologie de la libération. Il est plus généralement animé par un anticommunisme virulent. Conscient des positions du Saint-Siège sur ces questions, il

---

<sup>160</sup> Lettre, William Wilson à William Clark, January 18, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>161</sup> Téléx, William Wilson à State Department, February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>162</sup> Wilson sera fait chevalier de l'Ordre de Malte en mars 1983.

<sup>163</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>164</sup> Planty, entretien avec l'auteur.



pense déceler en Jean-Paul II un allié pour la croisade américaine contre le communisme dans toutes ses dimensions et sous toutes les latitudes. Il rappelle le rôle de tout premier plan du Saint-Siège dans la « promotion des droits de l'homme, de la liberté et de la dignité humaine », ce qui constitue de la part de Wilson une référence incontestable au combat mené par l'Eglise contre le bloc soviétique. Il estime également que la reconnaissance officielle des Etats-Unis viendra renforcer le prestige et l'influence du pape en Pologne et dans d'autres pays du pacte de Varsovie, ainsi qu'en Amérique latine, mais surtout que « cela démontrera notre solidarité avec le pape et le Saint-Siège dans leur combat contre le communiste et le marxisme [...] », sans oublier la valeur des informations que les Etats-Unis pourront obtenir de Rome, dont il juge la valeur inestimable<sup>165</sup>.

S'il est question d'aider le Saint-Siège dans sa lutte contre l'idéologie marxiste, Wilson a sans doute également pressenti qu'il était important de s'assurer que le Vatican soit bien du côté des Etats-Unis dans leur propre combat. Soulignant le poids considérable des opinions émanant du Saint-Siège (il écrit en février 1982 au département d'Etat qu'« il jouit d'une influence morale sur les hommes plus grande que celle de tout autre organe politique ou religieux au monde »<sup>166</sup>), il en conclut qu'il est très important pour les Etats-Unis de bien faire comprendre au Saint-Siège les objectifs de leur politique. Il estime que « la présence d'un ambassadeur à plein temps ici et d'un pro-nonce à Washington permettrait d'améliorer les communications et donnerait plus d'occasions de s'assurer que le Saint-Siège comprend et prend en compte notre position sur les grands enjeux internationaux et inversement<sup>167</sup> ». C'est un argument qu'il invoquera à nouveau lors de son audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, en février 1984, s'étant rendu compte, après trois années passées à Rome, que le Saint-Siège n'était pas toujours du même avis que l'Administration Reagan :

Dans la mesure où nos positions ne coïncident pas toujours, les Etats-Unis ne sauraient que profiter d'un meilleur échange de points de vue, ce qui serait rendu possible grâce à l'établissement de relations diplomatiques. Nommer un ambassadeur auprès du Vatican signalerait notre intention d'entretenir les relations les plus étroites possibles avec cet Etat souverain, certes petit, mais influent. En résumé, je pense qu'avoir une ambassade permanente ainsi qu'un ambassadeur à plein temps accrédité auprès du Saint-Siège renforcera notre capacité à nous assurer que le Vatican comprend la position du gouvernement américain sur les enjeux majeurs de notre temps. Le Vatican est à bien des égards une puissance mondiale et il est dans notre intérêt de le traiter comme tel<sup>168</sup>.

---

<sup>165</sup> Téléx, William Wilson au State Department, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>166</sup> Câble, Vatican Office to State Department, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject File, RRL.

<sup>167</sup> Câble, Vatican Office to State Department, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject File, RRL.

<sup>168</sup> "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 7.

D'autre part, Wilson estime que l'établissement de relations diplomatiques est susceptible de se révéler payant, car la mesure serait accueillie favorablement par les catholiques, qui sauraient faire preuve de reconnaissance dans les urnes<sup>169</sup>. Wilson rappelle ainsi à William Clark qu'« il y a environ 75 millions de catholiques aux Etats-Unis, dont la majorité apprécierait<sup>170</sup> ».

### *II. iii. L'action de Wilson en faveur des relations diplomatiques*

Quelques mois seulement après son entrée en fonction, Wilson fait feu de tout bois pour convaincre les autorités américaines de la nécessité de relations diplomatiques. Dès l'automne 1981, il aborde la question avec William Clark, alors secrétaire d'Etat adjoint<sup>171</sup>. En février 1982, il écrit à Clark, désormais conseiller spécial à la sécurité, et au secrétaire d'Etat, Alexander Haig, pour recommander l'établissement de relations dès le printemps (au plus tard en avril !)<sup>172</sup>. Dans ce même câble, il demande qu'« une recommandation du secrétaire sur cette question soit préparée et transmise au Président d'ici au 12 février » et il annonce sa venue à Washington du 13 au 16 février, précisant qu'il « espère pouvoir aborder cette question avec le Président<sup>173</sup> ».

La Maison-Blanche sait d'emblée que Wilson ne renoncera pas à son projet. Si elle se contente pour le moment de réponses évasives, Dennis Blair écrit à William Clark en février 1982 : « Vous n'êtes pas sans savoir que Bill [Wilson] est un homme énergique et bien introduit et nous pouvons nous attendre à ce qu'il prenne contact avec tous ceux qu'il connaît à la Maison-Blanche pour évoquer ce sujet<sup>174</sup> ». Avec l'aide de ses assistants successifs, Wilson va essayer de convaincre un nombre important de responsables américains. Ainsi, Michael Hornblow cherche à tirer parti de la visite de George Bush à Rome en février 1983. Il rapporte à Wilson avoir eu une longue réunion avec l'équipe de préparation du vice-président, et notamment avec Philip Hughes, son conseiller spécial en charge des affaires de sécurité, au sujet des relations diplomatiques. Ce dernier lui aurait confié qu'il ferait ce qui était son

---

<sup>169</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

<sup>170</sup> Lettre, William Wilson à William Clark, January 18, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>171</sup> Lettre, William Wilson à Charles Percy, October 30, 1981, box 1 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>172</sup> Téléx, William Wilson à Alexander Haig, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>173</sup> Téléx, William Wilson à Alexander Haig, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>174</sup> Mémo, Dennis C. Blair à William Clark, February 3, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

pouvoir pour que la décision soit prise avant la visite à Rome de Bush<sup>175</sup>, mais apparemment cela n'aura pas été suffisant ! Wilson se rend souvent à Washington pour promouvoir son projet ; le 4 janvier 1983 il écrit qu'il se rendra à Washington la semaine suivante et qu'il a prévu d'y aborder la question avec un nombre conséquent de personnes<sup>176</sup>. Même quand le projet semble en bonne voie, Wilson continue de veiller à son bon déroulement. A l'automne 1983, alors que le Congrès vient d'adopter un amendement relatif à l'établissement de relations diplomatiques, il note que « la seule question qui demeure dorénavant est de savoir quand la décision finale sera prise. Je fais tout mon possible pour que cela ait lieu le plus tôt possible [...] »<sup>177</sup>.

Une fois sa nomination officialisée, le 10 janvier 1984, Wilson va s'employer à convaincre les sénateurs de confirmer sa nomination, profitant pour ce faire de ses relations au Capitole. Il explique dans ses mémoires qu'au vu de la controverse qui s'annonçait, il fit appel au cabinet de relations publiques d'un vieil ami, Robert Gray, pour se préparer à son audition au Sénat<sup>178</sup>. Selon Gerald Fogarty, Gray ne se contenta pendant pas de « coacher » son protégé, car de temps à autre la commission des Affaires étrangères reçut des appels de Gray & Co. [...] lui proposant ses services afin de faire évoluer l'opinion publique dans un sens favorable. D'après l'assistant d'un des membres de cette même commission, Gray avait pris contact dès l'été 1983 avec certains membres du Congrès, c'est-à-dire avant même la nomination de Wilson au poste d'ambassadeur<sup>179</sup>. En outre, vers la fin du processus d'établissement, l'amitié de Wilson avec le président Reagan semble avoir joué un rôle déterminant, comme nous le verrons *infra*.

Un des biographes de Reagan, le journaliste Lou Cannon, avance une explication quant à la facilité avec laquelle Wilson put convaincre Reagan d'établir des relations diplomatiques. Selon lui, cela s'explique par l'existence d'une conviction profonde chez le Président. Ce dernier avait assisté à l'une des dernières vagues de « nativisme » anticatholique au moment de la campagne d'Al Smith pour les présidentielles de 1928. Sa famille, démocrate dans une région républicaine, avait été scandalisée par les débordements que cela avait générés. Même s'il ne nie pas que l'établissement de relations ait pu être considéré comme payant sur le plan électoral, il estime que Reagan n'en savait rien et ne s'en souciait

---

<sup>175</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, January 17, 1983, box 3 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>176</sup> Téléx, Wilson a Hornblow, January 4, 1983, box 3 folder 7, January 4, 1983, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>177</sup> Téléx, William Wilson, November 24, 1983, box 3 folder 11, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>178</sup> Wilson, Chapter IV, p. 11.

<sup>179</sup> Gerald Fogarty, "The United States, 1939-1984", in Peter Kent et John Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age* (Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994), pp. 238-243.

guère et que son action a essentiellement été une question de conviction et constitue la preuve d'une certaine noblesse d'âme<sup>180</sup>.

### III. Le débat au sein de l'Administration Reagan

#### III. i. Le débat à la Maison-Blanche

L'intérêt très vif que porte Wilson à l'ouverture d'une ambassade près le Saint-Siège remet cette question à l'ordre du jour. Aucun document d'archive ne donne à penser qu'elle ait été abordée par la Maison-Blanche avant l'intervention de ce dernier. Si l'intérêt d'une telle décision apparaît comme non négligeable pour la diplomatie américaine, les considérations de politique intérieure vont prédominer pendant tout le début du premier mandat de Reagan, comme ce fut le cas avec les présidents précédents. En dépit des requêtes pressantes de Wilson, les relations ne seront établies qu'en 1984, délai nécessaire pour évaluer les forces en présence, vaincre ou surmonter les réticences de certains (notamment celles de George Shultz et du département d'Etat), et attendre le passage de plusieurs échéances électorales !

L'Administration Reagan va progressivement prendre conscience de ce qu'il y a d'insolite à être la seule grande démocratie au monde à ne pas avoir d'ambassadeur au Vatican, ainsi que des avantages qu'elle pourrait retirer d'une présence en bonne et due forme. Quand Wilson est nommé représentant personnel le 11 février 1981, quatre-vingt-cinq pays déjà jouissent de relations diplomatiques pleines et entières avec le Vatican, et le chiffre ne cesse d'augmenter. En 1983, ces pays sont au nombre de cent deux. Face à cette déferlante, les arguments traditionnels d'incompatibilité avec la Constitution et l'Article Premier du *Bill of Rights* (qui établit le principe de non établissement et de non préférence) ne font plus le poids. Comme le souligne Donald Planty, l'un des principaux arguments des défenseurs d'une présence américaine à Rome était que l'Angleterre protestante y était représentée, que les Israéliens entretenaient une certaine forme de contacts et souhaitaient ardemment l'établissement de relations diplomatiques, et que même l'Iran y avait un ambassadeur. Il devenait pour le moins incongru pour les Etats-Unis de continuer à recourir à la formule du représentant personnel<sup>181</sup>.

---

<sup>180</sup> Lou Cannon, "President Acted out of Conviction in Restoring Vatican Ties", *Washington Post*, January 16, 1984, p. A3.

<sup>181</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

D'autre part, l'intérêt d'être représenté officiellement à Rome n'échappe pas à certains membres du gouvernement. Peter Sommer, qui s'occupe des affaires européennes et soviétiques au Conseil national de sécurité avec Tyrus Cobb indique ainsi : « Comme je l'ai déjà souligné, nous estimons que l'établissement de véritables relations diplomatiques présente des avantages indéniables du point de vue de la politique étrangère<sup>182</sup> ». Quant à Elliot Abrams, sous-secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires, il parle d'une « idée dont le moment est venu ». Une telle décision mettrait en relief selon lui le soutien des Etats-Unis à l'Eglise en tant que défenseur des libertés sous la direction de Jean-Paul II<sup>183</sup>.

Pourtant, tout en reconnaissant que des relations apporteraient des bénéfices substantiels sur le plan diplomatique, la Maison-Blanche souligne que « les considérations de politique intérieure sont tout aussi importantes<sup>184</sup> ». Dennis Blair, un des responsables de la direction des Affaires soviétiques et européennes au NSC, relaie en février 1982 auprès de William Clark la recommandation de Wilson. Il note à cette occasion que le département d'Etat n'a pas de position officielle sur la question et juge que la décision doit être prise en fonction de considérations de politique intérieure<sup>185</sup>. Un an plus tard, en février 1983, après avoir fait le point sur l'historique des relations et conclu qu'il s'agissait d'une question sensible, Dennis Blair dresse le diagnostic suivant :

Les Etats-Unis jouissent actuellement d'excellentes relations avec le Saint-Siège et d'un accès très aisé aux responsables du Vatican, y compris le pape. Jusqu'à il y a peu, le département d'Etat était neutre sur la question de l'établissement de relations officielles, arguant que nos relations actuelles étaient efficaces et que la question était essentiellement d'ordre intérieur et sortait donc du cadre de ses prérogatives. Le 13 janvier, Shultz a signé une note dans laquelle, pour la première fois, le département recommande l'établissement [de relations diplomatiques], énumérant une liste d'avantages. Ces avantages peuvent se résumer ainsi : le département estime qu'établir des relations permettrait de remédier à une anomalie. La note du département reconnaît qu'un « débat national prolongé et acrimonieux risque de remettre en question le système très efficace, bien qu'informel, dont nous disposons actuellement ». Morton Blackwell, qui est responsable à la Maison-Blanche des relations avec les groupes protestants, comme par exemple les médias, estime que soulever la question des relations avec le Vatican risque de provoquer un tollé chez ces groupes. D'un autre côté, Bill Wilson (à ce que j'ai entendu dire) aurait abordé la question avec Jesse Helms. Ce dernier en aurait parlé à Jerry Falwell, qui n'a pas d'objection. Les relations que nous entretenons actuellement avec le Vatican sont excellentes, bien qu'informelles. Si les élever au rang de relations diplomatiques ne comporte aucun risque, alors nous devrions le faire. Cependant, le risque existe d'une réaction virulente chez certains groupes protestants fondamentalistes, et plus généralement d'une réaction négative, bien que discrète. Par conséquent, si le Président veut prendre cette mesure, il devra le faire à un moment où il peut se le permettre, quand il a une bonne marge de popularité. A l'heure actuelle, alors que l'économie touche le

---

<sup>182</sup> Mémo, Peter Sommer à Robert McFarlane, November 15, 1983, folder: Vatican [1 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>183</sup> Mémo, Elliot Abrams à William Clark, July 12, 1982, folder: Vatican 1983-84 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>184</sup> Mémo, William Clark à James Baker, August 11, 1983, folder: Vatican-US Diplomatic Relations, box OA 12420, Robert Reilly Files, RRL.

<sup>185</sup> Mémo, Dennis Blair à William Clark, September 29, 1982, Vatican 1983-84 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

fond et que la popularité du Président est au plus bas, ce n'est pas le moment de prendre une décision susceptible de faire polémique [...]. Il serait préférable d'attendre l'année prochaine que la conjoncture économique se soit améliorée, ou même après la victoire du Président aux élections de 1984<sup>186</sup>.

Pour autant, et ce contrairement à ce qui était le cas pour les présidents précédents, si la nomination d'un ambassadeur près le Saint-Siège risque de mettre en péril le vote protestant, l'Administration perçoit un avantage potentiel pour ce qui est du vote catholique. En 1980 déjà, Ronald Reagan avait remporté 51% des voix des catholiques américains, rééditant l'exploit de Nixon en 1972, et donnant à penser qu'une recomposition politique majeure était en train de s'opérer. Il devient donc intéressant de consolider ce vote, ce que Reagan va s'efforcer d'accomplir. Il va ainsi apporter son soutien à plusieurs initiatives auxquelles les catholiques sont sensibles, tel que le crédit d'impôt aux parents dont les enfants fréquentent un établissement confessionnel. D'autre part, il fait de nombreuses apparitions dans des forums catholiques, notamment au centenaire des Chevaliers de Colomb en août 1982.

Nommer un ambassadeur est donc perçu comme une décision à double tranchant. Ainsi, le bureau du sénateur Richard Lugar qui, comme nous allons le voir, va promouvoir la mesure au Sénat, conseille à Reagan d'attendre le printemps 1984 afin de maximiser les chances d'un afflux de voix catholiques pour Reagan en novembre 1984<sup>187</sup> tandis que le NSC parle d'attendre après les échéances électorales de novembre 1984 de peur de courroucer l'électorat protestant ! Wilson a pour sa part mis en avant la dimension positive de cette décision sur le plan électoral, de même qu'Elliot Abrams<sup>188</sup>. L'établissement de relations diplomatiques s'apparente donc à un numéro d'équilibriste : il s'agit de trouver le moment opportun, celui qui permettra d'attirer les catholiques sans rebuter les protestants<sup>189</sup>.

La présence de nombreux catholiques à des postes majeurs de politique étrangère a pu être considérée comme déterminante dans la décision d'établir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Parmi les catholiques les plus distingués, on compte William Casey, le directeur de la CIA ; Richard Allen et William Clark, tous deux conseillers spéciaux à la sécurité ; Vernon Walters, ambassadeur itinérant du président et Alexander Haig, son premier

---

<sup>186</sup> Mémo, Dennis Blair à William P. Clark, February 22, 1983, folder: Vatican, box OA 17962, Mariam Bell Files, RRL.

<sup>187</sup> Mémo, Peter Sommer à Robert McFarlane, November 15, 1983, folder: Vatican [1 of 10], box OA 90587 box 4, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>188</sup> Note, Elliot Abrams à William Clark, July 12, 1982, folder: Vatican 1983-84 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>189</sup> Note, Peter Sommer à Robert McFarlane, November 15, 1983; folder: Vatican [1 of 10], box OA 90587 box 4, Peter Sommer Files, RRL.

secrétaire d'Etat<sup>190</sup>. Pourtant, hormis l'activisme de Wilson, la lecture des archives ne révèle pas un enthousiasme considérable de la part des membres catholiques de l'Administration. Wilson rapporte dans ses mémoires que William Clark, conseiller spécial à la sécurité au moment où fut prise la décision, était favorable mais ne jugeait pas que cela relevait de sa compétence<sup>191</sup>, ce que semble confirmer les propos de Donald Planty<sup>192</sup>. Ce dernier va plus loin : pour lui, il existait même une certaine hostilité à la mesure au sein même la Maison-Blanche chez certains qui craignaient que la décision ne nuise à Reagan<sup>193</sup>, mais les réticences les plus prononcées sont à chercher du côté du département d'Etat.

### III. ii. Des réticences en haut lieu

Si la Maison-Blanche ne semble pas opposer une résistance farouche à la question, elle va devoir composer avec le département d'Etat et notamment avec George Shultz, qui a succédé à Alexander Haig au poste de secrétaire d'Etat, et qui voit d'un mauvais œil le rétablissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Wilson rapporte dans ses mémoires que Shultz et son adjoint Kenneth Dam ont fait fortement pression afin d'empêcher la reprise des relations. Selon Wilson, le secrétaire d'Etat ne voyait pas l'urgence d'établir des relations. Il craignait que la décision n'érode le soutien des chrétiens fondamentalistes à la politique étrangère américaine. D'autre part, l'établissement de relations avec le Saint-Siège, qui lui-même refusait l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, serait mal perçu par la communauté juive américaine, entraînant un refroidissement de ses rapports avec l'Administration Reagan à un moment où cette dernière avait besoin de soutien pour sa politique au Moyen-Orient. Enfin, Shultz aurait utilisé Dam pour faire passer le message qu'il s'agissait pour lui d'une ingérence supplémentaire du *kitchen cabinet* dans la conduite de la politique étrangère américaine, et que personne au département d'Etat ne voulait la création d'une ambassade dont le titulaire aurait une fois de plus été nommé pour ses rapports avec la présidence. Wilson affirme que la position de Shultz et Dam était très répandue dans l'institution<sup>194</sup>. Les souvenirs de Donald Planty vont dans le même sens :

Les opinions allaient de l'indifférence à une sorte d'hostilité voilée. Il n'y avait pas beaucoup d'intérêt au département d'Etat [pour la question]. [Il] se montre parfois très bureaucratique, peu enclin à la réflexion, et il n'en voyait pas les avantages. Il y avait des préjugés au département d'Etat contre cette décision. Je me rappelle qu'au moment où Wilson s'appêtait à partir pour Rome, j'étais à Washington. J'étais un des candidats pour devenir son adjoint et à un moment il a décidé que ce serait moi. Je le

---

<sup>190</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 261.

<sup>191</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 7-8.

<sup>192</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

<sup>193</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

<sup>194</sup> Wilson, Chapter IV, p. 5.

suivais lors de ses différents rendez-vous et il ressortait clairement qu'il n'y avait en fait d'enthousiasme [pour la décision] à aucun niveau du département d'Etat. Il y avait même une certaine hostilité<sup>195</sup>.

Thomas Melady pour sa part se souvient que « Shultz y était fortement opposé et a fait tout ce qu'il pouvait pour le bloquer. En tant que secrétaire d'Etat, il reflétait probablement l'opinion prédominante au sein de son département : 'ce n'est pas constitutionnel, ça ne passera pas, ne perdez pas votre temps avec ça' et il l'a d'ailleurs dit à Wilson et ils se sont fâchés de manière définitive ». Il avance qu'à l'automne 1983, le département d'Etat serait allé jusqu'à retarder le processus. Pour lui, l'opposition de Shultz aurait été teintée de jalousie, car le fait que Wilson passe Noël chez les Reagan dans leur ranch californien aurait profondément irrité le secrétaire d'Etat. L'homme politique, d'habitude si consciencieux dans son travail, aurait laissé des considérations personnelles l'emporter et serait intervenu personnellement pour retarder la nomination de Wilson<sup>196</sup>.

Wilson a fait dans ses mémoires un récit détaillé de ses déboires avec le département d'Etat. Il rapporte qu'en décembre 1983, peu après l'adoption par le Congrès d'un projet de loi abrogeant l'amendement de 1867 qui interdisait tout financement d'une mission américaine près le Saint-Siège, il apprit l'existence d'une initiative émanant des plus hauts échelons du département d'Etat visant à retarder la communication de son nom au Sénat. Il rapporte avoir eu une brève entrevue avec Shultz ce même mois, au cours de laquelle ce dernier avait manifesté un vif mécontentement à son égard pour avoir défendu le rétablissement de relations diplomatiques. Shultz lui aurait demandé de renoncer à son projet, car il mettait le Président dans une situation délicate. Juste après leur entrevue, Wilson aurait reçu un appel d'une source au département d'Etat l'informant du projet de retarder *sine die* sa confirmation au Sénat<sup>197</sup>.

Quand il apprend cela, Wilson contacte John Herrington, assistant du Président en charge du personnel, par l'intermédiaire de sa propre fille, Marcia Hobbs, une proche de Herrington. A la suite de cela, Herrington aurait appelé le sous-secrétaire d'Etat, Kenneth Dam, pour l'informer que le bureau d'Herrington suspendrait toutes les autres nominations au département d'Etat tant que Wilson ne serait pas confirmé, ce qui mit un terme à ses velléités de bloquer le vote de confirmation<sup>198</sup>.

L'hostilité de Shultz et du département d'Etat continuera de se manifester même après l'établissement de relations diplomatiques. Peter Murphy se souvient que la section politique

---

<sup>195</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

<sup>196</sup> Melady, entretien avec l'auteur.

<sup>197</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 8-9.

<sup>198</sup> Wilson, Chapter IV, p. 33.



de l'ambassade américaine à Rome leur était assez hostile, car elle jugeait la nouvelle ambassade superflue. D'autre part, la décision mettait à mal la séparation entre les Eglises et l'Etat. Mais au delà d'une hostilité assez compréhensible de la part d'une entité qui se voyait amputée d'une de ses prérogatives, Murphy affirme avoir ressenti de l'animosité de la part d'autres interlocuteurs, y compris du public américain, de membres de délégations du Congrès en visite à Rome, ainsi que du département d'Etat, de la CIA, du NSC et de la Maison-Blanche<sup>199</sup>.

### *III. iii. Le Saint-Siège et la question des relations diplomatiques*

Le Saint-Siège, s'il a pour principe de ne jamais en faire la demande, est toujours disposé à recevoir favorablement les requêtes d'Etats souhaitant l'établissement de relations diplomatiques<sup>200</sup>. D'après des sources proches du Vatican, ce dernier estime que l'absence de véritables relations diplomatiques grève l'efficacité des initiatives communes menées pour lutter contre la famine ou aider les réfugiés. D'autre part, la présence sporadique des représentants américains à Rome soulève des spéculations excessives quant au but de chacun de leurs déplacements<sup>201</sup>.

Ceci étant dit, si le Vatican était impatient de voir des relations diplomatiques s'établir, Donald Planty affirme qu'à aucun moment il n'appliqua de pression sur les Etats-Unis en ce sens :

Ils étaient très subtils [à ce sujet], conformément à leur tradition ; ils n'ont jamais abordé la question. C'était juste quelque chose qu'on sentait en arrière-plan. De temps à autre, quand on lisait entre les lignes, ce qui est le propre de la diplomatie, on pouvait y déceler un signe, mais c'était très subtil et ça n'a jamais été évoqué ouvertement ; mais à travers nos conversations non officielles et nos contacts mondains au Vatican, ça ne faisait pas le moindre doute. Quand on sait que la puissance la plus influente au monde n'était pas représentée officiellement au Vatican, on se doute que c'était quelque chose qu'ils souhaitaient, qu'ils voulaient. [...]. [Ca] n'était pas perçu par le Vatican comme une offense, plutôt comme une anomalie, ils trouvaient cela étrange<sup>202</sup>.

Au dire de l'historien et désormais archevêque de New York, Timothy Dolan :

On peut dire sans hésiter que cette évolution a satisfait deux siècles d'espoirs du côté du Saint-Siège, car depuis le début [...] Rome souhaitait une représentation stable et personnelle aux Etats-Unis. Certains observateurs ont insinué que le Saint-Siège avait activement cherché à obtenir l'établissement de ces liens officiels et avait eu recours à des manigances, tout particulièrement au cours de ce siècle, pour avoir un nonce à Washington. Mais ce n'est tout simplement pas le style du Vatican ; car son mode

---

<sup>199</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>200</sup> Barberini, *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*, p. 136.

<sup>201</sup> Arthur Jones, "Reagan Pushes Full Vatican Ties", *National Catholic Reporter*, October 21, 1983, p. 4.

<sup>202</sup> Planty, entretien avec l'auteur.

d'action est bien plus raffiné. Il prend rarement l'initiative en matière d'échanges diplomatiques. En d'autres termes, le Saint-Siège attend que l' [autre] Etat fasse le premier pas<sup>203</sup>.

La question a bien été abordée au Saint-Siège, notamment par Wilson, qui rapporte au président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Charles Percy, à l'automne 1981 avoir évoqué les relations diplomatiques la semaine précédente<sup>204</sup>. Il rapporte également en février 1982 avoir « reçu l'assurance de personnes clés au Vatican que la décision serait très bien accueillie par le Saint-Siège », ce qui tend à indiquer que c'est encore Wilson qui a été à l'origine du processus<sup>205</sup>.

Si le Saint-Siège ne s'est pas livré à un « lobbying » intensif, il a su, à plusieurs reprises, faire connaître son opinion à son homologue américain. Ainsi en 1982, il profite du centenaire des Chevaliers de Colomb pour organiser une rencontre entre Mgr Casaroli et le président Reagan, où la question aurait été abordée<sup>206</sup>. Le 22 novembre 1983, alors que l'interdiction de financer une mission américaine au Vatican vient d'être levée par un vote du Congrès, Mgr Casaroli déclare à Donald Planty que l'existence de relations diplomatiques avec les Etats-Unis sera très importante pour le Saint-Siège et démontrera de manière univoque à tous que les Etats-Unis sont très attachés à la dimension morale des enjeux internationaux<sup>207</sup>.

Cette fois néanmoins, le Vatican n'est plus disposé à passer sous les fourches caudines et à accepter sans réserve les exigences de Washington. La nomination de Mark Clark en 1951 avait été faite auprès de l'« l'Etat de la cité du Vatican ». Cette fois-ci, le Vatican se montre intransigeant. Il précise au sujet du document établissant des relations diplomatiques entre les deux pays qu'il est fondamental qu' « en terme de vocabulaire, le texte de l'accord parle du « Saint-Siège » et non de l'« Etat de la cité du Vatican »<sup>208</sup> ».

---

<sup>203</sup> Timothy M. Dolan, "Hence we cheerfully send one who should represent our person: a century of Papal representation in the United States", *US Catholic Historian* 12, n°2 (spring 1994), p. 22.

<sup>204</sup> Lettre, William Wilson à Charles Percy, October 30, 1981, box 1 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>205</sup> Câble, William Wilson à Alexander Haig, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See", February 1, 82, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>206</sup> James Nicholson, *The United States and the Holy See: The Long Road* (30 Giorni Books: Rome, 2004).

<sup>207</sup> "Situation Room Checklist", December 9, 1983, folder: Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>208</sup> "Situation Room Checklist", December 9, 1983, folder: Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

## Chapitre 3 : Le processus d'établissement

### I. L'établissement des relations diplomatiques, processus parlementaire ou exécutif ?

#### I. i. L'abrogation de l'amendement de 1867, une initiative du Congrès ?

Comme nous l'avons mentionné *supra*, le processus d'établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et les Etats-Unis commence par l'abrogation par le Congrès de l'amendement de 1867 qui interdisait le financement de toute mission américaine près le Saint-Siège. Ce n'est qu'une fois l'abrogation votée que la Maison-Blanche nomme un ambassadeur, arguant que le Congrès lui en a donné la possibilité. Pourtant, au regard des événements, cette abrogation semble avoir été conçue non par le Congrès, mais par la Maison-Blanche et William Wilson, comme un ballon d'essai pour prendre la température au Capitole et dans l'opinion publique, quitte à abandonner le projet s'il avait rencontré une trop forte opposition. De plus, une telle stratégie permettrait au Président de décider sereinement le cas échéant de l'établissement de relations diplomatiques, car il pourrait alléguer qu'en agissant de la sorte, il se contentait de suivre la recommandation des représentants du peuple. D'autre part, en présentant l'initiative comme émanant du Congrès, la Maison-Blanche dissipe tout soupçon qui aurait pu peser sur le Président de courtiser le vote catholique au mépris de la Constitution.

Enfin, la présence d'un vote sur la question va également permettre à l'Administration d'affirmer que la question a fait l'objet d'un débat ouvert et démocratique. Ainsi, Larry Speakes, le porte-parole de la Maison-Blanche, va évoquer la possibilité offerte par le Congrès au Président comme motivation à l'établissement de relations lors d'une conférence de presse à ce sujet, déclarant que « la législation adoptée par le Congrès indiquait que nous avons la possibilité d'agir sur cette question, et nous avons choisi de le faire<sup>209</sup> ».

Le sénateur Richard Lugar, qui, avec le président de la commission des Affaires étrangères à la Chambre des représentants, Clement Zablocki, fut l'un des deux parlementaires à avoir introduit l'amendement au Congrès, va défendre lui aussi ce scénario d'une initiative purement parlementaire après l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques. Dans l'émission *Face the Nation* du 15 janvier 1984, il déclare :

---

<sup>209</sup> Conférence de presse de Larry Speakes, January 10, 1984, box 3 folder 44, William A Wilson Papers, SC, GUL.

Pourquoi accuser le Président alors que le fait est que le 20 septembre, il a déclaré : « Ce n'est pas nous qui avons soumis l'amendement ». Certes, cela lui a donné la possibilité de procéder à une nomination, ce qu'il a décidé de faire, mais ... ces insinuations qu'en septembre dernier, on travaillait avec les différents groupes ethniques à des fins électorales, sont tout simplement absurdes. Ce n'est pas le cas.

Son interlocuteur, Mgr Philip Cousin, président du *National Council of Churches*, n'est pas dupe :

Je ... sénateur ... je sais que vous n'êtes pas un novice en politique, mais prétendre que ... prétendre que le Président n'a aucune connaissance de ce que vous faites au Congrès et prétendre que vous ... que vous agissez de manière unilatérale, sans l'approbation du Président, cela dénote une certaine ... une certaine naïveté dont je sais que vous n'êtes pas coupable.

Lugar persiste et signe, lui répondant : « Eh bien, il se trouve que j'ai effectivement agi de manière indépendante. Maintenant, c'est à lui de prendre une décision<sup>210</sup> ».

L'historien Gerald Fogarty a interrogé l'équipe du sénateur Lugar quant au rôle joué par ce dernier dans le processus ainsi qu'à ses motivations. Il rapporte qu'un des conseillers du sénateur lui a assuré que Lugar n'était absolument pas au courant de l'intention du président Reagan d'établir des relations diplomatiques, mais qu'il avait pour principe d'essayer d'abroger toute législation entravant l'action du Président en matière de relations diplomatiques<sup>211</sup>.

William Wilson s'emploie également dans ses mémoires à nier toute implication personnelle ou de l'exécutif dans le processus parlementaire ayant abouti à l'abrogation de l'amendement de 1867 :

Avant novembre 1983, Wilson n'avait joué aucun rôle dans les initiatives visant à rétablir les relations diplomatiques avec le Vatican. Il fut surpris quand il apprit l'existence de la résolution Zablocki. Il n'avait pas vu Zablocki depuis juin 1981, quand ils s'étaient rencontrés pour la première fois alors qu'ils se rendaient [...]aux funérailles du cardinal Wyszinski en Pologne. Zablocki s'était intéressé à la récente nomination de Wilson au poste d'envoyé personnel, sujet dont ils avaient eu amplement le temps de parler pendant le vol entre Londres et Varsovie. A Varsovie, Wilson avait eu une entrevue avec le cardinal Casaroli, le secrétaire d'Etat du Vatican, à la résidence de Wyszinski, où Casaroli était descendu. Casaroli célébra la messe de funérailles et eut une entrevue d'une heure avec Wilson dans la matinée avant la messe. Zablocki témoigna d'un grand intérêt et parut impressionné par la capacité de Wilson d'organiser une telle entrevue. A aucun moment au cours du voyage Wilson et Zablocki ne parlèrent d'élever la présence américaine au Vatican à celle de relations diplomatiques officielles<sup>212</sup>.

Quant au sénateur Lugar, Wilson affirme l'avoir rencontré pour la première fois lors des préparatifs de son audition de confirmation devant la commission des Affaires étrangères du Sénat et qu'« à aucun moment avant cela, Wilson n'avait abordé la question d'élever le rang de la représentation américaine à Rome avec aucun membre du Sénat<sup>213</sup> ». Pour conclure, si

---

<sup>210</sup> "Face the Nation", January 15, 1984, folder: Vatican Lawsuit [2], box OA 12691, David B. Waller Files, RRL.

<sup>211</sup> Fogarty, "The United States, 1939-1984", p. 239.

<sup>212</sup> Wilson, Chapter IV, p. 6.

<sup>213</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 7-8.

l'on en croit Wilson, « ni lui, ni l'Administration n'ont joué un rôle significatif dans le processus ayant conduit à la reprise des relations<sup>214</sup> ».

### *I. ii. Derrière le Congrès, la patte de la Maison-Blanche — et de Wilson*

Pour le politologue Wilbur Edel au début des années 1990, s'il existe encore des interrogations quant à son *modus operandi*, l'origine du processus du côté de la branche exécutive ne fait pas le moindre doute :

On ne saura sans doute pas avant un certain temps exactement comment a été amorcée l'initiative visant à établir des relations diplomatiques. En fin de compte, on peut espérer que M. Reagan fera allusion à cette question dans ses mémoires, même si nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'il reconnaisse l'existence de négociations en coulisses pour inciter les membres du Congrès à faire le premier pas. Une source plus probable d'information serait les réminiscences de ces membres du Congrès avec lesquels s'est indubitablement entretenu Reagan afin que le processus puisse démarrer au Congrès plutôt qu'à la Maison-Blanche [...]. Etant donné les implications majeures de cette décision pour la politique américaine traditionnelle de non-implication avec le Vatican, on est en droit de se demander quelles négociations ou discussions secrètes ont bien pu avoir lieu pour conduire les républicains et les démocrates à s'unir pour revenir sur une tradition datant d'un siècle, et pourquoi la commission des Affaires étrangères du Sénat n'a pas organisé d'audition publique sur l'amendement en question avant de se prononcer à son sujet<sup>215</sup>.

En effet, de nombreux éléments contredisent ce scénario d'une initiative purement parlementaire. Tout d'abord, il convient de noter que l'amendement de 1867 n'était pas considéré comme un obstacle potentiel par les prédécesseurs de Reagan qui avaient envisagé la nomination d'un ambassadeur. Ainsi, en 1951, l'Administration Truman n'a mentionné que de manière anecdotique la nécessité d'abroger l'amendement avant de nommer le général Mark Clark ambassadeur près le Saint-Siège, mais n'a pas jugé utile de le faire (on ne peut s'empêcher de penser que cela aurait pu se révéler utile sur le plan stratégique, en révélant l'intense opposition suscitée par cette mesure)<sup>216</sup>. En 1954, les conseillers du président Eisenhower notent que si le Président décidait de nommer un ambassadeur, aucune législation encore applicable à ce jour ne l'en empêcherait<sup>217</sup>.

L'Administration Reagan va solliciter l'avis du département de la Justice sur l'abrogation de l'amendement et notamment sur la réponse du département d'Etat à la requête pour *executive comment* que lui a envoyée la Chambre des représentants. Le département d'Etat avait répondu aux législateurs « reconnaître que l'initiative de la commission

---

<sup>214</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 8-9.

<sup>215</sup> Wilbur Edel, *The Reagan Presidency: an Actor's Finest Performance* (New York: Hyppocrene Books, 1992), p. 10.

<sup>216</sup> Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, p. 321.

<sup>217</sup> Note, John Jones to Charles Elbrick, "Representation at the Vatican", August 23, 1954, folder: Old Vatican Secret Documents 1951-1957, Records relating to Italy 1943-1968, Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria and Switzerland, GRSD, RG 59, NACP.

permettrait au Président d'exercer s'il le souhaitait son autorité constitutionnelle afin d'établir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège ». La réponse du ministère de la Justice à David Stockman, directeur de l'*Office of Management and Budget*, ne laisse pas le moindre doute. Le département d'Etat, souligne le ministère de la Justice, a tort d'affirmer que l'abrogation de l'amendement permettrait au Président d'exercer son autorité constitutionnelle. Sa conclusion est la suivante :

Nous n'avons trouvé aucun élément indiquant que la branche exécutive ait reconnu par le passé le caractère permanent de la clause additionnelle à la loi de finances de 1867 [...] ou le fait qu'elle empêche légalement le Président d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican. Par conséquent [...], nous ne saurions non plus considérer que cette clause de la loi de finance de 1867 ait eu un caractère contraignant au-delà du 30 juin 1868, ou que le Congrès puisse limiter le pouvoir du Président à établir des relations diplomatiques<sup>218</sup>.

D'ailleurs, ni le droit constitutionnel, ni la jurisprudence ne laissent le moindre doute quant à l'autorité presque absolue dont dispose le président en matière de nominations diplomatiques. A l'Article II de la Constitution, il est précisé qu'« [i]l proposera au Sénat et, sur l'avis et avec le consentement de ce dernier, nommera les ambassadeurs [...] ». Conformément au système des *checks and balances*, la nomination doit faire l'objet d'un vote au Sénat, mais ce vote ne saurait en aucun cas porter sur le bien-fondé d'établir des relations diplomatiques avec tel ou tel Etat, mais sur les qualifications de la personne choisie par le président pour le représenter. D'autre part, la primauté de l'exécutif en matière de politique étrangère a été confirmée et consacrée par la Cour suprême dans son arrêt de 1936, *Curtiss-Wright Export Corporation*.

Une remarque de Paul Kengor dans sa biographie autorisée de William Clark milite encore plus en faveur de cet argument d'une initiative émanant de l'exécutif. Kengor écrit ainsi qu'à la « mi-juillet 1983 [...] la majorité des membres de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, discrètement encouragés par Clark et d'autres membres de l'équipe Reagan, introduisirent une mesure législative abrogeant une loi de 1867 interdisant l'utilisation de fonds fédéraux pour financer une ambassade près le Saint-Siège<sup>219</sup> ». En outre, une note du Conseil national de sécurité concernant l'attitude à tenir quant à l'amendement est assez éloquente : « Concernant l'approche que nous avons suivie jusqu'à présent, l'opinion majoritaire est que l'Administration préfère laisser le Congrès prendre l'initiative. J'estime que le processus [...] suit son cours [...]. Je n'ai relevé aucune pression pour nous inciter à modifier la discrétion de notre position [...]»<sup>220</sup>.

---

<sup>218</sup> Lettre, Robert McConnell à David Stockman, August 31, 1983, ID#179568, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>219</sup> Paul Kengor et Patricia Clark Doerner, *The Judge* (San Francisco: Ignatius Press, 2007), p. 236.

<sup>220</sup> Mémo, Peter Sommer à William P. Clark, September 28, 1983, folder: Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

La presse n'est pas dupe quant au recours à cette stratégie par la Maison-Blanche. Le *Boston Globe* rapporte les propos d'une source au sein de la commission des Affaires étrangères qui affirme avoir « reçu des signaux en provenance des plus hauts échelons de l'Administration selon lesquels elle y serait sensible » à cette idée<sup>221</sup>. Quant à la publication catholique *Our Sunday Visitor*, elle affirme que des sources au Congrès ont affirmé que « l'impulsion visant à abroger l'interdiction qui, depuis cent ans, empêche l'établissement de liens officiels n'émane pas du Congrès, [...] mais du bureau de Wilson<sup>222</sup> ». Pour le *National Catholic Reporter*, « l'orchestration de cette élévation du niveau des relations « n'est pas le fait du Congrès, mais de la Maison-Blanche et de Reagan, par l'intermédiaire du représentant spécial du Président au Vatican, William A. Wilson<sup>223</sup> ».

L'étude des archives personnelles de William Wilson permet d'infirmes les propos tenus par ce dernier dans ses mémoires, et surtout d'accréditer la thèse d'une initiative émanant de la Maison-Blanche. La lecture des télégrammes envoyés par la mission américaine au Vatican révèle que le représentant du Président a cultivé les contacts avec les membres des commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat, notamment Lugar et Zablocki, et a défendu avec insistance auprès d'eux la nécessité d'une représentation officielle.

La mission américaine au Vatican a notamment organisé avec un soin tout particulier la visite de Clement Zablocki à Rome et a tout mis en œuvre afin de le convaincre d'appuyer son projet de relations diplomatiques. Quand Michael Hornblow, l'adjoint de Wilson à Rome, est informé de la prochaine visite, en janvier 1983, d'une délégation parlementaire de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants conduite par Zablocki, et du vif souhait de cette dernière d'avoir une audience avec le pape, il indique être prêt à appuyer vigoureusement leur requête : « Etant donné la position de Zablocki et le fait qu'il pourrait se révéler très utile si nous élevons [le niveau des relations] je suis prêt à faire pression assez fortement pour l'obtenir. Si vous en êtes d'accord vous pourriez en parler à Mgr Laghi et lui demander d'intervenir<sup>224</sup> ». Wilson répond à son adjoint : « Je suis d'accord pour défendre l'idée d'une audience avec la délégation Zablocki et j'interviendrai auprès de Laghi. Je suggère que vous passiez en revue avec lui (ou avec eux, selon ce que vous jugerez opportun) les arguments [...] au sujet de l'élévation [du rang des relations diplomatiques]. Je

---

<sup>221</sup> "US Vatican Ties Reviewed", *Boston Globe*, July 17, 1983, nc.

<sup>222</sup> "William Wilson Appointed Ambassador to Vatican", *Our Sunday Visitor*, January 22, 1984, p. 8.

<sup>223</sup> Arthur Jones, "Reagan Pushes Full Vatican Ties", *National Catholic Reporter*, October 21, 1983, p. 4.

<sup>224</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, January 6, 1983, box 3 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

vous demande de chercher à déterminer sa (leur) réaction si jamais l'idée venait à être abordée au Congrès<sup>225</sup> ». Après la visite de Zablocki, Michael Hornblow rapporte à Wilson dans un télex : « Visite de Zablocki réussie. Lui ai parlé de l'élévation. Il y est très favorable et pense que la commission devrait la soutenir. Egalement parlé avec le sous-secrétaire Moore qui est sous-secrétaire des Relations avec le Congrès. Moore pense qu'il n'y aura pas d'opposition significative au Congrès. Donc, qu'attendons-nous ?<sup>226</sup> ». Les médias confirment que la question a été abordée lors de la visite de la délégation. Le *National Catholic Reporter* rapporte que « [s]i Zablocki et d'autres ont rencontré le pape Jean-Paul II au cours de ce voyage, des sources confirment que la question des relations diplomatiques n'a pas été abordée avec le pape. C'est en fait l'équipe de Wilson (Wilson lui-même était aux Etats-Unis à ce moment là) qui a affirmé aux visiteurs venus du Congrès que le statut de 'représentant spécial' était bien trop bas dans l'échelle protocolaire pour que les Etats-Unis aient l'accès qu'ils méritent au Vatican [...]»<sup>227</sup> ».

Il semble d'autre part que les efforts déployés par Wilson et Hornblow n'aient pas été vains. Comme le rapporte le *National Catholic Reporter*, « dans le rapport final rédigé par la mission [de Zablocki] intitulé "Mission d'étude en Amérique du Sud, Afrique et Europe" et dont le Vatican ne constituait qu'une étape parmi d'autres, un petit paragraphe laissait entendre qu'étant donné que "cent cinq pays ont déjà établi des relations diplomatiques" avec le Saint-Siège, les Etats-Unis devraient en faire de même<sup>228</sup> ».

Les contacts entre Wilson et Zablocki à ce sujet n'en restent pas là. Contrairement à ce qu'il affirme dans ses mémoires (il prétend ne pas avoir eu de contacts avec le parlementaire depuis leur voyage en Pologne en juin 1981), Wilson aura à nouveau l'occasion de s'entretenir avec Zablocki de la création d'une ambassade. En juin 1983, il écrit à son assistant Michael Hornblow qu'il a « parlé avec Zablocki vendredi qui prévoit de présenter

---

<sup>225</sup> Télex, William Wilson à Michael Hornblow, January 7, 1983, box 3 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Zablocki avait été sensibilisé au sort du représentant personnel lors de leur première rencontre. D'après Gerald Fogarty, ce catholique d'origine polonaise aurait été particulièrement chagriné lors des funérailles du cardinal Wysinski et lors d'une messe à Rome de voir que Wilson n'était pas assis aux côtés des ambassadeurs.

<sup>226</sup> Télex, Michael Hornblow à William Wilson, January 24, 1983, box 3 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Tous les membres du Congrès n'auront pas le droit au même traitement de faveur, loin s'en faut. La mission refusera notamment d'appuyer auprès du Saint-Siège la demande d'audience des délégations conduites par Peter Rodino et Neal Smith. Ceci, comme nous le verrons plus tard fut peut-être un mauvais calcul, dans la mesure où Neal Smith était président de la sous-commission des Finances à la Chambre des représentants, et à ce titre amené à se prononcer sur l'attribution de fonds pour l'ouverture d'une ambassade américaine près le Vatican. (Télex, Michael Hornblow à William Wilson, January 6, 1983, box 3 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL).

<sup>227</sup> Arthur Jones, "Reagan Pushes Full Vatican ties", *National Catholic Reporter*, October 21, 1983, p. 4.

<sup>228</sup> Arthur Jones, "Reagan Pushes Full Vatican ties", *National Catholic Reporter*, October 21, 1983, p. 4.



son projet de loi [visant à abroger l'amendement de 1867] aujourd'hui. [...] Je lui ai assuré que le timing était parfait<sup>229</sup> ».

Quant au sénateur Lugar, contrairement, une nouvelle fois, à ce que Wilson affirme dans ses mémoires (où il déclare avoir rencontré Lugar pour la première fois lors du processus préparatoire à son audition de confirmation au Sénat, début 1984), il a eu l'occasion de le rencontrer en janvier 1983 à Washington<sup>230</sup>. D'autre part, Lugar s'est rendu à Rome en juin 1983, et si l'on en croit *Our Sunday Visitor*, il a eu droit au cours de sa visite à l'exposé des raisons justifiant l'établissement de relations diplomatiques de la part de la mission américaine près le Saint-Siège :

Richard C. Kastings, assistant du sénateur Richard Lugar (R. -Ind.) qui a proposé de lever l'interdiction, a évoqué au cours d'un entretien que Lugar s'était rendu en Europe lors des vacances du Congrès de *Memorial Day* au printemps dernier, et que lorsqu'il était à Rome, il a rencontré Jean-Paul II et s'est rendu au bureau de Wilson. Si le pape n'a pas évoqué la question des relations diplomatiques avec Lugar, le bureau de Wilson, lui, l'a fait, selon Kastings. « Ils estimaient qu'ils devraient être accrédités au Vatican », selon Kastings. « Cela leur faciliterait énormément la tâche ». Il a affirmé que l'équipe de l'envoyé à Rome avait utilisé des termes comme « idiot » et « comédie » pour décrire les différences entre le statut de représentant personnel du Président et celui d'ambassadeur en bonne et due forme<sup>231</sup>.

Les archives personnelles de Wilson révèlent également que, dès 1981, ce dernier est en contact avec certains membres clés de la commission des Affaires étrangères au Sénat. Il écrit notamment au sénateur Jesse Helms, dont la circonscription (la Caroline du Nord) le rendait susceptible de se montrer réticent à l'établissement de relations. Il lui fait suivre un article du *New York Post* qui affirme (dès l'automne 1981) que le Président envisage des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, et justifie cet envoi en rappelant qu'ils ont évoqué la question quelques mois auparavant. Il demande au sénateur son opinion sur le sujet et explique que les Etats-Unis bénéficieraient grandement de l'existence de relations diplomatiques<sup>232</sup>. Il profite aussi de la parution de cet article pour écrire à Charles Percy, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat<sup>233</sup>.

---

<sup>229</sup> Téléx, William Wilson à Vatican Office, June 27, 1983, box 3, folder 8, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>230</sup> Téléx, William Wilson à Michael Hornblow, January 14, 1983, box 3 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>231</sup> "William Wilson Appointed Ambassador to Vatican", *Our Sunday Visitor*, January 22, 1984, p. 8.

<sup>232</sup> Lettre, William Wilson à Jesse Helms, October 30, 1981, box 1 folder 5, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>233</sup> Lettre, William Wilson à Charles Percy, October 30, 1981, box 1 folder 9, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

## II. Le retrait de l'amendement au projet de loi de finances de 1867

### II. i. La nature du processus d'abrogation

Deux résolutions vont être introduites au Congrès pendant l'été 1983. Le démocrate Clement Zablocki introduit à la Chambre des représentants le 30 juin la *HJ Resolution 316* visant à abroger l'amendement de 1867 qui avait interdit le financement d'une délégation américaine au Vatican. Cette résolution fait l'objet d'un parrainage (*sponsorship*) de la part de vingt-cinq des trente-sept membres de la commission (dont douze démocrates)<sup>234</sup>. Zablocki, en plus des contacts qu'il a eus avec Wilson, entretient des liens étroits avec le Vatican ; il a notamment contribué à collecter des fonds pour la construction d'une maison des pèlerins polonais à Rome. Il est d'autre part chevalier commandeur de l'ordre de Malte<sup>235</sup>.

Au Sénat, c'est le républicain Richard Lugar, président de la sous-commission Europe de l'Ouest de la commission des Affaires étrangères et sénateur de l'Indiana, qui présente le 3 août 1983 sa résolution, S1757 ("A bill to provide for the establishment of US diplomatic relations with the Vatican; to the Committee on Foreign Relations"). Le but de cette législation, comme l'explique Lugar, est de « permettre le rétablissement de relations diplomatiques avec le Vatican ». Cette dernière bénéficie du soutien de dix-neuf sénateurs. Il avance plusieurs raisons qui justifient à ses yeux l'établissement de relations diplomatiques. Tout d'abord, il souligne le fait que le Vatican est un Etat souverain, reconnu par plus de cent Etats, auxquels les Etats-Unis seraient bien inspirés de se joindre. Cette mesure s'impose selon lui non seulement pour des raisons d'étiquette diplomatique, mais aussi par le fait que « [l]e Vatican, pour des raisons historiques uniques désormais renforcées par le courage et le leadership de Jean-Paul II, est un pôle diplomatique d'envergure et une force importante dans la défense des valeurs occidentales et judéo-chrétiennes dans cette période trouble<sup>236</sup> ».

Le 22 septembre 1983, le sénateur retire sa résolution (*bill*) et la représente sous forme d'amendement (n°2189) au *Foreign Relations State Department Authorization Act 1342*<sup>237</sup>.

---

<sup>234</sup> "HJ Resolution 316 providing for the establishment of United States diplomatic relations with the Vatican", 98th Congress, 1st session, June 30, 1983, Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>235</sup> Albert J. Menendez, "A Cardinal Question: Should the US Have Diplomatic Ties with the Vatican?" *Church and State*, September 1983, pp. 4-8.

<sup>236</sup> S 1757, August 3, 1983, *Congressional Record-Senate*, volume 129, part 16, 98th Congress 1st session, p. 25504.

<sup>237</sup> Le texte de l'amendement proposé est le suivant : "United States Diplomatic Relations with the Vatican. Sec. 122. In order to provide for the establishment of United States diplomatic relations with the Vatican, the Act entitled "An Act making Appropriations for the Consular and Diplomatic Expenses of the Government for the

Lugar explique que l'abrogation de l'interdiction votée en 1867 « permettrait, mais n'exigerait pas, le rétablissement de relations diplomatiques officielles avec le Saint-Siège et je pense qu'il est très vraisemblable que le Président prendra la décision une fois que cet obstacle aura été levé ». Il met en avant plusieurs arguments, notamment le fait que les Etats-Unis ont déjà entretenu des relations diplomatiques avec le Saint-Siège et que malgré l'interdiction de 1867, plusieurs présidents ont entretenu des relations (même s'ils ont choisi, et ce jusqu'à aujourd'hui, ce qu'il appelle ce « simulacre embarrassant » [« awkward charade »] de nommer des représentants personnels) et que les relations avec le Vatican n'entrent donc pas en conflit avec la tradition américaine. Les Etats-Unis reconnaissent déjà en pratique le rôle déterminant du Saint-Siège sur la scène internationale, l'heure est donc venue de le reconnaître selon les formes diplomatiques consacrées. L'amendement est bien accueilli par la commission, dans la mesure où, en plus de Lugar, trois sénateurs prennent la parole pour soutenir la mesure : Charles Percy (rép.-Ill.), le président de la commission, Claiborne Pell (dém.-R.I.) et Dan Quayle (rép.-Ind.)<sup>238</sup>.

Le texte est adopté à l'unanimité par le Sénat le 22 septembre 1983 par un vote par acclamation (*voice vote*). Aucune des voix qui s'opposent plus tard à la confirmation de Wilson ne se sont fait entendre. Le projet de loi général comportant l'amendement est débattu sur une période de quatre semaines, pour être finalement adopté par le Sénat le 20 octobre. Selon Lugar, ce jour-là, le Sénat a étudié vingt-neuf amendements et il y aurait eu amplement le temps d'émettre une objection ou de soulever une question à son sujet<sup>239</sup>.

Le projet de loi doit faire l'objet d'une procédure de conciliation (*conference vote*) Chambre/Sénat au début novembre, car la version du projet de loi adoptée par la Chambre ne contient pas la clause sur le Vatican. La réunion de la commission de conciliation se tient les 1<sup>er</sup>, 2, 3, 8 et 10 novembre. A cette occasion, elle approuve une série d'amendements au *State Department Authorization Bill*, dont l'amendement concernant le Vatican. Selon Wilson, il fit partie des points les moins controversés de l'ordre du jour<sup>240</sup>. La Chambre se range à la position du Sénat, et le projet de loi retourne devant les deux assemblées. Lugar rapporte que lors du vote portant sur le rapport de la commission de conciliation au Sénat le 18 novembre,

---

year ending thirtieth June, eighteen hundred and sixty-eight, and for other purposes," approved February 28, 1867, is amended by repealing the following sentence (14 Stat. 413): "And no money hereby or otherwise appropriated shall be paid for the support of an American legation at Rome, from and after the thirtieth day of June, eighteen hundred and sixty-seven."

<sup>238</sup> Amendment n°2189, *Congressional Record*, volume 129 part 28, 98<sup>th</sup> Congress 1<sup>st</sup> Session, p. 25275.

<sup>239</sup> Senator Richard Lugar's Opening Statement, Hearings on the Opening of a U.S. Embassy, Hearing before the Committee of Foreign Relations, United States Senate, on Nomination of William A. Wilson to be Ambassador to the Holy See, 98<sup>th</sup> Congress, 2<sup>nd</sup> session, February 2, 1984, p. 4.

<sup>240</sup> Wilson, Chapter IV, p. 3.

aucune question ne fut soulevée au sujet de l'amendement<sup>241</sup>. Ni Jesse Helms, ni Mark Hatfield (rép.-Ore.), qui plus tard manifesteront leur opposition, ne prennent la parole. La loi comportant l'amendement visant à abroger l'interdiction édictée en 1867 est promulguée par le président Reagan le 22 novembre 1983.

## *II. ii. Un processus qui se déroule dans l'indifférence générale*

Les débats sur le projet de loi dans son ensemble ont duré plusieurs semaines. Quant à la question des relations, elle avait été mise à l'ordre du jour dès juin par Zablocki. Lugar se défend donc d'avoir agi dans le secret et la précipitation comme le lui reprochent les opposants à la mesure. Il estime que le processus a laissé amplement le temps à un débat public et récuse tout soupçon de manigances secrètes visant à faire adopter le principe de relations diplomatiques avec le Saint-Siège à l'insu de l'opinion publique<sup>242</sup>. Le sénateur souligne également que les opposants à l'établissement ont tenu une conférence de presse nationale le 5 octobre, alors qu'il restait encore plusieurs semaines avant l'adoption définitive du projet de loi. D'autre part, il affiche la volonté de transparence qui aurait été la sienne tout au long du processus, rappelant que ses conseillers ont eu soin d'informer régulièrement la presse de l'évolution de la législation et de sa participation, sans oublier les différentes entrevues qu'il a accordées aux médias à ce sujet<sup>243</sup>.

Toujours est-il qu'à part la conférence de presse susmentionnée, l'événement ne semble pas avoir retenu l'attention des médias. Il faut attendre le 8 décembre 1983 pour que le *New York Times* en rende compte (et encore se contente-t-il d'une brève de 72 mots)<sup>244</sup>. Le *Washington Post* semble n'avoir évoqué le processus pour la première fois que le 8 décembre 1983 également<sup>245</sup>. Seul le *Boston Globe* note, dans un article du 17 juillet 1983, que la question des relations avec le Saint-Siège est à nouveau à l'ordre du jour<sup>246</sup>. C'est aussi le cas du *Washington Times*, avec un article du 15 juillet intitulé « Reagan prêt à autoriser des relations diplomatiques officielles avec le Vatican<sup>247</sup> ». Seules des publications engagées de

---

<sup>241</sup> Executive Session, Department of State, March 7 1984, *Congressional Record*, volume 130, part 4, 98th Congress, March 7 1984, p. 4741.

<sup>242</sup> Executive Session, Department of State, March 7 1984, *Congressional Record*, volume 130, part 4, 98th Congress, March 7 1984, p. 4741.

<sup>243</sup> Executive Session, Department of State, March 7 1984, *Congressional Record*, volume 130, part 4, 98th Congress, March 7 1984, p. 4741.

<sup>244</sup> "Ties with Vatican Expected", *New York Times*, December 8, 1983, p. A20.

<sup>245</sup> "Diplomatic Ties Sought with Vatican", *Washington Post*, December 8, 1983, p. A43.

<sup>246</sup> "US-Vatican Ties Reviewed", *Boston Globe*, July 17, 1983.

<sup>247</sup> Le quotidien estime que « d'après ses conseillers, le président Reagan veut encourager l'adoption rapide de la loi afin de remercier le pape pour ses initiatives politiques dans des endroits tels que l'Amérique centrale et la

longue date contre l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, telles que le *Christian Science Monitor*, ou *Church and State*, l'organe de presse d'*Americans United for the Separation of Church and State*, informent leurs lecteurs de manière détaillée de ce qui se trame au Congrès.

L'absence de couverture médiatique est d'autant plus significative que certaines organisations protestantes, traditionnellement opposées aux relations diplomatiques avec le Saint-Siège, se sont évertuées à attirer l'attention de l'opinion. Ainsi, les adventistes du septième jour font paraître début décembre un encart d'une demi-page dans plusieurs quotidiens<sup>248</sup>. Ils organisent également une campagne pour encourager les fidèles à écrire et téléphoner pour faire part de leur protestation. Quant à la *National Association of Evangelicals*, elle exhorte elle aussi ses fidèles à écrire et téléphoner pour dissuader le Président de nommer un ambassadeur<sup>249</sup>.

L'absence de réaction s'explique en partie par le fait qu'il s'agit d'un amendement de dix lignes dans une loi qui compte quarante-sept pages. D'autre part, pour Wilbur Edel, l'attention des médias était tournée vers une actualité plus brûlante. Il rappelle qu'au moment où le Sénat se pencha sur l'amendement, le pays est encore sous le choc de la destruction en vol le 1<sup>er</sup> septembre de l'avion de la Korean Airlines par un avion de chasse soviétique, sans oublier les fortes tensions au sujet de la présence de soldats américains au Liban (quelques jours après son adoption aura lieu l'attentat dans lequel 241 *Marines* perdront la vie)<sup>250</sup>.

Le ballon d'essai a fonctionné. Face à la quasi-absence de controverse générée par cette mesure, la Maison-Blanche peut donc poursuivre le processus avec une relative sérénité et passer à l'étape suivante : celle de nommer un ambassadeur.

---

Pologne, qui ont permis d'atteindre, notamment dans le cas de la Pologne, des résultats bien au-delà de ce que le Président pouvait espérer ». («Reagan is Seen Ready to Endorse Full Diplomatic Ties with Vatican», *Washington Times*, July 15, 1983, box 3 folder 45, William A. Wilson Papers, SC, GUL).

<sup>248</sup> Marjorie Hyers, «US Groups Trying to Stave Off Formal Ties with the Vatican», *Washington Post*, December 10, 1983, p. B6.

<sup>249</sup> Marjorie Hyers, «Move to Establish Vatican Ambassador Angers Protestant Groups», *Washington Post*, December 25, 1983, p. A4.

<sup>250</sup> Edel, *The Reagan Presidency: An Actor's Finest Performance*, p. 11. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur les raisons expliquant l'indifférence dans laquelle s'est déroulé ce processus législatif.

### III. Contrairement à 1951, une décision bien préparée

#### III. i. La Maison-Blanche prend la température auprès des responsables religieux...

Cherchant à se prémunir d'une vague d'opposition, l'Administration Reagan ne va pas se contenter de passer par le Congrès pour mettre en marche le processus d'établissement. Elle va également essayer de s'assurer du soutien, ou tout du moins, de l'absence d'opposition, de la part des groupes religieux traditionnellement hostiles à l'existence de relations avec le Saint-Siège, et qui avaient causé l'échec de la nomination de Mark Clark en 1952. Faith Whittlesey, qui assure la liaison entre l'Administration Reagan et les groupes d'intérêt, charge Dee Jepsen de mener l'enquête. Cette dernière rapporte :

Conformément à votre demande, je me suis renseignée au sujet de la réaction potentielle des communautés fondamentalistes et évangéliques au cas où les Etats-Unis établiraient des relations diplomatiques avec le Vatican. La réaction de la *National Association of Evangelicals* (NAE) n'est pas favorable. J'ai lu dans l'article ci-joint que la question ne posait pas de problèmes à M. Godwin de *Moral Majority* (d'obédience fondamentaliste)<sup>251</sup>.

Le conseiller spécial à la sécurité de Reagan, William Clark, aurait de son côté demandé au télévangéliste Billy Graham de prendre la température parmi les évangéliques en 1983, si l'on en croit le *Washington Post* et l'ambassadeur Thomas Melady. Graham aurait résumé les conclusions de ses consultations dans une lettre de sept pages, lettre dans laquelle il explique s'être renseigné de manière confidentielle, tout en ajoutant qu'« il n'a pas été mentionné que ces questions étaient posées à la demande de la Maison-Blanche ». Graham explique que c'est lui et son associé, John Akers, qui se sont chargés de contacter les différents responsables religieux, mais qu'il a demandé à Gilbert Beers, rédacteur en chef de *Christianity Today*, d'en parler à Jerry Falwell car il connaît mieux ce dernier que lui<sup>252</sup>. Au total, Graham aurait pris contact, directement ou indirectement, avec Jerry Falwell de la *Moral Majority*, Pat Robertson du *Christian Broadcasting Network*, Billy Melvin de la *National Association of Evangelicals*, David Hubbard président du *Fuller Theological Seminary* et Gilbert Beers de *Christianity Today*<sup>253</sup>. Il indique que les évangéliques modérés poseront peu de problèmes, surtout si le Vatican est reconnu sur le plan purement politique, sans aucune implication religieuse. Le télévangéliste semble perplexe :

---

<sup>251</sup> Mémo, Dee Jepsen à Faith Whittlesey, July 22 1983, folder: Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>252</sup> "Graham Helped Reagan Assess Ties with Vatican", *Washington Post*, January 28, 1984, p. C8.

<sup>253</sup> Joseph Conn, "Speaking Truth to Power. The Vatican Ambassador Hearings", *Church and State*, March 1984, p. 7.

Je ne sais honnêtement pas ce que je conseillerais au Président. [...]. Je pense qu'il lui faudra couvrir ses arrières politiquement et parler avec ceux qui risquent de lui poser des difficultés — les juifs, la commission des évêques catholiques, le *National Council of [Churches]* etc [...]. Il est aussi possible que certaines personnes (comme Jerry Falwell) pourront être convaincues de rester silencieuses sur cette question<sup>254</sup>.

Il conclut néanmoins que « si quelqu'un peut se le permettre, c'est bien Reagan », ce qui n'est pas étonnant au vu de la popularité du Président auprès des protestants fondamentalistes<sup>255</sup>.

### III. ii. ...tout comme Wilson

William Wilson a lui aussi multiplié les contacts avec les responsables juifs et protestants afin de les convaincre du bien-fondé de l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Dès janvier 1982, il rapporte avoir abordé la question avec plusieurs dirigeants religieux célèbres qui sont favorables à cette proposition, mais il estime ne pouvoir garantir le soutien ou le silence des *Southern Baptists*, « qui semblent plus opposés qu'aucun autre groupe<sup>256</sup> ». Une rencontre entre Wilson, Donald Planty et un représentant personnel de Billy Graham, M. Haraszki, est organisée en octobre 1983<sup>257</sup>.

Wilson est également en contact avec le rabbin Arthur Schneier, membre éminent de la communauté juive new-yorkaise<sup>258</sup>. Dans ses mémoires, Wilson rapporte que seule une organisation juive, l'*American Jewish Congress* (AJC), qui comptait 17 000 membres, avait émis des réserves, car l'opposition à des relations diplomatiques avec le Vatican figurait dans ses statuts. Il affirme néanmoins que « l'AJC était peu motivé pour se battre et après plusieurs appels téléphoniques d'amis juifs de Wilson à son directeur exécutif, Mark Perl, il décida de ne pas envoyer de représentant pour témoigner contre sa confirmation<sup>259</sup> ». Il rapporte également que plusieurs réunions furent organisées avec des responsables israélites de Californie et de New York :

Ces réunions furent franches et directes et leur objectif était clair : en échange de leur soutien à Wilson, celui-ci se voyait demander d'utiliser sa position au Vatican afin de l'encourager à reconnaître Israël —

---

<sup>254</sup> Joseph Conn, "Speaking truth to power. The Vatican Ambassador Hearings", *Church and State*, March 1984, p. 7.

<sup>255</sup> Cette popularité est d'ailleurs assez surprenante, étant donné le fait que Reagan, en dépit de ses professions de foi contre l'avortement ou pour la prière à l'école, n'a pas investi beaucoup de temps ou de capital politique dans ces questions, en conséquence de quoi elles ne donnèrent jamais lieu au vote d'amendements à la Constitution, pourtant chers au cœur des fondamentalistes chrétiens.

<sup>256</sup> Lettre, William Wilson à William Clark, January 18, 1982, ID# 062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>257</sup> Mémo, October 1983, box 3 folder 11, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>258</sup> Lettre, William Wilson au Rabbin Arthur Schneier, March 13, 1984, box 1 folder 39, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>259</sup> Wilson, Chapter IV, p. 11.

objectif tout à fait cohérent avec les objectifs de la politique étrangère américaine. Wilson ne fit aucune promesse, il indiqua qu'en faire constituerait une violation des règles déontologiques et juridiques qui régissent l'action des agents gouvernementaux. Cependant, il écouta avec attention et patience et ne laissa pas de doute quant à sa position au sujet de la reconnaissance par le Vatican d'Israël<sup>260</sup>.

#### **IV. Enfin, l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège**

##### *IV. i. L'annonce officielle : une issue sans cesse contrariée*

Le 22 novembre 1983, jour où le Président appose sa signature au bas de la loi de finance du département d'Etat, le secrétaire d'Etat du Saint-Siège, Mgr Casaroli, se rend à Washington pour mettre la touche finale aux préparatifs. Quelques jours plus tard, début décembre, selon un compte rendu de la Maison-Blanche, Casaroli rapporte à Wilson qu'il a parlé avec le pape et que la décision a été prise d'établir des relations diplomatiques dans les prochains jours. Le cardinal estime qu'une fois un texte commun approuvé, l'annonce officielle pourra avoir lieu dans les un ou deux jours suivants<sup>261</sup>.

Le 15 décembre 1983, des notes diplomatiques sont discrètement échangées entre le gouvernement des Etats-Unis et le Vatican, établissant officiellement des relations diplomatiques<sup>262</sup>. Les Etats-Unis font parvenir au Saint-Siège la note suivante :

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments au Saint-Siège. Le gouvernement des Etats-Unis a l'honneur d'informer le Saint-Siège de son souhait d'élever leurs relations au rang diplomatique. Le gouvernement des Etats-Unis souhaite établir des relations diplomatiques au plus tôt, procéder dès que possible à l'ouverture d'une ambassade et accréditer un ambassadeur près le Saint-Siège. Ces mesures seront ensuite immédiatement annoncées par le biais d'un communiqué commun, simultanément à Washington et au Vatican. Le gouvernement américain est persuadé que ces mesures renforceront des relations bilatérales déjà étroites et profite de l'occasion qui lui est présentée pour assurer une fois de plus le Vatican de sa plus haute considération<sup>263</sup>.

La réponse du Saint-Siège est la suivante :

Le Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise présente ses compliments au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et a l'honneur de lui communiquer que la décision du gouvernement américain d'établir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège au niveau d'une ambassade du côté des Etats-Unis et à celui d'une nonciature apostolique du côté du Saint-Siège a été accueillie avec grande satisfaction. Concernant la préséance au sein du corps diplomatique, l'ambassadeur des Etats-Unis près le Saint-Siège et le pro-nonce apostolique suivront les règles ordinaires du droit international. Le Saint-Siège note le fait que le gouvernement des Etats-Unis a reconnu que la personne occupant le poste d'ambassadeur auprès du gouvernement italien ne pourrait être simultanément ambassadeur près le Saint-Siège. Le Saint-Siège est confiant que les relations officielles établies avec les Etats-Unis seront avantageuses aux deux parties et permettront de consolider leur collaboration et leur amitié. Le Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise joint à la présente note le texte d'un communiqué commun qui

---

<sup>260</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 37-38.

<sup>261</sup> Mémo, "Situation Room Checklist", December 12, 1983, folder: Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>262</sup> Wilson, Chapter IV, p. 9.

<sup>263</sup> Note, US Government to Holy See, December 15, 1983, box 3 folder 51, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Voir l'original en annexe.



pourrait être publié simultanément à Washington et au Vatican, à une date fixée d'un commun accord<sup>264</sup>.

Si la décision officielle a été prise le 15 décembre, conformément à ce que Casaroli et Wilson avaient prévu, l'annonce officielle n'aura lieu que le 10 janvier. C'est le Saint-Siège qui procède à l'annonce en premier, six heures avant les Etats-Unis. Quant à la Maison-Blanche, elle fait paraître le communiqué suivant : « Les Etats-Unis et le Saint-Siège, désireux de continuer à promouvoir des relations mutuelles et amicales, ont décidé d'un commun accord d'établir des relations diplomatiques au niveau d'une ambassade du côté des Etats-Unis et à celui d'une nonciature du côté du Saint-Siège à compter de ce jour, 10 janvier 1984 ». Il est parallèlement annoncé la nomination de William Wilson au poste d'ambassadeur<sup>265</sup>.

On peut s'étonner du fait d'une part, que l'annonce officielle se soit produite près d'un mois après l'échange de notes du 15 décembre 1983 et, d'autre part, que le Saint-Siège ait procédé à l'annonce officielle *avant* les Etats-Unis (celle-ci devant se faire de manière concomitante par Washington et Rome). Une lettre de Wilson datée du 5 décembre 1983 laisse également penser que les relations auraient dû être officialisées bien avant janvier. Il y écrit : « Quand vous recevrez cette lettre, l'annonce que les Etats-Unis et le Vatican ont établi des relations diplomatiques officielles aura déjà eu lieu ». Dès le 22 novembre d'ailleurs, il avait reçu une lettre de son ami Earle Jorgensen le félicitant pour sa nomination au poste d'ambassadeur<sup>266</sup>. Comme nous l'avons vu, une fois la décision finale prise par Rome et Washington, et alors même que les notes diplomatiques officielles avaient été échangées, le département d'Etat a en fait cherché à retarder l'annonce le plus possible en ne transférant pas le nom de Wilson au Sénat, différant une première fois l'annonce officielle. Quand elle est différée une seconde fois, William Wilson met à profit ses contacts :

Laghi fut très embarrassé d'apprendre, après avoir été informé d'une nouvelle date pour le transfert du nom de Wilson, que celle-ci avait été différée une seconde fois. Wilson parla de ce problème au Président, qui en comprit la gravité. Il assura à Wilson que sa nomination serait communiquée au Sénat prochainement et qu'il n'y aurait pas de nouveau retard. Wilson demanda au Président s'il pouvait en informer Laghi, au cas où ce dernier entendrait parler d'un nouveau retard. Laghi était ulcéré par toute cette affaire et craignait que le Vatican ne finisse par penser que le Président n'était pas favorable au rétablissement de relations diplomatiques officielles<sup>267</sup>.

---

<sup>264</sup> Nr 7836/83, Consilium pro Publicis Ecclesiae Negotiis, December 15, 1983, box 3 folder 51, William Wilson Papers, SC, GUL. Voir l'original en annexe.

<sup>265</sup> John T. Woolley and Gerhard Peters, The American Presidency Project [online]. Santa Barbara, CA: University of California (hosted), Gerhard Peters (database). Available from World Wide Web: <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=39606> (consulté le 4 février 2010).

<sup>266</sup> Lettre, William Wilson à Simon Khoury, December 5, 1983, box 1 folder 23, William A. Wilson Papers, SC, GUL; Lettre, Earle Jorgensen à William Wilson, November 22, 1983, box 1 folder 22, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>267</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 9-10. Selon Thomas Melady, au moment de Noël, alors qu'il s'appêtait à rentrer avec sa femme en Californie, Wilson apprit que le processus avait été bloqué. Il aurait donc appelé la Maison-

Une fois l'annonce officielle, Pio Laghi, que l'établissement de relations diplomatiques élève à la dignité de pro-nonce apostolique<sup>268</sup>, va répéter à l'envi, sans doute afin d'apaiser les esprits — catholiques aussi bien que protestants — que son nouveau statut n'entraînera pas de grand changement : ses fonctions resteront principalement religieuses et les responsabilités diplomatiques n'occuperont qu'une faible partie de son temps<sup>269</sup>. Lors d'une conférence de presse dans l'Iowa au mois de février suivant, il cherche à minimiser l'importance du changement en plaisantant : « Avant, quand j'apportais des messages du pape [au Président], je passais par la porte de derrière. Dorénavant, je passerai par la grande porte. Je mettrai aussi un plus beau costume<sup>270</sup> ».

#### *IV. ii. Relations diplomatiques avec le Saint-Siège, l'Eglise catholique ou le Vatican ? La Maison-Blanche entretient la confusion*

Si l'Administration Reagan s'est enfin décidée à franchir le pas des relations diplomatiques officielles, la prudence reste de mise. Ainsi, elle privilégie la discrétion pour sa nouvelle ambassade. La Maison-Blanche informe le département d'Etat qu'elle souhaite pour sa mission près le Saint-Siège une ambassade *a minima* :

Concernant l'organisation administrative et matérielle de notre ambassade au Vatican, le Président souhaite qu'elle reste au même lieu, qu'elle conserve une équipe réduite et qu'elle utilise l'ambassade américaine à Rome pour ses communications et toutes les autres fonctions principales de support administratif. [Le Président] ne souhaite en aucun cas donner l'impression qu'il s'agit d'autre chose que d'un changement sans conséquences<sup>271</sup>.

D'autre part, bien que la Maison-Blanche ait parlé dans l'annonce officielle de relations avec le Saint-Siège, et non avec l'Etat de la cité du Vatican, conformément au souhait de ce dernier, elle va tout de même chercher à entretenir la confusion en ayant recours à des explications byzantines. Le but de ces manœuvres est de déjouer la méfiance des organisations protestantes et de défense de la laïcité, qui reprochent à Reagan d'avoir établi des relations avec ce qui n'est rien d'autre qu'Eglise. Ainsi, lors de la conférence de presse suivant l'annonce officielle, le porte-parole de la Maison-Blanche, Larry Speakes, affirme que « nous reconnaissons que le Saint-Siège est un sujet de droit international distinct de l'Eglise catholique romaine ». A la question d'un journaliste qui lui demande « vous ne pensez donc

---

Blanche et demandé à voir le Président, qui prit la décision finale et fixa une date (Thomas Melady, entretien avec l'auteur, 22 novembre 2006).

<sup>268</sup> Voir note 1 page 11.

<sup>269</sup> Pio Laghi, "The True Nature of Papal Diplomacy", *Origins*, Volume 13 n°47, May 3, 1984, pp. 769-773; "The Apostolic Pronuncio's Role", *Origins*, Volume 14 n°24, November 29, 1984, pp. 390-391.

<sup>270</sup> "Pio Laghi's Door in Jefferson's Wall", *Church and State*, May 1984, p. 14.

<sup>271</sup> Mémo, Robert McFarlane à George Shultz, December 16, 1983, folder: Vatican [10 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

pas que nous avons établi de relations avec une Eglise ? », il répond : « Non, c'est avec le Saint-Siège, qui est une entité distincte<sup>272</sup> ». De même, il est stipulé dans les réponses préparées pour la presse que « les Etats-Unis reconnaissent depuis longtemps que la personnalité internationale du Saint-Siège est distincte de celle de l'Eglise catholique romaine<sup>273</sup> ». Quant à la lettre type de la Maison-Blanche, préparée en réponse aux nombreuses plaintes attendues, il y est stipulé :

Il existe une distinction entre le Saint-Siège et l'Etat de la cité du Vatican. Le Saint-Siège, auprès duquel M. Wilson est accrédité, est l'organe qui gouverne le Vatican. L'Eglise catholique romaine et le Saint-Siège sont des entités distinctes, bien que le pape soit à la tête des deux institutions. Le Saint-Siège, qui est distinct de l'Eglise catholique ou du personnel religieux, est une entité souveraine reconnue à l'échelle internationale, qui dispose d'un statut d'observateur aux Nations unies et qui entretient des relations diplomatiques avec plus de cent pays<sup>274</sup>.

Les Etats-Unis ne peuvent plus directement affirmer qu'ils ont établi des relations avec l'Etat de la cité du Vatican du fait de l'engagement pris auprès de Mgrs Casaroli et Laghi. Ils cherchent donc à contourner le problème en arguant que les relations n'ont pas été établies avec le Saint-Siège en tant que organe suprême de l'Eglise catholique, sous-entendant ainsi (sans le dire, bien évidemment) qu'ils ont établi des relations avec le Saint-Siège en sa deuxième qualité : celle d'organe exécutif de ... l'Etat de la cité du Vatican ! Certes, le Saint-Siège et l'Eglise catholique ont deux personnalités juridiques distinctes. Cependant, le droit canon est formel : le Saint-Siège est le gouvernement et l'autorité centrale de l'Eglise catholique, en laquelle il faut voir le véritable sujet de droit international. C'est bien le pape en sa qualité de chef de l'Eglise catholique qui intéresse les Etats-Unis, et non pas en tant que chef du minuscule Etat de la cité du Vatican<sup>275</sup>. Pio Laghi, irrité de ce que les Etats-Unis ne respectent pas leurs engagements, va répondre de manière univoque à ceux qui entretiennent le flou à l'occasion d'une conférence à la *Catholic University* de Washington, le 6 avril 1984. Evoquant « la confusion et les controverses qui ont eu lieu dans les médias au moment où a été annoncée l'intention des Etats-Unis et du Saint-Siège de rétablir des relations diplomatiques », ainsi que le fait que « certains ont essayé à tort de justifier la décision du gouvernement américain en insinuant qu'il n'établissait pas de relations avec l'Eglise catholique romaine en tant que telle, le Saint-Siège, mais plutôt avec l'Etat de la cité du Vatican », il rappelle sans ambages : « C'est [...] l'autorité religieuse du pape qui lui confère le droit traditionnel de légation et une position diplomatique dans le monde ». Pour le

---

<sup>272</sup> Larry Speakes, Conférence de presse, January 10, 1984, box 3 folder 44, William A Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>273</sup> "Press Guide", box 3 folder 55, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>274</sup> Lettre, Anne Foreman à M. Campbell, June 20, 1986, box OA 17962, Mariam Bell Files, RRL.

<sup>275</sup> Véronique Sartini, « La politique étrangère du Vatican » *Diplomatie magazine* n°4 (juillet-août 2003), p. 11. Pour plus de précisions, voire l'introduction *supra*.

diplomate romain, « ceux qui interprètent la diplomatie pontificale comme émanant de la souveraineté temporelle du pape n'ont pas compris la véritable nature de la mission du Saint-Siège<sup>276</sup> ».

## V. Une opposition *pro forma* au Congrès

Après l'annonce de la nomination de William Wilson, il reste à confirmer ce dernier au Sénat et à obtenir un financement pour l'ambassade, autant d'événements qui pouvaient constituer l'occasion pour une éventuelle opposition de se manifester, voire d'entraver le processus. Néanmoins, l'absence de polémique lors du débat au Congrès sur le retrait de l'amendement de 1867 laisse prévoir une opposition sans grande vigueur.

### V. i. Une nomination peu controversée au Congrès, malgré l'opposition de Jesse Helms

Dès l'annonce de la reprise des relations, le 10 janvier, deux sénateurs, le démocrate Ernest Hollings de Caroline du Sud et le républicain Lowell Heicher du Connecticut annoncent qu'ils s'y opposeront, Hollings de déclarer que « cela constitue une violation du Premier Amendement et établit un mauvais précédent<sup>277</sup> ». Un sénateur en particulier va chercher à retarder la confirmation de Wilson, sans jamais pour autant faire peser une réelle menace. Il s'agit de Jesse Helms. Lors de la visite de courtoisie de Wilson, que chaque nommé doit effectuer aux membres de la commission des Affaires étrangères, Helms aurait confié à ce dernier : « En Caroline du Nord, il y a seulement deux religions, le baptême et le tabac, et j'ai des problèmes avec les deux<sup>278</sup> ». Toujours selon Wilson, le sénateur était confronté à une campagne délicate pour les élections de novembre 1984, et il s'était déjà mis en difficulté avec son électorat rural en appuyant au Congrès une réduction du soutien aux cours des matières premières agricoles. Début 1984, les sondages lui prédisaient une défaite importante.

La décision de nommer un ambassadeur près le Saint-Siège ne semble pas soulever une grande hostilité au Sénat lors de l'audition de William Wilson, le 2 février 1984. Si elle est l'occasion pour plusieurs organisations protestantes et de défense de la laïcité de faire valoir leurs arguments (seule une association catholique y parlera en faveur de l'existence de

---

<sup>276</sup> Pio Laghi, "The True Nature of Papal Diplomacy", *Origins*, Volume 13 n°47 (May 3, 1984), p. 771.

<sup>277</sup> Steven R. Weisman, "US and Vatican Restore Full Ties after 117 Years", *New York Times*, January 11, 1984, pp. 1-4.

<sup>278</sup> Wilson, Chapter IV, p. 12.

relations diplomatiques), trois sénateurs seulement (en plus de Richard Lugar) prendront la parole, tous favorables à l'existence de relations diplomatiques. Pour Pete Wilson (rép.-Calif.), « l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican n'a fait que prendre en compte la réalité suivante : le Saint-Siège est à bien des égards une puissance mondiale, jouissant d'une grande influence sur l'opinion et la vie d'un nombre important de personnes à travers le monde, tout particulièrement dans des régions où des intérêts essentiels des Etats-Unis sont en jeu<sup>279</sup> ». Le sénateur Claiborne Pell (dém.-R.I.) pour sa part déclare « penser depuis de nombreuses années que les intérêts du pays seraient favorisés par l'existence de relations officielles avec le Vatican et son remarquable service diplomatique<sup>280</sup> ». Quant à Frank Murkowski (rép.-Alaska), il déclare : « Je considère que l'influence [...] exercée par le pape fait qu'il est dans l'intérêt de notre pays d'établir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. M. le Président, il ne s'agit pas de reconnaître une religion mais de développer des voies diplomatiques afin de promouvoir la paix et la stabilité dans le monde<sup>281</sup> ».

Seul Helms fait entendre une voix discordante. Il prend tout d'abord la précaution de dire tout le bien qu'il pense de Wilson (au sujet duquel il précise : « J'ai connu peu d'hommes pour lesquels j'éprouve autant de respect que Bill Wilson. Bill Wilson n'est absolument pas en cause ») ou du pape (« Je pense que la très grande majorité des Américains éprouve estime et admiration pour le pape, du fait de son action et de ses prises de position »). Ceci étant dit, il déclare : « Je ne suis pas favorable à des relations diplomatiques avec le Vatican. Je ne l'ai jamais été, je ne le serai jamais ; c'est la conséquence de l'interprétation que j'ai, à tort ou à raison, du Premier Amendement<sup>282</sup> ». Le sénateur de Caroline du Nord expose la manière dont il entend procéder :

Je vais demander au président de cette commission, M. Percy, de différer le vote de cette commission au moins jusqu'à la prochaine séance, qui aura lieu dans trois ou quatre semaines. A la suite de cela, si l'on estime qu'il n'y a toujours pas eu assez de temps pour l'examen public de cette question — je n'aime pas faire ce genre de choses, mais il m'arrive de le faire parfois — je mettrai la nomination en attente pendant un délai raisonnable, afin que le public puisse faire connaître son opinion aux sénateurs<sup>283</sup>.

Helms, qui est baptiste, déclare à la presse qu'il agit au nom de la Constitution et qu'il en ferait de même s'il s'agissait d'établir des relations avec la *Southern Baptist Convention*. Il se justifie également de la manière suivante : « De nombreux catholiques m'ont confié qu'ils ne

---

<sup>279</sup> US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 1.

<sup>280</sup> US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 10.

<sup>281</sup> US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 12.

<sup>282</sup> US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 146.

<sup>283</sup> US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 165.

souhaitaient pas que cela se concrétise. Ils craignent que cela ne suscite de l'animosité envers l'Eglise — une animosité qui s'était atténuée au cours des dernières années<sup>284</sup> ».

Par son action, Helms obtient que la commission des Affaires étrangères ajourne ses travaux sans avoir fixé de date pour le vote de confirmation de Wilson. Mais le 5 février, Helms va recevoir un appel de Ronald Reagan en personne. La Maison-Blanche est inquiète, comme en témoigne une note adressée à Reagan par son conseiller aux affaires législatives, M.B. Oglesby. Ce dernier rapporte qu'alors que Charles Percy, le président de la commission, avait assuré au directeur de cabinet de Reagan, James Baker, qu'il ferait voter la nomination rapidement, il « semble vaciller face à la menace de Helms de mettre le processus en attente. Percy pense que même si nous faisons voter la nomination à la commission *manu militari*, Helms mettrait le processus en attente au Sénat ».

Oglesby juge qu'on ne peut plus attendre. D'une part, il serait préférable d'avoir un ambassadeur à Rome au plus vite, car « la présence de Wilson à Rome pourrait s'avérer très utile pendant cette période critique pour de nombreuses régions du monde, telles le Liban et l'Amérique centrale ». D'autre part, il estime qu'il serait fâcheux que le Saint-Siège perçoive ce délai supplémentaire comme le signe de doutes ou d'une absence de soutien populaire aux relations diplomatiques. Enfin, il craint avant tout que même si la mesure semble bénéficier d'un soutien solide au Congrès, les opposants profitent de ce retard pour monter une campagne de protestation. Un délai de plusieurs semaines est susceptible de donner lieu à l'émergence d'une controverse du type de celle qui avait conduit à l'échec de la nomination de Clark en 1952. C'est la raison pour laquelle il conseille au Président de téléphoner au sénateur rebelle pour lui faire entendre raison. Reagan s'exécute et conclut à l'issue de cet appel, si l'on en croit ce qu'il a écrit sur la note qui lui a servi de support : « N'ai abouti à rien. Il a dit qu'il avait donné sa parole mais qu'il ne retarderait pas [le vote] au-delà de la reprise des travaux [de la commission] et ferait preuve de discrétion », ce qui semble confirmer que l'opposition de Helms était surtout pour la forme et de nature temporaire<sup>285</sup>.

Helms recevra également la visite de plusieurs proches de Reagan, dont celle de son ancien conseiller Lyn Nofziger et de James Watt, ancien secrétaire à l'Intérieur. Lors de ces entrevues, ils font comprendre à Helms selon Wilson que « ses chances de réélection dépend[en]t autant de ses appuis à Washington que de ceux de Caroline du Nord<sup>286</sup> ». Comme

---

<sup>284</sup> Kathleen Kelly, "Helms Delays, Hopes to Stop Renewal of US-Vatican Ties", *National Catholic Reporter*, February 17, 1984, p. 48.

<sup>285</sup> Note, M.B. Oglesby, February 3, 1984, ID# 187115, PR 007-02, Presidential Telephone Calls, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>286</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 30-31.

le rappelle Wilson, « Helms, qui ne manquait pas de talent pour convaincre les donateurs, était néanmoins confronté à une campagne coûteuse et avait bon espoir que le Président vienne le soutenir dans son état. La conversation qu'il a eue avec le Président a sans doute servi à lui rappeler qu'il avait aussi des appuis à Washington [qu'il ne fallait pas négliger]<sup>287</sup> ».

Le vote de la commission est finalement fixé au 21 février 1984. Jesse Helms profite de l'absence de quorum pour demander son report au lendemain, 22 février. Neuf sénateurs sur les dix présents le jour du vote se déclarent favorables au transfert de la nomination au Sénat dans son ensemble. Seul Jesse Helms vote contre<sup>288</sup>. Le jour du vote, Helms déclare : « Je ne peux m'autoriser à voter pour un ambassadeur près le Saint-Siège. Mais s'il doit y en avoir un, le Président n'aurait pu choisir mieux que M. Wilson ». Il rappelle qu'il ne s'oppose pas à l'homme, mais au principe même des relations. Son opposition manque singulièrement de virulence et selon Wilson, en l'absence d'une personnalité d'autorité comme Helms pour le diriger au Sénat, le mouvement ne pouvait trouver une impulsion suffisante<sup>289</sup>. S'il vote contre la confirmation de Wilson, Helms ne prendra même pas la parole lors du débat.

Le décor est désormais planté pour le vote final de confirmation (le cabinet Gray écrit le 22 février que « le sénateur [Howard] Baker [chef de la majorité républicaine] s'apprête maintenant à tenir l'engagement qu'il a pris envers la Maison-Blanche en mettant la nomination à l'ordre du jour au plus tôt et ce avec le moins d'encombre possible<sup>290</sup> »).

Le vote est prévu pour le 7 mars 1984. D'entrée de jeu, Mark Hatfield (rép.-Ore.) et Jesse Helms demandent qu'il soit reporté et que la question soit étudiée à nouveau, mais Howard Baker estime que le processus a déjà été suffisamment retardé. Il laisse aux sénateurs deux heures pour en débattre<sup>291</sup>. Un journaliste d'*United Press International* évoque « un débat sans conviction d'une heure [au cours duquel] seuls trois sénateurs se levèrent pour protester contre la nomination » et que « Jesse Helms (R-N.C.), qui avait été à la tête de l'opposition, ne prit pas part à la discussion ». D'après le porte-parole de Helms, ceci est dû

---

<sup>287</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 30-31.

<sup>288</sup> Mémo, Robert Witeck à Robert Gray, February 22, 1984, box 1 folder 41, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Les chiffres définitifs indiqueront un vote de quatorze contre un. Dans une note du cabinet de relations publiques Gray, que Wilson avait chargé de faciliter le processus de confirmation, il est indiqué que Lugar allait demander le vote des sénateurs absents pour montrer que la mesure bénéficiait d'un soutien franc et massif.

<sup>289</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 38-39.

<sup>290</sup> Mémo, Robert Witeck à Robert Gray, February 22, 1984, box 1 folder 41, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>291</sup> Wilson, Chapter IV, p. 40.

au fait qu'« il aime beaucoup Bill Wilson. Il l'apprécie beaucoup, c'est quelqu'un de bien. Je ne pense pas qu'il fera quoi que ce soit aujourd'hui<sup>292</sup> ».

Il n'est plus question, comme cela aurait pu être le cas dans les années 1950, d'attaquer l'Eglise catholique, même chez les sénateurs qui font valoir leur opposition aux relations diplomatiques. Wendell Ford (dém.-Ky.) estime qu'« il ne fait aucun doute que le pape est une personnalité influente et honorable<sup>293</sup> ». Dale Bumpers (dém.-Ark.) quant à lui précise que son vote n'a rien à voir avec le Vatican ou l'Eglise catholique<sup>294</sup>.

Parmi les sénateurs ayant pris la parole pour s'opposer à la nomination, Mark Hatfield, président de la commission des Finances, justifie son opposition au nom du principe de séparation des églises et de l'Etat et de son profond respect à l'égard de l'Eglise catholique. En traitant le pape comme un homme politique, on risque de saper son prestige spirituel. Cet argument sera également invoqué par le républicain John East (rép.-N.C.). Pour ce dernier, la question qui se pose n'est pas celle de la séparation des églises et de l'Etat, mais du respect de la nature singulière du pape et de l'Eglise catholique. Il déclare également d'entrée de jeu que s'il souhaite que sa déclaration figure au procès-verbal de la séance, il n'a aucun doute quant à l'issue du vote de confirmation<sup>295</sup>. Dale Bumpers se déclare également opposé à l'existence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège car la mesure éroderait l'interdiction constitutionnelle d'établissement d'une religion. Quant au républicain Roger Jepsen, tout comme Ford, il déplore l'absence d'audition lors de l'abrogation de l'amendement de 1867 et juge que le processus a été bâclé, ne laissant pas le temps pour un débat en profondeur sur les véritables enjeux, à savoir le respect de la Constitution<sup>296</sup>. Strom Thurmond (rép.-S.C.), s'il fait part de « forts doutes quant au bien-fondé et à la nécessité d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican », concède qu'il s'agit là d'une prérogative du président des Etats-Unis conformément à la Constitution<sup>297</sup>.

Le sénateur démocrate de Californie Alan Cranston pour sa part évoque un argument qui va être dirigé à plusieurs reprises contre l'Administration. Il rappelle les soupçons formulés dans la presse, aussi bien catholique que généraliste, selon lesquels la décision de l'Administration de nommer un ambassadeur près le Saint-Siège constituerait plus une punition pour les évêques catholiques américains qu'une récompense pour le Vatican ; elle

---

<sup>292</sup> David Anderson, *UPI*, March 7, 1984, box 3 folder 45, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>293</sup> Executive Session, Department of State, March 7 1984, *Congressional Record*, volume 130, part 4, 98th Congress, March 5-15, 1984, p. 4745.

<sup>294</sup> Executive Session, *Congressional Record*, p. 4744.

<sup>295</sup> Executive Session, *Congressional Record*, pp. 4742-43.

<sup>296</sup> Executive Session, *Congressional Record*, pp. 4744-45.

<sup>297</sup> Executive Session, *Congressional Record*, p. 4745.



pourrait ainsi en appeler directement au Vatican pour qu'il musèle ses évêques, notamment pour qu'ils mettent un terme à leur critique de la politique étrangère américaine<sup>298</sup>.

Les sénateur Murkowski et Pell se déclarent pour leur part très favorables à la mesure. Les Etats-Unis ont enfin décidé de se comporter comme la majorité des Etats en rétablissant des relations qui avaient déjà existé par le passé. Ils jugent cette mesure utile pour la politique étrangère américaine, étant donné le rôle joué par le Vatican dans certaines régions du globe. Quant à Charles Grassley (rép.-Iowa), ses propos reflètent bien le flou que l'Administration souhaite faire planer. Il explique avoir redouté au début que la mesure ne constitue une marque de favoritisme pour une église, mais que le département d'Etat lui a assuré que « les relations diplomatiques seraient établies avec l'administration politique de la cité du Vatican et non avec l'Eglise catholique romaine<sup>299</sup> ». A l'issue du débat, la nomination de Wilson est validée, quatre-vingt-une voix pour, treize voix contre<sup>300</sup>.

#### *V. ii. La reprogrammation de fonds pour l'ambassade : là encore, une opposition pour la forme*

Parallèlement au processus de confirmation a lieu le processus d'affectation budgétaire pour la future ambassade. Le département d'Etat a transmis au Congrès le 15 décembre 1983 une proposition visant à réaffecter 351 000 dollars (figurant déjà au budget du département d'Etat) à l'ambassade américaine près le Saint-Siège, somme qui viendrait compléter les 480 000 dollars déjà attribués au bureau du représentant personnel. Le gouvernement est obligé d'en appeler au Congrès, car la réaffectation de fonds nécessite une décision des sous-commissions concernées. D'ordinaire, lorsqu'une telle demande est formulée par le département d'Etat, les présidents des sous-commissions se contentent de donner leur accord, mais le président de la sous-commission des Finances en charge du Commerce, de la Justice et du département d'Etat à la Chambre des représentants, Neal Smith (dém.-Iowa), annonce qu'au vu de la controverse, il ne prendra pas cette décision seul<sup>301</sup>. Il autorise donc l'organisation d'une audition d'une journée, le 9 février 1984. Selon Wilson, le risque était réel que les fonds ne soient pas alloués, entraînant l'échec du projet, ce qui explique sans doute l'intervention de hauts responsables de l'Administration à l'audition<sup>302</sup>. Parmi les quatorze témoins qui se succèdent devant la commission figurent Kenneth Dam et Ronald

---

<sup>298</sup> Executive Session, *Congressional Record*, p. 4746.

<sup>299</sup> Executive Session, *Congressional Record*, p. 4745.

<sup>300</sup> Executive Session, *Congressional Record*, p. 4746.

<sup>301</sup> Wilson, Chapter IV, p. 32.

<sup>302</sup> Wilson, Chapter IV, p. 32.

Spiers, sous-secrétaire d'Etat à la Gestion. Dam déclare que l'existence de relations diplomatiques avec le Vatican permettra aux Etats-Unis de « s'assurer que le Vatican comprenne bien la position du gouvernement américain sur les enjeux majeurs du moment. [...] nous souhaitons être en position d'influencer la position du Vatican sur les questions politiques [...] Nous souhaitons faire passer notre point de vue afin qu'il puisse être pris en compte par le ministère des Affaires étrangères du Vatican<sup>303</sup> ».

L'audition permet également aux organisations qui s'étaient exprimées le 2 février à l'occasion de l'audition de confirmation de William Wilson d'exposer à nouveau leurs doléances<sup>304</sup>. Elles cherchent à nouveau à gagner du temps en demandant que le vote soit retardé. Neal Smith ne semble d'ailleurs pas pressé ; il déclare préférer attendre que Wilson soit confirmé, alors que Kenneth Dam insiste pour que la demande de réaffectation soit satisfaite immédiatement. Smith ajourne la réunion sans avoir pris de décision et sans donner d'indication sur la suite qu'il compte donner aux événements. Après enquête auprès des membres de sa commission, il finit par faire savoir que sa sous-commission ne fera pas obstacle à la réaffectation<sup>305</sup>.

Le 5 mars 1984, c'est la sous-commission des Finances en charge du Commerce, de la Justice et du département d'Etat au Sénat, présidée par Paul Laxalt (rép.-Nev.), qui se réunit pour écouter des témoignages, entre autres sur la réaffectation de fonds pour une ambassade américaine au Vatican. Laxalt avait initialement approuvé le transfert de fonds, mais à la demande des sénateurs Mark Hatfield et Lowell Weicker (rép.-Conn.), il avait autorisé la tenue d'un débat. La réunion est présidée par Warren Rudman (rép.-N.H.), et selon Wilson, « Rudman, un républicain de confession juive du New Hampshire, avait fait précédemment l'objet d'un lobbying de la part des soutiens juifs du Président<sup>306</sup> ». Si Mark Hatfield, qui est opposé aux relations diplomatiques, est présent lors du débat, il se contente d'y faire très brièvement allusion<sup>307</sup>.

La sous-commission Laxalt du Sénat se réunit à nouveau le 28 mars, cette fois pour entendre le témoignage de George Shultz sur le budget du département d'Etat pour l'exercice 1985. Shultz explique aux membres de la commission que le Vatican « est une organisation

---

<sup>303</sup> Charlotte Saikowski, "Congress Balks at White House Push to Upgrade the Vatican Ties", *Christian Science Monitor*, February 14, 1983, consulté le 24 juin 2009, <http://www.csmonitor.com/1984/0213/021346.html>.

<sup>304</sup> Plusieurs groupes témoignent pour la première fois : c'est le cas de l'*United Methodist Church*, des *American Baptist Churches*, de la *DC Baptist Ministers' Conference*, de la *National Association of the Laity*, des *Unitarian-Universalists*, de l'*American Ethical Union*, de l'*American Humanist Association*, du *Council for Democratic and Secular Humanism*, et d'*Americans for Religious Liberty*.

<sup>305</sup> Jim Buie, "Wilson Sails to the Holy See", *Church and State*, April 1984, pp. 11-12.

<sup>306</sup> Wilson, Chapter IV, p. 39.

<sup>307</sup> Wilson, Chapter IV, p. 39.

mondiale qui collecte des informations, prend position, promeut toutes sortes d'activités, entre autre médicales et d'aide aux réfugiés » et « représente à ce titre un poste diplomatique précieux<sup>308</sup> ». Comme le souligne Wilson, sans doute non sans amusement au regard de l'opposition de Shultz à l'établissement de relations, « Shultz assumait l'entière responsabilité de l'initiative visant à rétablir des relations diplomatiques, indiquant “c'est moi qui ai exhorté le Président à prendre cette initiative pour des raisons purement diplomatiques”<sup>309</sup> ».

Mark Hatfield, qui est baptiste et proche des chrétiens évangéliques et *born-again*, s'adresse à Shultz et réitère l'argument avancé lors des débats du vote de confirmation selon lequel le rôle du pape en tant qu'autorité spirituelle est discrédité par cette initiative<sup>310</sup>. Quand aux autres opposants, Wilson note que Dale Bumpers (dém.-Ark.) prit la parole en son nom ainsi que celui d'Ernest Hollings (dém.-S.C.) pour indiquer leur opposition, ce qui n'avait rien d'étonnant pour Wilson car ils représentaient des Etats de la *Bible Belt*<sup>311</sup>.

Aucune de ces auditions ne fit l'objet d'une quelconque couverture médiatique ; elles passèrent donc complètement inaperçues<sup>312</sup>. En dépit des objections formulées par Hatfield et Bumpers, Laxalt approuve la demande de réaffectation de 351 000 dollars, car sept membres de la commission y sont favorables, contre deux, Ernst Hollings et Lowell Weicker, qui y sont opposés<sup>313</sup>.

## **VI. La concrétisation du processus : quelques mots sur l'ambassade américaine près le Saint-Siège**

### *VI. i. L'ambassade des Etats-Unis au temps de Wilson*

Mgr Pio Laghi, qui était déjà en poste à Washington depuis 1980, en tant que délégué apostolique et observateur à l'Organisation des Etats américains, est nommé pro-nonce le 26 mars 1984. Il présente ses lettres de créance le 13 avril au président Reagan. Wilson pour sa part est investi en tant qu'ambassadeur lors d'une brève cérémonie présidée par Shultz le 9 mars au département d'Etat (selon Wilson, Shultz s'était montré réticent à y participer)<sup>314</sup>. Il présente ses lettres de créance au pape le 9 avril.

---

<sup>308</sup> Larry Chesser, “Politicizing the Pope”, *Church and State*, May 1984, pp. 10.

<sup>309</sup> Wilson, Chapter IV, p. 41.

<sup>310</sup> Larry Chesser, “Politicizing the Pope”, *Church and State*, May 1984, p. 10.

<sup>311</sup> Wilson, Chapter IV, p. 42.

<sup>312</sup> James A. Coriden, “Diplomatic Relations between the United States and the Holy See”, *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1987), p. 363.

<sup>313</sup> Larry Chesser, “Politicizing the Pope”, *Church and State*, May 1984, p. 10.

<sup>314</sup> Wilson, chapter IV, p. 40.

La décision a pour conséquence directe l'établissement d'une troisième ambassade à Rome. En plus de l'ambassade américaine près le Quirinal, les Etats-Unis sont également représentés auprès de l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par l'ambassadrice Millicent Fenwick. Comme du temps où elle n'était qu'une mission non diplomatique, l'ambassade américaine près le Saint-Siège a pour rôle d'aider les Américains qui souhaitent obtenir une audience avec le pape ou un membre de la Curie romaine. D'autre part, elle a pour mission d'« éduquer » les responsables du Saint-Siège aux politiques américaines sur de nombreuses questions, parfois d'une actualité brûlante. Comme nous le verrons *infra*, il s'agit de présenter au Saint-Siège sous leur meilleur jour des politiques telles que l'aide américaine aux *contras* du Nicaragua, l'Initiative de défense stratégique, ou d'essayer de le convaincre de la nécessité d'établir des relations diplomatiques avec Israël.

L'ambassade près le Vatican est une ambassade *a minima*. Etant donné la nature de l'Etat auprès duquel elle est accréditée, il n'y a guère besoin par exemple d'attaché militaire ou commercial. Un bureau de l'*United States Information Agency* y sera néanmoins ouvert, sur l'insistance de Wilson et grâce aux liens d'amitié qui l'unissent au directeur de l'agence, Charles Wick, autre membre du *kitchen cabinet*. L'ambassade près le Saint-Siège doit compter sur les moyens techniques de celle de Rome, au grand dam de Wilson qui voudrait faire de son ambassade un poste diplomatique égal aux autres et doit dépendre pour ses communications des services de son homologue Maxwell Rabb (avec lequel les relations sont loin d'être idylliques, d'où quelques ratés).

D'autre part, Wilson se plaint constamment de devoir fonctionner avec des ressources très restreintes, notamment avec un personnel réduit à la portion congrue. Il demande ainsi qu'un attaché militaire soit affecté à son ambassade. Pour lui, cette mesure fait sens car, comme il l'écrit à George Shultz, dont il dépend désormais en tant qu'ambassadeur dûment accrédité, « l'une des principales missions de l'ambassade est de tenir le Vatican informé des aspects militaires de notre politique étrangère ». Mais comme bon nombre des requêtes qu'il transmet à son désormais supérieur hiérarchique, celle-ci essuie une fin de non-recevoir. Shultz lui répond qu'il a promis aux sous-commissions des Finances du Congrès (et notamment au républicain Neal Smith) de limiter les sommes allouées à l'ambassade. D'autre part, il juge que la création d'un tel poste n'est pas justifiée : « Il est préférable que des questions précises, telles que le contrôle des armements, soient traitées directement par des délégations de haut niveau qui en maîtrisent bien tous les aspects ». Il y a sans doute une part d'hostilité envers le principe d'une ambassade près le Vatican, voire contre Wilson, dans le

refus de Shultz, car le ministère de la Défense semblait favorable à la requête de Wilson et s'était dit prêt à la financer<sup>315</sup> !

La présence d'un troisième ambassadeur américain à Rome n'est pas sans créer des tensions, chacun cherchant à défendre son pré carré. Maxwell Rabb, l'ambassadeur américain auprès du Quirinal, était apparemment opposé à la présence d'un nouvel ambassadeur. Interrogé sur la question de l'établissement de relations diplomatiques en mars 1985, il aurait répondu : « Ne m'en parlez pas »<sup>316</sup>. Rabb est particulièrement irrité du fait que Wilson, à la tête d'une mission considérablement moins importante que la sienne, fréquente assidûment la bonne société romaine, recevant aussi bien la noblesse pontificale que les responsables politiques italiens, que ce soit Giulio Andreotti ou Amintore Fanfani. Selon le *New York Times*, les Wilson avaient réussi à s'intégrer dans la haute société italienne, ce qui n'était pas le cas des Rabb<sup>317</sup>. Il semble que Rabb ait également mal vécu la proximité de Wilson avec le couple Reagan. Dans l'entretien qu'il a accordé au projet d'histoire orale de l'université de Georgetown, Rabb n'est pas tendre à l'égard de son collègue. Il raconte notamment avec force détails qu'un jour, Wilson a débarqué à l'improviste dans son bureau, furieux, pour lui reprocher d'avoir organisé une réception en l'honneur des cardinaux Law et O'Connor et d'avoir ainsi empiété sur ses prérogatives<sup>318</sup> !

## VI. ii. La disgrâce de Wilson

William Wilson exerce les fonctions d'ambassadeur près le Saint-Siège jusqu'à l'été 1986. Les circonstances ayant conduit à la fin de sa mission méritent quelques précisions, car

---

<sup>315</sup> Lettre, William Wilson à George Shultz, June 22, 1985 ; lettre, George Shultz, August 26, 1985; mémo, Defense Department à George Shultz, May 28, 1985 (box 2 folder 83, William A. Wilson Papers, SC, GUL). Contrarié par le manque de ressource dont souffrait à ses yeux l'ambassade, Wilson va d'ailleurs créer une fondation et solliciter ses riches amis américains et/ou catholiques, que les maigres finances de l'ambassadeur près le Saint-Siège désolaient ! Après avoir très brièvement séjourné au *Grand Hotel*, Wilson avait installé sa résidence à la Villa Richardson. Les bureaux de la représentation étaient situés Via Pinciana, et en mai 1983, ils avaient été transférés dans des locaux au pied des murs du Vatican, Piazza Citta Leonina. Une fois nommé ambassadeur, et jugeant ces locaux trop exigus, il souhaite s'établir dans un autre lieu. Il jette son dévolu sur la Villa Pacelli, qui appartient à la famille de Pie XII. La fondation a pour fonction de rassembler les fonds nécessaires à la location de cette villa et à la réalisation des travaux nécessaires. Wilson a l'impression que le département d'Etat cherche à lui mettre des bâtons dans les roues. Ainsi, dans une lettre sollicitant des fonds envoyée aux bienfaiteurs potentiels (qu'il fait envoyer par son camarade de l'ordre de Malte, Paul Dietrich), il est précisé qu'« il est triste mais néanmoins vrai qu'il existe encore une assez forte opposition, au Congrès et ailleurs, à l'existence de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Le financement qui lui est consacré est de ce fait très limité ». Lettre, April 29, 1986, box 2 folder 42, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>316</sup> Donnie Radcliffe, "With Ambassadors, Three's a Crowd", *New York Times*, May 2, 1985, p. B4. "Don't get me going on that one."

<sup>317</sup> Donnie Radcliffe, "With Ambassadors, Three's a Crowd", *New York Times*, May 2, 1985, p. B4.

<sup>318</sup> Maxwell R. Rabb, Oral History Interview, August 2, 1989, pp. 48-49, Oral History Project, SC, GUL.

le 20 mai 1986, c'est apparemment sous la contrainte qu'il démissionne. Celle-ci est annoncée non à Rome par l'intéressé, comme le veut la tradition, mais à Washington, par le porte-parole du département d'Etat, Charles Redman. Même si Wilson évoque son désir de se consacrer à sa famille et nie tout différend avec George Shultz, il semble en fait avoir subi les conséquences du dernier épisode en date de sa *freelance diplomacy*, ainsi que de ses interventions en faveur de personnages quelque peu douteux. Non content de ses fonctions de représentation auprès du Saint-Siège, il va se retrouver impliqué dans plusieurs affaires suspectes qui, eu égard à son statut d'ami du Président, ne lui vaudront que des remontrances, jusqu'au dérapage final qui va le conduire vers la sortie.

Wilson est un piètre diplomate. Au moment où il est nommé ambassadeur, il commet l'impair de ne pas aller se présenter à ses homologues accrédités auprès du Saint-Siège. Mais cette « bourde » n'est rien comparée aux guêpiers dans lesquels il va se retrouver mêlé pour avoir pensé que sa grande proximité avec le président américain lui donnait tous les droits, et notamment celui d'enfreindre les règles les plus élémentaires de la diplomatie. Dès 1982, Wilson, qui d'après le *New York Times* était considéré à Rome comme « pour le moins très naïf sur le plan politique<sup>319</sup> » s'était attiré des problèmes pour s'être immiscé dans une enquête. Mgr Paul Marcinkus, prélat américain responsable de la banque du Vatican, l'*Istituto per le opere de religione*, avait été éclaboussé par le scandale révélé par la gigantesque faillite du *Banco Ambrosiano*, onzième banque italienne, en 1982. Marcinkus aurait notamment remis des lettres de patronage au directeur de la banque, Roberto Calvi, dont ce dernier s'était prévalu pour obtenir des prêts colossaux pour des filiales fictives aux Bahamas<sup>320</sup>. L'archevêque fait l'objet d'une information judiciaire en Italie et il redoute l'ouverture d'une enquête aux Etats-Unis (il est également soupçonné de liens avec l'homme d'affaire italo-américain Michele Sindona). Marcinkus est particulièrement inquiet de la parution d'un

---

<sup>319</sup> Donnie Radcliffe, "With Ambassadors, Three's a Crowd", *New York Times*, May 2, 1985, p. B4. Autre exemple de cette naïveté, Wilson avait demandé à son adjoint à Rome de préparer pour septembre 1985 l'ouverture de services consulaires dans l'ambassade, ce qui à son avis ne devait pas donner lieu à une activité débordante, étant donné que seules mille personnes environ étaient détentrices d'un passeport du Vatican. Peter Murphy cherche à l'en dissuader. Il lui explique qu'un consulat se devrait de prendre en considération pas uniquement les demandes de visa émanant de citoyens du Vatican, mais également de tout requérant. Une telle décision sèmerait donc la confusion : les personnes s'étant vu refuser un visa par l'ambassade américaine près le Quirinal en feraient ensuite la demande auprès de l'ambassade près le Vatican. D'autre part, le consulat au Vatican ferait double emploi avec celui de Rome. Pour Murphy, « établir un deuxième bureau consulaire à Rome constituerait un gaspillage de l'argent du contribuable ». D'autre part, il souligne que le Saint-Siège n'accepte pas l'accréditation d'offices consulaires. (Lettre, Peter Murphy à William Wilson, August 22, 1985, box 2 folder 72, William A. Wilson Papers, SC, GUL).

<sup>320</sup> Calvi sera retrouvé pendu sous un pont de Londres le 18 juin 1982. Après avoir parlé tout d'abord de suicide, la justice britannique a conclu à une cause mystérieuse de décès.

ouvrage intitulé *The Vatican Connection*, qui reprend ce qu'il affirme être de fausses transcriptions de conversations qu'il aurait eues avec la mafia ainsi qu'avec un agent du FBI.

Or, Marcinkus a sympathisé avec Wilson depuis que ce dernier habite à Rome (dans une lettre au diplomate Robert McBride, Wilson parle de Marcinkus comme d'un « très bon ami », tout en précisant qu'il le croit innocent<sup>321</sup>). Marcinkus va donc écrire à celui qui est encore, en 1982, représentant personnel du président américain pour lui demander de parler en son nom au ministre de la Justice et demander l'accès à son dossier. Wilson écrit à William French Smith, l'*Attorney General*, pour lui demander une synthèse du dossier de Marcinkus. Il semble néanmoins conscient de la délicatesse de sa requête, car il invite le ministre à communiquer directement avec Marcinkus car il préfère rester en dehors de cette affaire<sup>322</sup>. Le secrétaire adjoint à la Justice, John Roberts, répond à Wilson le 9 août 1982 qu'une telle requête ne saurait être formulée par des voies informelles<sup>323</sup>.

Wilson ne s'en tient pas là. Profitant de la visite du ministre de la Justice à Rome, il organise un petit déjeuner à sa résidence, petit déjeuner auquel il a également convié ... Mgr Marcinkus. Smith, très embarrassé quand il apprend l'identité de l'autre invité, se contente de venir le saluer sans s'attarder. Plus tard, en mai 1984, William Wilson téléphonera au directeur du *Federal Bureau of Investigation* (FBI), William H. Webster, pour s'enquérir du statut de l'affaire, et se verra répondre que Marcinkus ne fait pas l'objet d'une enquête<sup>324</sup>.

D'autre part, Wilson serait également intervenu en faveur du courtier Marc Rich. Impliqué dans une des plus grandes affaires d'évasion fiscale aux Etats-Unis, il avait fui le pays pour la Suisse et renoncé à la citoyenneté américaine. Informé que Wilson était sur le point d'évoquer la question avec Berne, le sous-secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger lui fait parvenir le 12 décembre 1983 la mise en garde suivante : « Notre juriste, tout comme le département de la Justice, sont extrêmement réticents quant à toute implication de votre part dans cette affaire ». Malgré cela, Wilson aurait rencontré peu de temps après un responsable du ministère des Affaires étrangères suisse pour évoquer le cas Rich<sup>325</sup>.

---

<sup>321</sup> Lettre, William Wilson à Robert H. McBride, July 30, 1982, box 1 folder 16, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>322</sup> Lettre, William Wilson à William French Smith, July 15, 1982, box 2 folder 66, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Lors de la conférence de presse qu'il donnera pour annoncer sa démission, Wilson affirma ne pas se souvenir avoir écrit à William French Smith au sujet de Mgr Marcinkus

<sup>323</sup> Lettre, John Roberts à William Wilson, August 9, 1982, box 2 folder 66, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>324</sup> Mary Thornton, "US Scolds Envoy to Vatican", *Washington Post*, July 10, 1984, p. A1; Téléx, "Transcript of Ambassador Wilson's Press Conference of May 21, 1986", box 3 folder 46, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>325</sup> Mary Thornton, "US Scolds Envoy to Vatican", *Washington Post*, July 10, 1984, p. A1.

Les deux affaires sont révélées par le *Los Angeles Times* en juillet 1984. Vu la proximité qui existe entre Wilson et Reagan, elles risquent de s'avérer gênantes pour le Président, surtout en pleine période électorale. Très rapidement pourtant, ce dernier fait savoir que sa confiance en l'ambassadeur demeure intacte<sup>326</sup>.

Dans un registre différent, celui de la diplomatie très personnelle pratiquée par Wilson, les archives de la présidence nous apprennent qu'en août 1982, ce dernier avait informé le Président, alors que les deux hommes montaient à cheval, qu'il avait été invité à se rendre à Taïwan. Jugeant la réaction de Reagan positive, il commence à organiser son déplacement. Il s'agit pourtant d'une question éminemment épineuse pour les Etats-Unis : Pékin fait en effet pression sur Reagan depuis 1981 pour qu'il mette un terme aux ventes d'armes à Taïwan. Washington, pensant satisfaire Pékin, annonce début 1982 qu'il a refusé la vente de chasseurs FX à Taïwan, mais qu'il l'autorise à continuer la coproduction du F5-E. Ceci n'affaiblit en rien les pressions chinoises, qui demandent qu'une date soit fixée pour l'arrêt définitif de vente de matériel de guerre. Le 17 août 1982, un compromis est signé entre Pékin et Washington, dans lequel ce dernier consent à d'importantes concessions (il convient de rappeler qu'au cours de la campagne de 1980, Reagan avait pris position sans aucune ambiguïté en faveur de Taïwan). On imagine aisément l'instrumentalisation à laquelle les autorités taïwanaises auraient pu se livrer en cas de visite de l'ami du Président. Le NSC rappelle donc Wilson fermement à l'ordre pour qu'il renonce à s'y rendre<sup>327</sup>.

D'autre part, l'Administration goûte peu le fait que Wilson et sa famille tentent de faire des affaires au Chili depuis 1981 et que, comme le rapporte *New York Time*, Wilson profite de ses conversations avec Reagan pour encourager ce dernier à soutenir Augusto Pinochet, le président chilien. Si le quotidien note que les efforts de Wilson n'ont pas eu d'incidence sur la politique américaine à l'égard du Chili, il en va autrement pour une initiative qui va sonner le glas de sa mission auprès du Saint-Siège. Le 5 janvier 1986, le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, s'adressant à des reporters du magazine politique de NBC, *Meet the Press*, affirme avoir rencontré un ambassadeur américain (dont le nom lui échappe) venu pour essayer de désamorcer la crise entre les deux pays<sup>328</sup>. Le département

---

<sup>326</sup> Ronald Ostrow, "Reagan Voices Confidence in Vatican Envoy", *Los Angeles Times*, July 11, 1984, p. B11.

<sup>327</sup> Note, Dennis Blair à William Clark, "Your Meeting with Bill Wilson, 4/30 pm, Wednesday, September 29, 1982", September 29, 1982, folder: Vatican 1983-1984 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL. Pour plus de détails sur les relations entre l'Administration Reagan et la Chine, voir Parris H. Chang, "US-China Relations: From Hostility to Euphoria to Realism", *American Academy of Political and Social Science* 476 (November 1984), pp. 156-170.

<sup>328</sup> Au moment de l'entretien diffusé sur NBC, le dictateur libyen est incapable de préciser l'identité de l'ambassadeur en question. En revanche, lors d'un discours prononcé en juin, Kadhafi précise la teneur de leur conversation. Il rapporte que la réunion a été organisée à la demande d'un ambassadeur italien, et que l'entrevue



d'Etat et la Maison-Blanche démentent l'existence de tels contacts<sup>329</sup>, d'autant que la politique américaine, notamment depuis les attentats qui avaient frappé les aéroports de Vienne et Rome le 27 décembre 1985, était d'isoler la Libye en coupant tout contact<sup>330</sup>.

En mars 1986, le *New York Times* révèle que l'ambassadeur en question n'est autre que William Wilson et qu'il s'est rendu à Tripoli en janvier, apparemment sans autorisation, et quelques jours seulement après les attentats de Vienne et Rome<sup>331</sup>. Wilson se défend de toute action contestable en affirmant avoir été autorisé à effectuer ce genre de démarche par William Clark du temps où ce dernier était conseiller spécial à la sécurité. Le journaliste du *New York Times* souligne, dans un commentaire embarrassant pour Wilson, qu'« au cours des dernières années, d'anciens et d'actuels responsables de l'Administration ont exprimé leur préoccupation quant aux activités de M. Wilson et ce qu'ils appellent sa manière très indépendante de faire de la diplomatie ». Ils expliquent en outre que cette diplomatie tourne essentiellement autour du pétrole, intérêt majeur de Wilson au travers de la société Pennzoil, dont il est actionnaire majoritaire<sup>332</sup>. Officiellement cependant, la Maison-Blanche réaffirme sa pleine confiance en Wilson, même si elle reconnaît n'avoir pas été au courant de son déplacement en Libye<sup>333</sup>.

---

avec Wilson s'est déroulée dans une tente. Lors de leur rencontre, Wilson aurait déclaré que les tensions entre Washington et Tripoli pourraient être désamorçées si la Libye réglait les querelles qui l'opposaient à ses voisins, que Wilson aurait évoqué la succession de Bourguiba en Tunisie (selon le *Washington Times*, si Pennzoil, la société pétrolière dont Wilson était administrateur et détenait une participation significative, n'avait pas d'intérêts en Libye, elle détenait un vaste champ pétrolier sur la côte tunisienne). JH Doyle, "Vatican Envoy Forced Out as 'Self-Serving', Official Claims", *Washington Times*, June 17, 1986, p. 1A.

<sup>329</sup> Don Oberdorfer et Lou Cannon, "White House Expresses Full Confidence in Wilson", *Washington Post*, March 25, 1986, p. A14. Le porte-parole de la Maison-Blanche avait ainsi déclaré « ne pas être au courant », tandis que le porte-parole du département d'Etat commente qu'« aucun contact de ce genre n'a été autorisé ».

<sup>330</sup> Au début, les propos de Kadhafi avaient donné l'impression que l'entrevue s'était produite dans les jours suivant les attentats de Vienne et de Rome, alors que l'Administration Reagan avait interdit tout contact avec le régime libyen. Or, les informations obtenues postérieurement indiquent que la rencontre aurait eu lieu à l'automne, soit avant les attentats ("Gadhafi Describes Meeting with US Envoy to Vatican", *Washington Post*, June 15, 1986, p. A23.) Le contexte dans lequel éclate ce mini-scandale est un contexte de tensions particulièrement exacerbées entre Tripoli et Washington, ce dernier l'accusant de promouvoir le terrorisme dans le monde. Fin mars, la marine américaine déploie une partie de sa flotte dans le golfe de Sidra que la Libye considère comme eaux territoriales, ce qui va donner lieu à l'incident du même nom. L'Administration ordonnera une frappe aérienne visant plusieurs cibles sur le territoire libyen le 15 avril 1986, après l'attentat ayant visé une discothèque fréquentée par des soldats américains le 5 avril précédent.

<sup>331</sup> Leslie Gelb, "US Diplomat reportedly Held Talks in Libya", *New York Times*, March 23, 1986, p. 1.

<sup>332</sup> Leslie Gelb, "US Diplomat reportedly Held Talks in Libya", *New York Times*, March 23, 1986, p. 1.

Le journaliste du *New York Times* rapporte en mai, au moment de la démission de Wilson, que les informations dont il a fait état dans son article de mars lui ont été fournies par des membres du gouvernement mécontents de l'action de Wilson et qui se servent de ce scandale pour obtenir sa tête. Depuis des mois, nombreux auraient été ceux à mettre en garde Reagan et ses proches conseillers du tort que les initiatives de leur ambassadeur au Vatican pourraient causer à l'Administration (Leslie Gelb, "All about Leaks", *New York Times*, May 22, 1986, p. B 10).

<sup>333</sup> Don Oberdorfer et Lou Cannon, "White House Expresses Full Confidence in Wilson", *Washington Post*, March 25, 1986, p. A14.

William Wilson n'en est pas à son coup d'essai ; il avait déjà rencontré un haut responsable libyen dans un hôtel de Rome en 1982<sup>334</sup>. Il en informera d'ailleurs le Président en personne : ce dernier rapporte dans son journal qu'en mars 1982, Wilson est venu lui parler de cette rencontre et lui faire savoir que Kadhafi souhaitait restaurer de bonnes relations avec les Etats-Unis<sup>335</sup>. En juin 1982, Reagan rapporte que Wilson l'a appelé pour l'informer du fait que le Vatican allait rétablir des relations diplomatiques avec la Libye et lui indiquer qu'il souhaitait que les Etats-Unis en fassent de même, ce qui laisse le Président perplexe<sup>336</sup> ! Plus tard, peu avant que Wilson ne soit nommé ambassadeur, des agents du renseignement américain intercepteront un télex entre son bureau à Rome et la Libye concernant des projets pétroliers<sup>337</sup>. En 1983, Wilson avait été invité par le sous-secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger à cesser tout contact avec ce pays.

Le voyage de Wilson en Libye constitue une occasion immanquable pour George Shultz de se débarrasser de lui. L'affaire éclate quelques jours seulement avant un déplacement du secrétaire d'Etat à Rome, où il devait rencontrer Jean-Paul II. Dans ce qui constitue un véritable désaveu public de l'ambassadeur, il déclare à des journalistes qui l'accompagnaient à bord de l'avion en chemin pour Rome que les agissements de Wilson ont causé « un sérieux embarras » à l'Administration Reagan<sup>338</sup> :

-M. Wilson avait-il été autorisé à se rendre en Libye ?

-Non !

-Avez-vous approuvé ce voyage ?

-Non ! [...]. Cette réunion a eu lieu, elle n'avait pas été autorisée. Quand nous l'avons appris, nous en avons parlé à M. Wilson. Et il a bien compris ce que nous pensions de Kadhafi. [...] Quant à la teneur de cette entrevue, je n'ai aucun commentaire à faire. Ca n'a de toute évidence rien changé. Cela nous pose un problème. On a dit à qui voulait l'entendre que nous avons coupé les ponts avec Kadhafi, donc évidemment, c'est gênant<sup>339</sup>.

Le 20 mai 1986, le département d'Etat annonce que Wilson va mettre un terme à ses fonctions d'ambassadeur. Le lendemain, Wilson tient une conférence de presse dans laquelle il avance des raisons familiales pour justifier sa démission et refuse de répondre aux questions des journalistes concernant son supposé voyage en Libye, se contentant de démentir catégoriquement toute allégation d'intérêts personnels et commerciaux. Quant aux reproches

---

<sup>334</sup> Mémo, United States Information Agency to American Embassy Rome, box 3 folder 46, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>335</sup> Reagan, *The Reagan Diaries Unabridged*, Volume I, p. 114.

<sup>336</sup> Reagan, *The Reagan Diaries Unabridged*, Volume I, p. 137.

<sup>337</sup> Jeff Gerth, "US Aide who Met with Libyans Quits as Ambassador to Vatican", *New York Times*, May 20, 1986, p. A1.

<sup>338</sup> Media Reaction Report, United States Information Agency, May 22, 1986, box 3 folder 46, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>339</sup> "Extract of Interview of George Shultz on his plane on the way to the Vatican", June 2, 1986, box 3 folder 47, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

qui lui ont été adressés concernant le Chili, il déclare avoir eu des contacts, mais de nature exclusivement personnels et qui n'ont rien à voir avec ce qui lui est reproché<sup>340</sup>.

Reagan semble avoir été soulagé de cette décision. Il rapporte dans son journal le 19 mai 1986 :

Bill Wilson est venu, il a proposé de démissionner de son poste d'ambassadeur (le Vatican). Cela m'a soulagé et je le lui ai dit. Les lyncheurs du Capitole préparaient une attaque en règle, comme ils l'ont déjà fait pour tant d'autres. Il a commis quelques erreurs, comme d'essayer de garder son siège au conseil de Pennzoil ou de rendre visite à un haut responsable libyen etc. Je ne voulais pas qu'il soit sali par la petite clique qui s'en est si souvent prise à des membres de mon admin. [sic]<sup>341</sup>.

Le successeur de Wilson s'appelle Frank Shakespeare. Tout comme Wilson, c'est un catholique conservateur, chevalier de l'Ordre de Malte. Il a été président de la chaîne CBS dans les années 1950 et 1960 avant de diriger l'*United States Information Agency* et *Radio Free Europe*, dont il sera à la tête jusqu'en 1973. En 1985 et 1986, il est ambassadeur des Etats-Unis à Lisbonne. Il sera ambassadeur au Vatican jusqu'en 1989.

#### **Chapitre 4 : L'établissement de relations diplomatiques et l'opinion : des réactions contrastées**

Si l'annonce des relations diplomatiques est plutôt bien accueillie au Congrès, avec tout de même une opposition *pro forma* de la part de certains parlementaires qui, étant donné leurs circonscriptions, étaient obligés de signifier un désaccord de principe, il convient maintenant d'examiner l'accueil réservé par l'opinion publique ainsi que celui des organisations traditionnellement opposées à l'établissement de relations, sans oublier la communauté catholique.

---

<sup>340</sup> Télex, "Transcript of Ambassador Wilson's Press Conference of May 21, 1986", box 3 folder 46, William A. Wilson Papers, SC, GUL. Les motivations de ce voyage en Libye ne sont toujours pas connues. Wilson a-t-il été pris de velléités pacificatrices, ce qui ne serait pas étonnant à la lumière de ses archives. Etait-il tout simplement soucieux de défendre les intérêts de la société Pennzoil, dont il détenait une part importante, ce qui ne serait pas non plus surprenant de la part d'un homme que les responsabilités diplomatiques n'ont pas empêché de se mêler d'un grand nombre de projets commerciaux et financiers, notamment en relation avec le pétrole, et qui semble ne jamais s'être privé d'utiliser ses nombreux contacts à des fins personnelles. Wilson est décédé le 5 décembre 2009 et il ne s'est jamais expliqué à ce sujet. Sa fille, Marcia Hobbs, a quant à elle affirmé que le voyage en Libye n'a été qu'un prétexte de la part de ceux qui étaient opposés à l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican pour écarter son père. Cependant, en 1986, Wilson était toujours actionnaire de Pennzoil. D'autre part, son insistance, dès 1982, à promouvoir des relations apaisées entre les Etats-Unis et la Libye ne peuvent que laisser perplexes. (Joseph Berger, "William A. Wilson, Envoy to the Vatican, Dies at 95", *New York Times*, December 6, 2009, p. B9.

<sup>341</sup> Reagan, *The Reagan Diaries Unabridged*, Volume II, p. 600.

## I. La société américaine : enthousiasme, indifférence ou soupçon

### I. i. L'accueil réservé par la presse généraliste

Dans les années 1950, la presse généraliste s'était montrée beaucoup moins virulente au sujet de la nomination de Mark Clark que la presse protestante. Si les médias ont pu émettre quelques réserves, c'était soit parce qu'ils pensaient déceler dans la décision du président Truman des motivations électoralistes, soit parce qu'ils craignaient que la décision d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican ne mette le feu aux poudres aux Etats-Unis. Après une couverture médiatique presque inexistante du processus d'abrogation à l'été et l'automne 1983, l'annonce de janvier 1984 suscite des réactions assez favorables. Le *Washington Post* qualifie la décision de « mesure raisonnable et tardive<sup>342</sup> ». Dans un article paru juste avant l'annonce, le *Los Angeles Times* pour sa part juge qu'il est important d'établir des relations et de dépasser les préjugés traditionnels :

En résumé, l'interdiction originale d'avoir des relations diplomatiques avec le Vatican était surtout la conséquence du sentiment anticatholique [...] et n'avait pas grand-chose, ou même rien à voir, avec le [respect du] Premier Amendement. [...]. Il n'y a pas de raisons que ce passé [...] déplorable décide encore aujourd'hui de la politique des Etats-Unis quant à leur représentation diplomatique au Vatican<sup>343</sup>.

Ceci dit, si le *Los Angeles Times* estime que la décision marque un changement de mentalités, il juge qu'elle ne sera pas d'une grande utilité, dans la mesure où l'ambassade américaine près le Saint-Siège ne pourra pas proposer les services d'un consulat, et où les requêtes pour une audience avec le pape peuvent désormais être déposées auprès de l'évêque du diocèse de résidence. De plus, le quotidien ironise sur les raisons invoquées par Donald Planty. Selon le quotidien californien, ce dernier aurait expliqué que l'un des principaux avantages d'avoir une ambassade serait le « placement » : lorsque le pape préside une cérémonie religieuse ou une réception pour le corps diplomatique, aurait-il expliqué, les ambassadeurs officiels ont les meilleures places, tandis que Wilson doit de contenter d'un siège au fond et que lui-même doit se trouver un siège dans la partie réservée aux épouses des diplomates<sup>344</sup> !

Certaines publications, comme Le *New York Times* et le *Boston Globe*, si elles ne voient rien à redire sur la constitutionnalité de la mesure, reprochent à l'Administration Reagan de s'être livrée à un calcul basement électoraliste. Pour le *New York Times*, il s'agit

---

<sup>342</sup> "An Ambassador to the Vatican", *Washington Post*, January 13, 1984, p. A22.

<sup>343</sup> Edwin Yoder, "An Envoy to the Vatican is a Temporal Necessity", *Los Angeles Times*, January 1, 1984, p. D5.

<sup>344</sup> Yoder, "An Envoy to the Vatican is a Temporal Necessity", p. D5.

d'une décision « purement politique ». Il y a peu de raisons sur le plan diplomatique d'établir des relations et les arguments des opposants ne sont pas non plus très convaincants ; pour le quotidien il s'agit, ni plus ni moins, d'une mesure destinée à plaire aux cinquante-deux millions de catholiques américains et qui, vu la popularité du Président chez les protestants, est peu susceptible de lui coûter les voix de ces derniers<sup>345</sup>. De même, pour le *Boston Globe*, « la reconnaissance du Vatican constitue une nouvelle initiative de Reagan visant à s'assurer le soutien des électeurs catholiques<sup>346</sup> ». Dans un autre article, le quotidien souligne qu'« il a beaucoup été dit que la décision de l'Administration, en pleine année électorale, était autant liée à la politique intérieure (les catholiques représentent 22% de la population américaine d'après l'annuaire catholique officiel) qu'au *leadership* du pape<sup>347</sup> ». Dans le même esprit, *US News and World Report* mentionne parmi « les trois grandes raisons qui ont poussé Reagan à braver la colère de certains protestants et juifs en nommant un ambassadeur au Vatican » le fait que « le Président aura besoin des voix catholiques en novembre ». Il indique tout de même une autre raison, moins prosaïque, à savoir que « Reagan et le pape Jean-Paul II éprouvent une affinité hors du commun depuis qu'ils ont tous deux survécus à une tentative d'assassinat<sup>348</sup> ».

Pour la presse généraliste, le caractère électoraliste de la décision n'est pas sans évoquer la campagne de Richard Nixon en 1972. Le *New York Times* estime même que Reagan a dépassé Nixon et Ford. Il rappelle que le Président a fait venir Pio Laghi dans son ranch au mois d'août précédent, soit trois mois avant les présidentielles, et que contrairement à la pratique habituelle, la presse y avait été convoquée afin d'immortaliser le moment. Le quotidien mentionne également ce qu'il qualifie d'« autre manifestation de cynisme », à savoir le déplacement de Reagan dans une paroisse catholique italienne à Hoboken dans le New Jersey, et ce juste après la nomination de l'italo-américaine et catholique Geraldine Ferraro comme candidate à la vice-présidence, aux côtés du démocrate Walter Mondale. Au cours de cette visite, il appellera de ses vœux un amendement à la Constitution interdisant l'avortement ainsi qu'un amendement autorisant la prière à l'école, sans oublier une

---

<sup>345</sup> “Recognizing God—and Politics”, *New York Times*, January 13, 1984, p. A26.

<sup>346</sup> James Franklin, “The US and the Vatican. Reagan Scores an End Run. Upgrading Relations Outflank US Bishops”, *The Boston Globe* (January 15, 1984), <http://docs.newsbank.com/s/InfoWeb/aggdocs/AWNB/0EB9771235810641/0D0CB4F83B341AB5> (consulté le 23 juin 2009).

<sup>347</sup> Benjamin Taylor, “US Restores Full Ties with the Vatican”, *Boston Globe*, January 11, 1984, nc.

<sup>348</sup> “Washington Whispers”, *US News and World Report*, January 23, 1984, p. 18.

exonération fiscale pour les parents dont les enfants sont scolarisés dans une école confessionnelle<sup>349</sup>.

### *I. ii. Une opinion publique caractérisée par l'indifférence*

Les sondages réalisés à l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques semblent indiquer une plus grande acceptation de la mesure que dans les années 1950. Selon une enquête Gallup réalisée en février 1984, 57% des Américains sont favorables à l'établissement de relations, 24% défavorables et 19% sans opinion. Chez les protestants, on dénombre 48% d'opinions favorables contre 29% de personnes opposées. Plus étonnant, les baptistes, traditionnellement parmi les plus virulents dans leur opposition à l'existence de relations avec le Saint-Siège, se déclarent favorables à 41%, pour 34% d'opinions défavorables. La marge d'opinions favorables est tout de même plus faible chez les *Southern Baptists* (37% d'avis favorables pour 36% d'avis défavorables). Chez les méthodistes, le pourcentage de oui s'élève à 53, contre 23% d'avis défavorables. Tous ces chiffres sont à rapprocher d'un sondage réalisé lors de la nomination de Mark Clark, qui avait révélé que les Américains étaient opposés à 29% à la décision, pour 19% d'opinions favorables, avec des protestants opposés à 35% pour 12% d'opinions favorables<sup>350</sup>.

## **II. Une communauté protestante entre rejet et résignation**

### *II. i. Le « baroud d'honneur » des églises protestantes*

Lors de l'abrogation de la loi de 1867, certaines organisations protestantes et de défense de la laïcité avaient essayé d'attirer l'attention sur un processus qui se déroulait dans l'indifférence générale. Une conférence de presse avait été organisée le 5 octobre 1983 au Capitole qui avait réuni des représentants de la *National Association of Evangelicals*, du *National Council of Churches*, d'*Americans United for the Separation of Church and State*, du *Baptist Joint Committee on Public Affairs*, ainsi que des adventistes du septième jour.

Une fois la nomination de Wilson rendue officielle, diverses organisations font part de leur opposition par des déclarations publiques ou l'adoption de résolutions. L'opposition rassemble aussi bien confessions protestantes traditionnelles et évangéliques qu'organisations

---

<sup>349</sup> William Shannon, "Reagan Woos the Catholic Voter", *Boston Globe*, September 5, 1984, nc.

<sup>350</sup> Jim Castelli, "OSV/Gallup Report: Diplomatic Relations Supported", *Our Sunday Visitor* (February 26, 1984), p. 7.

de défense de la laïcité, ce qui fait dire au *New York Times* qu'« il est rare qu'une question suscite une réponse aussi unie de tous les groupes qui composent l'échiquier religieux<sup>351</sup> ». James Draper, président de la *Southern Baptist Convention* se dit « consterné » à l'approche de l'annonce<sup>352</sup>. Le 5 janvier 1984, dirigeants anciens et actuels de la *Southern Baptist Convention* écrivent à Ronald Reagan pour manifester leur inquiétude quant aux rumeurs qui circulent et signaler que cela constituerait à leurs yeux non seulement une violation manifeste du principe de séparation de l'Église et de l'État, mais également un mauvais précédent et une décision dangereuse pour les missionnaires des différentes confessions religieuses<sup>353</sup>. Le conseil d'administration national de l'*Americans Civil Liberties Union* adopte une résolution à l'unanimité et laisse entendre qu'il est prêt à aller plus loin si Wilson venait à être confirmé<sup>354</sup>.

Quant aux arguments avancés pour contester la décision, l'*American Jewish Congress* note qu'ils sont « semblables à tout point de vue à ceux qui avaient été avancés dans les années 1950 ». Ces arguments sont principalement que la décision conférerait un traitement préférentiel à une religion, dans la mesure où des relations similaires ne peuvent être établies avec aucune autre religion (aucune n'étant également à la tête d'un État, aussi petit soit-il). L'établissement de relations diplomatiques viendrait donc fissurer le « mur de séparation » entre les églises et l'État voulu par Jefferson. D'autre part, une telle mesure allait entraîner des tensions entre catholiques et membres des autres confessions, lésés par celle-ci.

Plusieurs dirigeants en soulignent le caractère potentiellement conflictuel : Dean Kelley du *National Council of Churches* met en garde quant au fait que « la décision imprudente et naïve du Président pourrait réveiller l'animosité envers les catholiques<sup>355</sup> ». Quant à James Dunn, directeur exécutif du *Baptist Joint Committee on Public Affairs*, il affirme : « Nous considérons que nommer un ambassadeur auprès d'une église constitue un précédent dangereux et une source de tensions pour les États-Unis. [...c'est] une mesure stupide et maladroite de la part d'une Administration qui n'a apparemment pas compris le B.A.BA sur la séparation des églises et de l'État<sup>356</sup> ». Jerry Falwell estime pour sa part que « cela constitue un mauvais précédent. Je me demande [ce qu'ils feront] quand la Mecque

<sup>351</sup> Kenneth A. Briggs, "Diplomatic Ties with the Vatican: for US, an Old and Divisive Question", *New York Times*, December 12, 1983, p. A18.

<sup>352</sup> "Recognition for the Holy See", *Time* (December 26, 1983), consulté le 12 juin 2009, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,926427,00.html>

<sup>353</sup> Lettre, John Draper et al. à Ronald Reagan, Baptist Joint Committee on Public Affairs, January 5, 1984, US Senate, Committee on Foreign Relations, "Nomination of William Wilson", February 2, 1984, p. 154.

<sup>354</sup> Kathleen Kelly, « Helms Delays, Hopes to Stop Renewal of US-Vatican Ties », *National Catholic Reporter* (February 17, 1984), p. 48.

<sup>355</sup> "Holy Mission", *Time*, January 23, 1984, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,949941,00.html> (consulté le 12 juin 2009).

<sup>356</sup> Kenneth A. Briggs, "Church Groups Denounce Reagan Move", *New York Times*, January 11, 1984, A4.

voudra elle aussi [un ambassadeur]. J'ai dit à la Maison-Blanche que s'ils en donnaient un au pape, j'en demanderai peut-être un pour moi<sup>357</sup> ».

L'*American Jewish Congress*, par la voix de son directeur exécutif Henry Siegman, déclare partager le respect de l'Administration pour le pape et son œuvre en matière de droits de l'homme et de justice sociale, mais il rappelle que les Etats-Unis ont une tradition unique de séparation entre les églises et l'Etat, tradition qui serait remise en cause par un échange de diplomates<sup>358</sup> ».

Plusieurs organisations cherchent à mobiliser les opposants à l'établissement de relations diplomatiques. Dans son bulletin d'information, la *National Association of Evangelicals* invite ses membres à profiter des vacances du Congrès pour contacter leurs représentants<sup>359</sup>. *Americans United* encourage tous les opposants à écrire à la Maison-Blanche ou au Congrès. En juin 1984, lors de sa convention annuelle, la *Southern Baptist Convention* (premier groupe protestant du pays avec 14,1 millions de fidèles) adopte à la quasi-unanimité une résolution confirmant son opposition et la convention générale de la *Presbyterian Church (USA)* (qui représente 3,1 millions de fidèles) adopte une résolution similaire, également en juin<sup>360</sup>.

Pourtant, comme le fait remarquer l'*American Jewish Congress* dans un rapport sur le sujet, « si les arguments employés par les opposants des années cinquante et ceux des années quatre-vingts sont semblables, l'atmosphère a changé. Dans les années cinquante, presque toutes les églises protestantes avaient participé à une gigantesque campagne publique contre l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican. Dans les années quatre-vingts, d'après un porte-parole catholique, la plupart "s'y sont opposées sans grande conviction"<sup>361</sup> ». Plusieurs prises de position laissent effectivement penser que l'opposition n'aura pas la même envergure que dans les années cinquante. Ainsi, si Gordon Engen des adventistes du septième jour évoque « une vague d'inquiétude » (« a surge of concern »), il admet ne plus craindre la puissance politique de Rome comme cela avait pu être le cas auparavant<sup>362</sup>. Quant à *Moral Majority*, elle semble plutôt favorable, et ce dès l'introduction de la résolution par Clement

---

<sup>357</sup> Briggs, "Church Groups Denounce Reagan Move", p. A4.

<sup>358</sup> Briggs, "Church Groups Denounce Reagan Move", p. A4.

<sup>359</sup> Mémo, Dee Jepsen à Faith Whittlesey, July 22 1983, Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>360</sup> "Baptist, Presbyterians Express Opposition to US-Holy See Ties", *Church and State*, July-August, 1984, p. 16.

<sup>361</sup> Phil Baum, Raphael Danzinger et Marc Stern, "United States Diplomatic Relations in International and Constitutional Law", *American Jewish Congress*, January 1984, p. 14.

<sup>362</sup> John Dillin, "Reagan's Vatican move assessed for its political and constitutional implications", *Christian Science Monitor*, January 12, 1984, consulté le 24 juin 2009, <http://www.csmonitor.com/1984/0112/011224.html>



Zablocki à l'été 1983. Son vice-président, Ronald Godwin déclare à cette occasion que « les inquiétudes éprouvées par les protestants par le passé au sujet de la reconnaissance du Vatican ne sont plus considérées aussi pertinentes ou importantes aujourd'hui. [...] Etant donné la contribution importante du Vatican et du pape à la paix mondiale au cours des dernières années, il semble que ce soit le bon moment pour cette reconnaissance et pour encourager ses efforts<sup>363</sup> ». Si le fondateur du mouvement, Jerry Falwell, n'est guère enthousiaste (comme le laissaient prévoir les consultations réalisées à l'instigation de la Maison-Blanche), il déclare dans l'émission *Face the Nation* sur CBS que la décision ne remet pas en cause son soutien pour l'Administration Reagan ; il ajoute ne pas penser que l'établissement pose de problème constitutionnel<sup>364</sup>. Il rappelle dans un autre forum que le Vatican est « une entité souveraine reconnue sur le plan international [...] représentée aux Nations unies, à l'OEA et dans d'autres institutions internationales. Le Vatican est signataire de traités, certains desquels ont également été signés par les Etats-Unis ». Tout en se déclarant opposé à la mesure, il annonce qu'il ne rejoindra pas les rangs de ceux qui veulent bloquer la confirmation de Wilson au Sénat, ce qu'il juge impossible à faire étant donné le soutien écrasant du Congrès et la popularité du pape. Il précise cependant qu'il souhaiterait que les relations soient établies à une condition : que le Vatican reconnaisse l'Etat d'Israël. Falwell estime également que Reagan conservera sa popularité parmi les fundamentalistes malgré l'établissement de relations avec le Saint-Siège car « sa performance est excellente (« his performance has been in the A+ range »)<sup>365</sup> ». Le *Lutheran Council in the USA* avait rédigé une déclaration critique, mais décide de l'annuler afin de préserver l'esprit d'œcuménisme qui s'est développé aux Etats-Unis entre les différentes confessions chrétiennes, y compris avec le catholicisme. Sa réaction officielle sera un laconique : « No comment ».

Même les réactions des organisations traditionnellement à la pointe de l'offensive contre les relations diplomatiques avec le Saint-Siège semblent empreintes de résignation. Ces dernières voient dans la décision de l'Administration Reagan un problème mineur eu égard à d'autres qui leur semblent bien plus pressants. D'autre part, elles ne semblent pas disposées à engager des ressources aussi considérables que dans les années cinquante. Robert Duggan de la *National Association of Evangelicals* estime que « pour la plupart des évangéliques, c'est une déception. Mais d'autres questions telles que les valeurs traditionnelles, la défense

---

<sup>363</sup> Albert J. Menendez, "A Cardinal Question: Should the US have Diplomatic Ties with the Vatican?", *Church and State*, September 1983, p. 5.

<sup>364</sup> "Joseph L. Conn, "The Vatican connection", *Church and State*, February 1984, p. 5.

<sup>365</sup> "Appointment of an Ambassador to the Vatican Meets Mild Opposition", *Christianity Today*, February 17, 1984, p. 41.

nationale et l'économie pèseront beaucoup plus lourd » dans la campagne de 1984<sup>366</sup>. Quant à Dean Kelley, du *National Council of Churches*, il estime qu'« il ne s'agit pas de ce que l'on appelle un sujet brûlant. Ce n'est pas comme dans les années cinquante, quand on avait demandé à tout le monde, y compris aux secrétaires, d'écrire des lettres<sup>367</sup> ».

D'ailleurs, les appels à l'action ne semblent pas avoir été suivis avec autant de ferveur qu'à l'occasion de la nomination du général Clark. D'après Mark C. Helmke, responsable des relations publiques du sénateur Richard Lugar, ce dernier a reçu peu d'appels ou de courriers défavorables. Si Helmke affirme ne pas avoir reçu de témoignages d'opposition, il rapporte avoir « reçu des lettres soutenant [leur] action, tout particulièrement de la part de groupes ethniques<sup>368</sup> ». Lors de la conférence du 5 octobre, les organisations protestantes et de défense de la laïcité avaient promis un déluge de plaintes, mais d'après le *Los Angeles Times*, « le déluge promis n'a été en fait qu'un filet d'eau<sup>369</sup> ».

Certaines organisations protestantes vont tout de même profiter de l'occasion qui leur est donnée d'exposer leurs doléances à l'occasion de l'audition de William Wilson en vue de sa confirmation par le Sénat. Huit organisations protestantes, catholiques ou de défense de la laïcité vont ainsi se succéder devant la commission des Affaires étrangères du Sénat. Cependant, contrairement aux débordements verbaux qui avaient pu être constatés dans les années 1950, tous les intervenants soulignent le respect et l'admiration qu'ils éprouvent pour le pape<sup>370</sup>.

---

<sup>366</sup> “Appointment of an Ambassador to the Vatican Meets Mild Opposition”, *Christianity Today* (February 17, 1984), p. 41.

<sup>367</sup> Joseph L. Conn, “The Vatican Connection”, *Church and State*, February 1984, p. 7.

<sup>368</sup> Don Shannon, “Reagan Expected to Name Vatican Envoy Next Week”, *Los Angeles Times*, January 7, 1984, p. A3.

<sup>369</sup> Don Shannon, “Reagan Expected to Name Vatican Envoy Next Week”, *Los Angeles Times*, January 7, 1984, p. A3.

<sup>370</sup> Le *Baptist Joint Committee on Public Affairs* déclare que « le pape est un dirigeant chrétien remarquable et nous espérons qu'il a encore de nombreuses années de service devant lui » (p. 33). La *National Association of Evangelicals* pour sa part reconnaît que « le pape joue un rôle significatif sur la scène internationale. Son influence à la tête d'une église mondiale est évidente. Les évangéliques se joignent à ceux qui applaudissent Jean-Paul II pour ses efforts infatigables en faveur des droits de l'homme dans la lutte idéologique qui oppose l'Est et l'Ouest » (p. 36). Quant au *National Council of Churches*, il affirme avoir la plus haute estime pour l'Eglise catholique romaine et le pape Jean-Paul II et travailler constamment en étroite collaboration avec la conférence catholique américaine. (p. 37). Les adventistes du septième jour précisent que s'ils sont opposés à l'existence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, cela n'est pas motivé par un sectarisme anticatholique et que personne ne peut nier l'importance des initiatives pontificales de promotion de la paix ainsi que de ses discours en faveur des droits de l'homme. Pour eux, ce n'est pas le statut du pape comme acteur majeur sur la scène internationale qui est contesté (p. 53). Quant à James Draper, président de la *Southern Baptist Convention*, il prend aussi la peine de souligner que l'opposition des baptistes ne constitue en rien une résurgence de sentiments anticatholiques, ni l'expression de sentiments hostiles envers le pape. Il souligne la grande admiration qu'il porte à ce dernier pour l'influence morale considérable qu'il exerce dans le monde (p. 149). Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984.

L'argument de la violation du Premier Amendement de la Constitution va être invoqué par tous les intervenants. Pour James Dunn, directeur exécutif du *Baptist Joint Committee on Public Affairs* et le premier à s'exprimer, il s'agit d'une violation manifeste du principe de séparation des églises et de l'Etat<sup>371</sup>. La *National Association of Evangelicals* (NAE), représentée par Robert Duggan, estime elle aussi que la décision du Président fait peser « une menace sérieuse sur la liberté religieuse garantie par le Premier Amendement [...] ». Pour la NAE, « aucun opportunisme politique ni aucune considération de politique étrangère ne sauraient justifier qu'on leur subordonne la Constitution<sup>372</sup> ». John Swomley de l'*American Civil Liberties Union* estime pour sa part que le Vatican n'est pas un Etat, car il n'en présente aucun attribut. Il s'agit donc d'établir des relations avec une Eglise, de lui accorder un statut préférentiel, et de promouvoir ses intérêts, autant de violations du Premier Amendement de la Constitution<sup>373</sup>.

James Dunn rappelle également que la Cour suprême a établi par son arrêt *Lemon v. Kurtzman* de 1971 trois critères pour déterminer s'il y avait violation de la clause d'établissement, le non-respect d'un seul de ces derniers conduisant à conclure qu'il y a bien violation<sup>374</sup>. Pour le *Baptist Joint Committee*, l'établissement de relations diplomatiques ne satisfait à aucune de ces conditions<sup>375</sup>.

Le *Baptist Joint Committee* et la *Southern Baptist Convention* avancent un argument nouveau pour justifier leur opposition à l'établissement de relations, celui de son impact sur les activités missionnaires des églises. A la suite de l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, l'Eglise catholique sera associée aux Etats-Unis dans l'esprit des habitants de certains pays. Or, l'antiaméricanisme fait rage dans nombre de pays où œuvrent les missionnaires. Le travail de ces derniers deviendra synonyme de défenses des intérêts américains, quelle que soit la religion qu'ils représentent<sup>376</sup>. Plusieurs intervenants soulignent aussi un autre effet délétère de la décision. Bert Beach, qui est venu représenter les

---

<sup>371</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 32.

<sup>372</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, pp. 33-35.

<sup>373</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, pp. 60-61.

<sup>374</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 32. Ces trois critères sont : « 1. la décision doit être basée sur des principes séculiers. 2. L'effet principal ou premier de la décision ne doit être ni de promouvoir, ni de faire obstacle à une religion. 3. La décision ne doit pas : A. Entraîner une ingérence excessive. B. Susciter des conflits sur des bases confessionnelles. Pour Dunn, l'objectif du gouvernement en établissant des relations diplomatiques avec le Saint-Siège n'est pas séculier mais religieux, car il s'agit d'établir des relations avec le Saint-Siège, qui n'est autre que le siège de l'Eglise catholique. D'autre part, le gouvernement par cette décision témoigne une préférence envers une église au détriment de toutes les autres. Enfin, une telle décision entrainera obligatoirement une ingérence de l'Etat dans les affaires de l'Eglise, sans parler des tensions qu'elle ne manquera pas de provoquer.

<sup>375</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 32.

<sup>376</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 28-29. La CIA notamment s'était vu reprocher d'utiliser des prêtres comme agents.

adventistes, rappelle que les catholiques ne sont pas favorables à une telle mesure, car ils craignent non seulement une ingérence de l'Église catholique dans les affaires de l'État, mais également, peut-être plus encore, l'inverse<sup>377</sup>. L'*American Civil Liberties Union* estime pour sa part que de telles relations risquent de porter préjudice à la liberté d'expression des évêques catholiques américains<sup>378</sup>.

Toutes s'accordent pour dire que le Congrès n'a pas laissé le temps à un débat authentique sur la question, Robert Duggan de la NAE n'hésitant pas à parler d'une « action précipitée et quasiment clandestine<sup>379</sup> ». Plusieurs organisations, parmi lesquelles le *Baptist Joint Committee on Public Affairs*, le *National Council of Churches*, la *National Association of Evangelicals* et *Americans United for the Separation of Church and State*, signalent également le risque d'une flambée des sentiments anticatholiques<sup>380</sup>.

## II. ii. Une presse protestante résignée

Dans la presse protestante, c'est la modération et la résignation qui dominent<sup>381</sup>. Le *Christian Century*, étendard du protestantisme non évangélique, rappelle qu'il avait été « en première ligne de l'opposition » lors de la nomination de Mark Clark en 1951, publiant des éditoriaux sur « le romanisme politique, puissance dangereuse et considérable ». Pour le bimensuel, « si cela n'avait tenu qu'à nous, la décision [de nommer un ambassadeur près le Vatican] n'aurait pas été prise, mais comme nos lecteurs ont dû s'en apercevoir, nous n'avons pas vraiment écumé d'une rage vertueuse à l'annonce de la décision de l'Administration Reagan d'établir des relations officielles et complètes entre les États-Unis et le Vatican ». L'éditorialiste se dit rassuré quant aux ambitions de l'Église catholique, notamment grâce au pontificat de Jean XXIII, au concile Vatican II (et sa déclaration sur la liberté religieuse) et à la présidence Kennedy. Tout cela, estime-t-il, a ouvert une nouvelle ère dans les relations entre protestants et catholiques, où l'Église n'est plus soupçonnée de velléités de domination mondiale. Le magazine constate que « la question du Vatican ne provoque tout simplement plus les

---

<sup>377</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, p. 51.

<sup>378</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, pp. 60-61.

<sup>379</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, pp. 33-35.

<sup>380</sup> Nomination of William Wilson, February 2, 1984, S381-9, CIS 1984, pp. 36-37 et pp. 63-64.

<sup>381</sup> Il convient de signaler la voix assez isolée du *Christian Science Monitor*. Le quotidien est l'organe de presse de l'Église scientiste, confession qui appartient à la famille du protestantisme, mais qui est difficile à classer selon les critères « évangélique/traditionnel ». En tout état de cause, le *Christian Science Monitor* publie au moment du débat sur l'abrogation de l'amendement de 1867 un éditorial au titre dépourvu de toute ambiguïté ("No to Vatican Envoy", *Christian Science Monitor*, November 16, 1983, consulté le 24 juin 2009, <http://www.csmonitor.com/1983/1116/111659.html>) et poursuivra dans cette veine critique, reprochant à Reagan une décision purement électoraliste.

divisions qu'elle provoquait par le passé. En tout état de cause, le ton du débat cette fois-ci est heureusement plus rationnel et empreint de retenue, et moins hystérique et venimeux qu'il a pu l'être auparavant<sup>382</sup> ». L'éminent théologien Martin Marty, chroniqueur du même magazine, se déclare pour sa part favorable à l'établissement de relations, car il estime que le Vatican est désormais considéré comme un « négociateur » et un « médiateur » sur la scène internationale, plutôt que comme le bastion de l'anticommunisme. Il estime que l'opposition va s'étioler rapidement<sup>383</sup>.

De son côté, le mensuel évangélique *Christianity Today* ne voit pas d'objection constitutionnelle à l'établissement de relations diplomatiques. Il juge cependant que des relations diplomatiques ne sont pas nécessaires. La présence d'un représentant spécial est suffisante, car ce dernier « si l'on fait abstraction des questions purement protocolaires, joue un rôle très efficace sur le plan diplomatique ». L'hebdomadaire craint que la décision ne ravive l'animosité entre catholiques et protestants (bien qu'il n'en soit pas sûr). Pour autant, le ton est celui de la résignation :

Quand les choses se seront calmées, Bill Wilson sera probablement confirmé [...]. Nous aurions aimé que la question ne soit jamais posée et que, à cause des risques [qu'elle est susceptible d'entraîner], la nomination n'ait pas eu lieu. Si la nomination est annulée, nous serons soulagés. Mais en l'état actuel des choses, il est vraisemblable que le Sénat va confirmer William Wilson.

L'hebdomadaire s'étonne également de la faiblesse de l'opposition : « La question n'a pas déchaîné autant les passions que par le passé. Quelles qu'en soient les raisons, aucune lame de fond en provenance de l'opinion américaine ne s'est ou n'est susceptible de se manifester contre la nomination [...]. Les réactions ont plutôt eu lieu au niveau officiel, de la part d'organisations représentatives<sup>384</sup> ».

### II. iii. Les facteurs du changement

La faiblesse de l'opposition, ainsi que le sentiment de résignation qui caractérise les réactions des différentes confessions et publications protestantes, sont la conséquence de plusieurs évolutions, aussi bien propres à l'Eglise catholique qu'à la société américaine. Il convient tout d'abord, à l'instar du *Christian Century*, d'évoquer l'instauration d'un meilleur climat entre catholiques et protestants depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si au tout

---

<sup>382</sup> Dean Peerman, "The Vatican Connection", *The Christian Century*, January 25, 1984, p. 67.

<sup>383</sup> Joseph L. Conn, "The Vatican connection", *Church and State*, February 1984, p. 7.

<sup>384</sup> Kantzer et Beers, "That Controversial Appointment", *Christianity Today*, March 16, 1984, pp. 12-13. La réaction plus que modérée de *Christianity Today* est peut-être liée au fait que cette publication appartenait à Billy Graham, auquel William Clark avait demandé de prendre la température parmi les évangéliques.

début de la guerre froide, certains dirigeants protestants ne sont pas encore convaincus du fait que Staline représente une menace plus grande que le pape pour la démocratie américaine, l'engagement catholique dans la lutte contre le communisme (y compris, paradoxalement, l'action du sénateur Joseph McCarthy) lève tout doute qui pouvait subsister quant au patriotisme des catholiques américains.

D'autre part, le concile Vatican II, convoqué par Jean XXIII et qui s'achève sous le pontificat de son successeur, Paul VI, va contribuer fortement à l'amélioration des relations. Les responsables protestants américains prennent acte avec satisfaction des évolutions consacrées par l'Eglise catholique dans d'importants documents adoptés lors du concile. Cette dernière renonce ainsi officiellement à défendre l'idée d'une union entre l'Eglise catholique et l'Etat et accepte la liberté religieuse comme un bien pour l'humanité<sup>385</sup>. Au moment de la nomination de Myron Taylor, le *Federal Council of Churches* avait cité pour justifier son rejet d'une telle mesure deux documents : d'une part, une encyclique du pape Léon XIII, qui affirmait en 1885 qu'« il n'est pas légitime pour un Etat de tenir sur un pied d'égalité différents types de religions ». Il avait cité d'autre part un essai de John Ryan<sup>386</sup>, prêtre progressiste et dont les principes auraient en partie inspiré le *New Deal*, mais qui jugeait envisageable l'interdiction des autres confessions et l'union de l'Eglise catholique avec l'Etat, une fois que les catholiques seraient devenus majoritaires aux Etats-Unis<sup>387</sup>. A cet égard, on peut dire que la présidence Kennedy a mis fin à toute inquiétude qu'il pouvait y avoir quant aux ambitions de l'Eglise d'imposer ses valeurs politiques et sociales au travers d'un président inféodé au pape.

D'autre part, au-delà de la lutte contre le communisme, les dirigeants protestants ont conscience de lutter pour des causes communes avec les catholiques (du moins en apparence)<sup>388</sup>, l'avortement en étant l'exemple le plus flagrant (une des militantes célèbres du mouvement *pro-life* et de défense des « valeurs familiales », est la catholique Phyllis Schlafly).

---

<sup>385</sup> Voir la déclaration sur la liberté religieuse, *Dignitatis humanae*, la constitution pastorale *Gaudium et Spes* « sur l'Eglise dans le monde de ce temps » et la déclaration *Nostra Aetate* « sur l'Eglise et les religions non chrétiennes », notamment pour les rapports avec le peuple juif.  
[http://www.vatican.va/archive/hist\\_councils/ii\\_vatican\\_council/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/index_fr.htm) (consulté le 10 mars 2010).

<sup>386</sup> Ce théologien moral fut un ardent défenseur de la doctrine sociale de l'Eglise. Il rédigea le programme de reconstruction sociale publié par les évêques catholiques en 1919, qui défendait l'idée d'une intervention renforcée des pouvoirs publics dans l'économie pour garantir une distribution plus juste des richesses. Il prôna dans ses écrits des mesures très progressistes, telles que l'interdiction du travail des enfants ou le salaire minimum. Il était considéré comme proche du Parti démocrate et de Franklin Roosevelt. Voir Claude Fohlen, *Les catholiques face au New Deal, Vingtième siècle. Revue d'histoire* n°19 (juillet-septembre 1988), pp. 55-65.

<sup>387</sup> Anson Phelps Stokes, *Church and State in the United States*, pp. 108-109.

<sup>388</sup> Voir à ce sujet la thèse de Neil J. Young, "We Gather Together: Catholics, Mormons, Southern Baptists and the Question of Interfaith Politics, 1972-1984", Columbia University, 2008.

De plus, on ne peut, quand on étudie les facteurs expliquant la relative modération avec laquelle a été accueillie la décision, ignorer l'influence décisive de la personnalité de Reagan et de celle de Jean-Paul II. Le charisme et la profonde humanité du pape n'étaient pas passés inaperçus des Américains lors de son voyage aux Etats-Unis d'octobre 1979. Le magazine *Time* évoque « un doux pèlerinage qui a conquis les cœurs ». C'est pour le magazine le voyage de tous les superlatifs : « triomphant », « incandescent », « superstar ». *Time* rapporte qu'au Madison Square Garden, « des Américains de toutes confessions et de tous milieux se hissèrent sur la pointe de pieds pour apercevoir le pape et crier leur approbation ». Partout où il va au cours de ce voyage de sept jours, le pape draine des foules considérables : 400 000 personnes lors d'une messe à Boston, un million à Philadelphie, et un demi-million à Grant Park à Chicago<sup>389</sup>. Depuis Jean XXIII, et encore plus depuis Paul VI, l'initiateur du pontificat itinérant, les papes sont descendus de leur piédestal, brisant l'image de despote manipulateur que certains leur associaient. En outre, la réputation de héraut de la lutte contre le communisme de Jean-Paul II n'est pas à négliger dans l'analyse des facteurs expliquant le revirement de l'opinion protestante.

D'autre part, la personnalité de Reagan et sa popularité auprès des chrétiens évangéliques ont contribué de manière indéniable à faciliter l'acceptation de l'établissement de relations diplomatiques. Comme l'a souligné lui-même Jerry Falwell, l'affinité des protestants évangéliques avec l'Administration Reagan était si forte qu'une telle décision n'était pas susceptible de remettre en cause leur soutien pour le Président. Selon le magazine évangélique *Christianity Today*, « il y a consensus pour reconnaître que le bon président a choisi le bon moment pour modifier une situation qui depuis plus d'un siècle était demeurée délicate et sans solution<sup>390</sup> ».

Enfin, comme on l'a déjà souligné au sujet de l'abrogation de l'amendement de 1867, la question apparaissait comme moins importante dans un contexte de regain de tensions Est-Ouest et de conflit au Moyen-Orient. Selon le politologue Wilbur Edel, si la période avait été moins trouble, il y aurait sans doute eu une opposition plus vigoureuse que celle qui s'est manifestée<sup>391</sup>.

La thèse avancée par l'historien William O'Brien pour expliquer le déchaînement de protestations suscité par la nomination de Mark Clark peut également servir de clé pour

---

<sup>389</sup> "The Pope in America: It Was Woo-Hoo-Woo", *Time*, October 15, 1979,

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,916920,00.html> (consulté le 15 octobre 2009).

<sup>390</sup> "Appointment of an Ambassador to the Vatican Meets Mild Opposition", *Christianity Today*, February 17, 1984, p. 41.

<sup>391</sup> Wilbur Edel, *Defenders of the Faith: Religion and Politics from the Pilgrim Fathers to Ronald Reagan* (New York: Praeger, 1987), p. 170.

comprendre la faiblesse de l'opposition constatée en 1984. Selon lui, en 1951 déjà, la question d'un ambassadeur au Saint-Siège n'était pas si controversée que cela au sein de l'opinion publique américaine ; il estime qu'il n'y aurait pas eu de réaction incendiaire si les organisations protestantes « n'en avaient pas attisé les flammes ». Les quelques sondages dont il dispose pour la période semblent indiquer que les responsables protestants ont mené une mobilisation efficace. Dans une enquête réalisée dans le Minnesota en juillet 1950, 42% des sondés se déclaraient favorables à la mission Taylor, 39% contre. Interrogés cette fois sur la nomination de Clark le 9 décembre 1951, soit deux mois après l'annonce, 46% des sondés se déclarent défavorables, 32% pour, l'opposition passant chez les protestants de 37 à 57%. Ceci tendrait à prouver que « si à certains moments, la question semble avoir mis le pays à feu et à sang, il y a de fortes raisons de penser que cela était dû plus à de la pyromanie qu'à une combustion spontanée<sup>392</sup> ». On peut donc penser que si l'opposition n'atteint pas en 1984 les proportions du début des années 1950, c'est avant tout la résultante d'un choix de la part des dirigeants protestants, celui de ne pas attiser les tensions, au-delà d'une réaction pour la forme. Au début des années 1950, étant donné l'indifférence de l'opinion publique et son inertie, O'Brien estime qu'il ne pouvait y avoir de forte protestation que si les dirigeants protestants s'employaient à la susciter. Or, en 1984, pour la première fois, et pour toutes les raisons susmentionnées, ils y renoncent. Les sénateurs peuvent donc donner leur aval à une mesure qu'ils considèrent avec bienveillance ou indifférence, sans craindre pour autant de perdre leur siège à la suite d'un vote favorable, contrairement à ce qui s'était passé lors de la nomination de Mark Clark par Harry Truman.

### **III. Les catholiques américains et l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège**

Sans surprise, la réaction du Saint-Siège à l'annonce de la nomination de Wilson est favorable. Le quotidien semi-officiel du Vatican, l'*Osservatore Romano* souligne que « les relations diplomatiques conféreront au Saint-Siège un prestige et une influence accrues dans la diplomatie mondiale », tout en estimant que « l'importance de l'événement n'échappera à personne » et qu'il permet de corriger une anomalie de l'histoire. Le quotidien cite abondamment les évêques américains, notamment Mgrs John Krol et James Malone, quand ces derniers affirment que les relations profiteront surtout aux Etats-Unis plus qu'au Saint-

---

<sup>392</sup> O'Brien, "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", p. 436-438.



Siège. Rome a encore en mémoire les accusations de manipulation formulées à son encontre lors de la nomination de Clark et cherche à prouver qu'il n'a rien manigancé<sup>393</sup>.

Un sondage Gallup réalisé à l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques indique que 79% des catholiques interrogés sont favorables à la décision, pour 11% d'opinions défavorables<sup>394</sup>. Pour autant, si l'on en croit l'historien Gerald Fogarty, c'est surtout l'indifférence qui caractérise la réaction du « catholique moyen » : contrairement aux attentes de l'Administration Reagan, la décision n'est pas vraiment susceptible de faire basculer de manière durable l'électorat catholique dans le camp républicain. Si les laïcs sont peu sensibles à la décision, l'épiscopat, ainsi que des personnalités catholiques de premier plan vont l'être beaucoup plus, redoutant les effets délétères de la présence d'un ambassadeur américain au Vatican.

### *III. i. Des réticences en haut lieu*

A travers l'histoire des relations entre les Etats-Unis, le Vatican et l'Eglise catholique américaine, on a pu constater que l'épiscopat américain dans son ensemble n'a jamais été très enthousiaste à la perspective de contacts plus étroits avec Rome. On se souvient de la forte réticence et de la « guerre d'usure » menée par les évêques contre Rome pour éviter la nomination d'un délégué apostolique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ou du peu d'entrain de ces derniers pour les initiatives diplomatiques du cardinal Spellman dans les années 1930 et 1950.

Les années 1980 sont le théâtre de tensions entre l'épiscopat américain et le pape, même s'il ne faut pas en exagérer l'ampleur. Le pape est néanmoins inquiet de certaines tendances de l'épiscopat américain, dans la mesure surtout où ce dernier, par son nombre et le poids de son pays sur la scène internationale, est très influent<sup>395</sup>. Jean-Paul II juge les évêques trop tolérants à l'égard de certaines pratiques. Il leur reproche notamment le recours fréquent à l'absolution collective, ainsi qu'une propension excessive à accorder des annulations de mariage<sup>396</sup>. Il se saisit de l'occasion que constitue la première visite *ad limina* d'évêques américains pour les exhorter avec insistance à une plus grande « pureté doctrinale et à une

---

<sup>393</sup> Paolo Befani, « Et dopo 117 anni », *Osservatore Romano*, 11 gennaio 1984, p. 1-2.

<sup>394</sup> Jim Castelli, "OSV/Gallup Report: Diplomatic Relations Supported", *Our Sunday Visitor*, February 26, 1984, p. 7.

<sup>395</sup> Thomas Reese, *A Flock of Shepherds: The National Conference of Catholic Bishops* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1998), p. 225. Selon Reese, bon nombre d'évêques estiment que les quelques tensions qui ont marqué les relations dans les années 1980 sont dues en grande partie à un problème de communication et à une mauvaise connaissance de l'Eglise américaine à Rome (Reese, *A Flock of Shepherds: The National Conference of Catholic Bishops*, p. 231).

<sup>396</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 589.

discipline plus solide<sup>397</sup> ». Certains évêques feront tout particulièrement les frais du mécontentement papal. C'est le cas notamment de Mgr Raymond Hunthausen, archevêque de Seattle, auquel le Saint-Siège reproche une trop grande tolérance à l'égard du mouvement homosexuel et qui après avoir fait l'objet d'une enquête, se verra adjoindre un auxiliaire pour superviser son travail.

Ce n'est d'ailleurs sans doute pas une coïncidence si Mgr Jean Jadot, le délégué apostolique à Washington, qui avait recommandé la candidature de bon nombre de ceux qui constituaient désormais cet épiscopat américain jugé par trop progressiste, avait été rappelé à Rome en 1980 pour diriger le Secrétariat pour les non-chrétiens. En outre, contrairement aux précédents délégués apostoliques à Washington (ainsi que son successeur, Pio Laghi, qui sera fait cardinal en mai 1991) il n'a pas été récompensé de ses services par la barrette cardinalice<sup>398</sup>. Il n'aurait pas non plus été consulté sur le choix des futurs évêques américains une fois de retour au Vatican. D'après le spécialiste de l'Eglise catholique américaine Thomas Reese, dès son arrivée à Washington, Laghi aurait commencé à rejeter les noms soumis par les évêques américains pour les diocèses vacants<sup>399</sup>.

L'épiscopat américain a également maille à partir avec l'Administration Reagan (ce que nous aurons l'occasion de voir plus en détail dans la troisième partie). Dès ses débuts, les évêques, que ce soit individuellement ou par la voix de la *National Conference of Catholic Bishops* (NCCB), l'organe collégial qui les rassemble et qui a été mis en place à la suite du concile Vatican II, font entendre leur voix avec une virulence croissante contre certaines politiques de l'Administration, aussi bien sur le plan national qu'international. Pour le rédacteur en chef du magazine catholique *Commonweal*, « on n'a jamais vu une telle

---

<sup>397</sup> La visite *ad limina* est la visite que chaque évêque doit régulièrement effectuer à Rome (traditionnellement tous les cinq ans) afin de renforcer les liens avec le Saint-Siège. Jean-Paul II, "Address to the Catholic Bishops of the United States on their "Ad Limina" Visit", November 9, 1978, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1978/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19781109\\_ad-limina-usa\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1978/documents/hf_jp-ii_spe_19781109_ad-limina-usa_en.html), consulté le 17 octobre 2009.

<sup>398</sup> Selon le *New York Times*, Jadot « a contribué à des tentatives fructueuses pour encourager l'Eglise américaine à accueillir les minorités, accroître le rôle des femmes, renforcer la participation des laïcs et assouplir certaines règles, comme l'excommunication pour les catholiques qui se remarient sans avoir obtenu l'annulation du mariage précédent et alors que leur ancien conjoint est toujours en vie. [...] ». Il est à l'origine de la nomination d'une centaine d'évêques américains. A certains moments, « ses » évêques représentent jusqu'à un tiers de l'épiscopat américain. Il aurait confié à un ami que le fait que Laghi ait été fait cardinal lui avait fait l'effet d'une claque. Douglas Martin, "Jean Jadot, Papal Envoy, Dies at 99", *New York Times*, January 22, 2009, p. A31.

<sup>399</sup> Jonathan Kwitny, *Man of the Century* (New York: Henry Holt, 1997), p. 382. Quand un siège est laissé vacant, les évêques américains de la province ecclésiastique où il est situé, après consultation de la conférence épiscopale, soumettent une liste au délégué ou nonce apostolique. Ce dernier choisit trois noms parmi la liste, le *tertium*. Ces trois noms sont ensuite transmis à la Congrégation des évêques à Rome, qui peut les rejeter ; la liste est ensuite transmise au pape.

confrontation entre l'Église et la politique américaine [...] le facteur nouveau et le plus marquant est l'implication des évêques<sup>400</sup> ».

Dès la fin des années 1970, rompant avec une tradition de soutien presque inconditionnel à la politique étrangère américaine<sup>401</sup>, les évêques se succèdent devant différentes commissions du Sénat et de la Chambre des représentants. Il s'agit tout d'abord de protester contre l'aide apportée par l'Administration Carter, puis Reagan, au gouvernement salvadorien, puis de demander l'arrêt du financement des *contras*, ces guérilleros organisés et soutenus par les Etats-Unis pour déstabiliser la junte sandiniste au pouvoir au Nicaragua. En outre, ils n'hésitent pas à s'interroger dans les médias sur la moralité de la politique américaine dans la région.

Parallèlement à la critique de la politique étrangère, les évêques s'en prennent aux principes fondamentaux de la politique de défense américaine. De 1980 au printemps 1983, une commission mise en place par la NCCB œuvre à la rédaction d'une lettre pastorale, dont les moutures successives remettent en cause la moralité de la dissuasion nucléaire. Loin d'être un document anonyme dont la diffusion est limitée au seul public catholique, la lettre suscite une attention sans précédent pour un document de cette nature.

L'Administration est préoccupée par ces attaques répétées de l'épiscopat, d'autant qu'elles s'inscrivent dans un mouvement plus vaste de remise en cause de sa politique. Elle va donc se lancer dans une véritable offensive de relations publiques pour contrer les effets des condamnations épiscopales. Sa crainte majeure est de voir des mouvements plus marginaux, dont elle balaie les affirmations d'un revers de main sous prétexte qu'il s'agit de mouvements cryptocommunistes, légitimés par l'opposition des évêques. La tentation est donc forte du côté américain de demander au Saint-Siège, chez qui l'Administration Reagan croit déceler une convergence forte sur les questions de défense et de politique étrangère, de modérer l'ardeur protestataire de ses évêques.

Ceci explique sans doute en partie la réaction des responsables catholiques américains à l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, réaction que le *New York Times* juge « empreinte de retenue et de circonspection<sup>402</sup> ». Mgr James Malone fait la déclaration suivante au nom de la conférence épiscopale :

---

<sup>400</sup> Richard Ostling et Jim Castelli, "Catholics Take to the Ramparts", *Time*, April 19, 1982, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,950647,00.html> (consulté le 17 octobre 2009).

<sup>401</sup> Pour plus de détails sur ce point voir la partie consacrée *infra* aux critiques de l'épiscopat américain à l'égard de la politique de l'Administration Reagan pour l'Amérique centrale (Partie III, chapitre 3, IV. i.)

<sup>402</sup> Steven R. Weisman, "US and Vatican Restore Full Ties after 117 Years", *New York Times*, January 11, 1984, p. A1.

La conférence catholique américaine se félicite de l'établissement de relations diplomatiques entre notre gouvernement et le Saint-Siège. Cette décision est le reflet de l'action remarquablement efficace du Saint-Siège sous la direction de Jean-Paul II et de ses prédécesseurs en faveur de la paix et de la justice dans le monde. L'existence de relations diplomatiques entre notre gouvernement et le Saint-Siège contribuera à ces efforts. Cette question a fait l'objet de débat pendant de nombreuses années. Il ne s'agit pas d'une question religieuse, mais d'une question de politique publique, qui, fort heureusement a désormais été réglée. Je partage l'opinion de notre gouvernement, pour qui cette mesure servira les intérêts des Etats-Unis<sup>403</sup>.

L'archevêque de St. Louis, Mgr John L. May, déclare pour sa part que l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques a été accueillie dans l'indifférence par les membres de la conférence épiscopale et que ces derniers n'ont aucunement demandé un changement de statut des rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège<sup>404</sup>. Russell Shaw, directeur des relations publiques de la conférence, minimise l'importance de la décision pour les évêques : cette dernière « n'était ni par le passé, ni aujourd'hui, une question très prioritaire pour les évêques », tout en reconnaissant qu'« une grande partie de l'opposition qui s'est manifestée depuis lors (1867) était le reflet de sentiments anticatholiques. Il est donc formidable que le pays ait atteint un niveau de maturité et de savoir-vivre qui lui permette de dépasser ce genre de sectarisme<sup>405</sup> ». Pour lui, comme pour Malone, il ne s'agit pas d'une question de relations entre l'Eglise et l'Etat. La décision « ne confère pas de privilège ou de statut particulier à l'Eglise. Elle ne constitue pas un succès pour l'Eglise<sup>406</sup> ».

Certains membres de l'Administration ou du Congrès ont eu l'occasion d'observer à plusieurs reprises, et cette fois en privé, le peu d'enthousiasme de l'épiscopat catholique. Dès février 1982, William Wilson confie au département d'Etat qu'« il se peut que certains évêques américains s'opposent à des relations diplomatiques complètes<sup>407</sup> ». Linas Kojalis, responsable des relations avec les groupes ethniques à la Maison-Blanche, note en août 1983, alors que la résolution visant à abroger l'amendement de 1867 a déjà été introduite au Congrès : « De manière générale, la presse et les dirigeants catholiques sont favorables à cette initiative, même si je dois reconnaître que je suis étonné qu'il n'y ait pas eu plus de manifestations de soutien<sup>408</sup> ». De plus, le télévangéliste Billy Graham, après avoir mené l'enquête pour le compte de la Maison-Blanche, inclut dans la liste des personnes « qui

---

<sup>403</sup> "On File", *Origins*, Volume 13 n°32, January 19, 1984, p. 530.

<sup>404</sup> Tom Brandt, "Wilson is Confirmed as Envoy to Vatican", *Washington Times*, March 8, 1984, p. 2A.

<sup>405</sup> Charlotte Saikowski, "With Little Public Dissent, White House Presses Plan for Closer Vatican Ties", *Christian Science Monitor*, December 12, 1983, <http://www.csmonitor.com/1983/1212/121229.html> (consulté le 24 juin 2009).

<sup>406</sup> Kenneth A. Briggs, "Church Groups Denounce Reagan Move", *New York Times*, January 11, 1984, p. A4.

<sup>407</sup> Téléx, William Wilson à State Department, "Recommendation that Full Diplomatic Relations Be Established between US and the Holy See, February 1, 1982, ID#062639, CO 170, WHORM: Subject Files, RRL.

<sup>408</sup> Note, Linas Kojalis à Jonathan [sic], August 23, 1983, folder: Vatican-US Diplomatic Relations, box OA 12420, Robert Reilly Files, RRL.

pourraient poser problème [à Reagan] » le « comité des évêques catholiques [sic] »<sup>409</sup>. Quant à Wilson, il rapporte l'étonnement de Clement Zablocki qui, au moment d'introduire sa résolution, « a manifesté sa surprise de trouver une opposition de la part du CNC (le conseil national catholique) [sic]<sup>410</sup> ». Dans ses mémoires, William Wilson affirme que « bien que le silence des évêques américains ait été assourdissant pendant les délibérations au Congrès, l'opposition de certains d'entre eux était bien réelle<sup>411</sup> ».

L'inquiétude des évêques est reflétée et partagée par de nombreux intellectuels catholiques. Lors de l'émission *Face the Nation*, interrogé par le présentateur de CBS quant au risque de réactivation du sentiment anticatholique, F.X. Murphy, prêtre et théologien catholique, répond :

C'est l'un des aspects du problème. Mais je ne pense pas que ce soit là ce qu'ils craignent. Ce que craignent vraiment les catholiques, me semble-t-il, c'est que le Président utilise cette connexion pour faire pression sur les évêques. Par exemple, quand ils mettaient au point leur lettre pastorale sur la paix, [...] M. Clark a écrit une lettre à Mgr Bernardine [sic], ensuite le département d'Etat a envoyé le général Vernon Walters en parler au pape. Eh bien, nous n'aimons pas ce genre d'ingérence, et vous savez, c'est déjà arrivé dans l'histoire. Il y a longtemps, au début du XX<sup>e</sup> siècle, Teddy Roosevelt a essayé d'obtenir que Mgr Ireland de St. Paul soit fait cardinal, et c'est ce qui a anéanti les chances d'Ireland<sup>412</sup>.

De même, la publication catholique *Our Sunday Visitor* rapporte que pour l'historien Gerald Fogarty, l'établissement de relations diplomatiques serait une « mauvaise idée » car cela permettrait à la Maison-Blanche, en passant directement par le nonce, de relativiser l'opinion des évêques américains sur la politique étrangère américaine. Il y est également mentionné que le père George Higgins, grande personnalité catholique et ancien membre de la branche administrative de la conférence épiscopale, estime que si un sondage devait être réalisé auprès des évêques, il n'y en aurait pas 10% pour se prononcer en faveur d'une telle mesure<sup>413</sup>.

Selon Thomas Reese, ancien rédacteur en chef de la publication jésuite *America*, il n'était pas question que les évêques prennent position publiquement contre une décision du pape, mais ce n'était pas pour autant qu'ils ne la redoutaient pas<sup>414</sup>.

---

<sup>409</sup> Joseph Conn, "Speaking Truth to Power. The Vatican Ambassador Hearings", *Church and State*, March 1984, p. 7.

<sup>410</sup> Téléx, William Wilson à Vatican Office, June 27, 1983, box 3, folder 8, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>411</sup> Wilson, Chapter IV, p. 26.

<sup>412</sup> "Face the Nation", January 15, 1984, folder: Vatican Lawsuit [2], box OA 12691, David B. Waller files, RRL.

<sup>413</sup> Jim Castelli, "Congress Talks of Full Diplomacy with Vatican", *Our Sunday Visitor*, October 23, 1983, p. 3.

<sup>414</sup> Thomas Reese, entretien téléphonique avec l'auteur, 27 novembre 2006.

### III. ii. Les soupçons de la presse catholique

La presse catholique va se faire largement l'écho des réticences de l'épiscopat. Le *National Catholic Reporter*, hebdomadaire *liberal* très critique de l'Administration, souligne la nature délétère de la décision pour l'Eglise américaine. Peter Hebblethwaite notamment souligne que les protestants n'ont rien à craindre, cependant :

[I]es catholiques américains ont plus de raisons de s'alarmer, car par cette mesure Reagan s'est donné un autre moyen de réfréner les évêques américains. Ils l'ont déjà irrité considérablement avec leur lettre pastorale sur les armes nucléaires. Ils font maintenant preuve d'indépendance d'esprit au sujet de l'Amérique centrale. Et ils se préparent à s'attaquer au « capitalisme » ou — en des termes moins menaçants — à l' « économie ». A l'avenir, un échange discret entre Wilson et Casaroli à Rome ou entre Laghi et le département d'Etat à Washington pourrait refroidir les ardeurs radicales des évêques. L'un dans l'autre, et tout particulièrement en pleine année électorale, c'est une bonne affaire pour le président Reagan<sup>415</sup>.

Dans un autre article, Rosemary Ruerther estime que les Etats-Unis n'ont plus rien à craindre des tendances autoritaires du Vatican, à la différence de ce qui avait pu avoir lieu auparavant. Désormais,

[I]es seules personnes ayant quelque chose à craindre des tendances autoritaires du Vatican sont les catholiques eux-mêmes, et cette influence porte essentiellement sur des questions internes à l'Eglise catholique. Dans le domaine séculier, le Vatican a plutôt tendance à être une force de paix, de justice et de droits de l'homme que l'inverse, tandis que sur la scène internationale, le gouvernement américain est plutôt susceptible d'être une force d'injustice, de guerre et de répression des droits de l'homme que l'inverse. [...] La véritable question est de savoir si les catholiques ont quelque chose à craindre de l'influence accrue de Washington sur le Vatican ou le contraire<sup>416</sup>.

Pour Ruerther, cette mesure n'est pas uniquement motivée par le seul souhait de « museler » les évêques. Elle estime que si le Président, l'un des plus conservateurs dans l'histoire récente du pays, a choisi d'ignorer l'opinion des protestants fondamentalistes en nommant un ambassadeur, c'est aussi parce qu'il souhaite pousser le Vatican vers des positions conservatrices<sup>417</sup>.

Quant à l'hebdomadaire jésuite de référence *America*, il oppose de nombreuses réserves à cette décision, notamment le fait qu'elle risque de mettre en péril l'esprit d'œcuménisme qui règne désormais dans le pays entre catholiques et membres des autres confessions chrétiennes<sup>418</sup>. Il croit également déceler des motivations électoralistes dans la

---

<sup>415</sup> Peter Hebblethwaite, "US-Vatican Relations, Hemisphere Policy Tied", *National Catholic Reporter*, January 27, 1984, p. 5.

<sup>416</sup> Rosemary Radford Ruerther, "US-Vatican Ties Give Reagan Leverage", *National Catholic Reporter*, February 17, 1984, p. 5.

<sup>417</sup> Ruerther, "US-Vatican Ties Give Reagan Leverage", p. 5.

<sup>418</sup> Joseph O'Hare, "Of Many Things" *America*, January 21, 1984, p. 20.

décision de l'Administration, mais que si tel est le cas, elle risque une déconvenue, car « [r]ien n'indique que les catholiques soient très enthousiastes<sup>419</sup> ».

Pour l'hebdomadaire, l'Eglise n'a rien à gagner de ce rapprochement, à la différence du département d'Etat :

Si l'existence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège ne semble pas présenter d'avantage pour l'Eglise catholique aux Etats-Unis, elle semble présenter des avantages pour le département d'Etat, qui est favorable depuis longtemps à cette mesure. Le département d'Etat voit dans le Vatican une source d'informations sur ce qui se passe à travers le monde [...]. De plus, étant donné son rôle sur la scène internationale, le pape est tout simplement trop important pour que le département d'Etat l'ignore. Il aimerait influencer ou du moins, savoir à l'avance ce qu'il va dire ou faire au sujet de la Pologne, l'Amérique centrale, le Moyen-Orient et d'autres régions encore.

Comme ses confrères, le magazine met en avant les craintes de l'épiscopat catholique américain :

En, tant que conférence nationale, les évêques catholiques des Etats-Unis sont en train de développer leur propre identité, et ils préféreraient sans doute traiter directement avec l'Administration [...] sans que la présence d'un ambassadeur américain au Vatican vienne compliquer les choses. Il y a également la possibilité qu'un ambassadeur américain au Vatican cherche à peser sur des décisions ayant une incidence sur la vie de l'Eglise catholique aux Etats-Unis<sup>420</sup>.

*Our Sunday Visitor*, publication plus conservatrice, se félicite de l'accueil fait à la décision, « car c'est un signe que l'anticatholicisme n'est plus aussi virulent qu'il ne l'était jadis [...] Les objections à la mesure [...] sont très modérées comparées à celles exprimées par le passé<sup>421</sup> ». Il évoque néanmoins « des craintes exprimées en privé dans les milieux ecclésiastiques et au Capitole que l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican ne soit synonyme d'attentions particulières d'un genre différent, à savoir une punition plutôt qu'une récompense [...]. [La présence d'un nonce] permettrait au gouvernement d'utiliser le Vatican pour réfréner les évêques américains, qui ont été très critiques à l'égard de la politique étrangère de l'Administration<sup>422</sup> ».

---

<sup>419</sup> "An Ambassador to the Vatican?" *America*, December 24, 1983, p. 401.

<sup>420</sup> "An Ambassador to the Vatican?" *America*, December 24, 1983, p. 401.

<sup>421</sup> "US-Vatican Relations", *Our Sunday Visitor*, January 22, 1984, p. 6.

<sup>422</sup> Jim Castelli, "Congress Talks of Full Diplomacy with Vatican", *Our Sunday Visitor*, October 23, 1983, p. 3. Wilson se défendra à plusieurs reprises de toute ingérence dans les affaires de l'Eglise. Dans une interview accordée à la revue catholique *Saint Anthony Messenger* quelques mois après sa nomination en tant qu'ambassadeur, « Wilson balaie d'un revers de main toute suggestion que son changement de statut, d'envoyé personnel à ambassadeur, exposera les évêques américains à des pressions de la part du gouvernement américain. Mon Dieu non ! Absolument pas ! répond-il rapidement. Ma mission ne me met pas en contact avec les évêques américains ou l'Eglise catholique américaine. Je représente notre gouvernement » (Barbara Grogan Costelloe, "William Wilson: US Ambassador to the Vatican", *Saint Anthony Messenger*, September 1984, pp. 35-37).

### III. iii. Des soupçons partagés par leurs confrères de la presse protestante et généraliste

L'épiscopat et la presse catholiques ne sont pas les seuls à voir dans la décision de l'Administration Reagan une menace potentielle sur l'indépendance des évêques catholiques américains et une arme dans la lutte contre les influences progressistes, notamment celles des églises, dans la société américaine. Ainsi, le *Boston Globe* estime que « la reconnaissance du Vatican constitue une tentative de la part de l'Administration Reagan de contourner les évêques catholiques américains, qui ont été très sévères dans leur critique de la politique de Reagan sur l'armement et l'Amérique centrale. [...]. Les évêques sont jugés peu enthousiastes vis-à-vis du changement intervenu la semaine dernière<sup>423</sup> ». Pour le *Christian Science Monitor*, « l'existence de liens officiels devrait aider le Président avec un autre groupe qui a souvent irrité la Maison-Blanche — la direction de l'Eglise catholique romaine aux Etats-Unis ». Le quotidien explique qu'il est difficile de discréditer les mouvements de désarmement quand ces derniers reçoivent le soutien des évêques. L'existence de relations rapprochées pourrait permettre d'atténuer les critiques des évêques, ce qui n'est pas négligeable, surtout en pleine année électorale<sup>424</sup>. Le *New York Times* se fait également l'écho des réticences des évêques, notant que « la réaction de l'épiscopat catholique a été tiède. Les évêques perçoivent peut-être des similitudes entre un Président mécontent des évêques et de leur position sur les armes nucléaires et un pape déplorant les manquements à la discipline de l'Eglise américaine<sup>425</sup> ».

### III. iv. Des inquiétudes légitimes

Si les médias voient dans le rapprochement entre les Etats-Unis et le Saint-Siège une tentative américaine de faire taire les évêques, il convient de chercher à savoir si cette considération est entrée en ligne de compte dans les débats qui ont eu lieu au sein de l'Administration. Il semble que la possibilité d'utiliser les relations à ces fins n'ait pas échappé à Wilson. Dans une note à Kenneth Dam, parmi une liste de plusieurs arguments

---

<sup>423</sup> James L. Franklin, "The US and the Vatican/Reagan Scores an End Run/Upgrading Relations Outflank Bishops", *Boston Globe*, January 15, 1984, consulté le 26 juin 2009, <http://docs.newsbank.com/s/InfoWeb/aggdocs/AWNB/0EB9771235810641/0D0CB4F83B341AB5>

<sup>424</sup> John Dillin, "Reagan's Vatican Move Assessed for Its Political and Constitutional Implications", *Christian Science Monitor*, January 12, 1984 <http://www.csmonitor.com/1984/0112/011224.html> (consulté le 24 juin 2009).

<sup>425</sup> "Recognizing God-and Politics", *New York Times*, January 13, 1984, p. A26.



militant en faveur de l'établissement de relations diplomatiques, Wilson évoque le facteur suivant :

Dans les circonstances actuelles, les évêques des Etats-Unis ont une relation directe avec le Vatican et le délégué apostolique aux Etats-Unis n'a qu'un rôle de conseil auprès d'eux. S'il devenait pro-nonce à Washington (l'équivalent d'ambassadeur) à la suite de l'établissement de relations diplomatiques, les évêques américains devraient lui rendre des comptes et à son tour, il rendrait compte au Vatican. Dans la situation actuelle, alors que les évêques prennent publiquement position contre l'Administration sur une question importante, le Pro-nonce pourrait exercer, et dans ce cas précis, exercerait une influence modératrice sur la conférence des évêques américains<sup>426</sup>.

Sans aller jusqu'à évoquer l'éventualité de demander au pape ou au nonce apostolique de faire taire les évêques, le sous-secrétaire d'Etat Elliot Abrams estime que l'établissement de relations officielles « pourrait indiquer que l'entente est meilleure entre l'Administration Reagan et le pape qu'avec certains évêques catholiques radicaux aux Etats-Unis sur des questions telles que le gel nucléaire<sup>427</sup> ». C'est d'ailleurs ce que va revendiquer l'Administration. Ainsi, à l'occasion de la rencontre entre Reagan et le pape en mai 1984, un responsable américain aurait déclaré : « Nous avons plus en commun avec le Vatican qu'avec les évêques catholiques des Etats-Unis [...] Je ne pense pas que l'Eglise catholique soit très contente de l'établissement de relations diplomatiques<sup>428</sup> ».

Quant aux allégations selon lesquelles les Etats-Unis auraient utilisé les canaux diplomatiques ouverts en janvier 1984 pour tenter d'influencer le Vatican au sujet de l'épiscopat américain, on peut affirmer que l'Administration Reagan n'a pas attendu d'avoir un ambassadeur en bonne et due forme pour essayer de convaincre le Saint-Siège que ses évêques se fourvoient en critiquant la politique centraméricaine ou de défense de Reagan, comme nous le verrons *infra*.

#### IV. La bataille juridique

Si la décision de nommer un ambassadeur américain près le Saint-Siège suscite peu d'opposition, cette dernière n'est pas pour autant inexistante. Après avoir pris la forme d'une lutte contre la confirmation de Wilson au Congrès, puis contre la réaffectation de fonds pour

---

<sup>426</sup> Câble, William Wilson à Kenneth Dam, "Subject: Diplomatic Relations with Holy See", December 14, 1982, box 3 folder 43, William Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>427</sup> Mémo, Elliot Abrams à William Clark, July 12, 1982, folder: Vatican 1983-84 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL. Le mouvement pour un gel nucléaire (*nuclear freeze*) visait à obtenir des deux grandes puissances qu'elles cessent la production et le déploiement de toute nouvelle arme nucléaire. Il jouit d'un grand succès aux Etats-Unis au début des années 1980, justement au moment où la critique des évêques catholiques se fait la plus véhémement. Aux élections de mi-mandat de novembre 1982, plusieurs communes et Etats incluront des référendums ou des résolutions sur le gel nucléaire, dont certaines seront approuvées par une forte majorité.

<sup>428</sup> Benjamin Taylor, "Reagan Pope Talk of Peace, Hunger", *Boston Globe*, May 3, 1984, nc.

une ambassade, les opposants décident, en dernier recours, d'aller en justice. Cette tentative constitue un peu le « baroud d'honneur » des opposants à l'établissement.

#### *IV. i. Un combat perdu d'avance...*

Avant même d'entamer une action en justice, les organisations opposées à l'existence de relations diplomatiques n'ont guère d'espoir de voir la décision du président Reagan invalidée par un tribunal. Un des responsables d'*Americans United for the Separation of Church and State* reconnaît que « nous sommes dans une zone trouble dès qu'on s'attaque à la politique étrangère<sup>429</sup> ». Pour l'organisation, il est délicat de poser devant les tribunaux la question de l'autorité du président dans le domaine diplomatique, car la désignation des ambassadeurs fait partie de ses prérogatives, comme le stipule l'article II de la Constitution<sup>430</sup>. Certes, ce pouvoir n'est pas absolu, car il nécessite l'avis et le consentement du Sénat. D'autre part, une fois le choix de Reagan pour le poste d'ambassadeur entériné, il reste au Congrès à décider ou non d'allouer des fonds pour l'ambassade.

La clause d'établissement du Premier Amendement, qui stipule que « [l]e Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse [...] », pourrait également constituer une limite aux pouvoirs du président en matière de politique étrangère, mais encore faut-il que les tribunaux puissent se prononcer sur la question. Or, plusieurs problèmes se posent. Pour que sa plainte soit considérée comme fondée (que soit reconnu le *standing*), il faut que le plaignant « puisse attester [...] d'un intérêt personnel dans l'issue de la controverse », et qu'il puisse donc démontrer qu'il a subi ou qu'il pourrait subir un préjudice de cette action potentiellement illégale », et ce avant même que le tribunal puisse se pencher sur la recevabilité de la plainte<sup>431</sup>.

Il faut également s'assurer que la question posée n'amène pas le tribunal concerné à transgresser la « doctrine de la question politique », qui veut que le pouvoir judiciaire fédéral

---

<sup>429</sup> Charlotte Saikowski, "With Little Public Dissent, White House Presses Plan for Closer Vatican Ties", *Christian Science Monitor*, December 12, 1983, <http://www.csmonitor.com/1983/1212/121229.html> (consulté le 24 juin 2009).

<sup>430</sup> Curtis Sitomer, "Long Road Seen for Legal Test of Vatican Envoy", *Christian Science Monitor*, January 13, 1984, <http://www.csmonitor.com/1984/0113/011333.html> (consulté le 24 juin 2009, consulté le 24 juin 2009.). D'après l'Article II, section 2 de la Constitution, « [i]l proposera au Sénat et, sur l'avis et avec le consentement de ce dernier, nommera les ambassadeurs, les autres ministres publics et les consuls, les juges à la Cour suprême, et tous les autres fonctionnaires des États-Unis dont la nomination n'est pas prévue par la présente Constitution, et dont les postes seront créés par la loi ».

<sup>431</sup> Maria Louisa Hekker, Note, "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", *Hasting Constitutional Law Quarterly* 15 (1987-1988), p. 109.

ne statue sur des domaines que la Constitution a confiés à d'autres branches du gouvernement<sup>432</sup>. Or, plusieurs arrêts de la Cour suprême ont conclu que dans la mesure où « la conduite des affaires étrangères exige que la position du gouvernement soit exprimée d'une seule voix », « la reconnaissance de gouvernements étrangers échappe au traitement judiciaire<sup>433</sup> ». Dans *Oetjen v. Central Leather Co*, la décision par le président de reconnaître un gouvernement est considérée comme une « question politique » qui ne peut faire l'objet d'une décision de justice<sup>434</sup>.

#### *IV. ii. ...comme le confirment les décisions de justice*

Le 11 janvier 1984, Fred Phelps, pasteur baptiste du *Primitive* ou *Old School Order* à Topeka dans le Kansas dépose une plainte auprès de la Cour de district du Kansas<sup>435</sup>. D'après M. Phelps, l'établissement de relations viole la clause d'établissement du Premier Amendement, sert un intérêt principalement religieux, privilégie une religion par rapport à d'autres et mêle le gouvernement aux affaires de l'Eglise catholique. Sur la base de ces objections, il demande que la décision du Président soit invalidée<sup>436</sup>. Le 22 juillet 1985, le tribunal, comme on pouvait s'y attendre, déboute le plaignant, estimant que sa plainte n'est pas fondée et qu'il ne peut contester la décision de la branche exécutive en vertu de la doctrine de la question politique<sup>437</sup>. Ce dernier fait appel, mais la Cour d'appel du 10<sup>e</sup> circuit confirme la décision de la cour inférieure.

Une autre plainte, moins marginale, est déposée le 19 septembre 1984 par un groupe conduit par *Americans United for the Separation of Church and State* et rassemblant seize organisations, représentant une majorité de protestants traditionnels et évangéliques, parmi lesquelles la *National Association of Evangelicals*, le *National Council of Churches*, *American Baptist Churches in the USA*, la *Presbyterian Church*, la *National Association of the Laity* et la *National Coalition of Catholic Nuns*.

Dans un document de quarante-quatre pages, *Americans United* cite le pro-nonce, Mgr Pio Laghi, qui dans un discours du 6 avril 1984, avait déclaré que c'était en tant que chef

---

<sup>432</sup> Hekker, "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 114.

<sup>433</sup> *Baker v. Carr*, 369 US 186, 211-12 (1962).

<sup>434</sup> *Oetjen v. Central Leather Co.*, 444 US 996 (1979).

<sup>435</sup> *Phelps v. Ronald Reagan*, N°84-4015, slip op. D. Kan. Jan.11, 1984.

<sup>436</sup> US District Court, Topeka, Kansas, Summons in a civil action, docket n° 84-4015, District: Kansas, box 4 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>437</sup> James A. Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1987), p. 367.

religieux, et non en tant que chef politique, que le pape jouissait de prérogatives diplomatiques (ce qui confirmait les craintes de ces groupes que les relations diplomatiques confèrent un statut privilégié à une religion)<sup>438</sup>. Les plaignants portent l'affaire devant la Cour de district de Philadelphie Est et assignent en justice le Président, les secrétaires d'Etat et du Trésor, ainsi que William Wilson<sup>439</sup>. Les arguments employés visent à démontrer que la mesure prise par Reagan ne satisfait à aucun des critères établis par la Cour suprême dans son arrêt *Lemon v. Kurtzman*. Les plaignants allèguent que l'établissement de relations constitue une violation du Premier Amendement, car le Président a établi des relations diplomatiques avec une église. D'autre part, l'échange d'ambassadeurs avec le Saint-Siège confère un traitement préférentiel à l'Eglise catholique, au détriment des autres confessions religieuses, en violation du deuxième critère de *Lemon*. De plus, la décision constitue une ingérence excessive du gouvernement dans les affaires d'une église, ce qui contrevient au troisième critère, de même que le fait qu'elle porte en germe de fortes divisions entre les différentes confessions présentes aux Etats-Unis. Par ailleurs, les plaignants estiment que l'établissement constitue une violation de la clause de protection égale consacrée par le Quatorzième Amendement<sup>440</sup>.

Comme toujours, Wilson ne reste pas oisif et utilise ses contacts pour s'assurer que rien ne viendra lui barrer la route. On apprend ainsi à la lecture des archives que « M. Wilson a parlé de l'affaire hier avec l'*Attorney General* et qu'il s'est vu assurer qu'elle recevrait l'attention qui s'impose<sup>441</sup> ». K.E. Malmborg du département d'Etat écrit à Wilson avoir bon espoir que la plainte d'*American United* subisse le même sort que celle de Phelps, qui s'est arrêtée à l'étape du *discovery* (processus de production des pièces)<sup>442</sup>. Il explique qu'une demande de déboutement a également été déposée en novembre 1984<sup>443</sup>.

L'Administration, en réponse aux plaignants, rétorque dans sa motion qu'il ne s'agit pas d'un échange d'ambassadeur avec l'Eglise catholique, mais avec son bras séculier, le Saint-Siège et que l'opinion de Laghi sur le caractère religieux de la diplomatie vaticane n'engage que lui :

---

<sup>438</sup> John Herbers, "Protestant Groups Sue to Bar US ties to Vatican", *New York Times*, September 20, 1984, p. A5.

<sup>439</sup> *Americans United for Separation of Church and State v. Ronald Reagan*, N°84-4476.

<sup>440</sup> James A. Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", pp. 367-368.

<sup>441</sup> Mémo, David Waller à Fred Fielding, September 21, 1984, folder: Vatican Lawsuit [1], box OA 12691, David Waller Files, RRL.

<sup>442</sup> Discovery : communication ou production de pièces, procédure selon laquelle les parties à un procès sont tenues de divulguer toutes les pièces se trouvant en leur possession, qu'elles leurs soient favorables ou défavorables.

<sup>443</sup> Lettre, KE Malmborg à William Wilson, box 4 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

Quelle que soit la source de l'autorité du Saint-Siège ou l'opinion du Saint-Siège à ce sujet, cela n'est pas pertinent. Le fait est que, quelle que soit la façon dont le Saint-Siège envisage son autorité, c'est un acteur extrêmement influent sur la scène diplomatique internationale. Le Premier Amendement n'exige pas du Président qu'il ignore les réalités diplomatiques et évite tout contact avec une entité reconnue à l'échelle internationale [même si cette dernière considère] son rôle dans les affaires internationales comme essentiellement religieux<sup>444</sup>.

De plus, les plaignants ne sont pas en mesure de prouver qu'ils ont subi un préjudice particulier (*specific injury*) découlant de la nomination. De ce fait, leur plainte n'est pas fondée.

Pour répondre à l'affirmation selon laquelle les relations diplomatiques violent la clause d'égalité de protection du Quatorzième Amendement, l'Administration estime que tout privilège diplomatique ou accès supplémentaire donné au représentant du pape à Washington par rapport aux dirigeants d'autres églises est purement fortuit (*incidental*). De plus, l'équipe juridique de l'Administration estime que nommer un ambassadeur près le Saint-Siège constitue « un exercice convenable de l'autorité du Président en matière de politique étrangère » et que le tribunal se rendrait coupable d'ingérence dans sa conduite s'il décidait de se saisir de cette affaire<sup>445</sup>.

*Americans United* répond à la demande de déboutement de l'Administration début 1985 par un document de 200 pages présenté à la Cour de district de Philadelphie Est. De plus, le *Baptist Joint Committee for Public Affairs* soumet un *friend of the court* aux côtés d'*Americans United* et rejoint ainsi les autres groupes dans leur combat judiciaire. Dans leur *amicus curiae*, les baptistes répondent à l'affirmation de l'Administration selon laquelle le Président a le droit de nommer des ambassadeurs auprès de n'importe quel pays ou entité, que « le pouvoir du Président de nommer [et recevoir] des ambassadeurs est limité par la clause d'établissement de la Constitution [...]. Le Président doit exercer ses pouvoirs [...] dans les limites de ce qui est établi par le Premier Amendement ».

Le 15 mars 1985, le juge John Fullam écoute pendant quatre heures les arguments des deux parties. Le premier avocat général adjoint, Carolyn Kuhl, demande au nom du gouvernement que la plainte soit considérée comme irrecevable, car les tribunaux ne sont pas compétents pour se prononcer sur la nomination de diplomates. La séparation des pouvoirs inscrite dans la Constitution fait de la politique étrangère un domaine réservé à l'exécutif. Selon elle, « aucun tribunal n'a jamais exigé d'un Etat qu'il rompe ses relations diplomatiques avec un autre Etat. Il s'agit d'une question d'ordre politique et pas judiciaire ». Mme Kuhl

---

<sup>444</sup> Thomas J. Reese, "Diplomatic Relations with the Holy See", *America*, March 16, 1985, pp. 215-216.

<sup>445</sup> "Reagan Administration Says Vatican Viewpoint on Church Diplomats Is Irrelevant", *Church and State*, January 1985, p. 19.

déclare que le Président pourrait même nommer un représentant auprès de l'Eglise anglicane s'il le souhaitait. En outre, affirme-t-elle, le Vatican jouit de certains attributs propres aux Etats. Le Président peut donc, s'il le souhaite, y accréditer un diplomate. Le statut religieux d'autres Etats, tels qu'Israël ou le Royaume-Uni, n'a pas été un obstacle à l'établissement de relations diplomatiques. D'autre part, Carolyn Kuhl considère que les plaignants ne sont pas fondés dans leur plainte car ils n'ont pas subi de préjudice à la suite de cette action<sup>446</sup>.

Lee Boothby, l'avocat d'*Americans United*, estime pour sa part que l'établissement de relations diplomatiques a renforcé la capacité de l'Eglise catholique à faire concurrence sur le marché religieux et viole l'interdiction faite au gouvernement de soutenir une religion<sup>447</sup>. Il estime également être fondé à en appeler à la justice en sa qualité de contribuable<sup>448</sup>.

Le tribunal déboute les plaignants le 7 mai 1985. Sans surprise, les attendus sont les suivants : il n'existe pas de preuve que cette mesure ait porté préjudice aux autres confessions religieuses ; le Saint-Siège n'est pas qu'une entité religieuse ; enfin, le Président a le droit de décider d'établir des relations diplomatiques avec qui bon lui semble. D'après le juge Fullam, « la plainte n'est pas fondée [...], la controverse n'est pas justiciable ». De plus, les plaignants ont été incapables d'identifier un préjudice particulier qu'ils auraient subi. Enfin, le juge conclut qu'il n'existe « pas de domaine de l'activité gouvernementale où une intervention judiciaire soit moins envisageable que celui de la conduite de la politique étrangère par le Président<sup>449</sup> », ce qui semble même rendre inutile tout débat. William Wilson se félicite de cette issue et en remercie son ami, le ministre de la Justice Edwin Meese<sup>450</sup>.

Les plaignants font ensuite appel auprès de la Cour d'appel du troisième circuit qui, le 21 mars 1986 réaffirme le jugement de la première cour. Selon le juge John Gibbons, qui a rédigé l'avis :

Nous commençons par deux faits manifestes avancés dans la plainte. L'Etat de la cité du Vatican jouit de la souveraineté territoriale, indépendamment de sa taille ou de celle de sa population. Le chef de l'Eglise catholique romaine contrôle le gouvernement de cette entité souveraine. Aucune autre organisation religieuse parmi les plaignants ou à laquelle les plaignants appartiennent à titre individuel ne jouit d'une position similaire [...]. [L]es avantages qui ... pourraient en découler pour le représentant du Vatican découleront du fait qu'à la différence des organisations religieuses des plaignants, le Vatican exerce une souveraineté territoriale sur une petite zone géographique. C'est cela qui explique la différence de traitement que déplorent les plaignants<sup>451</sup>.

---

<sup>446</sup> Joseph L. Conn, "A Question of Power", *Church and State*, April 1985, p.5.

<sup>447</sup> "Judge Hears Suit on Vatican", *New York Times*, March 16, 1985, p. 40.

<sup>448</sup> Joseph L. Conn, "A Question of Power", *Church and State* April 1985, pp. 4-5.

<sup>449</sup> Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 369.

<sup>450</sup> Lettre, William Wilson à Edwin Meese III, June 12, 1985, box 2 folder 70, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>451</sup> Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p.368.

La Cour évoque aussi l'absence de *standing*. D'après elle, les plaignants ne sont pas fondés à porter plainte. Elle développe l'analyse de la première décision, rejetant les arguments selon lesquels les plaignants sont fondés en tant que contribuables, citoyens et en tant que victimes d'une stigmatisation consécutive à l'établissement de relations diplomatiques.

Après avoir réglé la question du *standing*, la Cour fédérale se doit de déterminer si l'étude de la question qui lui est soumise est possible dans le cadre de la *political question doctrine*. La Cour va conclure que même si les plaignants arrivaient à prouver que leur plainte était fondée, la « doctrine de la question politique » constitue un obstacle insurmontable<sup>452</sup>. Pour le juge Gibbons, la plainte constitue, ni plus, ni moins, une demande faite à la Justice de se pencher sur la décision du Président d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican. Or, explique-t-il, il a été conclu depuis fort longtemps que cette question ne pouvait faire l'objet d'un examen par les tribunaux<sup>453</sup>.

Les plaignants réclament que la Cour d'appel du troisième circuit écoute à nouveau leur affaire, demande qui est rejetée le 25 avril 1986. Ils finissent donc par en appeler à la Cour suprême et déposent une pétition pour un *writ of certiorari* le 24 juillet 1986<sup>454</sup>. Dans son *amicus curiae*, l'avocat du *Baptist Joint Committee on Public Affairs* Oliver S. Thomas, demande à l'autorité judiciaire de dernier ressort de se saisir de la plainte, arguant qu'« en créant des relations diplomatiques officielles avec le Saint-Siège, le gouvernement des Etats-Unis fait nécessairement passer un message selon lequel l'Eglise catholique romaine doit être

---

<sup>452</sup> Hekker, "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 114. L'auteur de l'article rappelle que dans la décision de 1962, *Baker v. Carr*, le juge de la Cour suprême William Brennan avait exposé une série de facteurs rendant une question irrecevable devant un tribunal fédéral au nom de la doctrine de la question politique. Il s'agit, entre autres, de domaines que la Constitution a explicitement confiés à une autre branche du gouvernement, ou qui nécessitent que le gouvernement parle d'une seule voix.

<sup>453</sup> Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 369; *Americans United for Separation of Church and State v. Ronald Reagan*, 786 F.2d 194 (3<sup>rd</sup> Circ. 1986), *cert denied sub nom*.

En refusant de reconnaître aux plaignants tout fondement à protester contre la décision, et en invoquant la doctrine de la question politique, les tribunaux successifs renoncent à se prononcer sur la question de savoir si l'établissement de relations diplomatiques constitue ou non une violation du Premier Amendement en appliquant les critères de l'arrêt *Lemon v. Kurtzman* de 1971 (403 US 602). Si l'action en question ne satisfait pas à l'une des trois conditions, elle est considérée comme constituant une violation de la clause d'établissement. Selon la juriste Maria Louisa Hekker, la décision de nommer un ambassadeur près le Saint-Siège satisfait aux trois critères. Tout d'abord, l'Administration a bien un objectif séculier et non religieux. En nommant un ambassadeur, il s'agit pour les Etats-Unis de s'adjoindre un allié puissant dans la lutte contre le communisme, d'obtenir des renseignements et d'être aux côtés du pape dans sa quête de paix. Quant à l'argument qu'une telle mesure avantagerait l'Eglise catholique au détriment des autres religions, le chef de l'Eglise est également un dirigeant politique, ce qui n'est pas le cas des autres églises. Enfin, le risque de divisions interreligieuses apparaît beaucoup plus faible qu'auparavant, eu égard à l'évolution du rôle du Saint-Siège sur la scène internationale. Quant à celui que les pouvoirs publics s'immiscent dans les affaires de l'Eglise, les principes d'indépendance et de souveraineté qui sous-tendent les relations diplomatiques permettent d'en minimiser l'éventualité (Maria Louisa Hekker, "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", pp. 119-123).

<sup>454</sup> Petition for writ for certiorari, *American Baptist Churches in the USA v. Ronald Reagan*, 107 S.Ct 314 (1986).

préférée aux autres, qui lui sont par certains aspects inférieures<sup>455</sup> ». Il est demandé à la Cour suprême de « se pencher sur la question fondamentale du pouvoir des tribunaux fédéraux à étudier les affirmations selon lesquelles des mesures prises par le Président outrepassent les pouvoirs qui lui sont conférés à l'Article II, et constituent une violation des limites constitutionnelles qui s'exercent sur le gouvernement fédéral<sup>456</sup> ». Cette explication avait manifestement été conçue pour contrer l'argument des tribunaux relatif à la « doctrine de la question politique » et au fait qu'il est de la compétence exclusive du Président d'établir des relations avec des Etats.

La Cour suprême est censée se prononcer à partir du 1<sup>er</sup> octobre, date de la reprise de ses travaux. Pour qu'elle accepte de se saisir de l'affaire, connue désormais sous le nom d'*American Baptist Churches v. Reagan*, il faut que quatre juges votent en ce sens, mais le 20 octobre 1986, elle refuse de se prononcer sans faire le moindre commentaire<sup>457</sup>.

Les plaignants ne veulent pas s'avouer officiellement vaincus. Robert Maddox d'*Americans United* déclare à cet égard : « Nous avons perdu une bataille mais nous n'allons pas abandonner pour autant ». Il annonce qu'*Americans United* va demander à la Cour suprême de se pencher à nouveau sur le dossier *American Baptist Churches v. Reagan*<sup>458</sup>. Les organisations demandent à nouveau à la Cour de s'en saisir le 14 novembre 1986. Cette fois-ci, elles changent de tactique et essaient de soulever la question de la violation du Premier Amendement sous un autre angle, celui de l'ingérence du gouvernement dans la vie de l'Eglise catholique. Elles allèguent que les relations diplomatiques avec le Vatican ont permis à l'Administration Reagan de s'immiscer dans les affaires de l'Eglise catholique américaine, notamment dans le cadre de l'affaire Hunthausen<sup>459</sup>. La Cour suprême refuse à nouveau de se saisir de l'affaire, sans plus de commentaire, le 8 décembre 1986<sup>460</sup>.

---

<sup>455</sup> "Baptist Support Vatican Ambassador Lawsuit at High Court as Administration Looks for Wilson Replacement", *Church and State*, October 1986, p. 3.

<sup>456</sup> Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 370.

<sup>457</sup> "Baptist Support Vatican Ambassador Lawsuit at High Court as Administration Looks for Wilson Replacement", *Church and State*, October 1986, p. 3.

<sup>458</sup> "Supreme Court Denies Vatican Lawsuit, Shakespeare Is Confirmed as Ambassador to the Holy See", *Church and State*, November 1986, pp. 16.

<sup>459</sup> Coriden, "Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", p. 371 ou Petition for Rehearing, *American Baptist Churches in the "USA v. Ronald Reagan*, pp. 2-3. En plus d'avoir attiré l'attention de Rome pour sa tolérance jugée excessive à l'égard du mouvement homosexuel, Mgr Hunthausen n'était pas en odeur de sainteté à Washington pour son opposition très véhémente à la politique de défense américaine. En 1982, il refusa notamment de payer la partie de ses impôts qu'il jugeait correspondre aux dépenses militaires du pays et critiqua vivement la décision de stationner le sous-marin nucléaire Trident, qu'il qualifia d' « Auschwitz de Puget Sound », près de Seattle. Les plaignants sous-entendent ainsi que le gouvernement américain n'aurait pas été étranger à la décision de Rome de déposséder l'archevêque d'une partie de ses prérogatives en lui adjoignant un auxiliaire.

<sup>460</sup> *American Baptist Churches v. Reagan*, 107 S. Ct. 660 (1986).



A la question de savoir si l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège a permis de concrétiser l'alliance idéologique qu'ils ont connue au cours des années 1980, il convient de répondre avec prudence. Les archives révèlent que l'Administration Reagan montrait au départ un intérêt très limité pour la question des relations diplomatiques. Consciente dès le début du rôle central joué par le pape polonais sur la scène internationale, elle établit des contacts précoces et réguliers. Néanmoins, la formule du représentant personnel lui donne entière satisfaction.

Il semble que cette décision ait été l'œuvre presque exclusive de William Wilson, qui, fort de ses contacts, a su convaincre de la nécessité de nommer un ambassadeur et s'assurer du bon déroulement du processus dans son intégralité. Quant aux motivations qui l'ont poussé à agir de la sorte, les considérations d'ordre géopolitique n'ont été apparemment qu'une motivation parmi d'autres, la question du statut des Etats-Unis — et son propre statut — par rapport aux autres pays représentés au Vatican l'ayant tout autant préoccupé. D'ailleurs, on ne peut s'empêcher de constater que les considérations géopolitiques — sans même aller jusqu'à parler de la constitution d'une éventuelle alliance avec Rome — n'ont pas joué un rôle prépondérant au cours des débats internes à l'Administration. Très souvent, elles sont placées au même plan que les considérations de politique intérieure. En outre, le département d'Etat était plutôt opposé à une telle mesure.

Par ailleurs, s'il est noté qu'une collaboration plus étroite avec Rome au sujet d'enjeux comme la Pologne et l'Amérique centrale serait sans doute profitable pour l'Administration, de nombreux acteurs remarquent, en privé comme en public, qu'elle permettrait également d'influencer les prises de position du pape dans la mesure où elles rencontrent un écho considérable auprès de l'opinion publique mondiale et *qu'elles ne correspondent pas toujours avec celles de Washington*. Il s'agit donc avant tout, plutôt que de fomenter une alliance, d'éviter que le pape ne fasse de déclarations susceptibles d'être interprétées comme critiques à l'égard de la politique américaine.

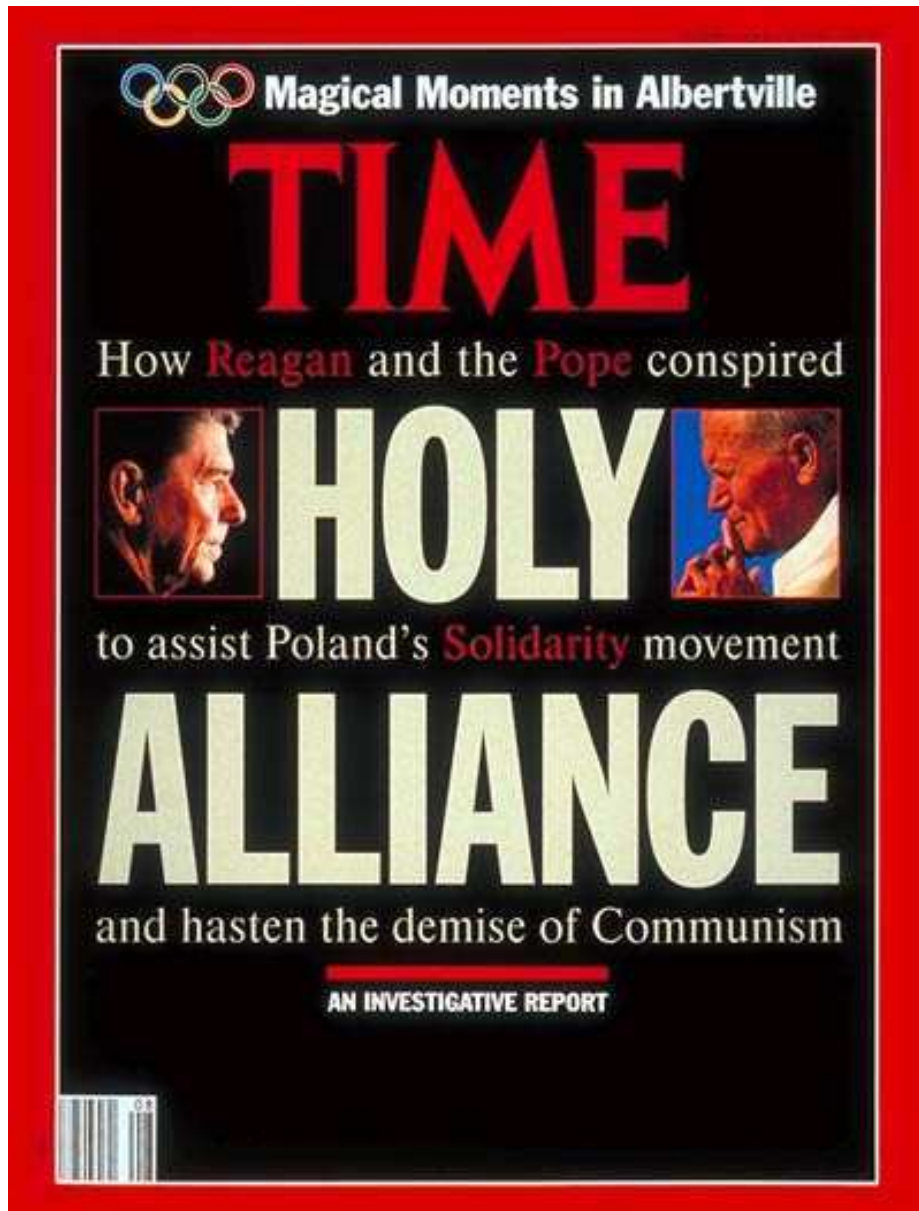
A travers la décision d'enfin établir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, il s'est agi avant tout pour les Etats-Unis de normaliser des relations qui, tout au long de leur histoire, ont relevé de l'anomalie diplomatique. Il aura fallu des évolutions majeures au sein de l'Eglise catholique et de la société américaine (ce sont d'ailleurs en grande partie les changements opérés par l'Eglise, notamment dans le contexte de Vatican II, qui ont permis une évolution des attitudes aux Etats-Unis) et le charisme d'une personnalité hors norme, le pape Jean-Paul II, pour décider l'Administration à franchir le pas. La popularité de Reagan

n'est pas non plus étrangère à la bonne acceptation de la décision par l'opinion publique, notamment protestante.

Pour autant, la nature des relations est loin de correspondre à la « sainte alliance » décrite par plusieurs commentateurs. Relations diplomatiques ou pas, le Saint-Siège va continuer d'opérer selon sa tradition et selon des principes qui lui sont propres. Si Reagan et Jean-Paul II ont des intérêts convergents sur certains points, on est loin de l'accord parfait, ce que certains à Washington peinent à comprendre. C'est ce que nous allons maintenant explorer.



**Partie III : Les Etats-Unis et le Saint-Siège : un rapprochement à nuancer**



Couverture de *Time* du 24 février 1992

(Source : <http://www.time.com/time/covers/0,16641,19920224,00.html>)

## Chapitre 1 : Les Etats-Unis et le Saint-Siège : analyse d'un rapprochement

### I. Loin d'une « sainte alliance » : les limites de la convergence

#### I. i. La « sainte alliance » remise en cause

Un examen détaillé de la relation entre les Etats-Unis et le Saint-Siège met à mal la thèse d'une alliance sainte, où l'accord idéologique aurait été presque parfait entre Ronald Reagan et Jean-Paul II. Pour le spécialiste de la diplomatie vaticane Joël-Benoît d'Onorio, on ne saurait non plus parler d'un alignement du Vatican sur les politiques américaines<sup>1</sup>. Le biographe du pape George Weigel estime pour sa part que « [Reagan] reconnaissait que l'Eglise catholique avait ses propres intérêts et ses propres méthodes dans la lutte contre le communisme. Jean-Paul II, qui parlait de Reagan comme d'un "bon président", n'en était pas moins déterminé à maintenir sa liberté d'analyse et d'action. L'Eglise ne voulait se retrouver dépendante des priorités politiques d'aucun Etat<sup>2</sup> ».

Au sujet de la Pologne, qui aurait été l'élément central de l'alliance selon les tenants de cette théorie, il semble incontestable que les Etats-Unis aient apporté une aide à Solidarité par le biais de la CIA et surtout du *National Endowment for Democracy*<sup>3</sup>. Cette aide a été

---

<sup>1</sup> Joël-Benoît d'Onorio (dir), *La diplomatie de Jean Paul II* (Paris : Cerf, 2000), p. 20.

<sup>2</sup> Weigel, *Witness to Hope, The Biography of Pope John Paul II* (New York: Cliff Street Books, 2001), p. 441.

<sup>3</sup> Mémo "For the Record", Walter Raymond, February 27, 1987, folder: Poland Memoranda 1986-86 (folder 1), box OA 90893, Paula Dobriansky Files, RRL. Dans une note de février 1987, Walter Raymond, responsable de l'information puis du renseignement au Conseil national de sécurité, rapporte les propos tenus par Jerzy Milewski, représentant de Solidarité à l'étranger, lors de sa visite à Washington :

« Il a signalé que le *National Endowment for Democracy* (NED) a été absolument essentiel à la poursuite des actions de Solidarité. Il a expliqué que l'aide acheminée par le biais du *Free Trade Union Institute* (FTUI) était la plus utile, parce qu'elle pouvait être utilisée directement pour soutenir les initiatives de Solidarité en Pologne. Le soutien émanant directement de groupes américains privés financés par le NED est très important pour le renforcement du pluralisme et de la démocratie en Pologne, mais ne contribue pas directement à consolider les structures de Solidarité. Cette clarification est importante, car elle a déjà fait l'objet de tensions entre le NED et Milewski. Le soutien [...] aux prisonniers politiques, la fourniture de presses clandestines [...], de cassettes vidéo et audio, et toutes les activités connexes sont très importantes et doivent être poursuivies. Son argument majeur, c'est que le soutien direct à Solidarité, qui s'élève désormais à 350 000 dollars et est versé par le biais de FTUI, doit être doublé. Je lui ai expliqué que le soutien aux syndicats comme Solidarité passait par le FTUI, que le NED n'attribue pas de fonds aux syndicats internationaux. C'est la raison pour laquelle les fonds de la NED vont à d'autres types d'activité, mais ces activités elles aussi promeuvent la démocratie et le pluralisme en Pologne. Pour qu'il y ait plus de fonds pour Solidarité, la solution n'est pas de détourner ceux actuellement versés par le NED vers le FTUI, mais de travailler pour augmenter le niveau global de la dotation du NED. Si des fonds supplémentaires étaient alloués au NED, ils pourraient être réservés à la Pologne ».

Créé en 1983 par un vote du Congrès, le *National Endowment for Democracy* ou NED (dotation nationale en faveur de la démocratie) est un organisme visant à promouvoir la formation et l'éducation à la démocratie ; elle reçoit son financement en grande partie du gouvernement américain. Le FTUI, fondé par l'AFL-CIO en 1977, est l'un des quatre plus gros bénéficiaires de l'aide versée par le NED, aide allouée par le Congrès à l'USIA qui la reverse ensuite au NED, d'après le site « right web » (Source : <http://rightweb.irc-online.org/groupwatch/ftui.php>, consulté le 29 septembre 2007).

distribuée en partie par le biais de la centrale syndicale américaine AFL-CIO, des syndicats européens ainsi que de l'Église polonaise. En outre, les documents dont nous disposons mettent en évidence une communication fréquente entre l'Administration Reagan et le Saint-Siège. Néanmoins, il semble pour le moins exagéré de parler d'une action clandestine conjointe. D'ailleurs, dans une biographie de Jean-Paul II coécrite avec le journaliste italien Marco Politi et parue en 1996, soit quatre ans après son article du *Time* sur une supposée alliance sainte, Carl Bernstein revient sur ses allégations, ce qui semble être passé largement inaperçu. Il précise qu' « [h]yperbole à part, cette description comportait des éléments essentiels et exacts, dans la mesure où les deux puissances poursuivaient des objectifs individuels le long de voies parallèles. Elles se tenaient informées, prenant toujours en compte leurs sensibilités réciproques, se consultaient, cherchaient un terrain moral et politique commun, profitant régulièrement des capacités de renseignement considérables de l'une et de l'autre, mais elles n'entreprirent jamais officiellement d'activités clandestines ensemble<sup>4</sup> ».

Si l'« alliance sainte » a essentiellement consisté en des réunions, des échanges de point de vue et d'information (ce que la lecture des documents d'archives ne vient en rien contredire), on est en droit de se demander, à l'instar de George Weigel : « Echanger des renseignements équivaut-il à une « alliance sainte<sup>5</sup> ? » (...). Pour ce dernier, la décision de Reagan de communiquer au pape certains éléments obtenus par les services de renseignement américains était appréciée du Vatican, mais il doute que cela ait réellement altéré sa vision. Il rejette avec vigueur toute insinuation d'un possible marché entre les deux hommes, dans le cadre duquel Jean-Paul II aurait accepté de ne pas condamner le déploiement de missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe ou la politique américaine en Amérique centrale, en échange d'un soutien américain à la Pologne<sup>6</sup>.

Au-delà d'un élément purement anecdotique qui amène à s'interroger sur la réalité d'un tel pacte entre Reagan et Jean-Paul II (le 7 juin 1982, le Président s'était assoupi devant les caméras de télévision juste après l'audience qui aurait scellé l'alliance entre les deux hommes !), de nombreux acteurs de cette période, y compris certaines des personnalités citées par Bernstein, ont publiquement contesté, au-delà de la thèse d'une alliance sainte, celle d'une concordance idéologique parfaite entre le Vatican et les États-Unis. Nombreux sont ceux qui préfèrent parler d'une convergence « de circonstance » limitée à certains aspects de la

---

Sur la question du financement américain à la Pologne, voir l'article de Gregory Domber (note 76, p. 161 *supra*).

<sup>4</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 270.

<sup>5</sup> George Weigel, "His Holiness. John Paul II and the Hidden History of Our Time", *First Things*, January 1997, [http://www.firstthings.com/article.php3?id\\_article=3623](http://www.firstthings.com/article.php3?id_article=3623) (consulté le 7 novembre 2007).

<sup>6</sup> Weigel, *Witness to Hope*, pp. 442-443.

politique étrangère américaine. Pio Laghi a récusé avec force l'existence d'une alliance sainte au cours d'un entretien qu'il nous a accordé en février 2008. Pour lui, l'action du Vatican se situait sur les plans spirituel et moral, tandis que celle des Etats-Unis se situait essentiellement sur un plan économique et militaire. Quant à la thèse d'une sainte alliance, il jugeait que tout n'était pas faux dans l'ouvrage de Bernstein, mais que ses auteurs en avaient très largement exagéré l'importance<sup>7</sup>.

Robert Gates, actuel secrétaire à la Défense et à l'époque des faits directeur adjoint de la CIA, s'il confirme dans ses mémoires parus en 1996 que la CIA a bien fait parvenir une aide à Solidarité<sup>8</sup>, exclut lui aussi toute alliance : « Je la compare [la relation] à une voie à sens unique. Je pense qu'il y avait deux institutions qui suivaient des voies parallèles, mais qui ne se croisaient pas. Il y avait des conversations de haut niveau pour éviter de se gêner. J'ai toujours pensé que le gouvernement américain et le Vatican poursuivaient des stratégies indépendantes ». Gates explique qu'il participait à la préparation des briefings pour le pape sur la Pologne, cependant il estime que « le pape en savait beaucoup plus que nous. [...] Ces conversations étaient très délicates et nous étions très soucieux de ne pas dire au pape ou lui demander quoi que ce soit d'inconvenant<sup>9</sup> ».

William Clark, interrogé sur la question après la mort de Reagan, a déclaré : « Il y avait une convergence naturelle d'intérêts, qui a conduit la Maison-Blanche à travailler avec ses homologues au Vatican. Cette coopération consistait essentiellement en un partage de renseignement. Mais il n'y avait pas d'alliance formelle en tant que telle [...]»<sup>10</sup>. Quant à William Wilson, interrogé sur les nombreuses allégations d'une collaboration entre Reagan et le pape pour faire tomber le rideau de fer, il a répondu que cela relevait essentiellement de l'exagération, notamment pour ce qui concerne l'ouvrage de Bernstein et Politi. Il rapporte que plusieurs années avant la parution de son livre et alors qu'il préparait son article pour le magazine *Time*, Bernstein l'avait contacté. Selon Wilson,

Bernstein était en train de développer une théorie selon laquelle il avait existé un pacte secret entre Reagan et le pape pour provoquer la chute du communisme. Je lui ai dit qu'il n'y avait pas eu de pacte. J'ai assisté à toutes les réunions entre le Saint-Père et le Président ou [le directeur de la CIA] Bill Casey, [le ministre de la Défense] Cap [sic] Weinberger ou [le secrétaire d'Etat] George Shultz, et je sais qu'il n'y a jamais eu quoi que ce soit qui ressemble à un pacte entre eux. Bernstein a tout de même écrit son article et l'*Osservatore Romano* a démenti avec véhémence<sup>11</sup>.

---

<sup>7</sup> Pio Laghi, entretien avec l'auteur, 4 février 2008.

<sup>8</sup> Robert Gates, *From the Shadows* (New York: Simon and Schuster, 1996), pp. 237-238.

<sup>9</sup> Doreen Carvajal, "A Book War: the Pope, Reagan and the CIA", *New York Times*, September 30, 1996, p. D2.

<sup>10</sup> "Pope John Paul II and President Reagan", *Human Events*, April 11, 2005, [http://findarticles.com/p/articles/mi\\_qa3827/is\\_/ai\\_n13634133](http://findarticles.com/p/articles/mi_qa3827/is_/ai_n13634133) (consulté le 12 novembre 2007).

<sup>11</sup> The Honorable William Wilson-Profile, Thomas Aquinas College Newsletter, Fall 1999, <http://www.thomasaquinas.edu/news/newsletter/1999/fall/wilson.htm> (consulté le 14 décembre 2009).

Le pape lui-même s'est inscrit en faux contre l'idée d'une sainte alliance avec les Etats-Unis de Reagan. Peu de temps après la publication de l'article de Bernstein dans *Time*, Jean-Paul II aurait déclaré :

On ne peut pas construire une hypothèse sur la base de conséquences. Tout le monde connaît la position majeure du président Reagan sur la scène internationale. Ma position était celle d'un pasteur, évêque de Rome, avec des responsabilités envers l'Évangile, qui comprend indéniablement des principes d'ordre moral et social, ainsi que des principes liés aux droits de l'homme [...]. La position du Saint-Siège, même à l'égard de ma patrie, a été guidée par des principes moraux [...]<sup>12</sup>.

Le Saint-Siège insiste d'ailleurs avec force depuis la signature des traités du Latran sur le fait que son action se situe par-delà le politique, tradition d'indépendance réaffirmée par Pie XII quand il déclare :

Le Saint-Siège ne se laisse prendre en remorque par aucune puissance ou groupe de puissances politiques, même si on affirme mille fois le contraire. Il peut se faire parfois, par suite des circonstances, que la route du Saint-Siège rencontre celle d'une puissance politique. Mais, en ce qui concerne le point de départ et le but de leur chemin, l'Église et son chef suprême suivent uniquement leur loi propre, la mission qu'ils ont reçue de leur Fondateur divin<sup>13</sup>.

Pour reprendre les mots du théologien Bryan Hehir, « le Vatican agit comme un Etat, mais pas uniquement comme un Etat<sup>14</sup> ».

Bien loin d'une supposée alliance sur la Pologne, les allégations d'une grande affinité idéologique entre les deux hommes ne résisteraient pas à l'analyse des faits. Pour certains, il faudrait même parler d'une opposition frontale. Ainsi, pour le biographe du pape Jonathan Kwitny « dans le domaine intérieur aussi bien qu'international, les engagements de Reagan étaient en opposition directe avec des convictions qui avaient été celles du pape toute sa vie et qu'il avait réaffirmées sans relâche tout au long de son pontificat ». Kwitny rapporte que selon l'historien Raymond Garthoff, les pays d'Europe de l'Est ne faisaient pas partie des priorités de l'Administration Reagan, contrairement à ce qu'elle cherchera à faire accroire par la suite<sup>15</sup>. En outre, alors que la situation polonaise était extrêmement tendue, Ronald Reagan décida en avril 1981 de tenir sa promesse de campagne envers les agriculteurs du Midwest en levant l'embargo sur les exportations de céréales vers l'Union soviétique (imposée par Carter après l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge)<sup>16</sup>. Cette analyse critique à l'égard d'une alliance ou même d'un partenariat avec le Vatican de Jean-Paul II est partagée par Joël-Benoît d'Onorio. Il rappelle que l'« [o]n dit que l'opposition de Rome à l'influence des "théologies de la libération" avait favorisé celle des Etats-Unis. Cette critique, comme celle évoquant on

---

<sup>12</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 927.

<sup>13</sup> Joël-Benoît d'Onorio, *La diplomatie de Jean-Paul II* (Paris : Cerf, 2000), p. 20.

<sup>14</sup> J. Bryan Hehir, "Papal Foreign Policy", *Foreign Policy* 78 (spring 1990), p. 47.

<sup>15</sup> Kwitny, *Man of the Century*, p. 380.

<sup>16</sup> Coral Bell, *The Reagan Paradox* (New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press, 1989), p. 124.



ne sait quelle alliance secrète entre le pape Jean-Paul II et le président Reagan pour abattre le système soviétique, relève davantage des fantasmes journalistiques que de la réalité historique<sup>17</sup> ». Nous allons reprendre un à un les secteurs ayant donné lieu à une coopération ou un dialogue entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, pour essayer de déterminer s'il convient ou non de parler d'alignement idéologique entre Rome et Washington.

### *I. ii. Jean-Paul II et l'Ostpolitik : rupture et continuité*

L'historien Agostino Giovagnoli note que « nombreux ont été ceux à défendre l'idée que le pontificat de Jean-Paul II marquait un retour à la mentalité de guerre froide, que le nouveau pape était partisan d'un assaut frontal contre le monde communiste (assaut qui a eu pour conséquence finale sa chute) [...]. Certains pensaient voir en Jean-Paul II un retour à l'ère de Pie XII [...] ». Par conséquent, souligne-t-il, « l'opposition au communisme est devenu le prisme principal à travers lequel son pontificat a été interprété [...] ». C'est le cas selon lui de la biographie du pape de George Weigel, qui le décrit selon une perspective très américaine à travers une comparaison avec le président Reagan, et qui affirme que les deux hommes partageaient la même perception du communisme comme une force maléfique, ainsi qu'un même désir de remettre en question l'ordre mis en place à Yalta<sup>18</sup>.

Indépendamment de la tradition qui veut que le Saint-Siège « ne se laisse prendre en remorque par aucune puissance », il convient de noter que la rupture majeure que certains ont voulu voir entre Jean-Paul II et ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI et leurs — trop nombreuses — concessions à l'égard du bloc soviétique a été largement exagérée, ou pour le moins, mal interprétée. Jean-Paul II adopte certes dès les premiers jours de son pontificat une très grande fermeté à l'égard de Moscou, notamment au sujet de ses attentes en matière de respect des droits de l'homme, et plus particulièrement de la liberté de culte. Pour autant, son élection ne sonne pas le glas de l'*Ostpolitik* ; le pape ne met pas un terme au dialogue avec Moscou, loin s'en faut. Signe fort, le souverain pontife choisit pour succéder au cardinal Jean-Marie Villot au poste de secrétaire d'Etat l'architecte de l'*Ostpolitik*, Mgr Casaroli<sup>19</sup>. Pour le biographe du pape Tad Szulc, c'est un choix remarquable, car ce dernier était très respecté

---

<sup>17</sup> D'Onorio, *La diplomatie de Jean Paul II*, p. 20.

<sup>18</sup> Agostino Giovagnoli, "Karol Wojtyla and the End of the Cold War" in Silvio Pons et Federico Romero (dir.), *Reinterpreting the End of the Cold War: Issues, Interpretations, Periodizations* (Londres, New York: Frank Cass, 2005), p. 84.

<sup>19</sup> Szulc nuance tout de même la signification de cette décision, car s'il estime que Jean-Paul II avait en Casaroli un conseiller de tout premier plan en matière d'affaires étrangères, c'était toujours le pape qui *in fine* formulait sa propre politique, car il s'agissait d'un domaine qu'il contrôlait de très près (Szulc, *Pope John Paul II*, p. 346).

dans le bloc soviétique. Villot aurait d'ailleurs déclaré que le pape apaiserait en partie les craintes de Moscou en le nommant à ce poste<sup>20</sup>. Giovagnoli (qui note également l'importance du choix de Casaroli pour diriger la secrétairerie d'Etat) souligne qu'en outre, « l'Eglise catholique n'a pas intensifié son discours anticommuniste après l'accession de Jean-Paul [II] à la chaire de saint Pierre, même s'il est indéniable que son enseignement comportait une critique explicite des régimes communistes ». L'historien cite les propos d'Andrea Riccardi, fondateur de la communauté de Sant' Egidio<sup>21</sup>, pour qui l'élection du nouveau pape ne marque pas un revirement de la politique du Saint-Siège à l'égard de Moscou, mais constitue au contraire « un renforcement du thème de la liberté religieuse que Paul VI, à la fin de son pontificat, avait signalé comme fondamental, notamment à travers le document d'Helsinki<sup>22</sup> ». Pour Giovagnoli, la défense de la liberté religieuse, perçue par certains comme une dimension majeure des revendications de Jean-Paul II à l'égard des régimes communistes, ne constituait donc en rien une politique nouvelle de la part du Saint-Siège<sup>23</sup>. Lors du discours prononcé dans l'enceinte des Nations unies en octobre 1965, Paul VI n'avait-il pas affirmé :

Ce que vous proclamez ici, ce sont les droits et les devoirs fondamentaux de l'homme, sa dignité, sa liberté, et avant tout la liberté religieuse. Nous sentons que vous êtes les interprètes de ce qu'il y a de plus haut dans la sagesse humaine. Nous dirions presque : son caractère sacré. Car c'est, avant tout, de la vie de l'homme qu'il s'agit, et la vie de l'homme est sacrée : personne ne peut oser y attenter<sup>24</sup>.

De plus, en dépit de sa fermeté à l'égard du monde soviétique, le pape va même accroître les contacts avec l'Est. Pour Sergio Trasatti, longtemps rédacteur en chef de l'*Osservatore Romano*, le dialogue entrepris par Paul VI non seulement se poursuit mais se renforce, d'autant plus que le pape se propose comme principal interlocuteur<sup>25</sup>. Comme le note Tad Szulc, les gouvernements d'Europe de l'Est, et plus particulièrement le gouvernement polonais, s'aperçoivent que Jean-Paul II n'est pas sur le point de lancer une croisade anticommuniste, d'où le début de nouvelles relations. Il estime même que le pape « a accéléré de manière subtile l'*Ostpolitik* de contacts amorcée par Paul VI<sup>26</sup> ». Dès janvier

---

<sup>20</sup> Tad Szulc, *Pope John Paul II* (New York: Pocket Books, 2005), p. 321.

<sup>21</sup> Organisation catholique fondée en 1968 et reconnue par le Vatican en 1986, la communauté de Sant' Egidio est très active sur le plan diplomatique et social.

<sup>22</sup> C'est bien par souci de défendre la liberté religieuse que Paul VI souhaite que le Saint-Siège participe au processus d'Helsinki sur la coopération et la sécurité qui débute en 1972. Elle y milita avec force pour la reconnaissance de ce principe dans les documents de la conférence, notamment dans l'Acte final de 1975. Pour plus de détails sur le rôle du Saint-Siège dans le processus, voir Bertrand Dufourcq, « Le Saint-Siège et le processus d'Helsinki », in Hélène Carrère d'Encausse et Philippe Levillain, *Nations et Saint-Siège au XXe siècle* (Paris : Fayard, 2000), pp. 343-354.

<sup>23</sup> Giovagnoli, "Karol Wojtyla and the End of the Cold War", p. 84.

<sup>24</sup> « Discours du pape Paul VI à l'Organisation des Nations unies à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'organisation », 4 octobre 1965, [http://www.vatican.va/holy\\_father/paul\\_vi/speeches/1965/documents/hf\\_p-vi\\_spe\\_19651004\\_united-nations\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/paul_vi/speeches/1965/documents/hf_p-vi_spe_19651004_united-nations_fr.html) (consulté le 23 novembre 2009).

<sup>25</sup> Sergio Trasatti, *Vatican-Kremlin : Les secrets d'un face à face* (Paris : Documents Payot, 1995), p. 312.

<sup>26</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 308.

1979, le ministre des Affaires étrangères soviétique, Andreï Gromyko, se rend à Rome pour rencontrer le souverain pontife. Selon Szulc, le pape l'aurait assuré de son intérêt pour la poursuite du dialogue, tout en insistant sur l'importance de garantir la liberté religieuse en Union soviétique. Mais comme le fait remarquer Szulc :

[é]tonnamment, on n'accorda que peu d'attention à tous ces contacts entre le Saint-Siège et les communistes. L'idée communément admise était que par définition le pape, surtout un pape polonais, se devait d'être d'un anticommunisme militant dans ses paroles et dans ses actions et que le Kremlin devait être sur le sentier de la guerre avec le Vatican<sup>27</sup>.

Même au plus fort de la crise polonaise, le dialogue n'est jamais rompu : le pape fait parvenir plusieurs lettres à Moscou et Varsovie et il reçoit un membre du comité central du Parti communiste soviétique, Vladimir Zagladin<sup>28</sup>. Tout ceci ne passe pas inaperçu du côté de la CIA, qui rapporte qu' « [a]près une période initiale d'affrontement démagogique — dont deux voyages triomphaux dans sa patrie — le pape s'est apparemment fixé pour objectif un rapprochement avec Moscou. Pour des raisons aussi bien politiques que théologiques, le Vatican s'est mis à faire des avances au gouvernement soviétique et à l'Eglise orthodoxe russe<sup>29</sup> ».

Malgré ses déboires avec Moscou et ses satellites<sup>30</sup>, la CIA note que « [...] diverses sources rapportent que Jean-Paul II n'a pas renoncé à ses initiatives visant à accroître et stabiliser les relations de l'Eglise catholique avec Moscou — aussi bien sur le plan politique que sur celui de l'œcuménisme<sup>31</sup> ». Ce dialogue est entamé alors qu'au même moment, l'Administration Reagan parle de « réarmer avant de parlementer<sup>32</sup> ». Or le Saint-Siège, particulièrement depuis les années 1960, n'est favorable ni à la rupture du dialogue avec l'Est, ni au réarmement, et ceci ne va pas changer sous Jean-Paul II.

Certes, Jean-Paul II va progressivement imprimer sa marque personnelle à l'*Ostpolitik*. Son objectif est désormais plus ambitieux que de trouver un simple *modus vivendi* ou *modus non moriendi*, comme cela avait été le cas jusqu'alors<sup>33</sup>. A ces fins, le pape n'hésite pas à manier tour à tour les deux armes que constituent la protestation et le dialogue, dialogue qui est pour lui le moyen de réaffirmer sans concession les valeurs qu'il défend. La CIA note

---

<sup>27</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 311.

<sup>28</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 393.

<sup>29</sup> "Soviet Religious Propaganda", Draft Manuscript of Research Paper, (February 1987), p. 54, foia.cia.gov (consulté le 25 novembre 2009).

<sup>30</sup> La Pologne lui refuse le droit d'effectuer un nouveau voyage en 1982. Début 1985, le Parti communiste soviétique ordonne aux médias d'intensifier la critique du Vatican, en réponse à ce qu'il perçoit comme un accroissement de son antisoviétisme ; il refuse également au pape le droit de se rendre dans certains Etats d'Union soviétique pour les commémorations de la naissance de la chrétienté dans la région.

<sup>31</sup> "Soviet Religious Propaganda", pp. 57-58.

<sup>32</sup> Pierre Melandri, *Reagan. Une biographie totale* (Paris : Robert Laffont, 1988), p. 297.

<sup>33</sup> Trasatti, *Vatican-Kremlin*, p. 312.

d'ailleurs en 1987 qu'« aussi bien avant qu'après la tentative d'assassinat du pape [...], les relations ont fluctué de manière erratique entre récriminations publiques et rapprochement en coulisses<sup>34</sup> ». Il est également ajouté à l'*Ostpolitik* une dimension pastorale plus intense. Avec Jean-Paul II, la politique vis-à-vis de l'Est ne passe pas uniquement par les rapports interétatiques et la diplomatie : comme le souligne Giovagnoli, les églises nationales sont elles aussi invitées à prendre part aux initiatives visant à permettre leur propre développement. A cette fin, le pape cherche à redonner espoir aux églises locales. C'est cette orientation qui est à l'œuvre lors de son voyage de 1979 en Pologne<sup>35</sup>.

Néanmoins, un certain réalisme incite Jean-Paul II à ne pas attiser par ses propos et ses prises de position les tensions à l'Est, notamment en Pologne, car il redoute avant toute chose une intervention des troupes du pacte de Varsovie. Il ne saurait s'agir pour le pape de chercher directement à provoquer la chute le régime. Pour Giovagnoli, « le pape (et, à sa demande, l'épiscopat polonais), firent preuve d'une vigilance constante pour s'assurer que l'agitation nationale ne provoque pas une intervention soviétique » (ce qui a été confirmé par Mgr Casaroli dans ses mémoires). L'historien ajoute que le pape éprouvait une grande sympathie pour Solidarité, mais qu'il « a toujours fait preuve de vigilance afin d'éviter que Solidarité et les autres forces d'opposition n'affaiblissent le gouvernement polonais aux yeux des Soviétiques<sup>36</sup> ».

D'ailleurs, si le pape souhaite ardemment la fin de l'emprise communiste sur l'Europe de l'Est et la réconciliation des deux Europe, il ne semble pas en avoir prévu l'imminence, contrairement à ce qu'affirment ceux qui veulent voir en lui, à l'instar de Reagan, l'un des prophètes de la chute du communisme. Dans l'immédiat, il souhaite un rapprochement, voire l'établissement de relations diplomatiques, d'abord avec la Pologne, puis éventuellement avec la Hongrie. Szulc estime ainsi que

[l]e pape voyait nettement un intérêt à renforcer le moral de la société polonaise et à lui apporter de l'espoir pour les années difficiles qui, selon lui, l'attendaient. Mais il ne prévoyait certainement pas la chute du communisme dans un avenir proche, et précipiter une rébellion qui aurait entraîné une tragédie sans nom était la dernière chose qu'il souhaitait. Au lieu de cela, comme le montrent son attitude et ses déclarations publiques sur la Pologne, Jean-Paul II comptait sur un processus évolutif débouchant, un jour, sur une transition pacifique à la démocratie. Plutôt que d'affronter le régime, il a choisi de le pousser vers une telle évolution sans pour le moment remettre en cause sa légitimité<sup>37</sup>.

---

<sup>34</sup> “Soviet Religious Propaganda”, p. 56.

<sup>35</sup> Giovagnoli, “Karol Wojtyla and the End of the Cold War”, p. 85.

<sup>36</sup> Giovagnoli, “Karol Wojtyla and the End of the Cold War”, p. 86.

<sup>37</sup> Szulc, *Pope John Paul II*, p. 332.

Agostino Giovagnoli partage cette opinion. Selon lui, malgré l'impact indéniable que l'action du pape a eu sur la situation en Europe de l'Est, ce dernier n'avait pas pour autant des ambitions révolutionnaires :

Jean-Paul II aspirait à une normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat qui serait fondée sur la liberté religieuse. Ce programme ne concernait pas uniquement la Pologne ; le pape souhaitait voir une Eglise forte et unie dans les autres pays d'Europe de l'Est, une Eglise qui serait capable de jouer un rôle important sur le plan social au service de toute la nation [...]. Il ressort clairement que cette stratégie n'avait pas pour but de renverser immédiatement ou de délégitimer de manière radicale les régimes communistes. Au lieu de cela, Jean-Paul II cherchait à renforcer l'Eglise jusqu'au point où elle pourrait servir d'« âme » à la nation toute entière, comme c'était le cas en Pologne<sup>38</sup>.

De plus, Zbigniew Brzezinski, conseiller spécial à la sécurité de Jimmy Carter, rapporte que lorsque il avait abordé avec Jean-Paul II la question de la fin du communisme à l'occasion de la visite de ce dernier aux Etats-Unis en 1979, « alors que je parlais de déstabiliser [le communisme] à brève échéance, il parlait d'une évolution sur le long terme. Il disait toujours que l'issue serait favorable, mais ce qui me gênait, c'est qu'il parlait à l'horizon de cent ans, ce qui était plus long que ce que je voulais envisager<sup>39</sup> ».

Cette analyse de la pensée du pape est confirmée par le récit qu'a fait George Bush à Ronald Reagan de son audience de février 1984 avec le Saint-Père. Interrogé au sujet de la situation polonaise, le pape tint les propos suivants au vice-président américain : « Il est peut-être préférable que vous leur parliez désormais [au gouvernement polonais]. Le gouvernement ne peut être changé. Vous devez donc influencer Jaruzelski afin qu'il ait un « visage plus humain<sup>40</sup> ». De même, le cardinal Stanislas Dziwisz, secrétaire personnel du pape pendant près de quarante ans, quand il fut interrogé au sujet de la réaction de Jean-Paul lors des événements de 1989, eut la réponse suivante :

Jean-Paul II ne s'y attendait pas. Certes, il considérait à coup sûr que ce « système », parce qu'il était socialement injuste et économiquement inefficace, était destiné à s'écrouler tôt ou tard. Mais l'Union soviétique n'en restait pas moins une puissance géopolitique, militaire et nucléaire. Par conséquent, le Saint-Père ne se considérant pas comme un prophète, comme il le disait en plaisantant, ne s'attendait pas à ce que la chute du communisme se produisît aussi tôt. Et, surtout, que le mouvement de libération pût être aussi rapide et sans effusion de sang<sup>41</sup>.

---

<sup>38</sup> Giovagnoli, "Karol Wojtyla and the End of the Cold War", p. 85.

<sup>39</sup> Kwitny, *Man of the Century*, pp. 341-342.

<sup>40</sup> Câble, George Bush à Ronald Reagan, February 15, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8490136-8490538), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL. "Perhaps it is better now that you speak to them. The government cannot be changed. Therefore you must influence Jaruzelski to have a « more human face »."

<sup>41</sup> Stanislas Dziwisz, *Une vie avec Karol : entretiens avec Gian Franco Svidercoschi* (Paris : Le Seuil/Desclée de Brouwer, 2007), p. 196.

### *I. iii. Rupture et continuité dans d'autres domaines de la diplomatie pontificale*

Un autre constat s'impose au moment d'analyser la diplomatie de Jean-Paul II : son pontificat ne saurait être vu uniquement à travers le « prisme du communisme ». Si l'opposition aux régimes marxistes en est incontestablement l'une des caractéristiques majeures (opposition qui n'est pas synonyme d'absence de dialogue), le pontificat de Jean-Paul II va également être porteur de nombreuses autres valeurs, dont certaines étaient déjà défendues vigoureusement par ses prédécesseurs Jean XXIII et Paul VI. Ces valeurs ne sont pas nécessairement partagées par l'Administration Reagan, ce qui explique que le Vatican et les Etats-Unis au cours des années 1980 ne seront pas toujours au diapason, au grand désarroi de ces derniers et ce contrairement à ce qu'une lecture superficielle des événements pourrait laisser croire.

Parmi ces valeurs figurent notamment des principes mis sur le devant de la scène lors du concile Vatican II et développés ultérieurement par Paul VI, notamment une préoccupation constante pour le sort des pays du Tiers-Monde et la critique non seulement de l'idéologie marxiste, mais également du capitalisme, jugés tous deux responsables des écarts criants de ressources entre Nord et Sud. Depuis les années 1960, c'est-à-dire depuis le pontificat de Jean XXIII, en pleine période de décolonisation, le Saint-Siège estime qu'au-delà des considérations idéologiques, c'est le sous-développement qui est à l'origine des conflits qui secouent la planète. Paul VI n'avait-il pas affirmé dans son encyclique *Populorum progressio* que « le développement [était] le nouveau nom de la paix<sup>42</sup> » ? Il s'agit donc d'engager une action concrète pour aider à résorber le fossé économique entre Nord et Sud. En Amérique latine, la décennie des années 1960 marque à cet égard un tournant décisif. Rompant avec une tradition séculaire de bienveillance (voire de collusion) à l'égard des régimes oligarchiques, les évêques latino-américains, réunis en conférence régionale à Medellin (Colombie) en 1968, proclament une « option préférentielle pour les pauvres ».

Jean-Paul II n'est pas en cela différent de ses prédécesseurs. Depuis le début de son pontificat, il stigmatise non seulement les systèmes politiques inspirés du marxisme mais également le matérialisme et l'égoïsme qu'il croit discerner aux Etats-Unis. Lors de son voyage de 1979, il déclare aux fidèles américains que « les pauvres des Etats-Unis et du monde sont vos frères et sœurs en Jésus. Ne vous contentez jamais de leur donner les miettes

---

<sup>42</sup> *Populorum progressio*, Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Paul VI sur le développement des peuples, 26 mars 1967, [http://www.vatican.va/holy\\_father/paul\\_vi/encyclicals/documents/hf\\_p-vi\\_enc\\_26031967\\_populorum\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum_fr.html) (consulté le 23 novembre 2009).

du festin. Donnez de votre substance et pas seulement de votre abondance pour les aider et traitez-les comme des hôtes à votre table<sup>43</sup> ».

Tout au long de son pontificat, il va condamner sans réserve les idéologies des *deux* camps de la guerre froide pour les répercussions économiques et sociales qu'elles ont aussi bien dans les pays où elles sont nées que dans ceux du Tiers-Monde. Pour l'historien Scott Appleby, « l'accumulation de richesse par l'Ouest et les inégalités entre le Nord développé et le Sud sous-développé ont été des thèmes constants du pontificat de Jean-Paul II. Le pape estime que le capitalisme non régulé — victime de son obsession pour la richesse matérielle — tend à provoquer dans la société les mêmes maux que ceux qui touchent les pays communistes et athées<sup>44</sup> ». Pour le père Gian Franco Svidercoschi, ancien directeur adjoint de l'*Osservatore Romano* et coauteur avec le pape de *Don et Mystère*, son affinité tout particulière avec les peuples du Tiers-Monde découlait de son expérience personnelle sous un régime oppressif, car nombre de pays du Tiers-Monde sont eux aussi assujettis à « des dictateurs locaux et aux grandes puissances qui les protègent<sup>45</sup> ».

Il stigmatise également les systèmes capitalistes pour la place prépondérante qu'ils accordent au capital, au détriment du travail humain. Dans une encyclique intitulée *Laborem exercens* parue en 1981 pour commémorer les cent ans de la première encyclique sociale de l'Eglise, *Rerum novarum*, le pape lui reproche une tendance à traiter le travail humain comme un simple outil de production et de ne pas suffisamment prendre en compte les droits des travailleurs. Il rappelle l'importance du principe de la priorité du travail sur le capital. Jean-Paul II estime ainsi que « capitalisme et socialisme sont coupables d'une erreur fondamentale quand ils considèrent le travail humain uniquement en fonction de son utilité économique [...] la tradition chrétienne n'a jamais défendu [...] le droit à la propriété privée [...] comme étant un droit absolu et intouchable [...]. Le droit à la propriété privée est soumis au droit à l'usage commun, au fait que les biens sont destinés à l'usage de tous<sup>46</sup> »

Dans le cadre de sa défense de la nécessaire dignité qu'il convient d'accorder au travail, le pape va se faire l'avocat d'une institution centrale à ses yeux, les syndicats. Il juge

---

<sup>43</sup> “Homily of His Holiness John Paul II”, Mass at Yankee Stadium, October 2, 1979, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/homilies/1979/documents/hf\\_jp-ii\\_hom\\_19791002\\_usa-new-york\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/homilies/1979/documents/hf_jp-ii_hom_19791002_usa-new-york_en.html) (consulté le 9 décembre 2009).

<sup>44</sup> R. Scott Appleby, “Pope John Paul II”, *Foreign Policy* 119 (summer 2000), p. 15.

<sup>45</sup> Dziwisz et Svidercoschi, *Une vie avec Karol*, p. 210.

<sup>46</sup> Jean-Paul II, *Laborem Exercens*, 14 septembre 1981, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/encyclicals/documents/hf\\_jp-ii\\_enc\\_14091981\\_laborem-exercens\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/encyclicals/documents/hf_jp-ii_enc_14091981_laborem-exercens_fr.html) (consulté le 12 février 2010).

dans *Laborem exercens*, les syndicats « indispensables ... aux justes droits ... des travailleurs ... même si, pour des questions controversées, la lutte prend un caractère conflictuel<sup>47</sup> ».

La critique du capitalisme dans sa capacité à nuire aux pays sous-développés est également manifeste dans l'encyclique *Sollicitudo rei socialis* parue en 1987 et qualifiée par le théologien Bryan Hehir de « critique appuyée de l'Est et de l'Ouest pour l'impact qu'ils ont sur les pays en développement ». Il note, non sans humour, que « l'encyclique a été jugée coupable d'affirmer que les deux superpuissances étaient moralement équivalentes par deux publications aussi différentes que le *New York Times* et *National Review*<sup>48</sup> ».

Si le pape réproouve d'habitude avec force les violations des droits de l'homme perpétrées par les régimes d'inspiration marxiste, il fait peu de différence dans cette encyclique entre les deux systèmes pour ce qui est de leurs effets sur les pays en développement<sup>49</sup>. Il y déplore le fait que « [c]hacun des deux blocs cache au fond de lui, à sa manière, la tendance à l'impérialisme, selon l'expression reçue, ou à des formes de néo-colonialisme : tentation facile dans laquelle il n'est pas rare de tomber, comme l'enseigne l'histoire, même récente<sup>50</sup> ». Tout ceci inspire à Hehir les propos suivants : « Venant d'une personnalité considérée à juste titre comme ayant joué un rôle majeur dans le démantèlement de la domination soviétique en Europe de l'Est, ce jugement eut un effet déstabilisant sur l'Ouest [...] ; en Europe de l'Est il refusait de tenir les deux puissances comme responsables, mais sa position quant aux manquements de l'Est comme de l'Ouest est d'autant plus frappante, étant donné le fait qu'il est originaire du "deuxième monde"<sup>51</sup> ».

Si les syndicats sont très loin de trouver grâce aux yeux de l'Administration Reagan<sup>52</sup>, cette dernière est également loin de partager les préoccupations et l'analyse de Jean-Paul II concernant les pays du Tiers-Monde, comme nous aurons l'occasion de le constater. En plus de voir cette partie du monde comme le terrain potentiel d'un affrontement indirect avec les Soviétiques, l'Administration, conformément à une idéologie qui place les forces du marché au dessus de tout, estime qu'une intervention économique de sa part serait délétère et s'en remet à la main invisible<sup>53</sup>.

---

<sup>47</sup> Kwitny, *Man of the Century*, p. 401.

<sup>48</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", p. 38.

<sup>49</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", p. 38.

<sup>50</sup> Jean-Paul II, *Sollicitudo rei socialis*, 30 décembre 1987,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/encyclicals/documents/hf\\_jp-ii\\_enc\\_30121987\\_sollicitudo-rei-socialis\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/encyclicals/documents/hf_jp-ii_enc_30121987_sollicitudo-rei-socialis_fr.html) (consulté le 12 février 2010, souligné dans l'original).

<sup>51</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", pp. 39-40.

<sup>52</sup> Lors de la grève des contrôleurs aériens de la PATCO en août 1981, Reagan menaça les grévistes de licenciement s'ils n'avaient pas repris leur poste sous quarante-huit heures. Il tint parole et renvoya les 11 350 agents qui n'avaient pas obtempéré !

<sup>53</sup> Melandri, *Reagan. Une biographie totale*, p. 298.



En outre, la défense par le Président d'un réarmement à marche forcée est en totale contradiction avec les principes de justice sociale défendus par l'Eglise catholique. Comme le rappelle Pierre Melandri, Washington estime qu'il convient, pour remédier au déséquilibre militaire qui s'est établi entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, de renoncer aux programmes sociaux très coûteux des Administrations précédentes, programmes dont le financement se faisait au détriment de l'effort de défense<sup>54</sup>. L'Administration Reagan va donc chercher à procéder à des coupes claires dans les programmes d'aide sociale, même si le Congrès va entraver bon nombre de ses initiatives. Or, depuis le pontificat de Jean XXIII, l'Eglise condamne avec la plus grande vigueur la surenchère d'arsenaux militaires, aussi bien conventionnels que nucléaires. En plus de faire peser une grave menace sur la paix du monde, Rome reproche aux budgets militaires colossaux de détourner les ressources qui pourraient servir aux plus démunis, que ce soit aux Etats-Unis ou dans les pays du Sud. A cet égard, Jean-Paul II n'est pas différent de ses prédécesseurs. Lors du discours prononcé en son nom par Mgr Casaroli lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies pour le désarmement, en juin 1982, le souverain pontife avait affirmé :

[...] les travaux d'experts qualifiés relevant le rapport entre désarmement et développement méritent d'être étudiés et suivis d'actions. Il n'est pas nouveau d'envisager le transfert de ressources financières consacrées au développement des armes, vers le développement des peuples, mais l'idée ne perd pas pour autant de son actualité et le Saint-Siège l'a faite sienne depuis longtemps. Toute résolution de l'Assemblée Générale en ce sens recevrait partout l'approbation et l'appui des hommes et des femmes de bonne volonté.

En outre, comme Paul VI, Jean-Paul II juge que ce ne sont pas uniquement les tensions idéologiques qui entraînent les conflits que connaît actuellement le monde. Outre les tensions Est-Ouest, de nature idéologique, les tensions que l'on retrouve dans les pays du Sud, même si viennent souvent s'y greffer une dimension idéologique, sont avant tout la conséquence d'inégalités criantes entre le Nord et le Sud :

La cohabitation des nantis et des démunis ne peut plus être supportée dans un monde où la communication est aussi rapide que généralisée, sans que naisse le ressentiment et qu'il tourne à la violence. [...] J'invite tous les combattants pour la paix à s'engager dans cette lutte pour l'élimination des vraies causes de l'insécurité des hommes, dont la terrible course aux armements est l'un des effets<sup>55</sup>.

En 1984, à l'occasion de son message pour la journée de la Paix, il rappelle que :

[s]i la tension entre l'est et l'ouest, avec son arrière-plan idéologique, accapare l'attention et suscite la crainte dans un grand nombre de pays, surtout de l'hémisphère nord, elle ne doit pas en cacher une autre plus fondamentale encore entre le nord et le sud qui touche à la vie même d'une grande partie de l'humanité. Il s'agit du contraste grandissant entre les pays qui ont eu la chance d'accélérer leur

---

<sup>54</sup> Melandri, *Reagan. Une biographie totale*, p. 297.

<sup>55</sup> « Message du pape Jean-Paul II à la IIème session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement », 7 juin 1982, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1982/june/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19820607\\_disarmo-onu\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1982/june/documents/hf_jp-ii_spe_19820607_disarmo-onu_fr.html) (consulté le 23 novembre 2009).

développement et d'accroître leurs richesses, et les pays enfermés dans le sous-développement. Il y a là une autre source gigantesque d'opposition, d'aigreur, de révolte ou de peur, d'autant plus qu'elle est nourrie par des injustices multiples<sup>56</sup>.

Une autre des préoccupations majeures de la diplomatie du Saint-Siège, au-delà de son engagement en faveur de la paix et de la justice sociale, demeure la défense des chrétiens à travers le monde. Organe exécutif de l'Eglise catholique, il se doit de défendre ses fidèles et, au-delà, d'assurer la survie de l'institution partout où elle semble menacée. Ceci explique sa préoccupation constante pour le Liban ou son refus, malgré l'insistance américaine, d'établir des relations diplomatiques avec Israël.

Selon Hehir, Jean Paul II a donné aussi bien des signes de changement que de continuité dans la politique pontificale, poursuivant l'enseignement sur les droits de l'homme, la justice économique et l'ordre international, mais donnant l'impulsion également à des changements façonnés par son expérience personnelle, ses convictions philosophiques et un style de *leadership* pastoral très différent<sup>57</sup>.

## **II. La véritable nature des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980**

### *II. i. Quand le Vatican agit de manière favorable aux Etats-Unis, à son insu*

Si on ne peut parler d'« alliance idéologique » entre Rome et Washington dans les années 1980, on ne peut s'empêcher de constater que tous deux ont des intérêts qui semblent proches dans certaines régions du monde soumises à des gouvernements ou aux assauts de mouvements marxistes. Le pape éprouvait une aversion profonde pour l'idéologie communisme et déplorait avec la plus grande force les divisions qu'elle avait engendrées en Europe. D'autre part, il était très préoccupé par les menaces qu'elle faisait peser sur l'unité de l'Eglise.

---

<sup>56</sup> « Message du pape Jean-Paul II pour la célébration de la XVIIe journée mondiale de la paix, "D'un cœur nouveau naît la paix" », 1<sup>er</sup> janvier 1984, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/messages/peace/documents/hf\\_jp-ii\\_mes\\_19831208\\_xvii-world-day-for-peace\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/messages/peace/documents/hf_jp-ii_mes_19831208_xvii-world-day-for-peace_fr.html) (consulté le 15 décembre 2009).

Il martèlera ce message tout au long de son pontificat. Ainsi, dans son message pour la journée de la paix de 1985, il déclare : « [...] je vous invite à ne pas être attentifs seulement à la menace pour la paix que l'on appelle habituellement problème des relations est-ouest mais à réfléchir aussi sur la situation du monde entier, et notamment sur ce que l'on désigne sous le nom de tensions nord-sud. Comme je l'ai déjà fait dans le passé, je voudrais aujourd'hui affirmer que ces deux problèmes, la paix et le développement, sont reliés et doivent être traités simultanément si l'on veut que les jeunes actuels héritent d'un monde meilleur demain ». Message du pape Jean-Paul II pour la célébration de la XVIIIe journée de la paix, 1<sup>er</sup> janvier 1985, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/messages/peace/documents/hf\\_jp-ii\\_mes\\_19841208\\_xviii-world-day-for-peace\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/messages/peace/documents/hf_jp-ii_mes_19841208_xviii-world-day-for-peace_fr.html) (consulté le 16 décembre 2009).

<sup>57</sup> Hehir, "Papal Foreign Policy", p. 36.

Dans ce contexte, il semble que le Saint-Siège ait parfois pris des décisions et agi d'une manière qui favorisait, plus ou moins directement, les intérêts américains. C'est le cas notamment de l'action du pape pour contrer l'influence de la théologie de la libération, ou de son attitude face au régime sandiniste au Nicaragua, par ailleurs combattu avec virulence par Reagan. Pour autant, d'après le théologien guatémaltèque Juan Hernandez Pico, adepte de la théologie de la libération et qu'on peut à ce titre difficilement soupçonner de complaisance à l'égard des Etats-Unis ou du Saint-Siège, on ne saurait conclure à une quelconque connivence entre Rome et Washington :

Le voyage de Jean-Paul II au Nicaragua en 1983 et, plus tard, l'élévation au cardinalat de l'archevêque de Managua, Miguel Obando y Bravo, ont contribué à saper le soutien apporté au gouvernement sandiniste, qui était déjà affaibli par de graves erreurs politiques, économiques et militaires, ainsi que des erreurs grossières dans sa conduite envers l'Eglise catholique. [...]. Rien de tout cela ne nous amène à conclure qu'il existait forcément un complot stratégique entre le Vatican de Jean-Paul II et le gouvernement impérial de Reagan. Avoir des objectifs qui coïncident n'est pas forcément synonyme de complot stratégique. En pratique, les deux hommes ont tout simplement fonctionné conformément à la fermeté des idéologies et des croyances qui étaient les leurs : la guerre froide et les intérêts de sécurité nationale d'un côté et, de l'autre, une méfiance profonde à l'égard du communisme athée et le rejet des formes existantes de socialisme, car elles avaient été imposées par l'armée soviétique<sup>58</sup>.

De même, si les Etats-Unis et le Saint-Siège ont pu collaborer au moment de la crise polonaise, c'est uniquement parce que leurs intérêts convergeaient sur cette question précise, sans toutefois se confondre. A cet égard, les propos du secrétaire du Conseil des affaires publiques de l'Eglise, Mgr Achille Silvestrini, sont assez révélateurs :

Le Vatican est conscient que les Etats-Unis sont une grande puissance avec des responsabilités mondiales. Les Etats-Unis doivent opérer sur le plan politique et le Saint-Siège ne fait pas de commentaire sur les orientations politiques prises par les gouvernements. Il revient à chaque gouvernement de décider de ses orientations. Le Saint-Siège pour sa part opère sur le plan moral. Les deux plans (politiques et moraux) peuvent être complémentaires quand ils poursuivent le même objectif. Dans ce cas précis, ils sont complémentaires car le Saint-Siège et les Etats-Unis poursuivent le même objectif : celui de rétablir la liberté en Pologne<sup>59</sup>.

Pour autant, le Saint-Siège, loin de limiter son action à la seule lutte contre le communisme, a également pris des mesures qui ont étonné l'Administration Reagan, voire lui ont déplu, lorsque par exemple il n'apporte pas aux Etats-Unis le soutien public escompté étant donné l'apparente proximité idéologique qui est la leur dans le contexte de la guerre

---

<sup>58</sup> Juan Hernandez Pico, "From John Paul II to Benedict XVI: Memories, Analyses, Fears and Hopes", May 2005, *Revista Envio* <http://www.envio.org.ni/articulo/2936> (consulté le 12 février 2010).

<sup>59</sup> Câble, Vatican Office to William Clark, "Letter from Pope John Paul II to President Reagan", January 6, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II Cables [1 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL. "The Vatican recognizes that the U.S. is a great power with global responsibilities. The United States must operate on the political plane and the Holy See does not comment on the political positions taken by governments. It is for each government to decide its political policies. The Holy See for its part operates on the moral plane. The two planes (politics and morality) can be complementary when they have the same objective. In this case they are complementary because both the Holy See and the United States have the same objective: the restoration of liberty to Poland."

froide. La lecture des archives montre d'ailleurs que la coopération avec le Saint-Siège n'était en rien acquise. Les Etats-Unis vont mener de nombreuses tentatives pour le convaincre de la légitimité et de la moralité de sa politique étrangère, notamment dans ses dimensions les plus controversées. Cette attitude américaine va inspirer les propos suivants à Martin Van Heuven, directeur en charge de l'Europe de l'Ouest au département d'Etat. Dans une note adressée à la sous-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et canadiennes, Rozanne Ridgway, il tient des propos qui témoignent d'une analyse d'une grande justesse des relations avec le Vatican :

Il y a une tendance à Washington à penser que le Vatican est toujours de notre côté. [...] L'idée est que le pape incarne l'essentiel des valeurs occidentales que nous revendiquons comme nôtres. On prend donc pour acquis le fait que le pape approuve nos politiques. La Maison-Blanche en particulier a tendance à partir du principe que le pape nous soutient toujours. Le pape Jean-Paul II, avec sa position antisoviétique et sa réputation conservatrice, semble tout particulièrement compatible avec cette Administration. [...]. Cette supposition entraîne un certain désarroi à chaque fois que les politiques du Vatican divergent des nôtres et provoque des efforts importants, presque réflexes, de la part de Washington pour obtenir que les positions du Vatican soient alignées sur les nôtres.

Pour Van Heuven, ces divergences résultent du fait que « [l]e Vatican a ses propres priorités, qui le conduisent à faire des déclarations et à prendre des mesures qui ne sont pas toujours compatibles avec nos politiques ». Il estime que « [...] les activités du Vatican sont compréhensibles et découlent naturellement de la position du pape en tant que guide spirituel du monde catholique ». On tient là d'ailleurs un des défauts majeurs de Washington, celui d'avoir parfois « oublié » qu'en traitant avec le Saint-Siège, il ne traitait pas avec un Etat comme les autres, mais bien avec une institution religieuse à dimension mondiale, dont les préoccupations, mais aussi les modes d'action et de pensée, étaient bien différents de ceux de ses interlocuteurs habituels.

Ceci étant dit, Van Heuven reconnaît que le Saint-Siège prend parfois des décisions qui profitent aux Etats-Unis, mais il a à cœur de souligner les conditions dans lesquelles elles sont prises : « Nous profitons du fait que ce pape très influent exprime souvent des opinions convergentes avec les nôtres, et le fasse indépendamment [...] », ce qui pour lui ne peut être que bénéfique pour les Etats-Unis. Encore faut-il que ces derniers soient conscients de la chose suivante :

Je pense qu'il nous faut aussi avoir conscience que les priorités du Vatican ne sont pas susceptibles d'être modifiées par de rapides interventions de notre part. Nous devons nous attendre à ce que le Vatican, s'il sera toujours intéressé par un échange général d'informations avec Washington sur un nombre important d'enjeux internationaux, ne nous apportera pas toujours nécessairement un soutien sur toutes les questions importantes à nos yeux. Je pense que cet état de fait est tout à notre intérêt. [...]. Nous risquons de mettre en péril cette situation favorable si nous cherchons à faire de cet ami puissant un quasi-allié (nous avons peu de chance que cela aboutisse de toute façon). Le Vatican résistera à notre étreinte<sup>60</sup>.

---

<sup>60</sup> Mémo, Martin Van Heuven à Rozanne Ridgway, "The Vatican and US Policy: Saturday Reading", November 25, 1985, box 2, folder 25, William A. Wilson Papers, SC, GUL. "There is a disposition in Washington to think that the Vatican is always on our side. [...] The notion is that the Pope embodies the core of Western values

Il semble que les Etats-Unis aient été troublés également par les dimensions apparemment contradictoires du pontificat de Jean-Paul II, avec un pape qui d'une part prône une discipline stricte comme seul moyen de sauver l'Eglise et résoudre les crises qu'elle traverse et qui, d'autre part, se fait l'apôtre de la justice sociale dans les pays riches et les pays pauvres, et qui critique les excès du capitalisme tout autant que la répression politique des régimes marxistes-léninistes<sup>61</sup>. Les Etats-Unis de Reagan semblent avoir retenu de la personnalité complexe de Jean-Paul II le seul anticommunisme. Dans la grille de pensée de beaucoup de membres de l'Administration Reagan, la notion de justice sociale est assimilable au socialisme et constitue à ce titre un principe incompatible avec l'anticommunisme de Jean-Paul II. C'est cette lecture réductrice de son action qui va entraîner incompréhensions et efforts acharnés de la part de Washington pour obtenir l'adhésion de Rome à certaines de ses politiques.

## *II. ii. Quand Washington cherche à convaincre Rome*

La parole du Saint-Siège va revêtir une importance non négligeable pour l'équipe Reagan, qui va chercher à l'influencer dans un sens favorable à ses intérêts. Les interventions du pape, qu'elles apportent une caution ou qu'elles constituent une condamnation implicite de la moralité des choix de l'Administration, sont considérées comme susceptibles de peser sur l'opinion publique américaine et mondiale, que les Etats-Unis ont déjà bien du mal à convaincre de la légitimité de ses politiques. De plus, l'Administration Reagan présente

---

which we claim as our own. It is therefore assumed the Vatican supports our policies. The White House, in particular, tends to assume the Vatican always backs us. Pope John Paul, with his anti-Soviet line and his reputation as a conservative seems particularly compatible with this administration. [...] The White House assumption leads to a sense of dismay whenever Vatican policies depart from ours, and has triggered strong—almost knee-jerk—Washington efforts to get Vatican views aligned with ours [...] the Vatican has its own agenda which leads it to statements and actions not always compatible with our policies. [...] I believe that the Vatican's activities are understandable and follow naturally from the position of the pope as the spiritual leader of the Catholic world. These cases do, however, constitute a useful reminder that automatic assumptions in Washington that the Vatican is always on our side are misplaced. I think we should also be aware that the Vatican's agenda is not likely to be adjusted by quick efforts on our part. We should expect that, while the Vatican will remain interested in a broad exchange of information with Washington on a wide range of world issues, this will not necessarily result in Vatican support of all issues we regard as important. This state of affair is, I submit, in our interest. We profit from the fact that this influential pope frequently expresses views convergent with our own—and does so independently [...]. We risk jeopardizing this happy situation if we undertake an effort (not likely to be successful, in any case) to transform this powerful friend into a quasi-ally. The Vatican will resist our embrace.”

<sup>61</sup> Szulc, *Pope John Paul II: The Biography*, p. 338. Szulc estime que les contradictions que d'aucuns semblent déceler dans l'attitude du pape n'est pas nouvelle au regard de la tradition de l'Eglise. Il rappelle que Léon XIII, le pape qui avait inauguré le concept moderne d'enseignement social de l'Eglise dans son encyclique de 1891 *Rerum novarum*, n'en considérait pas moins le libéralisme comme un « fléau mortel » et défendait l'autorité absolue des papes (p. 339).

souvent son action en matière de politique étrangère dans le cadre de la guerre froide comme une croisade contre le mal. Pour valider cette vision, il est important que les forces considérées comme des autorités morales de premier plan soient en accord avec son action (d'autant que certaines orientations du gouvernement américain font l'objet de vives critiques émanant d'acteurs politiques, associatifs, ou plus inquiétant encore, religieux, comme c'est le cas de la conférence des évêques catholiques). Comme l'a expliqué un assistant du premier secrétaire d'Etat, Alexander Haig, à Carl Bernstein :

[Le pape] était très populaire en Europe occidentale, dans les pays catholiques comme l'Italie et l'Espagne. Vous vous souvenez sans doute que nous souhaitions déployer de nouveaux missiles [Cruise et Pershing II] en Europe. Les évêques américains y étaient opposés, ils étaient aussi opposés au développement de l'arsenal militaire décidé par Reagan. Si [le pape] s'était levé un dimanche et avait décidé que c'était une mauvaise idée de placer des missiles en Italie, cela aurait porté un grave préjudice au déploiement des [missiles] INF<sup>62</sup>, on ne serait jamais parvenu au traité INF d'option zéro — qui est peut-être l'une des plus grandes réalisations de Reagan et Gorbatchev. Cela aurait constitué un revers stratégique majeur. Qui sait ce qui se serait produit à la fin de la guerre froide ? Il était donc un atout important, une personnalité très influente et nous le traitions en tant que tel<sup>63</sup>.

De plus, à ses débuts, l'Administration Reagan, convaincue qu'elle était de l'existence d'une alliance idéologique, va avoir la désagréable surprise de constater que le Saint-Siège n'est pas favorable à tous les aspects de sa politique visant à contrer la « menace marxiste ». Or, ce soutien est d'autant plus important que si les Etats-Unis revendiquent la supériorité morale dans la lutte qu'ils livrent à l'Union soviétique, cette dernière cherche elle aussi de plus en plus à parer son action d'une dimension morale en jouant la carte religieuse. La CIA relève que le Kremlin manipule certaines organisations religieuses internationales, aussi bien en Occident que dans le Tiers-Monde et met en avant certains thèmes religieux pour étayer sa politique étrangère. Elle déplore ainsi le fait que « certains chefs spirituels occidentaux et du Tiers-Monde, même s'ils ne se laissent pas convaincre des intentions pacifiques de l'Etat soviétique, finissent néanmoins par accepter que les grandes puissances et leurs alliés sont équivalents sur le plan moral, occultant de la sorte les différences fondamentales qui existent entre les sociétés démocratiques et les sociétés communistes/totalitaires<sup>64</sup> ». Moscou organise également des conférences pour la paix, auxquelles sont conviées des organisations religieuses, notamment occidentales. Il se sert d'ailleurs, pour renforcer cette position morale, de l'Eglise orthodoxe, que la CIA juge totalement noyauté par le Kremlin.

---

<sup>62</sup> Pour plus de détails sur les négociations INF sur les missiles de portée intermédiaire (*Intermediate-Range Nuclear Forces*), voir Strobe Talbot, *Deadly Gambits* (New York: Alfred A. Knopf, 1989) et Ronald POWASKI, *Return to Armageddon. The United States and the Nuclear Arms Race 1981-1999* (New York: Oxford University Press, 2000).

<sup>63</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 320.

<sup>64</sup> Draft Research Manuscript, "Soviet Religious Propaganda: Apparatus and Operations", February 1987, p. 2, CIA FOIA Electronic Reading Room, foia.cia.gov (consulté le 9 décembre 2009).

Le rôle du Vatican en tant que possible caution morale — ou dénonciateur de l'immoralité — des choix de l'Administration en matière de politique étrangère semble bien avoir été un des facteurs justifiant la nécessité pour les Etats-Unis d'établir des relations diplomatiques en bonne et due forme. Dans le dossier qu'il présente à l'occasion de la plainte déposée contre l'établissement de relations avec le Saint-Siège, le ministère de la Justice avance l'argument suivant : « Dans la mesure où les opinions du Saint-Siège commandent le respect et l'attention sur la scène mondiale, il est impératif que les positions et les intérêts des Etats-Unis soient communiqués et compris avant que le Saint-Siège ne formule et rende publiques ses positions<sup>65</sup> ». Cet argument sera également invoqué par William Wilson à l'occasion de son audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, le 2 février 1984, ainsi que par le sous-secrétaire d'Etat Kenneth Dam le 9 février devant la sous-commission des Finances de la Chambre<sup>66</sup>. Comme le rappelle Dennis Blair du Conseil national de sécurité au sujet de la mission de Wilson à Rome, alors que ce dernier n'est encore que représentant personnel :

[s]'il est important que l'envoyé personnel du Président tienne Washington informé de l'opinion du Vatican, il est tout aussi important qu'il explique au Vatican la politique américaine. Wilson devra mettre à profit ses contacts au Vatican pour en informer les responsables de la politique américaine dans des domaines essentiels, tels que la Pologne, les négociations INF, le Salvador, etc. Conscients que nous ne pouvons pas attendre un soutien public aux politiques américaines, dans la mesure où le Vatican ne fait pas de commentaires sur la politique des autres gouvernements, nous considérons néanmoins qu'il est important que nous ayons une entente et un soutien privé de la part du Vatican. S'il [Wilson] a du mal à se procurer des informations relatives à la politique américaine dans ces domaines clés, nous ferons en sorte qu'elles lui parviennent<sup>67</sup>.

D'ailleurs, Peter Murphy (chargé d'affaire puis ministre à l'ambassade américaine près le Saint-Siège de 1984 à 1989) estime dès 1985 qu'avoir des relations officialisées « a aidé les Etats-Unis à promouvoir ses objectifs de politique étrangère et leur a donné accès au réseau mondial d'information du Vatican. Maintenant que nous avons une ambassade, nous sommes en mesure de fournir des informations détaillées aux responsables du Vatican et leur demander de soutenir les positions américaines<sup>68</sup> ».

A cet effet, la présence d'un bureau de l'*United States Information Agency* (USIA) au Vatican, va s'avérer très utile. Placé sous la responsabilité de William Barnes, il établit des contacts avec les universités pontificales, dont trois quarts des étudiants sont originaires de pays du Tiers-Monde, et donne à des responsables de l'Eglise la possibilité de participer à

---

<sup>65</sup> Thomas J. Reese, "Diplomatic Relations with the Holy See", *America*, March 16, 1985, pp. 215-216.

<sup>66</sup> Wilson, Chapter IV, pp. 32-33.

<sup>67</sup> Mémo, Dennis Blair à William Clark, February 12, 1982, folder: Vatican 1983-1984 [9 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>68</sup> "US-Vatican Diplomacy Yields Benefits, Says Diplomat", *Church and State*, July-August 1985, pp. 18-19.

*l'International Visitor Program*, dont le but est de permettre à des personnalités influentes dans leur pays de se rendre aux Etats-Unis. L'agence fait également profiter l'ambassade de son savoir-faire. Selon Peter Murphy, « dès que nous essayions de promouvoir l'IDS [Initiative de défense stratégique] ou toute autre initiative majeure de l'Administration, nous comptons beaucoup sur son savoir-faire ». Elle assure également la liaison avec la radio et les différents organes de presse du Vatican. Murphy rapporte que Radio Vatican diffuse des programmes 24 heures sur 24 en soixante-cinq langues, ce qui en fait un des médias les plus influents au monde, et que « [...] notre collaboration [...] avec Radio Vatican était très étroite. Il nous arrivait d'utiliser leur réseau pour faire passer des messages dans différentes régions du monde [...] des messages de nature humanitaire qui ne pouvaient être diffusés d'aucune autre manière<sup>69</sup> ».

D'autre part, les liens renforcés avec le Saint-Siège sont également valorisés pour l'intérêt qu'ils revêtent sur le plan électoral. Ainsi, la visite de Laghi en août 1984 dans le ranch présidentiel de Santa Barbara apparaît tout autant comme un « coup de publicité » pour le Président que comme un sincère effort d'impliquer le Saint-Siège dans le processus polonais. A cet égard, l'instrumentalisation des relations avec le Saint-Siège à des fins électorales fait explicitement partie de la stratégie mise en place par la Maison-Blanche pour consolider et renforcer la proportion significative de cet électorat déjà remportée en 1980. Un document préparé en 1983 par le responsable des relations avec les groupes religieux à la Maison-Blanche, Morton Blackwell, en prévision des échéances de 1984, porte le titre évocateur de « General Plan of Appeals to Catholics » et il est contenu dans un fichier intitulé « Catholic Strategy » ! L'existence de bons rapports, du moins en apparence, avec le Vatican, y est jugée comme un facteur pouvant se révéler utile au candidat Reagan :

Les relations entre le gouvernement américain et le Vatican sont l'un des aspects les plus importants aux yeux des catholiques américains. Ainsi, la perception de l'existence de bonnes relations contribuera à attirer les catholiques vers le Parti républicain. A cette fin, des consultations fréquentes et visibles avec Rome sont nécessaires. Le Vatican pourra être mis à contribution sur plusieurs questions d'ordre national et international. Cependant, son rôle ne devra pas aller bien au-delà d'une simple consultation, de peur que les événements ne deviennent incontrôlables. Une autre façon d'alimenter une image positive serait d'avoir des contacts fréquents et visibles avec le délégué apostolique aux Etats-Unis. Enfin, il serait avantageux que le pape réalise d'autres voyages aux Etats-Unis<sup>70</sup>.

Ceci nous permet d'ailleurs de souligner une évolution majeure dans les rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège : alors que John Kennedy se sentait contraint de dissimuler le fait

---

<sup>69</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>70</sup> Mémo, "General Plan of Appeal to Catholics", folder: Catholic Strategy (3 of 3), box OA 12450, Morton Blackwell Files, RRL.



qu'il avait reçu un simple télégramme de félicitation de Jean XXIII, Reagan instrumentalise sans vergogne l'image de Jean-Paul II pour conquérir des électeurs !

Dans les questions ayant fait l'objet d'un dialogue entre le Saint-Siège et les Etats-Unis, on peut d'ores et déjà distinguer plusieurs cas de figure : ceux où, malgré leurs efforts, ces derniers ne parvinrent pas à obtenir gain de cause, les intérêts américains ne coïncidant pas avec ceux du Saint-Siège<sup>71</sup>, et ceux où le Saint-Siège a agi dans un sens qui a bénéficié à la politique américaine en raison d'intérêts parallèles. On peut également distinguer les domaines pour lesquels, malgré un vif intérêt et des efforts importants, le Saint-Siège n'est pas arrivé à sensibiliser les Etats-Unis et à obtenir d'eux une intervention. Ce sont ces différents cas de figure que nous allons maintenant passer en revue.

## **Chapitre 2. Quelques exemples d'une alliance loin d'être parfaite**

Nous allons nous intéresser tout d'abord au premier cas de figure évoqué précédemment. Il s'agit de ces pays et de ces situations pour lesquels les Etats-Unis, malgré de nombreux efforts visant à convaincre le Vatican d'apporter un soutien public ou d'éviter tout geste de sa part pouvant être interprété comme une condamnation, ne parvinrent pas à avoir gain de cause, le Saint-Siège suivant la voie que ses principes et ses objectifs lui dictaient, indépendamment des desiderata de Washington. Ces domaines sont nombreux, mais il convient d'en distinguer quelques exemples particulièrement illustratifs, le premier étant la question de la politique américaine de défense et la question du désarmement.

### **I. Les négociations de désarmement: *We're not equivalent — we're far superior to any totalitarian regime, and we should be darn proud of it***

#### *I. i. Les négociations de Genève : un « encouragement pontifical » dont les Etats-Unis pourraient se passer*

Les Etats-Unis vont prendre conscience assez tôt au cours du premier mandat de Ronald Reagan que, contrairement à ce qu'ils escomptaient, ils ne pourront pas toujours compter sur le soutien du Saint-Siège pour leurs initiatives visant à contrer la « menace communiste ». Les débuts de l'Administration ne présagent rien de bon en matière de

---

<sup>71</sup> Terme entendu dans un sens large, qui peut inclure la promotion de la paix et du désarmement, le sort des pays du Sud, ou la défense de l'Eglise à travers le monde.

désarmement. Le Président poursuit non seulement l'augmentation du budget de la défense amorcée par son prédécesseur, mais, alléguant un retard américain par rapport à l'Union soviétique, il l'intensifie, notamment pour ce qui concerne la part consacrée au développement de l'arsenal nucléaire. En octobre 1981, Ronald Reagan dévoile un plan de grande ampleur de modernisation de l'arsenal nucléaire, qui prévoit entre autres le lancement d'un nouveau missile stratégique, le MX, et le déploiement de nouveaux missiles à portée intermédiaire.

D'autre part, les propos frisant l'inconscience de certains membres de l'Administration provoquent une réelle inquiétude. T.K. Jones, sous-secrétaire adjoint en charge des questions nucléaires au ministère de la Défense, déclare à un journaliste du *Los Angeles Times* à l'automne 1981 qu'en cas de frappe nucléaire, les Américains n'auront qu'à « creuser un trou, le recouvrir avec deux portes et jeter un mètre de terre par-dessus, s'ils trouvent suffisamment de pelles », tout en prédisant que « tout le monde s'en sortira » et que l'attaque n'empêchera pas une reprise rapide de l'économie<sup>72</sup>. Le 16 octobre 1981, c'est Reagan en personne qui, interrogé sur l'éventualité d'une guerre nucléaire limitée en Europe, a la réponse suivante : « Je ne sais pas honnêtement [...] J'imagine qu'il pourrait y avoir un échange d'armes tactiques entre des troupes sur le terrain, sans que cela ait pour conséquence que les deux grandes puissances appuient sur le bouton<sup>73</sup> ». Ce genre de déclarations donne l'impression que l'Administration Reagan ne serait pas opposée au principe d'une guerre nucléaire limitée.

Le renforcement de l'arsenal nucléaire américain ne saurait être du goût du Vatican qui, depuis Pie XII, n'a de cesse de stigmatiser ces armes et les dangers qu'elles font peser sur la survie même de l'espèce humaine. Les Etats-Unis, sous la pression notamment de leurs alliés de l'OTAN, avaient accepté de reprendre, après un an d'interruption, des négociations avec les Soviétiques visant à limiter les armes nucléaires de portée intermédiaire basées en Europe, négociations qui devaient démarrer le 30 novembre 1981 à Genève<sup>74</sup>. Le 18 novembre, Ronald Reagan présente sa proposition d'une « option zéro », en vertu de laquelle les Etats-Unis et l'OTAN annuleraient le déploiement des missiles Pershing et de croisière en Europe occidentale à condition que Moscou retire les missiles SS20, SS4 et SS5, déjà

---

<sup>72</sup> Robert Scheer, *With Enough Shovels: Reagan, Bush and Nuclear War* (New York: Vintage Books, 1982), p. 18.

<sup>73</sup> Ronald Reagan, "Remarks and a Question and Answer Session at a Working Luncheon with Out-of-Town Editors", October 16, 1981, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/101681b.htm> (consulté le 12 décembre 2009).

<sup>74</sup> Cette initiative s'intègre dans la stratégie en deux parties décidée par l'OTAN en 1979. Il avait été décidé de placer des missiles de croisière et des Pershing II en Europe de l'Ouest pour rétablir la parité nucléaire et permettre une réponse flexible à des frappes soviétiques intermédiaires, tout en entamant dans le même temps des négociations avec les Soviétiques pour réduire la quantité de ces missiles.

déployés en Europe de l'Est<sup>75</sup>. Il expose également les grandes lignes de négociations visant à réduire les armes stratégiques.

Dans ce contexte, Jean-Paul II charge l'Académie pontificale des sciences de préparer un rapport sur les conséquences médicales d'une frappe nucléaire. Un peu plus tard, à la mi-novembre, des membres de l'Administration apprennent que le pape prépare une lettre pour Ronald Reagan et le dirigeant soviétique Léonid Brejnev, lettre dont le but est de les appeler à consentir des efforts sincères à la veille de la reprise des négociations. Ceci inquiète les Etats-Unis, qui souhaitent absolument éviter de recevoir une lettre les exhortant au même titre que Brejnev, lettre dont l'existence serait, sinon rendue publique par le Vatican, du moins certainement ébruitée par la presse, ce qui équivaldrait pour eux à être mis sur le même plan que l'Union soviétique<sup>76</sup>. Afin d'éviter cet envoi, le président Reagan écrit au pape le 20 novembre pour lui exposer sa politique, déclarant au pontife : « J'ai été très satisfait d'apprendre l'intérêt que vous portez aux prochaines négociations sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire. Je crois que personne ne partage autant que moi votre souhait d'une issue positive ». Dans ce courrier, tout en cherchant à rassurer le pape quant à leur préoccupation commune pour la paix, il indique que les Etats-Unis, confrontés aux intentions belliqueuses de l'Union soviétique, se doivent d'adopter une position de fermeté :

Nous sommes fermement convaincus qu'il est essentiel de maintenir l'équilibre militaire afin de dissuader toute agression et de rendre possible des négociations sérieuses. Nous sommes extrêmement inquiets de l'augmentation constante de la puissance militaire soviétique et de leur détermination à employer la force, comme en Afghanistan. Nous sommes déterminés à maintenir un équilibre des forces stable, mais nous espérons sincèrement que cet équilibre pourra être établi au niveau le plus faible possible<sup>77</sup>.

William Wilson, auquel il est demandé de transmettre la lettre, se voit faire la recommandation suivante, qui témoigne bien de l'inquiétude qui règne à Washington :

---

<sup>75</sup> Pour plus de détails sur la politique nucléaire des premières années de l'Administration Reagan, voir Strobe Talbott, *Deadly Gambits* (London : Pan Books, 1985).

<sup>76</sup> Ronald Reagan n'aura de cesse au cours de ses deux mandats de proclamer la supériorité morale des Etats-Unis dans le conflit qui les oppose à l'Union soviétique. En 1985 encore, il déclare : « Ne laissez personne vous dire que nous sommes équivalents à l'Union soviétique sur le plan moral [...]. Nous sommes supérieurs et non pas équivalents à tous les régimes totalitaires d'un point de vue moral, et nous devrions en être sacrément fiers », Ronald Reagan, "Remarks at a Fundraising Luncheon for Senator Don Nickles in Oklahoma City, Oklahoma", June 5, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/60585b.htm> (consulté le 29 novembre 2009).

<sup>77</sup> Câble, Alexander Haig à Vatican Office, "Proposed Letter from Pope to Presidents Reagan and Brezhnev", November 22, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [1 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL. "I was extremely pleased to learn of your interest in the upcoming negotiations on intermediate-range nuclear missiles. No one shares your hope for a productive outcome more than myself [...][w]e firmly believe that it is essential to maintain a military balance in order to deter aggression and to make possible serious negotiations. We are deeply concerned by the steady Soviet build-up of military power and their willingness to employ force as in Afghanistan. We are determined to maintain a stable balance of power; but it is our sincere hope that this balance can be established at the lowest possible level."

Lors de la remise de ce message, le bureau du Vatican devra utiliser les sujets de discussion suivants : – nous nous félicitons de l'intérêt du pape pour les négociations. – nous estimons qu'il serait trompeur d'insinuer de quelque manière que ce soit que les Etats-Unis et les Soviétiques sont également responsables de cette situation où pèse le danger d'une guerre nucléaire. – nous espérons que Sa Sainteté le pape prendra dûment cela en compte lorsqu'elle déterminera le moyen le plus approprié d'exprimer l'opinion de l'Eglise<sup>78</sup>.

Malgré la préoccupation clairement exprimée du côté américain, le Vatican fait livrer le 27 novembre 1981, au même moment, deux lettres identiques, l'une adressée au président Reagan, l'autre à Léonid Brejnev. Le pape y tient implicitement les deux gouvernements responsables de l'échec des négociations de désarmement jusqu'alors<sup>79</sup>. Le pape fait d'ailleurs référence à ces lettres lors de l'Angélus, le 29 novembre suivant, ce que redoutaient les Etats-Unis (Hornblow avait noté avec une certaine satisfaction dans le câble envoyé à Washington que le pape n'avait pas prévu d'en rendre le contenu public). Il annonce aux fidèles rassemblés place Saint-Pierre :

Demain, deux délégations, l'une des Etats-Unis et l'autre d'Union soviétique, débiteront à Genève des conversations pour débattre de la réduction des arsenaux nucléaires en Europe. A la veille d'une telle rencontre, j'ai envoyé aux plus hautes autorités de ces deux pays un message personnel pour témoigner de mon vif intérêt pour la réussite de ces conversations, vers lesquelles s'est tournée dans une attente pleine d'angoisse l'attention de millions d'hommes dans le monde. Outre des vœux de succès, je les ai encouragés afin que, par leurs efforts communs et leur bonne volonté, ils ne passent pas à côté de cette occasion de parvenir à un résultat susceptible de consolider l'espoir en un avenir sur lequel ne pèserait plus le spectre d'un éventuel conflit nucléaire<sup>80</sup>.

En outre, le pape a demandé dans sa lettre au Président que ce dernier veuille bien recevoir une délégation de l'Académie pontificale des sciences, afin qu'elle puisse lui présenter les conclusions de ses travaux sur les conséquences d'une guerre nucléaire. Le département d'Etat est assez réticent sur le principe d'une telle visite. Alexander Haig note ainsi que « concernant l'étude sur les dangers d'une guerre nucléaire, nous aimerions en savoir plus sur son contenu, à cause de l'impact qu'il pourrait avoir sur le soutien aux programmes de défense nécessaires en Occident pour maintenir l'équilibre militaire et fournir

---

<sup>78</sup> Câble, Alexander Haig à Vatican Office, "Proposed Letter from Pope to Presidents Reagan and Brezhnev", November 22, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [1 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>79</sup> Câble, Vatican Office (Michael Hornblow) à Secretary of State, November 27, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [1 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL. C'est Michael Hornblow, l'assistant de Wilson à Rome, qui annonce le 27 novembre qu'une lettre datée du 25 novembre et signée de la main de Jean-Paul II lui a été remise par Mgr Silvestrini, le « ministre des affaires étrangères », ce même jour, tout en précisant qu'« une lettre identique en italien du pape au président Brejnev a été remise à l'ambassadeur soviétique en Italie par le cardinal Casaroli.

<sup>80</sup> Jean-Paul II, Angélus, 29 novembre 1981, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/angelus/1981/documents/hf\\_jp-ii\\_ang\\_19811129\\_sp.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/angelus/1981/documents/hf_jp-ii_ang_19811129_sp.html) (consulté le 13 février 2010).

aux Soviétiques une incitation au contrôle des armements<sup>81</sup> ». James W. Nance, conseiller spécial adjoint à la sécurité, explique donc au président Reagan :

Nous estimons que la décision de recevoir la délégation de l'Académie doit dépendre du contenu de l'étude en question, dans la mesure où il est prévu qu'une délégation semblable rende visite à Brejnev. Nous voulons éviter toute insinuation selon laquelle l'Union soviétique et les Etats-Unis doivent être considérés comme équivalents dans la campagne antinucléaire du Vatican<sup>82</sup>.

Le Vatican a pris soin de faire savoir aux Etats-Unis que l'Union soviétique accueillerait, elle, la délégation. Washington demande un résumé du rapport, ce que le Saint-Siège, en la personne de Mgr Silvestrini, s'engage à lui procurer au plus tard le 4 décembre<sup>83</sup>.

La délégation de l'Académie pontificale est finalement reçue par Reagan le 14 décembre 1981. Ses conclusions sont sans appel : le seul espoir réside dans la prévention de tout conflit nucléaire, car contrairement à ce que l'on a pu laisser entendre, les médecins ne pourraient rien faire en cas de guerre nucléaire, même limitée, car les radiations se propageraient partout. Leur intervention sonne comme une mise en garde contre tout discours évoquant la possibilité d'une frappe limitée et une critique à peine voilée des dirigeants mondiaux, dont Reagan. La délégation déclare ainsi au Président :

Nos connaissances et notre réputation en tant que médecins et scientifiques ne nous permettent certes pas de parler avec autorité des questions de sécurité. Cependant, si les dirigeants politiques et militaires ont fondé leurs prévisions stratégiques concernant les aspects médicaux d'une guerre nucléaire sur des hypothèses erronées, nous estimons avoir une responsabilité. En demeurant silencieux, nous risquons de nous trahir et de trahir la civilisation même<sup>84</sup>.

Quant au chef de la délégation, Victor Weisskopf, il déclare au Président au sujet des conséquences d'un recours aux armes nucléaires sur la survie de l'humanité que « bien que le plupart de ces conséquences puissent sembler évidentes, on a l'impression que tous n'en sont pas également conscients<sup>85</sup> ».

Les scientifiques de l'Académie préconisent la réduction, puis l'élimination des armes nucléaires, eu égard au risque d'accidents qu'entraîne leur simple possession. La réponse de Reagan (consignée par écrit par l'un de ses conseillers présent lors de la réunion) semble avoir été de refuser toute discussion et de s'en tenir au principe défendu depuis le début de son mandat, celui de la nécessité de négocier en position de force. Il déclare ainsi aux

---

<sup>81</sup> Câble, Alexander Haig à Vatican Office, November 20, 1981, folder The Vatican: Pope John Paul II Cables [1 of 2], box 41; NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>82</sup> Mémo, James W. Nance à Ronald Reagan, December 4, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8100301-8106715), box 41, Executive Secretariat: NSC, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>83</sup> Câble, Michael Hornblow à Secretary of State, November 27, 1981, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [1 of 2], box 41, Executive Secretariat: NSC, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>84</sup> News Brief, "For Immediate Release", folder: Vatican [7 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL. o

<sup>85</sup> "Statement by Victor F. Weisskopf to President Ronald Reagan", December 14, 1981, folder: Vatican [7 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

représentants de l'Académie : « Vous me trouverez peut-être belliqueux, mais je suis convaincu que tant que les Soviétiques ne sauront pas que l'on peut dépasser leurs capacités, ils ne s'assiéront pas à la table des négociations avec nous<sup>86</sup> ». Le *New York Times* a d'ailleurs rendu compte de la réception pour le moins cavalière réservée par Reagan aux membres de la délégation :

En 1981, l'Académie a réalisé une étude sur les conséquences médicales d'une guerre nucléaire, après quoi le pape a envoyé des délégations composées de membres de l'Académie auprès des dirigeants britanniques, français, soviétiques et américains. Les délégations ont rapporté avoir été reçues cordialement et avoir eu des discussions de fond avec le Premier ministre britannique Margaret Thatcher et le dirigeant soviétique de l'époque, Léonid Brejnev, mais n'avoir été reçus que debout et pendant vingt minutes par le président Reagan<sup>87</sup>.

Par ailleurs, Reagan a noté dans son journal : « 14 décembre 1981 : aujourd'hui, rencontre avec quatre professeurs — l'équipe d'étude du pape sur la guerre nucléaire. Leur conclusion : il ne faut pas qu'il y en ait<sup>88</sup> ». De plus, la Maison-Blanche va mettre près de deux mois pour répondre à la lettre du pape du 25 novembre, alors qu'au même moment les échanges au sujet de la Pologne sont très fréquents, ce qui constitue sans doute un signe de sa gêne quant à l'attitude du Saint-Siège. Dans une note à William Clark, Dennis Blair du Conseil national de sécurité remarque que « les messages volent entre la Maison-Blanche et le Saint-Siège au sujet de la Pologne », mais que pour autant, « nous n'avons pas encore accusé réception de l'étude sur la guerre nucléaire que le pape nous a envoyée le mois dernier<sup>89</sup> ». Le Président écrit finalement au pape le 14 janvier 1982, soit un mois et demi après l'ouverture des négociations de Genève ! Dans cette lettre, il commence par rappeler à Jean-Paul II leur étroite collaboration sur la Pologne : « Au cours des dernières semaines, nous nous sommes consultés fréquemment au sujet des événements polonais par l'intermédiaire de messages, d'appels téléphoniques et de nos représentants diplomatiques [...] ». Il se présente ensuite comme un partenaire du pape dans sa mission de paix : « Je partage pleinement votre effroi quant aux conséquences catastrophiques d'un conflit nucléaire, la "dernière épidémie de l'humanité". Je suis déterminé à prévenir une telle catastrophe. Vos paroles d'encouragement ont été les bienvenues alors que nous débutions les négociations avec l'Union soviétique à Genève<sup>90</sup> ».

---

<sup>86</sup> Notes manuscrites, folder: Vatican [7 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>87</sup> Philip M. Boffey, "Once-Hostile Vatican Forges Close Links with Scientists", *New York Times*, November 14, 1983, p. A1.

<sup>88</sup> Reagan, *The Reagan Diaries Unabridged* (Volume I), p. 94.

<sup>89</sup> Mémo, Dennis Blair à William Clark, "Letter to the Pope on Nuclear War", January 5, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8100301-8106715), box 41, Executive Secretariat: NSC, Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>90</sup> Câble, Secretary of State à Vatican Office, "Reply to Pope's Letter on Nuclear War", January 16, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8100301 8106715) box 41, NSC, Executive Secretariat: PA, Head of State File,

Cet épisode, survenu relativement tôt au cours de la présidence Reagan, est assez représentatif d'une des facettes des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Ce dernier, quand il défend des principes ou des intérêts qui lui sont chers, va agir en conséquence, même si cela doit incommoder les Etats-Unis. Certes, le Vatican a plus d'affinité avec le monde occidental qu'avec le bloc soviétique, mais s'il veut promouvoir efficacement le désarmement et faire en sorte que sa voix soit entendue dans le cadre des négociations, voire qu'il y assure une médiation (ce qu'il envisagera à plusieurs reprises, comme nous aurons l'occasion de le voir *infra*), il se doit d'adhérer à une neutralité des plus strictes. D'autre part, la politique américaine de défense laisse beaucoup à désirer quand on la compare aux exigences du Saint-Siège.

### *I. ii. L'exhortation au désarmement, une constante dans les rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège*

Jean-Paul II va poursuivre ses exhortations à procéder à un désarmement mutuel, malgré les appels de l'Administration et il va continuer à mettre ces derniers en garde contre la tentation de faire des déclarations entretenant l'idée d'une guerre nucléaire susceptible d'être remportée par les Etats-Unis. Ainsi, lorsqu'en mars 1982, l'Administration Reagan rend publiques les dispositions prises pour la période suivant une éventuelle frappe nucléaire (y compris les dispositions pour assurer la livraison du courrier !), le pape fustige « des propos tenus récemment sur la possibilité de remporter, ou même de survivre à une guerre nucléaire » qui contredisent de manière patente les conclusions de l'étude qu'il avait commandée en 1981 à l'Académie des sciences. Animé d'une profonde angoisse, il écrit à nouveau à Reagan et Brejnev pour les conjurer de réaliser de véritables avancées lors des négociations qui se déroulent à Genève<sup>91</sup>. Ces dernières échouent une fois de plus. Début 1982, Brejnev avait proposé une réduction de deux tiers des armes de portée intermédiaire en Europe d'ici à 1990, offre refusée par les Etats-Unis le 10 février. Le 16 mars, l'Union soviétique annonce qu'elle suspend le déploiement de nouvelles armes nucléaires en Russie et menace les Etats-Unis de représailles s'ils installent de nouveaux missiles intermédiaires en Europe occidentale.

---

RRL. C'est le professeur Jérôme Lejeune qui est chargé d'aller remettre les conclusions de l'Académie à Léonid Brejnev. Au moment de monter dans l'avion pour Moscou, il apprend que l'état de guerre a été déclaré en Pologne. Le Kremlin va savamment instrumentaliser cette visite, la *Pravda* y consacrant sa une, tandis que le journal télévisé début par un reportage de pas moins de quatre minutes sur le sujet (Eric Lebec, *Histoire secrète de la diplomatie vaticane* [Paris : Albin Michel, 1997], pp. 264-265)

<sup>91</sup> Kwitny, *Man of the Century*, p. 407.

Afin de se prémunir d'éventuelles critiques, voire de condamnations de la part du Saint-Siège quant à leur position, les Etats-Unis s'efforcent d'expliquer la philosophie qui sous-tend leurs choix. Il s'agit notamment de faire comprendre au Saint-Siège la dangerosité des campagnes prônant, en cas d'absence de bonne volonté soviétique, un arrêt unilatéral de la production, des essais et du déploiement d'armes nucléaires aux Etats-Unis uniquement (comme le défendaient les tenants d'un « gel nucléaire », mouvement pacifiste très populaire aux Etats-Unis à cette époque), ce qui sonne également comme un appel au Saint-Siège à ne pas émettre ce genre de signal. Ainsi, fin juillet 1982, alors qu'il s'apprête à rencontrer Mgr Casaroli à l'occasion des célébrations du centenaire des Chevaliers de Colomb, le président Reagan se voit recommander d'expliquer au cardinal que « les Etats-Unis ont pour objectif des réductions à des niveaux inférieurs des catégories les plus menaçantes d'armes nucléaires », mais que « les campagnes de désarmement visant seulement l'Ouest profitent aux Soviétiques ». Il se voit également recommander d'ajouter que « nous avons besoin d'aide pour maintenir la pression sur l'Est<sup>92</sup> ». Les responsables américains, aussi bien Caspar Weinberger, George Shultz, George Bush que l'ambassadeur Rowny, le négociateur des accords de réduction des armes nucléaires stratégique (START), se succèdent à Rome afin de transmettre ce message<sup>93</sup>.

En mars 1983, les Etats-Unis proposent un accord intérimaire, selon lequel l'OTAN réduirait le déploiement, prévu à partir de décembre 1983, de missiles de portée intermédiaire à condition que les Soviétiques réduisent le nombre de missiles de cette catégorie déjà déployés à des niveaux semblables. En septembre 1983, les négociations officielles reprennent, tandis qu'en octobre, le président Reagan annonce que les Etats-Unis proposeront, dans le cadre de négociation START, le non-renouvellement de toutes les armes stratégiques déjà existantes. Le 15 novembre, les Etats-Unis proposent un plafond commun de 420 missiles de portée intermédiaire. L'Union soviétique quitte la table des négociations le 23, alors que les premiers missiles Pershing II et de croisière commencent à être installés en Europe. Quant aux négociations START, les Soviétiques refusent de fixer une date pour la reprise des discussions après le cinquième cycle de négociations, en décembre 1983.

Inquiet de la tournure prise par les négociations, Jean-Paul II, fin octobre déjà, avait lancé un appel au président Reagan. Wilson, qui a reçu le message, rapporte que « le cardinal Casaroli a dit qu'un message semblable avait été envoyé au président Andropov par

---

<sup>92</sup> Mémo, Dennis Blair à Jim Rentschler, July 9, 1982, folder: Vatican 1983-1984 [5 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>93</sup> Mémo, William F. Martin à Nicholas Platt, "European Travel of Ambassador Rowny", July 23, 1985, folder: Vatican 1985 (2 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.



l'intermédiaire de l'ambassadeur soviétique et que le pape ferait référence à ces messages en public lors de son discours du samedi 29 octobre à la séance finale du synode des évêques. Pour autant, le cardinal « a ajouté que le Saint-Siège était conscient de la position américaine sur les négociations de réduction des armements mais que son appel se devait d'être impartial ». Wilson ajoute que le cardinal a clairement laissé sous-entendre que « la lettre était essentiellement adressée aux Soviétiques [...]. Il espère qu'elle sera perçue comme telle<sup>94</sup> ».

Même si le Saint-Siège met les formes et essaie de faire comprendre qu'il ne considère pas dans ce cas précis les Etats-Unis comme responsables de l'échec temporaire des négociations, il se doit, en sa qualité de puissance neutre susceptible de jouer un rôle de médiation, de rester le plus impartial possible, n'en déplaise à Washington. Ces derniers sont en effet gênés par l'envoi de ce message et le fait qu'il soit rendu public. Une réponse du Président est préparée à la lettre du pape, ainsi que des points pour la presse, dont le but est de donner l'image d'un Président engagé pour la promotion de la paix. A la question de savoir si Reagan a répondu au message de Jean-Paul II, il est prévu de répondre que « le Président prend en compte l'appel du pape au dialogue et à la poursuite des négociations de contrôle des armements ; la réaction du Président est positive, elle souligne sa détermination personnelle à obtenir un accord équitable et durable le plus rapidement possible et à poursuivre les négociations aussi longtemps que nécessaire<sup>95</sup> ».

Après la suspension des négociations, le pape ne cache plus son inquiétude et lance un vibrant appel aux Etats-Unis et à l'Union soviétique. Dans son discours au corps diplomatique, quelques jours seulement après l'établissement officiel de relations diplomatiques avec les Etats-Unis, il déclare :

La tension est donc réelle à ce niveau et lourde de menaces ; elle a surtout un arrière-fond idéologique. C'est un fait que les peuples concernés se sentent inquiets, voire angoissés. Nous en recevons constamment le témoignage à travers notamment les divers évêchés, et le Saint-Siège s'estime un devoir de l'exprimer, non pour accroître la peur, mais pour mieux garantir la paix. C'est pourquoi je suis moi-même intervenu récemment pour qu'on reprenne les négociations sur la réduction des armements nucléaires. Il n'y a pas une journée à perdre, nous sommes convaincus qu'il y a là un grave devoir pour toutes les parties concernées, et si quelqu'un voulait se soustraire à la nécessité de telles négociations, il encourrait une grande responsabilité devant l'humanité et devant l'histoire<sup>96</sup>.

---

<sup>94</sup> Câble, William Wilson à Department of State, October 27, 1983, folder: The Vatican: Pope John Paul II Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>95</sup> Câble, Secretary of State à Vatican Office, "Response to Message from the Pope", October 29, 1983, folder The Vatican: Pope John Paul II Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>96</sup> « Discours du pape Jean-Paul II au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège », 14 janvier 1984, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1984/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19840114\\_corpo-diplomatico\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1984/january/documents/hf_jp-ii_spe_19840114_corpo-diplomatico_fr.html) (consulté le 13 février 2010).

Au vice-président Bush, il fait savoir qu'il souhaite voir les deux parties adopter « un ton moins enflammé » entre les deux grands. Bush rapporte qu'« il [le pape] souhaitait avant tout une baisse des tensions<sup>97</sup> ».

Jean-Paul II se félicite publiquement quand le processus semble prendre un tour plus engageant. Ainsi, dans son message au corps diplomatique du 12 janvier 1985, il mentionne avec satisfaction la décision prise par les ministres des Affaires étrangères Shultz et Gromyko la semaine précédente de fixer un calendrier pour des négociations portant sur les armes stratégiques, les missiles de portée intermédiaire et l'espace :

Je veux également citer comme autre signe positif l'ouverture, ces jours-ci à Genève, de conversations entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, sur la limitation des armements nucléaires. Il était bien nécessaire en effet que le dialogue trop longtemps gelé reprenne sur une question aussi vitale. Après cette première rencontre, il semble qu'on puisse ressentir un prudent optimisme. Dieu veuille que les véritables négociations, qui seront sans doute laborieuses, confirment les prévisions favorables ! Tout le monde a les yeux fixés sur les rapports entre ces deux grandes puissances, à cause de leur potentiel économique et militaire hors pair, et donc de leurs responsabilités énormes, dans le domaine nucléaire qui affecte le sort de l'humanité, mais aussi en bien d'autres domaines politiques ou moraux<sup>98</sup>.

D'autre part, le pape semble critiquer les États-Unis aussi bien que l'Union soviétique, (comme le souligne un journaliste du *Boston Globe*<sup>99</sup>), quand il déclare :

Comment parler du droit à l'indépendance comme du b.a.ba. des principes réglant les rapports internationaux si on intervient de l'extérieur pour susciter et appuyer des forces subversives dans un autre pays, soit de façon indirecte, soit même de façon directe, par la force, et cela contre le vœu de la majorité de la population ? Et on pourrait en dire autant lorsqu'un pays a pratiquement imposé à un autre un régime et son appareil gouvernemental<sup>100</sup>.

Le Saint-Siège va proposer à plusieurs reprises de jouer un rôle de médiation entre les États-Unis et l'Union soviétique, notamment quand le dialogue semble dans l'impasse. Le 22 novembre 1983, alors que les négociations de Genève sur les missiles de portée intermédiaire sont dans l'impasse (l'Union soviétique quittera la table des négociations le 23), Mgr Casaroli est en visite à Washington. De retour à Rome, il fait savoir au bureau du représentant personnel que « le Saint-Siège est disponible pour assurer une médiation entre les États-Unis et l'Union soviétique<sup>101</sup> ». La presse rapporte quelques jours plus tard que Casaroli a déclaré

---

<sup>97</sup> Câble, George Bush à Ronald Reagan, "The Vice President Visit with His Holiness Pope John Paul II", February 15, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8490136-8490538), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>98</sup> « Discours du pape Jean-Paul II pour les vœux au corps diplomatique », 12 janvier 1985, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1985/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19850112\\_corpo-diplomatico\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1985/january/documents/hf_jp-ii_spe_19850112_corpo-diplomatico_fr.html) (consulté le 13 décembre 2009).

<sup>99</sup> Charles Ridley, "Pope Hails US-Soviet Arms Talk", *UPI*, January 12, 1985, LexisNexis (consulté le 17 mai 2007).

<sup>100</sup> « Discours du pape Jean-Paul II pour les vœux au corps diplomatique », 12 janvier 1985, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1985/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19850112\\_corpo-diplomatico\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1985/january/documents/hf_jp-ii_spe_19850112_corpo-diplomatico_fr.html) (consulté le 13 décembre 2009).

<sup>101</sup> Téléx, Donald Planty à William Wilson, November 25, 1983, box 3 folder 12, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

que le Vatican pourrait « rapprocher [...] les positions et clarifier les malentendus » entre les deux grands. Le secrétaire d'Etat catholique met en avant le fait que « malgré son extrême faiblesse dans les domaines politiques et militaires, le Vatican “jouit d'un grand prestige moral qui rend le dialogue possible”<sup>102</sup> ». Le pape en personne, sans doute découragé par la lenteur et les ratés du processus, a évoqué pour la première fois lors de son discours de fin d'année devant le Collège des cardinaux la possibilité que le Vatican joue, si on lui en faisait la demande, un rôle plus actif : « L'Eglise ne cessera pas de proposer loyalement sa collaboration, même dans les affaires internationales, afin que les points névralgiques de tension et de haine puissent être éteints<sup>103</sup> ». Le *Boston Globe* rapporte par ailleurs que Mgr Casaroli affirme avoir contribué à convaincre les deux pays de passer outre l'échec de Genève de novembre 1983<sup>104</sup>. Mgr Silvestrini, lors d'une réunion sur la sécurité et le désarmement à Stockholm en janvier 1984, affirme que le Vatican pourrait jouer un rôle utile étant donné le fait que « les voies normales de communication bilatérale sont devenues plus limitées, ou en tout cas moins crédibles<sup>105</sup> ».

Aucune suite n'a été donnée à ces offres plus ou moins directes de médiation. On se souvient de l'accueil réservé par Washington aux tentatives de Paul VI en ce sens lors de la guerre du Vietnam : il est impossible pour les Etats-Unis d'envisager une médiation, qui reviendrait implicitement à reconnaître que leur position est similaire à celle de Moscou et à laisser une puissance extérieure le soin de les départager et de rendre des arbitrages. Les insinuations d'équivalence morale que véhiculerait aux yeux de l'opinion mondiale ce genre d'intervention les rendent inacceptables aux yeux de l'Administration Reagan.

Les documents d'archives dont nous disposons ne nous permettent pas de retracer en détail l'historique des relations au moment du tournant que constitua l'arrivée du nouveau secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin, en mars 1985. Tout juste sait-on que Washington et Rome se consultèrent sur la question de savoir à quel homme ils avaient affaire (Laghi proposant de mettre à l'ordre du jour d'une réunion en 1987 la question suivante : « Qui est Gorbatchev ? », « What is Gorbatchev ? »). En outre, les Etats-Unis vont suivre de très près la possibilité d'un voyage pontifical à Moscou et d'une audience du secrétaire général à Rome. L'année 1987 en particulier foisonne de telles rumeurs. En octobre 1987, Rome fait discrètement savoir à Washington que « le pape est enclin à recevoir

---

<sup>102</sup> Henry Kamm, “Vatican Seeks to Mediate US and Soviet Rift”, *New York Times*, December 5, 1983, p. A3.

<sup>103</sup> Sari Gilbert, “Vatican Eyes Role as Mediator in Talks between Soviets, US”, *Boston Globe*, February 26, 1984, NewsBank (consulté le 7 mai 2007).

<sup>104</sup> Gilbert, “Vatican Eyes Role as Mediator in Talks between Soviets, US”.

<sup>105</sup> Gilbert, “Vatican Eyes Role as Mediator in Talks between Soviets, US”.

Gorbatchev<sup>106</sup> ». Quant à un voyage en Union soviétique, il s'agit d'une question très délicate, dans la mesure où le pape souhaite absolument se rendre en Ukraine, où les uniates, des catholiques de rite oriental, ont été victimes d'une répression sévère (leur église étant incorporée de force à l'Eglise orthodoxe), ce qui risque de constituer un point d'achoppement avec Moscou, sans parler de l'hostilité séculaire de l'Eglise orthodoxe envers Rome. Quoiqu'il en soit, Washington commente, en fin connaisseur, que « les Soviétiques se serviraient de la visite du pape en URSS, si elle devait se produire, comme d'une formidable opportunité pour profiter de l'autorité morale de Jean-Paul II et consolider [leur] programme international pacifiste [...], même au risque d'encourager la ferveur religieuse et nationale en URSS<sup>107</sup> ».

On peut tout de même constater que c'est en quelque sorte Reagan qui s'est rapproché des positions de Jean-Paul II, même si l'on ne saurait en aucun cas affirmer que cela ait été sous l'influence de ce dernier. Bien qu'il ait présidé à une augmentation importante du budget de défense et à un renforcement de l'arsenal nucléaire, Reagan abhorrait le principe qui sous-tendait tout l'édifice de défense du pays, celui d'une destruction mutuelle assurée (MAD), qu'il jugeait absurde et criminel<sup>108</sup>. Dès la fin de son premier mandat, il adopte une attitude beaucoup moins belliqueuse à l'égard de Moscou. Aux antipodes des déclarations sur l'« empire du mal », le président américain déclare le 6 juin 1984 en Normandie qu'« aucune réconciliation ne serait mieux être accueillie par notre pays qu'une réconciliation avec l'URSS afin qu'ensemble, nous puissions diminuer les risques d'une guerre, présente ou

---

<sup>106</sup> Câble, Secretary of State à Embassy Vatican, “Gorbachev to Visit the Pope”, October 7, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>107</sup> Câble, “USSR-Vatican: Status of Relations”, February 13, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL. Jean-Paul II caressait l'idée de se rendre en Union soviétique à l'occasion des célébrations du millénaire de la chrétienté en Russie, en 1989. Si Jean-Paul II ne se rendra jamais en Union soviétique (il sera représenté aux festivités par deux délégations, dont l'une conduite par Mgr Casaroli), ni même en Russie (eu égard aux tensions avec l'Eglise orthodoxe), Gorbatchev sera reçu en audience à Rome le 1<sup>er</sup> décembre 1989. D'après Thomas Melady, ambassadeur des Etats-Unis près le Saint-Siège de 1989 à 1993, Jean-Paul II aurait au cours de cette audience exhorté Gorbatchev à adopter une législation protégeant la liberté de conscience, ce que le premier secrétaire se serait engagé à faire. Le pape aurait appelé également le dirigeant soviétique à œuvrer à un rapprochement avec les Etats-Unis. Pour sa part, Gorbatchev aurait signalé son souhait de voir des relations diplomatiques établies entre Rome et Moscou et aurait invité le pape à se rendre en Union soviétique, ce à quoi le pape aurait répondu que tout cela deviendrait envisageable dès que des changements concrets et visibles y seraient intervenus. Le pape aurait néanmoins félicité Gorbatchev pour les changements déjà effectués. Si l'on en croit le diplomate américain, Washington était impatient de connaître l'impression qu'avait laissée son interlocuteur soviétique au pape, d'autant que le président Bush et son secrétaire d'Etat James Baker devaient rencontrer Gorbatchev deux jours plus tard à Malte. Melady fut en mesure d'informer Washington que « la rencontre entre le pape et le dirigeant soviétique avait été une grande réussite et que le pape et ses plus hauts collaborateurs estimaient que Gorbatchev était fermement déterminé à faire évoluer l'Union soviétique. De plus, il était clair que le pape pensait que l'on pouvait faire confiance à Gorbatchev ». (Melady, *The Ambassador's Story*, pp. 16-17).

<sup>108</sup> Il aurait également été bouleversé par le visionnage d'un téléfilm intitulé *The Day After* diffusé par la chaîne ABC en 1983 et dans lequel étaient mis en scène une guerre nucléaire et ses effets sur les habitants d'une petite ville du Kansas.

future<sup>109</sup> ». En 1985, il déclare à la BBC que les Etats-Unis ne cherchent plus à modifier le système soviétique. Il signe au même moment une directive dans laquelle il concède que l'influence que les Etats-Unis peuvent exercer sur les affaires de ce pays est très limitée, ce qui marque un très net rapprochement de la position de Jean-Paul II évoqué *supra*<sup>110</sup>. Il s'agit désormais de trouver le *modus vivendi* le plus satisfaisant possible. Il semble donc que ses instincts aient fini par l'emporter, conduisant Reagan à obtenir en 1987 un traité — connu sous le nom de traité INF — pour supprimer des arsenaux soviétiques et américains toutes les armes nucléaires de portée intermédiaire, tout en ayant jeté les bases du traité de réduction des armes stratégiques — connu sous le nom START — qui sera signé par son successeur en 1991.

## II. Le Saint-Siège et Israël : le lobbying américain en faveur de relations diplomatiques

### II. i. L'attitude du Vatican à l'égard de l'Etat d'Israël : une politique établie de longue date

Tout comme ses prédécesseurs, Jean-Paul II est extrêmement préoccupé par la situation au Moyen-Orient, notamment par le conflit israélo-palestinien. Depuis la création de l'Etat d'Israël, le Saint-Siège a choisi de ne pas établir de relations diplomatiques. Il est indéniable que l'Eglise catholique reconnaît son existence *de facto* (les papes communiquent avec les responsables hébreux et les reçoivent en audience lors de leurs passages à Rome. Ainsi Paul VI reçut-il Golda Meir en 1973). D'autre part, elle reconnaît le droit des Israéliens à vivre en paix sur leur territoire. Enfin, le concile Vatican II a ouvert la voie à des relations plus apaisées avec le peuple juif par le biais de la déclaration *Nostra Aetate* de 1965 sur les relations avec les confessions non chrétiennes (même si le Saint-Siège s'était empressé de préciser à l'époque qu'il n'y avait dans ce texte aucune dimension politique).

Cependant, plusieurs raisons poussent le Saint-Siège à ne pas avoir de représentant auprès de l'Etat hébreu. Tout d'abord, le statut de Jérusalem, berceau du christianisme, mais aussi capitale revendiquée d'Israël, pose problème. Dès la création de l'Etat juif, Rome demande un régime international pour la ville, ainsi que pour les autres lieux saints. Il est en désaccord avec la revendication de l'Etat hébreu, qui souhaite faire de Jérusalem sa capitale. Avec la guerre des Six Jours, la question du statut de Jérusalem redevient centrale pour le Saint-Siège. Paul VI demande un statut international, c'est-à-dire non plus une

---

<sup>109</sup> Melandri, *Reagan, une biographie totale*, p. 353.

<sup>110</sup> Melandri, *Reagan, une biographie totale*, p. 392.

internationalisation, mais des garanties quant aux lieux saints et au caractère sacré de la ville, car Rome souhaite y maintenir une présence chrétienne forte.

Une autre raison invoquée par Rome pour justifier l'absence de relations diplomatiques avec Israël est le fait que le Saint-Siège a pour tradition de n'établir de relations diplomatiques qu'avec des Etats dont les frontières sont définitivement arrêtées et ne font pas l'objet de conflits. Or, les Nations unies exhortent Israël depuis novembre 1967 par la résolution 242 du Conseil de sécurité à un retrait des territoires occupés. Le Saint-Siège souhaite également qu'une solution satisfaisante soit trouvée à la question du sort des réfugiés palestiniens. Dans son discours aux Nations unies du 2 octobre 1979, Jean-Paul II a insisté sur la nécessité d'une paix globale impliquant la reconnaissance des droits de tous et une juste solution au problème palestinien<sup>111</sup>. Il n'est pas différent en cela de Paul VI, lui-même très préoccupé par le sort des Palestiniens, aussi bien ceux des territoires occupés que des réfugiés vivant dans les pays limitrophes<sup>112</sup>. Enfin, le Saint-Siège craint d'une part qu'en reconnaissant Israël, il perde toute possibilité d'assurer une médiation dans le conflit israélo-palestinien et, d'autre part, que les dirigeants et la rue arabes fassent payer cette décision aux minorités chrétiennes de la région<sup>113</sup>. Frank Shakespeare, l'ambassadeur américain près le Saint-Siège, estime également en 1987 que le Vatican a un fort préjugé pro-palestinien, notamment sous l'influence de John Nolan, président de la Mission pontificale pour la Palestine et de l'Association catholique pour l'aide à l'Orient<sup>114</sup>.

L'Administration Reagan ne contribuera à aucune avancée dans le processus de paix israélo-palestinien. Elle voit les tensions dans la région, une fois de plus, à travers le prisme du conflit entre les blocs et cherche à ses débuts à constituer, en vain, un « consensus stratégique » entre les pays arabes et Israël pour empêcher l'Union soviétique d'étendre son influence dans la région. D'autre part, le « plan Reagan » pour résoudre le conflit israélo-palestinien se soldera par un échec. Si les relations de l'Administration avec Israël ne sont pas toujours idylliques (la crise au sujet de la vente d'AWACS à l'Arabie saoudite en est un exemple), elle apporte tout de même son soutien à l'Etat hébreu. D'autre part, Washington du temps de Reagan est violemment opposé à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qu'il considère exclusivement comme une organisation terroriste. L'Administration Reagan

---

<sup>111</sup> Henry Laurens, « Le Vatican et la question de la Palestine » in Hélène Carrère d'Encausse et Philippe Levillain (dir.), *Nations et Saint-Siège au 20<sup>e</sup> siècle* (Paris : Fayard, 2000), pp. 303-342.

<sup>112</sup> Pour autant, les contacts entre Israël et Jean-Paul II sont loin d'être inexistantes. Ils transitent par l'ambassade israélienne à Rome. Le pape recevra d'ailleurs en audience le premier ministre Shimon Peres en 1985.

<sup>113</sup> Laurens, « Le Vatican et la question de la Palestine », p. 329.

<sup>114</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb, May 6, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

va chercher pendant presque l'intégralité des deux mandats du Président à l'exclure des négociations de paix au Moyen-Orient, alors même que les chefs d'Etat arabes et que l'ONU l'avaient reconnue comme seul représentant légitime du peuple palestinien<sup>115</sup>. La politique officielle des Etats-Unis depuis 1975 est de refuser de traiter avec l'OLP tant que celle-ci n'aura pas reconnu le droit à l'existence d'Israël, accepté les dispositions de la résolution 242 et abandonné le recours au terrorisme. Au-delà de ces principes, l'Administration Reagan va refuser de négocier avec l'OLP, même quand cette dernière se déclarera prête à satisfaire aux trois conditions posées par les Etats-Unis. Dès la campagne présidentielle de 1980, Ronald Reagan prononce un discours devant l'Assemblée générale de l'organisation juive *Bnai Brith* dans lequel il déclare : « On dit de l'OLP qu'elle représente les réfugiés palestiniens. Elle ne représente personne d'autre que les dirigeants qui l'ont établi comme instrument d'agression organisée contre Israël<sup>116</sup> ».

## II. ii. *Quand Washington s'en mêle*

Une fois de plus, Jean-Paul II va agir conformément aux objectifs et aux principes qui sont ceux du Saint-Siège et ce depuis le début du conflit israélo-palestinien, allant même plus loin encore que Paul VI malgré des requêtes insistantes de la part des Etats-Unis. En mars 1981, le responsable de la diplomatie palestinienne, Farouk Kaddoumi, est reçu au Vatican par Mgr Casaroli (car Jean-Paul II est encore hospitalisé après la tentative d'assassinat qui a failli lui coûter la vie), première fois qu'un représentant de l'organisation bénéficie d'une audience à Rome. Le 15 septembre 1982 (lendemain de l'assassinat du président libanais fraîchement élu, Béchir Gemayel), c'est le pape en personne qui reçoit en audience le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, « dans le souci constant de favoriser le processus de paix<sup>117</sup> ». Cette audience n'est pas du goût des Etats-Unis selon le *Boston Globe*, qui rapporte que ces derniers avaient cherché discrètement à dissuader le Saint-Siège d'organiser une telle rencontre. Les Etats-Unis craignent qu'elle confère un surcroît de légitimité à l'organisation et les contraignent à l'accepter comme interlocuteur dans les négociations de paix. Malgré cela, le pape va accorder une audience de vingt minutes au chef de l'OLP, le *Boston Globe* de noter que « son audience avec le pape a été considérée comme l'une des victoires diplomatiques les

---

<sup>115</sup> Pour plus de détails sur la politique de l'Administration Reagan au Moyen-Orient et plus particulièrement son attitude à l'égard de l'OLP, voir : Nicholas Laham, *Crossing the Rubicon: Ronald Reagan and US Policy in the Middle East* (Aldershot, Hampshire: Ashgate Publishing Limited, 2004).

<sup>116</sup> Nicholas Laham, *Crossing the Rubicon*, p. 84.

<sup>117</sup> Laurens, « Le Vatican et la question de la Palestine », p. 330.

plus significatives pour le soutien mondial à la cause palestinienne». En Israël, le ministre des Affaires étrangères est furieux ; il déclare que l'audience « porte préjudice au processus de paix, que le pape appelle pourtant de ses vœux en public, et renforce le statut de l'OLP<sup>118</sup> ».

D'autre part, le Vatican ne va pas se laisser convaincre par les appels répétés des Etats-Unis à établir des relations diplomatiques avec Israël. La question fait débat à Washington. En novembre 1983 déjà, vingt-six membres catholiques et juifs de la Chambre des représentants avaient adopté une résolution exhortant Rome à reconnaître Israël. Ils avaient fait parvenir une lettre à Jean-Paul II en ce sens, dont le contenu était le suivant : « Au nom de votre engagement indéfectible pour la tolérance religieuse, nous demandons de Votre Sainteté une intervention personnelle pour permettre la concrétisation de l'affirmation d'une parenté forte entre catholiques et juifs du monde<sup>119</sup> ». Selon Peter Murphy de l'ambassade américaine près le Saint-Siège, « le Vatican considéra évidemment cela comme une grossière ingérence dans les affaires intérieures d'une nation<sup>120</sup> ».

Cherchant à convaincre la communauté juive sinon de soutenir, du moins de ne pas s'opposer, à l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, certains membres de l'Administration avaient fait comprendre à ses responsables qu'elle utiliserait le canal diplomatique pour pousser le Saint-Siège à officialiser ses relations avec Israël. Pourtant, à la fin de sa mission à Rome, William Wilson dresse ce qui s'apparente à un constat d'échec. Le 30 juin 1986, dans une lettre à des membres de la communauté juive américaine, il conclut qu'il est difficile pour une tierce personne d'essayer d'influencer les relations entre deux Etats<sup>121</sup>. Son successeur, Frank Shakespeare, n'est pas très optimiste quant à la perspective de relations diplomatiques entre le Vatican et Israël, malgré les efforts importants consentis par l'ambassade afin de promouvoir de telles relations auprès des responsables de la Curie romaine. Il écrit ainsi au Conseil national de sécurité :

Il est peu probable que les sentiments pro-israéliens qu'éprouvent certains [...] parviennent à surmonter les forces considérables qui s'élèvent contre la formalisation des relations. La crainte qu'éprouve le Vatican pour les communautés chrétiennes vivant dans les pays islamiques ne sera pas facilement dissipée. En outre, le Vatican aura du mal à justifier une évolution de sa politique à l'égard d'Israël sans progrès visible préalable sur des sujets comme Jérusalem et la question palestinienne, sur lesquels il affiche depuis longtemps la même position<sup>122</sup>.

---

<sup>118</sup> "US Reportedly Discouraged Pope-Arafat Talks", *Boston Globe*, September 16, 1982, nc.

<sup>119</sup> "Around the World: 26 in Congress Urge Vatican Ties with Israel", *New York Times*, November 26, 1984, <http://www.nytimes.com/1984/11/26/world/around-the-world-26-in-congress-urge-vatican-ties-with-israel.html?scp=1&sq=&st=nyt> (consulté le 25 novembre 2009).

<sup>120</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>121</sup> Lettre, William Wilson, June 30, 1986, box 1 folder 83, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>122</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb, "Holy See-Israel Relations", May 6, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.



Pourtant, la question semble avoir fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de la mission américaine près le Saint-Siège. Wilson explique à des responsables de la communauté juive à la fin de son séjour à Rome qu'il a abordé la question avec les plus hautes autorités catholiques et que George Shultz en a également parlé avec le secrétaire d'Etat Mgr Casaroli<sup>123</sup>. Quant à Peter Murphy, interrogé sur les dossiers qui ont le plus accaparé son attention entre 1984 et 1988, il répond : « Les relations entre le Vatican et Israël figurent en haut de la liste ». Il rapporte que l'ambassade recevait fréquemment la visite de délégations de rabbins et de membres éminents de la communauté juive américaine, dont l'objectif principal était de demander au personnel de l'ambassade de faire pression sur le Saint-Siège pour que ce dernier entame des négociations avec Israël sur la question des relations diplomatiques. Ces visites étaient d'ailleurs parfois organisées à l'instigation de Washington. Ainsi, en mai 1987, Frank Shakespeare écrit à Tyrus Cobb du Conseil national de sécurité : « Nous pensons que la visite au Vatican d'un haut responsable israélien pourrait être utile pour promouvoir la question des relations entre le Vatican et Israël<sup>124</sup> ». D'autre part, Peter Murphy rapporte que tout au long de son séjour à Rome, il fut en contact étroit avec le responsable de l'ambassade israélienne à Rome chargé des contacts avec la Curie<sup>125</sup>. Le pape recevra de nombreux responsables juifs américains à Rome, souvent à l'instigation de Washington, et lors de son voyage aux Etats-Unis de 1987, il s'entretiendra avec des dirigeants juifs à Miami<sup>126</sup> et évoquera devant eux le droit du peuple juif à une patrie<sup>127</sup>.

Pour autant, Murphy note qu'il s'agissait d'un sujet sensible : « Pendant le temps que j'ai passé à Rome, c'était un sujet très controversé. Les gens au Vatican refusaient souvent d'en parler ouvertement<sup>128</sup> », ce qui n'empêche pas l'ambassade des Etats-Unis de faire connaître sans détours la position américaine à ses interlocuteurs de la Curie. En mai 1987, Frank Shakespeare rapporte ainsi :

Lors d'une entrevue il y a peu avec le « ministre adjoint des Affaires étrangères » [Mgr Audris] Backis, j'ai exprimé en des termes forts le souhait du gouvernement américain de voir des relations officielles établies entre le Vatican et Israël. Backis a répondu que si telle était la position du gouvernement

---

<sup>123</sup> Lettre, William Wilson à des membres de la communauté juive américaine, June 30, 1986, box 1 folder 83, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>124</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb, "Holy See-Israel Relations", May 6, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>125</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>126</sup> La visite a failli ne pas avoir eu lieu. La communauté juive reprochait avec véhémence au pape Jean-Paul II l'audience qu'il avait accordée à Kurt Waldheim en juin 1987. L'homme politique autrichien, ancien secrétaire général des Nations unies et désormais président de son pays, était en plein milieu d'une controverse sur son passé nazi.

<sup>127</sup> Jean-Paul II, "Address to the Representatives of Jewish Organizations", September 11, 1987, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1987/september/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19870911\\_organizzaz-ebraiche\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1987/september/documents/hf_jp-ii_spe_19870911_organizzaz-ebraiche_en.html) (consulté le 14 décembre 2009).

<sup>128</sup> Murphy, Oral History Interview.

américain, elle devait être abordée « aux plus hauts échelons du Vatican ». Je partage son opinion Ce qu'il faudrait, c'est que le Président en parle en termes généraux et philosophiques lors de son audience avec le pape en juin, ce qui pourrait être complété par des remarques plus précises du secrétaire d'Etat Shultz au cardinal Casaroli<sup>129</sup>.

La question sera effectivement abordée au plus haut niveau lors de la visite de Reagan au Vatican en juin 1987, tout du moins avec le secrétaire d'Etat, Mgr Casaroli. Pressé sur la question des relations diplomatiques par ses interlocuteurs américains, Casaroli expose à nouveau les grands principes de la politique du Saint-Siège à l'égard d'Israël et dont les Etats-Unis, pour le moment, devront se satisfaire :

Casaroli a déclaré que le Vatican avait beaucoup de sympathie pour Israël, que les responsables du Vatican et d'Israël se consultaient fréquemment et que de nombreux dirigeants israéliens [...] avaient été reçus par les différents papes. Casaroli a ajouté : « Ce sont pour nous des amis ». Il n'y avait pas le moindre doute que le Vatican « reconnaissait » Israël et que « dès que possible, nous aurons des relations officielles ». Pour le moment, cependant, Casaroli a expliqué que le Vatican et Israël devraient continuer à se passer de relations officielles. Casaroli a dit qu'officialiser les relations entre le Vatican et Israël maintenant ne ferait qu'empêcher le Saint-Père de jouer un rôle pacificateur au Moyen-Orient, car tous les Etats arabes sauf l'Egypte rompraient les relations et cesseraient le dialogue avec le Vatican s'il échangeait un ambassadeur avec Israël. Casaroli a également mentionné la « Palestine occupée » et le statut de Jérusalem comme autres obstacles à l'officialisation des relations avec Israël<sup>130</sup>.

Par ailleurs, le Vatican est profondément inquiet de l'intransigeance américaine à l'égard de l'OLP. C'est le cas notamment lorsque le département d'Etat décide de la fermeture du bureau d'information de la Palestine à Washington en septembre 1987. Le département d'Etat avait demandé à un tribunal d'ordonner cette fermeture, arguant que l'agence, bien que gérée par des citoyens américains, était contrôlée par l'OLP, qu'il avait qualifiée d'organisation terroriste. Cette décision suscite la stupeur et une demande d'explication de la part du Vatican, qui en profite pour réaffirmer auprès de l'ambassadeur, M. Shakespeare, les principes sous-tendant son attitude à l'égard d'Israël :

En apprenant la fermeture du bureau d'information de la Palestine à Washington, un responsable du ministère des Affaires étrangères du Vatican a demandé à en connaître les raisons précises, ainsi que les implications pour la mission d'observateur de l'OLP aux Nations unies. Cela a débouché sur une discussion générale au sujet des rencontres organisées récemment entre les dirigeants juifs mondiaux et les responsables du Vatican, dont le pape, à Rome et Miami [...]. Il a souligné que le discours du pape à la communauté juive de Miami constituait le fondement de l'opinion du Saint-Siège sur la question : le Vatican reconnaît le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, mais il insiste également sur le droit légitime du peuple palestinien. Le gouvernement israélien, contrairement aux dirigeants juifs américains et internationaux, n'a jamais exercé de pression sur le Vatican sur la question des relations diplomatiques. [...]. A l'occasion de la fermeture du bureau de l'OLP, le responsable du ministère des Affaires étrangères en charge du Moyen-Orient, Luigi Gatti, [...] a demandé si l'ordre était la conséquence d'un projet de loi sur la question et si la décision constituait le signe de pressions supplémentaires d'Israël sur

---

<sup>129</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb, "Holy See-Israel Relations", May 6, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88. Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>130</sup> Câble, Frank Shakespeare à US Delegation, "Cardinal Casaroli Meeting", June 6, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel Press Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

le Congrès américain. Le chargé a répété que la décision avait été motivée principalement par notre préoccupation au sujet du terrorisme dans le monde<sup>131</sup>.

A la lecture des câbles envoyés par l'ambassade américaine près le Saint-Siège, on ne peut s'empêcher de repenser aux propos de Martin Van Heuven du département d'Etat, tout particulièrement quand il affirme que « les priorités du Vatican ne sont pas susceptibles d'être modifiées par de rapides interventions de notre part<sup>132</sup> ». Concernant le conflit israélo-palestinien, le Saint-Siège doit composer avec différentes préoccupations, et l'insistance de Washington ne saurait justifier la révision de principes qu'il défend depuis le début du conflit, principes réaffirmés par Jean-Paul II dans la continuité de ses prédécesseurs.

Il faudra attendre 1994 pour que des relations diplomatiques officielles soient établies entre le Vatican et Israël. La réactivation des pourparlers de paix, et notamment la reconnaissance d'Israël par l'OLP, ainsi que l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et plusieurs pays arabes, sans que cela ait provoqué de soulèvement majeur dans la région, sont autant de facteurs qui semblent indiquer que le moment était venu d'infléchir sa position, dans laquelle il risquait d'ailleurs de finir par se trouver isolé. L'audience accordée à Avi Pazner, ambassadeur d'Israël en Italie, marque le début de négociations qui déboucheront sur la signature de l'Accord fondamental entre le Saint-Siège et Israël, suivi d'un protocole additionnel prévoyant l'échange d'ambassadeurs.

### **III. Washington, le Vatican et Cuba**

Il convient également de souligner brièvement, car il ne s'est pas concrétisé sous la présidence de Ronald Reagan, un autre épisode où le Saint-Siège a agi conformément à ses intérêts, en dépit des pressions de Washington. Martin Van Heuven, dont nous avons déjà cité à plusieurs reprises le diagnostic éclairant, fondait ses remarques sur le caractère non systématique du soutien du Saint-Siège à la politique étrangère américaine sur la base de deux manifestations bien concrètes. Il s'agissait tout d'abord des nombreux discours et déclarations du Saint-Père critiquant implicitement les Etats-Unis et l'Union soviétique pour leur incapacité à obtenir des avancées concrètes dans le cadre des négociations de désarmement. Quant à la seconde, il s'agissait d'un éventuel déplacement du Saint-Père à Cuba. Les Etats-Unis ont eu vent en 1985, au moment où écrit Van Heuven, d'un possible voyage de Jean-

---

<sup>131</sup> Câble, Frank Shakespeare à Tyrus Cobb NSC, "1. Closure of PLO-Washington. 2. Vatican-Israel Relations: Aftermath of Recent Vatican and Miami Meetings", September 18, 1987, folder: Vatican City, the Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel Press Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>132</sup> Mémo, Martin Van Heuven à Rozanne Ridgway, "The Vatican and US Policy: Saturday Reading", November 25, 1985, box 2, folder 25, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

Paul II sur l'île pour 1986 ou 1987. Pour le diplomate, « ayant passé un temps considérable à empêcher la présence de visites et de conférences internationales à La Havane, nous ne souhaitons pas que le pape se rende à Cuba<sup>133</sup> ». Les Etats-Unis peuvent en effet se passer d'un déplacement qui apporterait un surcroît de légitimité au régime castriste<sup>134</sup>. Pourtant, n'en déplaise à l'Administration Reagan, le pape a ses raisons de se rendre à La Havane. L'Eglise cubaine commence à ressentir fortement les effets de vingt-cinq années de marxisme ; les vocations sont au plus bas et le régime rend difficile la venue de prêtres étrangers sur l'île pour pallier les carences de l'Eglise locale. Il y a donc urgence à insuffler une dose de ferveur chez les Cubains. D'autre part, le pape, s'il est bien conscient qu'un tel déplacement est susceptible d'être instrumentalisé par Castro, n'est pas indifférent au sort de populations défavorisées, comme l'est la population cubaine, soumise aux rigueurs de l'embargo américain.

Le voyage papal n'aura pas lieu aux dates envisagées. Il faut attendre janvier 1998 pour voir Jean-Paul II fouler le sol de Cuba. Pourtant, les propos qu'il tint à l'aéroport de La Havane à l'occasion de son départ confirment a posteriori les craintes qu'avait pu éprouver Van Heuven en 1985. Le pape y prononce en effet une condamnation appuyée de l'embargo américain :

Aucune nation ne peut vivre seule de nos jours. C'est pourquoi le peuple cubain ne peut être privé des liens avec les autres peuples, qui sont nécessaires pour le développement économique, social et culturel, surtout lorsque l'isolement forcé se répercute de façon indiscriminée sur la population, accroissant les difficultés des plus faibles, dans des domaines aussi fondamentaux que l'alimentation, la santé et l'éducation. Tous peuvent et doivent accomplir des pas concrets pour un changement dans ce sens. Que les nations, et surtout celles qui partagent le même patrimoine chrétien et la même langue, œuvrent de façon efficace pour étendre les bienfaits de l'unité et de la concorde, pour unir les efforts et surmonter les obstacles afin que le peuple cubain, acteur de son histoire, maintienne des rapports internationaux qui favorisent toujours le bien commun. On contribuera de cette façon à surmonter l'angoisse provoquée par la pauvreté matérielle et morale, dont les causes peuvent être, entre autres, les inégalités injustes, les restrictions des libertés fondamentales, la dépersonnalisation et le découragement des individus, ainsi que les mesures économiques restrictives injustes et éthiquement inacceptables imposées par l'étranger<sup>135</sup>.

---

<sup>133</sup> Mémo, Martin Van Heuven à Rozanne Ridgway, "The Vatican and US policy: Saturday Reading"; November 25, 1985, Box 2, folder 25, William A. Wilson Papers, SC, GUL. "Having spent considerable effort keeping international meetings and visitors away from Havana, a papal visit to Cuba is not what we want."

<sup>134</sup> L'ambassadeur américain Thomas Melady rapporte qu'en 1989, puis à nouveau en 1992, l'éventualité d'un voyage du pape sur l'île fut débattue. En 1989, alors que Cuba venait de mener une vague de répression contre les opposants au régime, les Etats-Unis « firent savoir au Saint-Siège qu'un voyage à Cuba ne serait pas opportun ». (Melady, *The Ambassador's Story*, p. 79).

<sup>135</sup> Jean-Paul II, « Discours de départ à l'aéroport de La Havane », 25 janvier 1998, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/travels/1998/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19980125\\_lahavana-departure\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/travels/1998/documents/hf_jp-ii_spe_19980125_lahavana-departure_fr.html) (consulté le 24 novembre 2009), souligné dans l'original.

Jean-Paul II n'aura de cesse de condamner l'embargo décrété contre l'Irak après la guerre du Golfe, évoquant même l'éventualité d'un voyage dans ce pays en 1999. Il critiquera également sans relâche l'embargo américain contre la Libye.

Dans ce contexte de divergences entre les positions américaines et catholiques, il convient de mentionner une anecdote assez insolite, car l'Union soviétique va chercher à les exploiter de manière particulièrement outrancière, et ce dès la première année de la présidence Reagan. Un article signé Vladimir Katin et paru dans le numéro de juin 1981 de la revue de l'ambassade soviétique à Rome, *URSS OGGI*, laisse entendre que la tentative d'assassinat contre le pape doit être vue dans le contexte de différends majeurs entre le gouvernement américain et le Saint-Siège et que le gouvernement américain et l'envoyé spécial du Président « étaient impliqués dans la tentative d'assassinat<sup>136</sup> ».

Le journaliste rapporte qu'une entrevue entre le pape et Wilson en mars 1981 avait été marquée par de profonds désaccords au sujet de la politique étrangère américaine. Le pape aurait souligné le fait que selon lui la paix « ne peut être garantie par les armes mais uniquement par les négociations ». Selon Katin, « l'opinion du pape à ce sujet était diamétralement opposée à celle adoptée par la Maison-Blanche ». D'autre part, les deux hommes auraient constaté leurs divergences sur la question du Salvador, qui selon le pape devait être résolue de manière pacifique, et sur celle du Moyen-Orient, qui devait être réglée en prenant en compte les intérêts des Palestiniens. Le journaliste ajoute que Washington aurait été mécontent de l'entrevue du 13 mars 1981 entre Mgr Casaroli et Farouk Kaddoumi, ainsi que de la visite du chef de la gauche salvadorienne à Rome. De plus, « la position du pape sur Jérusalem irrite tout particulièrement les forces d'extrême droite présentes au gouvernement et au Sénat américain, où évolue le lobby sioniste », le Vatican désapprouvant le rattachement de Jérusalem-Est à l'Etat d'Israël, ainsi que l'établissement de Jérusalem comme capitale unie et éternelle de l'Etat hébreu. Tout ceci conduit le « journaliste » à la conclusion suivante : « Tous ces éléments mis bout à bout constituent l'arrière-plan politique caractéristique duquel l'épisode de la tentative d'assassinat du chef de l'Eglise catholique se détache<sup>137</sup> ».

William Wilson est scandalisé par ce qu'il perçoit comme une attaque à la fois contre sa personne et le pays qu'il représente. Il écrit à Mgr Silvestrini pour faire part de son indignation :

L'article sous-entend que la tentative d'assassinat contre le Saint-Père doit être envisagée dans le contexte d'un supposé différend entre le gouvernement des Etats-Unis et le Saint-Siège. L'article insinue clairement que le gouvernement des Etats-Unis et l'envoyé personnel du Président étaient d'une manière ou d'une autre impliqués dans la tentative d'assassinat. Nous estimons qu'il constitue une attaque diffamatoire à l'encontre de l'envoyé du Président et du gouvernement des Etats-Unis [et, à] ce titre, un manquement à la pratique diplomatique courante. Nous avons porté cet article à l'attention du

---

<sup>136</sup> Lettre, Michael Hornblow à Mgr Silvestrini, August 21, 1981, box 2 folder 51, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>137</sup> "US Protests Soviet Innuendo on Shooting of Pope", *New York Times*, August 27, 1981, p. A3.

gouvernement italien par le biais de l'ambassade italienne près le Saint-Siège. Nous lui avons demandé de prendre les mesures qui s'imposaient<sup>138</sup>.

### **Chapitre 3 : Quand l'action du Saint-Siège profite aux Etats-Unis, malgré eux**

Nous allons maintenant aborder un deuxième cas de figure caractéristique des relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980. Nous allons voir qu'à plusieurs reprises, comme l'a souligné Martin Van Heuven, les Etats-Unis ont profité du fait que le pape ait exprimé « des positions convergentes avec celles des Etats-Unis et l'ait fait indépendamment de toute alliance<sup>139</sup> ». Dans certaines situations, les Etats-Unis vont se livrer à un travail d'information — voire de pressions — considérable pour obtenir du Saint-Siège soit qu'il soutienne telle ou telle politique américaine, soit qu'il taise ses réserves. Si les initiatives précises du gouvernement seront rarement couronnées de succès, le Saint-Siège adoptera parfois un comportement qui se révèlera favorable au gouvernement. Pour autant, nous allons voir qu'il ne saurait être question d'un alignement du Vatican sur la politique étrangère américaine : dans tous ces cas, il semble que le Saint-Siège ait agi conformément à ses valeurs et ses principes, indépendamment des pressions américaines.

#### **I. L'Initiative de défense stratégique, ou le silence accommodant de Jean-Paul II**

##### *I. i. Le Vatican et « Star Wars »*

Le 23 mars 1983, le président Reagan annonce les grandes lignes d'un programme portant le nom d' « Initiative de défense stratégique » (IDS), plus connu sous le sobriquet de *Star Wars* et qui consiste à donner aux Etats-Unis les moyens d'intercepter tout missile balistique à ogive nucléaire se dirigeant vers leur territoire, leur offrant ainsi un bouclier de protection. Ce projet suscite une vive controverse aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, dans la mesure où, en se substituant à la stratégie de destruction mutuelle assurée (MAD), il est susceptible non seulement de bouleverser l'équilibre de terreur qui a servi de fondement à la défense du monde occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais également de constituer une violation du traité antimissiles balistiques (ABM) signé par les Etats-Unis et l'Union soviétique en 1972.

---

<sup>138</sup> Lettre, Michael Hornblow à Achille Silvestrini, August 21, 1981, box 2 folder 51, William Wilson papers, SC, GUL.

<sup>139</sup> Mémo, Martin Van Heuven à Ambassador Ridgway, "The Vatican and US Policy: Saturday Reading"; November 25, 1985, Box 2, folder 25, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

L'IDS constitue a priori l'archétype du projet à bannir aux yeux du Saint-Siège. En plus du risque d'escalade que l'initiative pose, elle implique également des dépenses considérables. Or, depuis le début de son pontificat, comme nous l'avons vu, Jean-Paul II demande que les sommes consacrées aux programmes d'armement, qu'il juge démesurées, soient redirigées vers les plus démunis.

L'Administration redoute la réaction du Vatican, d'autant plus que Jean-Paul II, à l'annonce de l'IDS, a décidé de la mise en place d'un groupe de scientifiques chargé d'étudier la question. Cette commission, composée de vingt-six experts, dont sept Américains et quatre Soviétiques, est placée sous l'égide de l'Académie pontificale des sciences (sur le modèle de qui s'était fait pour le rapport sur les conséquences sanitaires d'une guerre nucléaire). Après une année de travaux, la commission se réunit en janvier 1985 pendant quatre jours pour rendre ses conclusions et préparer des recommandations à transmettre à Jean-Paul II.

Le président de l'Académie pontificale des sciences, le brésilien Carlos Chagas, est connu pour son hostilité au projet américain. Il se défend avant la conférence de toute partialité, déclarant : « Nous ne cherchons pas une solution ou une interprétation politique. Nous voulons simplement présenter les faits au pape et au monde sur une question d'une grande importance pour tous ». Pourtant, ses propos sonnent comme une condamnation de l'IDS : « La militarisation de l'espace est la prochaine étape de cette course terrible et incroyable [...] visant à anéantir le monde tout entier ». Selon lui, rien ne saurait justifier l'existence d'un tel système quand « des gens meurent de faim, non seulement en Ethiopie, mais également dans les rues de certaines des plus grandes villes du monde ». D'autre part, l'IDS contribuerait à alimenter une « mentalité belliqueuse » déjà en plein essor<sup>140</sup>.

La conférence, intitulée « La militarisation de l'espace » (*Weaponization of Space*), débute le 21 janvier 1985. Les conclusions que Chagas présente à la presse à l'issue des quatre jours sont très négatives pour le gouvernement américain. Il affirme notamment que l'initiative de Reagan aura pour conséquence le déploiement d'armes dans l'espace<sup>141</sup>. Le contenu du rapport est tenu secret, mais en juillet 1985, le *Boston Globe* se fait l'écho de fuites qui sont apparues dans la presse italienne, notamment dans le quotidien *Il Messaggero*. Si l'on en croit la presse transalpine, le groupe de scientifiques aurait conclu de manière unanime que l'IDS ne serait sans doute pas efficace à 100% et qu'elle augmenterait considérablement la course aux armements. D'autre part, les scientifiques du Vatican estiment

---

<sup>140</sup> Samuel Koo, "Vatican Asks Soviet, US Scientists for Star Wars Talks", *Associated Press*, January 18, 1985, LexisNexis (consulté le 17 mai 2007).

<sup>141</sup> "Papal Adviser Says SDI Will Lead to Arms in Space", *The Christian Science Monitor*, January 28, 1985, p. 2.

qu'il faudrait dix à quinze ans pour que le bouclier soit opérationnel, ce qui laisserait amplement le temps aux superpuissances de développer des « supermissiles » capables de le pénétrer<sup>142</sup>.

Le rapport de l'Académie ayant été transmis au pape, on attend de savoir si ce dernier va en rendre le contenu public ou prendre position sur l'IDS. Jean-Paul II semble inquiet du projet de l'Administration américaine. Le 1<sup>er</sup> janvier 1985, dans un « appel aux grandes puissances pour la paix », s'il s'était félicité de la reprise des négociations entre Moscou et Washington, il n'avait pas caché sa préoccupation pour autant, déclarant qu'aux installations continentales dont devaient débattre les deux capitales s'ajoutaient désormais « des projets de systèmes globaux pour l'espace<sup>143</sup> ».

Une telle condamnation, si elle venait à se matérialiser, auraient eu des effets très négatifs sur le programme américain et plus généralement sur les négociations de désarmement. C'est en tout cas ce que pense le diplomate Peter Murphy. Il rapporte qu'en novembre 1985 à nouveau, des rumeurs circulaient quant au fait que la condamnation de l'IDS par l'Académie allait être relayée par le pape. Pour Murphy, les conclusions d'une organisation respectée comme l'Académie des sciences, si elles avaient été reprises par une personnalité aussi éminente que Jean-Paul II, auraient eu un effet dévastateur<sup>144</sup>. En outre, les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient décidé le 9 janvier 1985 de la reprise des négociations portant sur la réduction des armes nucléaires de portée intermédiaire, les armes stratégiques et l'espace. Il est important pour le ministre des Affaires étrangères soviétique Andreï Gromyko que les Etats-Unis soient prêts à discuter de la présence d'armes dans l'espace (il semble que Moscou se soit vivement inquiété de l'existence d'un tel programme, bien que nombreux aient été ceux qui aux Etats-Unis, même parmi les proches de Reagan, le jugeaient irréalisable). Une condamnation ou la perception de réserves papales au sujet de l'IDS auraient considérablement renforcé la position soviétique lors des négociations. Enfin, l'IDS fait partie de ces rares thèmes, avec la baisse des impôts et le Nicaragua, qui suscitent l'enthousiasme et l'attention du président Reagan.

---

<sup>142</sup> “Advisers to Pope Rap ‘Star Wars’”, *Boston Globe*, July 7, 1985, NewsBank (consulté le 7 mai 2007).

<sup>143</sup> Jean-Paul II, « Appello di Giovanni Paolo II alle grandi potenze per la pace », mardi 1 gennaio, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1985/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19850101\\_appello-pace\\_it.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1985/january/documents/hf_jp-ii_spe_19850101_appello-pace_it.html) (consulté le 16 décembre 2009).

<sup>144</sup> Murphy, échange de courrier.



## *I. ii. L'effort de « pédagogie » de Washington*

Craignant une intervention défavorable à *Star Wars* de la part de Jean-Paul II, les Etats-Unis vont mener une vaste campagne pour « former » le Vatican à l'IDS, espérant se prémunir ainsi de toute déclaration susceptible de remettre en cause la moralité d'un programme déjà très controversé. Pour Murphy, ce ne fut pas tâche aisée : « On a eu un sacré travail à essayer de “vendre” l'IDS au Vatican, étant donné l'opposition très répandue qui y régnait quant à l'expansion des capacités militaires et de la puissance nucléaire, même pour des raisons de légitime défense<sup>145</sup> ». Il va s'agir de montrer à quel point ce programme, loin d'encourager la course aux arsenaux nucléaires, est en fait compatible avec les priorités de Rome.

Les initiatives prises par l'Administration pour défendre son programme auprès du souverain pontife participent, de par leur intensité, de ces « efforts importants, presque réflexes, de Washington pour aligner la politique du Vatican sur la nôtre » mentionnés par Martin Van Heuven, qui avait constaté que les Etats-Unis, dès qu'ils percevaient des divergences d'opinion avec un Saint-Siège qu'ils pensaient acquis à leur cause, mettaient tout en œuvre pour le convaincre du bien-fondé de leur position. Van Heuven rappelle ainsi que « quand la presse rapporta qu'une conférence scientifique organisée par le Vatican en janvier avait critiqué l'IDS, le NSC voulut immédiatement envoyer des porte-parole à Rome pour remettre le Vatican dans le droit chemin<sup>146</sup> ». Murphy indique qu'à l'ambassade américaine, « [ils] recev[aient] des appels nuit et jour [leur] demandant de confirmer si les rumeurs [selon lesquelles le rapport de l'Académie condamnait l'IDS] étaient fondées. Si tel était le cas, de trouver un moyen de convaincre le Vatican que [leur] position était uniquement défensive<sup>147</sup> ».

L'inquiétude est en effet palpable à Washington, si l'on en croit le ton des messages échangés avec l'ambassade américaine et l'urgence que semble revêtir à ses yeux une intervention à but « pédagogique ». Le NSC est très préoccupé à la lecture des fuites du rapport de l'Académie dans la presse en juillet 1985 et décide d'envoyer à Rome une « équipe

---

<sup>145</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>146</sup> Mémo, Martin Van Heuven à Rozanne Ridgway, “The Vatican and US Policy: Saturday Reading”; November 25, 1985, Box 2, folder 25, William A. Wilson Papers, SC, GUL. “When the press reported that a Vatican-sponsored scientific conference in January had criticized SDI, the NSC at once wanted to send briefers to Rome to get the Vatican back in line.”

<sup>147</sup> Murphy, Oral History Interview.

complète d'information sur l'IDS dès que possible<sup>148</sup> ». Le conseiller à la sécurité de Reagan, Robert McFarlane écrit à William Wilson :

Nous avons été perturbés en apprenant le caractère négatif du rapport de l'Académie pontificale des sciences sur l'IDS, ainsi que la composition déséquilibrée de cette institution. Nous vous remercions pour le câble dans lequel vous clarifiez la position du Saint-Siège sur le rapport, mais nous craignons toujours que le programme du Président ne soit pas suffisamment bien compris. Même si je sais qu'un certain nombre d'Américains ont abordé cette question avec des hauts responsables du Vatican, nous aimerions envoyer notre équipe officielle d'information afin qu'elle explique notre programme de recherche<sup>149</sup>.

En décembre 1985 à nouveau, le NSC souhaite envoyer dans les plus brefs délais une délégation au Vatican pour parler de l'IDS<sup>150</sup>.

D'importants moyens vont être mis en œuvre au printemps et à l'été 1985 pour « informer » le Saint-Siège, dans l'espoir qu'il ne publie pas les conclusions du rapport<sup>151</sup>. Les membres de l'Administration vont se succéder à Rome. Selon Peter Murphy, « à plus d'une reprise, et par différents moyens, Washington fit savoir au Vatican l'importance vitale de ce nouvel écran défensif pour le monde occidental<sup>152</sup> ». Robert McFarlane avait déjà profité d'une audience privée avec le pape le 10 janvier 1985 (qui devrait être consacrée à la conférence de Genève sur la réduction des armes de portée intermédiaire) pour justifier l'exclusion de l'IDS des négociations<sup>153</sup>. Le conseiller scientifique du Président, George Keyworth, rencontre Mgr Casaroli<sup>154</sup>. Il organise également plusieurs séances d'information pour les responsables de la Curie romaine<sup>155</sup>. De plus, il envoie de nombreux documents à Wilson pour le former à la question, à charge ensuite pour ce dernier de défendre le programme à Rome<sup>156</sup>. Wilson relaie l'information ainsi transmise et envoie à William Murphy, sous-secrétaire du Conseil pontifical Justice et Paix<sup>157</sup>, des documents sur l'IDS le

---

<sup>148</sup> Mémo, William Martin à Nicholas Platt, "European Travel of Ambassador Rowny", July 23, 1985, folder: The Vatican 1985 (2 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>149</sup> Lettre, Robert McFarlane à William Wilson, August 5, 1985, folder: The Vatican 1986 (2 of 2), box OA 90901; Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>150</sup> Téléx, Peter Murphy à William Wilson, December 18, 1985, box 3, folder 15, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>151</sup> Le décès de Tchernenko et l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en mars 1985 n'entament en rien l'opposition soviétique à l'IDS.

<sup>152</sup> Murphy, entretien avec l'auteur.

<sup>153</sup> "Americans Explain Arms Talk to Europe, Soviets Rap "Star Wars"", *Associated Press*, January 11, 1985, LexisNexis (consulté le 17 mai 2007).

<sup>154</sup> Lettre, GA Keyworth à William Wilson, April 17, 1985, box 1 folder 56, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>155</sup> Lettre, George A. Keyworth à William Wilson, September 27, 1985, box 1 folder 56, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>156</sup> Lettre, William Wilson à Hans Mark, October 11, 1985, box 2 folder 67, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>157</sup> Le Conseil pontifical Justice et Paix a été créé à la suite du concile Vatican II, en janvier 1967. Il a pour mission d'inciter la communauté catholique à promouvoir l'essor des régions pauvres et la justice sociale entre les nations.

23 mars 1985, ajoutant qu'il « espère que ces documents seront utiles aux discussions que vous aurez et aux recommandations que vous ferez sur le sujet<sup>158</sup> ». Il écrit aussi à Mgr Silvestrini pour lui transmettre un article de Caspar Weinberger sur l'IDS, qui, espère-t-il, servira « pour permettre au Saint-Père une compréhension parfaite des objectifs de ce nouveau programme<sup>159</sup> ». Dans une lettre au conseiller scientifique de l'ambassade américaine au Royaume Uni, Wilson indique qu'il a non seulement été en contact avec trois jésuites chargés par leur ordre de rédiger un article sur l'IDS, mais qu'il tente également d'inverser, dans la mesure du possible, la position du président de l'Académie pontificale des sciences lui-même :

J'étais avec M. Chagas l'autre soir à un dîner et j'ai parlé avec lui pendant assez longuement de l'IDS. Je sais qu'il ne partage pas notre philosophie sur cette question et comme il est président de l'Académie pontificale des sciences, j'aimerais lui envoyer autant d'informations sur l'IDS que possible<sup>160</sup>.

L'adjoint de Wilson, Peter Murphy, confie avoir lui aussi rencontré le président de l'Académie pontificale à plusieurs reprises « afin de s'informer du sort du document sur l'IDS préparé par l'Académie ». Il ajoute que « Bill Wilson travailla avec un zèle certain pour endiguer le flot [de critiques] ! Il s'entretint avec plusieurs personnes influentes au Vatican ainsi qu'avec des membres du corps diplomatique pour exposer notre point de vue<sup>161</sup> ». Lui-même rapporte avoir eu plusieurs entrevues avec Mgr Silvestrini à ce sujet<sup>162</sup>.

En Octobre 1986, c'est le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger qui se rend à Rome pour expliquer les principes sur lesquels repose l'IDS. De retour à Washington, il rapporte au président Reagan la teneur de son audience avec Jean-Paul II :

J'ai mis l'accent sur le fait que vous accordiez une très grande priorité, à juste titre, à la défense stratégique. J'ai souligné que c'était parce que vous estimiez qu'il s'agissait de l'arme la plus porteuse d'espoir pour l'humanité, car il s'agit du premier programme stratégique conçu pour protéger les personnes et détruire les armes, plutôt que l'inverse ; que ce n'est même en aucun cas un système d'armement. J'ai insisté sur le fait que c'était l'insistance des Soviétiques à supprimer ce système [...] qui vous avait empêché d'obtenir un accord ambitieux de réduction. [...]. J'ai insisté à nouveau sur le fait que vous ne cherchiez pas à obtenir un avantage militaire unilatéral, mais qu'au contraire, vous aviez proposé de partager les bienfaits de ce système avec les Soviétiques afin que l'ombre des armes nucléaires puisse être chassée de la Terre<sup>163</sup>.

---

<sup>158</sup> Lettre, William Wilson à William Murphy, March 23, 1985, box 1 folder 64, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>159</sup> Lettre, William Wilson à Mgr Achille Silvestrini, July 11, 1985, box 1 folder 75, William A. Wilson Papers, SC, GUL. “

<sup>160</sup> Lettre, William Wilson à Robert A. Stella, November 4, 1985, box 1 folder 77, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>161</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>162</sup> Peter K. Murphy, échange de courrier.

<sup>163</sup> Mémo, Caspar Weinberger à Ronald Reagan, October 22, 1986, folder: The Vatican 1986 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

Le Saint-Siège semble avoir écouté avec attention les tentatives d'explication émanant de Washington, tout en souhaitant que celles-ci se fassent le plus discrètement possible : il ne serait pas bon que la décision finale du pape quant à l'IDS et au rapport de l'Académie pontificale soit entachée de soupçons de partialité aux yeux de l'opinion publique internationale et de l'Union soviétique. Ainsi, Peter Murphy rapporte à son supérieur William Wilson que « Mgr Backis (et son supérieur) [Backis est sous-secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, son supérieur est donc Mgr Silvestrini, le « ministre des affaires étrangères » du Saint-Siège] sont favorables à une visite mais ne souhaitent pas attirer l'attention...<sup>164</sup> ».

Wilson est plutôt confiant quant à l'issue de ces démarches. S'il pense connaître la direction choisie par les auteurs du rapport, il estime pouvoir « partir du principe que le Saint-Père ne va pas rendre le rapport public ». Il affirme néanmoins faire de son mieux « pour tenir le Vatican informé<sup>165</sup> ».

Tandis que les Etats-Unis s'évertuent à obtenir du Vatican qu'il ne condamne pas son bouclier anti-missile, l'Union soviétique s'efforce d'obtenir exactement l'inverse ! Le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko se rend au Vatican en février 1985, et ce pour la première fois en six ans. D'après la déclaration officielle, le thème de son audience avec Jean-Paul II (qui durera deux heures) était la paix dans le monde et la situation des catholiques en Union soviétique, mais si l'on en croit l'hebdomadaire *Newsweek*, la finalité de la visite pour Gromyko était tout autre : « Le ministre des Affaires étrangères s'est arrêté au Vatican dans espoir d'y susciter une certaine hostilité à l'initiative *Star Wars* du président Reagan et de persuader le pontife de s'opposer au projet américain<sup>166</sup> ».

L'Union soviétique va d'autre part utiliser les autorités religieuses de son pays pour appuyer sa condamnation de l'IDS. La CIA souligne notamment que :

[l]e patriarche Pimen, que l'on sait depuis longtemps servilement réceptif aux conseils du gouvernement et du Parti, s'est vu confier une place sans précédent dans la récente campagne contre l'IDS et pour un moratoire sur les essais nucléaires. En juin 1986, une longue « lettre ouverte » au président Reagan attribuée au patriarche s'est vue accorder la première page d'*Izvestiya* et a été diffusée à travers le monde par l'agence de presse TASS. [...] D'après des sources, les célébrations officielles du millénaire [de la chrétienté en Russie, prévues pour 1988] seront utilisées pour attaquer l'IDS et soutenir les propositions de désarmement soviétiques, telles que le moratoire sur les essais d'armes nucléaires. L'un des objectifs majeurs de cette campagne est de donner l'impression que les organisations chrétiennes, à

---

<sup>164</sup> Télex, Murphy à William Wilson, December 18, 1985, box 3 folder 15, William A. Wilson papers, SC, GUL.

<sup>165</sup> Lettre, William Wilson à Robert A. Stella, November 4, 1985, box 1 folder 77, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>166</sup> "Off balance-But on Cue", *Newsweek*, March 11, 1985, p. 47; "Gromyko and Pope Discuss Peace and Soviet Catholics' Role", *New York Times*, February 28, 1985, p. A3.

l'Est comme à l'Ouest, sont unies dans leur opposition à l'IDS et leur soutien aux initiatives de désarmement soviétiques<sup>167</sup>.

Le pape est visiblement embarrassé par la question de l'IDS. A Florence en octobre 1986, alors que la polémique fait rage autour de la participation des scientifiques des universités de Toscane à la phase de recherche de l'IDS, Jean-Paul II n'en fera aucune mention dans son discours. Il déclarera néanmoins que la recherche doit contribuer « à la protection des droits de l'homme [...] à l'orientation de l'industrie à des fins exclusivement pacifiques et au développement de technologies susceptibles d'être utilisées dans les pays en développement<sup>168</sup> ». En juin 1986, il avait appelé à « des accords et des engagements réciproques » de la part des gouvernements pour garantir une utilisation pacifique des ressources spatiales<sup>169</sup>.

Pour Peter Murphy, « l'opposition du pape Jean-Paul II à cette initiative était bien connue<sup>170</sup> ». Pourtant, comme il le constate lui-même, « au bout du compte, rien ne fut jamais rendu public par le Vatican ... aucun document ... aucune conférence de presse. Le rapport de l'Académie pontificale fut envoyé au pape et on n'en entendit plus jamais parler. L'ambassade ne reçut jamais d'exemplaire du rapport final et plusieurs sources nous indiquèrent qu'il avait été détruit<sup>171</sup> », au grand soulagement, apparemment, de Washington<sup>172</sup>. Comment expliquer ce silence du pape face à un programme que de toute évidence il jugeait néfaste ? Ce silence serait-il attribuable aux initiatives presque « réflexes » des Etats-Unis pour « éduquer » le Saint-Siège ? Il semble que, là encore, le pape ait agi conformément à ses convictions (qui ne sont pas toujours celles qu'une lecture superficielle de son pontificat a pu lui prêter), même si les arguments exposés par les représentants du gouvernement américain ont pu à certains moments les renforcer.

Tout d'abord, le souverain pontife, même s'il condamne la course aux armements, n'est pas partisan d'un pacifisme anti-nucléaire et unilatéraliste. Sa vision du conflit qui oppose les grandes puissances est pragmatique et ancrée dans la réalité, aux antipodes d'un idéalisme un peu naïf. Il ne se fait aucune illusion sur les prétendues bonnes intentions des uns et des autres. D'ailleurs, dans le message qu'il a fait lire en son nom par Mgr Casaroli à la deuxième session extraordinaire de désarmement aux Nations unies en juin 1982, le pape

---

<sup>167</sup> "Soviet Religious Propaganda: Apparatus and Operations", Draft Manuscript of a Research Paper, February 1987, foia.cia.gov (consulté le 25 novembre 2009).

<sup>168</sup> "Use Research for Peace Pope Urges", *The Toronto Star*, October 19, 1986, p. A2.

<sup>169</sup> "Pope Calls for Accords on Peaceful Space Use", *New York Times*, June 21, 1986, p. 8.

<sup>170</sup> Murphy, échange de correspondance.

<sup>171</sup> Murphy, échange de correspondance. E.J. Dionne, "'Star Wars' Criticized in Vatican; Pope Avoids Firm Stand on Study", *New York Times*, July 9, 1985, p. A6.

<sup>172</sup> Murphy, échange de correspondance.

n'avait-il pas déclaré que « [d]ans les conditions actuelles, une dissuasion basée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralement acceptable<sup>173</sup> » ? D'autre part, Caspar Weinberger rapporte à l'issue de son audience d'octobre 1986 que le pape lui aurait confié : « Vous savez que nous sommes favorables à la paix, bien sûr, mais nous ne sommes pas favorables aux pacifistes, aux pacifistes unilatéralistes. Nous savons que ce n'est pas ainsi que l'on maintient la paix<sup>174</sup> ». Nous verrons *infra* que le pape va d'ailleurs inviter les évêques américains à faire preuve d'une plus grande modération dans la rédaction de leur lettre pastorale sur le nucléaire militaire et la politique de dissuasion.

D'autre part, s'il est loin d'être entièrement satisfait des positions adoptées par l'Administration Reagan, Jean-Paul II est aussi conscient de l'effet qu'une condamnation venant de sa part pourrait avoir sur les négociations en cours, condamnation qui profiterait indubitablement à la position soviétique, qui est de refuser toute concession tant que Washington n'aura pas renoncé à son bouclier spatial. Dans un souci de neutralité et d'équilibre, Jean-Paul II a sans doute décidé de ne pas donner aux Soviétiques une carte maîtresse dans leurs conversations avec Washington, évitant ainsi aux Etats-Unis une situation délicate. Nous le répétons une fois encore : ce choix de la part du Saint-Siège ne saurait pour autant être considéré comme la preuve d'une quelconque « alliance » avec Washington. Les efforts considérables déployés par ce dernier, s'ils reflètent bien l'attitude évoquée par Martin Van Heuven dès que le Vatican semble s'écarter de la position américaine, constituent également une preuve que le soutien du Vatican n'était en rien acquis<sup>175</sup>.

---

<sup>173</sup> Jean-Paul II, « Message du pape Jean-Paul II à la II<sup>ème</sup> session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement », 7 juin 1982, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1982/june/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19820607\\_disarmo-onu\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1982/june/documents/hf_jp-ii_spe_19820607_disarmo-onu_fr.html) (consulté le 25 novembre 2009).

<sup>174</sup> Mémo, Caspar Weinberger à Ronald Reagan, October 22, 1986, folder: Vatican 1986 [1 of 2], box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>175</sup> Peter Murphy rapporte que les Etats-Unis s'efforcèrent de défendre d'autres programmes controversés de l'Administration afin d'éviter une critique émanant du Saint-Siège. Ce fut le cas notamment de la bombe à neutron, critiquée notamment car elle donnait l'impression de permettre une guerre nucléaire limitée. (Murphy, Oral History Interview).

## **II. Le Nicaragua, ou quand la théologie de la libération profite aux Etats-Unis**

### *II. i. Le Nicaragua, source de préoccupation de l'Administration Reagan et du Saint-Siège*

Dans l'histoire des relations entre le Saint-Siège et les Etats-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ces derniers n'ont pas hésité à solliciter le soutien de Rome, voire son intervention, dans toutes les zones où ils redoutaient une avancée communiste et où l'Eglise catholique occupait une position influente. Sous la présidence de Ronald Reagan, cela sera particulièrement vrai du Nicaragua. Nous avons déjà pu constater au cours de la deuxième partie de cette étude que l'attitude très ferme du pape à l'égard des régimes communistes et la rupture qu'il semblait incarner ont pu laisser penser à Washington qu'il trouverait en lui un allié en toutes circonstances.

L'attitude du pape à l'égard du régime sandiniste, qui a pris le pouvoir au Nicaragua en 1979, est particulièrement prometteuse pour l'Administration Reagan. L'Eglise catholique avait encouragé les efforts visant à renverser le dictateur Anastasio Somoza et elle soutient dans un premier temps le gouvernement de coalition qui s'établit autour du mouvement révolutionnaire « sandiniste », mouvement pourtant d'inspiration marxiste. Plusieurs ecclésiastiques rejoignent même les rangs du gouvernement. Pourtant, les maladresses des sandinistes à son égard entraînent rapidement des tensions et une rupture entre le gouvernement et l'Eglise locale. L'incompréhension se fait totale entre l'épiscopat catholique et le régime, qui soupçonne ce dernier de jouer le jeu de Washington, ce qui donne lieu à de nombreux incidents.

De son côté, Jean-Paul II déplore la présence de prêtres au sein d'un régime marxiste (il leur demandera à plusieurs reprises de choisir entre l'habit et la politique), les avancées de la théologie de la libération dans le pays et les tentatives des sandinistes de récupérer la religion pour légitimer leur révolution sociale, ainsi que leurs attaques contre l'Eglise. Son déplacement catastrophique à Managua en mars 1983 témoigne de l'incompréhension qui règne entre le pape et la junte. Daniel Ortega, son président, espère alors bénéficier d'un soutien du pape dans la lutte qui l'oppose aux Etats-Unis, soutien que ce dernier n'est en rien disposé à lui apporter. Pendant la messe qu'il célèbre à Managua, il doit rivaliser avec les chants révolutionnaires entamés sous l'impulsion des dirigeants sandinistes et laisse poindre sa colère.

Les Etats-Unis sont engagés dans une véritable guerre civile par procuration au Nicaragua. Si le président Carter avait accueilli favorablement — quoique tardivement — le

renversement du dictateur Anastasio Somoza, il avait fini par suspendre l'aide américaine au nouveau régime, craignant, alors que l'Union soviétique venait d'envahir l'Afghanistan et que Cuba était en plein aventurisme africain, que Managua ne constitue une tête de pont pour l'un ou l'autre. L'Administration Reagan va plus loin encore. Elle interrompt tout d'abord l'aide au gouvernement nicaraguayen (que Carter avait fini par reprendre), sous prétexte de bloquer les transferts d'armes du Nicaragua vers le Salvador (où des guérilleros de gauche cherchaient à renverser le gouvernement soutenu par Washington). En outre, elle va essayer de déstabiliser le gouvernement nicaraguayen en contribuant à la constitution d'un groupe de guérilleros, composé de déçus du sandinisme et d'anciens éléments de la garde nationale de Somoza, qui portera le nom de *contras*, et dont elle va assurer le financement. Bien que les Nicaraguayens se plient et interrompent leurs livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne, l'Administration ne rouvre pas les vannes de l'aide pour autant et intensifie son action contre les sandinistes. L'aide aux *contras* est d'abord fournie par l'Argentine et le Honduras, puis directement par Washington<sup>176</sup>.

En plus de financer cette guérilla, dont les actions vont surtout semer la terreur dans la population rurale, les Etats-Unis vont monter une véritable offensive pour discréditer les sandinistes aux yeux de l'opinion publique américaine et mondiale, et ce afin de convaincre le Congrès de financer l'aide militaire nécessaire à l'action des *contras*. A cet effet, un bureau de la diplomatie publique pour l'Amérique latine et les Caraïbes va être mis en place à la Maison-Blanche, qui cherche à présenter le régime sandiniste comme une dictature brutale et liberticide, notamment en matière de droits civiques et religieux<sup>177</sup>. Il brandit le spectre d'une

---

<sup>176</sup> Pour plus de détails sur la politique américaine au Nicaragua, voire Thomas Carothers, *In the Name of Democracy. US Policy toward Latin America in the Reagan Years* (Berkeley, Cal.: University of California Press, 1991), pp. 77-110; Thomas Walker (dir.), *Reagan versus the Sandinistas: the Undeclared War on Nicaragua* (Boulder, Col.: Westview Press, 1987); James Scott, *Deciding to Intervene: the Reagan Doctrine and American Foreign Policy* (Durham, N.C.: Duke University Press, 1996) pp. 152-192.

<sup>177</sup> Alors que les Etats-Unis vont pour justifier leur opposition aux sandinistes ressasser à l'envi les persécutions que ces derniers feraient subir à l'Eglise catholique, on ne peut que rester perplexe quand on sait que, parallèlement, l'Administration Reagan soutient, au moins verbalement, la dictature du pasteur pentecôtiste Efrain Rios Montt au Guatemala, d'une rare violence envers le clergé catholique. Le 4 décembre 1982, Reagan déclare à son sujet : « Le président Rios Montt est un homme d'une grande intégrité et d'un grand dévouement personnel.... Je sais qu'il souhaite améliorer la qualité de vie de tous les Guatémaltèques et promouvoir la justice sociale. Mon Administration fera tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir ses initiatives progressistes ». En janvier 1983, Washington lève l'embargo sur les ventes d'armes au Guatemala. Pourtant, des centaines de prêtres et de catéchistes catholiques sont assassinés tandis que Montt se livre à un effort frénétique de conversion à sa foi pentecôtiste. En 1983, le président Montt se rend aux Etats-Unis. Il est prévu à l'occasion de ce déplacement une rencontre avec Reagan pour « donner un gage du soutien américain », car l'Administration Reagan redoute un coup d'Etat à l'issue duquel Montt serait remplacé par un gouvernement réactionnaire [*sic*], ce qui ferait le lit de la guérilla marxiste. Ceci incite Washington à taire son indignation quant aux exactions du gouvernement Montt.

(Ronald Reagan, "Remarks in San Pedro Sula, Honduras, Following a Meeting with President Jose Efrain Rios Montt," December 4, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/120482f.htm> (consulté le 16



république socialiste à proximité des Etats-Unis susceptible de contaminer toute la région. De nombreux membres de l'Administration, dont le Président lui-même, évoquent publiquement les violations des droits de l'homme prétendument perpétrées par les sandinistes.

En parallèle, sous la pression du Congrès et de l'opinion publique, l'Administration feint de s'intéresser aux différents processus mis en place pour rétablir la paix dans la région, tel celui de Contadora, lancé par les dirigeants du Venezuela, du Mexique, de la Colombie et du Panama. Mis à part George Shultz et Thomas Enders (responsable de l'Amérique latine au département d'Etat), personne n'envisage de s'asseoir à la table des négociations avec le chef de la junte, Daniel Ortega. Les Etats-Unis ont pour objectif de chasser les sandinistes, pas de parvenir à un accord de partage du pouvoir.

Si le régime sandiniste comporte des éléments marxistes indéniables, il est loin d'être aussi répressif que les Etats-Unis veulent le laisser entendre. Il reçoit certes des armes de l'Union soviétique et accueille sur son territoire des conseillers militaires soviétiques et cubains, mais s'il peut être qualifié d'autoritaire, il ne saurait être qualifié, comme le fait Reagan, de « totalitaire ».

La Maison-Blanche a besoin d'argent pour financer les opérations des *contras*, mais progressivement, le Congrès s'affirme et va refuser de financer l'intervention américaine<sup>178</sup>. En outre, il commence à se pencher sur la question du financement de ce mouvement, notamment sous la pression des médias qui y témoignent un intérêt croissant. Il faut dire que de nombreuses voix s'élèvent pour critiquer le soutien américain aux *contras*, tout particulièrement celles d'organisations religieuses. C'est le cas de la conférence des évêques catholiques américains (NCCB), qui dénonce à la quasi-unanimité la politique américaine dans la région comme immorale. Cette critique religieuse risque d'entraver l'action de l'Administration, d'autant plus que les évêques se livrent à un lobbying important, témoignant devant de nombreuses commissions du Congrès, notamment celles chargées de voter le financement desdits *contras*.

---

décembre 2009; Memorandum for William P. Clark, "Working Visits for Foreign Leaders: July-December 1983", April 11, 1983, folder: [Guatemala] Rios Montt Working Visit (Guatemala), box OA 90139, Alphonso Sapia-Bosch Files, RRL.)

<sup>178</sup> Ceci n'empêche pas l'Administration de poursuivre son aide par des canaux officieux, dans le cadre d'une opération téléguidée depuis le Conseil national de sécurité, et d'obtenir les financements nécessaires dans le cadre de ce qui sera connu plus tard comme le plus gros scandale de l'Administration Reagan, l'*Irangate*. Il est révélé en 1986, après la parution d'un article dans une revue libanaise et l'interception d'un pilote américain qui transportait des armes pour les *contras*, que les Etats-Unis contournent depuis le début des années 1980 l'interdiction faite par le Congrès de financer les *contras* et qu'ils utilisent à cette fin les bénéfices dégagés par des ventes d'armes à l'Iran (ventes d'armes réalisées dans l'espoir d'obtenir la libération d'otages américains détenus par le Hezbollah).

Après plusieurs tentatives non suivies d'effets réels, la Chambre des représentants adopte le 21 décembre 1982 l'amendement Boland, du nom du président de la commission du Renseignement de la Chambre, qui vise à interdire le financement pour l'année 1983 de toute action ayant pour objectif de renverser le régime au pouvoir au Nicaragua.

Reagan cherche à rassurer l'opinion et le Congrès quant aux intentions de son gouvernement. Devant le Congrès réuni, il déclare le 27 avril 1983 :

Je voudrais être bien clair quand à l'attitude américaine à l'égard du gouvernement du Nicaragua. Nous ne cherchons pas à le renverser. Notre intérêt, c'est de nous assurer qu'il n'infecte pas ses voisins en exportant la subversion et la violence. Notre objectif, qui est en conformité avec le droit américain et international, est d'empêcher l'afflux d'armes au Salvador, au Honduras et au Costa Rica<sup>179</sup>.

Le 12 avril 1983, la sous-commission des Amériques de la Chambre vote pour mettre un terme à l'aide américaine aux *contras*. Le Sénat, qui est dominé par les Républicains, exige seulement de l'Administration qu'elle exprime ses objectifs de manière claire. Afin d'endiguer l'ingérence du Congrès dans la politique étrangère, l'Administration met en place une commission présidée par Henry Kissinger, commission bipartite chargée de faire le point sur les intérêts américains et de recommander un programme d'action (dont les conclusions seront totalement ignorées). De plus, l'exécutif redouble d'efforts pour convaincre les législateurs et l'opinion de soutenir l'aide aux rebelles nicaraguayens. Le Président en personne appelle le Congrès le 27 avril à ne pas laisser les peuples d'Amérique centrale aux mains du totalitarisme et les Etats-Unis exposés à une menace aussi considérable. Malgré tout, le Congrès adopte le 28 juillet 1983 l'amendement Boland Zablocki, qui interdit à l'Administration de consacrer des fonds au soutien d'activités militaires ou paramilitaires au Nicaragua. L'amendement est conservé dans l'*Intelligence Authorization Bill* adopté en octobre 1983 par la Chambre. Le Sénat, républicain, n'a pas adopté pareil amendement. A l'issue du processus de conciliation, un plafond de 24 millions de dollars à l'aide aux *contras*, ainsi que l'interdiction d'utiliser les fonds d'urgence de la CIA, sont décidés, ce qui implique que la Maison-Blanche devra passer par le Congrès pour tout autre financement.

La Maison-Blanche autorise néanmoins la CIA à accroître l'aide aux *contras*, ainsi qu'à organiser des attaques directes sur le territoire nicaraguayen. Le 6 janvier 1984, les ports du pays sont minés, en violation des restrictions édictées par le Congrès. La CIA tente de faire croire que le minage a été effectué par les *contras*, mais quand la vérité éclate, la Chambre vote le 25 mai 1984 l'amendement dit Boland II afin d'interdire au gouvernement toute dépense en vue de financer des activités militaires ou paramilitaires au Nicaragua.

---

<sup>179</sup> Ronald Reagan, "Address before a Joint Session of the Congress on Central America", April 27, 1983, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1983/42783d.htm> (consulté le 14 décembre 2009).

L'amendement est adopté le 12 octobre 1984. Il stipule que « [d]urant l'année fiscale 1985, aucun des fonds mis à la disposition de la CIA, du département de la Défense, ou de toute autre agence ou entité des Etats-Unis impliquée dans des activités de renseignement, ne pourra être alloué ou dépensé dans le but [...] de soutenir, directement ou indirectement, des opérations militaires ou paramilitaires au Nicaragua<sup>180</sup> ». L'interdiction est attachée à une loi dont l'effet est annuel. L'Administration pourra donc à nouveau solliciter du Congrès une aide militaire en 1985.

## *II. ii. Quand Washington cherche à faire de Rome un allié dans la lutte contre les sandinistes*

C'est dans ce contexte de crise entre le régime sandiniste et l'Administration Reagan et de difficultés à obtenir un soutien pour l'action des *contras* que cette dernière va chercher à exploiter la profonde méfiance de Jean-Paul II à l'égard d'un régime qui mêle éléments du christianisme et du marxisme. Il va s'agir pour Washington d'essayer d'obtenir une condamnation publique des sandinistes qui aurait certainement marqué, sinon l'opinion, du moins un Congrès sensible aux protestations des évêques catholiques à l'endroit de la politique de Reagan.

La lecture des archives révèle que la situation au Nicaragua revient très fréquemment dans les conversations entre les membres de l'Administration et de la Curie romaine. Pour l'historien David Tombs, « l'Administration Reagan ne perdit aucune occasion d'attiser les craintes du Vatican en faisant part de sa propre préoccupation quant au fait que les sandinistes constituaient une force marxiste-léniniste hostile<sup>181</sup> ».

Les instructions que Richard Allen, conseiller spécial à la sécurité, donne à William Wilson, en juin 1981, ne laissent aucun doute quant au caractère déterminant de l'Amérique centrale dans les relations avec le Vatican, ainsi qu'à la perception au sein de l'Administration Reagan d'une convergence forte entre ses intérêts et ceux du Saint-Siège dans la région :

Vos conversations au Vatican sur la situation en Amérique centrale sont de la plus haute importance. Nous avons besoin d'une coopération la plus étroite possible avec l'Eglise afin de garantir la démocratie, la stabilité et la justice sociale dans la région. Vous pourrez indiquer au secrétaire d'Etat Mgr Casaroli et aux autres [responsables du Vatican] que le Président attache la plus haute priorité au développement d'une relation de travail avec l'Eglise permettant d'atteindre nos objectifs communs en Amérique centrale<sup>182</sup>.

---

<sup>180</sup> Melandri, *Reagan, une biographie totale*, p. 357.

<sup>181</sup> David Tombs, *Latin American Liberation Theology* (Boston: Brill, 2002), p. 232.

<sup>182</sup> Lettre, Richard V. Allen à William Wilson, June 24, 1981, box 1, folder 4, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

Ronald Reagan, après son audience avec Jean-Paul II, le 7 juin 1982, n'a-t-il pas déclaré : « L'Amérique latine est une zone pour laquelle nous partageons une préoccupation commune. Nous souhaitons travailler en étroite collaboration dans cette région afin de promouvoir la paix, la justice sociale, les réformes et empêcher la propagation de la répression et de régimes tyranniques athées<sup>183</sup> ».

Le diplomate Peter Murphy confirme l'importance accordée à cette question à l'ambassade américaine près le Saint-Siège, affirmant que « nous étions très actifs dans ce domaine — tout particulièrement du fait de l'influence considérable exercée par l'Eglise en Amérique centrale et en Amérique latine<sup>184</sup> ». Quand nous l'avons interrogé personnellement, il a précisé : « Il est vrai qu'au cours des années que j'ai passées à l'ambassade des Etats-Unis près le Saint-Siège (1984-1988), la question de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine occupait souvent une place prééminente dans les réunions avec nos homologues. Les situations politico-religieuses du Pérou, du Chili et tout particulièrement du Nicaragua et du Salvador étaient les plus fréquemment abordées [...] par les responsables des bureaux spécialisés dans l'Amérique latine à la secrétairerie d'Etat<sup>185</sup> ».

Wilson, avec l'aide de ses adjoints successifs à Rome, va s'employer à « vendre » la politique américaine en Amérique centrale à ses interlocuteurs de la Curie romaine, d'autant plus qu'en tant que catholique et américain, il est persuadé de l'existence d'une convergence. Il fait donc circuler les documents que lui fait parvenir Washington, et organise des rencontres avec les plus hautes autorités catholiques, parmi lesquels Pio Laghi<sup>186</sup>, Mgr Casaroli, Mgr Silvestrini<sup>187</sup> et Mgr Backis<sup>188</sup>. En outre, Washington dépêche à Rome de hauts responsables pour informer le Vatican, et la question semble être abordée à chaque fois qu'un dignitaire catholique se rend à Washington<sup>189</sup>.

---

<sup>183</sup> Jack Nelson, "Reagan, Pope Join in Urgent Plea for Peace", *Los Angeles Times*, June 8, 1982, p. B1.

<sup>184</sup> Peter Murphy, Oral History Interview.

<sup>185</sup> Murphy, échange de courrier. Les instructions émanant de Washington au sujet du Nicaragua se multiplièrent au moment où Elliot Abrams devint sous-secrétaire d'Etat en charge des Affaires interaméricaines, si l'on en croit Peter Murphy. Il rapporte qu'à partir de ce moment-là, il leur arrivait souvent « de recevoir deux ou trois instructions par jour ! Vous vous souvenez sans doute que le cadre de notre discussion est la fin des années 1980, et le Nicaragua était au tout premier plan. [...] Certaines des choses qu'Abrams souhaitait que nous exhortions le Vatican à faire étaient tout simplement scandaleuses ! C'était un jeune homme des plus arrogants qui était à l'époque tout-puissant à Washington ». (Peter Murphy, Oral History Interview).

<sup>186</sup> Lettre, Pio Laghi à William Wilson, December 29, 1981, box 2 folder 59, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>187</sup> Télex, Mike Hornblow à William Wilson, August 23, 1982 ou 83, box 3 folder 28, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>188</sup> Lettre, William Wilson à Mgr Backis, May 13, 1986, box 1 folder 81, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>189</sup> Les archives n'ont pas révélé de requête spécifique au sujet du Salvador, tout juste y parle-t-on de nombreux échanges au sujet de l'Amérique centrale. Au Salvador, les Etats-Unis cherchaient depuis Jimmy Carter à consolider un gouvernement modéré tout en contrant la guérilla marxiste, le *Frente Farabundo Marti de Liberacion Nacional* (FMLN), par le biais d'une aide militaire au gouvernement. Ces efforts sont freinés par les

Le Nicaragua est le pays le plus fréquemment évoqué lors des visites de Vernon Walters à Rome<sup>190</sup>. Le président Reagan profite ainsi de la visite de Mgr Casaroli à Washington en novembre 1983 pour tenter de convaincre le prélat de la moralité de la politique américaine à l'égard du Nicaragua. Le Président cherche à jouer sur une corde sensible pour l'Eglise catholique. On peut ainsi lire dans le compte rendu de la réunion :

Le Président a souligné qu'au Nicaragua, de nombreux prêtres s'étaient radicalisés et avaient lancé un nouveau type d'Eglise. Mgr Laghi a ajouté que c'était vrai et qu'ils l'appelaient « l'Eglise populaire » [...]. Mgr Casaroli a répété, en réponse à la remarque du Président, qu'il est probablement impossible d'être à la fois un bon chrétien et un bon communiste et que ces prêtres qui travaillent au sein de sociétés communistes ont sans doute une grande foi intérieure<sup>191</sup>.

En plus de chercher à promouvoir leur politique au Nicaragua, certains membres de l'Administration, conscients du poids des paroles du pape, vont solliciter à plusieurs reprises du Saint-Siège une prise de position favorable aux *contras* et à la politique américaine. Peter Murphy rapporte que lorsqu'il travaillait à l'ambassade américaine près le Saint-Siège, « Elliot Abrams et le colonel Oliver North cherchèrent à convaincre les responsables du Vatican du bien-fondé de leur soutien aux *contras*, en vain. J'ai parlé aux deux hommes à plusieurs occasions et ils firent de leur mieux pour obtenir du Saint-Père [...] ou du cardinal secrétaire d'Etat qu'ils soutiennent leur position publiquement, sans succès, bien évidemment<sup>192</sup> ». Carl Bernstein rapporte pour sa part que le directeur de la CIA aurait évoqué l'Amérique centrale avec les autorités vaticanes où, leur aurait-il expliqué, « cinq cent Cubains participent aux entraînements de l'armée nicaraguayenne et aident les sandinistes à [faire fonctionner] leurs services de renseignement et leurs systèmes de communication. Les Etats-Unis espéraient que le Vatican désavoue publiquement leurs objectifs, tout particulièrement au Nicaragua<sup>193</sup> ». Le journaliste précise que :

---

protestations de l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar Romero. Nous avons déjà vu que Carter avait pu compter sur le soutien du Saint-Siège dans ses tentatives pour modérer les critiques du prélat. L'épiscopat salvadorien est profondément divisé entre une branche conservatrice et un groupe réformiste. Le pape Jean-Paul II est mal à l'aise avec l'attitude de Romero. L'arrivée au pouvoir de Reagan coïncide avec une offensive de grande ampleur du FMLN, et la nouvelle Administration américaine augmente donc de manière significative l'aide militaire au gouvernement. Alors que la politique américaine d'aide à un gouvernement dont les forces armées se livrent à de nombreuses exactions est reprise et intensifiée, des voix se font entendre pour s'opposer au versement d'une aide militaire au gouvernement, notamment du côté de l'épiscopat catholique américain et du Congrès. Ce dernier va notamment conditionner le versement de l'aide au respect des droits de l'homme. Dans un contexte où le financement de l'aide est menacé, il est utile de chercher à convaincre Rome du bien-fondé de la politique américaine. Pour plus de détails sur la politique américaine à l'égard du Salvador, voir Thomas Carothers, *In the Name of Democracy: US Policy toward Latin America in the Reagan Years* (Berkeley, Cal.: University of California Press, 1991), pp. 12-46.

<sup>190</sup> Télex, William Wilson à Michael Hornblow, January 4, 1983, box 3 folder 7, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>191</sup> "Memorandum of Conversation", November 22, 1983, Vatican 1983-1984 [3 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>192</sup> Murphy, échange de courrier.

<sup>193</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, pp. 290-291.

[c]raignant que l'Eglise populaire ne constitue un contrepouvoir trop important pour les intérêts américains en Amérique centrale, particulièrement au Nicaragua et au Salvador, Casey et William Clark n'eurent de cesse d'encourager le pape à se rendre au Nicaragua. Ils laissèrent entendre à Pio Laghi [...] que le pape devait démontrer sans équivoque qu'il était aux côtés des évêques contre l'Eglise populaire. Ils firent également savoir à quel point il était important pour les Etats-Unis que le pape ne condamne par les *contras* [...] ou la guerre couverte de Washington contre les sandinistes et l'aide militaire apportée au gouvernement du Salvador<sup>194</sup>.

De même, alors que Jean-Paul II doit se rendre à Miami en septembre 1987, il est demandé au Saint-Siège d'apporter par la voix du pape, lors de son déplacement, un soutien public « non seulement au processus de paix sur le principe, mais aux initiatives du cardinal Miguel Obando y Bravo [cardinal archevêque de Managua] et à la lutte continue pour la démocratie au Nicaragua », ce par quoi les Etats-Unis entendent le départ des sandinistes du pouvoir. Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques, Michael Armacost, estime que :

[l]'Eglise et l'opposition civile au Nicaragua luttent pour leur survie. Le régime sandiniste essaie de les diviser et de les décourager. Une déclaration claire de soutien aux initiatives visant à introduire la démocratie et le pluralisme au Nicaragua serait extrêmement bienvenue — le régime devrait être interpellé au sujet de la réouverture de Radio Catholica [*sic*] et la distribution des publications de l'Eglise. Un appel clair au régime sandiniste à respecter l'esprit et la lettre de l'accord récemment signé constituerait un avertissement au gouvernement nicaraguayen que la communauté internationale suivra de près son comportement<sup>195</sup>.

Pour autant, il n'y aura pas d'appel du pape en faveur des *contras* à Miami.

Le Président lui-même va faire les frais d'un refus du Vatican d'apporter un soutien public à ses politiques. Début 1985, il cherche à obtenir du Congrès qu'il autorise à nouveau le financement des *contras* pour un montant de 14 millions de dollars. Reagan lance une véritable campagne pour emporter l'adhésion de l'opinion et du Congrès le 6 février 1985, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union. C'est à cette occasion qu'il expose pour la première fois ce qui sera connu par la suite sous le nom de « doctrine Reagan ». Il décrète que « les Etats-Unis ne doivent pas abandonner ceux qui risquent leur vie sur tous les continents, de l'Afghanistan au Nicaragua, afin de défier l'agression soviétique et protéger les droits qui sont les nôtres depuis la naissance [...]. Le soutien aux combattants de la liberté constitue de la légitime défense, leur lutte [...] est indissociable de notre propre sécurité<sup>196</sup> ». Afin de convaincre le Congrès, le président Reagan cherche à améliorer l'image des *contras*, désormais qualifiés de « combattants de la liberté » et comparés aux Pères fondateurs dans des discours et des appels téléphoniques presque quotidiens. Le bureau de la diplomatie publique passe à la vitesse supérieure et organise campagnes de conférences, impression de brochures

---

<sup>194</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 364.

<sup>195</sup> Câble, Michael Armacost à Embassy Vatican, August 28, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>196</sup> Ronald Reagan "Address before a Joint Session of Congress on the State of the Union", February 6, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/20685e.htm> (consulté le 14 décembre 2009).

et rédactions d'articles publiés sous le nom de personnalités non affiliées au gouvernement américain.

Dernière mesure conçue pour faciliter l'adoption de la requête de financement par le Congrès, Reagan associe à cette dernière une proposition de paix présentée le 4 avril. Il lance aux sandinistes un appel au cessez-le-feu tout en leur soumettant une offre de médiation émanant de l'Eglise nicaraguayenne pour l'organisation d'élections sous contrôle international. S'il demande aux membres de la « résistance démocratique » de déposer les armes jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, il explique au Congrès que ces derniers ont besoin de ces 14 millions de dollar pour subsister. Il s'engage par ailleurs à ce que cette somme ne soit pas utilisée à des fins militaires tant que durera le cessez-le-feu, mais que si au bout de soixante jours, les sandinistes ont fait obstacle à l'obtention d'un accord, il lèvera ces restrictions<sup>197</sup>. Reagan souhaite ainsi convaincre le Congrès qu'il recherche une issue politique et non militaire au conflit.

Dans le cadre de cette initiative, et alors que le Congrès s'apprête à se prononcer sur la demande de financement des *contras* les 23 et 24 avril suivants, l'Administration juge qu'il serait bon de s'adjoindre l'aide du pape. Une déclaration papale en faveur de l'« initiative de paix » permettrait de conférer à cette dernière la moralité et la légitimité qui lui font cruellement défaut. A cet effet, le Président va écrire à trois reprises au pape au cours du mois d'avril 1985, les 4 (lettre qui annonce au pape la proposition de paix de Reagan), 5 (lettre remise par le sénateur Robert Dole à l'occasion d'une audience à Rome le 13 avril) et 19 avril. Dans ces courriers, comme le résume le conseiller spécial à la sécurité Robert McFarlane au Président, « [v]ous avez spécifiquement mentionné que vous lui seriez gré de tout ce qu'il pourrait faire au nom de l'opposition démocratique au Nicaragua et pour aider les évêques dans leurs tentatives de médiation<sup>198</sup> ». Ces envois si rapprochés ne sont pas sans étonner le Saint-Siège. Tyrus Cobb rapporte à son supérieur Robert McFarlane que « Bill Wilson m'a dit [...] que le Vatican était quelque peu perplexe face à cet afflux de lettres qui sont arrivées à intervalle assez rapproché<sup>199</sup> ». Le Saint-Siège est non seulement perplexe devant ces envois rapprochés et les requêtes insistantes qu'ils contiennent, mais il refuse

---

<sup>197</sup> Ronald Reagan, "Remarks Announcing a Central American Peace Proposal and a Question and Answer Session with Reporters", April 4, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/40485e.htm> (consulté le 14 décembre 2009).

<sup>198</sup> Mémo, Robert McFarlane à Ronald Reagan, July 23, 1985, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>199</sup> Mémo, Tyrus Cobb à Robert McFarlane, July 15, 1985, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

d'accéder à la demande du président américain et va mettre plusieurs mois à lui répondre (la réponse papale arrivera fin juillet). McFarlane rapporte au Président :

Dans sa réponse, le pape indique qu'il cherche constamment des solutions aux problèmes endémiques que constituent la violence et la souffrance humaine en Amérique centrale. Sa Sainteté souligne que l'établissement d'un dialogue visant à promouvoir la justice et la dignité humaine est le mécanisme le plus prometteur pour assurer que les citoyens soient moins enclins à avoir recours à la violence. Il note que l'Eglise se tient prête pour aider à concevoir les mécanismes visant à réduire la distance entre les « deux camps ». Il ajoute que la situation actuelle n'est pas favorable à une intervention productive de l'Eglise, particulièrement au Nicaragua, mais garde l'espoir de voir à l'avenir des « initiatives en faveur de la réconciliation<sup>200</sup> ».

Le Nicaragua est l'une de ces (rares) questions qui tient particulièrement à cœur à Ronald Reagan et qu'il s'emploie à défendre avec ardeur. Sans même attendre la réaction du pape à ses multiples requêtes, le Président décide d'invoquer son soutien malgré tout. Le 16 avril 1985, lors d'une conférence sur la « liberté religieuse » organisée par le bureau de la diplomatie publique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Reagan, qui était venu parler des persécutions religieuses dont se rendaient coupables les sandinistes, déclare : « On vient de me transmettre un message oral du pape nous exhortant à poursuivre nos efforts en Amérique centrale<sup>201</sup> ». Le lendemain, lors d'une séance photo, à la question d'un journaliste qui cherche à savoir si le soutien du pape porte également sur l'aide aux *contras*, Reagan persiste et signe, répondant : « Il est très favorable à toutes nos activités en Amérique centrale [...]. Comme je viens de le dire, à toutes nos activités<sup>202</sup> ».

Le Vatican, conformément au devoir de neutralité qu'il s'est fixé, ne saurait accepter qu'un chef d'Etat se prévale de son soutien, d'autant qu'il s'agit selon Reagan de soutien à un groupe paramilitaire, connu par ailleurs pour ses exactions. Pio Laghi publie une déclaration le 17 avril en forme de démenti. D'après le nonce apostolique, « si le Saint Père se félicite de cette disposition à l'établissement d'un dialogue permettant d'aboutir à la paix en Amérique centrale, il le fait conformément à la position qui est toujours celle du Saint-Siège, position qui a été exprimée par le Saint-Père en de multiples occasions, ce qui exclut donc la possibilité qu'il ait apporté son soutien ou donné son approbation à un plan concret en particulier comportant, de surcroît, des dimensions militaires ». Il précise d'autre part que le texte de l'allocution prononcée par le pape lors de la visite de la délégation conduite par

---

<sup>200</sup> Mémo, Robert McFarlane à Ronald Reagan, July 23, 1985, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Pres-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>201</sup> Ronald Reagan, "Remarks at a Conference on Religious Liberty", April 16, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/41685d.htm> (consulté le 28 novembre 2009). Ronald Reagan faisait sans doute allusion aux propos que le pape avait tenus à Bob Dole en réaction à la lettre datée du 5 avril que ce dernier lui avait remise de la part du président américain.

<sup>202</sup> "Network News Summary", April 17, 1985, folder: The Vatican 1985 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.



Robert Dole a été publié *in extenso* dans *l'Osservatore Romano* et qu'il est vain de chercher un quelconque message secret que le pape aurait cherché à faire passer à Reagan. Pour Laghi, « Il n'y a eu aucun autre message du Saint Père<sup>203</sup> ».

La situation semble avoir préoccupé le Vatican : d'habitude peu prolixe dans ce genre d'affaire, il publie un communiqué officiel le 18 avril 1985 pour rétablir quelques vérités :

Au sujet des informations concernant l'initiative récente du président Reagan sur l'Amérique centrale, il semble utile de souligner les choses suivantes : –la proposition d'une trêve nationale au Nicaragua a été rendue publique par le président Reagan le mardi 4 avril. Quelques heures auparavant, le Saint-Siège en avait été informé par une lettre personnelle du Président et un appel téléphonique de M. McFarlane à son éminence le cardinal-secrétaire d'Etat, Mgr Casaroli. [...]. Le samedi 13 avril, le Saint-Père a reçu un groupe de personnalités politiques américaines conduit par le sénateur Robert Dole, qui a remis à Sa Sainteté une deuxième lettre personnelle du Président. Le pape s'est exprimé devant ce groupe et ses propos ont été rapportés dans *l'Osservatore Romano* du 14 avril<sup>204</sup>.

Pour le Saint-Siège, le risque de soupçon d'une connivence avec la Maison-Blanche est fort. Le pape avait pris contact quelques semaines auparavant avec les évêques nicaraguayens, à la suite de quoi ces derniers avaient proposé d'exercer une médiation dans le conflit lors de leur assemblée du 22 mars. Cette offre a été reprise par Reagan dans le cadre de son initiative de paix avec d'autant plus de satisfaction de la part de Washington que l'épiscopat du pays, notamment son responsable officieux, Miguel Obando y Bravo, était en contact étroit avec la Maison-Blanche. Le Vatican prend soin de rappeler que l'offre de médiation des évêques s'est faite dans un esprit d'impartialité, soulignant que dans leur communiqué, les prélats ont rappelé que « A) étant donné notre mission d'hommes d'Eglise, nous ne pouvons pas imposer le dialogue. B) le dialogue doit être accepté par tous les camps. C) notre attitude ne saurait être interprétée comme constituant une prise de position pour un quelconque parti ou idéologie<sup>205</sup> ».

La Maison Blanche de son côté prépare un correctif, rendu public le 19 avril, dans lequel elle revient sur les déclarations du Président et concède que ce dernier s'est peut être laissé emporter par son enthousiasme en invoquant l'appui du pape à sa politique :

Nous sommes en contact permanent avec le Vatican sur un grand nombre d'enjeux. Nous avons informé le Vatican de notre récente initiative concernant le Nicaragua. Le Vatican soutient les initiatives de paix et de réconciliation en Amérique centrale. Le Président a-t-il reçu une communication du pape indiquant un soutien particulier au plan de paix de l'Administration du 4 avril ? Il n'y a pas eu de communication en ce sens. Les déclarations du Président d'hier et d'avant-hier ne voulaient en aucun cas insinuer que le Vatican avait donné des signes d'un soutien particulier à l'initiative du 4 avril<sup>206</sup>.

---

<sup>203</sup> "US Policy in Central America. The Pope and the President" *Origins*, Volume 14, n°46, May 2, 1985, pp. 747-749.

<sup>204</sup> Câble, William Wilson à Secretary of State, April 18, 1985, folder: The Vatican 1985 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>205</sup> Câble, William Wilson au Secretary of State, April 18, 1985, folder: The Vatican 1985 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>206</sup> "Talking Points", April 19, 1985, folder: The Vatican 1985 (2 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

A plusieurs reprises, comme nous venons de le voir, le Saint-Siège a refusé d'être associé à la politique menée par les Etats-Unis en Amérique centrale, et tout particulièrement au Nicaragua. Pour Peter Murphy, « en ce qui concerne l'affirmation du Président en 1985 que "le pape est favorable à toutes nos activités", je dirais que ce n'était pas vrai<sup>207</sup> ». Tyrus Cobb du Conseil national de sécurité nationale juge quant à lui qu'on ne saurait parler de collaboration entre les Etats-Unis et le Saint-Siège au sujet de l'Amérique centrale. Quand nous lui avons posé cette question, sa réponse fut la suivante :

Pour moi, la question des écarts de richesse était une des préoccupations majeures de Jean-Paul II. Lors de nombreuses réunions, le Vatican a plaidé la cause des pays moins développés ; bien qu'il y ait eu dans un certaine mesure accord sur [le président du Nicaragua Daniel] Ortega (il est vrai qu'il piétinait les droits de l'Eglise catholique au Nicaragua), ils nous disaient aussi que la situation était injuste au Honduras. Il n'y avait pas la même unanimité sur l'Amérique centrale que sur la Pologne. Par conséquent, quand on en parlait, ça se terminait souvent par des discussions animées. La préoccupation pour la pauvreté était toujours présente<sup>208</sup>.

Même Carl Bernstein, qui avait parlé d'une alliance sainte au sujet de la Pologne et de l'avortement, estime que « le Vatican lui-même ne prit jamais position officiellement sur la guerre au Nicaragua (d'ailleurs, le pape lança de nombreux appels à la paix en Amérique centrale et critiqua les Etats-Unis parce que, par leur action, ils prolongeaient le conflit)<sup>209</sup> ».

En juin 1987 alors que le pape est aux Etats-Unis, Mgr Casaroli explique aux plus proches conseillers de Reagan la lecture que fait le Saint-Siège des événements d'Amérique centrale et plus particulièrement du Nicaragua. Ceci nous permet de comprendre pourquoi, au-delà de la profonde méfiance, voire l'hostilité de l'Eglise catholique à l'égard de la théologie de la libération et ses ramifications politiques, il ne saurait être question pour le Saint-Siège, outre sa tradition de retenue et de neutralité, d'apporter un quelconque soutien à l'Administration Reagan. Le cardinal expose en fait un principe clé du pontificat de Jean-Paul II : certes, le Saint-Siège est inquiet des risques d'extension de l'influence marxiste dans le monde, mais les inégalités sociales et l'injustice économique, que les Etats-Unis de Reagan feignent d'ignorer comme facteur d'instabilité au profit d'une lecture des conflits au travers du seul prisme Est-Ouest, sont tout aussi déterminantes. Il convient donc pour Rome d'ajouter une lecture des tensions mondiales au travers du prisme Nord-Sud. Tant que les pays riches n'aideront pas véritablement les pays pauvres et contribueront à y maintenir au pouvoir des régimes iniques, rien ne changera. Frank Shakespeare rapporte qu'au cours de la réunion,

Casaroli a déclaré que le Vatican souhaitait qu'une « démocratie authentique » s'installe dans chaque pays d'Amérique latine, mais que cela signifiait une démocratie « dans le sens le plus complet du terme », y compris des sociétés justes sur les plans social et économique. Casaroli a dit que le Vatican

---

<sup>207</sup> Murphy, échange de courrier (c'est Peter Murphy qui souligne).

<sup>208</sup> Tyrus Cobb, entretien téléphonique avec l'auteur, 27 septembre 2007.

<sup>209</sup> Bernstein, "The US and the Vatican on Birth Control", *Time*, February 24, 1992, p. 35.

était inquiet de l'avenir de la religion dans les pays les plus pauvres, où la pauvreté et les injustices peuvent mener les fidèles et même certains membres du clergé vers le « socialisme ». Le Vatican était inquiet au sujet des tenants de la théologie de la libération, certes, mais il était encore plus préoccupé par les « conditions concrètes » d'injustice économique et sociale. Le Vatican est particulièrement inquiet au sujet du Mexique, où il n'exclut pas la possibilité d'une révolution radicale et antireligieuse. Casaroli a déclaré que les Etats-Unis avaient une responsabilité particulière en Amérique latine en tant que « grand frère » de la région. Il a souligné qu'« on peut choisir ses amis, mais on ne choisit pas son frère<sup>210</sup> ».

Pourtant, plusieurs interventions du pape vont être perçues comme très favorables à la politique menée par Reagan dans la région, ou en tout cas présentées comme telles par des membres de son Administration. Dès le 29 juin 1982, Jean-Paul II envoie une lettre aux évêques du Nicaragua dans laquelle il reproche à l'*Iglesia popular* de vouloir se constituer en église parallèle, remettant en question l'autorité de l'épiscopat nicaraguayen et de Rome, Eglise populaire dont se revendiquent les catholiques proches du gouvernement de Daniel Ortega<sup>211</sup>. A l'occasion de son voyage en Amérique centrale, lors de son étape à Managua, en mars 1983, les images de Jean-Paul II morigénant le prêtre et ministre Ernesto Cardenal, agenouillé devant lui (pour sa participation au gouvernement), font le tour du monde. Cette exigence va là encore dans le sens des Etats-Unis. Ces derniers ne peuvent être que gênés dans leurs efforts de dépeindre le régime au pouvoir à Managua comme un pourfendeur de la liberté de culte, alors qu'il compte plusieurs prêtres et religieux catholiques parmi ses effectifs<sup>212</sup>. Lors de la messe célébrée dans la capitale nicaraguayenne, le pape prononce une homélie intitulée « Unité de l'Eglise » (il y emploiera le mot « unité » à vingt-neuf reprises, sans compter les adjectifs « uni » ou « divisé » !<sup>213</sup>) devant une foule agitée. Il refuse par ailleurs de recevoir les familles de victimes des *contras*. D'autre part, il ne fait qu'une brève allusion à Mgr Oscar Romero. L'hebdomadaire américain *National Catholic Reporter* conclut à l'issue de ce voyage qu'« [...] au Salvador et au Nicaragua, le pape a joué "le jeu de Washington", ce qui revenait aussi, bien sûr, à jouer le jeu des responsables des Eglises locales<sup>214</sup> ».

---

<sup>210</sup> Câble, Frank Shakespeare à US Delegation, "Cardinal Casaroli Meeting", June 6, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>211</sup> Jean-Paul II, « Carta de Juan Pablo II al Episcopado de Nicaragua », 29 de junio de 1982, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/letters/1982/documents/hf\\_jp-ii\\_let\\_19820629\\_episcopato-nicaragua\\_sp.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/letters/1982/documents/hf_jp-ii_let_19820629_episcopato-nicaragua_sp.html) (consulté le 28 novembre 2009).

<sup>212</sup> Outre Miguel D'Escoto, qui fut ministre des Affaires étrangères de 1979 à 1990, le gouvernement de Daniel Ortega comptait dans ses rangs Ernesto Cardenal, ministre de la Culture, et son frère Fernando, en charge du portefeuille de l'éducation.

<sup>213</sup> Jean-Paul II, « Homélie de Sa Sainteté Jean-Paul II, Managua, Nicaragua », March 4, 1983, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/homilies/1983/documents/hf\\_jp-ii\\_hom\\_19830304\\_managua\\_sp.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/homilies/1983/documents/hf_jp-ii_hom_19830304_managua_sp.html).

<sup>214</sup> Werner Levi, *From Alms to Liberation: the Catholic Church, the Theologians, Poverty and Politics* (New York: Praeger Publishers, 1989), p. 118.

En novembre 1983, Rome promulgue un nouveau canon interdisant aux prêtres d'occuper toute fonction gouvernementale. Enfin, point d'orgue de nombreuses initiatives visant à endiguer l'attrait de la théologie de la libération au sein de l'Eglise, la Congrégation pour la doctrine de la Foi, dirigée par Mgr Joseph Ratzinger, publie en septembre 1984 un document intitulé *Instruction sur quelques aspects de la « théologie de la libération »*. L'objectif de l'instruction, mentionné dès les premières phrases, est d'« attirer l'attention des pasteurs, des théologiens et de tous les fidèles sur les déviations et risques de déviation dommageables à la foi et à la vie chrétiennes, provoqués par certaines formes de théologie de la libération qui ont recours, de manière insuffisamment critique, à des concepts empruntés aux divers courants de la pensée marxiste-léniniste<sup>215</sup> ».

L'Administration Reagan est bien consciente de ce que les fortes réserves de Jean-Paul II à l'égard la théologie de la libération et son désir d'en enrayer l'essor peuvent avoir de bénéfique pour sa politique en Amérique centrale. Elle développe donc une véritable « obsession » pour la question, comme l'a indiqué Peter Murphy. Wilson justifie l'intérêt porté à la théologie de la libération par son ambassade en expliquant que « cela découle de la préoccupation de l'Administration face à la perspective d'un nouvel Etat marxiste. Nous cherchons à endiguer l'expansion du marxiste ». Il se félicite publiquement des décisions prises par le Saint-Siège, notamment de la publication de l'*Instruction*, affirmant que les responsables américains ont été « contents de ce document [...]. Nous pensons que nous en étions arrivés à un point où le monde voulait connaître ce que le Vatican avait à dire sur la théologie de la libération<sup>216</sup> ».

Autre élément qui joue en la faveur de l'Administration Reagan : en mai 1985, Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, reçoit la barrette cardinalice, devenant ainsi le seul cardinal que l'Eglise catholique compte en Amérique centrale. Or, Obando entretient des relations étroites avec Washington. L'Administration Reagan a constaté non sans intérêt l'antagonisme qui l'oppose à la junte sandiniste et a trouvé en lui un partenaire précieux dans son exercice de déstabilisation et de délégitimation du gouvernement Ortega. A ce titre, Obando et l'épiscopat nicaraguayen auraient été les récipiendaires d'aide américaine selon Carl Bernstein : à partir de 1981, la CIA aurait acheminé des fonds vers des membres éminents de l'Eglise locale pour les aider à monter une station de radio et un journal qui feraient figure de forces d'opposition. Une somme de 25 000 dollars aurait notamment été

---

<sup>215</sup> *Instruction sur quelques aspects de la « Théologie de la libération*, 6 août 1984, [http://www.vatican.va/roman\\_curia/congregations/cfaith/documents/rc\\_con\\_cfaith\\_doc\\_19840806\\_theology-liberation\\_en.html](http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_19840806_theology-liberation_en.html).

<sup>216</sup> «Wilson Oversees Varied US Interests at Vatican», December 7, 1984, *National Catholic Reporter*, p. 5.

envoyée à Obando, qui s'est par ailleurs rendu à plusieurs reprises aux Etats-Unis, où il aurait rencontré des responsables de l'Administration Reagan<sup>217</sup>. La lecture des archives, si elle ne permet pas, en l'état actuel du processus de déclassification, de confirmer ou d'infirmer les propos de Bernstein, permet néanmoins d'établir l'existence de liens étroits entre le prélat et le gouvernement de Washington. L'ambassadeur américain à Managua a ainsi rencontré fréquemment Obando. En novembre 1981, il rapporte après une entrevue avec l'évêque que ce dernier aurait sollicité l'aide des Etats-Unis, notamment sous la forme de deux actions précises : la poursuite de l'attribution de bourses pour les étudiants nicaraguayens et l'aide au financement d'une chaîne de télévision dans le nord du Costa Rica pour aider à contrer la propagande des sandinistes<sup>218</sup>. En janvier 1986, il se rend aux Etats-Unis et proclame son soutien aux *contras*, ce afin d'encourager le Congrès à autoriser à nouveau le financement de cette guérilla.

L'Administration compte également sur Mgr Obando y Bravo pour exercer un rôle favorable aux Etats-Unis dans le cadre des négociations visant à rétablir la paix dans le pays. En septembre 1987, le cardinal est désigné président de la Commission de réconciliation nationale, commission qui a pour mission de s'assurer du respect des engagements pris dans le cadre des accords de paix régionaux. L'ambassade américaine conseille Obando dans son rôle de médiateur, lui demandant par exemple de ne pas lancer d'appel à un cessez-le-feu unilatéral et précisant la marche à suivre pour obtenir un cessez-le-feu dont les conditions ne soient pas imposées par les sandinistes<sup>219</sup>.

Le rôle crucial joué par Obando et sa proximité avec les Etats-Unis expliquent sans doute l'inquiétude de Washington quand il apprend que sa présence au synode des évêques d'octobre 1987<sup>220</sup> va le tenir éloigné de Managua pendant un mois, et ce alors qu'il vient tout juste de prendre ses fonctions en tant que président de la commission<sup>221</sup>. Le 2 septembre, l'attaché politique de l'ambassade américaine rapporte qu'il s'est entretenu de la question de la participation d'Obando au synode avec l'intéressé lui-même. Ce dernier lui a expliqué qu'il

---

<sup>217</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 363.

<sup>218</sup> Câble, Roger Gamble à Secretary of State, November 1981, folder: "Nicaragua Church", box OA 90501, Jacqueline Tillman Files, RRL.

<sup>219</sup> Câble, George Shultz à Embassy Managua, "Status of Obando y Bravo's Synod Attendance; Calls for Unilateral Ceasefires", September 16, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>220</sup> Le synode des évêques est une sorte d'assemblée consultative de l'Eglise mise en place par le concile Vatican II.

<sup>221</sup> L'attitude américaine soulève également des questions quant à l'engagement affiché par Washington au moment de l'établissement de relations diplomatiques de ne pas s'immiscer dans les affaires de l'Eglise catholique : le gouvernement va effectivement essayer d'obtenir que le cardinal ne participe pas à un événement de nature religieuse pour des raisons éminemment politiques !

avait pourtant désigné un autre évêque pour s’y rendre à sa place, mais que « quelques jours plus tard, [...] il reçut un appel de Rome et fut ‘invité personnellement par le pontife’ à assister au synode ». Le cardinal Obando explique au diplomate américain qu’il est « dans l’obligation » de s’incliner devant la volonté du pape. Mais l’attaché ne se satisfait pas de cette explication. Il fait remarquer au cardinal que les sandinistes pourraient profiter de son absence pendant une période éminemment cruciale du processus de paix comme d’une excuse supplémentaire pour mettre en cause sa crédibilité et l’accuser d’essayer de saper les initiatives de la commission nationale de réconciliation<sup>222</sup>.

L’attaché politique évoque ensuite la possibilité que Ronald Reagan aborde la question de sa présence au synode lors d’une entrevue prévue avec le pape à Miami le 10 septembre. Le prélat n’est pas défavorable à une telle idée, le diplomate américain de rapporter que « le cardinal Obando n’a pas fait de commentaire direct sur cette éventualité, mais a laissé entendre à l’attaché politique qu’une rencontre de ce genre pourrait conduire Jean-Paul II à reconsidérer “l’invitation” faite à Obando<sup>223</sup> ». Deux semaines plus tard, le 16 septembre, le département d’Etat donne l’instruction suivante à son poste diplomatique à Managua : « A un moment opportun, l’ambassade devra contacter le cardinal pour s’enquérir de la décision prise quant à sa participation au synode des évêques à Rome et savoir s’il y a eu des changements par rapport au programme initial du cardinal<sup>224</sup> ».

De son côté, l’ambassade américaine près le Saint-Siège n’a pas ménagé sa peine pour obtenir du Saint-Siège qu’Obando puisse rester à Managua. Peter Murphy a évoqué la question avec Mgr Silvestrini, puis Mgr Casaroli à Rome. D’autre part, Reagan a bien abordé la question avec le pape lors de leur entrevue de Miami, et l’ambassadeur Frank Shakespeare aurait eu une longue conversation avec Mgr Casaroli dans l’avion qui les amenait de Rome à Miami le 10 septembre. A l’issue de toutes ces démarches, l’ambassade américaine près le Saint-Siège préconise d’en rester là, car toute approche supplémentaire sur la question serait

---

<sup>222</sup> Câble, John Moddero à Secretary of State, “Obando’s Attendance at Vatican Synod”, September 2, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>223</sup> Câble, John Moddero à Secretary of State, “Obando’s Attendance at Vatican Synod”, September 2, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>224</sup> Câble, George Shultz à Embassy Managua, “Status of Obando y Bravo’s Synod Attendance; Calls for Unilateral Ceasefires”, September 16, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

« excessive »<sup>225</sup>. Obando assistera donc, en dépit des nombreuses requêtes américaines, au synode des évêques à Rome<sup>226</sup>.

Certaines décisions du pape, que ce soit le fait d'élever au cardinalat un homme considéré à bien des égards par les Etats-Unis comme un allié indispensable dans la lutte contre les sandinistes, ont pu donner l'impression qu'en Amérique centrale, le pape a « joué le jeu de Washington », pour reprendre l'expression du *National Catholic Reporter*. Pour autant, on ne saurait parler d'une politique vaticane alignée sur celle de Washington, voire d'une alliance établie délibérément : les archives en disent suffisamment sur les réactions du Saint-Siège aux requêtes de l'Administration Reagan pour permettre de battre en brèche l'hypothèse d'une coopération active et d'un alignement complet du Vatican sur Washington.

Comme l'a dit Juan Hernandez Pico, si les actions et les déclarations de Jean-Paul II ont pu certes contribuer à saper le soutien dont bénéficiaient les sandinistes, on ne peut pour autant en déduire l'existence d'un « complot » entre Jean-Paul II et Reagan. Chaque homme, chaque institution a agi conformément à ses intérêts et à sa pratique pour défendre des objectifs convergents<sup>227</sup>. On peut d'ailleurs ajouter à cet égard que le pape n'a pas attendu l'arrivée au pouvoir de Reagan pour condamner avec virulence la théologie de la libération, puisque dès 1979, lors de la conférence du CELAM à Puebla au Mexique, il avait rappelé vigoureusement à l'ordre les tenants d'une « Eglise populaire ».

Il semble bien que ce soit l'antipathie profonde du pape pour le marxisme, fruit de son expérience en Pologne, et son souci presque obsessionnel d'unité au sein de l'Eglise, unité nécessaire pour lui permettre de faire face à la double menace que constitue à l'Est le marxisme athée, et à l'Ouest un matérialisme rampant et non moins athée, qui l'ait conduit à se prononcer contre cette théologie si particulière. Evoquant en 1981 l'inquiétude de certains au Vatican quant à la dérive marxiste du régime nicaraguayen, Michael Hornblow, l'assistant de Wilson, estime que le Vatican « ne veut pas que le Nicaragua devienne un autre Cuba, mais leur première priorité est de protéger l'Eglise. Il a conscience des difficultés croissantes entre l'Eglise et l'Etat et s'en remet pour le moment aux évêques nicaraguayens, leur laissant l'initiative, tout en faisant son possible pour les aider<sup>228</sup> ». Une fois de plus, la survie de

---

<sup>225</sup> Câble, Peter Murphy à Secretary of State, September 28, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>226</sup> “Su Eminencia Cardenal Miguel Obando y Bravo”,

[http://www.radioestrelladelmar.com/biografias/biografia\\_Cardenal.htm](http://www.radioestrelladelmar.com/biografias/biografia_Cardenal.htm) (consulté le 28 novembre 2009); Stephen Kinzer, “For Bishops and Sandinistas, There’s No Reconciliation”, *New York Times*, October 25, 1987, p. 42.

<sup>227</sup> Juan Hernandez Pico, “From John Paul II to Benedict XVI: Memories, Analyses, Fears and Hopes”, May 2005, <http://www.envio.org.ni/articulo/2936> (consulté le 11 mars 2009).

<sup>228</sup> Câble, Michael Hornblow à Secretary of State, November 1981, folder: Nicaragua Church, box OA 90501, Jacqueline Tillman Files, RRL.

l'Eglise prime sur d'autres considérations, mais dans la mesure où cela nécessite de traiter les sandinistes sans complaisance, l'action du Vatican profite à Washington.

D'autre part son expérience polonaise a peut-être coloré son jugement, le conduisant en partie à condamner cette théologie et ses manifestations pour ce qu'elles lui rappellent de sa propre expérience, oubliant parfois les réalités propres à l'Amérique centrale qui en ont motivé l'émergence. A cet égard, son refus de prendre position publiquement dans un sens ou dans un autre sur la question du soutien aux *contras* semble avoir également été la conséquence des tensions au sein de l'exécutif romain à ce sujet. Selon la journaliste Joan Frawley :

[le] débat permanent [qui existe à Rome] entre les responsables de la Curie romaine favorables à un compromis avec les sandinistes, afin d'assurer l'avenir de l'Eglise en tant qu'institution, et ceux qui souhaitent la confrontation, a été ravivé par les événements récents. En 1983, avant la visite du pape à Managua, les tenants du compromis avaient le dessus. Estimant que le manque de raffinement d'Obando avait occasionné à l'Eglise locale des difficultés qui auraient pu être évitées, les membres de la Curie ont organisé l'événement, négociant directement avec le régime de Managua et contournant Obando. Mais le prélat de Managua s'est acquis le soutien du pape après que la messe se fut terminée par une joute oratoire entre le pontife et des groupes sandinistes verbalement agressifs, et Rome a depuis lors publié une série de documents sans complaisance à l'égard du régime sandiniste. Au printemps dernier, Obando a remporté une nouvelle victoire quand le Vatican a rappelé le nonce apostolique du Nicaragua, dont les prétendues sympathies pro-sandinistes avaient irrité le prélat de Managua.

Pour la journaliste, le Saint-Siège s'achemine peut-être à nouveau vers le compromis, car la critique par Obando des persécutions à l'égard des catholiques et son refus de condamner publiquement les exactions des *contras* pourraient nuire au projet que nourrit le pape de se rendre à Cuba<sup>229</sup>.

---

<sup>229</sup> Joan Frawley, "Rome and US Bishops Will Reassess Views on Nicaragua", *National Catholic Register*, August 17, 1986, pp. 1-6. La position d'Agostino Casaroli ne saurait être identique à celle du pape, vu les origines et le passé très différents des deux hommes. Est-ce la raison qui a poussé le pape à chercher, par l'intermédiaire de l'un de ses secrétaires personnels, Emery Kabango, à établir un « dialogue discret » avec le conseiller spécial à la sécurité, Robert McFarlane ? A l'automne 1985, Kabango fait savoir que le pape a de tels problèmes avec la Curie romaine, tout particulièrement avec Mgrs Casaroli et Silvestrini, que « la qualité du dialogue avec les Etats-Unis n'est pas aussi bonne qu'il ne le souhaiterait ». C'est pourquoi il propose l'établissement d'un dialogue en coulisses avec le conseiller à la sécurité, Robert McFarlane, que le pape apprécie. De plus, il estime qu'un système de communication à deux niveaux lui permettrait de contourner les contraintes de la politique du Vatican. Les questions concernées sont, entre autre, la Pologne, la théologie de la libération et son impact sur la situation en Amérique latine, ainsi que le rôle de l'Eglise catholique en Amérique ("Interest in a Discreet Dialogue-Pope John Paul II to McFarlane", September 6, 1985). Le 15 octobre suivant, un membre de l'Administration rencontre Kabango, qui souligne que le pape aimerait recevoir prochainement la visite de McFarlane. Kabango explique que « le Vatican peut s'identifier avec certains objectifs de politique étrangère américains. Il ne peut pas en revanche apporter un soutien complet à toutes les actions des Etats-Unis. Par conséquent, il faut débattre des points précis susceptibles de faire l'objet d'une coopération ». ("Vatican Remains Keen to Have a Discreet Dialogue-Pope John Paul II to McFarlane, October 15, 1985). Les Etats-Unis semblent ne pas avoir relevé cette offre d'un « dialogue discret », preuve supplémentaire de l'absence d'alliance secrète. Dans un mémo de janvier, il est fait état de la déception du pape quant à l'absence totale de réponse à sa proposition de la part de Washington ! ("Vatican is Perplexed as to Why No Follow Up Has Taken Place on Its Overture for a Discreet Dialogue", January 7, 1986). Cet épisode laisse perplexe : s'il permet de mettre en évidence des tensions au sein de la Curie entre des diplomates italiens formés à l'école romaine et un pape de l'Est, peut-on imaginer un homme comme Jean-Paul II employant des moyens détournés pour éviter la censure



### III. Haïti, les Philippines et le Chili : des intérêts parallèles bénéfiques pour Washington

#### III. i. Rome, Washington et l' « épouvantail » Aristide

Parmi les pays à majorité catholiques dont l'avenir préoccupe les Etats-Unis de Reagan, Haïti va également faire l'objet de requêtes en direction du Vatican. Après avoir toléré le régime des Duvalier, père et fils, l'Administration Reagan, quand elle perçoit que la fin de Jean-Claude Duvalier, « Baby Doc », est proche, va cesser de le soutenir et essayer de le pousser vers la sortie, ce qui sera chose faite le 6 février 1986. La junte militaire dirigée par le général Henri Namphy qui prend sa suite et qui est chargée d'assurer la transition vers la démocratie bénéficie du soutien de Washington. Pour autant, elle ne répond pas aux aspirations populaires et recourt à des méthodes que le régime précédent n'aurait pas désavouées, interdisant les syndicats ou décidant d'organiser les élections elle-même, en lieu et place de la commission indépendante prévue à cet effet par la nouvelle constitution. En conséquence, des appels à la grève sont lancés.

C'est dans ce contexte d'agitation populaire, peu propice au déroulement d'élections sereines, que les Etats-Unis vont demander l'aide du Vatican. L'Administration Reagan avait pu observer le rôle déterminant joué par l'Eglise catholique dans la chute de Jean-Claude Duvalier. Faute d'une opposition crédible et organisée, l'Eglise catholique haïtienne, sensibilisée aux réalités socio-économiques depuis Vatican II, fait figure d'opposant au régime entre 1980 et 1986. Plusieurs prises de positions importantes vont dynamiser le mouvement populaire. Le 5 décembre 1980, alors qu'une répression sévère vient de frapper journalistes, écrivains et hommes politiques, la Conférence haïtienne des religieux publie une déclaration dans laquelle elle affirme vouloir accompagner le peuple dans sa quête de libération, ce qui marque une rupture avec l'harmonie qui avait régné auparavant entre l'Eglise et l'Etat. Mgr Luigi Conti, nonce apostolique à Port-au-Prince, se félicite de ce message ; il en fait part aux évêques lors de leur réunion annuelle et les invite à en suivre l'exemple, ce qui conduit la conférence épiscopale à intervenir dans le débat public par une déclaration, le 21 décembre 1980, dans laquelle elle dénonce une dégradation intolérable de la vie en Haïti. Pendant ce temps-là, Radio Soleil et la revue *Bonne Nouvelle*, propriétés de

---

de son secrétaire d'Etat ? Certes, le pontife était parfois excédé par l'emprise des Italiens sur la Curie, mais l'anecdote laisse songeur. Ne s'agirait-il plutôt pas d'une tentative de proches du pape, à l'insu de ce dernier, pour essayer de faire prévaloir des vues opposées à celle des prélats italiens ? Il semble que de toute façon, aucune suite n'ait été donnée à cette proposition. (folder: The Vatican 1986 (2 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL).

l'Eglise, dénoncent les injustices et la misère. Le 8 décembre 1983, l'Eglise haïtienne publie une « Charte de l'Eglise d'Haïti pour la promotion humaine », charte qui contient seize projets prioritaires de transformation sociale et dans laquelle elle évoque la nécessaire libération du peuple du joug économique et politique qu'il subit. On peut ainsi lire à l'article 12 que « la volonté populaire s'exprime par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote », et ce alors que Duvalier vient d'obtenir par référendum la présidence à vie<sup>230</sup>.

Parallèlement aux déclarations prophétiques des évêques, les fidèles et les prêtres s'organisent en communautés ecclésiastiques de base, connues en Haïti sous le nom de *ti-légliz*, et ces groupements religieux, dont l'existence a été inspirée par la théologie de la libération, deviennent aussi des lieux où se fédère l'opposition au régime.

La visite du pape Jean-Paul II en Haïti, en mars 1983, a l'effet d'un catalyseur sur le mouvement de protestation. Le secrétaire particulier de Jean-Paul II, Stanislas Dziwisz, rapporte dans ses mémoires que le pape s'aperçut qu'à chaque fois qu'il reprenait le slogan du Congrès eucharistique local, « Il faut que quelque chose change ici », il provoquait un grand enthousiasme dans son auditoire. Il se mit donc à le scander en différents lieux, à tel point que Jean-Claude Duvalier lui aurait demandé de modérer le ton de son discours d'adieu. Jean-Paul II lui aurait répondu qu'il ne pouvait pas le faire « [p]arce qu'ici, dit-il, quelque chose doit réellement changer ! Ici les gens souffrent. On ne peut pas continuer ainsi<sup>231</sup> ! »

Parmi les ecclésiastiques haïtiens les plus virulents contre le régime, on compte Mgr Willy Romulus et le salésien Jean-Bertrand Aristide, prêtre de la paroisse Saint Jean Bosco dans le centre de Port-au-Prince. Si Aristide s'en prend au gouvernement provisoire dans des sermons enflammés, il éreinte également l'impérialisme américain. Le prêtre a découvert la théologie de la libération lors de ses études au Canada. De retour en Haïti en 1985, il participe au mouvement des *ti-légliz*. Son action bénéficie d'une couverture médiatique importante et il devient le porte-parole de l'« église populaire », qui va progressivement radicaliser la lutte pour la chute de la dictature.

L'été 1987 est le théâtre d'une grave crise : le Conseil national de gouvernement du général Namphy, qui bénéficie du soutien des Etats-Unis, dissout le syndicat CATH et, par un décret du 19 juin, retire à la commission électorale provisoire l'organisation des élections

---

<sup>230</sup> Micial Nerestant, *Religion et Politique en Haïti*, Thèse de doctorat en Sciences économiques et sociales (Institut catholique de Paris, FASSE : 1991), p. 274.

<sup>231</sup> Dziwisz, *Une vie avec Karol*, p. 213.

présidentielles de novembre. Des appels à la grève sont lancés, et ni le recul du gouvernement le 2 juillet, ni les appels à l'apaisement émanant de la conférence épiscopale ne mettent fin à la grève, que le Parti communiste, Mgr Romulus et le père Aristide appellent à poursuivre.

Dans ce contexte d'agitation, la conférence épiscopale revient à l'attitude qui était la sienne avant le mouvement des années 1980 et se distancie des couches populaires, dont les revendications se font chaque jour plus radicales. Après avoir accompagné la population haïtienne dans sa lutte pour la libération, elle choisit la voie de la réconciliation nationale, alors que la base catholique continue la lutte de plus belle. L'Eglise est alors profondément divisée, l'épiscopat condamnant l'activisme politique et social des *ti-légliz*, ainsi que le fait que ces dernières semblent remettre en cause son autorité traditionnelle. Dans un document du 29 septembre 1987, la conférence épiscopale met en garde contre l'emploi du concept d'église populaire et affirme qu'une telle église « opposée à l'Eglise présidée par ses pasteurs légitimes est [...] une déviation » Les *ti-legliz* y sont soupçonnées, voire accusées, d'être des lieux d'action politique<sup>232</sup>. Le père Aristide va entrer en conflit avec sa hiérarchie, qui n'arrive plus à le contrôler. Pour la conférence épiscopale, la tâche prioritaire devient non plus la réussite de la transition démocratique, mais l'éloignement du père Aristide de sa congrégation religieuse, voire du pays<sup>233</sup>.

L'Administration Reagan est elle aussi très inquiète de voir les divisions se creuser au sein de l'Eglise et d'assister à la montée en puissance d'un prêtre révolutionnaire animé du même élan que ses homologues d'Amérique centrale. Washington redoute la présence d'une Eglise radicale en Haïti, alors qu'elle fait état par ailleurs d'une « activité communiste intensifiée<sup>234</sup> » dans le pays. Le chaos, ainsi que l'absence d'opposition structurée, sont susceptibles de faire le lit de l'agitation marxiste. L'ambassadeur américain à Port-au-Prince, Brunson McKinley, parlant d'une « confrontation gauche-droite au sein de l'Eglise », déplore la situation, constatant qu'« [i]l y a déjà deux Eglises à la Nicaragua [en français dans le texte]. L'Eglise radicale domine les médias, tandis que la hiérarchie sacrifie son autorité à essayer de préserver l'unité<sup>235</sup> ». Aristide est l'homme à abattre pour Washington, car si

---

<sup>232</sup> Laënnec Hurbon, *Religions et lien social. L'Eglise et l'état moderne en Haïti* (Paris : Cerf, 2004), pp. 248-249.

<sup>233</sup> Hurbon, *Religions et lien social. L'église et l'état moderne en Haïti*, pp. 248-249.

<sup>234</sup> Câble, John Whitehead à Embassy Vatican, "Proposed Papal Initiative in Haiti", August 19, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>235</sup> Câble, Brunson McKinley à Secretary of State, "Haiti: Our Next Steps", August 26, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

l'épiscopat haïtien est favorable au principe d'élections défendu par les Etats-Unis, Aristide s'y oppose.

Dans ce contexte, l'Administration Reagan va solliciter avec insistance l'aide du pape au cours de l'été 1987 et le prier de prendre position publiquement dans le débat haïtien. Elle souhaite notamment qu'il mette un terme aux divisions de l'Eglise en apportant un soutien public à l'épiscopat contre l'Eglise radicale, le but étant de recadrer un processus de transition démocratique bien mal engagé, alors que les élections sont prévues pour le mois de novembre. Le département d'Etat souligne l'influence de Jean-Paul II, rappelant que « [l]e spectaculaire voyage du pape en Haïti en 1983 a abouti à la fuite de Duvalier trois ans plus tard ». Il souhaite obtenir de Jean-Paul II qu'il prenne à nouveau position, tout en estimant que « dans l'idéal, une escale à Port-au-Prince dans le cadre de la visite du pape à Miami sortirait les Haïtiens de leurs préoccupations actuelles et les aiderait à se remettre en mouvement vers la transition démocratique<sup>236</sup> ». L'ambassadeur Frank Shakespeare, qui est chargé de formuler cette requête auprès des autorités catholiques, rapporte après sa rencontre avec le « ministre des Affaires étrangères adjoint » Mgr Audrys Backis le 21 août, que le pape ne pourra pas faire escale à Port-au-Prince, eu égard à un emploi du temps déjà chargé<sup>237</sup>. Les Etats-Unis ne renoncent pas pour autant. McKinley suggère que l'on demande au pape de prononcer, lorsqu'il sera aux Etats-Unis, « quelques mots en créole et en français pour appuyer la position des évêques haïtiens que les élections sont le seul moyen de satisfaire les aspirations populaires. Une condamnation de la violence, de quelque origine que ce soit, aurait également un effet positif sur la perception qu'en ont les Haïtiens ». Il estime qu'il est important de souligner, quand cette requête sera formulée au Vatican, « les pressions que font peser sur l'unité de l'Eglise haïtienne les appels du père Aristide à une violence de classe antidémocratique [...]. Si un schisme venait à se produire dans l'Eglise haïtienne ou si la faction conduite par Aristide prenait l'ascendant, cela grèverait fortement les chances d'atteindre notre objectif commun<sup>238</sup> ». L'accent ainsi mis sur les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Eglise constitue un argument de poids pour le Saint-Siège.

Pour autant, le pape ne fera pas escale en Haïti à l'automne 1987. Il ne prononcera pas non plus de déclaration ni ne lancera d'appel à ce sujet lors de son déplacement américain.

---

<sup>236</sup> Câble, John Whitehead à Embassy Vatican, August 19, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>237</sup> Câble, Frank Shakespeare à Secretary of State, "Proposed Papal Initiative: Haiti", August 21, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

<sup>238</sup> Câble, Brunson McKinley à Secretary of State, "Proposed Papal Initiative-Haiti", August 27, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

Cependant, l'Église catholique va une fois de plus agir dans un sens favorable aux intérêts de Washington, en cherchant à éloigner Aristide pour le mettre hors d'état de nuire. En août 1987, alors que le prêtre est en poste dans une paroisse en plein centre de Port-au-Prince, il reçoit une nouvelle affectation dans la Plaine du Cul-de-Sac, au nord de la capitale. En octobre 1987, le prêtre salésien reçoit un courrier de Rome (daté du 23 août) lui intimant l'ordre de quitter Haïti le 17 octobre au plus tard. Face au refus de ce dernier, il est chassé de son ordre le 8 décembre 1988. Il lui est reproché d'avoir fait des choix fondamentalement opposés aux exigences de sa communauté, d'avoir incité à la haine et à la violence, ainsi que d'avoir promu la lutte des classes, autant d'éléments jugés contraires au magistère de l'Église.

Washington se félicite des différentes mesures prises par Rome. Dès l'été 1987, le Conseil national de sécurité souligne que l'éloignement d'Aristide à Croix des Missions, dans la Plaine du Cul de Sac, « a affaibli son influence auprès des éléments radicaux de la rue » et il remercie le Saint-Siège « des mesures utiles qu'il a prises pour permettre à Haïti de s'acheminer vers notre objectif commun de paix et de progrès<sup>239</sup> ».

La situation en Haïti après la chute de Jean-Claude Duvalier constitue une nouvelle manifestation de la convergence d'intérêts entre les États-Unis de Reagan et le Saint-Siège de Jean-Paul II. Rome et l'Église haïtienne ne peuvent tolérer la présence d'Aristide, en ce qu'il représente une menace à l'unité de l'Église, ainsi qu'une incarnation supplémentaire de cette théologie de la libération que Rome combat sur le continent américain. Encore une fois, des décisions visant à répondre à des problèmes ecclésiastiques profitent à l'Administration Reagan (même si cela ne la débarrassera pas d'Aristide, loin s'en faut). C'était cependant bien mal connaître le Saint-Siège de penser que sur simple demande, il modifierait à la dernière minute l'emploi du temps du pape, surtout quand on sait que chacun de ses voyages est préparé avec des années d'avance !

### *III. ii. La transition démocratique aux Philippines*

Plus anecdotique, il semble que les États-Unis aient sollicité l'aide du Saint-Siège dans les derniers jours de la dictature de Ferdinand Marcos aux Philippines. Pendant plusieurs années, l'Administration Reagan soutient le régime de Marcos ; il s'agit pour Washington d'appuyer un gouvernement qui fait barrage à l'expansion communiste dans la région et, plus pragmatiquement, de conserver les bases américaines stratégiques de Clark et de Subic Bay.

---

<sup>239</sup> Câble, NSC à Embassy Vatican, August 19, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL.

En 1981, George Bush assiste à la cérémonie de ré-investiture du président philippin. A cette occasion, il déclare que le soutien des Etats-Unis est dû au fait que ces derniers « [apprécient] son attachement aux principes et à la pratique de la démocratie<sup>240</sup> ».

Cependant, dès 1983, certains responsables du département d'Etat et de la CIA commencent à prôner une distanciation du régime, craignant que la conjonction d'une détérioration de la situation économique et d'une dictature impopulaire ne fasse le lit de la Nouvelle armée populaire, la branche armée du Parti communiste philippin, qui mène une guérilla contre le régime<sup>241</sup>. L'assassinat de l'opposant Benigno Aquino en août 1983 est un facteur supplémentaire qui conduit les Etats-Unis à réévaluer leur soutien à Marcos. Plusieurs responsables américains, dont Michael Armacost, ambassadeur aux Philippines de 1982 à 1984 et désormais sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, commencent à travailler à une stratégie (qui n'emporte pas l'adhésion de tous au sein de l'Administration) pour provoquer le départ de Marcos. En août 1984, Armacost se rend au Vatican. Selon le chargé d'affaires Peter Murphy, « avant sa visite, Armacost m'avait dit qu'il souhaitait aborder plusieurs questions importantes, et demander à l'Eglise d'user de son influence sur différents gouvernements pour les rallier à notre position. [...] Il mentionna tout particulièrement la situation aux Philippines [...] qui lui était bien connue ». Lors de ses rencontres avec les hauts responsables de la diplomatie vaticane, Armacost constate l'opposition du Saint-Siège au régime de Marcos. D'après Murphy :

[Casaroli] donna à Armacost un très bon aperçu de la situation aux Philippines et des difficultés que le Vatican rencontrait dans ses rapports avec Marcos, son épouse et les évêques du pays. Casaroli, s'il laissa sous-entendre qu'il était critique à l'égard de Marcos, ne le fit jamais directement. Lors de notre rencontre avec [...] Mgr Silvestrini, ce dernier tint des propos plus concrets sur la situation. Il était plus jeune, et beaucoup plus direct dans sa critique du gouvernement Marcos et tout particulièrement des chefs de l'armée<sup>242</sup>.

Fin 1985, la nécessité de pousser Marcos le plus rapidement possible vers la sortie et d'éviter ainsi une guerre civile fait enfin consensus au sein de l'Administration. Il n'a pas échappé aux conseillers du Président que, comme en Haïti, l'Eglise philippine a déjà joué un rôle déterminant d'opposant à la dictature (et ce malgré les divisions entre progressistes et tenants du *statu quo*). Une fois encore, ce sont les principes mis en avant dans les années 1960 qui ont conduit l'Eglise à s'élever contre les injustices du régime Marcos après la déclaration de loi martiale en 1972. Cette opposition s'intensifie dès le début des années 1980, l'Eglise fournissant soutien et *leadership* aux partis d'opposition. Le cardinal Jaime Sin, archevêque

---

<sup>240</sup> Theodore Friend, "Timely Daring: the United States and Ferdinand Marcos" in Daniel Pipes et Adam Garfinkle (dir.); *Friendly Tyrants: An American Dilemma* (New York: St Martin's Press, 1991), p. 211.

<sup>241</sup> Friend, "Timely Daring: the United States and Ferdinand Marcos", p. 211.

<sup>242</sup> Murphy, Oral History Interview.

de Manille, se fait de plus en plus critique, et la conférence épiscopale publie de nombreuses lettres pastorales témoignant de son opposition. Dès février 1983, dans une lettre intitulée « Dialogue pour la paix », elle accuse le régime de corruption et de répression, avertissant que les tensions sont susceptibles de croître en l'absence de réformes reconnaissant un certain pluralisme<sup>243</sup>. Quand Marcos décide d'organiser des élections impromptues le 7 février 1986 pour donner aux Etats-Unis des gages de sa légitimité, Mgr Sin et ses collègues de l'archidiocèse de Manille font paraître deux lettres, en décembre 1985 et janvier 1986, pour dénoncer la fraude électorale qui s'organise. Ils y affirment : « Nous disposons déjà de nombreux signes indiquant l'organisation d'un complot sinistre [...] visant à empêcher l'expression [...] de la volonté authentique du peuple [...]»<sup>244</sup>. Le 25 janvier, la conférence publie une lettre pastorale intitulée « Nous devons obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes », dans laquelle elle met en garde contre un « complot maléfique<sup>245</sup> ».

Marcos est déclaré vainqueur au terme d'un scrutin entaché d'irrégularités criantes. Quelques jours plus tard, la conférence épiscopale publie une « Déclaration postélectorale », dans laquelle elle dénonce le caractère frauduleux des élections et affirme que le gouvernement Marcos a perdu toute légitimité à gouverner, tout en appelant les fidèles à rectifier cette erreur de manière pacifique. Parallèlement à cela, Radio Veritas, la radio de la conférence épiscopale, se fait la voix de l'opposition. Cependant, cette position ne fait pas l'unanimité chez les évêques, les conservateurs étant mécontents du mélange qui est en train de s'opérer entre religion et politique, ainsi que de l'association de l'Eglise à des forces progressistes<sup>246</sup>.

Si l'Eglise philippine n'est pas prête à accepter le résultat de l'élection, Cory Aquino, l'opposante déclarée vaincue au terme de ces élections truquées, ne l'est pas davantage. Le 16 février, elle lance un appel à la grève générale devant une foule d'un million de personnes. Le 22 février, une crise institutionnelle éclate : le chef d'État-major, Fidel Ramos, et le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, annoncent leur défection. Le cardinal Sin lance un appel à la population sur Radio Veritas et demande à cette dernière de descendre dans la rue pour protéger les deux hommes. Le peuple de Manille s'exécute dans un climat pacifique. Au bout de trois jours de révolte, le gouvernement américain, qui cherchait à stabiliser la situation tout en isolant l'extrême gauche, exhorte Marcos à abandonner la présidence.

---

<sup>243</sup> Henry Wooster, "Faith at the Ramparts: The Philippine Catholic Church and the 1986 Revolution" in Douglas Johnston et Cynthia Sampson (dir.), *Religion: The Missing Dimension of Statecraft* (New York: Oxford University Press, 1994), p. 159.

<sup>244</sup> Wooster, "Faith at the Ramparts: The Philippine Catholic Church and the 1986 Revolution", p. 160.

<sup>245</sup> Wooster, "Faith at the Ramparts: The Philippine Catholic Church and the 1986 Revolution", p. 161.

<sup>246</sup> Wooster, "Faith at the Ramparts: The Philippine Catholic Church and the 1986 Revolution", p. 162.

C'est dans ce contexte que, selon Peter Murphy, « [...] le travail réalisé par notre petite mission à Rome a effectivement permis d'éviter un bain de sang dans les rues de Manille ». Dans les jours suivant la parution de la lettre pastorale dénonçant le régime et le résultat des élections, beaucoup attendent une réaction du Vatican. Le diplomate américain Philip Habib est envoyé aux Philippines pour évaluer la situation et, selon Murphy, quelle n'est pas sa stupeur de découvrir que le Vatican n'a pas apporté de soutien public aux évêques, ce qui conférerait une légitimité accrue à l'opposition et réduirait le risque d'une guerre civile. Murphy rapporte qu'Habib le met en garde quant au fait « qu'une guerre civile de grande ampleur éclatera si le peuple ne reçoit pas bientôt un soutien extérieur et qu'un geste d'encouragement du pape aux évêques du pays serait le meilleur soutien possible ». Sur ces entrefaites, Murphy se rend immédiatement auprès de Mgr Silvestrini pour lui demander la raison du silence du pape. Ce dernier, embarrassé, le conduit auprès de Mgr Casaroli, qui donne à Murphy l'explication suivante :

Je vais vous dire quel est le problème. La conférence épiscopale des Philippines compte cent douze membres. Trente-six d'entre eux étaient présents la semaine dernière quand cette lettre de condamnation a été rédigée. Sur les trente-six présents, seuls 75% ont voté en faveur de cette lettre. Donc, comment pouvons-nous dire que cette condamnation du gouvernement Marcos représente la volonté de la conférence épiscopale des Philippines ?

Murphy alerte néanmoins le prélat quant à « la violente agitation civile qui s'emparera des rues de Manille si le Saint-Père n'aborde pas la situation de manière publique et univoque d'ici 24 heures ». Le jour suivant, un dimanche, le pape profite de l'Angélus de midi pour apporter son soutien au peuple et aux évêques philippins. Pour Murphy, ceci a constitué un tournant dans la situation si volatile de l'époque (car peu après l'intervention de Jean-Paul II, les chars regagnèrent leurs casernes) et un « succès pour [sa] petite ambassade<sup>247</sup> ».

Cette fois-ci, il semble que le Saint-Siège se soit rendu aux arguments de Washington. Soucieux initialement de ne pas mettre en évidence les divisions de l'épiscopat philippin en soutenant la position de certains évêques par rapport à d'autres, la crainte de voir le pays sombrer dans une anarchie, susceptible non seulement de donner lieu à des effusions de sang, mais également d'être propice à l'expansion d'une guérilla marxiste, a conduit le Saint-Siège à agir dans le sens préconisé par l'Administration Reagan. Cela dit, une fois encore, il semble que le Saint-Siège ait agi conformément à ses valeurs, même s'il dut privilégier celle de paix et de préservation de vies humaines, au détriment de la sauvegarde de l'unité de l'Église.

Ces demandes d'intervention de la part du gouvernement américain indiquent que ce dernier prête au Saint-Siège sous Jean-Paul II une capacité à faire évoluer la situation dans les

---

<sup>247</sup> Murphy, Oral History Interview.



pays à forte majorité catholique, ainsi qu'une disponibilité à intervenir quand ces pays sont susceptibles de tomber dans le giron marxiste car en proie à une forte agitation sociale et dépourvus de forces d'opposition organisées. Le Chili est à cet égard un exemple assez révélateur de l'influence que l'Administration prête à l'Eglise catholique.

### *III. iii. Quand Rome et Washington souhaitent le départ de Pinochet*

A ses débuts, l'Administration Reagan est plutôt bien disposée à l'égard du régime d'Augusto Pinochet ; elle lève les différentes sanctions financières qui pesaient sur le régime et s'oppose au renouvellement du mandat du rapporteur spécial sur le Chili à la commission des droits de l'homme des Nations unies en 1983. Cependant, la baisse soudaine des cours du cuivre, qui constitue le déclencheur d'une crise économique marquée par des grèves et des épisodes de violence, va être l'occasion d'une réévaluation de la politique américaine<sup>248</sup>.

L'Administration constate avec inquiétude la multiplication des attentats terroristes (notamment ceux perpétrés par le Front patriotique Manuel Rodriguez, branche armée du Parti communiste chilien créée en 1983) après les violences de l'automne 1984 et la déclaration de l'état de siège du 6 novembre. Craignant l'émergence d'un nouveau Cuba ou Nicaragua dans son hémisphère, Washington est de plus en plus convaincu de la nécessité d'un changement de régime à Santiago. La constitution chilienne prévoit certes un plébiscite en 1988, suivi d'élections législatives, mais cette échéance paraît bien lointaine, d'autant que l'opposition est incapable de se fédérer, ce qui ajoute au risque que le pays sombre dans l'anarchie. Fin 1984, l'ambassadeur américain à Santiago, James Theberge, note que l'opposition est fragmentée et fait état d'une multiplication par trois des attentats en 1984 par rapport à 1983. Il explique que « le niveau moyen des violences semble être en augmentation » et confie craindre à ce titre « qu'une transition prolongée ne donne lieu à une polarisation qui risque d'entraîner une radicalisation et l'affaiblissement des forces démocratiques modérées, alors que l'extrême gauche voit son influence croître ». Il en conclut :

L'issue la plus favorable aux intérêts américains serait que Pinochet conduise une authentique transition [...] vers la démocratie. Cependant, il ressort de plus en plus clairement qu'il est peu probable [que cela se produise]. Si elle peut sembler en apparence favorable à court terme aux Etats-Unis dans leur lutte contre le communisme, l'intransigeance de Pinochet au sujet de la démocratie crée au Chili une instabilité hostile aux intérêts américains.

---

<sup>248</sup> Mark Falcoff, "Uncomfortable Allies: U.S. Relations with Pinochet's Chile", in Daniel Pipes et Adam Garfinkle (dir.), *Friendly Tyrants: An American Dilemma* (New York: St Martin's Press, 1991), p. 281.

Si les Etats-Unis préconisent désormais le départ de Pinochet, l'ambassadeur ne peut que constater leur impuissance : « La capacité des Etats-Unis à provoquer une évolution déterminante dans le processus de transition, désormais à l'arrêt, est minimale ». Pour lui, le seul espoir réside dans l'opposition chilienne, qui doit absolument s'organiser. Dans ce contexte, il n'a pas échappé à l'ambassadeur que le 18 novembre 1984, à la suite de la déclaration de l'état de siège, « le pape Jean-Paul II a fait une déclaration très forte sur la situation au Chili ». Le seul recours semble donc être l'Eglise catholique et l'ambassadeur américain compte beaucoup sur une visite de Jean-Paul II au Chili. Ce dernier a en effet promis de se rendre dans le Cône sud pour célébrer la signature des accords réglant le différend territorial entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal de Beagle. Pour Theberge,

[l]'Eglise catholique, et tout particulièrement un voyage du pape au Chili, pourraient servir de catalyseur à des évolutions [...] indispensables [...]. Nous estimons qu'un éventuel voyage de Jean-Paul II au Chili pour célébrer la signature par l'Argentine et le Chili de l'accord sur le canal de Beagle constitue une occasion unique. Malgré de mauvaises relations avec le gouvernement — et ce depuis longtemps — l'Eglise catholique jouit toujours d'une influence considérable au Chili. Le pape Jean-Paul II est très respecté au sein du gouvernement pour son conservatisme, sa contribution au règlement de la question du canal de Beagle, le courage dont il fait preuve et son anticommunisme farouche. Il est également influent au sein de l'opposition démocratique, car 85% des Chiliens sont catholiques et le leader de l'opposition démocratique est le Parti chrétien démocrate.

L'ambassadeur souhaite que le pape profite de sa visite pour exhorter le président chilien et les membres de la junte à « prendre des mesures qui rétabliraient la confiance quant à l'intention du gouvernement de s'acheminer vers un régime démocratique, sans délai inutile ou conditions déraisonnables », comme par exemple la levée de l'état de siège, l'annonce de la tenue d'un plébiscite à une date proche sur la tenue d'élections législatives, etc. En parallèle, le pape exhorterait les forces démocratiques modérées de gauche et de droite à s'unir en vue de la transition démocratique. Le pape ferait ensuite un appel public, mais en des termes plus généraux. Theberge estime qu'« après que le pape a lancé son appel, il serait de bon ton que le gouvernement américain fasse une déclaration approuvant sans retenue son initiative<sup>249</sup> ».

Cette suggestion de l'ambassadeur va être reprise au plus haut niveau à Washington ; l'ambassadeur itinérant Vernon Walters se voit prier d'aborder la question d'une visite papale lors d'une audience prévue avec Jean-Paul II le 14 décembre 1984<sup>250</sup>. Quant à l'ambassadeur, James Theberge, il s'entretient avec le nonce apostolique à Santiago pour évoquer

---

<sup>249</sup> Câble, James Theberge à Secretary of State, "Influencing the Transition to Democracy: Role for Pope John Paul II", November 19, 1984, Chile Project, State Department FOIA Electronic Reading Room, <http://foia.state.gov/documents/StateChile3/00006641.pdf> (consulté le 9 décembre 2009).

<sup>250</sup> Câble, Secretary of State to Vernon Walters, "Your December 14 Meeting with the Pope on Chile", 13 December 13, 1984, Chile Project, State Department FOIA Electronic Reading Room, <http://foia.state.gov/documents/StateChile3/000066D4.pdf> (consulté le 9 décembre 2009).

l'éventualité d'une visite du pape au Chili début 1985. Une fois encore, Washington se trompe quant à la nature du Saint-Siège et de sa mission. Le nonce reconnaît que « les voyages pontificaux sont par nature pastoraux, mais peuvent parfois se révéler utiles sur le plan temporel » ; il est cependant inconcevable que le pape intervienne aussi directement<sup>251</sup>. D'autre part, il n'est pas dans la nature du Saint-Siège d'organiser des visites impromptues pour des raisons purement politiques (le tempo du Vatican est bien plus lent que celui de la politique américaine, comme ont eu l'occasion de le constater tous les Américains en poste à l'ambassade près le Saint-Siège). Le voyage ardemment désiré par Washington n'aura pas lieu en début d'année 1985, mais sera annoncé en octobre 1985 et se déroulera ... en avril 1987 ! Le pape aurait déclaré à Pinochet lors de leur entrevue que « le peuple a le droit de jouir de ses libertés fondamentales, même s'il commet des erreurs dans l'exercice de celles-ci ». Beaucoup retiendront surtout de ce voyage l'apparition de Jean-Paul II aux côtés du dictateur chilien sur le balcon du palais présidentiel de la Moneda, qui aurait été selon Weigel le fruit d'une manipulation de la part d'un Pinochet prêt à tout pour tirer le maximum de légitimité de la visite du souverain pontife<sup>252</sup>.

Le dialogue se poursuit avec le Saint-Siège, dans la mesure où l'Administration estime que « [l]a perspective du Vatican sur le Chili est très semblable » à la sienne et qu'elle souhaite « renforcer cette similitude de points de vue<sup>253</sup> ».

L'Eglise va jouer un rôle déterminant dans le processus de transition, la conférence épiscopale critiquant publiquement les conditions du plébiscite d'octobre 1988 dans une lettre pastorale. Or, Jean-Paul II n'est pas étranger à l'existence de cette lettre. Le nouvel ambassadeur américain, Harry Barnes rapporte ainsi :

Lors de la parution de ses dernières remarques sur le processus électoral, la CE [conférence épiscopale] avait indiqué qu'elle ne publierait plus de déclaration tant que le candidat au plébiscite n'aurait pas été nommé et qu'une date n'aurait pas été fixée [...]. Cependant, le cardinal [Juan Francisco] Fresno [archevêque de Santiago] qui est rentré de Rome la semaine dernière, a apparemment reçu comme instruction du pape de demander aux évêques de rendre publique leur préoccupation de sorte à influencer le déroulement du plébiscite. Leur déclaration est intervenue peu de temps après les critiques du gouvernement américain à l'encontre du rétablissement de l'état d'urgence et de l'absence d'accès équitable aux écrans de télévision, qui ont reçu une large diffusion<sup>254</sup>.

---

<sup>251</sup> Câble, James Theberge à State Department, "Encouraging a Democratic Transition: the Papal Initiative Proposal", November 23, 1984, Chile Project, State Department FOIA Electronic Reading Room <http://foia.state.gov/documents/StateChile3/000063B8.pdf> (consulté le 9 décembre 2009).

<sup>252</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 532.

<sup>253</sup> Mémo, Michael L. Durkee à Elliot Abrams, "'Your Lunch December 17 with Apostolic Pro Nuncio Pio Laghi: Chile-Related Topics", December 16, 1985, Chile Project, State Department FOIA Electronic Reading Room, <http://foia.state.gov/documents/StateChile3/00006963.pdf> (consulté le 9 décembre 2009).

<sup>254</sup> Câble, Harry Barnes à Secretary of State, "Bishops Criticize Plebiscite Conditions", June 13, 1988, Chile Project, State Department FOIA Electronic Reading Room, <http://foia.state.gov/documents/StateChile3/00007A36.pdf> (consulté le 9 décembre 2009).

Les deux condamnations, émanant des Etats-Unis et des évêques, sous l'impulsion de Rome, et sans coordination apparente, se renforcent donc mutuellement. Le Saint-Siège est intervenu dans un sens favorable à la nouvelle direction prise par les Etats-Unis sur le Chili, c'est-à-dire qu'il a promu la transition démocratique à laquelle Washington avait fini par se rallier.

Une fois de plus, si les conversations avec les responsables américains sont sans doute entrées en ligne de compte au moment de décider de la marche à suivre, il semble que le Saint-Siège n'ait pas agi contrairement à ses intérêts et ses objectifs. Rejetant les demandes les plus excessives des Etats-Unis, comme celle d'un voyage et d'un appel public, il a encouragé une transition pacifique vers la démocratie dans l'intérêt du peuple chilien, lui permettant de jouir des droits politiques et civiques dont le pape a revendiqué l'importance tout au long de son pontificat, et évitant par la même occasion que le pays ne sombre dans une anarchie propice aux mouvements marxistes. Dernier aspect enfin de l'intervention pontificale, plutôt que d'intervenir directement, Jean-Paul II préfère laisser les évêques du pays prendre la tête de ce genre d'initiative, comme il l'a si souvent fait en Pologne, quitte à leur prêter main forte ou à les inciter à plus d'audace s'il le juge nécessaire.

#### **IV. L'Administration Reagan, le Vatican et les évêques américains, autre exemple d'une convergence d'intérêts ?**

##### *IV. i. La politique américaine en Amérique centrale, cible de l'épiscopat américain*

Si le Saint-Siège n'est pas au diapason des Etats-Unis sur la question du Nicaragua, que dire des évêques américains ! Leur opposition à la politique de l'Administration Reagan en Amérique centrale va prendre des proportions inégalées. Cette nouvelle attitude critique vis-à-vis du gouvernement américain représente un changement culturel majeur pour les évêques, qui s'étaient illustrés, depuis la Révolution jusqu'au début des années 1970, par un soutien sans faille à la politique étrangère américaine. Que ce soit lors de la guerre contre l'Angleterre en 1812, la guerre d'Espagne en 1898, ou même la Première Guerre mondiale, une fois le conflit déclenché, l'épiscopat américain tut toute réserve qu'il avait pu avoir et apporta un soutien inconditionnel au gouvernement. La seule exception à cette règle fut la guerre civile espagnole, mais la Seconde Guerre mondiale entraîna un regain de patriotisme

L'anticommunisme catholique va venir renforcer cet « accord parfait » entre les évêques et la politique étrangère américaine. Selon l'historien David O'Brien, « rien n'était plus catholique que l'anticommunisme, mais il n'y avait rien de plus américain non plus [...]. En combattant le péril rouge, les catholiques pouvaient se consacrer à une activité à la fois

catholique et américaine [...]. C'est ainsi que l'objectif de réconciliation entre la nation et l'Eglise et la naissance d'un catholicisme véritablement américain put enfin être atteint<sup>255</sup> ».

Comme le souligne Lawrence Lader, l'anticommunisme viscéral des évêques les avait conduits à soutenir (ou du moins à ne pas s'opposer) aux consolidations de l'arsenal américain, dans la mesure où elles étaient destinées à endiguer l'expansionnisme soviétique. De même, la guerre de Corée, ainsi que celle du Vietnam, du moins au début, constituaient aux yeux de l'Eglise des initiatives spirituelles pour contrer les menaces russes et chinoises<sup>256</sup>. Ce phénomène s'expliquait aussi par un désir d'assimilation des catholiques, objectif d'ailleurs vivement encouragé par l'épiscopat<sup>257</sup>.

Parallèlement à cela, depuis Vatican II, les catholiques ont le devoir d'intervenir dans le débat public. Si documents conciliaires et encycliques des années 1960 et 1970 les encouragent à jouer un rôle actif dans la société, le concile invite également les évêques à s'organiser dans leurs pays respectifs. L'épiscopat américain connaissait déjà une certaine forme d'organisation avec la *National Catholic Welfare Conference*, prolongement du *War Council* créé lors de la Première Guerre mondiale pour coordonner l'aide aux populations. Avec l'impulsion donnée par le concile, une nouvelle conférence épiscopale est créée aux Etats-Unis en 1966, la *National Conference of Catholic Bishops* (NCCB), qui comporte une branche administrative, l'*United States Catholic Conference* (USCC)<sup>258</sup>.

L'intégration croissante des catholiques à la société américaine et les nouvelles orientations données par le Vatican expliquent que les évêques vont, à partir des années 1970, intervenir de manière plus critique sur les questions de politique étrangère, économique et sociale. Le tournant va se produire au sujet du Vietnam. Si le cardinal Spellman, arrivant à Saïgon en 1965, proclame au sujet du rôle des Etats-Unis : « Je supporte sans réserve son action<sup>259</sup> », les déclarations de l'épiscopat se font de plus en plus sceptiques quant à la moralité de l'intervention américaine. L'épiscopat passe d'un constat selon lequel la présence américaine est justifiée, lors de leur réunion du 18 novembre 1966<sup>260</sup>, à une condamnation de l'immoralité de l'intervention américaine dans une lettre de novembre 1971, *Resolution on South East Asia*. Ce revirement est d'ailleurs jugé bien tardif, car au moment où les évêques rendent publique cette déclaration, 80% des catholiques américains déjà sont favorables au

---

<sup>255</sup> Timothy Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics* (Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1991), p. 31.

<sup>256</sup> Lawrence Lader, *Politics, Power and the Church* (New York: Macmillan, 1987), p. 197.

<sup>257</sup> Wilson Miscamble, "America Catholics and Foreign Policy", *America*, December 8, 1979, p. 372.

<sup>258</sup> Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics*, p. 40.

<sup>259</sup> Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics*, p. 93.

<sup>260</sup> Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics*, p. 95.

retrait des troupes<sup>261</sup>. Néanmoins, il s'agit d'une des premières fois que les évêques s'opposent au gouvernement sur une question importante de politique étrangère. En outre, par ce revirement, ils passent d'un rôle principalement local et limité à la défense des intérêts paroissiaux et régionaux, à un rôle national. Leur participation à la vie politique ne se limite plus à la défense exclusive des intérêts catholiques. D'après le sociologue Gene Burns, les évêques ne font que suivre en cela les injonctions du Vatican (et vont parfois un peu au-delà), ce qui explique pourquoi ils conservent des positions jugées conservatrices sur la famille et le contrôle des naissances, tout en ayant des positions jugées radicales sur l'économie et la politique étrangère. Pour Burns, le patriotisme qui avait prévalu chez les évêques jusqu'alors était surtout formel et leur manque d'implication dans la vie politique américaine fait qu'ils n'ont pas vraiment été imprégnés par ses valeurs, ce qui explique que lorsque les évêques commencent, sous l'impulsion de Vatican II, à se prononcer sur des aspects de la politique américaine, ils le font souvent de manière très critique<sup>262</sup>.

L'Administration Reagan a à cœur de présenter son action en Amérique centrale sous la même lumière que sa politique étrangère dans son ensemble, à savoir guidée par des considérations morales, à l'inverse de celle de ses opposants. Or, comme le dit le sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, Elliot Abrams, « la bataille pour l'Amérique centrale est une bataille pour la supériorité morale, mais il nous est beaucoup plus difficile de la remporter quand de nombreux groupes religieux nous critiquent et affirment que notre position n'est pas morale<sup>263</sup> ». De plus, l'Administration cherche, afin de « vendre » sa politique pour la région, à accrédi-ter au sujet du Nicaragua la thèse selon laquelle le gouvernement sandiniste persécute les églises, notamment l'Eglise catholique. Le fait que les évêques catholiques américains affirment le contraire affecte la crédibilité des nombreux rapports et déclarations de l'Administration. D'autre part, cette opposition de l'épiscopat apparaît comme préjudiciable à son ambition de consolider, voire d'accroître, sa part de l'électorat catholique<sup>264</sup>.

Ceci conduit à se poser la question de savoir si les contacts rapprochés que l'Administration entretient avec le Saint-Siège, notamment par le biais diplomatique, ont été l'occasion pour elle, en plus de lui permettre de nuancer les propos de l'épiscopat américain sur la politique américaine, de demander au souverain pontife de freiner leur ardeur. La

---

<sup>261</sup> Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics*, p. 104.

<sup>262</sup> Gene Burns, "Commitments and Non-Commitments: The Social Radicalism of US Catholic Bishops", *Theory and Society* 21 n°5 (October 1992): 720.

<sup>263</sup> Penny Lernoux, *People of God: The Struggle for World Catholicism* (New York: Viking, 1989), p. 182.

<sup>264</sup> Leon Howell, "Organizing the Opposition to US Policy", *Christianity and Crisis*, July 22, 1985, p. 299.

question mérite d'autant plus d'être posée que l'opposition des évêques à la politique de Reagan va être considérable.

Tout au long des années 1980, les églises, qu'elles soient juives ou chrétiennes, dénoncent la politique américaine en Amérique centrale. Pour Leon Howell, le rédacteur en chef de *Christianity and Crisis*, « les églises et les synagogues du pays sont devenues [...] le foyer de l'opposition aux politiques du président Reagan au Nicaragua et au Salvador — une opposition populaire et un engagement politique que l'on n'avait plus vus depuis la guerre du Vietnam<sup>265</sup> ». Cependant, si de nombreuses églises ont élevé leur voix contre l'action du gouvernement, il semble selon le *Wall Street Journal* que « les groupes religieux en général et les dirigeants de l'Eglise catholique en particulier sont devenus les opposants les plus virulents et les plus déterminés à la stratégie farouchement anticommuniste de l'Administration en Amérique centrale<sup>266</sup> ». Au Congrès, l'influence des évêques paraît non négligeable. Michael Barnes, président de la sous-commission des Affaires interaméricaines à la Chambre des représentants, estime que « l'Eglise catholique est sans aucun doute le groupe le plus influent » auprès des législateurs<sup>267</sup>.

L'intérêt de l'épiscopat américain pour les problèmes de la région s'explique par les liens étroits qu'il y a tissés. De nombreux évêques américains, tel l'archevêque de Washington, Mgr Hickey, ont vécu en Amérique centrale et entretiennent des contacts fréquents avec leurs homologues de la région. De nombreux prêtres et religieux américains y sont missionnaires. D'autre part, l'assassinat de Mgr Romero en mars 1980, puis celui de trois religieuses et d'une missionnaire américaines par des forces liées au gouvernement salvadorien en décembre 1980, et la réaction de l'Administration Reagan<sup>268</sup> ont particulièrement indigné les évêques. Cette connaissance et le fait qu'ils agissent souvent à la demande de leurs homologues centraméricains, quand ils exigent par exemple l'arrêt de l'aide militaire au gouvernement salvadorien, rend l'opposition des évêques d'autant plus crédible et d'autant plus difficile à contrer pour Washington.

---

<sup>265</sup> Howell, "Organizing the Opposition to US Policy", p. 297.

<sup>266</sup> Gerald F. Seibe, "Voices of Dissent. Catholic and Other US Church Groups Oppose Reagan's Hardline Policy on Central America", *The Wall Street Journal*, December 8, 1983, p. 60.

<sup>267</sup> "Catholic Church is a Major Influence on US Policies toward El Salvador", *Congressional Quarterly*, April 24 1982, pp. 898-899.

<sup>268</sup> Ernest Lefever, qui venait d'être nommé au poste de sous-secrétaire d'Etat en charge des Droits de l'homme, avait déclaré à cette occasion que les quatre femmes « avaient utilisé l'habit religieux pour 'cacher leur activité politique' et 'dissimuler des armes pour les insurgés' ». Jeanne Kirkpatrick, ambassadrice américaine aux Nations unies, affirma pour sa part que « ces religieuses n'étaient pas uniquement religieuses, elles étaient des militantes politiques et il faut être bien clair là-dessus », tandis qu'Alexander Haig déclara qu'elles étaient en train de « tenir un barrage routier » quand elles furent assassinées (Arthur Jones, "El Salvador Revisited. A Look at State Department Declassified Documents— Some of What the US Government Knew—and When It Knew It", Special Supplement, *National Catholic Reporter*, September 23, 1994, p. 20).

Du temps de Carter déjà, l'épiscopat américain avait demandé l'interruption de l'aide militaire au gouvernement salvadorien, aide suspendue à la suite de l'assassinat des quatre missionnaires américaines. Reagan, dès son entrée en fonction, la rétablit, ce qui suscite une réaction du président de la conférence épiscopale, Mgr John Roach, le 14 janvier 1981, qui fait part de sa « profonde déception » et de la désapprobation de la NCCB<sup>269</sup>. Tout au long de la présidence de Ronald Reagan, les évêques vont manifester leur opposition par le biais de déclarations officielles, de prises de parole dans les médias ou de témoignages devant les commissions du Congrès concernées (auxquelles ils demandent de ne plus financer les *contras* ou de n'accorder au Salvador qu'une aide civile, et devant lesquelles ils s'interrogent publiquement sur la moralité de la politique du gouvernement américain).

Les évêques insistent notamment sur les dimensions historiques et sociales de ces conflits, refusant l'interprétation de l'Administration Reagan qui les présente comme des avatars de l'affrontement entre les grandes puissances. Ils accusent d'autre part leur gouvernement de rejeter le recours à la diplomatie et de privilégier l'option militaire. Dans la résolution qu'ils adoptent à l'unanimité en novembre 1981 sur l'Amérique centrale, ils estiment « que la politique visant à isoler le Nicaragua et à lui empêcher l'accès à des ressources essentielles à sa reconstruction n'est ni justifiée par notre histoire avec le Nicaragua, ni bénéfique pour les Nicaraguayens<sup>270</sup> ». En mars 1983, Mgr Hickey déplore devant une commission du Congrès le caractère « erroné et contreproductif » de la politique américaine dans la région<sup>271</sup>.

Les témoignages des responsables de l'Eglise américaine sont si nombreux qu'il est impossible d'en rendre compte dans leur intégralité. Nous aimerions néanmoins citer la condamnation de la politique américaine formulée par l'archevêque de New York, Mgr John O'Connor. Le 18 avril 1985, il comparaît devant la sous-commission des Opérations internationales de la commission des Finances à la Chambre des représentants. Après avoir déploré l'attitude des sandinistes face à l'Eglise catholique au Nicaragua, il n'en tient pas moins des propos extrêmement durs à l'égard de l'Administration Reagan :

Nous estimons qu'il est immoral et que nous ne pouvons cautionner le fait d'apporter une aide militaire directe à une force qui cherche à renverser un gouvernement avec lequel nous ne sommes pas en guerre, et avec lequel nous entretenons des relations diplomatiques. Nous sommes convaincus qu'une telle aide réduit les chances d'une solution politique interne au Nicaragua et met en péril le processus politique partout ailleurs dans la région. Cela constitue à nos yeux une violation des obligations découlant des

---

<sup>269</sup> John Roach, "Bishops' President Protests. US Military Aid to El Salvador Resumed", *Origins*, Volume 10, n°33, January 29, 1981, p. 525.

<sup>270</sup> United States Conference of Catholic Bishops, *Statement on Central America* (Office of Social Development and World Peace, November 19, 1981).

<sup>271</sup> James Hickey, "USCC Testimony on Central America", *Origins*, Volume 12, n°41, March 24, 1983, pp. 654-655



traités contractés par les Etats-Unis et affaiblit la moralité de leur position aux yeux de la communauté internationale<sup>272</sup>.

Ceci est d'autant plus pénible pour l'Administration qu' O'Connor est considéré comme l'un de ses sympathisants parmi les membres de l'épiscopat. Ancien aumônier militaire, il avait essayé de modérer la condamnation de la politique de défense américaine contenue dans la lettre pastorale des évêques sur la guerre nucléaire et avait critiqué durement la candidate démocrate à la vice-présidence Geraldine Ferraro pour sa position en faveur de l'avortement.

Il va sans dire que les évêques programment leurs interventions au Congrès pour qu'elles coïncident avec les votes sur les requêtes de financement de la Maison-Blanche. Ainsi, le témoignage d'O'Connor intervient cinq jours avant que Sénat et Chambre des représentants ne soient amenés à se prononcer sur la demande de Reagan de reprendre, après une année d'interruption, l'aide officielle aux *contras*, alors même que le Président avait demandé au pape qu'il intervienne en faveur de son initiative de paix.

Les évêques se révèlent être une force d'opposition dont l'influence est particulièrement difficile à juguler. Le *Wall Street Journal* parle de l'opposition des évêques catholiques comme « du problème le plus délicat auquel l'Administration doit faire face alors qu'elle cherche à faire accepter à l'opinion publique sa politique en Amérique centrale ». Le quotidien constate en 1983 que si l'Administration est parvenue à faire taire nombre de ses critiques au Congrès et ailleurs, « l'opposition de l'Eglise elle, n'a pas cessé, que ce soit au sommet ou la base, et s'avère être "la plus difficile à enrayer" d'après un haut responsable du gouvernement<sup>273</sup> ». Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires interaméricaines, Langhorn Motley, déclare pour sa part au printemps 1985, au moment où la Chambre des représentants s'appête à voter pour autoriser à nouveau le financement de l'aide aux *contras*, que « s'attaquer aux églises est vraiment quelque chose de délicat. Nous ne les considérons pas d'habitude comme des opposants politiques, donc on ne sait pas comment s'y prendre avec eux. On doit agir avec des gants de velours. Ils sont vraiment redoutables<sup>274</sup> ».

Pourtant, l'Administration Reagan ne va pas toujours utiliser des gants de velours pour essayer de contrer la critique de l'épiscopat américain, loin s'en faut. Elle va mener une double action visant d'un côté à convaincre les évêques de la moralité de la politique américaine et de l'autre, à les discréditer aux yeux de l'opinion et du Congrès, en utilisant

---

<sup>272</sup> John O'Connor, "Testimony of the Most Reverend John O'Connor, Archbishop of New York, for the US Catholic Conference before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Appropriations, US House of Representatives, on US Policy in Central America", April 18, 1985.

<sup>273</sup> Gerald F. Seibe, "Voices of Dissent. Catholic and Other US Church Groups Oppose Reagan's Hardline Policy on Central America", *The Wall Street Journal*, December 8, 1983, p. 60.

<sup>274</sup> Howell, "Organizing the Opposition to US Policy", p. 299.

notamment l'image du pape et en montrant qu'ils ne sont pas fidèles à son magistère. Pour ce faire, les membres de l'Administration vont s'employer soit à les faire passer pour des idéalistes un peu naïfs, coupables d'ingérence dans un domaine dont ils ignorent tout, soit à insinuer qu'ils véhiculent, à leur insu ou non, une propagande gauchiste. Langhorne Motley dénonce « les personnalités religieuses [qui] profitent de leur position pour promouvoir des opinions philosophiques et politiques personnelles » et déclare qu'il est « temps de chasser la politique de l'autel et l'autel de la politique<sup>275</sup> ». George Shultz pour sa part, lors d'une audition le 28 février 1983 au Sénat, critique « les ecclésiastiques qui souhaitent voir l'influence soviétique au Salvador renforcée » tandis que le vice-président George Bush déclare le lendemain qu'il ne comprend pas comment des prêtres peuvent coopérer avec des marxistes<sup>276</sup>.

Les évêques américains sont indignés par ces mises en cause. Mgr Roach demande en tant que président de la conférence épiscopale une entrevue au président Reagan dans une lettre du 17 mars 1983, dans laquelle il proclame que « toute insinuation selon laquelle la vision pastorale fondamentale et le ministère de l'Eglise catholique reposent sur une idéologie étrangère ou servent à en défendre les objectifs doit être rejetée<sup>277</sup> ».

Au-delà de ces tentatives quelque peu primaires pour discréditer les évêques, de nombreuses réunions sont organisées à leur intention par la Maison-Blanche. Il s'agit notamment pour cette dernière de les convaincre de la version des faits qu'elle cherche à accréditer auprès de l'opinion publique, à savoir que la junte au pouvoir à Managua persécute les catholiques et que le gouvernement salvadorien, et surtout ses forces armées, respectent les droits de l'homme. Dès février 1981, le secrétaire d'Etat Alexander Haig reçoit les représentants des évêques ; au cours de l'entrevue, il invoque l'ingérence soviétique au Salvador pour justifier l'aide américaine et la présence de conseillers militaires<sup>278</sup>.

Après avoir négligé de désigner un responsable chargé des contacts avec les catholiques, la Maison-Blanche comprend qu'il y a urgence à remédier à cette lacune, ce qui est fait avec la nomination de Robert Reilly à ce poste en octobre 1983<sup>279</sup>. C'est lui qui organise à la Maison-Blanche le 16 décembre 1983 une réunion pour les responsables des

---

<sup>275</sup> Lernoux, *People of God*, p. 184.

<sup>276</sup> John Roach, "The Church's Role in Central America", *Origins*, Volume 12, n°40, March 17, 1983, p. 648.

<sup>277</sup> Roach, "The Church's Role in Central America", p. 648. Mgr Roach sera reçu quinze jours plus tard par George Bush (Jim Castelli, "Bush : We're Not Looking for a Fight with the Church", *Our Sunday Visitor*, April 3, 1983, p. 3.

<sup>278</sup> "Catholic Church is a Major Influence on US Policies toward El Salvador", *Congressional Quarterly*, April 24 1982, pp. 898-899.

<sup>279</sup> Steve Askin, "Reagan Liaison to US Catholics Talks to Officials; Liaison Works to Align White House, Catholics", *National Catholic Reporter*, December 30, 1983, p. 6.

questions de politique étrangère à la *United States Catholic Conference*, à laquelle participent le sous-secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Elliot Abrams et le responsable du bureau de diplomatie publique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Otto Reich. L'Administration projette aux participants un film sur les troubles survenus lors de la messe célébrée par Jean-Paul II à Managua au mois de mars précédent<sup>280</sup>.

En novembre 1983, ce sont cent cinquante personnalités affiliées à des organisations religieuses qui avaient été rassemblées pour une séance d'information sur la « réalité des activités communistes en Amérique centrale et dans les Caraïbes. » Au cours de cette réunion, un sandiniste repent, Miguel Bolanos, avait évoqué le scandale qu'avait constitué à ses yeux l'instrumentalisation du voyage du pape au Nicaragua, dont les sandinistes avaient cherché à faire un événement politique. L'américaine Geraldine Macias O'Leary, autre sandiniste repentie et ancienne religieuse de Maryknoll (ordre américain très présent dans la région, auquel appartient le ministre des Affaires étrangères nicaraguayen Miguel D'Escoto), avait déclaré sans ambages que certains groupes religieux aux Etats-Unis étaient « manipulés » par le communisme international<sup>281</sup>.

La Maison-Blanche publie un précis sur la persécution religieuse au Nicaragua le 29 février 1984, dont un exemplaire est envoyé à chaque évêque catholique américain. Elle y énumère les atteintes à la religion perpétrées par les sandinistes. Un paragraphe entier, intitulé « Censoring the Pope », est consacré aux attaques visant Jean-Paul II et s'attarde tout particulièrement sur l'accueil réservé au pape à Managua en 1983 :

L'instrumentalisation la plus éhontée de « l'Eglise populaire » eut lieu lors du voyage de Jean-Paul II au Nicaragua, lorsqu'il célébra la messe sur une place immense de Managua. Des images prises par la télévision nicaraguayenne montrent clairement que les sandinistes profitèrent de cette occasion pour organiser une protestation contre le pape. Comme c'est le cas presque partout où il va, le pape fut reçu avec un enthousiasme fervent par la foule. Au cours de l'homélie, il fut interrompu à de nombreuses reprises par des applaudissements bienveillants et des vivats. Les applaudissements furent particulièrement nourris aux moments de son homélie où il dénonça « l'Eglise populaire ». Cependant, comme les propres images de la télévision nicaraguayenne le montrent sans la moindre ambiguïté, les emplacements les plus proches du pape [...] avaient été réservés à des militants sandinistes équipés de micros. Alors que le pape s'approchait de la fin de son homélie, ces militants se mirent à scander des slogans politiques. Quand le pape atteint la partie la plus sacrée de la messe, la consécration du pain et du vin, les militants, équipés de micros, se mirent à prononcer des discours, noyant presque les mots de la consécration. Les orateurs exigeaient que le pape adresse une prière pour les martyrs sandinistes, peut-être dans le cadre d'un projet visant à légitimer le rite sandino-chrétien. Les neufs « commandantes » sandinistes qui détiennent réellement le pouvoir au Nicaragua se tenaient sur une plateforme près du pape. Ils incitaient les manifestants et scandaient eux-mêmes des slogans le poing levé. A un moment, des hommes en uniforme menèrent les protestataires dans une marche autour de

---

<sup>280</sup> Steve Askin, "Reagan Liaison to US Catholics Talks to Officials; Liaison Works to Align White House, Catholics", *National Catholic Reporter*, December 30, 1983, p.6.

<sup>281</sup> "Reality of Communism Discussed at White House Briefing", *The Wanderer*, November 24, 1983, folder: Catholics, box 10 F, Faith Whittlesey Files, RRL.

l'autel. Des sources fiables révélèrent plus tard que les micros utilisés par les militants étaient en fait contrôlés par les techniciens sandinistes qui contrôlaient aussi celui du pape<sup>282</sup>.

La Maison-Blanche organise en outre une « réunion d'information » le 5 avril 1984 intitulée « Persecution of Christian Groups in Nicaragua », où ont été invitées des personnalités « indépendantes » qui n'hésitent pas à critiquer très violemment les évêques américains. Ceux-ci ne sont pas convaincus pour autant : le responsable de l'Amérique centrale à l'USCC, Thomas Quigley, signe un article dans l'hebdomadaire catholique *Commonweal* intitulé « Une parodie de recherche » (« When Research Masquerades »), dans lequel il s'en prend au précis de la Maison-Blanche qu'il qualifie de document « malhonnête, cherchant intentionnellement à induire en erreur, rempli de citations erronées [et] sorties de leur contexte<sup>283</sup> ».

L'image du pape est fréquemment invoquée par le Président lui-même pour contrer le poids des déclarations des évêques et légitimer la politique de son gouvernement. Comme ses collaborateurs, Reagan revient à l'envi sur l'épisode de la messe papale à Managua. Invoquer l'image du pape présente un double avantage : en plus de servir d'argument pour convaincre le Congrès de reprendre l'aide aux *contras*, cela permet au Président de s'associer à l'image de Jean-Paul II dans l'espoir de consolider le vote catholique. C'est sans doute la raison pour laquelle, le 26 juillet 1984, alors que le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis Walter Mondale vient d'annoncer (le 12 juillet) le nom de sa colistière, la catholique d'origine italienne Geraldine Ferraro, Reagan accourt dans une paroisse catholique italo-américaine du New Jersey et y tient les propos suivants :

Pourquoi ceux qui prétendent incarner la pensée la plus éclairée sur l'Amérique centrale refusent-ils d'écouter le témoignage de l'un des plus grands chefs spirituels de notre temps, Sa Sainteté le pape Jean-Paul II ? L'année dernière, Jean-Paul II est allé au Nicaragua en mission de paix, armé uniquement d'amour et d'un message bienveillant. Voilà ce qui est arrivé au pape quand il est allé au pays des sandinistes. Il a été contraint de se tenir debout sous un soleil brûlant, alors que Daniel Ortega, leur chef, prononçait une longue diatribe remplie de haine contre l'Occident. Il fut ensuite [...] conspué par les sandinistes quand il essaya de parler. Les sandinistes ont essayé d'humilier Sa Sainteté. Ils ne savaient pas qu'il est impossible d'humilier ce genre de grandeur. Alors qu'ils le huaient [...], il cria « silencio », silence, et par la seule force de sa majesté, le silence se fit. Il y a deux semaines, le pape Jean-Paul II, depuis le balcon de la place Saint-Pierre, a affirmé que le gouvernement du Nicaragua était opposé à l'Eglise catholique. Il a déploré les arrestations et les expulsions de prêtres [...]. Pourquoi ceux qui prétendent incarner l'opinion la plus éclairée sur l'Amérique centrale ne s'attaquent-ils pas à ce qui se passe là-bas ? Pourquoi ne peuvent-ils pas reconnaître que ce ne sont que des brutes totalitaires qui piétinent la liberté dans leur pays, y compris la liberté de culte ? Nous sommes plus disposés à écouter le témoignage de Sa Sainteté le pape que les allégations de sandinistes communistes<sup>284</sup>.

---

<sup>282</sup> White House Digest: "Persecution of Christian Groups in Nicaragua", February 29, 1984, folder: "Persecution of Christians" (1 of 3), box OA 11515, Edward Lynch Files, RRL.

<sup>283</sup> Thomas Quigley, "When Research Masquerades", *Commonweal*, April 5, 1985, p. 208.

<sup>284</sup> Ronald Reagan, "Remarks at the St Ann's Festival in Hoboken, New Jersey", July 26, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/72684c.htm> (consulté le 28 novembre 2009).

L'opposition des évêques, outre le fait qu'elle a conduit l'Administration à invoquer fréquemment l'image du pape, l'a-t-elle également incitée à demander au Saint-Siège d'intervenir pour leur demander de modérer leur propos ? Les archives de la présidence Reagan ne révèlent pas pour l'instant l'existence d'une telle requête. D'autre part, les évêques américains et les responsables de l'USCC semblent indiquer qu'ils n'ont pas subi de pression du Vatican les exhortant à tempérer leur critique. Le président de la conférence épiscopale, Mgr Roach, a ainsi déclaré en 1982 que le Vatican était tout à fait conscient de la position des évêques américains et que l'absence d'une condamnation explicite de cette dernière constituait à ses yeux une « approbation tacite<sup>285</sup> ». Quant à Thomas Quigley, une des cibles privilégiées de l'Administration Reagan dans ses tentatives pour discréditer les évêques, il nous a assuré « ne pas avoir été au courant de préoccupations de la part du Saint-Siège au sujet de la position des évêques américains ». Il se rappelle « que les dirigeants de l'USCC se réunissaient chaque année avec les responsables des principaux dicastères [institutions ou ministères] du Vatican », et qu'à sa connaissance, « ils ne sont jamais rentrés porteurs de requêtes que les évêques américains modifient leur position ». Quant à d'éventuelles « pressions » de Washington, il déclare « ne pas être au courant de l'existence de pressions sur l'USCC en tant que telles<sup>286</sup> ».

La question mérite d'être posée, car nous allons voir que dans le contexte d'un autre point de tension entre les Etats-Unis et les évêques catholiques américains, à savoir la question de la politique de défense américaine, Washington va essayer de peser auprès du Saint-Siège pour contrer l'opposition de l'épiscopat.

#### *IV. ii. "The Challenge of Peace", un défi majeur pour l'Administration Reagan*

La politique de l'Administration Reagan en Amérique centrale donne lieu à une critique féroce de la part des évêques et à une riposte importante de la Maison-Blanche. Cependant, la critique par les évêques de la politique américaine de défense, et notamment du principe de dissuasion nucléaire, va donner lieu à une offensive sans précédent de l'Administration Reagan pour tenter d'endiguer l'influence des évêques sur le débat national, offensive dans laquelle elle va essayer de s'adjoindre l'aide du Saint-Siège. Une fois de plus, si ce dernier ne va pas nécessairement être très réceptif aux requêtes américaines, il va, pour des raisons qui lui sont propres, intervenir dans le débat dans un sens qui va se révéler plutôt

---

<sup>285</sup> Gerald F. Seibe, "Voices of Dissent. Catholic and Other US Church Groups Oppose Reagan's Hardline Policy on Central America", *The Wall Street Journal*, December 8, 1983, p. 60.

<sup>286</sup> Thomas Quigley, échange de courrier, 24 avril 2007.

favorable à Washington. Pour autant, comme nous le verrons, l'issue du conflit ne sera pas des plus positives pour ce dernier.

Au début des années 1980, les évêques américains, en tant qu'individus et en tant qu'organe collégial sous la forme de la NCCB, prennent position de manière univoque contre la politique de défense de l'Administration. Les évêques n'en sont pas à leur coup d'essai ; ils ont déjà abordé la moralité de la dissuasion nucléaire en novembre 1976 dans une lettre pastorale intitulée « To Live in Jesus Christ ». Ils avaient insisté sur la nécessité, en tant que détenteurs d'un vaste arsenal nucléaire, d'être « conscients que non seulement il est mal d'attaquer des populations civiles, mais qu'il est également mal de menacer de le faire dans le cadre d'une stratégie de dissuasion ». Cet aspect de la lettre n'a cependant pas retenu l'attention de l'opinion, car il ne constitue qu'un bref chapitre d'une pastorale portant essentiellement sur la morale sexuelle<sup>287</sup>.

La déclaration la plus importante avant 1983 est sans doute celle de Mgr John Krol, archevêque de Philadelphie (et proche de Jean-Paul II) le 9 septembre 1979 devant la commission des Affaires étrangères du Sénat au sujet du traité SALT II. A cette occasion, il avait déclaré que l'utilisation, tout comme l'intention déclarée d'utiliser les armes nucléaires était condamnable. Il avait dit l'Eglise prête à tolérer leur possession tant que des négociations auraient lieu, tout en se réservant le droit de passer à une condamnation sans aucune réserve si l'espoir de négociations s'avérait vain<sup>288</sup>.

Si l'épiscopat américain est préoccupé de la décision de Jimmy Carter de revoir à la hausse le budget de la défense, ce n'est rien comparé aux réactions qui vont suivre l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan. D'après le journaliste Jim Castelli<sup>289</sup>, c'est précisément l'avènement de l'Administration Reagan qui aurait incité les évêques à se pencher sur cette question avec une plus grande urgence<sup>290</sup>.

Les évêques américains vont prendre position pour dénoncer l'immoralité de la politique militaire de l'Administration Reagan avec une force et une fréquence croissantes, sur un ton souvent conçu pour susciter la polémique. Ainsi, Mgr Leroy Mathiesen, évêque d'Amarillo au Texas, invite les employés du secteur de l'armement nucléaire à démissionner, tout en qualifiant la décision du Président de produire et stocker des ogives à neutron à

---

<sup>287</sup> William Au, *The Cross, the Flag and the Bomb: American Catholics Debate War and Peace, 1960-1983* (Wesport, Conn.: Greenwood Press, 1985), p. 193.

<sup>288</sup> Bruce Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", *Foreign Affairs* 61 (spring 1983), p. 852.

<sup>289</sup> Jim Castelli était journaliste au *National Catholic Reporter*. Il fut autorisé par la NCCB à suivre tous les débats ayant conduit à l'élaboration de sa lettre pastorale condamnant la politique de défense américaine. Il en tira un livre, *The Bishops and the Bomb*.

<sup>290</sup> Jim Castelli, *The Bishops and the Bomb*, (Garden City, N.Y.: Image Books, 1983), pp. 14-15.

Amarillo de « dernière d'une série de décisions tragiques et mortifères prises par notre gouvernement<sup>291</sup> ». Le 12 août 1981, Mgr Roach, président de la conférence épiscopale, condamne publiquement l'annonce faite par l'Administration de produire des bombes à neutron<sup>292</sup>. En décembre 1981, c'est Mgr Roger Mahony<sup>293</sup>, évêque de Stockton en Californie qui publie une lettre pastorale, où il invite les catholiques américains à ne plus soutenir la politique de défense de leur gouvernement étant donné l'absence d'initiatives sérieuses de désarmement<sup>294</sup>. Il exhorte les fidèles à « utiliser toutes les ressources politiques, y compris les lobbies pacifistes, et à faire pression sur [leurs] représentants au Congrès pour garantir que les Etats-Unis reviennent à une politique de dissuasion minimale et fassent des propositions sérieuses de limitation et de réduction des armements basées sur la parité<sup>295</sup> ». Le 25 janvier 1982, Mgr Raymond Hunthausen, archevêque de Seattle, annonce à la télévision avoir décidé de ne plus payer la moitié de ses impôts fédéraux « afin de protester contre l'engagement continu de notre pays pour obtenir la suprématie en matière d'armement nucléaire<sup>296</sup> ».

Les évêques catholiques ne sont pas les premiers, ni les seuls, à s'élever contre la dissuasion nucléaire et l'escalade de l'arsenal américain, mais comme le souligne Ana Maria Ezcurra, la participation des évêques catholiques à ce concert de protestations rend le débat public d'autant plus délicat pour l'Administration qu'il n'est pas aisé de discréditer la conférence des évêques en l'accusant de « gauchisme<sup>297</sup> ». Quand un cardinal d'origine polonaise et ardemment anticommuniste comme John Krol apporte son soutien au référendum local sur le gel nucléaire à Philadelphie et déclare qu'il ne « ne ser[t] pas d'écran à l'Union soviétique<sup>298</sup> », il met à mal les arguments d'une Administration qui affirme à qui veut l'entendre que les militants pacifistes américains sont des pions, conscients ou non, de Moscou. De plus, le gouvernement redoute également que cette campagne ne soit fatale à sa capacité à fédérer le vote catholique<sup>299</sup>.

---

<sup>291</sup> "Amarillo Bishop Protests Nuclear Arms Buildup", *Origins*, Volume 11, n°2, September 3, 1981, p. 180.

<sup>292</sup> John Roach, "A Step Closer to Nuclear War?" *Origins*, Volume 11 n°1, August 27, 1981, p. 167.

<sup>293</sup> Mahony sera nommé archevêque de Los Angeles en 1985 et deviendra cardinal en 1991.

<sup>294</sup> Donald L. Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare* (Boulder, Col.: Westview, 1983), p. 83.

<sup>295</sup> Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare*, pp. 83-84.

<sup>296</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 57.

<sup>297</sup> Ana Maria Ezcurra, *The Vatican and the Reagan Administration* (New York: Circus Publications, 1986), p. 134.

<sup>298</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 115. "I am not a Soviet Union front."

<sup>299</sup> Cette perception aiguë de l'influence des évêques sur la population catholique est erronée d'après Timothy Byrnes, car à mesure que les catholiques s'assimilent à la société américaine, ils se mettent à rejeter l'autorité épiscopale (Timothy Byrnes, *Catholic Bishops in American Politics* (Lawrenceville, N.J. : Princeton University Press, 1991), p. 40.

Au-delà d'interventions ponctuelles et individuelles, bien trop nombreuses une fois encore pour pouvoir toutes être reprises ici, la critique de l'épiscopat va également prendre la forme d'une lettre pastorale sur la question de la guerre dans un contexte nucléaire. L'idée d'une lettre naît lors de la réunion annuelle de la NCCB, en novembre 1980. A cette occasion, une commission, présidée par Mgr Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati, puis de Chicago et composée de Mgrs George Fulcher, Daniel Reilly, Thomas Gumbleton et John O'Connor, est mise en place pour en assurer la rédaction<sup>300</sup>.

Le fonctionnement de cette commission est inédit. Loin de concevoir le futur document comme une proclamation autoritaire et unilatérale, cette dernière souhaite recueillir le plus de témoignages possibles d'experts, qu'ils s'agissent de théologiens, de militaires, de scientifiques ou d'hommes politiques, afin d'élaborer la lettre étape par étape, chaque version donnant lieu à un débat avec les évêques au complet et à la réception de commentaires extérieurs. Ainsi, entre juillet 1981 et juin 1982, date de parution de la première version, la commission auditionnera plus de trente personnes.

En outre, ses membres souhaitent que le processus de rédaction, contrairement aux fois précédentes, constitue l'occasion d'un véritable débat public sur la question, débat destiné à provoquer une prise de conscience au sein de l'opinion. Dans cet esprit, et pour la première fois, le document pastoral n'est pas adressé aux seuls catholiques, mais à toutes les personnes de bonne volonté. Dans l'introduction de la deuxième version, les évêques précisent la chose suivante : « L'enseignement catholique sur la guerre et la paix comporte deux objectifs : premièrement, celui d'aider les catholiques à former leur conscience, deuxièmement, celui de contribuer au débat politique sur la moralité de la guerre<sup>301</sup> ». Mgr Bernardin, lors d'une conférence au printemps 1982, déclare que « les négociations sont le fait des gouvernements, mais il est clair que les gouvernements n'agiront pas assez vite et, parfois, n'agiront tout simplement pas, tant qu'un mouvement visible visant à changer la dynamique de la course aux armements n'aura pas fait entendre sa voix<sup>302</sup> ».

L'objectif de la commission semble être accompli, car la couverture médiatique de la conférence épiscopale va atteindre des niveaux sans précédent. Ainsi, lors de la réunion des 15-18 novembre 1982 (à l'occasion de laquelle les évêques, réunis en assemblée plénière, adoptent la deuxième version de la pastorale), plus de vingt-cinq chaînes de télévision ont fait

---

<sup>300</sup> La composition de la commission relève du grand écart avec, d'un côté, Mgr Gumbleton, président-fondateur de *Pax Christi*, organisation pacifiste catholique, et de l'autre, Mgr O'Connor, évêque auxiliaire en charge des forces armées !

<sup>301</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 100.

<sup>302</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 96.



le déplacement (parmi lesquelles ABC, NBC, PBS et des chaînes locales), ainsi que des reporters du monde entier<sup>303</sup>. Au total, 350 représentants des médias seront présents. De plus, les évêques font la couverture de *Time*<sup>304</sup>, et leur lettre fait l'objet d'articles dans les colonnes éditoriales de presque toute la presse du pays<sup>305</sup>.

Le fait que cette lettre recueille une telle attention est d'autant plus préoccupant pour l'Administration Reagan que, loin de se cantonner à des affirmations d'ordre général, les évêques, à la différence de ce qu'ils avaient fait pour leurs documents précédents, appliquent la doctrine catholique à des points très précis de la politique de dissuasion américaine.

La première version, publiée en juin 1982, est à cet égard très polémique, car ils y estiment que l'arme nucléaire ne saurait être utilisée en aucune circonstance pour détruire des populations, ni même pour viser des cibles militaires, si ces dernières sont situées près de lieux fortement peuplés. De plus, les évêques concluent qu'« aucun chrétien ne peut légitimement obéir à des ordres ou à des politiques visant délibérément à tuer des non-combattants<sup>306</sup> ». Les évêques se prononcent également contre l'idée que les Etats-Unis puissent faire usage des armes nucléaires en premier recours (*first use*) en cas d'attaque conventionnelle massive par l'Union soviétique, ce qui est pourtant une des pierres angulaires de la politique de l'OTAN. En outre, la commission exclut catégoriquement l'idée d'une guerre nucléaire limitée<sup>307</sup>, ce qui semble interdire purement et simplement le recours à l'arme nucléaire.

Les évêques concluent cette première mouture en émettant de très fortes réserves quant à la politique de dissuasion nucléaire et sa moralité. S'ils tolèrent pour le moment la stratégie de dissuasion, ils qualifient la dépendance continue envers les armes nucléaires d'« odieuse ». Cette tolérance est d'ailleurs toute temporaire et s'accompagne de conditions strictes (notamment des négociations de désarmement sincères). Les évêques mettent en garde ceux qui seraient tentés de confondre cette tolérance avec une approbation de la politique de dissuasion<sup>308</sup>. En outre, s'ils expliquent que, pour le moment, il n'est pas demandé aux catholiques impliqués dans la fabrication d'armes nucléaires de renoncer à leur emploi, ils préviennent que le jour où ils auront acquis la conviction que la possession d'armes ne saurait

---

<sup>303</sup> Thomas J. Reese, "Nuclear Weapons: the Bishops' Debate". *America*, December 18, 1982, p. 386.

<sup>304</sup> Richard Ostling, Madeleine Nash, Bruce Van Voorst et Jim Castelli, "Bishops and the Bomb", *Time*, November 29, 1982, <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,955097,00.html> (consulté le 28 février 2010). Voir la couverture en annexe.

<sup>305</sup> Russell Shaw, "Nuclear Weapons : The Bishops and the Media", *America*, December 18, 1982, p. 389.

<sup>306</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 88.

<sup>307</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 89.

<sup>308</sup> Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare*, p. 88.

plus être tolérée d'un point de vue moral, il serait alors logique de condamner « toute participation dans leur fabrication<sup>309</sup> ».

Au chapitre des recommandations, les évêques encouragent le gouvernement à accélérer ses efforts en matière de désarmement, à cesser la production et le déploiement de nouvelles armes, mais aussi à réduire l'arsenal actuel. Ils vont jusqu'à recommander « des initiatives indépendantes de la part des Etats-Unis afin d'encourager des mesures réciproques de la part des Soviétiques<sup>310</sup> ». Enfin, les évêques semblent tenir les Etats-Unis pour responsables des tensions actuelles au même titre que l'Union soviétique, affirmant que « les armes nucléaires soviétiques constituent une menace aussi grande pour l'humanité que les nôtres<sup>311</sup> ».

La lettre constitue une attaque en règle contre la politique américaine et, pour le journaliste Bruce Van Voorst, étant donné l'attention considérable qu'elle suscite, le gouvernement ne peut se permettre de rester étranger au débat. Les attaques de l'Eglise catholique sont susceptibles en effet d'avoir des répercussions sur les relations des Etats-Unis avec l'Union soviétique, mais également avec leurs alliés européens<sup>312</sup>. Pour l'Administration Reagan, plusieurs stratégies sont possibles. Il va s'agir d'une part d'essayer de faire évoluer les évêques vers une position plus proche de la sienne, tout en persuadant les catholiques et l'opinion qu'ils ne sauraient prendre l'épiscopat au sérieux<sup>313</sup>. Une troisième stratégie consiste à utiliser les contacts accrus avec le Saint-Siège pour lui demander d'intervenir auprès des évêques américains et leur demander de modifier la lettre dans un sens plus favorable à Washington.

L'Administration va avoir recours à ces trois modes d'intervention. Entre 1982 et 1983, elle va intervenir frénétiquement pour tenter d'influencer le débat. Le processus consultatif retenu par les évêques va d'ailleurs lui en fournir la possibilité. En effet, conformément à l'esprit qui préside à l'élaboration de la lettre, ces derniers invitent l'Administration à participer au débat (Mgr Bernardin écrit au président Reagan le 5 février 1982 en ce sens). L'Administration va utiliser entre autres ses membres de confession catholique pour communiquer avec les évêques et auprès du grand public. Ceci a pour avantage de véhiculer l'idée que l'on peut être catholique tout en étant en désaccord avec les évêques américains, car ces derniers se livrent à une interprétation fallacieuse de la doctrine.

---

<sup>309</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 93.

<sup>310</sup> Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare*, p. 89.

<sup>311</sup> Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare*, p. 88.

<sup>312</sup> Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", p. 828.

<sup>313</sup> Shaw, "Nuclear Weapons: The Bishops and the Media", p. 390.

Les principaux porte-voix catholiques de l'Administration Reagan seront l'ambassadeur de Reagan aux négociations de désarmement, Edward Rowny, le secrétaire à la Marine, John Lehman et William Clark et Alexander Haig, respectivement conseiller spécial à la sécurité et secrétaire d'Etat.

Le fait que des membres éminents de l'Administration soient désignés pour interpellier les évêques témoigne de l'inquiétude suscitée par le processus de rédaction de la lettre. La commission reçoit ainsi une lettre de William Clark, datée du 5 mars 1982, dans laquelle le conseiller de Reagan attribue leurs divergences d'opinion à une mauvaise compréhension de la politique américaine<sup>314</sup>. Le 23 mars 1982, c'est au tour d'Alexander Haig d'écrire à Mgr Bernardin. Il cherche à dissiper toute crainte quant aux supposées velléités nucléaires de l'Administration en soulignant que « la politique nucléaire américaine est conçue non pas pour avoir la possibilité de mener une guerre nucléaire, mais pour dissuader toute guerre, qu'elle soit nucléaire ou conventionnelle<sup>315</sup> ».

Le gouvernement américain a à cœur de mettre en avant la dimension profondément morale de sa politique, ainsi que la réelle nature de l'ennemi que cette politique est supposée contenir, à savoir une puissance répressive et ... athée. Le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, écrit à Mgr Bernardin le 22 mars 1982 que les membres de l'Administration partagent son horreur face à la perspective d'une catastrophe nucléaire et que la stratégie de dissuasion américaine est au service d'un objectif moral, car il s'agit de préserver la liberté de la société occidentale, y compris la liberté de culte, face à l'Union soviétique, pays totalitaire, athée et agressif sur le plan militaire<sup>316</sup>.

D'autre part, les membres de la commission de rédaction vont rencontrer divers membres de l'Administration dans le cadre de leur processus de consultation. Ils s'entretiennent ainsi avec le directeur de l'Agence de contrôle des armes et de désarmement (ACDA), Eugene Rostow, avec Caspar Weinberger et le sous-secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger le 13 mai 1982. Lors de cette réunion, les assistants d'Eagleburger se montrent d'ailleurs assez véhéments à l'égard des membres de la commission, leur reprochant leur idéalisme. Après cette rencontre, Mgr Bernardin reçoit une lettre de quatre pages d'Eagleburger, dans laquelle ce dernier, après s'être excusé de l'attitude de ses collaborateurs,

---

<sup>314</sup> Lettre, William Clark à Joseph Bernardin, March 5, 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, box 41, Cardinal Bernardin Papers, Joseph Bernardin Archives & Records Center, Chicago (ci-après CBP, JBARC).

<sup>315</sup> Lettre, Alexander Haig à Joseph Bernardin, March 23, 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, box 41, CBP, JBARC.

<sup>316</sup> Lettre, Caspar Weinberger à Joseph Bernardin, March 22 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, box 41, CBP, JBARC.

tente à nouveau de le convaincre de la moralité de la politique de défense, expliquant vouloir créer un environnement moral dans lequel l'existence de ces armes serait inutile et inacceptable et attribuant à Moscou la responsabilité de l'échec des négociations<sup>317</sup>.

Après la parution de la première version de la lettre, en juin 1982, l'Administration redouble d'efforts pour peser sur le débat, car la menace est devenue palpable. Edward Rowny écrit le 1er juillet 1982 à Mgr Bernardin. Il joint à la lettre un article intitulé "Deterrence—The Moral Alternative" (« La dissuasion, alternative morale ») qu'il a écrit pour le journal de l'archidiocèse de Washington<sup>318</sup>. Eugene Rostow écrit à J. Bryan Hehir, conseiller de la commission, le 20 juillet 1982. Enfin, William Clark fait paraître dans le *New York Times* une lettre à Clare Boothe Luce, datée du 30 juillet 1982, dans laquelle il reproche aux évêques de ne pas avoir compris la *moralité supérieure* de la stratégie du gouvernement américain. Il déplore le fait que la première version ne reconnaisse pas les efforts consentis par l'Administration, notamment les offres de réduction de l'arsenal ; il souligne que l'Administration ne prend pas les civils pour cible et que sa politique est « meilleure et plus sage que celle préconisée » par les évêques dans la lettre pastorale<sup>319</sup>.

Le président Reagan intervient en personne dans le débat à l'occasion du centenaire des Chevaliers de Colomb, le 3 août 1982, et ce en présence de Mgrs Casaroli et Laghi. Qualifiant le concept de gel nucléaire de « stérile » et « obsolète », il explique que l'Administration n'a pas son pareil quand il s'agit de chercher « à parvenir à la paix par le biais d'accords de contrôle des armements » et se réjouit du fait que « la plus grande organisation fraternelle catholique [ait] défendu avec force à travers [son] magazine *Colombia* la moralité de maintenir notre dissuasion stratégique, qui constitue un atout majeur pour [ses] efforts en faveur de la paix<sup>320</sup> ».

Courant septembre 1982, Caspar Weinberger écrit à Mgr Bernardin. Après avoir justifié le maintien de la dissuasion nucléaire en expliquant qu'elle a fait ses preuves, il affirme que « la charge de la preuve revient à ceux qui souhaitent dévier d'une politique raisonnable, la dissuasion, qui a permis de maintenir la paix pendant si longtemps ». Il s'inquiète du fait que les évêques ne reconnaissent pas les efforts de désarmement consentis

---

<sup>317</sup> Lettre, Lawrence Eagleburger à Joseph Bernardin, June 5, 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, Box "Cardinal Joseph Bernardin War and Peace Papers, Executive Records, 1/1/1981 to 12/31/1983, EXEC/N0930/41", CBP, JBARC.

<sup>318</sup> Lettre, Edward Rowny à Joseph Bernardin, July 1, 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, box "Cardinal Joseph Bernardin War and Peace Papers, Executive Records, 1/1/1981 to 12/31/1983, EXEC/N0930/41", CBP, JBARC.

<sup>319</sup> Lettre, William Clark à Clare Booth Luce, July 30, 1982, folder: Executive Post Second Draft, box: Peace Pastoral Post 2<sup>nd</sup> Draft Congressional and Executive Response, CBP, JBARC.

<sup>320</sup> "President Reagan's Address to the Knights of Columbus", *Origins* Volume 12 n°4, August 26, 1982, p. 174.

par les Etats-Unis et qu'elle ne rende pas compte de l'évolution de l'équilibre nucléaire au cours des dix dernières années, « particulièrement de la retenue unilatérale qui a caractérisé la politique américaine dans les années 1970, et ce en malgré un renforcement majeur du côté soviétique<sup>321</sup> ». Il rejette d'autre part l'appel des évêques à renoncer au premier usage, qui risque, contrairement à ce qu'ils avancent, d'augmenter le risque d'un conflit<sup>322</sup>.

La publication, en octobre 1982, d'une deuxième mouture de la lettre, plus radicale que la précédente à plusieurs égards, exacerbe l'inquiétude du gouvernement américain, d'autant plus que les évêques y condamnent nommément des aspects précis du programme de défense américain. Tout d'abord, les évêques excluent tout recours aux armes nucléaires, même en cas de représailles (« Les armes nucléaires et les autres instruments de meurtre de masse ne sauraient être utilisés sous aucune circonstance pour détruire des centres d'habitation ou des cibles majoritairement civiles »<sup>323</sup>). En outre, ils se prononcent contre « la production d'armes susceptibles de provoquer des attaques et d'accréditer le concept selon lequel les Etats-Unis cherchent à développer une capacité de première frappe, de *hard target kill* [permettant de détruire les missiles soviétiques basés à terre] ; le missile MX pourrait faire partie de cette catégorie », et ce au moment où l'Administration cherche à obtenir du Congrès le financement pour son programme MX<sup>324</sup>. Les évêques concluent en affirmant que « [l]e refus de toute guerre nucléaire doit être définitif et décisif<sup>325</sup> ».

Le recours à la dissuasion y est encore plus encadré que dans la première version, et ce en dépit du fait que soit reprise la déclaration de Jean-Paul II à la session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement en juin 1982, où ce dernier avait jugé la dissuasion « moralement acceptable<sup>326</sup> ». Les évêques y expriment leur « soutien pour des accords immédiats, bilatéraux et vérifiables afin d'arrêter (*halt*) les essais, la production et le déploiement de nouveaux systèmes stratégiques, ainsi qu'un traité d'interdiction des essais et le retrait de l'arsenal nucléaire aux frontières<sup>327</sup> ».

Depuis la publication de la deuxième version, l'Administration est préoccupée et cherche à organiser une réunion de haut niveau avec les membres de la commission

---

<sup>321</sup> Caspar Weinberger, "Defense Secretary: The Bishops' War and Peace Pastoral", *Origins*, Volume 12 n°19, October 21, 1982, p. 294.

<sup>322</sup> Weinberger, "Defense Secretary: The Bishops' War and Peace Pastoral", p. 293.

<sup>323</sup> Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", p. 834.

<sup>324</sup> Thomas Reese, "Nuclear Weapons: the Bishops' Debate". *America*, December 18, 1982, p. 388.

<sup>325</sup> Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", p. 836.

<sup>326</sup> Message du pape Jean-Paul II à la IIème session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies sur le désarmement, 7 juin 1982,

[http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1982/june/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19820607\\_disarmo-onu\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1982/june/documents/hf_jp-ii_spe_19820607_disarmo-onu_fr.html)

<sup>327</sup> Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", p. 837.

Bernardin, et ce avant la tenue de la conférence plénière de novembre de la NCCB qui devait l'entériner. Elle va jusqu'à demander aux évêques de donner la parole à George Shultz pendant leur conférence<sup>328</sup>, puis elle leur propose une rencontre avec le Président, ce à quoi ces derniers opposent un emploi du temps trop chargé<sup>329</sup>.

Le premier jour de la réunion plénière de la conférence épiscopale, le 15 novembre 1982, une lettre de John Lehman est publiée dans le *Wall Street Journal*, dont le ton, presque hostile, dénote l'inquiétude provoquée par la deuxième version, et dont le but est d'attirer l'attention sur les incohérences des évêques. Le ministre y explique que « nombre de recommandations ne sont ni éclairées, ni logiques. Pire encore, si elles étaient adoptées, ces recommandations pourraient entraîner immédiatement des conséquences immorales ». Si les évêques s'opposent à la stratégie de destruction mutuelle assurée (MAD), le gel nucléaire qu'ils prônent aurait pour effet de figer les deux puissances dans cette position. Il conclut qu'il est absurde, eu égard aux positions qui sont les leurs, de « s'opposer à une capacité de *hard target kill*, à la planification stratégique en vue d'obtenir des capacités de guerre et à une guerre nucléaire limitée<sup>330</sup> ».

De plus, William Clark fait parvenir aux participants à la réunion épiscopale, au troisième jour de la conférence, une lettre de sept pages (datée du 16 novembre 1982) qui est publiée dans le *New York Times* avant même que les évêques en aient pris connaissance<sup>331</sup> ! Le ton de sa lettre, écrite au nom du Président, de Shultz, de Weinberger, de Rostow et d'autres responsables de l'Administration, laisse poindre une certaine exaspération. Il y rappelle que la morale est le principe directeur des décisions de l'Administration en matière nucléaire et que la stratégie de dissuasion n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'empêcher la guerre et de « préserver les valeurs qui nous sont chères », valeurs et traditions qui ne sont pas partagées par l'Union soviétique, qui place les besoins de l'Etat totalitaire avant les droits individuels. Il condamne la lettre pour ses « graves erreurs dans l'interprétation des politiques américaines ». Il est reproché aux évêques de ne pas avoir tenu compte des remarques que l'Administration leur avait parvenir, remarques portant sur les « propositions ambitieuses faites par les Etats-Unis, qui font actuellement l'objet de négociations avec l'Union soviétique, et qui visent à obtenir des réductions drastiques des arsenaux nucléaires, des forces

---

<sup>328</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 118.

<sup>329</sup> Van Voorst, "The Churches and Nuclear Deterrence", p. 846.

<sup>330</sup> John Lehman, "The US Catholic Bishops and Nuclear Arms", *Wall Street Journal*, November 15, 1982, p. 28.

<sup>331</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 119.

conventionnelles » afin de réduire encore plus les risques de guerre<sup>332</sup>. De même, il déplore que la lettre ne reconnaisse pas la menace représentée par le réarmement nucléaire dans lequel se sont engagés les Soviétiques.

Les évêques sont ulcérés par le ton de la lettre de Clark, ainsi que par la façon dont elle a été rendue publique. Mgr Bernardin, d'ordinaire très mesuré, déclare à la presse qu'« il existe des divergences d'opinion sur un certain nombre de points, mais nous verrons bien le moment venu qui a mal compris qui [...]. Tout ce que je peux en conclure c'est que, de toute évidence, il souhaitait attirer autant d'attention sur sa lettre que celle reçue par notre pastorale, et je pense qu'il y est parvenu<sup>333</sup> ». Bon nombres d'observateurs catholiques s'accordent pour dire que l'initiative du conseiller de Reagan est en réalité très maladroite, car elle n'a fait qu'accroître l'attention des médias, alors que ceux-ci n'avaient pas envisagé à l'origine de couvrir la conférence de novembre au-delà de la première journée<sup>334</sup>.

Après cette réunion, Mgr Bernardin accepte de rencontrer des membres de l'Administration. Après une première rencontre le 21 décembre 1982 au département d'Etat à laquelle participent deux conseillers des évêques, J. Bryan Hehir et Bruce Russett et dont le but est de trouver des « voies de dialogue »<sup>335</sup>, une réunion avec les membres de la commission est organisée au département d'Etat le 7 janvier 1983, à la demande insistante de l'Administration. Des représentants du Conseil national de sécurité (Robert McFarlane et Sven Kraemer), du ministère de la Défense (Ronald Lehman, Jonathan Howe), de l'ACDA (Joseph Lehman) et du département d'Etat (Christopher Lehman et Elliot Abrams) mettent en exergue les intentions de paix du gouvernement et cherchent à répondre aux préoccupations de la commission<sup>336</sup>. Après avoir mis l'accent sur la participation active des Etats-Unis aux initiatives de désarmement, ils sont pressés par les évêques de répondre à la question des cibles civiles, question que les représentants de l'Administration éludent le plus possible. Kraemer, qui a demandé aux évêques d'ajouter, en annexe de la lettre, le discours du Président du 22 novembre sur les réductions de l'arsenal stratégique, se félicite du fait que le cardinal Bernardin lui ait fait part de sa volonté de mentionner dans la version prochaine les

---

<sup>332</sup> William Clark, "War and Peace Debate. A Letter from the White House", *Origins*, Volume 12, n°19, December 2, 1982, p. 399.

<sup>333</sup> James L. Franklin, "US Urges Bishops to Back N-Policy/Clark Criticizes Proposed Pastoral Letter", *Boston Globe*, November 18, 1982, nc.

<sup>334</sup> Voir Thomas Reese, "Nuclear Weapons: the Bishops' Debate", *America*, December 18, 1982, p. 386 et Russell Shaw, "Nuclear Weapons: the Bishops and the Media", *America*, December 18, 1982, p. 391.

<sup>335</sup> Mémo, Sven Kraemer à William Clark, from Sven Kraemer, "Status of US contacts with US Bishops' Conference", December 29, 1982, ID# 121164, RM 020, WHORM: Subject File, RRL.

<sup>336</sup> Mémo, Sven Kraemer à William Clark, "Administration Officials' Meeting with Catholic Bishops and Staff--Friday, January 7, 1983", January 8, 1983, ID# 149319, RM031, WHORM: Subject File, RRL.

initiatives du gouvernement en matière de désarmement<sup>337</sup>. Quant à William Clark, il reprend sa plume le 15 janvier 1983, cette fois-ci pour écrire à Mgr Bernardin au sujet de la réunion du 7 janvier et apaiser les inquiétudes des évêques sur la prise pour cible de civils, même si le gouvernement ne peut le dire publiquement pour des raisons évidentes<sup>338</sup>.

Alors que les évêques s'en prennent à la moralité même de la politique de défense américaine, l'Administration recourt à un langage particulièrement empreint de moralité en cette fin d'année 1982 et début d'année 1983. C'est le cas du discours du 8 mars 1983 prononcé par Ronald Reagan devant la *National Association of Evangelicals* à Orlando, dans lequel il décrit sa politique étrangère et nationale en des termes exclusivement religieux. Après avoir exposé les objectifs de sa politique comme étant de susciter un « grand éveil spirituel », ainsi qu'un « renouveau moral », il interpelle les tenants d'un gel nucléaire en ces termes : « Dans vos débats sur le gel nucléaire, je vous exhorte à vous méfier de la tentation d'orgueil, la tentation de vous déclarer tout simplement au dessus de tout [...] d'ignorer [...] les pulsions agressives d'un empire du mal et [...] de vous soustraire ainsi au combat entre le bien et le mal ». Un assistant de Reagan confie au *New York Times* que la critique des tenants d'un gel nucléaire visait tout particulièrement les évêques catholiques<sup>339</sup>. Pour sa part, le vice-président George Bush déclare lors d'un voyage en Europe en février 1983 que la proposition américaine d'éliminer toutes les armes de portée intermédiaire sur le continent constitue « la position la plus morale ». Pour le *Washington Post*, cette déclaration de Bush et cette tentative de placer la politique américaine dans un cadre moral constituent « ce que les responsables de l'Administration reconnaissent être une tentative pour contrer les critiques de la politique de défense de l'Administration de la part des églises aux Etats-Unis et en Europe occidentale [...] ». Il rappelle que dans le cadre de ce déplacement, le vice-président a été reçu en audience par le pape, après laquelle il a tenu une conférence de presse où il a fait six fois référence à la proposition « zéro-zéro » de Reagan comme étant la seule à être profondément morale dans le cadre des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'URSS [...]. Le vice-président a ensuite utilisé l'adjectif « moral » pour décrire l'impact du pape dans le monde, grâce à quoi il espère, d'après le quotidien, « marquer des points auprès de l'opinion publique et contrer en partie l'influence de l'opposition religieuse<sup>340</sup> ».

---

<sup>337</sup> Mémo, Sven Kraemer à William Clark, "Administration Officials' Meeting with Catholic Bishops and Staff--Friday, January 7, 1983", January 8, 1983, ID# 149319, RM031, WHORM: Subject File, RRL.

<sup>338</sup> Lettre, William Clark à Joseph Bernardin, January 15, 1983, folder: Executive between First Draft and Second Draft, box Peace Pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JBARC.

<sup>339</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 140.

<sup>340</sup> Michael Getler, "Bush Emphasizes 'Moral Position' of Reagan's Arms Control Plan", *Washington Post*, February 8, 1983, p. A11.



L'Administration va au demeurant invoquer les propos du pape comme gage de la moralité de sa politique de défense pour tenter de contrer les évêques. Au-delà de chercher à influencer sur la teneur de la lettre, un autre aspect de sa stratégie est de chercher à démontrer que l'épiscopat américain est en désaccord avec le pape et se livre à une interprétation non conforme à la doctrine catholique. A cette fin, l'Administration Reagan va notamment pouvoir se prévaloir du message de Jean-Paul II à la deuxième session extraordinaire sur le désarmement des Nations unies, où il avait qualifié la dissuasion de « moralement acceptable ». Ceci permet à Weinberger, interrogé sur l'immoralité des armes nucléaires, notamment les plus récentes, de répondre : « Nous avons bien entendu à l'esprit le fait que Sa Sainteté le pape a indiqué aux Nations unies, [par le biais] d'un message prononcé en son nom, que la dissuasion était une politique morale<sup>341</sup> ». Quelques jours auparavant, dans une lettre aux évêques américains, il s'était dit « réconforté par la déclaration du pape Jean-Paul II à la deuxième session de désarmement de l'Assemblée générale des Nations unies<sup>342</sup> ». Le secrétaire à la Marine John Lehman va plus loin, s'interrogeant sur la fidélité des évêques aux préceptes énoncés par le pape: « A chaque fois que l'on entend des voix qui voudraient que nous désarmions de manière unilatérale, je m'inquiète en tant que catholique et en tant que citoyen de ce qu'ils n'ont pas compris les propos clairs tenus par le pape et son secrétaire d'Etat sur cet enjeu important<sup>343</sup> ».

Ces arguments seront souvent évoqués dans des forums catholiques. Caspar Weinberger se rend en avril 1983 à l'université Fordham pour parler des « dimensions morales de la dissuasion ». Il s'emploie à démontrer la conformité de la politique de dissuasion américaine avec le magistère catholique et donne une petite leçon aux évêques qui, selon lui, ont oublié les préceptes enseignés par leur propre Eglise. Il cite à cet effet « le pape Jean XXIII, qui a reconnu le devoir de protection de tout homme d'Etat chrétien dans son encyclique *Pacem in terris* ». Il évoque également Jean-Paul II, qui « [...] dans son message pour la Quinzième Journée de la paix a résumé l'enseignement de l'Eglise de la manière suivante : “[...] les chrétiens, tout en cherchant à [...] prévenir toute forme de guerre, [...] ont le droit et même le devoir de protéger par des moyens proportionnés leur existence et leur liberté contre un agresseur injuste” ». Il s'efforce ensuite de montrer que la politique

---

<sup>341</sup> Transcript of a Press Conference by the Secretary of Defense, October 28, 1982, *American Foreign Policy 1982*, p. 181.

<sup>342</sup> Caspar Weinberger, “Defense Secretary: The Bishops’ War and Peace Pastoral”, *Origins*, Volume 12, n°19, October 21, 1982, p. 293.

<sup>343</sup> John Lehman, “The Immorality of Unilateral Disarmament”, *Origins*, Volume 11, n°42, April 1, 1982, p. 674.

américaine est non seulement compatible avec le magistère catholique, mais également avec les principes énoncés dans la lettre pastorale<sup>344</sup>.

Cette stratégie visant à démontrer que les évêques sont en désaccord avec leur chef spirituel scandalise les évêques. Mgr Hickey, archevêque de Washington, reçoit une lettre d'Edward Rowny par l'intermédiaire d'un ami de ce dernier, dans laquelle le négociateur américain explique :

Ma conversation de juin dernier avec le cardinal Casaroli, ainsi que l'audience privée que j'ai eue avec le pape Jean-Paul II juste avant le premier cycle de négociations START, ont renforcé ma confiance en notre Eglise. Le Saint-Père a récemment affirmé que la paix ne pouvait être obtenue de manière unilatérale. Il a mis en garde contre la fausse paix des régimes totalitaires. Le Saint-Père a appelé de ses vœux des négociations dynamiques et équilibrées, du type de celles auxquelles nous participons actuellement, afin de réduire et, à terme, d'éliminer le risque de toute guerre. Si les évêques décident de dévier de l'enseignement du pape, ils doivent le signaler clairement et fournir des motifs solides [...] <sup>345</sup>.

La réponse de Mgr Hickey est cinglante :

Cette tentative manifeste de la part de l'Administration d'opposer le pape aux évêques nous est évidemment très désagréable et nous la jugeons inacceptable. Nous sommes en parfait accord avec le Saint-Père quant à la nécessité de parvenir à un désarmement nucléaire, pas de manière unilatérale mais par le biais de négociations qui cherchent sincèrement à atteindre cet objectif. Le but même de notre lettre est d'affirmer que notre principale priorité en tant que pays doit être de parvenir à un désarmement nucléaire mondial. Nous estimons que ce n'est pas par des comportements belliqueux que l'on y parviendra, ni par des tentatives manifestes d'opposer les catholiques américains à leurs évêques. [...]. Joe, j'espère sincèrement que vous recommanderez à un homme aussi distingué que le général Rowny de débattre de cette question sur la base d'arguments solides et de ne pas obstruer le débat avec des tactiques visant à faire diversion, comme celle qui consiste à identifier des divergences entre le pape et les évêques sur la question du désarmement nucléaire <sup>346</sup>.

La troisième version de la lettre pastorale est rendue publique le 6 avril 1983. Au premier abord, elle semble apporter des modifications importantes par rapport aux versions précédentes, modifications en apparence toutes favorables à la position de l'Administration Reagan : outre la reconnaissance de la responsabilité soviétique dans la course à l'arsenal nucléaire, elle apporte une clarification sur l'utilisation légitime des armes nucléaires. Sur la question du rejet du premier usage, les évêques précisent qu'il s'agit là de leur interprétation et non pas de la doctrine de l'Eglise catholique. La condamnation des missiles MX et Pershing II est reléguée à une note bas de page. Pour ce qui est des efforts visant à limiter l'arsenal nucléaire, les évêques ne demandent plus de stopper la production (*halt*), mais seulement de la réduire (*curb*), ce qui semble constituer un recul par rapport à ce qui était

---

<sup>344</sup> Caspar Weinberger, "Address by the Secretary of Defense", April 28, 1983, *American Foreign Policy* 1983, p. 80.

<sup>345</sup> Lettre, Edward Rowny à Joseph Fogarty, January 18, 1983, folder: Episcopal Response to Third Draft, box Peace Pastoral, CBP, JCBARC.

<sup>346</sup> Lettre, James Hickey à Joseph Fogarty, February 24, 1983, folder: Episcopal Response to Third Draft, box Peace Pastoral, CBP, JCBARC.

perçu comme leur soutien au mouvement pour un gel nucléaire. De plus, il est fait référence aux initiatives de désarmement START et INF.

A la lecture de cette nouvelle version, l'Administration s'empresse de crier victoire. Le porte-parole du département d'Etat, John Hughes, déclare que la nouvelle version « a été considérablement améliorée par rapport aux précédentes [...]. Nous sommes satisfaits de constater que la lettre approuve de manière explicite bon nombre des objectifs ambitieux de l'Administration, notamment celui de parvenir à des accords en vue de réductions importantes, équitables et vérifiables des arsenaux nucléaires<sup>347</sup> ». Les médias s'emparent de la nouvelle avec des titres tels que « Satisfaction au sein de l'Administration au sujet de la nouvelle version de la lettre sur les armements » (« Administration Hails New Draft of Arms Letter; Says Bishops 'Improved' the Nuclear Statement<sup>348</sup>»). Le *San Diego Union*, dans un éditorial du 8 avril 1983, note que « le fait que la nouvelle version recommande des réductions bilatérales importantes de l'arsenal nucléaire montre bien que les évêques sont désormais convaincus de la sincérité des tentatives du président Reagan de négocier d'importantes réductions d'armement<sup>349</sup> ». Face à ce phénomène, Mgr Bernardin explique au nonce apostolique que « [...] certains membres de l'Administration cherchent délibérément à donner l'impression qu'elle a obtenu de la commission qu'elle modifie sa position. De plus, ces responsables essaient d'insinuer que la troisième version est assez favorable à leur position, que les divergences entre les politiques du gouvernement et la lettre pastorale sont relativement mineures<sup>350</sup> ».

Les évêques sont ulcérés par ces tentatives de récupération de leur lettre. Mgr Roach et Bernardin convoquent une conférence de presse le 8 avril, à l'occasion de laquelle ils déclarent ne pouvoir « accepter que l'on affirme qu'il n'y aurait que peu de différences, ou des différences insignifiantes, entre la politique américaine et les politiques prônées dans la lettre pastorale<sup>351</sup> ». Ils soulignent que les modifications apportées par rapport à la deuxième version sont la conséquence des remarques faites par les évêques américains lors de la conférence de novembre, ainsi que de celles recueillies lors d'une réunion au Vatican en

---

<sup>347</sup> Bernard Gwertzman, "Administration Hails New Draft of Arms Letter. Says Bishops 'Improved' the Nuclear Statement", *New York Times*, April 7, 1983, p. A1. Si l'insistance sur le revirement des évêques est aussi forte, c'est en partie parce qu'un vote sur le gel nucléaire est prévu à la Chambre la semaine suivante.

<sup>348</sup> Gwertzman, "Administration Hails New Draft of Arms Letter. Says Bishops 'Improved' the Nuclear Statement", p. A1.

<sup>349</sup> Editorial, *San Diego Union*, April 8, 1983, p. B10.

<sup>350</sup> Lettre, Joseph Bernardin à Pio Laghi, April 13, 1983, folder: Episcopal Response to Third Draft, box Response to Third Draft, CBP, JCBARC.

<sup>351</sup> Mgr Roach et Bernardin, "How the Proposed Pastoral Relates to US Policy", *Origins*, Volume 12, n°45, April 21, 1983, p. 738.

janvier 1983. Les deux prélats dressent ensuite une (longue) liste des points de désaccord avec l'Administration, précisant que « [...] sans vouloir être discourtois envers les porte-parole de l'Administration », ils estiment qu'il est « important de souligner certains domaines dans lesquels la troisième version diffère de manière significative de la politique américaine actuelle ». Ils rappellent que « la troisième version est explicitement critique [...] » à juste leur nous semble-t-il, « à l'égard de nombreux aspects essentiels de la politique américaine » et concluent en affirmant que les 2 et 3 mai, date où la NCCB doit adopter la version finale de la lettre, la décision appartiendra aux évêques et à eux seulement<sup>352</sup>.

Lors de son discours devant la conférence plénière en mai, Bernardin revient sur les insinuations selon lesquelles la commission aurait modifié sa lettre en réponse aux demandes de l'Administration Reagan. Selon l'archevêque de Chicago, les modifications apportées en réponse aux requêtes de l'Administration n'auraient été qu'au nombre de deux : il s'agit de « précisions concernant la politique américaine en matière de cibles » et « d'une référence plus explicite aux initiatives américaines de contrôle et de réductions des armements<sup>353</sup> ».

A cette occasion, les évêques rétablissent en grande majorité les termes forts de la deuxième version, ce qui tend à montrer que les tentatives frénétiques de récupération de la lettre de la part de l'Administration se sont révélées totalement contre-productives. A trop insinuer que la troisième version équivalait à un blanc-seing pour sa politique nucléaire, elle a conduit les évêques à revenir presque intégralement sur les avancées jugées positives ! Les évêques reviennent ainsi au mot *halt* (interrompre) au sujet des essais, de la production et du déploiement d'armes nucléaires stratégiques (ce qui sonne comme un soutien au gel nucléaire, quelques jours seulement avant le vote sur cette résolution à la Chambre des représentants). Ils réaffirment leur tolérance de la dissuasion sous certaines conditions et se réservent le droit de procéder à une réévaluation de la politique américaine de désarmement. D'autre part, ils relèguent les lettres de Clark et Weinberger (qui avaient été intégrées au corpus du texte dans la troisième version) à de simples notes de bas de page. Ils appellent l'OTAN à se diriger rapidement vers une politique de refus du premier usage, condamnent le développement d'armes nucléaires vulnérables en cas d'attaque et dénoncent les propositions ayant pour effet de rendre plus flou la frontière entre armes conventionnelles et nucléaires. Le texte final,

---

<sup>352</sup> Roach et Bernardin, "How the Proposed Pastoral Relates to US Policy", pp. 738-739.

<sup>353</sup> Joseph Bernardin, Handwritten Note, "Outline of Presentation at Bishops' Briefing" May 1, 1983, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

intitulé « The Challenge of Peace : God's Promise and Our Response », est adopté 238 voix contre 9<sup>354</sup>, pour 288 évêques en activité<sup>355</sup>.

Si, au moment de l'élaboration de la lettre, il n'existe pas encore de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Saint-Siège, on a déjà vu qu'un rapprochement important s'était opéré, avec des contacts très fréquents et institutionnalisés, ce qui nous conduit à poser la question suivante : l'Administration Reagan a-t-elle demandé au Vatican d'intervenir dans le différend qui l'opposait aux évêques ? Nombreux sont les journalistes à penser que ce fut le cas. Robert Novak et Rowland Evans, dans un article publié dans le *Washington Post* deux semaines avant le début de la conférence de novembre 1982, affirment que l'Administration a dépêché Vernon Walters à Rome au mois d'octobre précédent pour demander à Jean-Paul II qu'il empêche les évêques de commettre ce qu'ils qualifient d'« hérésie nucléaire », à la suite de quoi Mgr Bernardin aurait été convoqué à Rome<sup>356</sup>.

L'Administration Reagan refuse de confirmer qu'une telle entrevue a eu lieu, contribuant ainsi à accroître les soupçons. Elle finit par reconnaître qu'une rencontre s'est bien déroulée le 18 octobre 1982 (alors que la deuxième version de la lettre était sur le point d'être publiée) et qu'elle aurait eu pour thème les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que « les fondements de la stratégie nucléaire de l'Administration Reagan<sup>357</sup> ». Le porte-parole du département d'Etat, John Hughes, refuse d'en dire plus sur les sujets abordés. La visite est confirmée par le Vatican et par Walters lui-même. Il déclare que le but n'était pas d'influencer le pape, même s'il reconnaît avoir abordé la question<sup>358</sup>.

Si les affirmations de Novak et Evans semblent quelque peu exagérées, les archives personnelles de Joseph Bernardin, ainsi que celles de Wilson et du département d'Etat, nous permettent néanmoins de constater que certains membres de l'Administration Reagan ont bien abordé la question avec plusieurs membres de la Curie romaine. Ainsi, quand Mgr Casaroli se rend en août 1982 au centenaire des Chevaliers de Colomb, William Clark et Ronald Reagan déjeunent avec le prélat et le nonce apostolique, Pio Laghi. Le conseiller spécial à la sécurité remet au secrétaire d'Etat du Saint-Siège un exemplaire de la lettre de juillet 1982 qu'il a

---

<sup>354</sup> Davidson, *Nuclear Weapons and the American churches: Ethical Positions on Modern Warfare*, p. 101.

<sup>355</sup> Castelli, *The Bishops and the Bomb*, p. 178. Le lendemain, un vote sur une résolution en faveur du gel nucléaire a lieu à la Chambre des représentants, résolution adoptée par 278 voix contre 149.

<sup>356</sup> Rowland Evans et Robert Novak, "Will the Pope Stop 'Nuclear Heresy'?", *The Washington Post*, November 8, 1982, p. A13

<sup>357</sup> "US Concedes Envoy Saw the Pope but won't Give Topics Discussed", *New York Times*, November 9, 1982, p. A21.

<sup>358</sup> Plusieurs responsables américains se rendront à Rome à des moments clés du processus de rédaction de la lettre (Caspar Weinberger en octobre 1982, George Bush en mars 1983). Même si le but de leur visite est d'expliquer au pape la position américaine dans les négociations de désarmement, on est en droit d'imaginer que la question de la lettre pastorale a pu être évoquée.

écrite à Clare Boothe Luce, ce qui semble indiquer que la question de la lettre pastorale a été évoquée<sup>359</sup>. De même, la lettre de William Clark à Mgr Bernardin du 15 janvier 1983 est remise en main propre à ce dernier par nul autre que ... Pio Laghi, ce qui suggère encore qu'une rencontre a eu lieu sur la question<sup>360</sup>. En octobre 1982, le sous-secrétaire d'Etat Kenneth Dam rapporte en avoir discuté avec le nonce apostolique :

Nous avons profité d'une visite de courtoisie du représentant personnel Wilson pour nous enquérir de l'opinion du Vatican sur la lettre pastorale en question auprès du délégué apostolique, Mgr Pio Laghi, qui suit cette question de près [...] pour le compte du pape. Tout en indiquant clairement que le gouvernement américain ne demandait pas au Vatican qu'il l'aide à influencer les évêques, nous avons répété à Laghi pour son information personnelle la position américaine sur le contrôle des armements, y compris notre initiative à Genève. Laghi nous a informés que le Vatican avait renvoyé la première version de la lettre des évêques avec d'importants commentaires d'ordre « consultatif ». Puis les évêques ont réécrit les « quarante pages centrales » de la lettre, vraisemblablement en prenant en compte les remarques de Rome. Même s'il a bien dit qu'il n'avait pas encore pris connaissance du document retravaillé, et s'il n'a pas proposé de nous le transmettre quand il le recevrait, Laghi a sous-entendu que la deuxième version serait plus proche de la position du Vatican et de celle du gouvernement américain<sup>361</sup>.

Russell Shaw, directeur de la Communication à la NCCB à l'époque des faits, que nous avons interrogé afin de savoir si certains membres de l'Administration, tels William Clark ou Vernon Walters, avaient soulevé la question de la lettre pastorale avec des représentants du Saint-Siège, a eu la réponse suivante :

Je ne sais pas si les personnes que vous avez mentionnées ont évoqué les critiques des évêques dans leurs conversations au Vatican, mais cela ne m'étonnerait pas du tout d'apprendre que cela a été le cas. D'ailleurs, cela m'étonnerait d'apprendre que cela n'a pas été le cas. La Maison-Blanche était de toute évidence perturbée par l'action des évêques [...] et il n'y a pas le moindre doute pour moi qu'ils ont fait connaître leur préoccupation au Vatican, sans doute à différentes reprises, de différentes manières et par l'intermédiaire de différentes personnes<sup>362</sup>.

Le bureau de William Wilson de son côté organise des réunions pour les membres de l'Eglise américaine en déplacement à Rome, avec notamment une rencontre entre Michael Hornblow, Mgr Roach et le père Daniel Hoye, respectivement président et secrétaire de la Conférence épiscopale, le 25 février 1982<sup>363</sup>. Les auteurs Max Morgan-Witts et Thomas Gordon rapportent dans leur ouvrage, *The Year of Armageddon*, que lors d'un entretien avec William Wilson le 13 avril 1983, ce dernier leur aurait confié qu'après la publication de la [première] version, le Président lui aurait recommander d'« utiliser toutes les voies possibles pour obtenir du pape qu'il fasse prendre conscience aux évêques de ce qu'ils étaient en train

---

<sup>359</sup> Lettre, Pio Laghi à Joseph Bernardin, August 10, 1982, folder: Between First and Second Draft, box: Peace Pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JCBARC.

<sup>360</sup> Lettre, Joseph Bernardin à William Clark, February 22, 1983, folder: Between First and Second Draft, box: Peace Pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JCBARC.

<sup>361</sup> Cable, Kenneth Dam to American Embassy Bonn, "US Catholic Bishops' Pastoral Letter Condemning Use of Nuclear Weapons", October 8, 1982, Case ID: 02 NOV 2007 200702696, State Department FOIA Request.

<sup>362</sup> Russell Shaw, échange de courrier, 14 mai 2007.

<sup>363</sup> Téléx, Michael Hornblow à William Wilson, box 3 folder 30, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

de faire, c'est-à-dire de laisser notre pays désarmé » et qu'il aurait dépêché à cette fin des représentants de haut niveau au Vatican . Cependant, si ces derniers y furent écoutés poliment, ils ne reçurent aucune promesse ferme.[...] <sup>364</sup>. Les auteurs cherchent à obtenir confirmation d'une rencontre dont ils ont entendu parler entre Wilson et Mgr Bernardin. L'ambassadeur confirme l'existence de cette entrevue :

Absolument, [...] nous l'avons reçu alors qu'il venait d'être nommé cardinal. J'ai écouté son point de vue. J'ai organisé pour lui des séances d'informations avec les spécialistes du département d'Etat. [...]. J'ai présenté moi-même à Bernardin et ses collègues la position de notre Administration. Il n'y a rien de mal à cela. Les évêques ne peuvent pas se prononcer sur des questions d'ordre militaire sans une parfaite connaissance des faits. Les évêques ont démarré avec une position. La position de notre Administration est différente. Un aspect de mon travail, c'est d'essayer des les rapprocher et concilier ce qu'il y a de bon dans les deux positions, bon d'abord pour les Etats-Unis, bon pour la défense de l'Occident dans son ensemble [...] Eh bien, on a parfois dû parler sans détour. Cet évêque, Mgr Roach et parfois Bernardin, on a dû leur dire ce que notre position était réellement. Et ce Gumbleton, de Détroit ! Qu'est-ce qu'on peut faire de quelqu'un comme ça ? D'où tient-il ses idées <sup>365</sup> ?

L'ambassadeur évoque également dans une lettre « l'implication de [ses] services auprès du conseil national des évêques catholiques [*sic*] [...] lors du processus tortueux pour arriver à une version définitive de la lettre pastorale sur la guerre et la paix <sup>366</sup> ». Il semble donc que l'Administration ait profité de ses contacts avec le Saint-Siège pour présenter une vision des motivations de sa politique nucléaire fort différente de celle des évêques, et pour tenter de le convaincre de la moralité de ses choix dans un monde imparfait <sup>367</sup>.

---

<sup>364</sup> Gordon Thomas et Max Morgan-Witts, *The Year of Armageddon* (London: Granada, 1984), p. 165.

<sup>365</sup> Thomas et Morgan-Witts, *The Year of Armageddon*, p. 165. Il est intéressant de signaler que toute allusion à une intervention de Wilson et des membres du gouvernement pour obtenir du pape et des évêques que la lettre soit modifiée a été supprimée de la version américaine du livre, intitulée *Averting Armageddon. The Pope, Diplomacy, and the Pursuit of Peace* qui sera publiée quelques mois plus tard chez Doubleday. Plus surprenant encore, Wilson a reçu une copie du manuscrit de la part de son prédécesseur Robert Wagner avant que l'ouvrage ne sorte aux Etats-Unis. Ce dernier, qui le tenait de l'éditeur, avait suggéré toute une série de modifications....

<sup>366</sup> Lettre, William Wilson à Admiral Watkins, July 8, 1983, box 1 folder 26, William A. Wilson Papers, SC, GUL.

<sup>367</sup> Il semble que l'Administration ait été prise au dépourvu par l'opposition frontale des évêques. Tout comme elle s'étonne du fait que ses positions ne coïncident pas toujours avec celles du Vatican, elle déplore et ne comprend pas la force de ces divergences. Elle estime notamment être en accord avec l'épiscopat américain sur un grand nombre de sujets, tout particulièrement sur les questions de morale sexuelle et d'éthique personnelle, ainsi que sur le rôle central de la famille dans la société. C'est d'ailleurs là un autre aspect de sa stratégie pour chercher à minimiser les tensions, aussi bien auprès des évêques que de l'opinion publique. La séance d'information assortie d'un déjeuner avec Reagan du 18 avril 1984, mentionnée *supra*, destinée aux cardinaux et archevêques catholiques, avait ainsi un ordre du jour très largement dominé par ces questions. S'il s'agissait d'atténuer les réserves des évêques sur l'Amérique centrale et le contrôle des armements, deux des sujets à l'ordre du jour, les conversations devaient également porter sur la lutte contre la pornographie, les crédits d'impôts pour les élèves fréquentant des écoles confessionnelles, la lutte contre l'avortement et « pour la vie ». Si les évêques et l'Administration trouvent un terrain d'entente sur les questions de morale sexuelle et personnelle, il n'en est rien pour l'Amérique centrale et la question des arsenaux nucléaires. Un des assistants pour l'Administration note dans son compte rendu : « Nous avons donné à [Kenneth] Dam trente minutes pour présenter de manière convaincante la position de l'Administration [au sujet de sa politique pour l'Amérique centrale]. Il n'a convaincu personne, loin de là ». Assisteront à cette « séance d'information » : pour la NCCB les cardinaux John Krol et Joseph Bernardin ; Mgr Bernard Law, archevêque de Boston, John O'Connor, Mgr Edmund Szoka, archevêque de Detroit, Mgr James Malone, président de la conférence épiscopale.... L'Administration y sera représentée par le sous-secrétaire d'Etat Kenneth Dam, le secrétaire à l'Education Terrel

Il convient maintenant de s'interroger sur la réaction du Saint-Siège quant à la teneur de cette lettre pastorale, et de chercher à savoir si elle a été sensible aux arguments avancés par l'Administration Reagan. Plusieurs fois au cours du processus de rédaction, la commission Bernardin est informée de certaines réserves émanant soit du Saint-Siège, soit des évêchés européens. Le cardinal Giovanni Benelli, archevêque de Florence, écrit ainsi à Mgr Bernardin en septembre 1982 pour lui faire part de la « profonde inquiétude » d'« amis français<sup>368</sup> ». Les évêques américains vont d'ailleurs recevoir un courrier abondant de leurs homologues allemands et français. Le cardinal Joseph Höffner, président de la Conférence épiscopale allemande, écrit à son homologue américain Mgr Roach le 31 août 1982 pour prendre la défense de l'Administration Reagan, qu'il estime traitée injustement dans la deuxième version de la lettre, où les évêques américains jugent que les initiatives de désarmement ne servent en fait qu'à masquer la continuation du *statu quo*. Les évêques allemands pour leur part constatent qu'au contraire, « les dirigeants américains ont présenté des propositions ambitieuses, non seulement sur le contrôle et l'élimination des armements, mais également pour une réduction manifeste du potentiel nucléaire actuel, et que ces propositions sont défendues avec une grande vigueur dans le cadre de ses négociations avec l'Union soviétique<sup>369</sup> ». Mgr Höffner écrit à nouveau à la commission en janvier 1983, lui reprochant une vision incomplète de la situation géopolitique actuelle :

Cette version pourrait conduire à sous-estimer le mépris des droits de l'homme pratiqué dans les pays communistes, ainsi que la nature répressive de leurs régimes [...]. Par conséquent le conflit fondamental de valeurs qui existe serait moins clair. Il faut contrer deux dangers : celui posé par la course aux armements et les dangers de nature politique du conflit Est-Ouest<sup>370</sup>.

L'épiscopat français fait aussi part de sa préoccupation, notamment par une lettre de septembre 1982 de son secrétaire général, Gérard Defois. Il est reproché à la commission américaine de limiter aux seules armes conventionnelles le droit à la légitime défense, renonçant par là même à un argument de poids en temps de crise. De plus, le renoncement à la

---

Bell, le ministre de la Santé Everett Koop, Sven Kraemer pour le NSC, ainsi qu'Edward Rowny et Robert McFarlane. Robert Reilly, en charge des relations avec les catholiques à la Maison-Blanche, et sa supérieure Faith Whittlesey, responsable de l'*Office for Public Liaison*, avaient recommandé de désigner des orateurs les plus éminents possibles, y compris Shultz et Weinberger et ce afin de faire une forte impression sur les responsables catholiques américains. D'autre part, Whittlesey attache une grande importance à ce que la presse couvre l'événement. (Mémo, Robert Reilly à Frank Donatelli, "Luncheon and Briefing with the President on April 18," April 4, 1984, folder: President Luncheon with and Briefing of US Catholic Cardinals 04/18/1984, box OA 12421, Robert Reilly Files, RRL.

<sup>368</sup> Lettre, Cardinal Benelli à Joseph Bernardin, September 7, 1982, folder: Between First and Second Draft, box Peace Pastoral, Response between First and Second Draft, CBP, JCBARC.

<sup>369</sup> Lettre, Joseph Höffner à John Roach, August 31, 1982, folder: Rome Meeting II 18-19 January, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

<sup>370</sup> Comments by the President of the German Bishops' Conference on the Second Draft of the Pastoral Letter of the NCCB on War and Peace the Challenge of Peace : God's Promise and Our Response, January 1983, folder: Rome Meeting II 18-19 January, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.



première frappe « risque d'être perçu comme un désengagement de la part des Etats-Unis [...] et de conduire les pays européens à renforcer leur arsenal conventionnel pour assurer leur défense ». Les évêques français invitent leur homologues américains « à peser les conséquences internationales d'une telle position » qui « exposerait les difficultés de pays qui, comme la France pratiquent la dissuasion du faible contre le fort en matière nucléaire ». La conférence française estime que « la condamnation unilatérale du premier usage provoquerait une réaction de panique face à l'abandon de la protection américaine et de la rupture de la solidarité au sein de l'alliance occidentale, et aurait des conséquences géopolitiques graves dont l'enjeu doit être pesé avant de rendre publique une telle position ».

Quant à la dissuasion nucléaire, après avoir repris la déclaration du pape à la session sur le désarmement des Nations unies, Gérard Defois déclare sans détour : « [...] nous l'approuvons. L'efficacité de la dissuasion à contenir la violence de l'adversaire n'est réelle que si elle est crédible. Il ne faut pas la confondre avec la guerre elle-même. [...]. Il faut donc considérer la dissuasion comme un moindre mal et un garde-fou provisoire. Nous pensons qu'il s'agit en Europe d'un moyen de réduire les zones de conflit potentiel et, jusqu'à présent, les dispositifs en ce sens ont donné des résultats. Il serait fâcheux de compromettre la paix obtenue dans l'ombre des mégatonnes à cause de mesures inconsidérées [...] ».

Pour l'épiscopat français, la dissuasion nucléaire constitue, quoi qu'on puisse en penser, une dimension essentielle de l'équilibre actuel entre les Etats. La possession d'armes nucléaires a permis à l'Occident de compenser son retard vis-à-vis de l'Union soviétique dans le domaine des armes conventionnelles et a donné à des pays plus faibles la possibilité de contribuer à leur propre défense. Les évêques craignent les répercussions de sa condamnation sur l'arsenal nucléaire français. Refuser à la France et aux autres puissances nucléaires européennes le droit de posséder des armes nucléaires revient à les condamner à la dépendance stratégique. De plus, en leur interdisant de recourir à la menace d'utiliser ces armes, on vide de sens le principe même de dissuasion<sup>371</sup>.

Dès la première version, le Saint-Siège a à cœur de modérer l'impact politique de la lettre. Si le rapport rédigé par le Conseil pontifical Justice et Paix est assez élogieux, notamment concernant les efforts consentis par les évêques américains pour s'inscrire dans la fidélité au magistère de l'Eglise et la prudence et le soin apportés à la rédaction du document, il souligne la nécessité de modérer le ton jugé par trop pacifiste du texte. Il est demandé aux

---

<sup>371</sup> Lettre, Gérard Defois à Daniel Hoye, September 24, 1982, folder: Rome Meeting II 18-19 January, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

évêques de rappeler le droit des Etats à la légitime défense et de ne pas minimiser le rôle de la dissuasion dans le maintien de la paix<sup>372</sup>.

D'autre part, Mgr Bernardin et Mgr Roach sont convoqués au Vatican les 18 et 19 janvier 1983 pour y rencontrer des membres de la Curie romaine, ainsi que des représentants des évêchés français, allemands, anglais, belges, italiens et néerlandais et répondre à leurs préoccupations quant à certains aspects de la lettre. Pour Mgrs Roach et Bernardin, selon une note qu'ils envoient aux évêques américains, la lettre n'a pas été mise en cause. Ils soulignent que « la tonalité positive de la rencontre a été reflétée par plusieurs commentaires des autres conférences épiscopales félicitant la NCCB, à la fois pour le courage d'avoir entrepris la rédaction de cette pastorale et pour le sérieux avec lequel elle a été formulée ». Selon les deux prélats, « [l]es thèmes de la réunion ont été essentiellement théologiques et ecclésiologiques, et non politiques ou stratégiques. Si la situation précise des Etats européens (l'histoire des deux guerres mondiales, leur proximité avec l'Union soviétique et leur dépendance envers le parapluie nucléaire américain) est entrée en ligne de compte au cours de la réunion, elle n'en a pas pour autant constitué le principal sujet de discussion<sup>373</sup> ».

Les deux hommes estiment que les reproches qui leur ont été adressés, comme celui d'accorder dans la lettre une place égale à la tradition pacifique et à celle de « guerre juste<sup>374</sup> », ou celui d'avoir formulé des condamnations visant des points précis de la politique de défense américaine sans préciser que ces conclusions sont non contraignantes pour les catholiques (dans la mesure où elle ne sont qu'une interprétation des évêques), sont des reproches mineurs et essentiellement d'ordre *théologique*.

Or, on est en droit de ne pas être d'accord avec l'optimisme de Roach et Bernardin : nul n'ignore les répercussions qu'aurait une décision de l'Eglise de soutenir uniquement la position pacifiste ou de condamner la dissuasion nucléaire. Il semble donc bien qu'en attirant

---

<sup>372</sup> Observations on the First Draft Pastoral Letter of the NCCB USA on Peace and War "God's Hope in a Time of Fear" Iustitia et Pax Pontifical Commission, July 8, 1982, folder: Correspondence etc in Chronological Order, box Cardinal Joseph Bernardin, War and Peace Papers, Executive Records NCCB, 1/1/1983 to 12/31/1983, EXEC/N0930/41, CBP, JCBARC.

<sup>373</sup> Joseph Bernardin et John Roach, "Memorandum to NCCB Ad Hoc Committee on War and peace", , January 25, 1983 re: Informal Consultation of NCCB with European Episcopal Conferences and Representatives of the Holy Office on the Second Draft of the Pastoral Letter, Box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

<sup>374</sup> Le principe de « guerre juste » est celui qui a guidé l'Eglise catholique depuis de nombreux siècles. Etabli par Augustin et développé par Thomas d'Aquin, il postule qu'une guerre peut être considérée comme juste et donc légitime au regard de l'Eglise si elle remplit plusieurs conditions : avoir été déclarée par une autorité légitime, être motivée par un objectif juste, être engagée en dernier recours, utiliser des moyens proportionnels, ne pas causer de dégâts supérieurs à ceux provoqués par l'agression qu'elle est censée corriger, et présenter des chances raisonnables d'aboutir à une victoire. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle cependant, une sensibilité pacifiste opposée à tout recours à la force se développe parmi les catholiques. La référence pour Rome reste néanmoins le principe de la guerre juste, même si à l'occasion de conflits plus récents comme la guerre du Golfe de 1991 ou la guerre en Irak, le Saint-Siège a été encore plus strict dans l'application de ces principes, donnant l'impression que plus aucune situation ne puisse justifier l'emploi de la force.

l'attention sur ces points précis, l'intention du Saint-Siège ait été tout autant politique et stratégique que théologique, si ce n'est plus. Mgr Bernardin note au sujet du pape, avec lequel il a déjeuné quelques jours après la réunion, le 3 février, qu'« une de ses préoccupations était de ne pas donner l'impression que l'Eglise prônait de manière générale une position pacifiste. Si le pacifisme constitue un choix personnel légitime, les Etats ont non seulement le droit, mais également le devoir, de se défendre<sup>375</sup> ». De même, le Saint-Siège insiste à plusieurs reprises sur les « nécessaires changements à apporter à la lettre, dans la mesure où cette dernière risque d'être perçue comme bénéficiant de l'approbation du Saint-Siège<sup>376</sup> ».

Les propos tenus par les représentants du pape lors de la réunion, et notamment l'intervention d'Agostino Casaroli du 19 janvier, semblent confirmer la préoccupation du Saint-Siège quant à l'impact potentiel de la lettre sur la situation entre les blocs et le fait que les préoccupations géopolitiques n'aient pas été étrangères à la décision de convoquer cette réunion. Le secrétaire d'Etat souligne l'existence de deux menaces concomitantes : d'une part, « [l]a menace d'un conflit nucléaire (avec ses implications de nature humaine et morale) » mais il insiste sur le fait qu'on ne saurait oublier, d'autre part, « la menace qui pèse sur l'indépendance et la liberté de peuples entiers », en soulignant que l'Ouest redoute également l'imposition de régimes et d'idéologies socialistes. S'il appelle de ses vœux la disparition de cette double menace, il estime que nombreux sont ceux à l'Est comme à l'Ouest qui pensent que pour atteindre cet objectif, le seul instrument disponible et qui a fait ses preuves « pour se prémunir des deux menaces » est la dissuasion<sup>377</sup>. Les remarques du pape à Mgr Bernardin lors de leur déjeuner du 3 février 1983 reflètent aussi une conscience géopolitique aiguë. Mgr Bernardin rapporte à ses collègues de la commission :

Le Saint-Père a également déclaré qu'il fallait insister avec force sur la nécessité pour les deux grandes puissances d'œuvrer en vue d'un désarmement. L'approche doit être bilatérale, mutuellement vérifiable, etc., comme il l'a lui-même fréquemment souligné. A cet égard [celui du désarmement unilatéral], il a dit que la difficulté résidait dans le fait que les Soviétiques n'adhèrent pas aux mêmes principes moraux que nous, et que de ce fait, nos déclarations sont susceptibles d'avoir des effets sur nos concitoyens et notre gouvernement, mais pas nécessairement sur l'Union soviétique<sup>378</sup>.

---

<sup>375</sup> Confidential Memorandum to Archbishop Roach, Bishop Gumbleton, Bishop Fulcher, Bishop O'Connor, Bishop Reilly, Msgr Hoye, Father Hehir from Joseph Bernardin re: Talks with Pope John Paul II, Cardinal Casaroli and Cardinal Ratzinger concerning the 2<sup>nd</sup> Draft of the Pastoral Letter on War and Peace, folder: Rome Meeting II January 18-19, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

<sup>376</sup> Confidential Memorandum, Reflections on the Pastoral Letter of the Bishops of the USA on War and Peace April 6, 1983, folder: "Between First and Second Draft", box Peace Pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JCBARC.

<sup>377</sup> Confidential Memorandum, Reflections on the Pastoral Letter of the Bishops of the USA on War and Peace April 6, 1983, folder: "Between First and Second Draft", box Peace pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JCBARC (souligné dans l'original).

<sup>378</sup> Confidential Memorandum, Reflections on the Pastoral Letter of the Bishops of the USA on War and Peace April 6, 1983, folder: "Between First and Second Draft", box Peace Pastoral "Response between First and Second Draft", CBP, JCBARC.

Dans les conclusions de la rencontre des 18 et 19 janvier, rédigées par le Vatican, il est demandé aux évêques américains de bien préciser les différents niveaux d'autorité morale derrière chaque déclaration, et de montrer que leur application de principes du magistère catholique à des circonstances particulières n'a pas le même degré d'autorité que les principes mêmes. Il est précisé d'ailleurs que « quand des choix différents sont également justifiables, les évêques ne doivent pas prendre parti. Ils doivent plutôt exposer les différentes options ou s'exprimer de manière hypothétique<sup>379</sup> ». Il est souligné que si dans la deuxième version de la lettre, les évêques condamnent à la fois l'attaque de populations civiles, le premier usage et le concept de guerre nucléaire limitée, « les auteurs de la lettre sont conscients qu'en faisant ce genre de déclarations, ils abordent des domaines pouvant faire l'objet de différentes interprétations et d'opinions morales bien que divergentes<sup>380</sup> ». Il est préférable de s'en tenir à des principes généraux, sans rentrer dans les détails, dans la mesure où il n'existe pas de consensus à leur sujet et que de telles déclarations, munies du sceau de l'Eglise, pourraient avoir de graves conséquences, *notamment pour les gouvernants*. Le Saint-Siège tient des propos que les conseillers de Reagan n'auraient pas désavoués :

Il faut mettre en application ces principes sous un angle moral, sans rentrer dans des questions d'ordre technique, politique ou autre qui, en fin de compte, dépassent la compétence du magistère ecclésiastique. [...]. Cette exigence est d'autant plus importante dans le cas présent dans la mesure où 1) des valeurs vitales [...] pour les peuples sont en jeu et 2) cela présente pour nos dirigeants, tout particulièrement les dirigeants politiques et militaires, des problèmes d'une exceptionnelle gravité. Il faut garder à l'esprit, en ce qui concerne les évêques américains et leur conférence, les répercussions que leur déclaration aura sur de nombreux autres pays et sur les évêques du reste du monde. [...] On ne saurait donner l'impression que l'Eglise ne prend pas suffisamment en compte l'ampleur des problèmes et la gravité des responsabilités qui pèsent sur les gouvernants<sup>381</sup>.

Le souci du Saint-Siège de ne pas mettre les gouvernements occidentaux dans une position délicate est bien compris par Mgr Bernardin, si l'on en croit ses propos aux membres de la commission :

J'ai parlé de notre gouvernement, aussi bien lors de mes échanges avec le Saint-Père qu'avec les cardinaux. J'ai fait savoir que nous ferions un effort pour accorder une plus grande place aux initiatives américaines. En outre, nous essaierions de représenter correctement la position réelle du gouvernement. Mais j'ai expliqué que nous ne pourrions pas approuver toutes les dimensions de leur stratégie ; je ne pense pas que le gouvernement sera entièrement satisfait de notre document, quelles qu'en soient les nuances finales. J'ai ajouté cependant que nos affirmations, comme c'est déjà le cas avec la deuxième version, prendraient la forme d'une analyse morale objective de réalités précises, plutôt que celle d'attaques sur les motivations etc. [*sic*] des gouvernants<sup>382</sup>.

---

<sup>379</sup> "Rome Consultation on Peace and Disarmament: A Vatican Synthesis", *Origins*, Volume 12, n°43, April 7, 1983, p. 693.

<sup>380</sup> "Rome Consultation on Peace and Disarmament: A Vatican Synthesis", p. 693.

<sup>381</sup> "Rome Consultation on Peace and Disarmament: A Vatican Synthesis", p. 695.

<sup>382</sup> Confidential Memorandum to Archbishop Roach, Bishop Gumbleton, Bishop Fulcher, Bishop O'Connor, Bishop Reilly, Msgr Hoye, Father Hehir from Joseph Bernardin re: Talks with Pope John Paul II, Cardinal Casaroli and Cardinal Ratzinger Concerning the 2<sup>nd</sup> Draft of the Pastoral Letter on War and Peace, folder: Rome Meeting II January 18-19, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

Si l'on compare les modifications « suggérées » par le Saint-Siège aux évêques avec les demandes de l'Administration Reagan, on ne peut que constater certains parallèles frappants : reconnaissance de la responsabilité soviétique et d'une participation américaine sincère aux efforts de désarmement ; refus de condamner comme immoraux les fondements de la politique de défense occidentale ; rejet du désarmement unilatéral et du pacifisme. Peut-on en conclure pour autant que le Saint-Siège s'est laissé influencer par les Etats-Unis ? Il est certain que le Vatican a écouté avec attention les arguments de l'Administration, mais il convient d'abord de noter que les préoccupations émises par le Vatican étaient aussi dans une grande mesure le reflet de celles transmises par les évêchés européens, notamment français et allemands. La position géographique de ces derniers les rendaient plus sensibles aux réalités géostratégiques de la guerre froide, exposés qu'ils étaient aux missiles soviétiques de portée intermédiaire, que leurs confrères américains<sup>383</sup>. D'autre part, le pape, en tant que Polonais et Européen, est incontestablement sensible aux questions géostratégiques et ne se fait guère d'illusion quant aux intentions de désarmement soviétiques, comme sa déclaration à l'ONU en juin 1982 ou ses propos à Caspar Weinberger l'ont laissé entendre.

Le souci d'unité au sein de l'Eglise, déjà mentionné dans le contexte de l'Amérique centrale, semble avoir également joué dans la décision du Saint-Siège de demander aux évêques américains de tempérer leurs propos. L'Eglise doit présenter un front uni et ne pas laisser paraître de failles : Mgr Bernardin rapporte que lors de son déjeuner avec Jean-Paul II, le principal argument de ce dernier « était que les différentes hiérarchies se devaient d'être unies autour de l' "enseignement" moral » de l'Eglise. Si nous nous divisons autour de l'enseignement de l'Eglise (qui doit s'appliquer à tous), cela créera la confusion. De plus, cela aurait pour conséquence qu'une conférence épiscopale (et même le Saint-Siège) désavoue les propos d'une autre conférence<sup>384</sup> ». D'autre part, les réserves qu'a pu éprouver Jean-Paul II ne l'ont pas empêché d'élever Mgr Bernardin au rang de cardinal lors du consistoire du 2 février 1983, en plein débat sur la lettre pastorale et alors que ce dernier venait de subir ce qui s'apparente à un rappel à l'ordre de la part de ses supérieurs à peine quinze jours auparavant.

Il convient de signaler par ailleurs que les remarques du Vatican n'ont pas forcément été suivies d'effets sur le long terme, car dans la version finale de la lettre pastorale, comme

---

<sup>383</sup> Les évêques français publieront d'ailleurs la même année leur propre lettre pastorale sur cette question, intitulée « Gagner la paix », dans laquelle ils se montreront beaucoup plus compréhensifs de la politique de défense occidentale.

<sup>384</sup> Confidential Memorandum to Archbishop Roach, Bishop Gumbleton, Bishop Fulcher, Bishop O'Connor, Bishop Reilly, Msgr Hoye, Father Hehir from Joseph Bernardin re: Talks with Pope John Paul II, Cardinal Casaroli and Cardinal Ratzinger concerning the 2<sup>nd</sup> draft of the pastoral letter on war and peace, folder: Rome Meeting II January 18-19, box Rome Meeting, CBP, JCBARC.

nous l'avons vu, la conférence épiscopale américaine a rétabli les termes forts de la deuxième version. En outre, même une fois la lettre publiée, les évêques poursuivront leur critique de la politique de défense américaine. Mgr Roach et Bernardin comparaitront ainsi devant la commission des Affaires étrangères du Sénat un an plus tard pour expliquer que le maintien de leur tolérance à l'égard de la dissuasion exige une surveillance continue des armes ajoutées à l'arsenal nucléaire. Ils parleront en outre de condamner tout système contribuant à une escalade dans la course aux armements et présentant un coût prohibitif<sup>385</sup>, critère que la conférence appliquera désormais de manière systématique. Ainsi, quand l'Administration demande à nouveau 1,5 milliards de dollars pour la production du missile MX en 1985, le nouveau président de la NCCB, Mgr Malone, proteste et exige que ces fonds soient utilisés pour satisfaire « les besoins humains » et qu'il « ne faut pas demander aux pauvres d'assumer le coût de la course aux armements<sup>386</sup> ». Une lettre est envoyée aux membres du Congrès le 15 mars 1985 pour les appeler à voter contre le financement de ce missile<sup>387</sup>.

Il semble donc qu'une fois de plus, les Etats-Unis aient profité, du moins à très court terme, d'une décision du Saint-Siège. Si le pape et ses collaborateurs ont sans doute écouté avec attention les interventions des représentants de l'Administration américaine, ils n'en avaient pas moins déjà une opinion propre<sup>388</sup>.

---

<sup>385</sup> James Malone et John O'Connor, "US Bishops Urge Rejection of MX Missiles", *Origins*, Volume 12, n°41, March 28, 1985, p. 669.

<sup>386</sup> Lader, *Politics, Power and the Church*, p. 198.

<sup>387</sup> Malone et O'Connor, "US Bishops Urge Rejection of MX Missiles", p. 667.

<sup>388</sup> Les évêques s'opposèrent également à l'Administration Reagan sur un autre terrain, celui de sa politique économique. Après de nombreuses prises de position stigmatisant le capitalisme dérégulé et les coupes claires dans les programmes sociaux, les évêques vont publier fin 1986 une lettre pastorale, « Economic Justice for All : Catholic Social Teaching and the US Economy », au terme d'un processus consultatif et public similaire à celui adopté pour leur lettre de 1983. L'épiscopat y qualifie le niveau de pauvreté dans le pays de « scandale social et moral » ; il condamne les dépenses militaires jugées excessives qui se font au détriment des plus pauvres et demande la mise en place de programmes gouvernementaux pour créer des emplois dans le secteur public. Contrairement à l'attitude adoptée lors du processus de rédaction de la lettre de Bernardin, l'Administration, qui semble avoir tiré les leçons de l'échec de son intervention, va adopter un profil beaucoup plus discret. Elle ne manifeste aucune réaction aux publications successives des différentes réactions de la lettre. La politique suivie par l'Administration est, comme l'explique son directeur de la Communication, Patrick Buchanan, « de ne pas réagir, car c'est ce qu'ils attendent » (Mémo, Patrick Buchanan à Donald Regan, September 30, 1985, ID#347961, RM031, WHORM: Subject File, RRL). D'autre part, l'Administration estime que pour l'emporter dans ce débat, il est impératif d'intervenir très tôt, plutôt que de se montrer réactif comme cela avait été le cas pour la lettre précédente. Il s'agit de mêler aux discours du Président et d'autres membres de l'Administration les thèmes que cette dernière souhaite opposer aux évêques et notamment de « citer le pape dans ces discours pour montrer que les évêques américains ne parlent pas avec autorité sur ces aspects ». D'autre part, l'Administration propose de se faire beaucoup plus discrète et de s'en remettre à « des laïcs catholiques bien informés et prêts à défendre le message de l'Administration » (Memo, Bruce Chapman et Anthony Blankley à Edwin Meese III, "Update on Catholic Bishops' Upcoming Critique of the Economy", non daté, ID#189659, BE004, WHORM:Subject File, RRL, »). L'Administration pourra compter sur les interventions, entre autres, de Clare Boothe Luce, alors membre du *Foreign Intelligence Advisory Board* de Reagan, de Frank Shakespeare et d'Alexander Haig.

## Chapitre 4 : Le Vatican et les Etats-Unis : des relations à sens unique

Si tout au long des deux mandats de Ronald Reagan, les Etats-Unis cherchent à profiter du rapprochement avec Rome, pour Peter Murphy, « [l]a diplomatie n'est bien sûr pas à sens unique ». Il explique que le Saint-Siège essaie d'imprimer sa marque sur la politique américaine. Il cite à cet égard l'intérêt du Saint-Siège pour la question de la dette du Tiers-Monde, la situation au Liban et au Moyen-Orient, le respect des droits des catholiques en Union soviétique et en Europe de l'Est, ainsi que le problème de l'« Eglise catholique patriotique » chinoise<sup>389</sup>. Pourtant, comme nous allons le voir, les tentatives du Saint-Siège se révéleront souvent aussi peu fructueuses que celles de Washington.

### I. Des préoccupations pour le Saint-Siège qui ne sont pas des priorités absolues pour Reagan

#### *I. i. Les catholiques chinois et Rome*

La situation des catholiques chinois fait ainsi partie des thèmes que Jean-Paul II a abordés avec Ronald Reagan. En 1951, la République populaire de Chine avait rompu les relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Elle n'envisage de les rétablir qu'à condition que le Saint-Siège cesse tout contact avec la république de Chine à Taipei et renonce à « toute ingérence dans les affaires religieuses du pays ». Pékin entend par là que Rome cesse de nommer les évêques chinois, qui devront l'être exclusivement par l'Eglise catholique « officielle » mise en place par le régime, l'Association patriotique des catholiques chinois. Se développe donc face à l'église officielle une église clandestine en lien avec Rome, avec des évêques dont l'identité est tenue secrète<sup>390</sup>.

Si les rapports entre la Chine et le Saint-Siège sont au point mort pendant la Révolution culturelle, Paul VI amorce de timides ouvertures pour rétablir le dialogue. Mais c'est son successeur Jean-Paul II qui va avoir à cœur de tendre la main à Pékin. En 1981 encore, le pape reconnaît ne disposer que de très peu d'informations sur la situation des catholiques chinois. Toujours animé par ce souci d'unité des croyants, il va tenter d'amorcer une réconciliation avec les catholiques et le gouvernement chinois par le biais d'un dialogue destiné à résoudre leurs différends. Il espère pouvoir profiter pour cela de l'ouverture toute récente de la Chine sur le monde. A cette fin, il va lancer plusieurs signaux pour indiquer son

---

<sup>389</sup> Murphy, Oral History Interview.

<sup>390</sup> Pour plus de détails sur les relations entre la Chine et le Saint-Siège, voir Beatrice Leung, *Sino-Vatican Relations: Problems in Conflicting Authority 1976-1986* (Cambridge: Cambridge University Press, 1992).

souhait de voir s'établir des relations amicales. Un premier discours sera prononcé à Manille, en février 1981, devant une assemblée chinoise. En mars 1981 Mgr Casaroli, le « spécialiste » du rapprochement avec les pays communistes évoque des mesures concrètes pour résoudre ces différents. Rome va encourager la multiplication des contacts à tous les niveaux, aussi bien par l'intermédiaire de hauts dignitaires catholiques (Mgrs Etchegaray, Sin, Koenig...) que de simples laïcs. Ceci a pour double effet de permettre au Vatican de se faire une idée plus précise de la situation dans l'Empire du milieu, ainsi que de permettre aux Chinois de se familiariser avec l'Eglise universelle et de faire connaître leurs conditions à tout rapprochement<sup>391</sup>.

C'est dans ce contexte que le Vatican va demander aux Etats-Unis de l'aider à établir le contact avec Pékin. Alors qu'il est en route pour les Etats-Unis, de retour d'un voyage en Chine, Ronald Reagan fait escale en Alaska le 2 mai 1984 pour s'y entretenir avec Jean-Paul II, rencontre vivement recommandée par ses conseillers, à quelques mois seulement des élections présidentielles. La presse rapporte qu'à cette occasion, « des rumeurs circulaient selon lesquelles Reagan était porteur d'un message des Chinois pour le pape. Wilson a indiqué qu'un tel message n'existait pas à sa connaissance. Un porte-parole de la Maison-Blanche a dit ne pas être au courant de l'existence d'un message des Chinois<sup>392</sup> ». Il semble pourtant à la lecture des *talking points* prévus par les conseillers du Président pour l'occasion que Reagan a bien fait office de messenger du pape lors de son voyage en Chine. Il y est recommandé au Président de dire la chose suivante : « Je voudrais partager avec vous les impressions de mon voyage en Chine. Je voudrais tout particulièrement vous faire part de la réaction des dirigeants de la RPC à l'intérêt que vous avez manifesté pour l'ouverture d'un dialogue<sup>393</sup> ». Ceci nous a été confirmé par le diplomate Peter Murphy, qui a précisé que sur un plan plus général, le gouvernement américain « transmettait au Saint-Siège les informations qu'il recevait au sujet des persécutions contre le clergé et les laïcs catholiques et inversement<sup>394</sup> ».

L'état d'avancement du processus de déclassification ne nous permet malheureusement pas d'en savoir plus sur leurs conversations. On sait que peu d'avancées concrètes se sont produites dans les rapports entre le Saint-Siège et la Chine communiste. Selon le secrétaire particulier du pape, Mgr Stanislas Dziwisz, qui rapporte que le pape avait

---

<sup>391</sup> Beatrice Leung, *Sino-Vatican Relations*, pp. 189-190.

<sup>392</sup> Jack Nelson et Don A. Schanche, "Reagan, Pontiff Meet in Alaska and Talk of Peace", *Los Angeles Times*, May 3, 1984, p. B1.

<sup>393</sup> Memo, Tyrus Cobb à Gaston Sigur et David Laux, non daté, folder: Vatican 1983-1984 [5 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>394</sup> Murphy, échange de courrier.



même appris quelques rudiments de chinois, « l'une des plus grandes souffrances éprouvées par Jean-Paul II a été celle de ne pas être compris dans son rapport avec la Chine et le peuple chinois<sup>395</sup> ».

### *I. ii. Le Liban, ou l'impuissance de Jean-Paul II*

Pour le Saint-Siège, le Liban a longtemps constitué un modèle de coexistence entre chrétiens et musulmans<sup>396</sup>. Pendant très longtemps, de nombreuses communautés, dont plusieurs communautés chrétiennes, ont vécu côte à côte, la pluriconfessionnalité de l'Etat étant même reconnue et consacrée dans la Constitution de 1943. Après le concile Vatican II, au cours duquel l'Eglise prôna le dialogue avec l'islam, le Liban apparaît comme le lieu idéal pour concrétiser ce nouvel impératif.

Il n'est donc pas étonnant que, dès le début de la crise libanaise, en avril 1975, le pape Paul VI ait exhorté les belligérants à cesser les combats et qu'il y ait dépêché plusieurs missions pour tenter de rétablir le dialogue entre les communautés. Il préconisa le maintien de l'intégrité territoriale du pays et de la formule de coexistence, tout en reconnaissant la nécessité de procéder à des ajustements, compte-tenu des évolutions démographiques qu'il avait connues. Jean-Paul II partage cette préoccupation. Dès octobre 1979, devant l'Assemblée générale des Nations unies, il évoque les nombreuses crises qui secouent le Moyen-Orient et qui selon lui ne sauraient être abordées séparément. Il s'agit du *linkage* : le Saint-Siège estime que tous les conflits de la région sont liés, ce qu'il rappellera également à l'occasion de la guerre du Golfe en 1991 et de la guerre en Irak en 2003. Lors de son allocution de 1979, Jean-Paul II évoque le conflit israélo-palestinien et son règlement. Il ajoute :

A ce dernier est lié aussi la tranquillité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban selon la formule qui en a fait un exemple de coexistence pacifique entre communautés distinctes. [...] Je souhaite que dans l'intérêt commun, une telle formule soit maintenue avec, bien sûr, les adaptations rendues nécessaires par l'évolution de la situation<sup>397</sup>.

Le pape Jean-Paul II enverra, tout comme Paul VI, des missions au Liban, dont une conduite par Mgr Casaroli en personne.

---

<sup>395</sup> Dziwisz, *Une vie avec Karol*, p. 215.

<sup>396</sup> Pour plus de détails sur l'attitude du Saint-Siège à l'égard du conflit libanais, voir George Emile Irani, "The Holy See and the Conflict in Lebanon" in Peter C. Kent et John F. Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age* (Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994), pp. 179-201.

<sup>397</sup> Jean-Paul II, "Address of His Holiness John Paul II to the 34<sup>th</sup> General Assembly of the United Nations", October 2, 1979, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1979/october/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19791002\\_general-assembly-onu\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1979/october/documents/hf_jp-ii_spe_19791002_general-assembly-onu_en.html) (consulté le 2 décembre 2009).

Outre le souci de permettre un retour à la paix, ce qu'il souhaite sous toutes les latitudes et sur tous les continents, l'intervention de Jean-Paul II est motivée par son inquiétude face au sort des chrétiens d'Orient. Ces derniers sont très minoritaires dans la région et les nombreuses tensions les poussent au départ : c'est donc l'avenir tout entier de la présence chrétienne dans la région qui est menacé par les répercussions de la crise libanaise. Pour le spécialiste de la question George Irani, « c'est le bien-être des chrétiens du Moyen-Orient qui dicte l'approche du Saint-Siège vis-à-vis des chrétiens libanais. C'est-à-dire qu'il s'agit de sauver le Liban en tant qu'entité souveraine afin de sauver les chrétiens<sup>398</sup> ». Ainsi, le 1<sup>er</sup> avril 1984, dans une lettre apostolique à tous les évêques, le pape affirme que « le développement de la chrétienté au Liban conditionne la présence des minorités chrétiennes au Moyen-Orient<sup>399</sup> ».

Dans cette optique, qui consiste à protéger les intérêts des chrétiens dans toute la région, et pas seulement dans le pays du cèdre, les chrétiens libanais ne vont pas pouvoir bénéficier, comme ils l'escomptaient, d'un soutien inconditionnel de la part de Rome. Cette neutralité que le Saint-Siège tente de conserver va réduire sa marge d'action, car les maronites libanais, profondément dépités par l'attitude des envoyés pontificaux, vont se montrer de moins en moins réceptifs aux appels au dialogue et à la négociation émanant de Rome.

Le Liban n'a pas été une priorité des Administrations américaines avant les années 1980. Cependant, à la suite de l'invasion israélienne de juin 1982 (dont l'objectif est de chasser les forces palestiniennes qui prenaient pour cible l'Etat hébreu depuis la frontière avec le Liban), l'Administration Reagan se saisit du problème. Elle développe un plan extrêmement ambitieux dont la finalité est de promouvoir les intérêts américains en stabilisant la situation dans la région, notamment en consolidant l'armée libanaise et le gouvernement d'Amin Gemayel, en prônant la réconciliation nationale au Liban, ainsi qu'entre le Liban et les autres pays de la région, et en permettant le retrait de toutes les forces étrangères du pays. Des *Marines* sont déployés au Liban en septembre 1982 dans le cadre d'une force multinationale placée sous l'égide de l'ONU. Les Etats-Unis soutiennent d'autre part un plan de paix, signé le 17 mai 1983 par les représentants du Liban, d'Israël et des Etats-Unis, qui prévoit la normalisation des relations entre les deux pays et le retrait de Tsahal (l'accord est néanmoins caduque dès sa signature car il conditionne le retrait israélien à un retrait syrien. Or, la Syrie ayant été exclue des négociations, elle refusera de l'appliquer).

---

<sup>398</sup> Irani, "The Holy See and the Conflict in Lebanon", p. 182.

<sup>399</sup> Jean-Paul II, « Les grands mystères », Lettre apostolique, 1<sup>er</sup> mai 1984, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/apost\\_letters/1984/documents/hf\\_jp-ii\\_apl\\_01051984\\_les-grands-mysteres\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/apost_letters/1984/documents/hf_jp-ii_apl_01051984_les-grands-mysteres_fr.html) (consulté le 18 février 2010).

L'Administration est divisée, entre un secrétaire d'Etat, George Shultz, qui est prêt à tout pour promouvoir l'accord et un secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, opposé au maintien de troupes américaines au Liban. L'attentat au camion piégé contre une caserne des *Marines* le 23 octobre 1983, qui fait 241 victimes, clôt le débat<sup>400</sup>. L'initiative américaine se termine dans la défaite et l'humiliation, avec le redéploiement des troupes en mer en mars 1984. De plus, alors que le départ des troupes américaines est imminent, le président Gemayel subit une pression de plus en plus forte de la Syrie et de ses alliés libanais pour abroger l'accord de mai 1983, ce qui sera chose faite en mars 1984.

Après la pénible expérience des années 1982-1984, la période suivante va être marquée par un désengagement américain du Liban, aussi bien sur le plan militaire que diplomatique. Les Etats-Unis ont conclu de cette expérience d'une part, qu'une intervention militaire limitée serait insuffisante pour résoudre la crise libanaise et, d'autre part, qu'ils n'ont que peu de chance à eux seuls d'influencer la situation, notamment eu égard à sa complexité<sup>401</sup>.

La question libanaise va faire l'objet de nombreux et vibrants appels du pape à l'intention du président américain. Jean-Paul II, conscient de sa relative impuissance, se tourne vers le seul Etat qu'il juge capable d'exercer une autorité suffisante pour faire évoluer la situation. Pour Peter Murphy, le Liban « a toujours été un sujet cher au cœur du Vatican. D'ailleurs, dès qu'il y a des chrétiens qui souffrent dans le monde, le Saint-Siège fait tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer leur situation et porter ces abus à la connaissance de la communauté internationale, afin que leur souffrance ne soit pas oubliée<sup>402</sup> ». Dès les débuts de l'Administration Reagan, le Saint-Siège profite de la présence du représentant américain à Rome pour faire part de sa préoccupation. Wilson rapporte ainsi en octobre 1981 : « Comme vous pouvez l'imaginer, le Vatican est toujours très inquiet de la situation au Liban et continue de craindre que le pays ne finisse par être partitionné et qu'une grande portion aille à la Syrie. J'ai essayé de porter cette inquiétude à la connaissance du département d'Etat et de la Maison-Blanche, j'espère donc que quelque chose pourra être fait afin de permettre un retrait anticipé des soi-disant forces de paix syriennes<sup>403</sup> ».

---

<sup>400</sup> Cinquante-huit parachutistes français seront tués simultanément dans un attentat au camion piégé revendiqué lui aussi par le Hezbollah.

<sup>401</sup> Barbara Gregory, "US Relations with Lebanon: A Troubled Course" *American-Arab Affairs* 35 (December 31, 1990), p. 62.

<sup>402</sup> Murphy, échange de courrier.

<sup>403</sup> Lettre, William Wilson à Edouard de Lobkowicz, October 28, 1981, box 2 folder 41, William A. Wilson papers, SC, GUL.

L'offensive israélienne sur le Sud-Liban qui débute le 6 juin 1982 provoque un profond désarroi chez Jean-Paul II. Il lance plusieurs appels à la communauté internationale afin que soit mis un terme aux hostilités. Le 7 juin, Reagan est à Rome pour y rencontrer le pape. Si l'on ignore l'ordre du jour exact de l'audience, on est en droit de penser que le Liban y a figuré. Lors du point presse qui y fait suite, le pape déclare ainsi que le Liban « mérite l'attention du monde à cause du risque [qu'il occasionne] des tensions supplémentaires au Moyen-Orient, [ce qui aurait des] conséquences considérables pour la paix dans le monde<sup>404</sup> ».

Le 20 juin, un cessez-le-feu est signé, qui prévoit l'évacuation de Yasser Arafat et des membres de l'OLP en Tunisie. C'est dans ce contexte que, le 26 juin, le pape écrit au président Reagan pour lui faire part de sa détresse face à la situation. Il évoque sa « grande préoccupation » quant aux victimes et aux destructions provoquées par la guerre et en appelle à Reagan pour qu'il veille à un respect strict du cessez-le-feu et à ce que « les vaincus se voient garantir un traitement honorable<sup>405</sup> ». Le Président cherche à rassurer le souverain pontife dans sa réponse, datée du 30 juin 1982. Il détaille les étapes qui lui ont permis d'obtenir une trêve et déclare que les Etats-Unis restent déterminés à ce que le Liban conserve son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, dans le respect des résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il évoque son aspiration pour un Liban libre et fort, débarrassé des forces militaires étrangères. Pour autant, il avertit le pape qu'on ne saurait retourner à la situation antérieure, où l'OLP envoyait des roquettes sur les villages du nord d'Israël. Il souligne aussi l'importance de régler la question palestinienne et de travailler pour réaliser les promesses des accords de Camp David<sup>406</sup>.

C'est Mgr Casaroli qui, le 1<sup>er</sup> juillet 1982, réceptionne la lettre du président Reagan. A cette occasion, il laisse poindre le sentiment d'impuissance du Saint-Siège. Wilson rapporte que « Casaroli n'avait pas grand chose de neuf à ajouter au sujet du Liban et a semblé un peu découragé. Il a avoué que le Saint-Siège ne savait pas ce qu'il pouvait faire de plus pour contribuer à la paix dans la région<sup>407</sup> ». Le Vatican écrit à nouveau au sujet du Liban, lettre

---

<sup>404</sup> Allocution de Jean-Paul II, June 7, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8200555-8204184), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>405</sup> Mémo, L. Paul Bremmer à William Clark, "Presidential Response to Letter from the Pope Concerning Lebanon", June 29, 1982; folder: The Vatican: Pope John Paul II (8204417), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>406</sup> Lettre, Ronald Reagan à Jean-Paul II, June 30, 1982, folder: The Vatican: Pope John Paul II (8204417), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

<sup>407</sup> Câble, William Wilson à Secretary of State, July 1, 1982, folder: the Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

reçue par la Maison-Blanche le 6 juillet. Une autre lettre sera remise par Pio Laghi le 8 novembre 1982.

A mesure que le conflit progresse, l'impuissance du Saint-Siège croît, face à la division des communautés chrétiennes et au fossé qui se creuse chaque jour davantage entre la communauté maronite et le Saint-Siège (et notamment avec le nonce apostolique, Mgr Luciano Angeloni, auquel les chrétiens libanais reprochent de ne pas leur apporter un soutien inconditionnel). Les événements se succèdent, qui conduisent un Vatican désemparé à se tourner vers Washington. Or, c'est à ce moment précis que les Etats-Unis décident de se désengager du Liban. En février 1984, alors que les Etats-Unis s'appêtent à ordonner le départ des troupes de Beyrouth et que l'accord du 17 mai 1983 est sur le point d'être abandonné, le pape multiplie les communications en direction de Washington. Ces dernières revêtent un caractère d'urgence. Le pape essaie ainsi de joindre le Président par téléphone le 14 février pour évoquer la situation. Le but de l'appel était d'exhorter les Etats-Unis à faire preuve de plus de souplesse dans leur politique vis-à-vis du Liban<sup>408</sup>. Incapable de joindre Reagan dans l'après-midi (qui ne rappellera pas le souverain pontife), le Vatican envoie donc dans la soirée un télégramme à Washington<sup>409</sup>. Dans ce télégramme, comme McFarlane l'explique à Reagan, le pape évoque la détérioration de la situation,

[...] vous exhortant à exercer toute votre influence pour rétablir la paix et l'ordre dans le pays. Il souligne que : –La survie même du Liban est menacée par la détérioration de la situation en matière de sécurité. –Il y a une possibilité réelle que soient commis des massacres et des actes d'une grande violence. –La destruction du gouvernement du Liban, où une coexistence unique entre chrétiens et musulmans avait été rendue possible, constituerait un revers pour les forces de modération et donnerait un élan aux mouvements fanatiques. –Il encourage vos initiatives visant à obtenir la cessation de la violence et l'obtention d'un cessez-le-feu durable<sup>410</sup>.

Le pape profite de son audience avec George Bush, une semaine plus tard pour évoquer le problème. Bush rapporte qu'au cours de leur entrevue,

[I]e Saint-Père a mis l'accent sur le fait qu'il était important que l'Etat [conserve] son caractère démocratique. Il a déclaré qu'il craignait avant tout un Etat totalitaire. Il a souligné la nécessaire coexistence entre chrétiens et musulmans. Il est revenu sur ce thème de la coexistence à plusieurs reprises. Gemayel a dit au Saint-Père qu'il s'agissait d'une guerre syrienne. Le Saint-Père a également souligné que c'était en partie une guerre civile [...]. J'ai expliqué au pape notre position au sujet de la FMN [force multinationale], des bombardements navals etc. Il n'a pas remis en cause notre action, ni véritablement parlé en détail de notre action, à part le fait de souligner la nécessité de [défendre] la coexistence et la paix<sup>411</sup>.

---

<sup>408</sup> Câble, George Shultz à Embassy Vatican, "Vice President's Meeting with Pope-Briefing Memo", February 14, 1984, Case ID: 02 NOV 2007 200702696, Department of State, FOIA Request.

<sup>409</sup> Mémo, Tyrus Cobb à Robert McFarlane, February 7, 1984, folder: Vatican 1983-1984 [2 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>410</sup> Mémo, Robert McFarlane à Ronald Reagan, February 9, 1984, Vatican 1983-1984 [2 of 10], box OA 90587, Peter Sommer Files, RRL.

<sup>411</sup> Câble, George Bush à Ronald Reagan, February 15, 1984, folder: The Vatican Pope John Paul II (8490136-8490538), box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State File, RRL.

La question du Liban a été une source de grande inquiétude pour le Saint-Siège, notamment dans la mesure où le conflit constituait une menace pour tous les chrétiens du Moyen-Orient. Le Saint-Siège, au nom de ses intérêts en tant qu'organe central de l'Eglise catholique, a donc encouragé les Etats-Unis à jouer dans la région le rôle que leur statut de superpuissance semblait leur conférer, dans la mesure où lui-même était impuissant à faire accepter ses appels au dialogue, même auprès des chrétiens libanais.

Après plusieurs années de désengagement, les Etats-Unis finirent par intervenir à nouveau de manière active, mais bien après que le Vatican les en a exhorté. La relation est ainsi à double sens : les Etats-Unis, tout comme le Vatican l'a fait dans d'autres cas, jugent qu'il n'est pas dans leur intérêt de se réengager dans la région (surtout à l'approche des élections de novembre 1984), et ce ne sont pas les requêtes insistantes de Jean-Paul II qui vont les faire changer d'avis. Le Président se contente de rassurer le pape dans leurs échanges, soulignant son « engagement en faveur de [...] la paix et de la réconciliation », sans donner plus de gages concrets<sup>412</sup>. Si le journaliste Carl Bernstein affirme qu' «[a]u Liban, l'Administration Reagan a adopté des politiques favorables aux intérêts de l'Eglise et des chrétiens maronites », la réalité des faits semble le contredire, surtout dans la mesure où les intérêts du Saint-Siège et des chrétiens maronites étaient loin d'être toujours concordants<sup>413</sup>.

### *I. iii. Le sort des pays du Tiers-Monde*

La préoccupation du Vatican pour le sort des pays du Tiers-Monde ne date pas d'hier. Dès le pontificat de Paul VI, des appels de plus en plus fréquents partent de Rome pour demander que les nations les plus riches fassent preuve de plus de solidarité à l'égard des nations défavorisées. Le fossé Nord-Sud, et la responsabilité des pays riches dans cette situation, notamment à travers la question de la dette, vont faire l'objet de requêtes fréquentes de la part du Vatican tout au long des années 1980.

Ces requêtes apparaissent d'autant plus nécessaires que l'Administration Reagan semble peu disposée à apporter une aide conséquente aux pays en développement. Ronald Reagan reprend dans ses discours, à quatre reprises au moins, les paroles de Pie XII quand au don du peuple américain « pour les actes grandioses et généreux<sup>414</sup> », pourtant la générosité

---

<sup>412</sup> Mémo, Robert McFarlane à Ronald Reagan, February 9, 1984, folder: Vatican 1983-1984 [2 of 10], box OA 90587, Peter Sommer, RRL.

<sup>413</sup> Bernstein, *The US and the Vatican on Birth Control*, p. 35.

<sup>414</sup> Ronald Reagan, "Remarks at the Presidential Ceremony for the Presidential Medal of Freedom", June 23, 1987, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1987/062387j.htm>; Address at Commencement Exercises

américaine laisse à désirer pour ce qui est de l'aide au pays pauvres durant sa présidence. Nous avons déjà mentionné *supra* que les membres de l'Administration croyaient avant tout aux vertus du marché et jugeaient préférable de ne pas nuire à ces mécanismes par l'injection d'une aide publique. D'autre part, l'aide que les Etats-Unis consentent à accorder est attribuée non pas sur la base de critères économiques et sociaux, mais sur celle de critères politiques et stratégiques. Selon l'historien Michael Schaller, auteur d'une biographie critique de Reagan,

[a]ccroissant une tendance [déjà existante], presque toute l'aide américaine était destinée à un nombre restreint de pays, généralement en fonction de critères militaires. Israël et l'Egypte recevaient plusieurs milliards de dollars chaque année, suivis par les Philippines, le Pakistan et le Salvador. Ces six pays représentaient presque trois quarts de l'aide internationale. Les Etats-Unis consacraient moins de 0,03% de leur PNB à l'aide internationale, pourcentage le plus faible de tous les pays industrialisés<sup>415</sup>.

Pour le Vatican, l'importance de l'aide dépasse les simples considérations économiques. Les conflits que les Etats-Unis de Reagan voient à travers le seul prisme de la lutte entre les grandes puissances sont en fait à ses yeux infiniment plus complexes. Il s'agit également de la conséquence de conditions économiques et sociales iniques. Il convient donc, si l'on veut promouvoir la paix, comme le disait déjà Paul VI, de promouvoir le développement. L'ambassadeur Frank Shakespeare rapporte les propos tenus par Mgr Casaroli à ce sujet lors du voyage du président Reagan à Rome en juin 1987 :

Casaroli a déclaré que pour le Vatican, la question des relations Nord-Sud n'était pas moins importante et pas moins lourde de menaces que la question des relations Est-Ouest. Le document publié récemment par le Vatican sur la dette du Tiers-Monde résulte de la volonté du pape d'attirer l'attention sur ce grave problème. [...]. Casaroli a souligné que le Vatican était conscient de la nature complexe de l'endettement et qu'il n'attendait pas de solution immédiate au problème. Mais, a-t-il déclaré, le danger potentiel que pose la situation d'endettement exige une plus grande attention [...] de la part de tous, [pays] débiteurs aussi bien que créateurs<sup>416</sup>.

A cet égard, le Vatican va évoquer fréquemment dans ses échanges avec les Etats-Unis sa préoccupation au sujet de la dette accumulée par les pays du Tiers-Monde et le frein que le

---

at the US Military Academy, May 27, 1981, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/52781c.htm>; "Remarks at the First Annual Commemoration of the Days of Remembrance of Victims of the Holocaust" (April 30, 1981 (<http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/43081a.htm>), "Remarks at the Annual Meeting of the National Alliance of Business", October 5, 1981 (<http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/100581a.htm>) consultés le 7 décembre 2009.

<sup>415</sup> Michael Schaller, *Reckoning with Reagan: America and Its President in the 1980s* (New York: Oxford University Press, 1992), p. 125.

<sup>416</sup> Câble, Frank Shakespeare à US Delegation, "Cardinal Casaroli Meeting", June 6, 1987, folder: Vatican City, The Holy See 1987-88 Memos-Letters-Cables-Intel-Press-Bios [1], box OA 92082, Nelson Ledsky Files, RRL. "Casaroli said that for the Vatican, the North-South problem was no less important and no less dangerous, than the East-West problem. The Vatican's recent document on Third World debt resulted from the Pope's desire to call attention to this serious issue. [...] Casaroli stressed that the Vatican was aware of the complex nature of international indebtedness, and that the Vatican did not expect instant solutions to the problem. But, he said, the potential dangers of the debt situation warranted greater attention and sympathy on the part of everyone concerned, both debtors and creditors."

service de cette dette représente pour leurs économies<sup>417</sup>. Le pape lui-même va fréquemment rappeler les Etats-Unis à leur devoir de solidarité envers les nations défavorisées. Après son audience avec Reagan, lors de la visite de ce dernier à Rome en juin 1982, le pape lance cet appel, insistant lui aussi sur le lien entre développement et paix :

Les relations entre les nations sont considérablement affectées par la question du développement, qui reste d'une grande actualité à notre époque. Le maintien de relations pacifiques entre les Etats et la paix dans le monde au cours des années à venir seront fonction de la capacité à résoudre les difficultés du dialogue Nord-Sud. L'objectif de progrès économique et social, lié à une collaboration financière entre les peuples, nécessite toujours des efforts renouvelés de la part des dirigeants mondiaux<sup>418</sup>.

De même, il déclare lors de la cérémonie de présentation des lettres de créance de William Wilson, le 9 avril 1984 :

Un des aspects de la grandeur de l'idéal américain est sans aucun doute l'ouverture aux autres peuples, ouverture qui ne soit pas synonyme d'ingérence, mais de préoccupation fraternelle « pour le bien-être de nos semblables à travers le monde », comme vous l'avez vous-même exprimé. A cette occasion, je ne peux m'empêcher d'exprimer ma conviction que la situation du monde de nos jours dépend, dans une large mesure, de la manière dont les Etats-Unis exercent leur mission au service de l'humanité. Je prie, M. l'Ambassadeur, pour que l'Amérique soit fidèle à elle-même et renouvelle son identité, dans le respect de ses valeurs religieuses et morales, au service d'un monde qui a soif de paix et de droits de l'homme, un monde qui a faim de pain et soif de justice et d'amour fraternel<sup>419</sup>.

En juin 1987, lors de son avant-dernière rencontre avec Reagan en tant que président, il rappelle une ultime fois les Etats-Unis à leur devoir de solidarité :

Lors de votre précédente visite, j'ai évoqué l'importance de construire la société sur « les fondements solides des valeurs morales et spirituelles », et j'ai fait part de l'espoir qui était le mien que la paix puisse être encouragée par une confiance accrue entre les peuples et les nations, « une confiance manifestée [...] par des négociations constructives visant à mettre un terme à la course aux armements et à libérer des ressources considérables, qui pourront être utilisées pour soulager la misère et nourrir des millions d'être affamés ». [...] Je suis confiant, M. le Président, que vous partagez ma préoccupation, toujours d'actualité, pour ces questions. Dès que les valeurs morales et spirituelles sont rejetées ou ne sont évoquées que pour la forme et ne sont pas réellement mises en œuvre au quotidien, nous, que ce soit en tant qu'individus ou groupes, communautés ou nations, ne sommes pas fidèles à ce pour quoi Dieu nous a conçus, hommes et femmes, à son image<sup>420</sup>.

Paradoxalement, l'Administration Reagan va finir par adopter une position qui n'aurait pas déplu au pape, même si elle n'est pas motivée en cela par l'abnégation et l'altruisme prônés par Rome, mais sans doute plus par le pragmatisme dont Jean-Paul II n'est pas dépourvu quand il s'agit de réagir face à la menace communisme. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il n'est pas bon pour la prospérité des Etats-Unis de voir des pays

---

<sup>417</sup> Cette préoccupation traverse le pontificat de Jean-Paul II. Ainsi, à l'occasion du Jubilé de l'Eglise en 2000, il propose aux gouvernements des pays du Nord de réduire, voire d'effacer, la dette des pays pauvres (Joël Benoit D'Onorio, *La diplomatie du Saint-Siège*, pp. 21-22).

<sup>418</sup> « Il Contributo dell'America alla Causa della Pace Mondiale », *Osservatore Romano*, Lundi-Mardi 7-8 giugno 1982, p. 1.

<sup>419</sup> « Il Papa : Collaborazione con gli Stati Uniti per la difesa dei diritti della persona », *Osservatore Romano*, 10 Aprile 1984, p. 6.

<sup>420</sup> Jean-Paul II; "Address of the Holy Father John Paul II to Mr Ronald Reagan President of the United States of America", June 6, 1987, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1987/june/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19870606\\_presidente-reagan\\_en.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1987/june/documents/hf_jp-ii_spe_19870606_presidente-reagan_en.html), souligné dans l'original (consulté le 15 décembre 2009).



crouler sous le poids de la dette. C'est la raison pour laquelle le secrétaire au Trésor américain, Donald Regan, reconnaît en octobre 1985 l'importance d'une solution à la dette des pays en développement face à l'impuissance des seules forces du marché à résoudre ce problème, ce qui le pousse à octroyer une aide supplémentaire. Selon Pierre Melandri, l'Administration était sans doute inquiète de la situation du Mexique, et craignait tout particulièrement que Moscou ne profite des difficultés des pays surendettés pour y étendre son influence<sup>421</sup>.

## II. L'instrumentalisation de l'image de Jean-Paul II par l'Administration Reagan

Si les Etats-Unis sont peu réceptifs aux requêtes émanant de Rome, il ressort très clairement de la lecture des archives de l'époque que l'Administration Reagan a invoqué son soutien et évoqué son image à de nombreuses reprises. Les politologues Adam Warber et Laura Olson, dans une étude de l'emploi de la rhétorique religieuse dans les discours de Ronald Reagan, ont opéré une distinction entre les références religieuses effectuées dans un cadre symbolique afin, par exemple, de resserrer le lien patriotique et celles effectuées dans un cadre dit substantiel, afin de promouvoir ou défendre une politique précise. Les auteurs notent que Reagan, au cours de ses deux mandats, a évoqué de manière croissante plusieurs dirigeants religieux, au premier titre desquels Jean-Paul II, et ce dans des contextes substantiels<sup>422</sup>. Une fois de plus, on mesure le chemin parcouru depuis les années 1960 : désormais, l'image du pape est perçue comme un outil potentiel pour convaincre le Congrès et l'opinion publique.

Ces recours à l'image du pontife ont-elles été le fait d'une Administration aux accents religieux, persuadée que son action portait un sceau moral, ou s'agissait-il pour elle d'une manipulation cynique de l'image d'un homme jouissant d'une aura considérable dans le monde ? La réponse semble se situer au croisement de ces deux hypothèses. Nous avons vu que l'Administration croyait, à tort, être toujours au diapason du Saint-Siège sous Jean-Paul II. D'autre part, Reagan lui-même était profondément respectueux de la personnalité du pape. Néanmoins, notamment dans le cadre de la diplomatie publique au sujet de l'Amérique centrale, l'argument de la persécution religieuse va être instrumentalisé pour convaincre les législateurs et les citoyens de la nature totalitaire du régime nicaraguayen.

---

<sup>421</sup> Melandri, *Reagan, une biographie totale*, p. 386.

<sup>422</sup> Adam Warber et Laura Olson, "Religion and Ronald Reagan's Rhetorical Presidency", Paper presented at the American Political Science Association Meetings, Chicago, Illinois, August 30-September 2, 2007, p. 31.

## *II. i. Le pape comme caution pacifique*

Au tout début de la présidence, il semble que l'Administration ait pris conscience que ses déclarations à l'emporte-pièce sur l'Union soviétique et l'éventualité d'une guerre nucléaire avaient suscité une vive inquiétude aux Etats-Unis et en Europe. Dans ce contexte, associer le Président au pape dans les yeux de l'opinion publique, avec tout ce que cela pouvait impliquer, ne pouvait qu'être bénéfique pour redresser une image fort détériorée.

Le président Reagan, lors de ses rencontres avec les représentants du Vatican, va constamment souligner la proximité de leurs aspirations. Ainsi, lors de la présentation des lettres de créance de Pio Laghi à la Maison-Blanche, il déclare : « J'ai confiance que ce dialogue renforcé débouchera sur une coopération et une compréhension encore plus étroites entre nos deux gouvernements, qui sont foncièrement en accord sur les enjeux majeurs de notre époque, tels que la justice, les droits de l'homme, la paix et le progrès<sup>423</sup> ». A Fairbanks, en Alaska, le 2 mai 1984, Reagan, aux côtés de Jean-Paul II, prend des accents de chef spirituel :

Nous rentrons tout juste d'une mission de paix et je ne peux envisager meilleure conclusion à ce voyage que d'être ici en présence de Votre Sainteté, qui avez œuvré avec tant de diligence pour la reconnaissance des droits et de la dignité de l'individu, ainsi que pour la paix entre les nations. [...]. Notre Déclaration d'indépendance affirme à quatre reprises la dépendance de notre pays envers l'Être suprême. Quand j'ai débuté ce voyage, le dimanche de Pâques, j'ai demandé au peuple américain de se joindre à ma prière pour la paix, une prière pour que les nations du monde renoncent aux souffrances et aux déchirements de la guerre et apprennent à vivre dans l'amour des uns pour les autres [...] les prières simples des personnes de bonne volonté peuvent faire bien plus que tous les hommes d'Etat et toutes les armées du monde réunis. Le monde ne connaîtra une paix et une entente véritable que lorsque la communion des hommes en Dieu le Père sera reconnue et acceptée. Votre Sainteté, pour nous, le Saint-Siège et votre œuvre pastorale représentez l'une des plus grandes forces morale et spirituelle au monde<sup>424</sup>.

De même, en octobre 1986, le Président profite de l'organisation par Jean-Paul II d'un rassemblement des dirigeants religieux pour la paix à Assise pour s'associer à l'aura morale du Saint-Siège et de la religion en général. Reagan fait parvenir un message aux chefs spirituels qui y sont réunis, message dont le Conseil national de sécurité souhaite qu'il bénéficie d'« une large diffusion<sup>425</sup> ». Tyrus Cobb souligne de surcroît que « le NSC et le département d'Etat estiment que le rassemblement qui se tiendra à Assise doit recevoir un

---

<sup>423</sup> Ronald Reagan, "The President's Reply to the Remarks of the Newly Appointed Pro-Nuncio of the Holy See Archbishop Pio Laghi upon the Occasion of the Presentation of his Letter of Credence", April 13, 1984, folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2], box 41, NSC: Executive Secretariat, PA: Head of State Files, RRL.

<sup>424</sup> Ronald Reagan, "Remarks at the Welcoming Ceremony for Pope John Paul II in Fairbanks, Alaska" May 2, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/50284a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>425</sup> Mémo, Rodney McDaniel à Nicholas Platt, non daté (October 1987), folder: Vatican 1986 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

soutien appuyé. Il est intéressant de noter que le pape a demandé à tous les combattants de déposer les armes pendant une journée, appel auquel nous pouvons aisément accéder, mais qui met l'Union soviétique et ses clients dans l'embarras<sup>426</sup> ». Reagan profite de cette opportunité pour présenter son Initiative de défense stratégique comme une initiative de paix (ce dont il est convaincu) :

Nous ne devons jamais perdre de vue la divinité qui a créé l'humanité même. Je vous apporte mon soutien le plus sincère et réaffirme mon engagement personnel en faveur de la paix. [...] Les Etats-Unis sont actuellement engagés dans des initiatives sérieuses [...] afin de négocier des réductions majeures du nombre d'armes nucléaires offensives de la surface de la terre. De plus, nous étudions les possibilités que présentent les nouvelles technologies de protéger les vies humaines de la menace d'une destruction nucléaire grâce à l'usage de défenses stratégiques qui ne menacent personne. Ces technologies offrent l'espoir de placer la dissuasion de la guerre sur des fondements plus sûrs et plus stables. N'est-il pas préférable de sauver des vies que de devoir les venger<sup>427</sup> ?

Plus généralement, il place son action sous l'autorité morale du pape, déclarant que ce dernier guide et inspire dans une certaine mesure les décisions prises par son Administration. Ainsi, plusieurs semaines avant son audience du 7 juin 1982 déjà, il déclare : « J'ai hâte de recevoir de nouveaux conseils de la part de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II au cours de l'audience que j'aurai avec lui en juin<sup>428</sup> ». Une fois l'audience passée, il y fait allusion à plusieurs reprises, pas nécessairement devant des publics catholiques. Il déclare par exemple : « A Rome, j'ai consulté Sa Sainteté le pape dans le cadre de notre quête permanente pour la paix [...] »<sup>429</sup> ou encore, devant les Nations unies : « Au cours de l'audience que j'ai eu récemment avec Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, je lui ai donné l'engagement du peuple américain de faire tout notre possible en faveur de la paix et de la réduction des armements<sup>430</sup> ».

Pour se présenter en homme de paix, Reagan ne va pas se contenter de prendre Jean-Paul II pour témoin. A plusieurs reprises, il évoque une autre image forte pour placer les Etats-Unis du côté des forces de paix, celle du discours de Paul VI aux Nations unies en 1965. En juin 1982, lors de la session extraordinaire des Nations unies consacrée au désarmement, il déclare que « les affres de la guerre me conduisent à cette session extraordinaire des Nations

---

<sup>426</sup> Mémo, Tyrus Cobb à John Poindexter, "Recommendation for Presidential Message to Vatican-Sponsored Meeting of Religious Leaders in Assisi, Italy, October 27, 1986", October 23, 1986, folder: Vatican 1986 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>427</sup> Câble, Whitehead à Lou Nigro, "Presidential Message for the World Day of Prayer for Peace", October 25, 1986, folder: Vatican 1986 (1 of 2), box OA 90901, Tyrus Cobb Files, RRL.

<sup>428</sup> Ronald Reagan, "Remarks to the National Catholic Education Association Chicago, III", April 15, 1982 <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/41582a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>429</sup> Ronald Reagan, "Remarks upon Returning from Trip to Europe", June 11, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/61182d.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>430</sup> Ronald Reagan, "Remarks in New York, before the United Nations General Assembly Special Session Devoted to Disarmament", June 17, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/61782a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

unies afin de répondre à l'appel lancé par Paul VI devant cette même assemblée il y a dix-sept ans : « Si vous souhaitez devenir frères ... que les armes tombent de vos mains ». Eh bien, nous autres Américains aspirons à les laisser tomber. Mais il nous faut plus que des mots, plus que de vaines promesses avant que nous puissions avancer...<sup>431</sup> ». Le recours à des citations du pape Paul VI et l'identification des aspirations de son Administration à celles de ce pontife vont se multiplier à l'approche des élections de novembre 1984. En août, à l'occasion d'une allocution radiodiffusée, Reagan prend des allures d'apôtre de la non-violence pour déclarer : « Aujourd'hui, nous sommes en paix et c'est une bonne chose. J'ai connu quatre guerres dans ma vie. Je me souviens de Paul VI déclarant à la tribune des Nations unies : "Jamais plus la guerre. Jamais plus la guerre"<sup>432</sup> ». En septembre, dans une université de l'Ohio, c'est plutôt en prêcheur qu'il déclare :

Je souhaite vous parler de quelque chose qui, je le sais, vous préoccupe tous, la paix, ainsi que des perspectives de paix, de notre position sur la paix et de la manière dont nous entendons y parvenir. La chose la plus sage jamais dite sur la paix était également la plus simple. Ce fut lorsque Paul VI s'adressa aux Nations unies en 1965 et déclara : « Jamais plus la guerre. Jamais plus la guerre » [...]. On ne peut entendre les mots du pape Paul VI sans prononcer un sincère amen<sup>433</sup>.

En octobre, il tient presque mot pour mot les mêmes propos dans une école catholique<sup>434</sup>. Ceci n'est pas surprenant, dans la mesure où l'équipe du Président cherchait à donner de lui une image apaisée d'homme de dialogue, aux antipodes de la campagne de 1980, et ce afin de rassurer l'électorat quant aux intentions d'une deuxième présidence Reagan. D'autre part, se réclamer d'un pape ne pouvait pas nuire au candidat Reagan dans ses tentatives de courtiser l'électorat catholique.

## *II. ii. Le pape, argument dans la lutte contre le communisme*

Si Ronald Reagan invoque l'image de Jean-Paul II afin de véhiculer une image moins belliqueuse, le pape va également servir d'argument dans les joutes verbales auxquelles se livrent Washington et Moscou, particulièrement au cours du premier mandat du président américain. Jouant sur les sentiments bien connus du pape à l'égard de l'idéologie marxiste et

---

<sup>431</sup> Ronald Reagan, "Remarks in New York before the United Nations General Assembly Special Session Devoted to Disarmament", June 17, 1982, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/61782a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>432</sup> Ronald Reagan, "Radio Address to the Nation on Administration Policies", August 25, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/82584b.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>433</sup> Ronald Reagan, "Remarks at a Question and answer session at Bowling Green State University, Bowling Green, Ohio", September 26, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/92684b.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>434</sup> Ronald Reagan, "Remarks and a Questions and Answer Session at St. Agatha High Schooling Detroit", October 10, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/101084b.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

de ses incarnations, les conseillers de Reagan vont utiliser l'image de Jean-Paul II dans plusieurs contextes pour démontrer par effet d'association que la position américaine dans la lutte qui l'oppose au Kremlin est morale.

En mai 1981, Reagan reprend devant un public catholique les propos du pape pour appuyer sa critique du marxisme : « Le pape Jean-Paul II, dans son encyclique sur la miséricorde et la justice de l'année dernière, a mis en garde contre certaines théories économiques qui ont recours à une rhétorique de lutte des classes pour justifier l'injustice. Il a affirmé : “Au nom d'une soi-disant justice, le prochain est parfois détruit, tué, privé de sa liberté ou dépouillé de ses droits fondamentaux”<sup>435</sup> ». Dans la même veine, Reagan reprend à l'envi les propos prononcés par le pape, notamment lors de son message pour la Journée de la paix de 1981, quand il dit que « la liberté a été donnée à l'homme comme mesure de sa dignité » et que « en tant qu'enfants de Dieu, nous ne saurions être esclaves<sup>436</sup> ».

Les condamnations formulées par le pape, notamment celles du régime polonais, sont reprises par Reagan afin de légitimer la politique américaine à l'égard de ce pays :

[...] le voyage papal en Pologne qui s'achève aujourd'hui représente véritablement une lueur d'espoir pour le peuple polonais et un événement de dimension historique [...]. Au cours de ces huit brèves journées, le message d'espoir et de paix du pape a été pour des millions de Polonais une source d'inspiration pour poursuivre le combat pour les droits qui leurs ont été enlevés par les autorités le 13 décembre. J'ai été profondément ému, et je sais que c'est aussi votre cas, quand le pape a défendu sans détour les droits de l'homme. Ses fréquentes déclarations de soutien aux personnes internées, emprisonnées et licenciées à cause de leur activité politique ont rappelé avec force au régime Jaruzelski et aux Soviétiques qu'ils ne peuvent espérer effacer de manière permanente les accords historiques d'août. Les défenseurs de la liberté de par le monde adhèrent à l'appel de Sa Sainteté au renouveau social, à la justice et à la réaffirmation de la souveraineté nationale [...]. [I]a nécessité d'un dialogue et d'une réconciliation en Pologne n'ont jamais été aussi manifestes qu'au cours du voyage du pape. L'abîme séparant les Polonais de leur gouvernement demeure vaste. Et cela n'a jamais été aussi visible que dans les visages, les paroles et les symboles des millions de Polonais qui ont parcouru de grandes distances pour voir et écouter le pape<sup>437</sup>.

Dans le même esprit, les discours de Ronald Reagan au sujet de la politique américaine en Amérique centrale vont être l'occasion de fréquentes allusions au pape. Il s'agit par là même de légitimer les choix de son Administration en essayant de démontrer leur conformité au message du pape. Ainsi, pour justifier l'aide militaire apportée au gouvernement salvadorien, tant décriée par les églises américaines, Reagan affirme :

---

<sup>435</sup> Ronald Reagan, “Address at the Commencement Exercises at the University of Notre Dame”, May 17, 1981, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1981/51781a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>436</sup> Ronald Reagan, “Remarks at a Polish Festival in Doylestown, PA”, September 9, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/90984a.htm> (consulté le 7 décembre 2009); Remarks at a Ceremony Marking the Annual Observance of Captive Nations Week, July 19, 1983, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1983/71983d.htm> (consulté le 7 décembre 2009); Remarks at a White House Luncheon Marking the 40th Anniversary of the Warsaw Uprising, August 17, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/81784b.htm> (consulté le 8 décembre 2009).

<sup>437</sup> Ronald Reagan, “Remarks to Polish-Americans in Chicago”, June 23, 1983, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/90984a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

[...] la seule voie légitime vers le pouvoir, la seule que nous pouvons approuver passe par l'isolement, afin que le peuple puisse choisir par lui-même, choisir, comme l'a dit Sa Sainteté le pape dimanche, « loin de la terreur et dans un climat de convivialité démocratique ». [...] dimanche dernier Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a prié pour que les mesures annoncées par le président [Alvaro] Magaña [président du Salvador de 1982 à 1984] « contribuent à des avancées pacifiques et ordonnées » au Salvador, avancées « fondées sur le respect des droits de chacun, et que chacun ait la possibilité d'œuvrer, dans un climat démocratique authentique, à la promotion du bien commun », a-t-il déclaré. Mes chers concitoyens, nous autres Américains nous associons à cette prière pour la démocratie et la paix au Salvador, et nous nous engageons à apporter un soutien moral et matériel au peuple du Salvador pour l'aider à s'assurer un avenir plus juste et pacifique<sup>438</sup>.

De plus, nous avons vu que l'argument des persécutions religieuses prétendument perpétrées par le régime sandiniste servait de justification, parmi d'autres, à l'ingérence américaine dans la région. L'Administration allègue notamment des persécutions dont seraient victimes les catholiques pour justifier sa demande d'aide militaire au *contras* et dans ce contexte, l'accueil déplorable réservé au pape lors de sa visite de mars 1983 à Managua est pain bénit pour Washington. Cet épisode est notamment utilisé pour « rappeler à la raison » et surtout décrédibiliser les groupes religieux qui s'opposent à la politique de Reagan et stigmatiser leur aveuglement quant à la vraie nature du régime qu'ils défendent :

En Amérique centrale, la révolution d'inspiration communiste sème toujours la terreur et l'instabilité, mais elle n'est rien comparée à la force bien plus puissante qui anime [...] le peuple. Nous l'avons vue à l'œuvre lors du récent voyage de Jean-Paul II dans la région. Alors qu'il célébrait la messe au Nicaragua, la police d'Etat le conspuait [...]. Mais le pape a élevé son crucifix au dessus de la tête et l'a brandi devant la foule assemblée devant lui. [II] s'est ensuite tourné et l'a symboliquement élevé face à l'immense peinture représentant des soldats sandinistes qui se dressait derrière lui. Le symbole du bien l'a emporté. En revanche, partout ailleurs où le Saint-Père est allé dans la région, diffusant un message que seul l'amour peut construire, il a été accueilli par des foules considérables de croyants avides de conseils et de bénédictions<sup>439</sup>.

A mesure que le Congrès restreint l'aide américaine aux *contras*, les allusions à l'attitude presque sacrilège des sandinistes à l'égard du pape et l'antipathie de ce dernier pour leur régime se multiplient et gagnent en virulence. Dans ce qui sonne comme une attaque frontale contre les évêques américains, le Président fait part de son incompréhension devant les membres d'une paroisse catholique quant à l'attitude de « ceux qui prétendent incarner l'opinion la plus éclairée sur l'Amérique centrale », mais qui font mine d'ignorer le traitement indigne réservé par les sandinistes au pape lors de sa visite de mars 1983, ainsi que les condamnations prononcées par ce dernier à leur rencontre<sup>440</sup>. A une réunion organisée par le bureau de la diplomatie publique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il fait siennes à

---

<sup>438</sup> Ronald Reagan, "Remarks on Central America and El Salvador at the Annual Meeting of the National Association of Manufacturers", March 10, 1983,

<http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1983/31083a.htm> (consulté le 7 décembre 2009)

<sup>439</sup> Ronald Reagan, "Radio Address to the Nation on the Observation of Easter and Passover", April 2, 1983, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1983/40283a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>440</sup> Ronald Reagan, "Remarks at the Saint Ann's Festival in Hoboken New Jersey", July 26, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/72684c.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

plusieurs reprises des paroles du pape critiques à l'égard du régime sandiniste, et rappelle que ce dernier a fait part de « sa désapprobation et de sa souffrance personnelle pour ceux qui vivent sous le joug de l'oppression sandiniste », et Reagan de s'associer à la condamnation papale en affirmant : « Nous aussi, nous désapprouvons. Peuple du Nicaragua, nous aussi, nous souffrons avec vous<sup>441</sup> ».

L'image du pape sera à nouveau invoquée pour conférer une plus grande légitimité, cette fois à l'annonce du plan de paix pour l'Amérique centrale présenté par Reagan début avril 1985 (au sujet duquel le Président a invoqué à tort, comme nous l'avons vu *supra*, l'approbation du pape à l'aide militaire apportée par les Etats-Unis aux *contras*)<sup>442</sup>. En décembre 1985, alors qu'il n'a pu obtenir du Congrès la reprise de l'aide, l'image d'un pape bafoué est à nouveau conjurée pour convaincre de la nécessité de soutenir l'effort des *contras* : « Ces mêmes dictateurs qui ont insulté le pape Jean-Paul II ont également empêché Radio Catolica de diffuser une lettre du pape ainsi que la béatitude suivante : « Bénis soient ceux qui sont persécutés pour la justice, car le royaume des cieux leur appartient ». En vérité, ces hommes ne sont rien d'autre que des brutes, une bande de communistes purs et durs pour lesquels la parole de Dieu est une déclaration de liberté qu'il faut éradiquer<sup>443</sup> ». En 1986 et 1987 encore, recourant à la méthode du *going public*, c'est-à-dire s'adressant directement à l'opinion dans l'espoir d'exercer ainsi une pression indirecte sur le Congrès, alors qu'il a demandé à nouveau à ce dernier de voter une aide aux *contras*, le Président mentionne Jean-Paul II, notamment dans le cadre d'une allocution radiodiffusée<sup>444</sup>.

### II. iii. Le pape, argument électoral de poids

Nous avons déjà évoqué le fait que l'équipe du candidat Reagan perçoit le pape comme un argument électoral potentiellement favorable. C'est apparemment une des raisons pour laquelle le nonce apostolique Pio Laghi a été convié et reçu, à grand renfort de médias,

---

<sup>441</sup> Ronald Reagan, "Remarks before the White House Outreach Working Group on United States Policy in Central America", July 18, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/71884d.htm> (consulté le 7 décembre 2009); Ronald Reagan, "Remarks on Signing the Captive Nations Week Proclamation", July 16, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/71684a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>442</sup> Ronald Reagan, "Remarks Announcing a Central America Peace Proposal and a Question and Answer Session with Reporters", April 4, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/40485e.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>443</sup> Ronald Reagan, "Radio Address to the Nation on Tax Reform and the Situation in Nicaragua", December 14, 1985, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1985/121485a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

<sup>444</sup> Ronald Reagan, "Radio Address to the Nation on US Assistance for the Nicaragua Democratic Resistance", March 8, 1986, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1986/30886a.htm> (consulté le 7 avril 2009); Ronald Reagan, "Radio Address to the Nation on the Situation in Nicaragua", September 12, 1987, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1987/091287a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).

au *Rancho del Cielo*. C'est aussi la raison pour laquelle elle utilise des clichés de la rencontre de mai 1984 en Alaska entre Reagan et Jean-Paul II pour illustrer certaines publicités et spots de campagnes (voir en annexe).

C'est sans doute aussi une des raisons pour lesquelles le Président va invoquer le pape, notamment devant des publics catholiques et « ethniques ». Comme nous l'avons déjà constaté, il y a une véritable recrudescence de ces allusions à l'approche des échéances de novembre 1984. Dans ces contextes, les références au pape ne vont pas être aussi précises que lorsqu'il invoque son image pour emporter l'adhésion à des projets particuliers. Il s'agit avant tout de démontrer son admiration pour l'homme et ce qu'il représente. Ainsi, lors des commémorations honorant un héros polonais de la guerre d'Indépendance, Reagan déclare : « Je vous dis ceci en toute sincérité : que Dieu soit loué de nous avoir donné Jean-Paul II et de tout ce qu'il fait. Prions pour que sa vie soit protégée<sup>445</sup> ». En septembre 1984, il déclare devant un public polono-américain : « C'est une bénédiction pour le monde en cette période de péril et confusion d'avoir parmi nous un chef spirituel [qui joue] un rôle historique majeur et je remercie Dieu de nous avoir donné Jean-Paul II<sup>446</sup> ». Le mois de l'héritage polono-américain est également, année après année, une occasion de s'identifier au message du pape et à son combat.

---

<sup>445</sup> Ronald Reagan, "Remarks at the Annual Pulaski Day Banquet, New York", September 25, 1983, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1983/92583c.htm> (consulté le 8 décembre 2009).

<sup>446</sup> Ronald Reagan, "Remarks at a Polish Festival in Doylestown, PA", September 9, 1984, <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1984/90984a.htm> (consulté le 7 décembre 2009).





## Conclusion

Il y aura un avant et un après l'établissement : une fois acquises, les relations ne seront plus jamais vraiment remises en question. La nomination en 1986 de Frank Shakespeare, puis celle, en 1989, de Thomas Melady au poste d'ambassadeur près le Saint-Siège, suscitent encore moins de réactions défavorables que celle de William Wilson en 1984. Melady rapporte que la commission des Affaires étrangères du Sénat ne formula aucune objection quant à la constitutionnalité de la décision. Seuls deux groupes demandèrent à prendre la parole pour s'opposer à la nomination d'un ambassadeur, comparé à huit en 1984 ! Melady souligne également avoir reçu des lettres de soutien de dirigeants juifs et protestants et qu'aucune action en justice ne fut entreprise pour bloquer sa nomination<sup>1</sup>.

S'il était besoin d'un témoignage supplémentaire du fait que les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège sont définitivement entrées dans les mœurs, l'absence de réaction à la présence, pour la première fois, d'un président en exercice aux funérailles d'un pape, le 8 avril 2005, en est un. Le président américain était en outre accompagné de ses deux prédécesseurs, Bill Clinton et son père, George H.W. Bush. D'autre part, les Etats-Unis multiplièrent les signes de deuil, mettant les drapeaux en berne sur les bâtiments fédéraux, afin de témoigner de la tristesse du peuple américain tout entier. Massimo Franco, vaticaniste au quotidien transalpin *Corriere della serra*, souligne que les images de George W. Bush, Bill Clinton et George H.W. Bush agenouillés devant la dépouille de Jean-Paul II n'ont pas provoqué la réaction viscérale que l'on aurait été en droit d'attendre quelques décennies auparavant<sup>2</sup>.

Après avoir procédé à une analyse du rapprochement qui s'est opéré entre les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980, un premier bilan s'impose. La période que nous venons d'étudier est indéniablement caractérisée par une proximité nouvelle entre Rome et Washington. Que ce soit par leur fréquence, leur cordialité ou le nombre de thématiques abordées, force est de constater que les consultations entre les deux capitales ont connu une croissance presque exponentielle. D'autre part, ces contacts se sont produits à tous les

---

<sup>1</sup> Melady, *The Ambassador's Story*, p. 54.

<sup>2</sup> Massimo Franco, *Imperi Paralleli: due secoli di alleanza e conflitto 1788-2005* (Milano: Mondadori, 2005), p. 198.

niveaux, atteignant souvent les échelons les plus élevés de la hiérarchie romaine et du gouvernement américain. Les responsables américains ont ainsi pu jouir d'un accès presque inégalé aux plus hautes instances de la Curie romaine, et ce avant même que des relations officielles n'aient été établies.

La fréquence importante de ces contacts a d'ailleurs conduit certains à conclure à l'existence d'un partenariat, d'une collaboration explicite entre Rome et Washington, au vu notamment de ce qui était perçu comme un parallélisme d'opinion entre Ronald Reagan et Jean-Paul II. Une analyse plus poussée des faits tend à infirmer cette lecture de la relation. Le pape et le président américain partageaient certes une aversion profonde pour le système communiste ; mais plus encore que le communisme en soi, c'était la division de l'Europe qu'il avait engendrée que déplorait le souverain pontife. En 1980, il avait déclaré les saints slaves Cyril et Méthode et le saint occidental Benoît, co-patrons de l'Europe, signe de son désir ardent de voir le continent réunifié. D'autre part, de nombreux éléments tangibles semblent indiquer que le pape n'avait pas anticipé une chute aussi soudaine des régimes marxistes, et que son action n'était pas destinée tant à provoquer cet effondrement qu'à obtenir des gouvernements d'Europe de l'Est un véritable respect des libertés, et plus particulièrement de la liberté de culte, si chère à son cœur.

L'existence d'un dialogue renforcé a certes conduit à des échanges très importants, notamment sur la question de la Pologne, où l'on a pu constater dans les premiers mois de la loi martiale décrétée par le général Jaruzelski une véritable convergence d'intérêts, mais l'ampleur de cette convergence semble tout de même avoir été très largement exagérée. Comme le note Martin Van Heuven du département d'Etat, cette perception exagérée n'a pas été l'apanage des médias et de commentateurs extérieurs au gouvernement, puisqu'il constate qu'il existait « [...] une tendance à Washington à penser que le Vatican [était] toujours de [leur] côté ».

Pour autant, certains épisodes vont révéler que l'Administration Reagan ne pouvait en aucun cas compter sur le soutien inconditionnel du Saint-Siège. Ce dernier avait à cœur de jouer un rôle actif sur la scène internationale, voire d'assurer une médiation entre les deux grandes puissances dans le cadre de leurs initiatives bien laborieuses de désarmement, et se devait donc de respecter une neutralité la plus stricte possible. L'Eglise catholique se veut, comme son nom l'indique, universelle et détachée des conflits entre Etats. D'autre part, les sollicitations répétées de Washington afin d'obtenir un soutien étaient la conséquence d'une lecture erronée de la politique vaticane : tout à son obsession anticommuniste, l'équipe Reagan avait tendance à envisager l'action du Vatican uniquement sous cet angle. Or, le

Saint-Siège n'était pas un acteur politique préoccupé exclusivement des effets de la guerre froide et en tant qu'Eglise avait pour mission la défense des intérêts de ses fidèles, même quand cela allait à l'encontre des desiderata américains. D'autre part, le Saint-Siège avait une lecture bien différente des conflits qui agitaient la planète. S'il redoutait les effets éventuels de la théologie de la libération sur la situation politique en Amérique centrale, les conflits qui ébranlaient cette zone du globe étaient avant toute chose, au-delà des considérations idéologiques, la conséquence de l'inégalité et de l'injustice sociale qui caractérisaient ces sociétés, et du fossé béant entre pays du Nord et du Sud (fossé que les responsables catholiques n'eurent de cesse d'exhorter Reagan à combler).

L'incompréhension qui régnait aux Etats-Unis quant aux positions de Jean-Paul II était également la conséquence d'une vision par trop politique de l'action du pontife et d'une tendance à transposer au Vatican les typologies d'habitude employées pour décrire la vie politique américaine. Pour certains à Washington, le pape était avant tout un conservateur, connu pour son intransigeance quant à toute dissidence doctrinale au sein de l'Eglise, son opposition au mariage des prêtres et à l'ordination des femmes, son combat contre l'avortement et l'euthanasie et son anticommuniste farouche. Ce Jean-Paul II «conservateur» était souvent considéré comme proche des positions du Parti républicain. Mais c'était oublier le Jean-Paul II fervent défenseur de l'annulation de la dette du Tiers-Monde et des droits de l'homme, chantre de la primauté du travail sur le capital, protecteur des droits des immigrés, et promoteur d'un renforcement du pouvoir des Nations unies, dont les positions évoquaient plutôt l'aile la plus radicale du Parti démocrate.

C'est cette complexité, inhérente à la position du pape en tant que chef de l'Eglise catholique et en tant que fils de la Pologne, que l'Administration Reagan semble avoir eu du mal à percevoir. C'est sans doute également là l'origine des déconvenues qu'elle a subies.

Mais c'est également là un des facteurs qui explique que les Etats-Unis ont parfois pu profiter de certaines prises de positions du Saint-Siège, indépendamment de leurs propres initiatives. A cet égard, les nombreuses condamnations prononcées à l'encontre de la théologie de la libération et de ses tenants se sont révélées utiles pour délégitimer des gouvernements comme celui de Daniel Ortega au Nicaragua, qui comptait parmi ses soutiens de nombreux ecclésiastiques. C'est aussi la conscience assez aiguë qu'avait Jean-Paul II des réalités géopolitiques, fruit de son expérience polonaise, qui va conduire ce dernier à ne pas condamner publiquement l'Initiative de défense stratégique, quelles que soient les réserves qu'il ait pu avoir à son encontre.

Il ne semble pas que les relations renforcées et le lobbying auxquels se livrèrent les différents membres de l'Administration Reagan aient été déterminants dans les orientations prises par Rome. Nous avons vu à quel point l'Administration, après avoir pensé pouvoir compter sur un appui sans faille de Rome, redoubla d'effort pour convaincre le pontife quand elle s'aperçut que ce soutien ne serait en rien systématique. Pourtant, rien ne fut décidé sur la question des relations diplomatiques avec Israël au cours de la présidence de Ronald Reagan par exemple, et ce en dépit des ressources considérables déployées par la mission américaine près le Saint-Siège. D'autre part, les demandes faites aux évêques américains de modérer le ton de leur lettre pastorale semblent avoir été avant tout le fruit d'un débat interne à l'Eglise.

En tout état de cause, il apparaît que ce sont surtout les Etats-Unis qui ont tiré profit de ces relations renforcées. Le Vatican a pour sa part souvent dû se contenter d'une écoute polie dès que les sujets portés à la connaissance du gouvernement américain ne constituaient pas des priorités pour ce dernier, qu'il s'agisse de l'aide aux pays en développement ou de la crise libanaise. L'Administration Reagan pour sa part, si elle put compter sur des prises de parole de l'Eglise catholique pour renforcer ses positions dans certaines régions du globe, put en plus bénéficier de l'image d'une apparente proximité avec le pape, ce dont ne pouvait se prévaloir ses homologues soviétiques (en l'absence notamment de relations diplomatiques entre Moscou et le Saint-Siège). Qu'il pose aux côtés du pape ou du nonce apostolique Pio Laghi, ou qu'il invoque la figure de Jean-Paul II dans ses discours, Ronald Reagan a donné l'impression qu'il agissait de concert avec Rome, conférant ainsi une plus grande légitimité à certaines politiques contestées aux Etats-Unis ou à l'étranger. En outre, dans le cadre du réalignement électoral en train de s'opérer à l'échelle nationale avec la dispersion progressive de la coalition du *New Deal*, il apparaissait comme indispensable de s'afficher aux côtés des hauts responsables d'une confession qui rassemblait près de 25% de la population américaine.

Ceci constitue également le signe d'une évolution majeure dans la société américaine : pendant des décennies, les Administrations successives avaient cherché à éviter tout contact avec le Vatican de peur de s'attirer l'opprobre des organisations protestantes. A mesure que le Saint-Siège acquérait un rôle de poids sur la scène internationale, les gouvernements, et ce à partir de celui de Franklin Roosevelt, furent écartelés entre le désir d'une part, de voir s'établir des contacts plus fréquents et officiels avec une institution qui pouvait s'avérer être un partenaire non négligeable et, d'autre part, le souhait d'éviter une réaction négative au sein de la communauté protestante. Ceci les a conduits à recourir au subterfuge qui consistait à nommer un « représentant personnel », évitant ainsi de devoir obtenir l'approbation de sénateurs peu enclins à risquer leur siège pour une mesure présentant un intérêt discutable.

Ronald Reagan fut ainsi le premier président pour qui les relations avec le Vatican se révélèrent bénéfiques, et ce à double titre. Il profita non seulement de contacts rapprochés parfois utiles pour étayer sa politique étrangère, mais ceux-ci, bien loin d'être perçus comme un handicap sur le plan électoral, purent également être instrumentalisés afin de courtiser l'électorat catholique, et au-delà, renforcer la perception du Président comme celle d'un homme dont les politiques étaient avant tout guidées par des considérations morales.

Quant à l'établissement de relations diplomatiques, il semble surtout avoir constitué un aboutissement logique, le point culminant d'un long processus entamé dès la naissance de la république américaine. Les Etats-Unis, devenus une superpuissance politique, économique et militaire, et le Saint-Siège, référence spirituelle et morale incontournable, étaient amenés à se rapprocher inéluctablement. Encore fallait-il que certains obstacles soient levés. Les évolutions consacrées par le concile Vatican II, notamment sur la question de la liberté religieuse et des relations entre l'Eglise et l'Etat, ainsi que les mutations de la société américaine à l'égard du catholicisme, ouvrirent la voie à l'établissement de relations diplomatiques officielles le 10 janvier 1984. Aboutissement logique donc, et non pas symbole de l'« alliance » qui aurait uni les Etats-Unis et le Saint-Siège dans les années 1980. Les archives révèlent avec suffisamment de clarté le rôle absolument central joué par William Wilson dans le rétablissement de relations diplomatiques, et le fait que l'initiative n'émanait pas à l'origine de Reagan, même si son ami californien a su le convaincre et si sa personnalité et sa popularité auprès d'une certaine catégorie de protestants ont facilité l'acceptation de cette décision. Les relations telles qu'elles existaient depuis 1981 permettaient déjà aux Etats-Unis de jouir d'un accès aussi bon que celui qu'ils auraient eu avec un ambassadeur dûment accrédité. Il s'agissait donc avant tout pour Wilson de renforcer son propre statut, ainsi que de corriger une anomalie diplomatique et de se montrer enfin réceptif aux attentes du Saint-Siège.

La période qui s'ouvre le 20 janvier 1989 avec l'investiture de George Bush à la magistrature suprême<sup>3</sup>, va être caractérisée par des évolutions, mais également par une

---

<sup>3</sup> Nouvelle équipe à Washington, mais également nouvelle équipe à Rome en charge de la diplomatie, puisqu'en 1988, Angelo Sodano a succédé à Mgr Silvestrini à la tête du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise. En 1990, il prend la tête de la secrétairerie d'Etat en lieu et place de Mgr Casaroli. Mgr Jean-Louis Tauran lui succède à la tête du Conseil pour les relations avec les Etats, qui a remplacé le Conseil pour les affaires publiques. Pour le politologue Théodore Koutroubas, ce changement aurait signalé une nouvelle approche de la diplomatie pontificale. Après les « petits pas » de Mgr Casaroli, Jean-Paul II aurait voulu reprendre la diplomatie en main et lui insuffler une dimension plus « agressive », car l'ère postcommunisme qui s'ouvrirait s'annonçait peu conforme à ses attentes (Théodore Koutroubas, « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », Thèse de doctorat en sciences politiques, Université catholique de Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2005, p. 377).

certaine continuité dans les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Si l'avènement d'un nouveau président à Washington n'est pas sans conséquence sur la nature des relations avec Rome, ce sont les bouleversements géopolitiques qui auront la plus grande incidence. En juin 1989, Solidarnosc remporte les élections législatives en Pologne. En septembre 1989, la Hongrie ouvre ses frontières, permettant aux Allemands de l'Est de gagner l'Ouest ; puis c'est la chute du mur de Berlin, en novembre. Le 26 décembre 1991, l'Union soviétique, l'ancien « ennemi juré », est officiellement dissoute.

En Amérique centrale, le Nicaragua prend le chemin de la démocratie : en 1989, des accords sont signés, qui mettent un terme à la guerre civile, et prévoient la tenue d'élections présidentielles en février 1990. Ces dernières seront remportées par Violetta Chamorro, candidate d'une coalition d'opposition soutenue par les Etats-Unis. Quant au Salvador, des accords de paix y sont signés en janvier 1992. La fin des années 1980 et le début des années 1990 voient également la fin de la dictature de Pinochet au Chili et l'arrivée au pouvoir, par des procédés démocratiques, du chrétien démocrate Patricio Aylwin, qui avait la faveur de Rome et de Washington. Rassérénés par ces évolutions, les Etats-Unis se désengagent peu à peu de la région. Autre évolution majeure : en 1993, Israël et le Saint-Siège annoncent l'établissement, tant attendu, de relations diplomatiques.

Toutes ces zones du globe, qui avaient fait l'objet d'un dialogue régulier au cours de la présidence de Ronald Reagan, cessent alors brutalement d'être des sources communes de préoccupation. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles on constate, sous la présidence de George H.W. Bush, une certaine distanciation dans les rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège. Si l'on ne revient pas à des relations aussi lointaines qu'elles avaient pu l'être avant l'échange d'ambassadeurs, les acteurs de l'époque semblent indiquer que les contacts ne sont pas aussi étroits que du temps de Reagan<sup>4</sup>. Pour George Weigel, le fait que le secrétaire d'Etat de George H.W. Bush, James Baker, ne mentionne pas une seule fois Jean-Paul II dans ses mémoires est une bonne illustration de cet état de fait et démontre que l'Administration Bush avait une conception bien différente du rôle du Saint-Siège sur la scène internationale. Selon Weigel, cette distance lui aurait d'ailleurs été préjudiciable, notamment dans le cadre de la guerre du Golfe où, comme nous allons le voir, elle a essuyé de nombreuses critiques émanant du Vatican<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 447; Weigel, *Witness to Hope*, p. 622.

<sup>5</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 622. Les responsables catholiques déploraient notamment le fait que Baker n'ait jamais fait escale à Rome pendant la crise du Golfe, alors qu'il se rendait fréquemment au Moyen-Orient et dans le Golfe persique.

Dès le début des années 1990 ainsi, les Etats-Unis n'auraient plus vu grand intérêt à cultiver des relations étroites avec le Vatican, car la menace communiste n'était plus, ou était en voie de disparition. D'autre part, Jean-Paul II agace par ses dénonciations répétées de ce qu'il considère être les dérives de l'Occident, notamment son matérialisme exacerbé, qui conduisent selon lui à une perte de respect pour la vie sous toutes ses formes. Pour l'ancien directeur adjoint de l'*Osservatore Romano* Gian Franco Svidercoschi, « au cours des dix premières années de son pontificat, Jean-Paul II avait été considéré comme un anticommuniste viscéral, tandis que désormais il était présenté comme un anticapitaliste, voire un sympathisant communiste<sup>6</sup> », ce qui défie une fois de plus les catégories politiques américaines. Par conséquent, Washington va adopter à l'égard du pape un ton empreint d'une politesse respectueuse, mais n'accordera qu'une attention limitée à ce partenaire devenu désormais mineur.

Pour Théodore Koutroubas, auteur d'une thèse sur la politique moyen-orientale du Saint-Siège, le Saint-Siège lui aussi cherche à mettre de la distance avec son allié de jadis. Débarrassé de son ennemi, l'Union soviétique, il n'a plus besoin du partenariat étroit développé au cours des années 1980 avec l'Administration Reagan. En outre, la majorité des fidèles catholiques vit désormais dans les pays du Sud, qui n'ont pas toujours des rapports apaisés avec les Etats-Unis. Le Vatican ne veut pas être perçu comme le bras religieux de Washington<sup>7</sup>. D'autre part, le pape se désole de la propagation insidieuse des valeurs matérialistes partout dans le monde, et nulle part autant que dans son propre pays. En 1991, c'est un Jean-Paul II en colère qui effectue un quatrième pèlerinage en Pologne, où il dénonce avec une certaine amertume l'empressement de ses compatriotes à épouser les valeurs véhiculées par les Etats-Unis<sup>8</sup>.

L'action du pape pour tenter d'empêcher l'offensive contre l'Irak révèle également les limites de son influence sur la scène internationale que Koutroubas, reprenant les catégories établies par le politologue Joseph Nye, qualifie de *soft power*, c'est-à-dire cette capacité à obtenir un changement de comportement sur la base de l'exemple et de la persuasion, et non du recours à la force<sup>9</sup>. Si de nombreux observateurs de la politique internationale ont prêté un rôle fondamental au *soft power* exercé par Jean-Paul II dans les changements intervenus à la

---

<sup>6</sup> Dziwisz, *Une vie avec Karol*, p. 205.

<sup>7</sup> Koutroubas, « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », p. 349.

<sup>8</sup> Bernstein et Politi, *His Holiness*, p. 387.

<sup>9</sup> Koutroubas, « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », p. 354.



fin des années 1980<sup>10</sup>, il semble que ce dernier se soit avéré largement impuissant à empêcher les conflits qui vont marquer les débuts du « Nouvel ordre mondial ». Alors qu'à la fin des années 1980, on jugeait le Saint-Siège au sommet de son influence, les années 1990 vont montrer les limites de son action. Koutroubas note ainsi que les Etats-Unis n'avertissent pas le Vatican du déclenchement de l'offensive contre Bagdad en février 1991, « en contraste évident avec les pratiques des années Reagan<sup>11</sup> » et que le Vatican « fut certainement surpris par la rapidité avec laquelle son ancien allié principal dans la lutte contre l'empire soviétique a révisé son appréciation de l'importance internationale du Saint-Siège dès le premier jour de la guerre inauguratrice du “nouvel ordre” international<sup>12</sup> ». Pour Koutroubas, ce « non geste » est éminemment symbolique de l'attitude nouvelle de Washington à l'égard de Rome et de la fin de l'« alliance » qui a caractérisée les relations entre les deux entités au cours des années 1980.

Nous ne pouvons nous empêcher de penser que ce constat repose encore une fois sur un postulat erroné et relève d'une tendance à schématiser les relations qui existaient du temps de Reagan, pour n'en retenir que les points d'accord. A la lumière de notre étude, il semble que cette nouvelle étape des relations soit conforme à ce qu'elles ont toujours été. Nous avons constaté que l'Administration Reagan avait certes été en contact étroit avec Rome sur des questions telles que la Pologne, le Président téléphonant et écrivant au pape dès l'annonce de l'imposition de l'état d'urgence. La conduite de Washington n'avait en cela rien d'étonnant : quoi de plus naturel en effet que de témoigner son soutien en ces heures difficiles au plus célèbre des Polonais, surtout dans la mesure où les deux hommes souhaitaient la même issue à la crise ? Cependant, nous savons également que Reagan n'a pas toujours été aussi prompt à communiquer avec le Saint-Siège quand il s'est agi d'appels à prendre des mesures n'allant pas nécessairement dans le sens voulu par Washington. On peut rappeler à cet égard la lettre de Jean-Paul à Reagan et Brejnev les exhortant à consentir de véritables efforts dans les négociations de Genève, et à laquelle le président américain mettra deux mois à répondre. On peut également rappeler l'appel téléphonique désespéré de Jean-Paul II au sujet du Liban,

---

<sup>10</sup> Au premier rang desquels Gorbatchev qui a déclaré que « tout ce qui s'est passé en Europe de l'Est n'aurait pas été possible sans la présence de ce pape » (Dziwisz, *Une vie avec Karol*, p. 214).

<sup>11</sup> Selon Gian Franco Svidercoschi, ce fut un journaliste qui téléphona dans la nuit à Mgr Tauran pour l'avertir du déclenchement des hostilités. Pourtant, le diplomate s'était entretenu avec l'ambassadeur américain la veille et ce dernier ne lui en avait rien dit (Dziwisz, *Une vie avec Karol*, p. 224).

<sup>12</sup> Koutroubas, « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », p. 382. En outre, Koutroubas rapporte que le Saint-Siège ne fut pas non plus averti par Washington de la fin des hostilités le 28 février 1991, alors qu'à l'époque de Reagan et de leur alliance anticomuniste, « un appel de Washington aurait été la plus naturelle des choses ». Koutroubas, « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », p. 400).

resté sans réponse. Souvenons-nous également des appels émanant de Rome dès la fin 1983 pour une levée définitive des sanctions contre la Pologne, alors que ces dernières ne seront levées définitivement qu'en 1987....

Dans la mesure où le Vatican était perçu comme un allié potentiel, il était sollicité et son opinion se voyait accorder une certaine importance. On peut sans doute parler d'un allié de circonstance, or les circonstances des années 1990 ne se prêtent pas à une collaboration étroite. De son côté pourtant, le Vatican ne peut renoncer à toute collaboration avec les Etats-Unis, quoi qu'il puisse penser de ses valeurs. Bien au contraire, un partenariat apparaît d'autant plus indispensable aux causes qu'il défend dans les années 1990, notamment celle de la réduction, voire de l'annulation, de la dette du Tiers-Monde.

Toujours est-il que l'unique mandat de George H.W. Bush va bien être marqué par des différends assez prononcés dans plusieurs domaines. Le 20 décembre 1989, le gouvernement américain donne le coup d'envoi de l'opération « Juste cause ». Les troupes américaines envahissent le Panama afin d'arrêter son dirigeant, Manuel Noriega, mis en cause dans des affaires de trafic de stupéfiants. Le 24 décembre, après plusieurs jours de cavale, Noriega trouve refuge à la nonciature apostolique de Panama City. Les Etats-Unis exigent du Vatican qu'il leur soit livré immédiatement. Le nonce apostolique, Mgr Sebastián Laboa, refuse de s'exécuter. En acceptant d'accorder un refuge temporaire à Manuel Noriega, le Vatican satisfait à l'une de ses traditions séculaires. D'autre part, le nonce affirme agir afin de protéger la vie du dictateur, permettre la tenue d'un procès équitable et éviter que le pays ne sombre un peu plus encore dans le chaos. L'Administration Bush applique une pression considérable sur la nonciature pour qu'elle lui livre l'ancien homme fort du Panama. Le Vatican, excédé par l'attitude américaine, va tenir des propos extrêmement durs à l'égard des Etats-Unis. Joaquin Navarro-Valls, porte-parole de Jean-Paul II, déclarera ainsi qu'« une force d'occupation ne peut s'immiscer dans le travail d'une mission diplomatique ou exiger qu'une personne qui y a cherché asile lui soit remise<sup>13</sup> ».

L'attitude du Saint-Siège est incompréhensible pour les Etats-Unis. Pourtant, en refusant de livrer Noriega, il agit conformément à des intérêts qui lui sont chers. En plus de sa tradition d'asile, il est également sensible au fait que de très nombreux responsables catholiques de la région déplorent l'invasion américaine. De plus, selon l'historien Gerald Fogarty, le Vatican, officiellement neutre et préoccupé de questions humanitaires, aurait

---

<sup>13</sup> "Vatican Sees 'US Occupation' of Panama: Troops Fire on Nicaraguan Embassy", *Boston Globe*, December 30, 1989, p. 1.

perdu de sa crédibilité s'il livrait Noriega, d'autant plus qu'il avait abrité son opposant, Guillermo Endara, quelques mois auparavant<sup>14</sup>.

Cet épisode, anecdotique quoique révélateur d'une mauvaise compréhension relativement fréquente entre Washington et Rome, n'est rien si on le compare aux tensions occasionnées par la guerre du Golfe. L'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein, le 2 août 1990, déclenche une réaction du monde occidental qui, sous la houlette des États-Unis, prépare une riposte militaire pour libérer le petit État. Or, Jean-Paul II va condamner sans équivoque le recours à la force comme réponse à l'agression irakienne. Selon George Weigel, les hauts responsables catholiques reprochent à Washington de ne pas avoir exploré toutes les voies permettant une résolution pacifique du conflit<sup>15</sup>. Le pape redoute également que l'offensive de l'Occident (même si la coalition compte plusieurs pays arabes), associé à la chrétienté dans les esprits au Moyen-Orient, n'entraîne des conséquences néfastes pour les chrétiens dans la région et, au-delà, sur le dialogue interreligieux si cher à son cœur.

Le 26 août, dès les premières rumeurs d'une riposte armée, le pape exhorte les parties prenantes à s'abstenir de toute violence et rappelle que d'autres problèmes d'illégalité affectent cette région, notamment au Liban et en Terre sainte, qui ne doivent pas être oubliés du fait de la crise actuelle<sup>16</sup>. Le règlement des conflits qui affectent le Moyen-Orient doit être envisagé dans un contexte global, faute de quoi on risque une radicalisation, la rue arabe s'indignant que des efforts considérables soient consentis pour libérer un petit État producteur de pétrole, alors que rien n'est fait pour régler la question des occupations israéliennes et libanaises.

D'autre part, le pape va contester les affirmations américaines selon lesquelles l'offensive contre l'Irak constituerait une guerre juste. Pendant l'automne, tandis que la coalition regroupe ses forces dans la région, le pape lance de nombreux appels à une résolution pacifique. Lors de son message de Noël *urbi et orbi*, à la ville et au monde, il

---

<sup>14</sup> Peter Steinfels, "Sanctuary: Experts Doubt Vatican Will Yield Noriega to US", *New York Times*, December 27, 1989, p. A15. Le Saint-Siège va chercher à apaiser les tensions avec Washington, et donner tort ceux qui parlent d'incident diplomatique. Le Vatican n'a en outre aucun intérêt à ce que Noriega reste trop longtemps et le nonce Mgr Sebastián Laboa va faire tout ce qui est en son pouvoir pour le convaincre de quitter la nonciature, ce que Noriega fera le 4 janvier 1990, pour être immédiatement transporté aux États-Unis.

<sup>15</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 622. Le recours à la guerre apparaît comme de plus en plus injustifiable aux yeux de Rome, aucune guerre ne semblant plus satisfaisante à ses yeux aux critères de la guerre juste évoqués *supra*. Tout juste Jean-Paul II reconnaîtra-t-il, voire encouragera-t-il un droit à l'ingérence humanitaire, notamment dans le cadre du conflit en ex-Yougoslavie.

<sup>16</sup> Jean-Paul II, Angélus, 26 août 1990, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/angelus/1990/documents/hf\\_jp-ii\\_ang\\_19900826\\_it.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/angelus/1990/documents/hf_jp-ii_ang_19900826_it.html) (consulté le 22 février 2010).

qualifie la guerre d'« aventure sans retour<sup>17</sup> ». Lors de son discours du 12 janvier 1991 au corps diplomatique, il s'exprime sans détours :

[...] conscients des risques — je dirai même de la tragique aventure — que représenterait une guerre dans le Golfe, les vrais amis de la paix savent que l'heure est plus que jamais au dialogue, à la négociation, à la prééminence de la loi internationale. Oui, la paix est encore possible ; la guerre serait le déclin de l'humanité tout entière<sup>18</sup>.

A la veille du déclenchement des frappes aériennes de la coalition, le 15 janvier 1991, il lance un appel de dernière minute à George Bush et Saddam Hussein. Au président américain, il répète sa ferme conviction que la guerre n'apportera pas de solution aux problèmes internationaux et qu'elle aura sans doute des conséquences tragiques<sup>19</sup>. George Bush répond au souverain pontife qu'il souhaite la mise en place d'un nouvel ordre mondial au Moyen-Orient, ce qui ne convainc en rien le pape, qui juge que la guerre entraînera surtout un plus grand désordre dans la région. Quant à Saddam Hussein, sa réponse est transmise au pape par l'ambassadeur soviétique près le Vatican, car les voies de communication avec Bagdad ont été coupées. Ce dernier tiendra d'ailleurs Jean-Paul II régulièrement informé de l'initiative de paix défendue par Mikhaïl Gorbatchev avant le lancement de l'offensive terrestre<sup>20</sup>.

Divers organes proches du Vatican se montreront également très critiques à l'égard de la coalition. Dans un éditorial, *l'Osservatore Romano* qualifie de « primaire » la décision américaine de lancer une offensive terrestre après le mois de raids aériens, et apporte son soutien à l'initiative de paix soviétique<sup>21</sup>. Quant à la revue jésuite *Civiltà Cattolica*, dont chaque page est lue et approuvée par le secrétaire d'Etat, aucune critique n'y est épargnée aux Américains. Par un éditorial, elle rappelle qu'« [...] il existe toujours des mécanismes pacifiques pour le règlement des conflits, tant qu'on a la patience et la volonté de les utiliser. Dire que la guerre est un dernier [ressort], c'est souvent en fait une manière de justifier sa volonté de faire la guerre.... La plupart du temps, la "cause juste" sert de prétexte juridique et

---

<sup>17</sup> Messaggio di Giovanni Paolo II Urbi et Orbi Natale 1990, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/messages/urbi/documents/hf\\_jp-ii\\_mes\\_19901225\\_urbi\\_it.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/messages/urbi/documents/hf_jp-ii_mes_19901225_urbi_it.html) (consulté le 17 janvier 2009). Présenté ainsi dans l'original.

<sup>18</sup> Discours du Saint Père Jean-Paul II aux membres du corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège à l'occasion de l'échange traditionnel des vœux de Nouvel An, 12 janvier 1991, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/1991/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_19910112\\_corpo-diplomatico\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/1991/january/documents/hf_jp-ii_spe_19910112_corpo-diplomatico_fr.html) (consulté le 17 janvier 2009).

<sup>19</sup> Weigel, *Witness to Hope*, p. 620.

<sup>20</sup> David Willey, *God's Politician. Pope John Paul II, the Catholic Church and the New World Order* (New York: St Martin's Press, 1992), p. 96. L'initiative soviétique fera d'ailleurs l'objet de consultations étroites entre Rome et Moscou et le Vatican la défendra avec ardeur, témoin d'une nouvelle « alliance sainte » ? Koutroubas, p. 384.

<sup>21</sup> Willey, *God's Politician*, p. 94.

moral à une guerre menée pour des raisons bien différentes de celles avancées officiellement<sup>22</sup> ».

Pourtant, malgré d'innombrables prises de position, plusieurs observateurs catholiques et certains responsables du Vatican eux-mêmes ont eu l'impression que la parole du pape n'a pas été relayée dans les médias. Le prêtre pacifiste Jean Toulat en a tiré un ouvrage au titre évocateur, *Le pape contre la guerre : Jean-Paul II censuré*, dans lequel il cherche à expliquer ce phénomène<sup>23</sup>. Il estime que tout à leurs efforts pour convaincre l'opinion de la légitimité de l'intervention et préparer les esprits à la guerre, les médias ne se firent pas l'écho des déclarations d'un pape dont les condamnations dissonantes détonnaient dans le concert militariste de l'époque. La réponse de George Bush aux propos du pape, pourtant sans équivoque, l'exhortant à « ne pas prendre de décisions irréversibles qui entraîneraient des souffrances pour des milliers de familles, parmi vos concitoyens et de nombreuses populations au Moyen-Orient », est assez illustrative de cette attitude<sup>24</sup>. Le président américain réagit comme si l'appel de Jean-Paul II ne s'appliquait qu'à Saddam Hussein. Il répond ainsi :

Je vous suis reconnaissant d'avoir usé de votre autorité morale pour appeler une fois encore le président Saddam Hussein à choisir la paix plutôt que la guerre. Je prie pour qu'il tienne compte de cet appel. Soyez assuré, Sainteté, que la communauté mondiale se tient prête à répondre si l'Irak démontre sa volonté de se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Il conclut sa lettre en indiquant que les paroles du pontife l'ont touché profondément<sup>25</sup>.

La guerre du Golfe va donc être le révélateur des limites de l'influence du Vatican sur la scène internationale. On a en somme l'impression que l'Occident, à l'instar des Etats-Unis, écoute et amplifie les prises de position du pape quand ces dernières vont dans un sens semblable au sien, et cherche à les minimiser, voire à les étouffer quand ce n'est pas le cas. L'isolement du pape n'est pas sans rappeler celui de l'un de ses prédécesseurs, Benoît XV, et

---

<sup>22</sup> Kwitny, *Man of the Century*, p. 618.

<sup>23</sup> Jean Toulat, *Le pape contre la guerre du Golfe : Jean-Paul II censuré* (Paris : OEIL, 1991).

<sup>24</sup> Les Etats-Unis ont cherché à convaincre le Saint-Siège du bien fondé d'une intervention militaire. Le département d'Etat avait confié à l'ambassadeur américain Thomas Melady une liste d'arguments justifiant la position américaine. De plus, Melady informe le Vatican du mécontentement des Etats-Unis quant aux articles parus dans *l'Osservatore Romano* et *Civiltà Cattolica*. Une fois le conflit terminé, le président Bush rend visite à Jean-Paul II le 8 novembre 1991, déclarant vouloir rendre hommage « à la plus haute autorité morale ». Il s'agit surtout pour l'Administration de contrer l'impression que les relations s'étaient considérablement détériorées. Par ses déclarations à Rome, le Président tentera de véhiculer l'idée qu'une alliance forte existe toujours avec le Saint-Siège (Kwitny, *Man of the Century*, p. 620). En dépit de cela, le pape continuera à prier publiquement pour que soit levé l'embargo contre l'Irak, ainsi que celui imposé à un autre « ennemi juré » des Etats-Unis, la Libye, et ce au grand dam de Washington. Melady rapporte d'ailleurs à cet égard qu'il s'était vu charger de sensibiliser le Vatican au problème du terrorisme d'Etat, notamment celui pratiqué par la Libye, et de faire pression sur Rome pour que cesse tout contact avec Tripoli. Il se verra répondre que bien que le Vatican n'approuve pas la politique pratiquée par la Libye, il n'en souhaite pas moins maintenir le contact dans l'espoir qu'elle soit modifiée (Melady, *The Ambassador's Story*, p. 38).

<sup>25</sup> Toulat, *Le pape contre la guerre du Golfe*, p. 130.

ses tentatives infructueuses pour obtenir une issue rapide à la Première Guerre mondiale, tentatives ayant suscité la méfiance, quand ce n'était pas l'hostilité, des belligérants.

Si Rome et Washington ne sont pas au diapason sur la question de l'intervention militaire en Irak, il n'y aura pas plus d'harmonie sur la question de l'aide aux pays en développement. Thomas Melady rapporte qu'il avait reçu pour instruction du secrétaire d'Etat James Baker en 1989 d' « influencer le Saint-Siège pour qu'il mette l'accent sur des programmes tels que l'adoption de politiques de marché dans les pays du Tiers-Monde et le développement d'un environnement plus propice aux investissements, aux affaires et au commerce ». Il se voit également recommander de conseiller au Saint-Siège de « moins insister sur sa position quant à la nécessaire distribution des ressources et l'obligation des pays riches d'aider les pays pauvres<sup>26</sup> » !

Les relations avec l'Administration Clinton ne seront pas non plus dépourvues de tensions et de signes d'incompréhension réciproques. Dans un article paru en 1996, l'ambassadeur Raymond Flynn, nommé en 1993 pour représenter les Etats-Unis auprès du Saint-Siège, affirme que les trois rencontres que Clinton a eues avec Jean-Paul II en l'espace de deux ans, fréquence inégalée dans l'histoire des relations, ont permis de renforcer un peu plus la relation bilatérale<sup>27</sup>. Pour autant, la quantité ne sera pas dans ce cas précis synonyme de qualité, car les relations ne seront pas idylliques, loin s'en faut. Si le Saint-Siège est favorable à une intervention internationale au Kosovo en 1999 pour faire cesser les violences à l'encontre des civils kosovars, le pape va s'opposer publiquement au bombardement par l'OTAN de la Serbie en mars 1999. L'intervention, qui débute le 24 mars 1999 après plusieurs mois de négociations, si elle est motivée par le souci de défendre les droits de l'homme, est accueillie selon la spécialiste du Vatican Christine de Montclos avec la plus grande réserve. Elle donne lieu à une offensive diplomatique qu'elle qualifie de sans précédent, le pape demandant le 25 mars « que les armes se taisent et que reprenne le dialogue et que l'on arrive, avec la contribution de tous, à une paix juste et durable<sup>28</sup> ».

Pourtant, c'est sur un aspect non pas de politique étrangère, mais de politique de la population, qu'un différend non négligeable va se produire. Alors que Reagan et Jean-Paul II avaient collaboré lors de la conférence de Mexico City sur les questions de population, les préparatifs de la conférence du Caire de 1994 vont mettre en évidence le gouffre abyssal qui

---

<sup>26</sup> Melady, *The Ambassador's Story*, p. 39.

<sup>27</sup> Raymond Flynn, "Letter from the Vatican: Common Objectives for Peace", *SAIS Review* 16.2 (1996), p. 150.

<sup>28</sup> Christine de Montclos, "Les Balkans vus du Vatican : les crises de Bosnie et du Kosovo", *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* 29 (janvier-juin 2000), <http://www.ceris-sciencespo.com/publica/cemoti/textes29/montclos.pdf> (consulté le 17 janvier 2010).

sépare Bill Clinton et Jean-Paul II sur ces questions. Le Vatican va publiquement reprocher aux Etats-Unis de vouloir imposer l'avortement comme instrument de contrôle des naissances, et à travers cela, le mode de pensée occidental, qu'il juge individualiste et matérialiste. Six jours avant l'ouverture de la conférence, après des mois d'un dialogue de sourds entre Washington et le Vatican, le porte-parole de Jean-Paul II, Joaquin Navarro-Valls, accuse directement les Etats-Unis d'être à l'origine de telles initiatives<sup>29</sup>. La Maison-Blanche aura beau revendiquer une confluence d'intérêts avec Rome sur les questions ayant trait à la santé des femmes, des enfants et le rôle central de la famille, les Etats-Unis et le Vatican ne se livreront pas moins un véritable bras de fer pendant la conférence<sup>30</sup>.

Le retour du Parti républicain aux affaires en 2001 porte à la Maison-Blanche un homme, George W. Bush, qui défend nombre des valeurs prônées par le Saint-Siège et les évêques américains, notamment le « droit à la vie », ce qui se manifeste entre autres par une opposition à l'avortement, à l'euthanasie, la recherche sur les cellules souches et le clonage<sup>31</sup>. Le vaticaniste de l'hebdomadaire *National Catholic Reporter*, John Allen, emploie le terme de « lune de miel » pour caractériser les rapports entre Washington et Rome au cours des premiers mois de l'Administration Bush. Le Vatican se félicite notamment de la décision de Washington de rétablir la politique de Mexico City, abrogée du temps de Clinton, et de restreindre la recherche sur les cellules souches. Lors des deux visites du Président au pape au cours de la première année de son mandat, Jean-Paul II réserve à George Bush un accueil très chaleureux<sup>32</sup>.

Dès la campagne électorale de 2000, George Bush avait cherché à se présenter comme proche du pape et de ses positions afin de séduire l'électorat catholique et rééditer l'exploit de Reagan dans les urnes, défendant le statut d'observateur du Saint-Siège aux Nations unies (remis en cause par certaines organisations féministes) et reprenant une expression chère à Jean-Paul II, celle de « culture de la vie<sup>33</sup> ». En 2004, le président Bush cherchera à nouveau à souligner la convergence entre son gouvernement et le Saint-Siège, se rendant à Rome le 4 juin 2004, au cours d'une campagne où il comptait beaucoup sur l'appui des Eglises pour sa

---

<sup>29</sup> Alan Cowell, "Vatican Says Gore is Misrepresenting Population Talks", *New York Times*, September 1, 1994, p. A1.

<sup>30</sup> Alan Cowell, "Does This Mean Abortion? Vatican and US Battle Over Document for Population Talks", *New York Times*, August 11, 1994, p A10.

<sup>31</sup> Les évêques américains concentrent de plus en plus leur attention sur les questions d'éthique ; la lutte contre l'avortement est devenue leur cheval de bataille numéro 1, au point d'en être presque une de ces *single issues* dont les républicains ont fait leur marque fabrique. Ceci est la conséquence en grande partie des nominations épiscopales effectuées par Jean-Paul II.

<sup>32</sup> John Allen, *All the Pope's Men* (New York: Doubleday, 2004), p. 315.

<sup>33</sup> Alison Mitchell, "Bush Sides with Vatican on Its Status at the UN", *New York Times*, May 27, 2000, p. A10.

réélection, et ne pouvait se permettre de négliger les 63 millions de catholiques américains, d'autant qu'il y avait de grandes chances que son adversaire soit lui-même catholique<sup>34</sup>.

Pour autant, lors de leur entrevue, si le pape se félicite de la défense par le président américain des valeurs morales, il lui rappelle sa position « sans équivoque » sur l'Irak<sup>35</sup>. Après les attentats du 11 septembre 2001, il avait reconnu le droit des Etats-Unis à se défendre, dans la tradition de la guerre juste. Mais la tolérance de Rome a des limites, et celles-ci sont atteintes au sujet de l'Irak. L'alarme est déclenchée quand le Vatican prend connaissance d'une nouvelle *National Security Strategy*, en septembre 2002, qui présente des arguments légitimant la guerre préventive contre les Etats voyous<sup>36</sup>. Le pape est convaincu de l'immoralité d'une guerre préventive, qui ne satisfait en rien aux critères de la guerre juste et qui ne saurait d'ailleurs être envisageable sans l'aval des Nations unies. D'autre part, Rome reproche à Washington de ne pas donner toutes ses chances aux négociations et au processus d'inspection en Irak.

John Allen souligne que les responsables de l'Administration Bush furent totalement pris au dépourvu quand le Vatican se mit à faire valoir très publiquement son opposition à la guerre fin 2002. Beaucoup d'entre eux comptaient sur un soutien au moins implicite, eu égard à l'acceptation par le Vatican des opérations en Afghanistan et à l'existence de positions communes sur de nombreux sujets. En outre, la perception d'une alliance entre les Etats-Unis et le Vatican sous Reagan n'est pas étrangère à ce sentiment de déconvenue. Nombre étaient ceux qui pensaient qu'avec les républicains de retour à la Maison-Blanche, les rapports entre le Vatican et Washington seraient semblables à ce qu'ils avaient été (ou plutôt, devrions-nous dire, à ce qu'on pensait qu'ils avaient été) dans les années 1980<sup>37</sup>.

Si le pape ne mentionne pas nommément l'Irak avant janvier 2003, les hauts responsables de la Curie s'élèvent contre l'éventualité d'une guerre dès août 2002. Ce même mois, le directeur de Radio Vatican déplore à l'antenne que plutôt que d'essayer d'envoyer des inspecteurs en Irak, les Etats-Unis semblent surtout déterminés à lancer une guerre<sup>38</sup>. Diarmuid Martin, secrétaire du Conseil pontifical Justice et Paix, rappelle quant à lui l'un des principes clés du Saint-Siège quant à la résolution des conflits, principe déjà avancé au moment de la guerre froide, à savoir qu'une campagne contre le terrorisme, si elle veut être

---

<sup>34</sup> Bush pourra compter sur le soutien indirect de plusieurs évêques américains, qui iront jusqu'à refuser la communion à John Kerry du fait du soutien de ce dernier à l'avortement. Certains évêques déclareront également que voter pour Kerry constitue un péché.

<sup>35</sup> David Kirkpatrick, "Bush Sought Vatican Official's Help on Issues, Report Says", *New York Times*, June 13, 2004, p. I. 38.

<sup>36</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 141.

<sup>37</sup> Allen, *All the Pope's Men*, pp. 314-315.

<sup>38</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 318.



victorieuse, doit avant tout se concentrer sur le développement et la justice sociale<sup>39</sup>. En septembre 2002, Mgr Tauran déclare en référence à la guerre qui s'annonce qu'« il est évident que l'on ne peut combattre le mal par le mal. On est certainement en droit de se demander si le type d'opération actuellement envisagé constitue le meilleur moyen de permettre l'avènement d'une paix authentique ». Il proclame également que toute action contre l'Irak doit s'inscrire dans le cadre des Nations unies<sup>40</sup>. Le 13 janvier 2003, à l'occasion de son discours au corps diplomatique, le pape fait une première mention directe de son opposition à une guerre contre l'Irak, déclarant :

*NON À LA GUERRE !* Elle n'est jamais une fatalité. Elle est toujours une défaite de l'humanité. Le droit international, le dialogue loyal, la solidarité entre États, l'exercice si noble de la diplomatie, sont les moyens dignes de l'homme et des nations pour résoudre leurs différends. [...] Et que dire des menaces d'une guerre qui pourrait s'abattre sur les populations d'Irak, terre des prophètes, populations déjà exténuées par plus de douze années d'embargo ? La guerre n'est jamais un moyen comme un autre que l'on peut choisir d'utiliser pour régler des différends entre nations. Comme le rappellent la Charte de l'Organisation des Nations unies et le Droit international, on ne peut s'y résoudre, même s'il s'agit d'assurer le bien commun, qu'à la dernière extrémité et selon des conditions très strictes, sans négliger les conséquences pour les populations civiles durant et après les opérations. [...] *Il est donc possible de changer le cours des événements* dès lors que prévalent la bonne volonté, la confiance en l'autre, la mise en œuvre des engagements pris et la coopération entre partenaires responsables<sup>41</sup>.

Le 5 mars 2003, premier jour de carême, le pape lance un appel aux catholiques du monde entier à jeûner pour la paix. Le 18, alors que George Bush a lancé un dernier ultimatum à Saddam Hussein, Navarro-Valls déclare que « quiconque décide que tous les moyens pacifiques que le droit international a mis à notre disposition ont été épuisés prend une grave responsabilité devant Dieu, sa conscience et l'histoire<sup>42</sup> ».

En outre, le pape va multiplier les rencontres et les missions dans la région pour essayer d'arrêter la spirale infernale qui semble conduire inexorablement à l'affrontement. Il s'entretient avec Kofi Annan le 18 février, et dépêche Mgr Roger Etchegaray à Bagdad le 15 février. De son côté, le vice-premier ministre iraquien, le chrétien Tarek Aziz, se rend au Saint-Siège le 14 février, où il est reçu par le pape ainsi que par le secrétaire d'Etat, Mgr Sodano, et le secrétaire pour les Relations avec les Etats, Mgr Tauran. La déclaration du Vatican après l'entrevue ne pouvait être du goût de l'Administration Bush, car il déclare : « La rencontre a été l'occasion d'un vaste échange de vues sur les dangers bien connus d'une intervention en Irak, qui ajouterait des sources supplémentaires de souffrance à des

---

<sup>39</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 319.

<sup>40</sup> Daniel Williams, "Vatican Joins Call for US to Get UN Support on Iraq", *Chicago Tribune*, September 12, 2002, p. 4.

<sup>41</sup> « Discours du pape Jean-Paul II pour les vœux au corps diplomatique », 13 janvier 2003, [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/speeches/2003/january/documents/hf\\_jp-ii\\_spe\\_20030113\\_diplomatic-corps\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/2003/january/documents/hf_jp-ii_spe_20030113_diplomatic-corps_fr.html) (consulté le 22 février 2010). Souligné dans l'original.

<sup>42</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 357.

populations déjà éprouvées par de longues années d'embargo<sup>43</sup> ». Aziz va évidemment se prévaloir de cette rencontre pour tenter de légitimer la position iraquienne. Il déclare ainsi que « [l]e Président et le peuple irakien apprécient la position claire du Saint-Siège quant au rejet de la logique de guerre et ses déclarations sans détour quant à l'immoralité de la guerre. Et à son illégalité, pourrais-je même ajouter<sup>44</sup> ».

Le 5 mars 2003, quinze jours avant le déclenchement de l'intervention américaine, Jean-Paul II dépêche Pio Laghi, l'ancien nonce apostolique, à Washington. Laghi est un proche de la famille Bush. Cette amitié est née du temps où il était voisin de George Bush père, quand ce dernier, alors vice-président, habitait en face de la nonciature, à l'Observatoire naval, sur *Massachusetts Avenue*. Pour autant, la rencontre s'annonce peu productive. La veille, la conseillère en charge des questions de sécurité, Condoleeza Rice, avait reçu quatre cardinaux américains venus lui rendre visite pour lui lancer un appel à la recherche d'une issue pacifique. Elle leur avait demandé avec une irritation mal dissimulée : « Mais que vient faire le cardinal Laghi<sup>45</sup> ? »

Le cardinal est d'abord reçu par Rice, qui fait montre à son égard d'une certaine froideur. Si l'entrevue avec le président américain est moins tendue, elle n'en est pas plus fructueuse. Laghi fait valoir que la guerre constituerait une défaite pour l'humanité. Il aborde la question du conflit israélo-palestinien, dont il ne faut pas détourner l'attention par un conflit en Irak. Il ajoute que la guerre risque également de rompre les ponts entre l'Occident chrétien et le monde musulman. Signe de l'incompréhension totale qui existe à ce moment entre Rome et Washington, vers la fin de l'entrevue, le président américain revendique l'harmonie totale qui existe entre les positions de son gouvernement et celles du Saint-Siège sur la défense de la vie et l'opposition au clonage. Laghi, interloqué, lui aurait répondu : « Mais je suis venu ici pour parler de l'Irak, pas de cela<sup>46</sup> ».

Les Etats-Unis s'efforcent de contrer les condamnations du pape et des responsables catholiques au sujet de la moralité d'une intervention américaine en Irak, d'autant que le pape fait figure de symbole pour les opposants à la guerre. Interrogé par des journalistes le 30 janvier 2003, Mgr Tauran dément les rumeurs selon lesquelles l'ambassade américaine serait en train d'exercer une pression considérable sur le Saint-Siège, même s'il convient qu'ils « présentent leurs arguments avec persévérance<sup>47</sup> ». Washington est tout particulièrement

---

<sup>43</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 341.

<sup>44</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 342.

<sup>45</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 148.

<sup>46</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, pp. 153-156.

<sup>47</sup> Allen, *All the President's Men*, p. 332.

irrité de l'attitude impartiale que le Vatican semble adopter à l'égard des deux possibles belligérants. Selon Massimo Franco, « pour le Saint-Siège, ils étaient sur le même plan. Il ne devait pas se dégager de préférence pour les Américains<sup>48</sup> ». Les Etats-Unis laisseront parfois poindre une certaine exaspération, quand par exemple Condoleeza Rice fait part à l'hebdomadaire italien *Panorama* de son incompréhension face à la position adoptée par le Saint-Siège. Après que le pape eut appelé au jeûne au début du carême, James Nicholson déplore à la télévision italienne, que « malheureusement on n'entend pas autant le Saint-Siège au sujet des crimes contre l'humanité perpétrés par Saddam Hussein. Nous ne l'avons pas non plus entendu après la mission en Irak du cardinal Roger Etchegaray<sup>49</sup> ».

En dépit de tout cela, le Vatican va sembler plus favorable à Bush qu'à son adversaire démocrate John Kerry lors de la campagne présidentielle de 2004. Le cardinal Tarcisio Bertone, archevêque de Gênes (qui succèdera à Angelo Sodano en septembre 2006 au poste de secrétaire d'Etat) fait part publiquement de ses réserves à l'égard de Kerry. En outre, lors de la conférence de presse suivant l'audience accordée par Jean-Paul II à George Bush en juin 2004, le porte-parole Joaquin Navarro-Valls tient des propos très chaleureux au sujet du président américain. Il remercie Washington pour le financement apporté aux agences humanitaires américaines en Afrique, ainsi que pour son action en faveur de la vie et de la famille<sup>50</sup>. Pour Franco, George Bush constituait aux yeux du Saint-Siège un « moindre mal » par rapport au catholique Kerry, dont les positions sur l'avortement et la recherche sur les cellules souches embarrassaient le Saint-Siège. Il voyait une plus grande convergence avec le président méthodiste qu'avec un candidat démocrate qui, bien que catholique, incarnait à certains égards ce que l'Amérique avait de pire à offrir.

Le contraste entre l'opposition du Saint-Siège à la guerre en Irak et le fait qu'il ait été plutôt favorable à George Bush en 2004 peut sembler, une fois de plus, déroutant. Pourtant, encore une fois, le Saint-Siège n'a rien fait sinon que d'agir conformément à ses intérêts et à ses valeurs. En plus de son engagement pour la paix, il avait à cœur de protéger les minorités chrétiennes, et craignait que la guerre, avec ses allures de croisade menée par l'Occident, ne rejaillisse négativement sur les chrétiens de la région, conduisant à terme à la disparition des populations chrétiennes des terres de la Bible<sup>51</sup>. Le pape ne s'en félicitait pas moins de l'attitude de l'Administration sur les questions d'éthique individuelle.

---

<sup>48</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 143.

<sup>49</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 146.

<sup>50</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 193.

<sup>51</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 166-167.

John Allen remarque que pour les catholiques conservateurs américains, les tensions qui ont marqué les relations entre les Etats-Unis et le Vatican au moment de la guerre en Irak ne constituent que des turbulences temporaires dans ce qui demeure avant tout une alliance naturelle. Il avance pour sa part une autre lecture des événements. Pour lui, l'alliance temporaire occasionnée par la guerre froide constitue une anomalie dans des relations qui ont toujours été caractérisées par la méfiance du Vatican à l'égard des Etats-Unis. Il estime que dans un monde sans guerre froide, le Vatican est retourné à sa traditionnelle défiance à l'égard de Washington<sup>52</sup>.

Le travail que nous venons de présenter peut nous permettre de contester l'existence même d'une « alliance » durant la guerre froide. Truman et Pie XII ont entrepris des actions convergentes pour défaire le communisme, mais cela n'empêchait pas ce dernier d'être extrêmement réticent face à l'hégémonie américaine et d'avoir souhaité un rapprochement avec l'Union soviétique lors des dernières années de son pontificat. De même, l'alliance supposée entre Reagan et Jean-Paul II a été plus qu'exagérée, comme nous avons tenté de le démontrer. A travers leur histoire, les Etats-Unis et le Saint-Siège auront donc pu collaborer quand ils percevaient des objectifs concordants, mais la plupart du temps, le Saint-Siège aura poursuivi ses propres objectifs en tant qu'organe exécutif de l'Eglise catholique romaine, objectifs parfois aux antipodes de ceux poursuivis par les Etats-Unis. Cela ne signifie pas pour autant, selon Allen, que les relations soient vouées à être placées sous le signe d'une crise permanente : le Vatican sait que s'il compte exercer une quelconque influence sur la scène internationale, il doit travailler de concert avec les Etats-Unis. Quant à ces derniers, ils ne cesseront sans doute pas de solliciter le soutien du Vatican à leurs politiques, dans la mesure où celui-ci est parfois perçu comme garant de leur légitimité morale<sup>53</sup>.

Pour revenir sur un point abordé plus haut, on est en droit de se demander dans quelle mesure l'interventionnisme du Saint-Siège sur la scène internationale ne constitue pas avant tout une forme de « nuisance » aux yeux des Etats-Unis, car le Vatican, en agissant de la sorte, se rend coupable d'« ingérence » dans un domaine dans lequel il n'a ni autorité, ni compétences. Pour Massimo Franco, « il subsiste toujours à Washington, ainsi que dans la mentalité anglo-saxonne, une tendance à ne considérer le Saint-Siège en tant qu'acteur géopolitique que de manière intermittente, c'est-à-dire quand son influence et son action sont alignées sur les objectifs prioritaires américains. Washington a toujours éprouvé des

---

<sup>52</sup> Allen, *All the President's Men*, p. 315.

<sup>53</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 316.

difficultés et une certaine lassitude chaque fois que le Vatican s'est opposé, en tant qu'acteur de la politique internationale, aux Etats-Unis<sup>54</sup> ».

Dès les années 1960, lors de la guerre du Vietnam, l'Administration Johnson avait été excédée par les tentatives de médiation de Paul VI, qu'elle jugeait maladroites et inopportunes. Dans le même esprit, les Etats-Unis déplorèrent le fait que le Saint-Siège maintienne envers et contre tout des relations avec des Etats voyous comme la Libye ou l'Irak au plus fort des tensions qui opposaient ces derniers à Washington. De même, ils voient en la décision du Saint-Siège de dépêcher un représentant en Irak en février 2003 le signe d'une certaine naïveté. Le compte rendu envoyé au Vatican par les quatre cardinaux américains suite à leur entrevue de mars 2003 avec Condoleeza Rice rendait manifeste selon Massimo Franco « l'irritation et le dépit américain face à la manière dont le Vatican s'immisçait dans une affaire déjà décidée sur les plans politique et militaire, suscitant ainsi un embarras et une incompréhension durables<sup>55</sup> ».

De son côté, le Vatican n'est pas à l'aise à l'idée d'un monde unipolaire, ce qui est sans doute une des raisons pour lesquelles il défend l'ONU avec tant de vigueur. S'il préfère certes que ce soit Washington et non Beijing ou Moscou qui en soit à la tête, les valeurs véhiculées par les Etats-Unis, ainsi que ce que certains au Saint-Siège considèrent comme la richesse excessive, le consumérisme et le narcissisme de ce pays, constituent un modèle dont beaucoup se méfient à Rome. Cette vision des Etats-Unis, parfois à la limite de la caricature, est très répandue au sein de la Curie si l'on en croit les évêques américains<sup>56</sup>. Pour Franco, plusieurs décennies de relations étroites n'ont pas permis de surmonter ces préjugés réciproques, avec d'un côté une Eglise catholique qui considère les Etats-Unis au travers d'une sorte de miroir déformant, et des Etats-Unis pour lesquels le Saint-Siège est une présence insignifiante et parfois quelque peu envahissante sur le plan stratégique<sup>57</sup>.

Dans ce contexte, l'élection de Benoît XVI en avril 2005 fut accueillie plutôt favorablement par l'Administration Bush, dans la mesure où cette dernière s'attendait à ce que le nouveau pape concentre son attention sur l'Europe et sur les questions d'éthique, ainsi que sur une redynamisation de la foi catholique, laissant de côté la politique étrangère. Elle espérait donc trouver en lui d'un côté le successeur de Jean-Paul II en ce qui concerne l'alliance sur les questions de morales, et de l'autre le fossoyeur de l'interventionnisme politique et géostratégique du pape polonais.

---

<sup>54</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 210.

<sup>55</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 149.

<sup>56</sup> Allen, *All the Pope's Men*, p. 377.

<sup>57</sup> Franco, *Imperi Paralleli*, p. 210.

Il est encore bien trop tôt pour avancer une première lecture des rapports entre les Etats-Unis et le Saint-Siège sous la présidence de Barack Obama. Tout juste peut-on relever quelques événements marquants. Il semble d'ores et déjà que la position du Président sur l'avortement ait provoqué quelques remous. Certains membres de l'épiscopat américain se sont opposés publiquement à sa venue sur le campus de l'université catholique Notre-Dame, où il avait été invité à prononcer le discours de remise de diplôme et recevoir un doctorat *honoris causa*. D'autre part, le Président a été critiqué par le Saint-Siège (dans un éditorial de l'*Osservatore Romano* et par la voix du président du Conseil pontifical pour la famille) pour sa décision du 23 janvier 2009 de rétablir la politique de Mexico City.

Obama a néanmoins été reçu très chaleureusement en audience par Benoît XVI le 10 juillet 2009<sup>58</sup>, et dans un éditorial du 8 mai 2009, l'*Osservatore Romano* avait jugé positifs les cent premiers jours de sa présidence, se félicitant notamment du fait que le Président ait « bouleversé le monde » et donné des « signes encourageant en faveur de la maternité<sup>59</sup> ». Le pape aurait également apprécié le discours du Caire, dans lequel le Président a appelé à un nouveau départ entre musulmans et Américains. En outre, le Président a déclaré qu'il aura besoin de l'aide du pontife pour promouvoir la paix au Moyen-Orient ainsi que la lutte contre la pauvreté, autant de thématiques chères au Saint-Siège depuis de nombreuses décennies. Si les divergences sur les questions d'éthiques semblent être au cœur de la relation entre Rome et Washington, il reste à voir quelle sera la réaction du Saint-Siège face aux orientations de la politique étrangère de l'Administration Obama.

---

<sup>58</sup> Jeff Israely, "The Vatican Slams Obama over Abortion", *Time*, January 26, 2009, <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1873904,00.html> (consulté le 18 janvier 2010).

<sup>59</sup> Sandro Magister, « Ange ou démon ? Au Vatican, Obama est l'un et l'autre », 8 mai 2009, <http://chiesa.espresso.repubblica.it/articolo/1338321?fr=y> (consulté le 19 janvier 2010).

# Sources primaires

## A. Archives présidentielles

### 1. Bibliothèque Ronald Reagan (Simi Valley, Californie)

---

#### White House Staff and Office Files

- Bell, Mariam (box OA 17962)  
Folder: Vatican
- Blackwell, Morton (box OA 12450)  
Folder: Catholic Strategy (3 of 3)
- Clark, William (box 9)  
Folder: Vatican; Establishing Diplomatic Relations
- Cobb, Tyrus (box OA 90901)  
Folder: The Vatican 1985 (1-2)  
Folder: Vatican 1986 (1-2)
- Dobriansky, Paula (box OA 90892)  
Folder: June-August 1983, Poland Memos 1981-1983  
Folder: May 1-12, 1983, Poland Memos 1981-1983  
Folder: January 1984, Poland Memos 1984-1985  
Folder: August 1984, Poland Memos 1984-1985
- Ledsky, Nelson (box OA 92082)  
Folder: Vatican City, the Holy See 1987-88 Memos Letters Cables Intel Press Bios [1]
- Lynch, Edward (box OA 11515)  
Folder: "Persecution of Christians" (1 of 3)
- Reilly, Robert (box OA 12420)  
Folder: Vatican-US Diplomatic Relations
- Sommer, Peter (box OA 90587)  
Folders: The Vatican 1983-1984 (1-10)
- Tillman, Jacqueline (box OA 90501)  
Folder: Nicaragua Church,
- Waller, David (box OA 12691)  
Folder: Vatican Lawsuit [1]  
Folder: Vatican Lawsuit [2]
- Whittlesey, Faith (box 10F)  
Folder: Catholics
- National Security Council (NSC): Executive Secretariat, PA: Head of State File (box 41)  
Folder: The Vatican: Pope John Paul II (81003101-8106715)  
Folder: The Vatican: Pope John Paul II (8490136-8490538)  
Folder: The Vatican: Pope John Paul II (8107378-8200051)  
Folder: the Vatican: Pope John Paul II (8200555-8204184)  
Folder: The Vatican Pope John Paul II (8490136-8490538)  
Folder: The Vatican: Pope John Paul II (8204417)  
Folder: The Vatican Pope John Paul II-Cables [1 of 2]  
Folder: The Vatican: Pope John Paul II-Cables [2 of 2]

## **White House Office of Records Management Subject File (WHORM)**

CO 170 Country Files-The Vatican

ID# 028154

ID#277356

ID#179568

ID# 062639

PR 007-02 Presidential Telephone Calls

ID# 187115

RM 031 Religious Matters-Catholic

ID#121164

ID#149319

## **Discours du président Reagan**

<http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/publicpapers.html>

## **2. Bibliothèque Dwight Eisenhower (Abilene, Kansas)**

---

Eisenhower Papers as President International Series (box 54)

Folder: The Vatican

Folder: Vatican Pope John XXIII

Eisenhower: Records as President (White House Central Files): Official File (box 736)

Folder: Catholic Matters

Folder: Representative or Ambassador to Vatican

Office of the Staff Secretary Records: International Series (box 18)

Folder: Vatican [Jan 1958-Nov 1959]

## **3. Bibliothèque John F. Kennedy (Boston, Massachusetts)**

---

National Security Files-Countries (box 191).

Folder: Vatican General 1/20/61-12/31/61

Folder: Vatican General, February-November 1962

Folder: Vatican General, January 1<sup>st</sup>, April 30, 1963

Folder: Vatican General, May 1<sup>st</sup>-15<sup>th</sup>, 1963

Folder: Vatican General 5/16/63-5/31/63

Folder: Vatican General June 16-28, 1963

White House Central Subject Files (box 74)

Folder: CO 130, Vatican City General

## **4. Bibliothèque Lyndon Johnson (Austin, Texas)**

---

White House Central File

Folder: Ex CO 310 Vatican City (box 76)

## **5. Bibliothèque Richard Nixon (National Archives, College Park, Maryland)**

---

National Security Council files, Country Files-Europe, Volume 1 (box 732)

Folder: Vatican-to May 1970 1 of 1, box 732

National Security Council files, Country Files-Europe, Volume II (box 732)



Folders: Vatican June 1970-31 December 1971 (1-3)  
Folders: Vatican 1972-1974 (1-3)  
National Security Council Files Presidential Correspondence 1969-1974 (box 765)  
Folder: Vatican-Pope Correspondence Jan 70-Jan 74

## **6. Bibliothèque Gerald Ford (Ann Arbor, Michigan)**

---

White House Central Files, Subject Files (box 14)  
Folder: FQ 1-2/C0161-CO 169  
National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada (box 22)  
Folder: Vatican  
National Security Adviser, Presidential Country Files for Europe and Canada (box 8)  
Folder: Holy See-State Department Telegrams from SECSTATE-EXDIS

## **7. Bibliothèque Jimmy Carter (Atlanta, Georgie)**

---

National Security Archives Files, VIP Visit File (box 14)  
Folder: Vatican, Pope John Paul II, 10/1-7/79: Briefing Book  
Zbigniew Brzezinski Collection (box 32)  
Folder: Msgs.– SCC 261: 1/28/80

## **B. Archives d'agences gouvernementales**

### **1. Département d'Etat**

---

#### **a. National Archives (College Park, Maryland)**

#### **General Records of the State Department, Record Group 59**

##### **Central Files**

Agency for International Development, Bureau for Far East, Vietnam Division (ca. 1961-ca. 1972), Records of Negotiations about Vietnam 1965-1969  
Folder: Vatican (Papal) Initiatives 1966-1967 (Exdis)

Bureau of European Affairs, Country Director for Italy, Austria, and Switzerland  
Records Relating to Italy 1943-1968

Folder: Vatican Relations with US from 1940 to 1956  
Folder: Old Vatican Secret Documents 1951-1957  
Folder: Italy the Vatican (General) 1960-1961  
Folder: Italy Pope's Death and Succession  
Folder: Vatican Foreign Relations with United States 1958

Records Relating to Italy 1946-1972

Folder: Pol Vatican US 1969  
Folder: Political Affairs US Vatican 1961-1963  
Folder: Vatican Middle East 1967-1969

White House Correspondence Files, Records of Secretary of State Dean Rusk  
Folder: White House Correspondence 1/1966 12/1966

## **LOT Files**

Central Foreign Policy Files, 1963  
Folder: Pol Vat  
Central Foreign Policy Files, 1964-1966  
Folder: Pol 15-1 1/1/1966 VAT  
Folder: Pol 7  
Central Foreign Policy Files, 1967-1969  
Folder: Pol 15 Vatican 1/1/1967  
Subject Numeric Files 1970-1973  
Folder: Vat 1/1/1970  
Folder: Pol 15-1 1/1/1970

## **b. FOIA Electronic Reading Room (<http://www.state.gov/m/a/ips/c22798.htm>)**

Argentina Declassification Project (1975-1984)  
El Salvador Churchwomen Documents  
El Salvador Collection  
State Chile Declassification Project Tranche I (1973-1978)  
State Chile Declassification Project Tranche II (1968-1972)  
State Chile Declassification Project Tranche III (1979-1991)

Central Foreign Policy Files, created, 7/1/1973 - 12/31/1975, documenting the period 7/1/1973 - 12/31/1975

## **c. FOIA Request (Case ID: 02 NOV 2007 200702696)**

Cable, George Shultz to Embassy Vatican, "Vice President's Meeting with Pope-Briefing Memo", February 14, 1984.  
Cable, Kenneth Dam to American Embassy Bonn, "US Catholic Bishops' Pastoral Letter Condemning Use of Nuclear Weapons", October 8, 1982.

## **2. Archives de la CIA (Washington DC)**

---

### **a. Central Information Agency, FOIA request**

Draft Research Manuscript, "Soviet Religious Propaganda: Apparatus and Operations", February 1987.

### **b. Central Information Agency, FOIA Electronic Reading Room (<http://www.foia.cia.gov/>)**

## **C. Archives personnelles**

### **1. William A. Wilson Papers (Special Collections, Georgetown University Library)**

---

SERIES: 1. Alphabetical Correspondence (Box 1, Folders 1-85; Box 2, Folders 1-33)  
SERIES: 2. Individuals Correspondence (Box 2, Folders 34- )  
SERIES: 4. Telexes (Box 3, Folders 4 - )  
SERIES: 5. Subject Files I: Embassy Files (Box 3, Folders 43 - )  
SERIES: 6. Subject Files II: Miscellaneous (Box 4, Folders 1 - )  
SERIES: 8. Speeches (Box 4, Folders 37 - 44)  
SERIES: 9. Photographs and Muniments (Box 4, Folders 44 - )

SERIES: 10. Clippings and Printed Matter (Box 4, Folders 51 - ; Box 5, Folders 1 - )

**2. William Wilson, manuscrit non publié (confié par Gerald Fogarty)**

---

**D. Entretiens et témoignages de membres du gouvernement américain**

**1. Entretiens**

---

COBB, Tyrus, entretien téléphonique, 27 septembre 2007.

HORNBLOW, Michael, entretien téléphonique, 4 décembre 2006.

MELADY, Thomas Patrick, entretien avec l'auteur, 27 novembre 2006, Washington D.C.

MURPHY, Peter, échange de courrier, 22-23 octobre 2007.

PLANTY, Donald, entretien avec l'auteur, 14 décembre 2006, Washington DC.

**2. Témoignage d'histoire orale (Foreign Affairs Oral History Collection, Special Collections, Georgetown University Library)**

---

MELADY, Thomas P., January 13, 1995.

MURPHY, Peter K., April 4, 1994.

RABB, Maxwell R., August 2, 1989.

**E. Sources primaires émanant du Saint-Siège et de l'épiscopat américain**

**1. Saint-Siège**

---

**a. Sources primaires (Angélus, allocutions, audiences, discours, encycliques, homélies, messages) :**

JEAN-PAUL II : [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/index_fr.htm)

PAUL VI : [http://www.vatican.va/holy\\_father/paul\\_vi/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/holy_father/paul_vi/index_fr.htm)

JEAN XXIII : [http://www.vatican.va/holy\\_father/john\\_xxiii/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/index_fr.htm)

PIE XII : [http://www.vatican.va/holy\\_father/pius\\_xii/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/holy_father/pius_xii/index_fr.htm)

**b. Entretiens :**

CUPICH, Blase (employé à la nonciature apostolique de Washington du temps de Mgr Pio Laghi), échange de courrier, 27 novembre 2007.

LAGHI, Pio, entretien avec l'auteur, 4 février 2008, Rome.

## **2. National Conference of Catholic Bishops (Washington D.C.)**

---

### **a. Sources primaires :**

**Origins/Catholic News Service** (service documentaire de la conférence épiscopale américaine, qui publie, outre les allocutions du pape, les prises de position, les discours et les lettres pastorales des membres de la NCCB) : 1980-1988

### **Cardinal Joseph Bernardin Papers (Joseph Cardinal Bernardin Archives & Records Center, Chicago, Illinois)**

Box “Cardinal Bernardin War and Peace Papers, Executive Records 1/11/1981 to 12/31/1983, EXEC/N0930/38”

Folder: War and Peace Alphabetical 1983 JKL

Folder: War and Peace Files 1983 MN

Box “Cardinal Joseph Bernardin War and Peace Papers, Executive Records, 1/1/1981 to 12/31/1983, EXEC/N0930/41”

Folder: Correspondence etc in Chronological Order

Folder: Minutes (from Bp O’Connor)

Box “Expert Response to Second Draft”

Folder: P-Z

Box “Peace pastoral “Response between First and Second Draft”

Folder: Between First and Second Draft

Folder: Executive between First and Second Draft

Folder Press between First and Second Draft

Box “Rome Meeting”

Folder: Rome Meeting January 18-19, 1983 Prior to Third Draft

Folder: Rome Meeting II January 18-19

Folder: Rome Meeting III Follow Up

### **b. Entretiens :**

FOGARTY, Gerald P., entretien avec l’auteur, décembre 2006, Charlottesville, Virginie.

QUIGLEY, Thomas, échange de courrier, 16-24 avril 2007

REESE, Thomas, entretien téléphonique, 27 novembre 2006.

SHAW, Russell, échange de courrier, 9-13 mai 2007.

## **F. Revue de presse indicative**

### **1. Presse américaine (1952-2009)**

---

#### **a. Presse généraliste**

Boston Globe

Business Week

Chicago Sun-Times

Christian Science Monitor

Church and State

Los Angeles Times  
Nation (The)  
National Interest (The)  
National Review  
New York Times  
Newsweek  
Time  
US News and World Report  
Wall Street Journal  
Washington Post  
Washington Times

**b. Presse confessionnelle**

America  
Catholicism and Crisis  
Christian Century (The)  
Christianity and Crisis  
Christianity Today  
Commonweal  
First Things  
National Catholic Register  
National Catholic Reporter  
Our Sunday Visitor

**2. Presse européenne (1981-1989)**

---

Civilta Cattolica  
Osservatore Romano (L')  
Tablet (The)

# Bibliographie indicative

## A. L'établissement des relations diplomatiques

### 1. Les relations avant 1984

---

#### *Ouvrages*

BABIS, Daniel G. et Anthony J. MACELLI. *A US Ambassador to the Vatican*. New York: Pageant Press, 1952.

COUSINS, Norman. *The Improbable Triumvirate: John F. Kennedy, Pope John, Nikita Khrushchev*. New York: W.W. Norton & Co Inc, 1984.

FLAMINI, Roland. *Pope, Premier, President: The Cold War Summit that Never Was*. New York: Macmillan Publishing Co., 1980.

FLYNN, George Q. *Roosevelt and Romanism: Catholicism and American Diplomacy, 1937-1945*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1976.

FRANCO, Massimo. *Imperi Paralleli. Vaticano e Stati Uniti: Due Secoli di Alleanza e Conflitto 1788-2005*. Milan: Mondadori, 2005.

NICHOLSON, Jim. *The United States and the Holy See: The Long Road*. Rome: 30 Days Books, 2004.

STOCK, Leo Francis. *Consular Relations between the United States and the Papal States: Instructions and Despatches*. Washington DC: American Catholic Historical Association, 1945.

STOCK, Leo Francis. *United Ministers to the Papal States. Instruction and Despatches, 1848-1868*. Washington DC: Catholic University Press, 1933.

TAYLOR, Myron C. *Wartime Correspondence between President Roosevelt and Pope Pius XII*. New York: The Macmillan Company, 1947.

TITTMANN, Harold H. *Inside the Vatican of Pie XII. The Memoir of an American Diplomat during World War II*. New York: Doubleday, 2004.

#### *Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs*

BALDWIN, Simeon E. "The Mission of Gov. Taft to the Vatican", *The Yale Law Journal* 12 n°1 (November 1902), pp. 1-7.

BARANY, George. "A Note on the Prehistory of American Diplomatic Relations with the Papal States", *Catholic Historical Review* 47 n°4 (January 1962), pp. 508-513.

CARRILLO, Elisa A. "Italy, the Holy See and the United States, 1939-1945", in Peter Kent et James Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age*. Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994, pp. 137-149.

CONWAY, James S. "Myron C. Taylor's Mission to the Vatican, 1940-1950", *Church History* 44, n°1 (March 1975), pp. 85-99.

COPPA, Frank J. "Pope Pius XII and the Cold War: the Post-War Confrontation between Catholicism and Communism" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003, pp. 50-66.

DI NOLFO, Ennio. « Le Vatican, les Etats-Unis et le début de la guerre froide », *Relations Internationales*, n°28 (hiver 1981), pp. 395-412.

DI NOLFO, Ennio. « L'Italie et la crise de Cuba en 1962 », in Maurice Vaisse (dir.), *L'Europe et la crise de Cuba*, Paris : Colin, 1993, pp. 109-122.

DOLAN, Timothy M. "Hence we cheerfully send one who should represent our person: a century of Papal representation in the United States", *US Catholic Historian* 12, n°2 (spring 1994), pp. 1-26.

FARRELL, John T. "Background to the Taft Mission to Rome", *The Catholic Historical Review* 36 n°1 (April 1950), pp. 1-32.

FLYNN, George Q., "Franklin Roosevelt and the Myron Taylor Appointment", *Catholic Historical Review* 58, n°2 (July 1972), pp. 171-194.

FOGARTY, Gerald. "The Vatican and the United States 1939-1984", in Peter Kent et James Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age*, Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994.

FOGARTY, Gerald P. "The United States and the Vatican: From Personal Representative to Ambassador", in *Pro Fide et Iustitia, Festschrift für Agostino Kardinal Casaroli*, Berlin: Duncker & Humblot, 1984, pp. 577-589.

FOGARTY, Gerald P. "The Vatican and the American Church since World War II," in Bernard Cooke (dir.), *The Papacy and the Church in the United States*, New York: Paulist Press, 1989, pp. 119-140.

GILL, George L. "The Truman Administration and Vatican Relations", *Catholic Historical Review* 73 n°3 (July 1987), pp. 408-423.

HASTINGS, Martin. "US-Vatican Relations", *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia* 69-70 n°1-2 (March-June 1958), pp. 20-55.

KENT, Peter C. "The Lonely Cold War of Pope Pius XII" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003, pp. 67-76

KIRBY, Dianne. "Harry Truman's Religious Legacy: the Holy Alliance, Containment and the Cold War" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003, pp. 77-102

KIRBY, Dianne. "Holy War behind the Iron Curtain", paper presented at the 1999 BAAS Conference, Glasgow.

MANUEL, Paul Christopher. "The United States-Vatican Relationship" in Kristin E. Heyer, Mark J. Rozell et Michael A. Genovese (dir.), *Catholics and Politics: The Dynamic Tension Between Faith and Power*, Washington DC: Georgetown University Press, 2008, pp. 201-209.

MARRANO, Howard R. "The Closing of the American Diplomatic Mission to the Vatican and Efforts to Retrieve it, 1868-1870", *Catholic Historical Review* 33, n°4 (January 1947), pp. 432-447.

MEEHAN, Thomas F. "Diplomatic Intercourse with the Pope", *US Catholic Historical Review. Historical Records and Studies* 11 (December 1917), pp. 85-88.

MEEHAN, Thomas F. "Our Diplomatic Relations with the Holy See", *US Catholic Historical Review. Historical Records and Studies* 12 (June 1918), pp. 115-117.

MUGNAINI, Marco. "Le Saint-Siège et la guerre du Vietnam", in Christopher Goscha et Maurice Vaisse (dir.), *La guerre du Vietnam et l'Europe*, Bruxelles: Bruylant, 2003, pp. 403-414.

PALMER DOMENICO, Roy. "America, the Holy See and the War in Vietnam", in Peter Kent et John Pollard (dir.), *Papal Diplomacy in the Modern Age*, New York: Praeger Publishers, 1994, pp. 203-215.

O'BRIEN, F. William. "General Clark's Nomination as Ambassador to the Vatican: American Reaction", *Catholic Historical Review* 44 n°4 (January 1959), pp. 421-439.

POLLARD, John. "The Vatican, Italy and the Cold War" in Dianne Kirby (dir.), *Religion and the Cold War*, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, 2003, pp. 103-117.

SPALDING, Elizabeth, "We Must Put On the Armor of God" in Mark J. Rozell et Whitney Gleaves (dir.), *Religion and the American Presidency*, New York: Palgrave Macmillan, 2007.

STOCK, Leo Francis. "The United States at the Court of Pius IX", *Catholic Historical Review* 3 n°1 (April 1923), pp. 103-122.

STOCK, Leo Francis. "Was the Papal Consulate in the United States Officially Ended?", *Catholic Historical Review* 30, n°2 (July 1944), pp. 165-170.

WISTER, Robert J. "The Establishment of the Apostolic Delegation: The Pastoral and Political Motivation", *US Catholic Historian* 3 (spring-summer 1983), pp. 115-129.

WISTER, Robert J. "The First Apostolic Delegation", *US Catholic Historian* 12 n°2 (spring 1994), pp. 27-45.



## **2. Le processus d'établissement**

---

### ***Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs***

BETTWY, Samuel W. "United States-Vatican Recognition: Background and Issues", *The Catholic Lawyer* 29 (Summer 1985), pp. 225-265.

CORIDEN, James A. "Diplomatic relations between the United States and the Holy See", *Case Western Reserve Journal of International Law* 19 (1987), pp. 361-373.

ESSIG, Andrew et Jennifer MOORE. "US-Holy See Diplomacy: The Establishment of Formal Relations, 1984", *Catholic Historical Review* 95 n°4 (October 2009), pp. 741-764.

GALLIGAN, Michael W. "United States-Vatican Relations: Present Benefits and Future Precautions", *Journal of International Affairs* 38:2 (winter 1985), pp. 337-347.

HEKKER, Maria Louisa. "Constitutional Issues Raised by Diplomatic Relations between the United States and the Holy See", *Hastings Constitutional Law Quarterly* 15 n°101 (1987-1988), pp. 101-124.

## **3. De 1984 à nos jours**

---

### ***Ouvrages***

EZCURRA, Ana Maria. *The Vatican and the Reagan Administration*. New York: Circus Publications, 1986.

FLYNN, Raymond et Robin MOORE, *John Paul II, A Personal Portrait of the Pope and the Man*. New York: St. Martin's Griffin, 2002.

MELADY, Thomas Patrick. *The Ambassador's Story. The United States and the Vatican in World Affairs*. Huntington, Ind.: Our Sunday Visitor Publishing Division, 1994.

O'SULLIVAN, John. *The President, the Pope and the Prime Minister: Three who Changed the World*. Washington D.C.: Regnery Publishing, 2006.

### ***Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs***

FORMICOLA, Jo Renee. "US-Vatican Relations: Towards a Post Cold-War convergence", *Journal of Church and State* 38, n°4 (Autumn 96), pp. 799-816.

MELADY, Thomas P. "New Pope: Any Change in US-Vatican Relations?", *The Ambassadors Review* (fall 2005), pp. 11-22.

MELADY, Thomas Patrick. "US-Vatican Diplomatic Relations: the Past and the Future", *The Ambassadors Review: Council of Ambassadors* (spring 2001), <http://www.americanambassadors.org/index.cfm?fuseaction=Publications.article&articleid=44> (consulté le 25 janvier 2010).

## **B. L'Administration Reagan**

### **1. Ouvrages généraux**

---

BUNCH, William. *Tear Down This Myth: How the Reagan Legacy Has Distorted Our Politics and Haunts Our Future*. New York: The Free Press, 2009.

CANNON, Lou. *President Reagan: The Role of a Lifetime*. New York: Public Affairs, 2000.

DIGGINS, John Patrick. *Ronald Reagan: Fate, Freedom, and the Making of History*. New York: W.W. Norton, 2006.

EDEL, Wilbur. *The Reagan Presidency. An Actor's Finest Performance*. New York: Hippocrene Books, 1992.

HANNAFORD, Peter et Charles D. HOBBS. *Remembering Reagan*. Washington D.C. Regnery Publishing Inc, 1994.

KENGOR, Paul. *The Crusader: Ronald Reagan and the Fall of Communism*. New York: Harper Perennial, 2006.

KENGOR, Paul et Peter Schweitzer. *The Reagan Presidency: Assessing the Man and his Legacy*. Lanham, Md.: Rowman and Littlefield, 2005.

MELANDRI, Pierre. *Reagan, une biographie totale*. Paris : Lafont, 1988.

MORRIS, Edmund. *Dutch: A Memoir of Ronald Reagan*. New York: Random House, 1999.

PEMBERTON, William. *Exit with Honor: The Life and Presidency of Ronald Reagan*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 1998.

REEVES, Richard. *President Reagan: The Triumph of Imagination*. New York: Simon & Schuster, 2005.

SCHALLER, James. *Reckoning with Reagan: America and Its President in the 1980s*. New York: Oxford University Press, 1992.

WILLS, Garry. *Reagan's America. Innocents at Home*. New York: Penguin Books, 2000.

### **2. La politique étrangère américaine dans les années 1980**

---

#### ***Ouvrages***

ANDERSON, Annelise et Martin ANDERSON. *Reagan's Secret War. The Untold Story of His Fight to Save the World from Nuclear Disaster*. New York: Crown Publishers, 2009.

BELL, Coral. *The Reagan Paradox: US Foreign Policy in the 1980s*. New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press, 1989.

CAROTHERS, Thomas. *In the Name of Democracy. US Policy toward Latin America in the Reagan Years*. Berkeley, Cal.: University of California Press, 1991.

GARTHOFF, Raymond. *The Great Transition: American-Soviet Relations and the End of the Cold War*. Washington D.C.: Brookings Institution, 1994.

LAGON, Mark. *The Reagan Doctrine: Sources of American Conduct in the Cold War's Last Chapter*. Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994.

LAHAM, Nicholas. *Crossing the Rubicon: Ronald Reagan and US Policy in the Middle East*. Aldershot, Hampshire: Ashgate Publishing Company, 2004.

LEOGRANDE, William. *Our Own Backyard: The United States in Central America 1977-1992*. Chapel Hill, N.C.: University of North Carolina Press, 1998.

MANN, James. *The Rebellion of Ronald Reagan: A History of the End of the Cold War*. New York: Viking, 2009.

MATLOCK, Jack. *Reagan and Gorbachev: How the Cold War Ended*. New York: Random House, 2004.

MELANDRI Pierre et Serge RICARD (dir.). *Les Etats-Unis et la fin de la guerre froide*. Paris : L'Harmattan, 2005.

PIPES Daniel et Adam GARFINKLE (dir.). *Friendly Tyrants. An American Dilemma*. New York : St Martin's Press, 1991.

POWASKI, Ronald. *Return to Armageddon. The United States and the Nuclear Arms Race 1981-1999*. New York: Oxford University Press, 2000.

SCHWEITZER, Peter. *Reagan's War. The Epic Story of His Forty Year Struggle and Final Triumph over Communism*. New York: Doubleday, 2002.

SCHWEITZER, Peter. *Victory. The Reagan Administration's Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union*. New York: The Atlantic Monthly Press, 1994.

SCOTT, James M. *Deciding to Intervene: The Reagan Doctrine and American Foreign Policy*. Durham, N.C.: Duke University Press, 1996.

TALBOTT, Strobe. *Deadly Gambits*. New York: Alfred A. Knopf, 1984.

WALKER, Thomas (dir.). *Reagan versus the Sandinistas: the Undeclared War on Nicaragua*. Boulder, Col.: Westview Press, 1987.

#### ***Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs***

JOHNSON, Robert H. "Misguided Morality: Ethics and the Reagan Doctrine". *Political Science Quarterly* 103 n°3 (November 1988), pp. 509-529.

PARRY, Robert et Peter KORNBLUB, "Iran-Contras' Untold Story", *Foreign Policy*, Automn 1988, N°72, pp. 3-30

### **3. Ronald Reagan et la religion**

---

BROWN, Mary Beth. *Hand of Providence: The Strong and Quiet Faith of Ronald Reagan*. Nashville, Tenn.: Thomas Nelson Inc, 2005.

KENGOR, Paul. *God and Ronald Reagan: A Spiritual Life*. New York: Regan Books, 2004.

FREILING, Tom. *Reagan's God and Country: A President's Moral Compass: His Beliefs on God, Religious Freedom, the Sanctity of Life, and More*. Ann Arbor, Mich.: Vine Books, 2000.

### **4. Biographies et autobiographies de membres de l'Administration Reagan**

---

GATES, Robert. *From the Shadows*. New York: Simon and Schuster, 1996.

HAIG, Alexander M. *Caveat. Realism, Reagan and Foreign Policy*. New York: Macmillan Publishing Company, 1984.

KENGOR, Paul et Patricia CLARK DOERNER. *The Judge: William P. Clark, Ronald Reagan's Top Hand*. San Francisco: Ignatius Press, 2007.

NOONAN, Peggy. *When Character Was King: a Story of Ronald Reagan*. New York: Penguin, 2002.

REAGAN, Ronald, Kiron SKINNER, Annelise ANDERSON et Martin ANDERSON (dir.), *Reagan, in His Own Hand*. New York: The Free Press, 2001

REAGAN, Ronald (edited by Douglas BRINKLEY). *The Reagan Diaries Unabridged*, Volume I et II. New York: HarperCollins, 2009.

SHULTZ, George. *Turmoil and Triumph: My Years as Secretary of State*. New York: Prentice Hall, 1993.

WALTERS, Vernon A, *The Mighty and the Meek*. London: St Ermin's Press, 2001.

## **C. Le Saint-Siège**

### **1. Ouvrages généraux sur le Saint-Siège et Jean-Paul II**

---

ALLEN, John. *All the Pope's Men: The Inside Story of How the Vatican Really Thinks*. New York: Doubleday, 2004.

BERNSTEIN, Carl et Marco POLITI. *His Holiness: John Paul II and the Hidden History of Our Time*. New York: Doubleday, 1996.

D'ONORIO, Joël-Benoit. *Le pape et le gouvernement de l'Eglise*. Paris : Editions Fleurus-Tardy, 1992.

DZIWIŚZ, Stanislaw avec Gian Franco SVIDERCOSCHI. *Une vie avec Karol*. Paris: Seuil, 2007.

KWITNY, Jonathan. *Man of the Century. The Life and Times of Pope John Paul II*. New York: Henry Holt and Company, 1997.

LECOMTE, Bernard. *Jean-Paul II*. Paris : Gallimard, 2003.

RAIMOND, Jean-Bernard. *Jean-Paul II : un pape au cœur de l'histoire*. Paris: Le Cherche Midi, 2000.

REESE, Thomas. *Inside the Vatican: The Politics and Organization of the Catholic Church*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1998.

SZULC, Tad. *Pope John Paul II. The Biography*. New York: Pocket Books, 1995.

WEIGEL, George. *Witness to Hope: The Biography of Pope John Paul II*. New York: First Cliff Street Books, 2001.

## **2. La diplomatie du Saint-Siège et de Jean-Paul II**

---

### ***Ouvrages***

ARBOIT, Gérald. *Le Saint-Siège et le nouvel ordre au Moyen-Orient*. Paris : L'Harmattan, 1996.

BARBERINI, Giovanni. *Le Saint-Siège, sujet souverain de droit international*. Paris : Cerf, 2003.

CARDINALE, Igino. *Le Saint-Siège et la diplomatie*. Paris : Desclées, 1962.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène et Philippe LEVILLAIN (dir.). *Nations et Saint Siège au 20<sup>e</sup> siècle*. Paris : Fayard, 2003.

CASAROLI, Agostino. *Il martirio della pazienza. La Santa Sede e i paesi comunisti (1963-1989)*. Turin : Einaudi, 2000.

D'ONORIO, Joël-Benoit. *La diplomatie de Jean-Paul II*. Paris : Cerf, 2000.

D'ONORIO, Joël-Benoit (dir.). *Le Saint-Siège dans les relations internationales*. Paris : Cerf-Cujas, 1988.

DUPUY, André. *La diplomatie du Saint-Siège*. Paris : Téqui, 1980.

FELDKAMP, Michael F. *La diplomatie pontificale de Sylvestre Ier à Jean-Paul II*. Paris : Cerf, 2000.

GRAHAM, Robert A. *Vatican Diplomacy: a Study of Church and State on the International Plane*. Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1959.

IRANI, George Emile. *Le Saint-Siège et le conflit du Proche Orient*. Paris : Desclée de Brouwer, 1981.

KENT, Peter C. et John F. POLLARD (dir.). *Papal Diplomacy in the Modern Age*, Westport, Conn.: Praeger Publishers, 1994.

LATOURET, Francis. *La papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*. Paris : L'Harmattan, 1996.

LEBEC, Eric. *Histoire secrète de la diplomatie vaticane*. Paris : Albin Michel, 2007.

LECOMTE, Bernard. *Le pape qui fit chuter Lénine*. Tours : CLD Editions, 2007.

LELONG, Michel. *Jean-Paul II et l'islam*. Paris : François-Xavier de Guibert, 2003.

LEUNG, Beatrice. *Sino-Vatican Relations: Problems in Conflicting Authority 1976-1986*. Cambridge: Cambridge University Press, 1992.

LUXMOORE, Jonathan et Jolanta BABIUCH. *The Vatican and the Red Flag*. Londres: Geoffrey Chapman, 1999.

MERLE, Marcel et Christine de MONTCLOS. *L'Eglise catholique et les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale*. Paris : Editions du Centurion, 1998.

RENOTON-BEINE, Nathalie. *La colombe et les tranchées. Les tentatives de paix de Benoît XV pendant la Grande Guerre*. Paris : Editions du Cerf, 2004.

RICCARDI, Andrea. *Il Vaticano e Mosca (1940-1990)*. Bari: Laterza, 1992.

ROUXEL, Jean-Yves. *Le Saint Siège sur la scène internationale*. Paris : L'Harmattan, 1998.

TOULAT, Jean. *Le pape contre la guerre du Golfe*. Paris: O.E.I.L., 1991.

THOMAS, Gordon et Max MORGAN-WITTS. *Averting Armageddon. The Pope, Diplomacy, and the Pursuit of Peace*. New York: Doubleday, 1984.

THOMAS, Gordon et Max MORGAN-WITTS. *The Year of Armageddon*. London: Granada, 1984.

TRASATTI, Sergio. *Vatican-Kremlin : les secrets d'un face à face*. Paris : Payot, 1995.

WILLEY, David. *God's Politician: Pope John Paul II, the Catholic Church and the New World Order*. New York: Saint Martin's Press, 1992.

#### **Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs**

Appleby, Scott. "Pope John Paul II", *Foreign Policy* n°119 (summer 2000), pp. 12-25.

BECKER, Jean-Jacques, « Le pape et la grande guerre », Paris : Bayard-BNF, 2006.

BOEUF, Jean-Luc. « Le Saint Siège et les relations internationales au 20e siècle », *Cahiers français*, n°273 (octobre-décembre 1995), pp. 62-72.

EVANS, Ernest “The Vatican and Israel”, *World Affairs* 158, n°2 (1995), pp. 88-92.

FERRARI, Lisa, “The Vatican as a Transnational Actor”, in Paul Christopher Manuel, Lawrence C. Reardon et Clyde Wilcox (dir.), *The Catholic Church and the Nation State: Comparative Perspectives*. Washington D.C.: Georgetown University Press, 2006, pp. 33-50.

GIOVAGNOLI, Agostino. “Karol Wojtyla and the End of the Cold War”, in Silvio Pons et Federico Romero (dir.), *Reinterpreting the End of the Cold War; Issues, Interpretations, Periodizations*. Londres, New York: Frank Cass, 2005, pp. 82-90.

HEHIR, J. Bryan. “Papal Foreign Policy”, *Foreign Policy* n°78 (spring 1990), pp. 26-48.

HENNESEY, James J. “Papal Diplomacy and the Contemporary Church”, *Thought* XLVI n°180 (spring 1971), pp. 55-71.

HILAIRE, Yves-Marie, “Un pape entre deux feux”, *Histoire du christianisme* 23 (août 2004), pp. 38-39.

KRAMER, John M. “The Vatican’s Ostpolitik”, *The Review of Politics* 42, n°3 (July 1980), pp. 283-308.

LAUDY, Mark. “The Vatican Mediation in the Beagle Channel Dispute: Crisis Intervention and Forum Building” in Melanie C. Greenburg, John H. Barton et Margaret E. McGuinness (dir.), *Words over War*, Lanham, Md.: Rowman and Littlefield Publishers, 2000, pp. 293-320.

RENOTON-BEINE, Nathalie, « La diplomatie vaticane au chevet de la paix », *Histoire du christianisme* 23 (août 2004), pp. 40-48.

ROUXEL, Jean-Yves. « Le Vatican et les pays d’Europe centrale. De l’Ostpolitik aux concordats », *Le courrier des pays de l’Est* 5 n°1045 (2004), pp. 4-15.

SHELLEDY, Robert. “The Vatican Role in Global Politics”, *SAIS Review* 24, n°2 (summer-fall 2004), pp. 149-162.

VALLIER, Ivan. “The Roman Catholic Church: a Transnational Actor” in Robert O. Keohane et Joseph F. Nye (dir.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge: Harvard University Press, 1972, pp. 129-152.

### **3. Les rapports entre le Saint-Siège et l’Eglise catholique aux Etats-Unis**

#### ***Ouvrages***

COOK, Bernard Ed. *The Papacy and the Church in the United States*. New York: Paulist Press, 1989.

FOGARTY, Gerald P. *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1965*. Collegeville, Minn.: Michael Glazier, 1982

## **D. Le rôle de la religion et de l'Église catholique dans la vie politique américaine**

### *Ouvrages*

AU, William. *The Cross, the Flag and the bomb: American Catholics Debate War and Peace, 1960-1983*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1985.

BERRYMAN, Philip. *Our Unfinished Business. The US Catholic Bishops' Letters on Peace and the Economy*. New York: Pantheon Books, 1989.

BRETT, Edward T. *The US Catholic Press on Central America*. Notre Dame, Ind.: University of Notre Dame Press, 2003.

BYRNES, Timothy. *Catholic Bishops in American Politics*. Lawrenceville, N.J.: Princeton University Press, 1991.

CASTELLI, Jim. *The Bishops and the Bomb*. Garden City, N.Y.: Image Books, 1983.

DAVIDSON, Donald L. *Nuclear Weapons and the American Churches: Ethical Positions on Modern Warfare*. Boulder, Col.: Westview, 1983.

DWYER, Judith A. *The Catholic Bishops and Nuclear War*. Washington D.C.: Georgetown University Press, 1984.

EDEL, Wilbur. *Defenders of the Faith: Religion and Politics from the Pilgrim Fathers to Ronald Reagan*. New York: Praeger, 1987.

FLYNN, George. *Roosevelt and Romanism. Catholics and American Diplomacy, 1937-1945*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1976.

HANSON, Eric. *The Catholic Church in World Politics*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1990.

HERTZKE, Allen D. *Representing God in Washington*. Knoxville, Tenn.: The University of Tennessee Press, 1988.

KARI, Camilla J. *Public Witness: The Pastoral Letters of the American Catholic Bishops*. Collegeville, Mich.: Liturgical Press, 2004.

KENNEDY, Eugene. *Re-Imagining American Catholicism. The American Bishops and their Pastoral Letters*. New York: Vintage Books, 1985.

LADER, Lawrence. *Politics, Power and the Church*. New York: Macmillan, 1987.

LEDRU, Raymond. *Les catholiques américains et la guerre au 20e siècle*. Arras : Artois Presse Université, 2000.



LERNOUX, Penny. *People of God: The Struggle for World Catholicism*. New York: Viking, 1989.

LEVI, Werner. *From Alms to Liberation: the Catholic Church, the Theologians, Poverty and Politics*. New York: Praeger Publishers, 1989.

MARTY, Martin. *Modern American Religion, Volume 3, Under God, Indivisible, 1941-1960*. Chicago: University of Chicago Press, 1996.

O'MAHONY, Patrick J. *Swords and Ploughshares*. London: Sheed and Ward, 1986.

PHELPS STOKES, Anson. *Church and State in the United States, Volume 2*. New York: Harper and Brothers, 1950.

PRENDERGAST, William B. *The Catholic Voter in American Politics*. Washington D.C.: Georgetown University Press, 1999.

REESE, Thomas J. *A Flock of Shepherds: the National Conference of Catholic Bishops*. Kansas City: Sheed and Ward, 1992.

REESE, Thomas J. *Archbishop: Inside the Power Structure of the American Catholic Church*. San Francisco: Harper and Row, 1989.

REICHLEY, A. James. *Religion in American Public Life*. Washington DC: The Brookings Institution, 1985.

SILK, Mark. *Spiritual Politics: Religion and America since World War II*. New York: Simon and Schuster, 1988.

### ***Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs***

BURNS, Gene. "Commitments and Non-Commitments: the Social Radicalism of US Catholic Bishops", *Theory and Society* 21 n°5 (October 1992), pp. 703-733.

LANG, Tony. "The Catholic Church and American Foreign Policy. Report of a two day workshop « Faith and Foreign Policy: the Catholic Tradition and American Foreign relations »", New York, March 7-8, 2002", *Carnegie Council on Ethics and International Affairs?*

LIBBY, Ronald T. "Hemispheric Crisis: Issues and Options. Listen to the Bishops", *Foreign Policy* n°52 (Fall 1983), pp. 78-95.

RICHET, Isabelle. « Les évêques catholiques américains dissent non à la bombe », in Christiane d'Haussy (dir.), *Les artisans de paix*, Reims : Presses universitaires de Reims, 1996.

VAN VOORST, L. Bruce. "The Churches and Nuclear Deterrence". *Foreign Affairs* 61 (spring 1983), pp. 825-852.

WARBER, Adam et Laura OLSON. "Religion and Ronald Reagan's Rhetorical Presidency", Paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association, Chicago, August 30, 2007.

## **E. Divers**

### *Ouvrages*

BEST, Edward. *United States Policy and Regional Security in Central America*. Aldershot, Hampshire: Gower, 1987.

BZREZINSKI, Zbigniew. *Power and Principle. Memoirs of the National Security Adviser 1977-1981* (New York: Farrar Straus and Giroux, 1983).

CHAMORRO, Edgar. *Packaging the Contras: a Case of CIA Disinformation*. New York: Institute for Media Analysis, Monograph Series n°2, 1987.

COONEY, John. *The American Pope. The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*. New York: Times Book, 1984.

DIAMOND, Sara. *The Politics of the Christian Right*. Boston: South End Press, 1989.

DODSON, Michael et Laura NUZZI O'SHAUGHNESSY. *Nicaragua's Other Revolution*. Chapel Hill, N.C.: The University of North Carolina Press, 1990.

DUMBRELL, John. *The Carter Presidency. A Re-Evaluation* (Manchester: Manchester University Press, 1993).

ELLIS, John Tracy. *The Life of Cardinal James Gibbons*. Volume I. Milwaukee: The Bruce Publishing Corporation, 1952.

FEINBERG, Richard E., Ed. *Central America, International Dimensions of the Crisis*. New York: Holmes & Meier, 1982.

GANNON, Robert I. *The Cardinal Spellman Story*. New York: Doubleday and Company, Inc., 1962.

NOUAILHAT, Yves-Henri. *Truman un Chrétien à la Maison Blanche*. Paris: Cerf, 2007.

TOMBS, David. *Latin American Liberation Theology*. Boston: Brill, 2002.

### *Articles, communications et contributions à des ouvrages collectifs*

BERRYMAN, Phillip. "Basic Christian Communities and the Future of Latin America". *Monthly Review* 36 (July-August 1984), pp. 27.

SOARES, John A. Jr. "Strategy, Ideology and Human Rights. Jimmy Carter Confronts the Left in Central America 1977-1981", *Journal of Cold War Studies* 8, n°4 (fall 2006), pp. 57-91.

WOOSTER, Henry. "Faith at the Ramparts: the Philippines Catholic Church and the 1986 Revolution" in Douglas Johnston et Cynthia Sampson (dir.), *Religion, the Missing Dimension of Statecraft*, New York: Oxford University Press, 1995, pp. 153-176.

## **F. Thèses et mémoires**

BLANKE, Svenja. "Civic Foreign Policy: US Religious Interest Groups and Central America, 1973-1990", Ph.D dissertation, Freie Universität Berlin, May 2001.

CHELINI, Blandine. « Les relations entre les Etats-Unis et le Saint-Siège (1939-1952) », thèse de doctorat sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris, 1994.

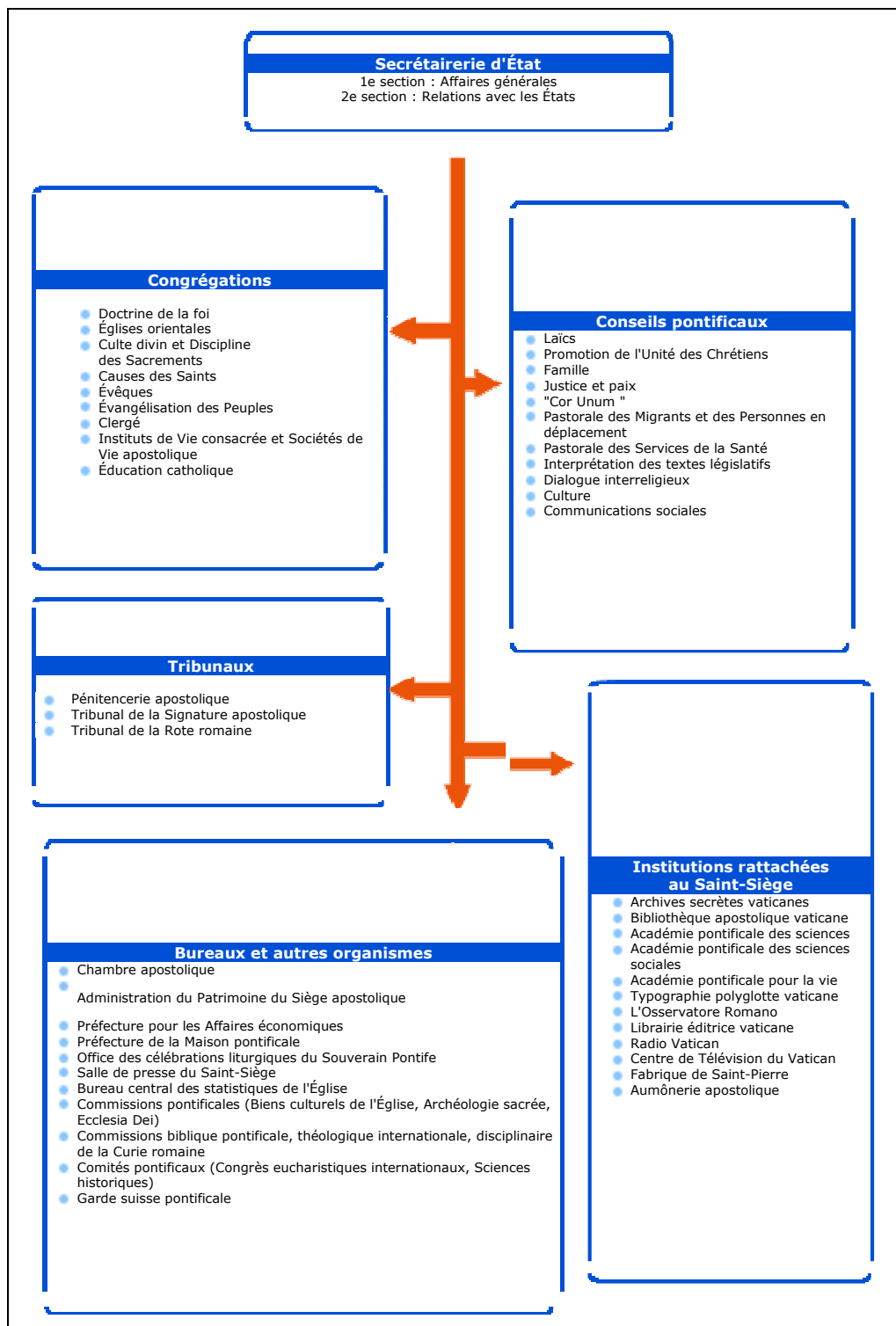
GORA, Dariusz. « Eglise catholique et transactions politiques : l'Etat dans le discours social de l'Eglise au XXe siècle », thèse pour l'obtention du doctorat en sciences sociales de l'Institut catholique de Paris, juin 2000, publiée par Dissertation.com, 2003.

KOUTROUBAS, Théodore. « L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992 », thèse de doctorat en sciences politiques, Université catholique de Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2005.

RAMDANI-CHEHI, Fatma. « La position américaine lors des conférences onusiennes sur les femmes (1975-1995) », thèse de doctorat sous la direction de Pierre Melandri, Université Paris III-Sorbonne Nouvelle, 2008.

# Annexes

## 1. Organigramme de la Curie romaine



Source : Conférence des évêques de France ([http://jeanpaul2.ccf.fr/organisation/curie\\_org.html](http://jeanpaul2.ccf.fr/organisation/curie_org.html)). En 1988, le Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise a été intégré à la secrétairerie d'Etat et ses fonctions ont été transférées au Conseil pour les relations avec les Etats, ou Deuxième section, de la secrétairerie.

## 2. Rencontres entre Ronald Reagan et Jean-Paul II

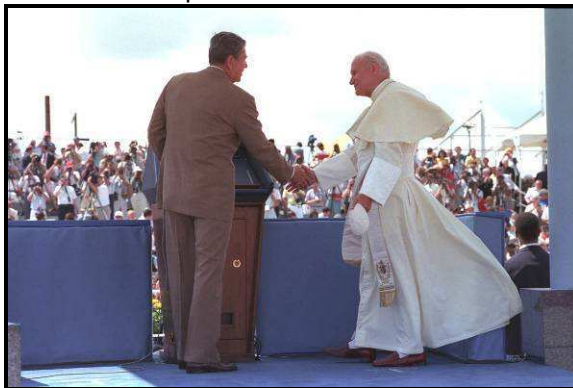
Le 7 juin 1982 au Vatican



Le 2 mai 1984 à Fairbanks en Alaska



Le 10 septembre 1987 à Miami



Avec William Wilson



Sources : Ronald Reagan Library (<http://www.reagan.utexas.edu/archives/photographs/photo.html>)

*Los Angeles Times* (<http://articles.latimes.com/2009/dec/06/local/la-me-william-wilson6-2009dec06>)

## 3. Quand le pape devient un argument électoral... Publicité parue dans la presse à l'occasion de la campagne présidentielle de 1984

**PRESIDENT REAGAN**

*In 1980, Ronald Reagan opened his campaign for president with a pledge to all Americans for a new beginning, one filled with hope and promise and secured by a stable and lasting peace, economic vitality and a return to basic family values.*

*President Reagan has fought to provide parents the opportunity to choose their child's education and to have the means to pay for it through tuition tax credits.*

*President Reagan clearly stands tall for the rights of the unborn, for tough new anti-pornography laws and for voluntary prayer in public schools.*

*President Reagan believes in opportunity, hard work and faith in God and family as the building blocks of America's future.*

*Together, we can build a brighter future because we've got leadership that's working.*

**REAGAN-BUSH '84**  
Leadership That's Working

Source : *Church and State*, December 1984, p. 8.

#### 4. Les représentants américains près le Saint Siège

De gauche à droite, puis de droite à gauche : Myron Taylor, Henry Cabot Lodge, William Wilson, Frank Shakespeare, Thomas Patrick Melady, Raymond Flynn, David Walters et Robert Wagner



Source : Thomas Patrick Melady, *The Ambassador's Story*, pp. 102-103

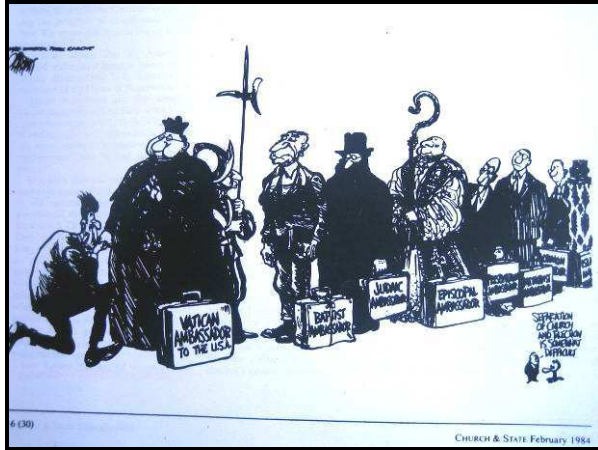
#### 5. Les responsables de la diplomatie du Saint-Siège dans les années 1980

De gauche à droite : Pio Laghi, Agostino Casaroli et Achille Silvestrini



Source : Melady, *The Ambassador's Story*, p. 104; La Repubblica (9 juin 1998) ANSA; Andreas Carter.

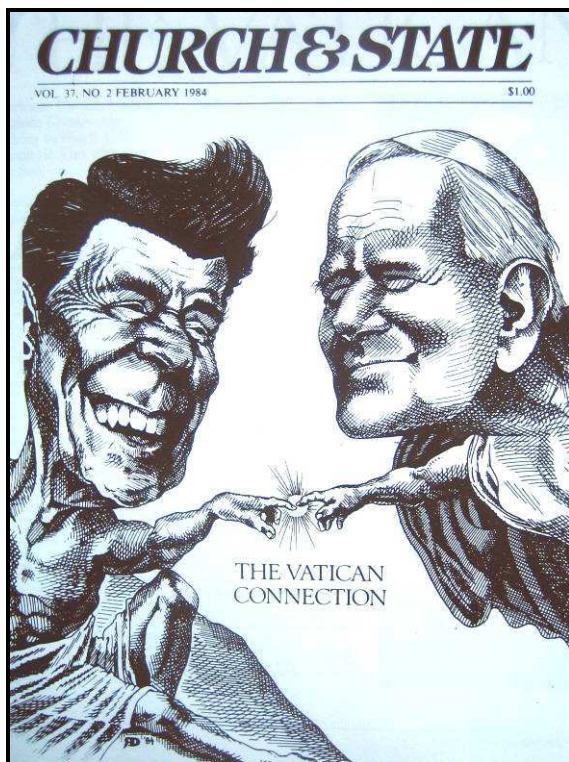
## 6. L'établissement des relations diplomatiques vu par les dessinateurs de presse



Church and State, February 1984, p. 6



Church and State, February 1984, p. 17

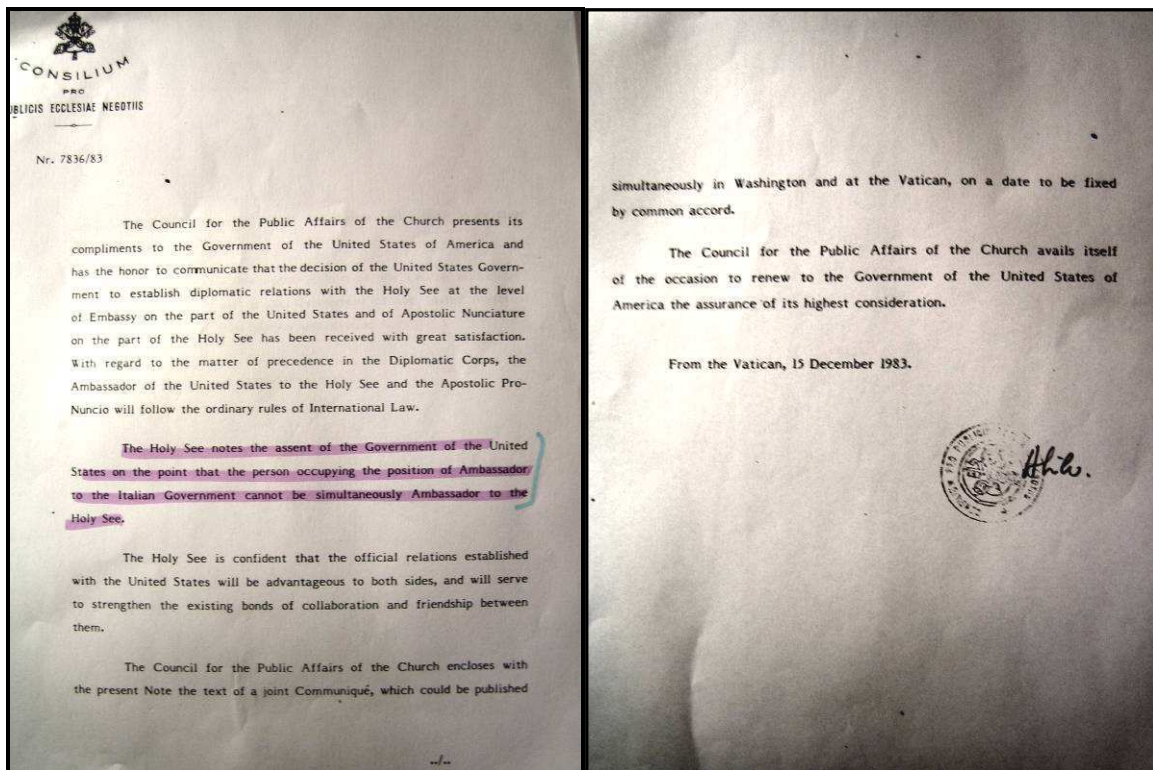
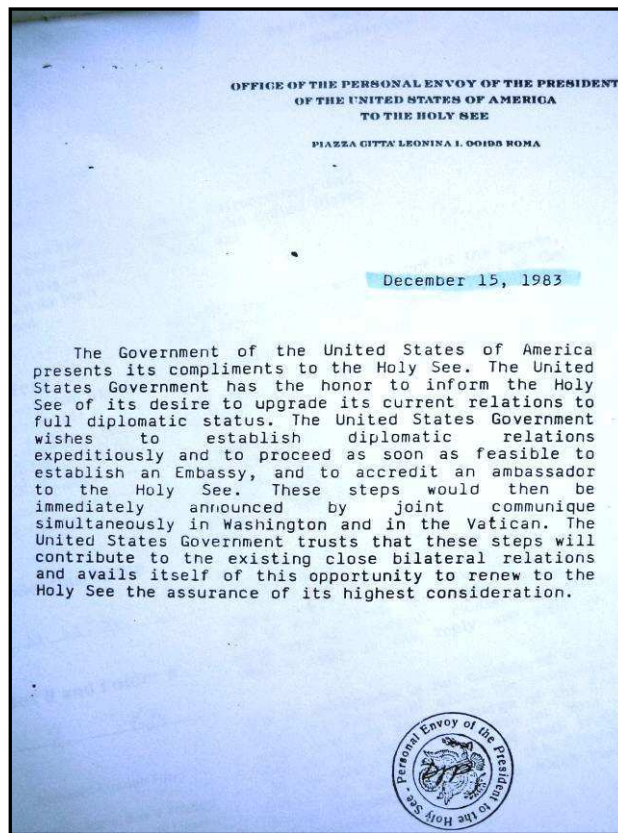


Church and State, February 1984.



Vu par Herb Block pour le *Washington Post* (repris dans *Church and State*, March 1984, p. 7)

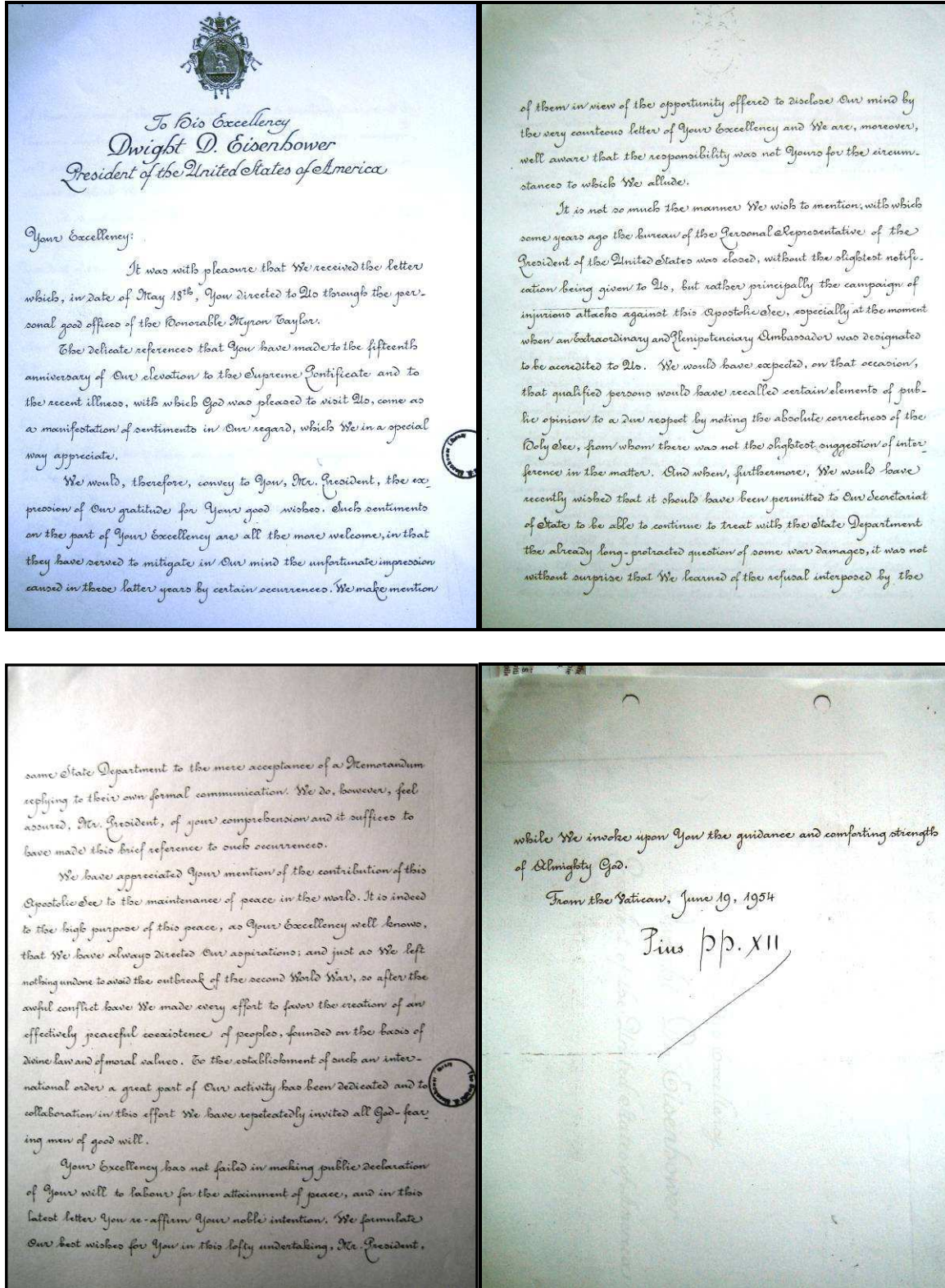
## 7. Notes échangées entre les Etats-Unis et le Saint-Siège pour l'établissement de relations diplomatiques



Source : William A. Wilson Papers, Special Collections, Georgetown University Library, box 3 folder 51

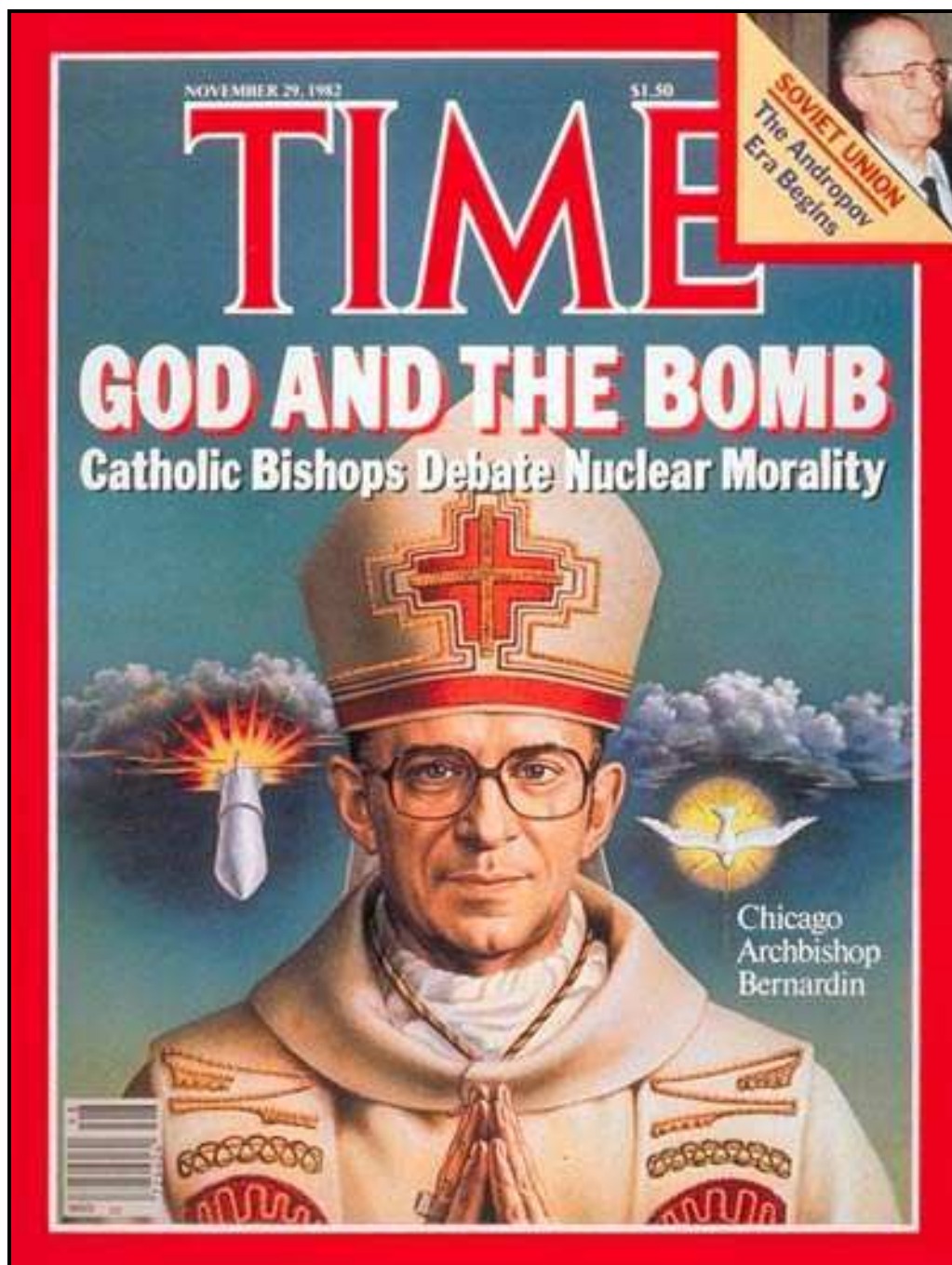


## 8. Lettre de Pie XII à Dwight Eisenhower du 19 juin 1954



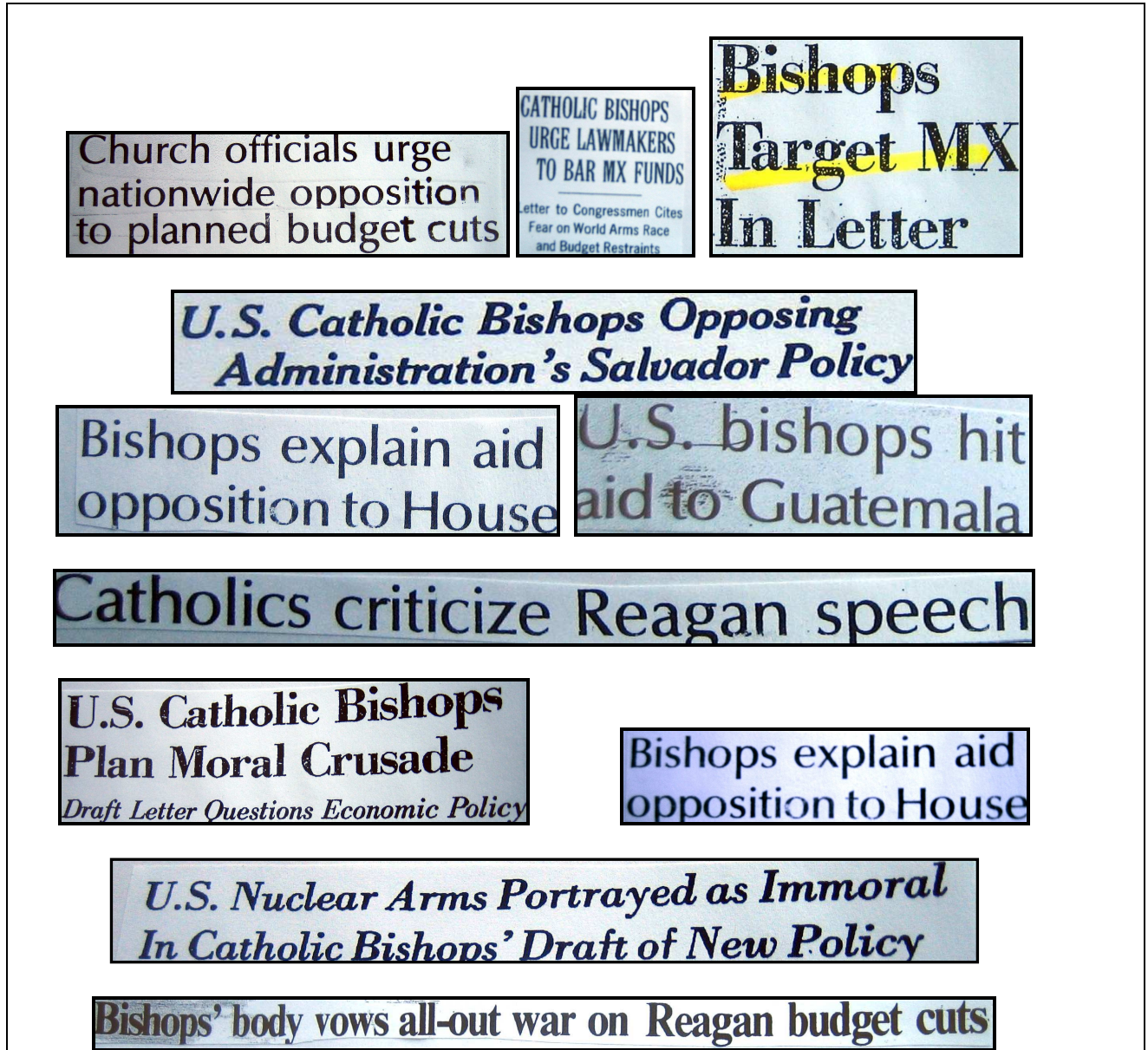
Source : Dwight D. Eisenhower Library, folder: "The Vatican", box 54, Eisenhower Papers as President, International Series.

9. Mgr Bernardin en couverture de *Time* le 29 novembre 1982 dans le contexte de la rédaction de la lettre pastorale « The Challenge of Peace : God's Promise and Our Response »



Source : <http://www.time.com/time/covers/0,16641,29-11-1982,00.html>

10. Quelques exemples d'articles consacrés à l'affrontement entre les évêques catholiques américains et l'Administration Reagan



Stephanie Russell, "Church Officials Urge Nationwide Opposition to Planned Budget Cuts", *National Catholic Reporter*, April 10, 1981, p.1.

Richard Halloran, "Catholic Bishops Urge Lawmakers to Bar MX Funds", *New York Times*, March 16, 1985, p. 1

Marjorie Hyer, "Bishops Target MX in Letter", *Washington Post*, October 26, 1982, p. A1.

Kenneth Briggs, "US Catholic Bishops Opposing Administration's Salvador Policy", *New York Times*, February 21, 1982, p. 1.

Richard Cowan, Bishops Explain Aid Opposition to House, *National Catholic Reporter*, March 6, 1981, p. 1.

"US Bishops Hit Aid to Guatemala", *National Catholic Reporter*, November 19, 1982, p. 3.

Arthur Jones, "Catholic Criticize Reagan Speech", *National Catholic Reporter*, February 5, 1982, p. 28

Peter Behr et Jane Seabery, "US Catholic Bishops Plan Moral Crusade", *Washington Post*, November 8, 1984, p. A6.

Richard Cowan, "Bishops Explain Aid Opposition to House", *National Catholic Reporter*, March 6 1981; p. 2

Walter Mossberg, "US Nuclear Arms Portrayed as Immoral in Catholic Bishops' Draft on New Policy", *Wall Street Journal*, p. 8.

"Bishops' Body Vows All-Out War on Reagan Budget Cuts", *Our Sunday Visitor*, March 29, 1981, p. 7.

# Index

## A

Abrams, Elliot, 188, 189, 248, 315, 316, 338, 341, 346, 358  
Acheson, Dean, 76  
Adams, John, 32, 33, 85  
Adjoubei, Alexei, 91, 93  
Adler, Cyrus, 59, 60  
AFL-CIO, 173, 261  
Akers, John, 205  
Alessandrini, Federico, 98  
Allen, John, 406, 411  
Allen, Richard, 141, 148, 172, 175, 176, 189, 314  
Alliance pour le progrès, 95  
amendement Boland, 313  
*American Jewish Congress*, 206, 230, 231  
*Americans Civil Liberties Union*, 230  
Andreotti, Giulio, 127, 220  
Andropov, Iouri, 287  
Angeloni, Luciano, 380  
Annan, Kofi, 409  
Antonelli, Giacomo, 37, 38  
Appleby, Scott, 270  
Aquino, Benigno, 333  
Aquino, Cory, 334  
Arafat, Yasser, 294, 295, 379  
Archer, Glenn, 112, 115  
Aristide, Jean-Bertrand, 328, 329, 330, 331, 332  
Armacost, Michael, 317, 333  
Asta, Salvatore, 100, 101  
Aylwin, Patricio, 398  
Aziz, Tarek, 409

## B

Backis, Audris, 296, 307, 315, 331  
Baker, Howard, 214  
Baker, James, 398, 405  
Baldwin, Simeon, 45, 46  
*Baptist Joint Committee on Public Affairs*, 129, 229, 230, 233, 254  
Barberini, Giovanni, 28  
Barnes, Harry, 338  
Barnes, Michael, 342  
Bea, Augustin, 93  
Bedini, Gaetano, 36, 37  
Beers, Gilbert, 205  
Benelli, Giovanni, 118, 367  
Benoît XV, 47, 48, 405  
Benoît XVI, 413  
Bernardin, Joseph, 23, 351, 353, 354, 355, 357, 358, 359, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 372, 373  
Bernstein, Carl, 21, 22, 135, 136, 147, 161, 168, 171, 172, 173, 175, 261, 262, 263, 277, 316, 317, 321, 323, 324, 381, 398, 399  
Bertone, Tarcisio, 410  
Bettwy, Samuel, 22  
Blair, Dennis, 158, 159, 160, 185, 188, 189, 278, 285, 287  
Blanshard, Paul, 77, 78, 103

Blatchford, Richard M., 36, 37  
Bolanos, Miguel, 346  
Bonbright, James, 86  
Boothby, Lee, 253  
Boothe Luce, Clare, 85, 86, 355, 365  
Brandt, Willy, 14  
Brejnev, Léonid, 154, 157, 282, 283, 284, 285, 286, 400  
Bremmer, L. Paul, 148, 379  
Buchanan, James, 36, 42  
Bugnini, Annibale, 132  
Bumpers, Dale, 215, 218  
Burns, Gene, 341  
Burt, Richard, 177, 180  
Bush, George H.W., 149, 163, 170, 185, 186, 268, 281, 287, 289, 291, 333, 345, 359, 380, 393, 397, 398, 401, 403, 404, 409  
Bush, George W., 393, 406, 407, 408, 410, 413  
Buttrick, George, 59, 60, 62  
Butts, Archibald, 44  
Bzrezinski, Zbigniew, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 136, 180, 268

## C

Califano, Joseph, 100  
Calvi, Roberto, 221  
Campbell, James, 37, 210  
canal de Beagle, 131, 167, 337  
Cannon, Lou, 186, 187  
Capucci, Hilarion, 132  
Cardenal, Ernesto, 322  
Cardinale, Igino, 26, 104, 105, 107  
Carrillo, Elisa, 65, 69  
Carter, Jimmy, 15, 21, 24, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 140, 147, 154, 155, 180, 181, 263, 268, 310, 311, 315, 316, 343, 349  
Casaroli, Agostino, 15, 91, 92, 118, 119, 120, 121, 122, 126, 127, 131, 134, 149, 150, 151, 152, 162, 167, 193, 195, 207, 208, 210, 245, 264, 265, 267, 272, 283, 287, 289, 290, 291, 296, 297, 300, 305, 314, 315, 316, 320, 321, 322, 325, 327, 333, 335, 355, 361, 364, 370, 375, 376, 379, 382, 397  
Casey, William, 150, 151, 168, 189, 262, 317  
Cass, Lewis, 36  
Castelli, Jim, 349  
Castro, Fidel, 146, 299  
CELAM, 10, 145, 146, 326  
Chagas, Carlos, 302, 306  
Chamorro, Violetta, 398  
Cheek, James, 134  
Chevaliers de Colomb, 152, 189, 193, 287, 355, 364  
Chili, 17, 130, 131, 152, 167, 223, 226, 315, 328, 336, 337, 338, 339, 398  
Chine, 17, 100, 103, 109, 131, 152, 223, 374, 375  
Churchill, Winston, 71, 74  
Cicognani, Amleto, 57, 61, 64, 65, 76, 107  
Clark, Mark, 20, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 86, 89, 148, 157, 196, 205, 213, 227, 229, 233, 235, 238, 239, 240, 278  
Clark, William, 150, 158, 160, 171, 177, 182, 185, 188, 189, 197, 205, 224, 262, 285, 317, 354, 355, 357, 358, 359, 363, 364, 365

Clinton, Bill, 393, 405, 406  
Cobb, Tyrus, 188  
Connolly, Thomas, 80  
*contras*, 16, 219, 242, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 319,  
322, 324, 327, 343, 344, 389, 390  
Conway, James, 58  
Cooke, Terence, 20, 115, 118  
Coppa, Frank, 82  
Coriden, James, 22  
Coughlin, Charles, 53, 64  
Cranston, Alan, 215

## D

D'Escoto, Miguel, 322  
d'Onorio, Joël-Benoît, 25, 260, 263  
Dam, Kenneth, 190, 191, 216, 217, 247, 248, 278, 365,  
366  
Davis, Jefferson, 38  
Dawson, JM, 112  
Defois, Gérard, 367, 368  
Dell'Acqua, Angelo, 96, 107  
*Dignitatis humanae*, 237  
*Divini redemptoris*, 66, 91, 92  
Dobriansky, Paula, 160, 161, 162, 163, 166  
Dolan, Timothy, 192  
Dole, Robert, 318, 319, 320  
Domenico, Roy Palmer, 72, 96, 101  
Draper, James, 230, 233  
Duggan, Robert, 234  
Dulles, John Foster, 85  
Dungan, Ralph, 93, 105, 106  
Dunn, James, 230, 234  
Duvalier, Jean-Claude, 328, 329, 331, 332  
Dziwisz, Stanislas, 156, 268, 270, 329, 375, 376, 399,  
400

## E

Eagleburger, Lawrence, 126, 157, 222, 225, 354, 355  
East, John, 215  
Edel, Wilbur, 196, 204  
Eisenhower, Dwight, 21, 79, 82, 83, 84, 85, 86, 89, 106,  
108, 196  
Elisabeth II, 174  
Ellis, John Tracy, 49, 50  
Endara, Guillermo, 402  
Enders, Thomas, 312  
Engen, Gordon, 231  
Etchegaray, Roger, 375, 409, 410

## F

Falwell, Jerry, 188, 205, 206, 230, 232, 238  
Fanfani, Amintore, 127, 220  
*Federation of Christian Churches*, 59  
Fenwick, Millicent, 219  
Ferguson, Clarence, 124  
Ferraro, Geraldine, 228, 344, 347  
Flanigan, Peter, 113, 117, 124  
Flynn, George, 20, 53, 62  
Flynn, Raymond, 405  
Fogarty, Gerald, 20, 22, 55, 61, 80, 81, 130, 186, 195,  
244  
Ford, Gerald, 15, 21, 125, 126, 128, 132, 228  
Ford, Wendell, 215

Formicola, Jo Renee, 22, 170  
Foster, John, 51  
Fraleigh, William, 94, 107, 108  
Franco, Massimo, 412  
Franklin, Benjamin, 33, 35, 358  
Fulcher, George, 351  
Fullam, John, 252, 253

## G

Gaddis, John Lewis, 170  
Galbraith, Evan, 179  
Galeazzi, Enrico, 56  
Gannon, Robert, 57  
Garthoff, Raymond, 263  
Gates, Robert, 262  
Gatti, Luigi, 297  
*Gaudium et Spes*, 90, 237  
Gemayel, Béchir, 294  
Gibbons, James, 46, 47, 50, 51  
Gibbons, John, 253, 254  
Giovagnoli, Agostino, 264, 267, 268  
Gladden, Washington, 43  
Glemp, Jozef, 155, 156, 161  
Godwin, Ronald, 205, 232  
Goldberg, Arthur, 97, 101  
Gorbachev, Mikhail, 17, 152, 277, 290, 291, 305, 400,  
403  
Gordon, Thomas, 365  
Gore, Al, 406  
Gowen, Franklin, 71  
Graham, Billy, 205, 206, 236, 243  
Graham, Robert, 46, 47, 52, 60  
Grassley, Charles, 216  
Gray, Robert, 186, 214  
Gromyko, Andreï, 266, 289, 303, 307  
Gumbleton, Thomas, 351, 366

## H

Habib, Philip, 335  
Haig, Alexander, 115, 116, 118, 124, 150, 155, 156, 157,  
172, 185, 189, 190, 277, 282, 283, 284, 342, 345, 354  
Haïti, 17, 107, 152, 328, 329, 330, 331, 332, 333  
Harriman, Averell, 101, 110  
Hastings, Martin, 20  
Hatfield, Mark, 203, 214, 215, 217, 218  
Hebblethwaite, Peter, 245  
Hehir, J. Bryan, 90, 91, 92, 263, 271, 273, 355, 358  
Heicher, Lowell, 211  
Hekker, Maria Louisa, 22, 254  
Helmke, Mark, 233  
Helms, Jesse, 188, 200, 203, 211, 212, 213, 214  
Hernandez Pico, Juan, 274, 326  
Herrington, John, 191  
Hickey, James, 342, 343, 361  
Higgins, George, 244  
Hobbs, Marcia, 191, 226  
Höffner, Joseph, 367  
Hollings, Ernest, 211, 218  
Hornblow, Michael, 129, 132, 162, 176, 179, 180, 185,  
186, 198, 199, 283, 284, 300, 301, 315, 316, 326, 365  
Horsey, Outerbridge, 83, 84  
Howe, Jonathan, 358  
Hoye, Daniel, 365  
Hubbard, David, 205  
Hughes, John, 37, 362

Hughes, Philip, 185  
Hull, Cordell, 54, 57, 59, 65, 68  
Humphrey, Hubert, 102  
Hunthausen, Raymond, 241, 255, 350  
Hussein, Saddam, 402, 403, 404, 408, 410

## I

Illing, Robert, 115, 118, 119, 120, 126, 127  
Initiative de défense stratégique, 152, 219, 279, 301, 304, 305, 306, 307, 308, 386, 395  
*International Council of Churches*, 81  
Irani, George, 377  
Ireland, James, 51, 244  
Ireland, John, 46  
Israël, 124, 130, 172, 190, 206, 219, 232, 253, 273, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 300, 377, 379, 382, 396, 398

## J

Jadot, Jadot, 241  
Jaruzelski, Wojciech, 17, 155, 156, 163, 164, 165, 166, 268, 388, 394  
Jean XXIII, 14, 16, 26, 82, 85, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 104, 111, 141, 143, 144, 235, 237, 238, 264, 269, 272, 280, 360  
Jean-Paul II, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 156, 157, 160, 164, 165, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 184, 188, 199, 200, 201, 225, 228, 233, 238, 240, 241, 243, 256, 257, 260, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 280, 282, 283, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 298, 299, 301, 302, 303, 304, 307, 308, 309, 314, 316, 317, 321, 322, 323, 326, 327, 329, 332, 335, 337, 338, 339, 346, 347, 349, 356, 360, 361, 364, 372, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 383, 384, 385, 386, 387, 389, 390, 391, 394, 395, 396, 397, 399, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 410, 411, 413  
Jepsen, Dee, 205, 231  
Jepsen, Roger, 215  
Jérusalem, 103, 124, 125, 133, 134, 152, 292, 295, 297, 300  
Johnson  
    Andrew, 40  
    Lyndon, 11, 15, 21, 95, 98, 99, 101, 102, 108, 121, 132  
Jones, T.K., 281  
Jorgensen, Earle, 179, 208

## K

Kaddoumi, Farouk, 294, 300  
Kadhafi, Mouammar, 223, 224, 225  
Kastings, Richard, 200  
Katin, Vladimir, 300  
Kelley, Dean, 230, 233  
Kengor, Paul, 22  
Kennedy  
    John, 21, 79, 93, 94, 103, 104, 106, 279  
    Joseph, 55, 57, 75  
    Robert, 94  
Kerry, John, 407, 410, 411  
Keyworth, George, 305  
Khomeini, Ruhollah, 132

Khrouchtchev, Nikita, 90, 91, 93, 94  
King, Rufus, 36, 37, 38, 39, 40, 41  
Kirby, Dianne, 20, 73  
Kirkpatrick, Jeanne, 342  
Kissinger, Henry, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 122, 124, 125, 126, 127, 313  
*kitchen cabinet*, 178, 182, 190, 219  
Kohler, Foy, 84, 85, 86, 104, 106  
Kojalis, Linas, 243  
Koutroubas, Théodore, 399  
Kraemer, Sven, 358, 359, 367  
Krol, John, 161, 165, 239, 349, 350, 366  
Kuhl, Carolyn, 252, 253  
Kwitny, Jonathan, 21, 146, 263

## L

Laboa, Sebastian, 401, 402  
*Laborem exercens*, 270  
Lader, Lawrence, 340  
Laghi, Pio, 11, 15, 27, 28, 150, 151, 152, 155, 164, 168, 171, 198, 208, 209, 210, 211, 218, 228, 241, 245, 250, 251, 262, 279, 290, 315, 316, 317, 319, 320, 338, 355, 362, 364, 365, 380, 385, 390, 396, 398, 409, 410  
Lansing, Robert, 47  
Law, Bernard, 220, 366  
Laxalt, Paul, 217, 218  
Lefever, Ernest, 342  
Lehman, Christopher, 358  
Lehman, John, 354, 357, 360  
Lehman, Joseph, 358  
Lehman, Ronald, 358  
*Lemon v. Kurtzman*, 234, 251, 254  
Léon XIII, 43, 46, 50, 51, 63, 167, 237, 276  
Levin, Lewis C., 35  
Liban, 17, 103, 112, 126, 133, 151, 152, 172, 204, 213, 273, 374, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 401, 402  
Libye, 224, 225, 226, 404, 412  
Lodge, Henry Cabot, 101, 109, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 148  
Lugar, Richard, 189, 194, 195, 198, 200, 201, 202, 203, 212, 214, 233  
Lynch, Patrick, 38

## M

Macias O'Leary, Geraldine, 346  
Maddox, Robert, 255  
Magee, Ralph, 78  
Maglione, Luigi, 60  
Mahony, Roger, 350  
Malmborg, K.E., 251  
Malone, James, 239, 242, 243, 366, 373  
Mann, A. Dudley, 38  
Marcinkus, Paul, 221, 222  
Marcos, Ferdinand, 332, 333, 334, 335  
Martin, Diarmuid, 149, 408  
Martin, Jacob L., 21, 36, 42  
Mathiesen, Leroy, 349  
May, John, 243  
Mazzini, Giuseppe, 38  
McCarthy, Joseph, 237  
McCone, John, 84, 85  
McCormack, Richard, 170  
McFarlane, Robert, 160, 161, 162, 163, 164, 188, 189, 305, 318, 319, 320, 327, 358, 367, 380, 381  
McIntire, Carl, 81

McKinley, Brunson, 330, 331  
 McNicholas, John, 67  
 McPherson, Harry, 108, 109, 110  
 Meese, Edwin, 169  
 Meir, Golda, 292  
 Melady, Thomas Patrick, 96, 108, 173, 174, 179, 191, 205, 208, 291, 299, 393, 404, 405  
 Melandri, Pierre, 271, 272, 384  
 Melvin, Billy, 205  
*Mexico City Policy*, 168  
 Milewski, Jerzy, 260  
 Mitchell, James, 85  
 Mondale, Walter, 129, 130, 228, 347  
 Montclos, Christine (de), 405  
 Montini, Giovanni Battista, 81, 83  
 Morgan-Witts, Max, 365  
 Motley, Langhorn, 344, 345  
 Moynihan, Daniel Patrick, 113  
 Mugnaini, Marco, 118  
 Mundelein, George, 55, 56  
 Murkowski, Frank, 212, 216  
 Murphy, F.X., 244  
 Murphy, Peter, 85, 88, 147, 152, 161, 167, 174, 178, 181, 183, 191, 192, 221, 278, 279, 295, 296, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 315, 316, 321, 323, 325, 333, 335, 374, 375, 378  
 Murphy, Robert, 85, 88, 113  
 Mussolini, Benito, 54, 64, 65, 70

## N

Namphy, Henri, 328, 329  
 Nance, James, 153, 284  
*National Association of Evangelicals*, 78, 112, 204, 205, 229, 231, 232, 233, 234, 250, 359  
*National Catholic Welfare Conference*, 88, 340  
*National Conference of Catholic Bishops*, 10, 240, 241, 242, 340, 349, 351, 363, 365, 419  
*National Council of Churches*, 76, 78, 112, 195, 229, 230, 233, 250  
 Navarro-Valls, Joaquin, 401, 406, 408, 410  
 Newton, Louie, 112  
 Nicaragua, 17, 133, 145, 152, 219, 242, 274, 303, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 326, 327, 330, 336, 339, 341, 342, 343, 346, 347, 389, 390, 395, 398, 433  
 Nicholson, James, 193, 410  
 Nixon, Richard, 15, 21, 24, 85, 88, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 132, 133, 140, 189, 228  
 Nofziger, Lyn, 213  
 Noriega, Manuel, 401, 402  
 North, Oliver, 316  
*Nostra Aetate*, 237, 292  
 Nouailhat, Yves-Henri, 80  
 Nye, Joseph, 399

## O

O'Brien, David, 339  
 O'Brien, William, 20, 238  
 O'Connell, William, 51  
 O'Connor, John, 220, 343, 344, 351, 366, 373, 419  
 O'Neill, Tip, 129  
 Obama, Barack, 413  
 Obando y Bravo, Miguel, 274, 317, 320, 323, 324, 325, 326

Oglesby, M.B., 213  
 Olson, Laura, 384  
 Ortega, Daniel, 310, 312, 321, 322, 323, 347, 395  
*Ostpolitik*, 14, 16, 91, 92, 140, 264, 265, 266  
 Oxnam, Bromley, 71, 112

## P

*Pacem in terris*, 14, 92, 93, 360  
 Pamphili, Doria, 33  
 Parson, J. Graham, 73  
 Parsons, James, 71, 72  
 PATCO, 271  
 Paul VI, 14, 16, 28, 82, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 104, 106, 108, 109, 111, 112, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 126, 128, 129, 132, 133, 136, 141, 143, 144, 237, 238, 264, 265, 269, 272, 290, 292, 293, 294, 374, 376, 381, 382, 386, 387, 412  
 Pazner, Avi, 298  
 Pell, Claiborne, 202, 212, 216  
 Percy, Charles, 176, 185, 193, 200, 202, 212, 213  
 Perkins, George, 79  
 Perl, Mark, 206  
 Phelps, Fred, 237, 250, 251  
 Philippines, 13, 17, 44, 45, 46, 152, 328, 332, 333, 335, 382  
 Phillips, William, 54, 56, 59  
 Pie IX, 12, 34, 35, 36, 37, 41  
 Pie X, 46  
 Pie XI, 26, 55, 56, 66, 92  
 Pie XII, 13, 52, 53, 55, 56, 57, 59, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 73, 74, 75, 82, 83, 84, 85, 88, 90, 104, 115, 133, 140, 141, 220, 264, 281, 381  
 Pierce, Franklin, 36, 37  
 Pignedoli, Sergio, 100  
 Pinochet, Augusto, 223, 336, 337, 338, 398  
 plan Marshall, 72, 74  
 Planty, Donald, 150, 162, 163, 176, 177, 178, 179, 181, 183, 185, 187, 190, 191, 192, 193, 206, 227  
 Politi, Marco, 261  
 Polk, James, 34, 35, 36, 44  
 Popieluszko, Jerzy, 161  
*Populorum progressio*, 14, 92, 269  
*Protestants and Others Americans United for Separation of Church and State*, 75  
 Pruden, Edward, 78

## Q

Quayle, Dan, 202  
 Quigley, Thomas, 347, 348

## R

Rabb, Maxwell, 219, 220  
 Rafsanjani, Hachemi, 132  
 Raimondi, Luigi, 100, 117  
 Ramdani, Fatma, 168  
 Ramos, Fidel, 334  
 Rampolla, Mariano, 45  
 Randall, Alexander W., 36  
 Ratzinger, Joseph, 149, 323, 371  
 Raymond, Walter, 260  
 Reagan, Nancy, 170  
 Reagan, Ronald, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, 32, 35, 89, 116, 125, 130, 135, 136,

137, 140, 141, 142, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 153, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 182, 183, 184, 186, 187, 189, 190, 191, 193, 195, 196, 197, 198, 203, 205, 206, 209, 213, 218, 219, 220, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 235, 238, 240, 241, 242, 244, 245, 247, 248, 249, 251, 255, 256, 257, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 271, 272, 274, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 306, 307, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 328, 330, 331, 332, 335, 336, 339, 341, 342, 343, 344, 347, 348, 349, 350, 352, 353, 354, 355, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 367, 371, 372, 374, 375, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 406, 407, 411, 414, 415, 424, 425, 426, 427, 433, 450

Reese, Thomas, 244  
Reich, Otto, 346  
Reilly, Robert, 243, 345, 351, 367  
Reinhardt, Frederick, 93, 94, 99, 101, 105, 106  
Renoton-Beine, Nathalie, 48  
Rentschler, James, 131, 148, 158, 175, 287  
*Rerum novarum*, 270, 276  
Riccardi, Andrea, 265  
Rice, Condoleeza, 409, 410, 412  
Rich, Marc, 222  
Ridgway, Rozanne, 275  
Rios Montt, Efraim, 311  
Roach, John, 343, 345, 348, 350, 362, 363, 365, 366, 367, 369, 373  
Roberts, John, 222  
Robertson, Pat, 205  
Rodino, Peter, 149, 199  
Rogers, William, 123  
Romero, Oscar, 134, 135, 316, 322, 342  
Romulus, Willy, 329, 330  
Roosevelt  
    Franklin, 13, 15, 20, 27, 41, 52, 53, 54, 56, 59, 61, 63, 66, 69, 128  
    Theodore, 44, 45, 244  
Roosevelt, Franklin, 237, 396  
Root, Elihu, 45  
Rostow, Eugene, 354, 355, 357  
Rostow, Walt, 99, 109, 110  
Rowny, Edward, 287, 305, 354, 355, 361, 367  
Rudman, Warren, 217  
Ruerther, Rosemary, 245  
Rusk, Dean, 98, 99, 101, 105, 108, 109, 110  
Russett, Bruce, 358  
Ryan, John, 237

**S**

SALT, 128, 130, 349  
Salvador, 17, 134, 135, 152, 278, 300, 311, 313, 315, 317, 322, 342, 343, 345, 382, 389, 398  
Samore, Antonio, 131  
*Santa Fe Document*, 147  
Sartori, Giovanni, 33  
Satolli, Francesco, 51  
Schaller, Michael, 382  
Seward, William, 37, 40  
Shakespeare, Frank, 165, 226, 293, 295, 296, 297, 298, 321, 322, 325, 331, 382, 393

Shannon, William, 115  
Shaw, Russell, 243, 353, 365  
Shultz, George, 150, 163, 164, 177, 180, 187, 188, 190, 191, 217, 218, 219, 220, 221, 225, 262, 287, 289, 296, 297, 312, 345, 357, 367, 378, 380  
Siegfried, André, 79  
Siegman, Henry, 231  
Silvestrini, Achille, 135, 149, 159, 162, 163, 165, 172, 274, 283, 284, 290, 300, 301, 306, 307, 315, 325, 327, 333, 335, 397  
Sin, Jaime, 333, 334, 375  
Sindona, Michele, 221  
Slipyi, Joseph, 94  
Smith, Al, 109, 186, 222  
Smith, Neal, 199, 216, 217, 219  
Smith, William French, 169, 222  
Sodano, Angelo, 28, 29, 397, 409, 410  
Solidarité, 136, 141, 153, 154, 156, 157, 164, 165, 166, 172, 173, 174, 260, 267  
*Sollicitudo rei socialis*, 271  
Sommer, Peter, 188  
Somoza, Anastasio, 133, 134, 310, 311  
Sonnenfeldt, Helmut, 112, 113, 124  
*Southern Baptist Convention*, 112, 128, 148, 212, 230, 231, 233  
Spalding, Elizabeth, 73  
Speakes, Larry, 194, 209  
Spellman, Francis, 21, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 76, 81, 82, 240, 340, 433  
Spiers, Ronald, 217  
Staline, Joseph, 43, 91, 237  
Stock, Leo Francis, 37, 38  
Stockman, David, 197  
Stockton, John P., 36, 350  
Stone, Richard, 130  
Surratt, John, 37  
Svidercoschi, Gian Franco, 270, 376, 399, 400  
Szoka, Edmund, 366  
Szulc, Tad, 21, 143, 146, 264, 266, 267, 276

## T

Taft, Charles, 76  
Taft, William Howard, 44, 45, 46, 52, 60  
Tanner, Paul, 88  
Tardini, Domenico, 66  
Tauran, Jean-Louis, 397, 400, 408, 409, 410  
Taylor, Myron, 53, 55, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 82, 83, 84, 86, 181, 228, 237, 239  
Tchernenko, Konstantin, 152, 305  
*The Challenge of Peace*, 348, 364  
Theberge, James, 336, 337, 338  
Thomas, Oliver, 254  
Thurmond, Strom, 215  
Tittmann, Harold, 64, 65, 66, 67, 70, 71, 75  
Tombs, David, 314  
Tomko, Jozef, 136  
Toulat, Jean, 404  
Trasatti, Sergio, 265  
Truman, Harry, 13, 14, 15, 20, 21, 24, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 109, 140, 196, 227, 239, 411  
Turner, Carlton, 169



## U

*United States Information Agency*, 219, 225, 226, 278

## V

Vagnozzi, Egidio, 106, 107  
Van Heuven, Martin, 275, 298, 299, 301, 304, 309, 394  
Vance, Cyrus, 129, 133  
Vietnam, 14, 15, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 109, 111, 112, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 125, 126, 127, 290, 340, 342, 412, 423  
Villot, Jean-Marie, 264, 265  
Volpe, John, 119

## W

Wagner, Robert, 129, 131, 132, 134, 135, 147, 148, 167, 181, 366  
Walesa, Lech, 154, 155, 156, 162, 163, 164, 170  
Walters  
    Vernon, 150  
Walters, David, 128, 129  
Walters, Vernon, 150, 155, 189, 244, 316, 337, 364, 365  
Warber, Adam, 384  
Watt, James, 213  
Webster, William, 222  
Weicker, Lowell, 217, 218  
Weigel, George, 170, 260, 261, 264, 398, 402  
Weinberger, Caspar, 150, 262, 287, 306, 309, 354, 355, 356, 357, 360, 363, 367, 372, 378

Weisskopf, Victor, 284  
Welles, Sumner, 54, 57, 59, 64, 65  
Whiteley, James Gustavus, 42  
Whittlesey, Faith, 205, 231, 346, 367  
Wick, Charles, 219  
Williamson, Francis, 86  
Wilson, Elizabeth, 178, 179, 180  
Wilson, William, 11, 15, 19, 22, 23, 140, 144, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 160, 162, 164, 167, 168, 169, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 229, 230, 232, 233, 236, 239, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 253, 256, 262, 275, 278, 282, 283, 287, 288, 295, 296, 298, 299, 300, 304, 305, 306, 307, 314, 315, 316, 318, 320, 323, 326, 340, 365, 366, 375, 378, 379, 383, 393, 397  
Wilson, Woodrow, 44, 46, 47, 48  
Wister, Robert, 49, 52  
Wojtyła *Voir* Jean-Paul II  
Wojtyła, Karol *Voir* Jean-Paul II, *Voir* Jean-Paul II  
Wyszynski, Stefan, 135

## Z

Zablocki, Clement, 194, 195, 198, 199, 201, 203, 232, 244, 313  
Zagladin, Vladimir, 266



**EA 4439 CREW**  
**Center for Research on the English-Speaking World**  
**Observatoire de la politique américaine**

**« Les Etats-Unis et le Vatican : analyse d'un rapprochement (1981-1989) »**

Le 10 janvier 1984, les Etats-Unis et le Saint-Siège annoncent l'établissement de relations diplomatiques. Cette décision s'inscrit dans un contexte de tensions accrues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique après la détente qui avait caractérisé les années 1970. L'accord idéologique semble parfait entre Ronald Reagan et Jean-Paul II, tous les deux connus pour leur anticommunisme farouche. Le rapprochement constaté dans les années 1980 a conduit certains à évoquer l'existence d'une alliance entre Rome et Washington ayant visé à précipiter la chute des régimes marxistes. Pourtant, une analyse plus poussée de leurs relations pendant cette période tend à infirmer cette lecture. Le Vatican ne va pas toujours approuver les politiques de déstabilisation des régimes marxistes menées par l'Administration Reagan, contrairement aux attentes de cette dernière. Washington, pris au dépourvu, va consentir des efforts importants pour convaincre Rome du bien fondé de sa politique étrangère. Négociations de désarmement, Initiative de défense stratégique, Amérique centrale et Pologne seront autant de sujets abordés pour essayer d'emporter l'adhésion du Saint-Siège, ou tout du moins pour éviter une condamnation, ne serait-ce qu'implicite, de sa politique. Parfois, le Saint-Siège va agir dans un sens favorable aux intérêts américains, mais quelle que soit l'effet de ses prises de position sur Washington, ces dernières s'expliquent par le fait que le Saint-Siège a agi selon des intérêts qui ne sont pas tous liés à la lutte contre le communisme.

Guerre froide, diplomatie, Etats-Unis, Vatican

**“The United States and the Vatican: Analyzing a Rapprochement (1981-1989)”**

On January 10, 1984, the United States and the Holy See announced the establishment of diplomatic relations. The decision was made in a context of revived tensions between the United States and the Soviet Union after the détente of the 1970s. On first sight there seems to have been a perfect ideological convergence between President Ronald Reagan and Pope John Paul II, as both were famous for their vocal anticommunism. The rapprochement witnessed in the 1980s has led some to posit the existence of an alliance between Rome and Washington, the aim of which was to hasten the collapse of Marxist regimes. Yet, a closer analysis of Vatican-American relations during that period contradicts such an interpretation, as the Vatican did not by any means endorse all of Reagan's Cold War-related policies. This led to efforts on the part of Washington to convince the Holy See of the legitimacy of its foreign policy options. Arms reduction, Strategic Defense Initiative, Central America, and Poland were some of the topics brought up by Washington in order to secure Vatican approval, or at the very least to prevent a condemnation, even an implicit one, of US policies. Sometimes, the Holy See did act in a manner construed as favorable to US interests. However, this was always in keeping with its own interests, which were not solely Cold War-related, and which the Vatican always pursued, whether they tallied with those of the United States or not.

Cold War, diplomacy, United States, Vatican